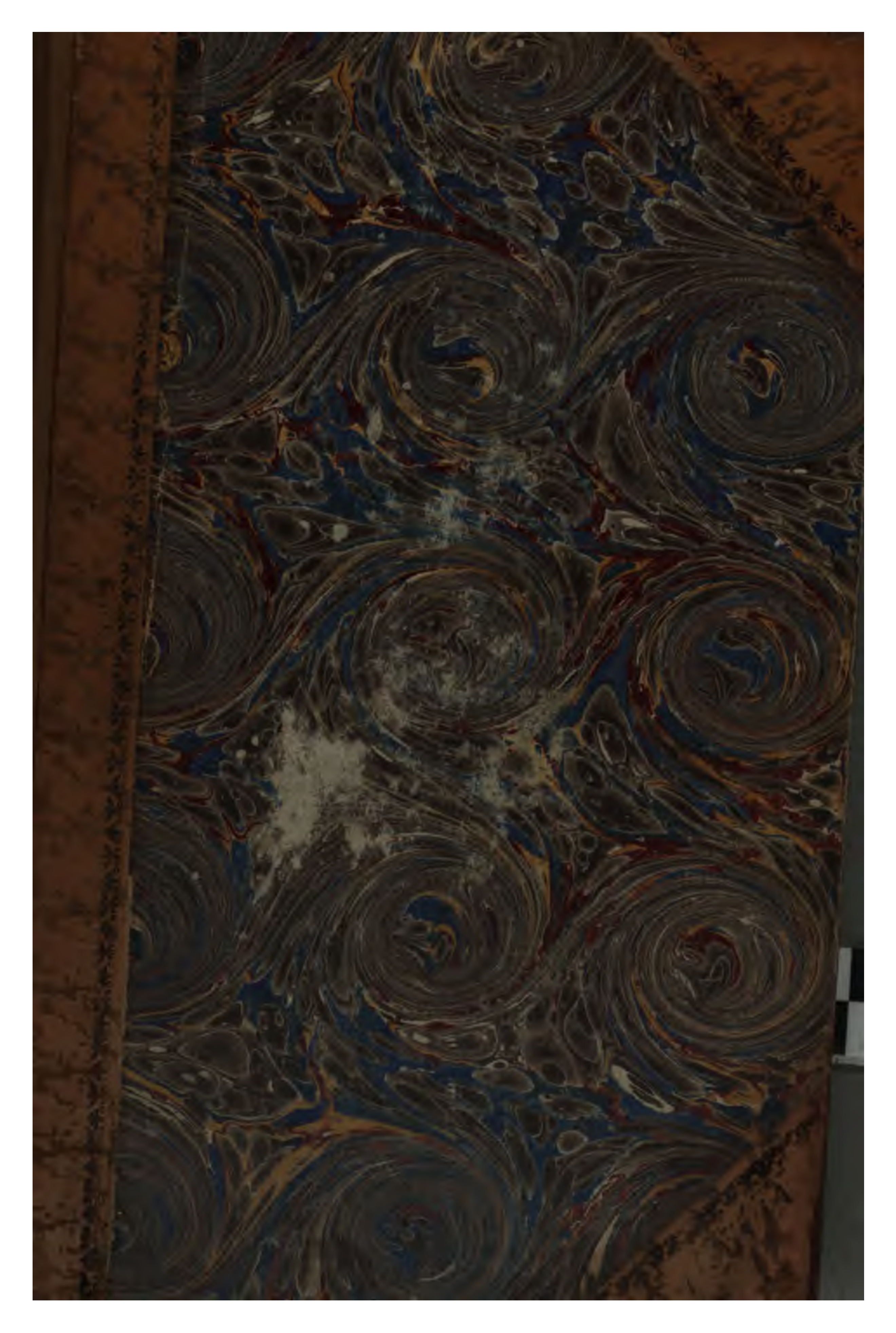



DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA
Taylor Institution.

HISTOIRE

DU

DUC DE WELLINGTON.

Bruxelles. — Imp. de E. Guyot et Stapleaux fils,
rue de Schaerbeek, 12.



MASSÉNA

HISTOIRE

DU DUC

DE

WELLINGTON

PAR

A. BRIALMONT.

TOME II.

PARIS,
CHARLES TANERA,
LIBRAIRE POUR L'ART MILITAIRE,
Quai des Augustins, 27.

BRUXELLES,
E. GUYOT ET STAPLEAUX FILS,
ÉDITEURS,
rue de Schaerbeek, 12.

1857



MASSÉNA

HISTOIRE

DU DUC

DE

WELLINGTON

PAR

A. BRIALMONT.

TOME II.

PARIS,
CHARLES TANERA,
LIBRAIRE POUR L'ART MILITAIRE,
Quai des Augustins, 27.

BRUXELLES,
E. GUYOT ET STAPLEAUX FILS,
ÉDITEURS,
rue de Schaerbeek, 12.

1857

CHAPITRE X.

SOMMAIRE :

L'armée alliée se dirige sur Salamanque. — Elle assiége et prend les forts qui entourent cette ville. — Bataille de Salamanque. — Passage du Guadarrama.—Entrée de Wellington à Madrid.—Ses embarras et ses dangers au milieu de cette ville. — Situation des armées belligérantes. — Levée du siége de Cadix. — Évacuation de l'Andalousie par l'armée de Soult. — Raisons qui déterminent Wellington à faire le siége de Burgos.—Insuccès de cette opération.—Retraite des alliés.—Jonction de Wellington et de Hill. — Opérations des armées du Centre, du Sud et de Portugal sur la Tormès.—Situation critique de Wellington.—Il échappe au danger qui le menace, atteint Ciudad-Rodrigo et prend ses quartiers d'hiver derrière l'Agueda. — Désordres graves qui signalent cette retraite à partir de Burgos. — Mécontentement du général en chef. — Coup d'œil sur la campagne de 1812.

Les alliés, vivant aux dépens de leurs magasins, avaient l'avantage de pouvoir opérer en toute saison, tandis que les Français, obligés de se nourrir avec les ressources du pays, devaient attendre presque toujours l'époque dc la maturité des céréales.

Wellington tira un excellent parti de cette supériorité relative dans la combinaison des mouvements qu'il ordonna après la reddition de Badajoz.

Il eut un moment le projet d'envahir l'Andalousie; mais

quand son armée fut prête à partir (au commencement de juin), les blés étaient mûrs dans tout le midi de l'Espagne; en Estramadure, il s'en fallait encore de quinze jours; dans les provinces de Castille et de Léon, le retard était beaucoup plus considérable. On pouvait donc obtenir un succès dans le Nord avant l'époque de la maturité. Cette circonstance décida Wellington; il pensait d'ailleurs, qu'en portant à Marmont un coup décisif, on délivrerait l'Andalousie aussi sûrement que par une attaque directe, puisque Madrid tomberait au pouvoir des alliés, et que Soult, n'ayant plus, dès lors, de communications assurées avec la France, craindrait d'être entouré de tous côtés.

Le général Jomini, dont l'opinion fait autorité en pareille matière, juge le plan de Wellington dans les termes suivants : « Le commandant en chef des alliés pouvait se porter à droite sur Soult, déboucher au centre sur Madrid, ou opérer à gauche sur Marmont. Par le premier système d'opérations, il attirait les masses françaises vers le Sud, et l'Espagne n'était que plus complétement envahie. En se dirigeant vers le Nord, au contraire, il pouvait espérer que Soult serait forcé d'y accourir, et alors tout le Sud de l'Espagne jusqu'au Tage serait conquis de fait par la junte de Cadix. Si les Français commettaient la faute de garder Séville, au lieu de secourir Marmont, il battait celui-ci isolément; et comme la ligne de retraite de Bayonne se trouvait dans cette direction, il était certain qu'une victoire sur le Douro ferait évacuer la moitié de la Péninsule, et même la capitale. La chose était trop évidente pour échapper à la pénétration de Napoléon, mais il espérait que les Anglais n'oseraient pas commettre leurs troupes loin du Portugal, et, d'un autre côté, il avait une fausse idée des talents et du caractère de leur chef (2). »

---

(1) *Napoléon au tribunal de César*, par JOMINI.

Le moment choisi par Wellington pour commencer la guerre offensive était très-favorable : l'armée de Portugal avait envoyé en Russie une grande partie de sa cavalerie; la plupart des pièces étaient mal attelées, et le moral des troupes se ressentait de l'influence funeste des derniers événements (1). L'armée anglaise, au contraire, était belle, forte en cavalerie, pourvue de bons attelages et animée du meilleur esprit (2). Il s'était opéré, en outre, dans la politique de la Grande-Bretagne un changement favorable à la situation générale des affaires en Espagne. A la suite de l'assassinat de Perceval, commis le 11 mai dans le vestibule de la Chambre des Communes, lord Liverpool avait été chargé de la direction d'un cabinet tory. Le marquis Wellesley toutefois, sorti de l'ancien ministère par répugnance pour une administration dont il condamnait la politique, n'était point rentré dans le nouveau cabinet, et cette circonstance avait péniblement impressionné l'armée, qui le tenait pour un de ses appuis les plus fermes et les plus dévoués. Cependant, comme le fait observer un auteur anglais, « lord Liverpool, successeur de Wellesley au *Foreing-Office,* dernier débris d'un parti trop faible pour dominer, fit moins de mal à la Péninsule qu'aucun des gouvernements précédents. Il n'y eut plus d'intérêt personnel directement opposé à lord Wellington, et la politique militaire du cabinet céda même par

---

(1) Avant le 15 juin, l'armée française en Espagne comptait 230,187 hommes, dont 56,427 appartenant à l'armée du Midi, 12,370 à l'armée du Centre, 52,618 à l'armée de Portugal, 60,370 à l'armée de Suchet, et 48,232 à l'armée du Nord.

Après le 15 juin, cet effectif fut réduit de plus de 20,000 hommes. — *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 182.

L'empereur, cédant à la fin aux pressantes sollicitations du roi, lui conféra le commandement général de ses armées en Espagne. (Voir sa *lettre du* 16 *mars* 1812 *à Berthier*); mais l'indiscipline des maréchaux rendit cette mesure illusoire.

(2) Voir la *dépêche de Wellington au comte de Liverpool*, du 26 mai 1812. On lit dans cette dépêche : « Quant à une affaire générale, je ne crois pas qu'il y ait dans l'armée un seul « homme qui doute de son issue, et ce sentiment seul contribuerait beaucoup à nous faire « remporter une victoire. Nous avons d'ailleurs sur l'ennemi plusieurs avantages, outre ceux « qui résultent de nos succès récents. »

degrés à l'influence de son génie, jusqu'à ce qu'enfin elle se trouvât entièrement absorbée. (1) »

En Espagne, la situation intérieure ne s'était point modifiée. La princesse Charlotte, appuyée sur une partie des Cortès, luttait avec plus d'ardeur que jamais contre la diplomatie anglaise; la médiation proposée par Wellesley pour l'arrangement des affaires coloniales n'avait pas abouti; et l'obstination insensée des hommes d'État de la Péninsule à soumettre les insurgés par la guerre avait diminué de plus en plus les ressources affectées à la défense du pays. L'armée espagnole se trouvait dans une situation déplorable. « Sa cavalerie régulière n'existait plus; presque toute l'artillerie de campagne avait été prise; les arsenaux de Cadix étaient entièrement épuisés, et la plupart des pièces de gros calibre de l'ile de Léon se trouvaient hors de service. Les munitions diminuaient d'une manière alarmante, et on n'avait alloué aucune somme pour l'entretien des fonderies (2). »

Les secours fournis par la Grande-Bretagne continuaient d'être gaspillés; les officiers anglais, qui s'étaient bercés de l'espoir de lever des corps espagnols, n'avaient pas même réussi à former quelques centaines de bons soldats, malgré la précaution de les disséminer dans les corps de l'armée britannique; enfin, les Cortès entretenaient des intelligences secrètes avec le roi Joseph et semblaient ne chercher qu'une occasion de se rapprocher de lui (3).

La politique anglaise était donc à la veille de subir un échec, quand Wellington, par son génie, raffermit de nouveau les destinées chancelantes de la Péninsule.

La situation du Portugal n'était guère plus favorable :

---

(1) NAPIER.

(2) NAPIER, t. IX, p. 96.

(3) « On assure, dit THIBAUDEAU, t. IX, p. 105, qu'une négociation avait été commencée avec les cortès et Joseph avant la bataille de Salamanque. » Ce fait, nié par plusieurs auteurs, est confirmé par les *Mémoires de Joseph*. Voir t. VIII, p. 268.

l'hostilité de la régence (1), l'inertie de ses principaux agents (2), l'indifférence du peuple, la mauvaise organisation des milices, les intrigues des *fidalgos* et la duplicité du cabinet brésilien, continuaient à se manifester dans toutes les circonstances où l'action prompte et énergique des forces alliées était la plus désirable. Wellington cependant, soutenu par lord Castlereagh, intimida le prince régent, au point d'en obtenir certaines réformes dans l'administration et la destitution de Souza, ainsi que celle des autres membres de la régence qui lui feraient obstacle; toutefois, quoique Souza et l'évêque d'Oporto fussent ses ennemis personnels, il n'usa point de l'autorité dont il venait d'être investi (3) : un jugement sûr et toujours calme lui faisait dédaigner les vaines satisfactions de l'amour-propre froissé. Ayant reconnu que le mal provenait moins de la fiévreuse activité de ces agitateurs que de l'appui qu'ils trouvaient à Rio-Janéiro, il craignait avec raison d'augmenter leur importance en les faisant passer pour des victimes de l'étranger. Nous citons ce fait, parce qu'il prouve que Wellington avait non-seulement les talents, mais encore le caractère d'un véritable homme d'État.

Les plus grandes difficultés du général en chef provenaient de ce que le gouvernement de Lisbonne, se reposant entièrement sur les secours et les subsides de l'Angleterre (4), ne prenait aucune mesure pour mettre les ressources du pays à

---

(1) « Le gouvernement de Lisbonne avait renoncé à une opposition active, mais n'en « déjouait pas moins tout projet de Wellington et de Stuart par sa conduite évasive, soit en « proposant des lois non appropriées aux circonstances, soit en souffrant que la non-exécu- « tion des mesures les plus urgentes restât impunie. » — NAPIER, t. IX, p. 110.

(2) Ces agents servaient d'intermédiaire entre le général en chef et les membres de l'administration. Leur hostilité ou leur indifférence entravèrent presque tous les efforts de Wellington et de Stuart.

(3) Ce fut avec le même désintéressement d'amour-propre et la même prévoyance politique que Wellington, à cette époque, pria le prince régent de venir soit à Lisbonne soit aux Açores, où son autorité serait plus efficace, et que plus tard, lorsque cette demande eut été rejetée, il s'opposa au projet de Stuart d'établir en Portugal un gouvernement militaire capable de briser toutes les entraves.

(4) Voir une *lettre de Wellington à Charles Stuart*, le 26 avril 1812.

la disposition de l'armée. Affectant la même insouciance, les employés civils éludaient les règlements militaires, ou les faisaient exécuter d'une façon vexatoire. Wellington fit de vains efforts pour obtenir du prince régent la réforme de ces abus déplorables (1), qui, après s'être glissés dans les taxes, dans les administrations, dans les dépenses générales et dans l'exécution des ordres confiés aux magistrats inférieurs, épuisaient toutes les forces vives et paralysaient toutes les ressources de la nation; et, malgré la multiplicité de ses affaires, malgré la part active qu'il prit aux moindres opérations, il trouva le temps de rédiger des mémoires sur la nature de ces maux et sur les moyens d'y remédier, mémoires qui témoigneront, devant la postérité, de la vigueur et de l'étendue de son jugement (2).

Ses efforts, secondés par la suspension du subside, produisirent cependant quelques réformes partielles; mais la faiblesse de caractère et l'obstination du prince régent étaient des obstacles insurmontables à une réforme générale ou permanente. Voilà pourquoi Wellington eut à lutter jusqu'au dernier moment contre des difficultés sans cesse renaissantes, et dont la moindre eût suffi pour décourager un général moins habile, moins ferme, moins résigné.

Telle était l'incurie du gouvernement de Lisbonne, que le duc, au lieu de tirer du Portugal la subsistance de son armée, fut obligé de nourrir en quelque sorte la nation tout entière. Afin de suffire à ces immenses besoins, il dut entreprendre un commerce de grains sur une vaste échelle, opération que la guerre des colonies, l'humeur capricieuse des habitants de l'Afrique, les querelles de l'Angleterre avec les

---

(1) Il offrit de prendre sur lui toute la responsabilité, tout l'odieux même de ces mesures, certain qu'après leur adoption, il pourrait satisfaire aux exigences de la guerre et supprimer les impôts vexatoires dont les pauvres gens étaient accablés.—NAPIER, t. IX, p. 122.

(2) NAPIER, t. IX, p. 108.

États-Unis, l'absence de numéraire, la dépréciation des *bons* Anglais (1) et l'impossibilité de faire des emprunts (2) rendait extrêmement difficile.

Il parvint toutefois, avec l'aide de Charles Stuart, à conserver la neutralité du Portugal et à se procurer de la sorte, au moyen de licences, des farines de l'Amérique jusqu'à la fin de la guerre : ce fut à la fois une précieuse ressource et un acte de bonne administration ; car les farines, payées en marchandises anglaises, se revendaient avec un profit considérable qui rentrait dans la caisse de l'armée (3).

Telles étaient les difficultés politiques, administratives et financières au milieu desquelles Wellington devait poursuivre le cours de ses opérations.

Nous avons vu qu'à l'issue de l'expédition du Beira, le duc avait résolu d'isoler Marmont et de l'écraser avant l'arrivée des secours sur lesquels ce maréchal comptait. Il fallait pour obtenir ce résultat entrer en campagne après la saison des pluies et avant que la récolte permît aux Français de marcher par corps nombreux ; — il fallait mettre Suchet dans l'impossibilité d'envoyer une partie de ses forces à l'armée du Portugal ; — enfin, il fallait empêcher Soult d'envahir le Portugal par la vallée du Tage de concert avec l'armée du Centre, et de tourner le flanc droit des alliés en Castille.

Pour retenir au loin les forces de Suchet, 10,000 Anglais, venant de la Sicile, et 6,000 Espagnols, organisés à Mayorque, aux frais de la Grande-Bretagne, reçurent l'ordre de débarquer sur la côte orientale de la Péninsule, et de se réunir sur ce point aux forces d'O'Donnel, dans le but d'ex-

(1) En 1812, ce papier baissa de 20 p. c., par suite des menées sourdes de quelques financiers anglais.

(2) Cette circonstance tenait en grande partie au système continental et aux mesures financières de Napoléon, qui avaient rendu les emprunts et l'émission du papier-monnaie extrêmement difficiles.

(3) NAPIER, t. IX, p. 121.

citer la Catalogne et Valence à prendre les armes (1), et d'empêcher Soult d'envoyer une partie de ses forces en Portugal. En même temps, le général Hill, cantonné avec 20,000 hommes à Almandralejos (2), reçut l'ordre d'enlever le pont de bateaux d'Almaraz, seul moyen de passage de l'armée d'Andalousie (3) entre Tolède et la frontière portugaise. Cette opération a été regardée comme téméraire par la plupart des auteurs français (4), et de fait, la tête de pont d'Almaraz était protégée à distance par trois divisions des armées de Portugal, du Centre et d'Andalousie (5); 9,000 hommes de cette dernière, sous les ordres de Drouet, se trouvaient même plus rapprochés de Mérida que ne l'était Hill à Almaraz, de sorte que la retraite de ce dernier aurait pu être gravement compromise (6). Wellington, cependant, prit si bien ses mesures et donna si adroitement le change à ses adversaires (en affectant de vouloir envahir l'Andalousie), que 6,000 Anglais se rendirent maîtres des forts d'Almaraz, par une attaque brusque, dans la journée du 19 mai (7).

---

(1) JONES, t. II, p. 47.

(2) D'après Belmas, Hill se mit en marche avec 15,000 hommes et 16 bouches à feu; d'après Sherer, avec 10,000 fantassins et 1,200 chevaux; d'après Sarrazin, seulement avec 10,000 hommes.

(3) Il faut noter que l'équipage de pont de Soult avait été pris dans Badajoz. Le passage d'Almaraz était couvert, sur la rive gauche, par la tête de pont de Lugar-Nuevo, fort à quatre bastions, entouré d'un mur crénelé de $1^{m}50$ d'épaisseur, où l'on avait établi un grand dépôt de munitions. En avant de ce réduit, et pour le préserver d'un commandement dangereux, se trouvait le fort Napoléon, espèce de redoute demi-circulaire en terre, pouvant recevoir une garnison de 450 hommes, et protégé à la gorge par un réduit carré renfermant une tour en maçonnerie. Plus en avant encore, et à une lieue de distance du Tage, on avait construit sur la montagne qui borde la rive gauche du Tage le fort de Mirabete, dans les gorges que traverse la route de Truxillo, seul passage praticable à l'artillerie. Enfin, sur la rive droite du fleuve, le pont était couvert par une lunette et par le fort Raguse, construit sur un mamelon à 100 mètres du Tage. Tous ces ouvrages étaient armés de 18 bouches à feu et gardés par un bataillon et demi d'infanterie, une compagnie de sapeurs et une vingtaine de canonniers. — Voir BELMAS.

(4) Voir entre autres le général SARRAZIN, p. 287.

(5) Foy occupait la vallée du Tage, d'Armagnac était à Talavera et Drouet à Hinojosa de Cordova.

(6) « Si Drouet se fût posté à Torre-Mocha, sa droite à Arroyo del Molinos, sa gauche à Cacerès, et si un corps de troupes légères avait été détaché vers Truxillo pour surveiller la marche de Hill, pas un homme n'aurait échappé. » — Général SARRAZIN, p. 287.

(7) Hill se présenta le 18 sur la montagne de Mirabete et tourna le fort établi sur cette hau-

Le pont de bateaux ayant été coupé trop tôt par les détachements de l'autre rive, la garnison du fort Napoléon, poussée à la baïonnette à travers les différents retranchements de cet ouvrage et de la tête du pont, fut jetée en grande partie dans le fleuve. « Ce désastre, dit le général Hill, produisit tant « d'effet, que la panique se communiqua aux troupes de la « rive droite, et que le fort Raguse fut subitement abandonné « par sa garnison, qui s'enfuit dans le plus grand désordre à « Naval-Moral (1). » Les Anglais se hâtèrent de détruire les ouvrages de fortification, les magasins, les munitions, les ateliers et l'équipage de pont. Ils regagnèrent ensuite Mérida sans être entamés, bien que les divisions françaises les entourassent de tous côtés.

Cette expédition, aussi funeste pour l'armée du Sud que pour l'armée du Portugal, eut le grand avantage de préparer l'exécution des mouvements de Wellington sans dévoiler aucune partie de son plan (2).

Soult, trompé par les mouvements du corps de Hill, crut

---

teur en gravissant les rochers de Manaderos. Il descendit pendant la nuit vers le fleuve avec une colonne d'infanterie, et, à la pointe du jour, 2,000 hommes donnèrent l'escalade au fort Napoléon, dont ils s'emparèrent. Les soldats du bataillon étranger qui gardaient la tête de pont de Lugar-Nuevo, s'enfuirent avant même d'être attaqués, et non moins lâche, le commandant du fort Raguse se retira avec sa troupe à Naval-Moral. Le général Hill fit brûler le pont et les munitions, et revint ensuite sous Badajoz.—Voir BELMAS, t. I, p. 222, et le *Rapport de Hill* dans le recueil de Gurwood.

(1) Les Anglais firent 260 prisonniers; ils eurent 33 tués et 144 blessés (*état officiel*). Les pertes des Français s'élevèrent à 450 hommes.

Le général Sarrazin et les auteurs des *Victoires et conquêtes* estiment la force de la garnison à 500 hommes environ. Dans ce dernier ouvrage, on porte le total des tués et des blessés anglais au chiffre exagéré de 300 hommes.

(1) Le maréchal Jourdan, rentré en Espagne depuis le mois d'octobre 1811, avait peut-être seul, à cette époque, une idée nette de la situation. (Voir t. VIII des *Mémoires de Joseph*, le mémoire qu'il mit sous les yeux du roi le 28 mai 1812). On lit, en effet, dans ce mémoire : « Il « ne faut pas espérer un grand résultat des mouvements combinés des deux armées de Soult « et de Marmont, séparées par une si grande distance... Il y aura quelque catastrophe si les « choses restent dans l'état où elles sont, et si lord Wellington marche avec toutes ses forces « sur l'armée du Midi ou sur celle de Portugal... »

Pour remédier au mal, Jourdan proposa d'établir autour de Madrid un corps de réserve de 15 à 20,000 hommes, toujours prêt à marcher. Ce sage conseil toutefois demeura sans effet, et cela parce que Soult, Suchet et Caffarelli refusèrent d'obéir au roi, qui, cette fois du moins, fit tout ce qui dépendait de lui pour arriver à un bon résultat. (Voir notamment sa lettre du 1er juin 1812.)

fermement que les alliés allaient envahir les provinces du Sud (1); Marmont, ayant une conviction tout opposée (2), demandait que Soult et Jourdan réglassent leurs opérations comme si l'attaque devait avoir lieu au Nord (3); enfin, Joseph, qui, de son côté, avait de sérieuses inquiétudes au sujet de Madrid, voulut faire partager ses craintes aux chefs des deux autres armées. On pouvait à la rigueur faire toutes ces suppositions, car Wellington, par la prise de Badajoz et de Ciudad-Rodrigo, était en mesure de menacer à la fois le nord, le centre et le midi de l'Espagne. Voulant profiter de cet avantage, le duc tâcha de confirmer Soult et Marmont dans la fausse idée qu'ils avaient conçue de ses projets, et fit si bien, que les deux maréchaux continuèrent à discuter tout le mois de mai et une partie du mois de juin sur la convenance des mesures à prendre, ne se doutant pas du danger qu'ils couraient. Informé de ces discussions par des lettres interceptées, lord Wellington sut les mettre à profit avec autant d'adresse qu'il en avait montré à les faire naître. Dès la mi-juin, tous ses préparatifs étaient faits. Nous les indiquerons sommairement pour donner une idée du soin avec lequel Wellington, que l'on a si souvent dépeint comme un général plus heureux qu'habile, savait préparer le succès de ses opérations et mettre de son côté les chances de la fortune.

Pour diminuer les transports par terre, le duc avait rendu le Tage navigable jusqu'à Malpica, près d'Alcantara, et le Douro jusqu'à Barca de Alba; dans le même but, il avait établi des magasins sur ces deux lignes, et principalement à l'embouchure du Douro; et pour faciliter sa jonction avec le général Hill, détaché sur la rive gauche du Tage, il avait

---

(1) Voir sa lettre du 8 juin à Joseph.
(2) Voir sa lettre du 3 mai à Joseph.
(3) Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 184.

fait réparer le pont d'Alcantara qui lui assurait une ligne de communication intérieure plus courte et plus facile que celle dont l'ennemi était obligé de se servir depuis la destruction du pont d'Almaraz : par suite de ce dernier avantage, la réunion des troupes alliées pouvait se faire en moins de temps que celle des armées du Sud et de Portugal.

La droite de l'armée de Wellington était protégée par la destruction du pont et de la tête de pont d'Almaraz, par l'épuisement de la vallée du Tage, et par la perte de l'équipage de pont de Soult; — la gauche n'avait rien à craindre.

Sylviera et d'Urban, établis dans le Tras-os-Montès, devaient menacer le flanc droit et les derrières de l'ennemi; Castanos, à la tête de l'armée galicienne, avait ordre d'assiéger Astorga, dès que les alliés paraîtraient sur la Tormès, et la 7e armée espagnole, de concert avec l'expédition de sir Home Popham, était chargée d'agir sur les côtes de la Biscaye (1), afin d'attirer de ce côté les divisions de Cafarelli, que Marmont aurait pu appeler à son secours. En même temps, une expédition organisée en Sicile (2) devait menacer la Catalogne et Valence, de concert avec l'armée de Murcie, pour empêcher le duc d'Albuféra de soutenir le roi. Quant à Soult, on espérait que la garnison de Cadix, les troupes de l'île de Léon, l'insurrection du royaume de Cardoue et l'armée de Ballesteros l'empêcheraient d'avancer contre le général Hill.

On ne saurait trop louer ces mesures, combinées avec autant de prévoyance que de talent. Secondées par les circonstances, et plus encore par le génie du général en chef et par la bravoure des troupes anglaises, elles finirent par assurer le triomphe de la cause espagnole.

Cependant Wellington éprouva de vives inquiétudes au

---

(1) Cette expédition fut transportée sur la côte au moyen de 6 vaisseaux, 9 frégates et 6 bricks. — BELMAS.

(2) La 7e armée fut embarquée sur 7 vaisseaux et 16 frégates ou corvettes.— BELMAS.

sujet des approvisionnements. Il avait du grain, mais pas de viande; son crédit était nul et ses caisses vides. « Malgré « toutes les chances favorables, dit-il, je ne puis songer sans « frémir à la probabilité que nous manquerons bientôt de tout, « et aux conséquences qui peuvent résulter de notre pénurie « d'argent, au cœur de l'Espagne. »

Les forces réellement présentes de Wellington s'élevaient à 56,000 hommes (1); celles de Marmont à 52,000 (non compris un renfort de 12,000, en marche pour le rejoindre); celles de Soult à 56,000, et celles de l'armée du Centre, sous Joseph et Jourdan, à 17,000 seulement (2).

La santé des soldats anglais était si fortement ébranlée par les fièvres contractées à Walcheren, qu'un tiers de l'effectif encombrait les hôpitaux (3).

La discipline avait perdu de sa force, par suite de l'impossibilité où se trouvait le général en chef de punir efficacement les pillages et autres excès commis par la troupe. Malgré ses vives instances, jamais le gouvernement anglais ne voulut donner son approbation aux mesures énergiques qu'il avait proposées pour faire régner le bon ordre et la subordination devant l'ennemi.

La réparation du pont d'Alcantara et l'établissement de magasins de vivres à Cacerès, ayant enfin démontré à Marmont que c'était la Castille et non l'Andalousie que Wellington se proposait d'envahir, il renouvela avec plus d'instance

---

(1) Non compris 6,000 hommes en garnison à Cadix et y compris 24,000 Portugais.

Le corps de Hill se composait de 15,000 fantassins, de 2,000 cavaliers et de 24 pièces attelées.

Environ 36,000 baïonnettes, 3,500 chevaux et 54 pièces d'artillerie étaient sous le commandement immédiat du duc. Il avait en outre à sa disposition 3,500 Espagnols, sous d'España et Sanchez.

12,000 hommes de cavalerie portugaise, sous le général d'Urban, étaient dans le Tras-os-Montès.

(2) Cette dernière, par suite de sa mauvaise administration, n'était pas encore prête à entrer en campagne : Wellington le savait par des lettres interceptées.

(3) Wellington constate ce fait dans une lettre écrite peu après la campagne de 1812. Il compare son armée à un *hôpital mouvant*.

ses demandes de renforts au roi, à Soult et à Caffarelli (1); mais cette nouvelle démarche n'obtint pas plus de succès que les autres. Joseph seul s'y montra favorable; à tel point même qu'il eût fait évacuer l'Andalousie, n'étaient les instructions de l'empereur, qui portaient la recommandation expresse « de conserver les conquêtes faites et de les étendre « successivement (2). » On verra dans la suite que cette recommandation, trop fidèlement observée par le duc de Dalmatie, fut la cause principale des désastres de l'armée française.

Marmont se proposait de garder la Tormès le plus longtemps possible (3), de réunir ses troupes sur le Douro, et de prolonger la défense des forts de Salamanque jusqu'à ce que les secours de l'armée du Nord le missent à même de repousser les alliés sur le territoire portugais (4).

Dès que les pluies eurent cessé, Wellington passa l'Agueda. Après quatre jours de marche, il se trouva, le 17 juin, sur la Tormès, qu'il franchit à gué en aval et en amont de Salamanque; une division de cavalerie légère en observation sur la rive gauche essaya vainement de lui barrer le chemin. Les habitants de Salamanque le reçurent avec les démonstrations d'une joie véritable (5). Toutes les maisons furent illuminées et des chants d'allégresse retentirent dans les rues et dans les lieux publics. Salamanque avait tant souffert pendant les trois années d'occupation française, que cet enthousiasme n'avait rien d'étonnant.

---

(1) Il demanda notamment que le roi envoyât à Drouet de l'artillerie et un équipage de pont suffisant pour passer le Tage à Almaraz. Drouet, en définitive, ne reçut que 2 bateaux; Soult d'ailleurs s'opposa constamment à son départ.

(2) *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 181. — Voir, pour les démêlés du roi avec Soult, le même volume, p. 187, 188, 189, 258, 262.

(3) C'est-à-dire jusqu'à l'arrivée de toutes les forces de Wellington sur cette rivière.

(4) Les lettres de Marmont, publiées à la fin du t. VIII des *Mémoires de Joseph*, prouvent qu'à cette époque l'armée de Portugal manquait d'argent et de vivres. Ces lettres sont du mois d'avril.

(5) NAPIER, t. IX, p. 142.—SARRAZIN, p. 292.

Les ouvrages élevés autour de la place se composaient d'un fort irrégulier, au centre duquel se trouvait le couvent de Saint-Vincent (bâti sur un rocher très-escarpé, à 400 mètres en aval du pont de la Tormès), et de deux redoutes dont l'une défendait le couvent de San-Gayetano, et l'autre le couvent de la Merćed : toutes deux occupant un plateau d'où l'on pouvait battre le Saint-Vincent en brèche. Le maréchal Marmont avait construit ces divers ouvrages, d'après les ordres de Napoléon, avec des ressources insuffisantes et dans l'espace de trois mois seulement (1). Comme postes devant résister à des guérillas ou à l'avant-garde d'un corps d'infanterie légère, ils étaient bien conçus et d'une force suffisante; mais contre une armée pourvue de canons de gros calibre, ils pouvaient à peine tenir deux ou trois jours (2).

Le duc de Raguse comprenant la nécessité de rallier toutes ses forces, éparpillées sur un espace de quarante lieues de longueur, retira ses troupes de Salamanque, dans la nuit du 16 au 17, laissant pour garde au fort Saint-Vincent le chef de bataillon Duchemin avec 600 hommes d'infanterie, une compagnie d'artillerie et 25 sapeurs (3).

Le 17, l'armée française prit position sur les hauteurs d'Aldea-Rubia, à trois lieues au-dessus de la ville, appuyant sa gauche à la Tormès, tout près de Huerta, et sa droite à Pitiega (4).

Wellington passa le même jour la Tormès au gué de Santa-Martha, à 1,800 mètres en amont de la ville, et au gué de Canto, à une lieue en aval. Aussitôt, la division Clinton investit les forts et les redoutes; le reste de l'armée, chargée

(1) Une partie des travaux de défense du Saint-Vincent avait été exécutée par Ney en 1809.

(2) C'est l'opinion de Jones : Napier pense qu'ils auraient pu tenir une semaine.

(3) Jones évalue la force des trois garnisons à 800 hommes. C'est aussi l'évaluation de Sherer, qui porte à 700 le nombre des prisonniers faits après la reddition.

(4) BELMAS, t. IV, p. 437.

de couvrir le siége, alla prendre position sur les hauteurs de San-Christoval à une lieue et demie de la ville.

Wellington ne s'attendait pas à trouver les forts de Salamanque dans un état aussi respectable (1). « Les rapports adressés à l'armée alliée, dit Jones, et un dessin fait par un Espagnol non militaire, avaient représenté les ouvrages construits par les Français comme formant une réunion de couvents fortifiés, pouvant être enlevés par un coup de main (2). »

Cette erreur fut cause que l'on commença le siége avec des ressources insuffisantes. L'artillerie n'avait que quatre pièces de 18 et autant d'obusiers de 24 en fer, approvisionnés à raison de 100 coups par bouche à feu ; le parc des ingénieurs comptait seulement 400 outils de tranchée (3).

Eu égard à ces faibles ressources, il fut décidé qu'on battrait en brèche le mur principal du Saint-Vincent, et qu'on donnerait l'assaut immédiatement après.

Une batterie, commencée le 17, ouvrit son feu contre ce bâtiment le 19 : elle fut appuyée par deux pièces de 6, établies dans l'étage supérieur du couvent San-Bernardo et tirant à boulets et à mitraille sur l'artillerie du fort; une troisième batterie, composée de deux obusiers, lança des projectiles creux dans le but de mettre le feu au monastère. Le 20, une portion du mur de face et le toit correspondant s'écroulèrent avec un horrible fracas. Mais presqu'au même instant, Wellington, faute de munitions, se vit obligé de suspendre l'attaque, et de remettre la continuation des travaux jusqu'à l'arrivée des convois d'Almeida.

Cependant, le duc de Raguse, en apprenant le passage de

---

(1) Dans sa *lettre du 25 juin au comte de Liverpool*, Wellington avoue « qu'il amena trop « peu de pièces, et qu'il dut en faire venir un nombre plus considérable, ce qui apporta du « retard aux opérations. »

(2) *Journaux des siéges*, p. 197.

(3) JONES, p. 200.

la Tormès, avait réuni un corps de 25,000 hommes (1) et s'était porté, le 20, au secours des forts.

Prévenu à temps de cette marche, Wellington retira de Salamanque une brigade de la 6e division, fit désarmer les batteries et envoya à tout événement les bouches à feu de l'autre côté de la Tormès. Ses dispositions furent si bien prises que Marmont, après une reconnaissance minutieuse de la position anglaise, jugea prudent de ne pas engager la bataille. De part et d'autre, on ne fit que se tâter au moyen d'escarmouches. Cependant, à la suite d'une vive canonnade, le duc de Raguse repoussa les avant-postes et occupa le village de Morisco, à portée de canon de l'armée anglaise.

Wellington croyant être attaqué le lendemain matin, passa toute la nuit couché par terre, au milieu de ses soldats (2).

Mais la journée du 21 s'écoula comme la précédente; elle fut signalée seulement par un engagement partiel, livré le soir, dans le but de déloger les Français du village qu'ils avaient pris la veille.

Si, au lieu de faire cette attaque à la fin de la journée, Wellington avait profité du mouvement intempestif de Marmont sur Morisco pour engager la bataille, très-probablement une belle victoire eût couronné ses efforts, car il avait ce jour-là une incontestable supériorité numérique sur son adversaire (3).

Le lendemain, en effet, Marmont reçut des secours qui, portant son armée à 40,000 hommes environ, lui permirent

---

(1) Calculs de Napier. — Belmas évalue les forces de Marmont à 30,000 hommes et celles de Wellington à 50,000. — T. IV, p. 444.

(2) *Victories of the british armies.*

(3) Il avait trois fois plus de cavalerie, et son infanterie était plus forte du tiers; mais les troupes françaises étaient beaucoup plus manœuvrières que les siennes. « Wellington, dit Napier, pensa que si Marmont s'avançait pour combattre, il valait mieux défendre une position très-forte que de livrer bataille dans la plaine, l'infériorité numérique n'étant pas telle qu'elle ne laissât aucun doute sur l'issue d'une action si décisive; au surplus, en cas d'insuccès, la retraite de l'armée, de l'autre côté de la Tormès, eût été très-difficile. » — T. IX, p. 161.

d'occuper une position beaucoup plus forte. Toutefois, comme le général Caffarelli lui annonça dans ce moment l'arrivée prochaine d'un corps de troupes, il jugea prudent de se retirer, pendant la nuit du 23, sur les hauteurs de Villa-Rubia.

Au jour, ses troupes passèrent la Tormès et dessinèrent une attaque que les habiles manœuvres de Wellington rendirent infructueuse (1).

Se voyant ainsi prévenu sur tous les points, Marmont perdit l'espoir de secourir les troupes imprudemment laissées dans les forts de Salamanque, et repassa la Tormès pour regagner successivement la Huerta et le Douro.

Le général Sarrazin fait observer avec raison que le duc de Wellington aurait dû profiter de la faute que fit le duc de Raguse, en s'aventurant, dans la journée du 23, sur la rive gauche de la Tormès, puisqu'il était plus facile de l'écraser sur ce point que dans les positions très-fortes, couvertes par le Douro, où les alliés allèrent le chercher quelques jours après.

Cependant Wellington profita de son demi-succès pour reprendre le siége des forts de Salamanque suspendu depuis le 20. N'ayant pas encore reçu les munitions d'Almeida, il commença par attaquer la redoute de San-Gayetano, qui entravait les approches du fort Saint-Vincent. L'artillerie lança, dans la journée du 23, contre la gorge de cette redoute, les derniers projectiles qui lui restaient, 60 boulets de 18 et 100 boulets de 24. Quoique la distance et l'obliquité du tir ne permissent pas de former une brèche suffisante, néanmoins, vers 10 heures du soir, Wellington donna ordre d'enlever la San-Gayetano et la Merced par une attaque de vive force. Le général Bowes, chargé de l'opération, ne négligea rien pour en assurer le succès ; mais sa colonne, assaillie par des

---

(1) Voir NAPIER, t. IX, p. 164 et 165, et SARRAZIN, p. 292 et 293.

forces supérieures, fut obligée de battre en retraite avec une perte de 120 hommes (1); lui-même resta parmi les morts.

Le 25 au matin, Wellington reçut d'Almeida 600 boulets de 24 et 400 de 18, avec un approvisionnement de poudre (2). Le tir des batteries contre la gorge de la redoute et le fort Saint-Vincent fut aussitôt repris.

Le 27, à 10 heures du matin, le feu éclata dans les bâtiments du fort avec une telle violence, que les assiégés perdirent tout espoir de l'éteindre.

Au même moment, la brèche de la redoute fut déclarée praticable : on allait y donner l'assaut, quand la garnison fit demander deux heures pour se rendre; même proposition fut faite par les défenseurs du Saint-Vincent; mais craignant qu'on ne mît ce temps à profit pour éteindre le feu et réparer les dégâts, Wellington n'accorda aux uns et aux autres que cinq minutes. Ce délai ayant expiré sans apparence de soumission, les hostilités reprirent de part et d'autre. Une colonne anglaise se dirigea sur le San-Gayetano, l'attaqua par la gorge, et l'enleva au moment où une surprise rendait les Anglais maîtres du Saint-Vincent. Ce dernier épisode est raconté par Belmas dans les termes suivants : « On était encore à parlementer, lorsque des chasseurs portugais s'avancèrent au pied de la brèche, pour causer amicalement avec nos soldats, qui, sans défiance, les laissèrent s'approcher; mais bientôt ceux-ci se trouvant en nombre, gravirent la brèche et pénétrèrent de force dans le couvent. »

Le chef de bataillon Duchemin fut frappé d'un coup de baïonnette, et obligé de se rendre à discrétion (3). On trouva

---

(1) D'après Jones.—Belmas porte les pertes à 200 hommes.

(2) Le 24 étaient arrivés les six obusiers en fer qui avaient été mis à la disposition de Hill pour l'attaque d'Almaraz; toutefois, on ne put tirer aucun parti de ces obusiers faute de munitions. — JONES.

(3) Il était parvenu à éteindre dix-huit fois le feu dans le couvent.

dans le fort de vastes dépôts d'habillements et des munitions de toute espèce (1).

Ce petit siége, qui coûta aux alliés environ 600 hommes (2), retarda de dix jours l'exécution de leurs projets et permit à Marmont de réunir toutes ses forces. Pendant ce temps, les armées du roi et de Soult auraient pu venir au secours du maréchal et battre Wellington ; mais chacun travaillait pour soi, et Joseph n'avait pas assez d'autorité pour mettre de l'ensemble dans les opérations. Les conséquences de cet état de choses furent nettement indiquées au ministre de la guerre par le maréchal Jourdan (3) : « Le duc de Raguse, dit-il, annonce d'une manière positive que lord Wellington va prendre l'offensive sur lui ; cependant le duc de Dalmatie, qui dans ce cas doit envoyer le comte d'Erlon au secours de l'armée du Portugal, n'en fait rien. Le duc d'Albuféra, qui doit diriger une division sur Madrid, s'y refuse, et le comte Caffarelli prétend qu'il ne peut envoyer aucun secours sans exposer les provinces du Nord à un danger imminent. Si donc Wellington marche avec toutes ses forces réunies, l'armée du Portugal devra seule combattre. Il est possible que l'ennemi soit battu ; mais s'il en était autrement, il pourrait en résulter des événements très-fâcheux et cela parce que les ordres du roi n'auraient pas été exécutés. »

Marmont espérait que les forts de Salamanque tiendraient au moins quinze jours. Il fut donc extrêmement surpris de recevoir, dans la nuit du 26 au 27, la nouvelle trans-

---

(1) *Wellington à lord Liverpool, lettre du* 30 *juin*. On trouva, dit Jones, dans les trois forts 36 bouches à feu.

(2) Jones évalue les pertes à 300 hommes, et Marmont, dans son *Rapport* du 31 juillet *au ministre de la guerre*, à plus de 1,300. Notre évaluation est conforme à celle de Belmas. Les rapports anglais portent le nombre des tués (du 16 au 27) à 115, celui des blessés à 412 et celui des manquants à 13.

(3) Voir sa lettre du 12 juin.—T. VIII, p. 190 des *Mémoires de Joseph*.

mise par des signaux, que le gouverneur, avant cinq jours, serait obligé de capituler (1).

Cette nouvelle le décida à faire des préparatifs pour passer la Tormès dans la nuit du 28 au 29; mais dès le 27, il apprit la reddition prématurée des forts.

Craignant avec raison les reproches de l'empereur, le maréchal écrivit, le 28, à Jourdan, et le 1er juillet au roi, que la chute de Salamanque devait être attribuée au mauvais vouloir de Caffarelli, qui l'avait trompé en lui annonçant, le 10 juin, qu'il était en marche avec des secours. « Je l'attendis pendant trois jours, dit-il, avant de me mettre en route, et quand j'arrivai, il était trop tard. » Ceci n'est pas tout à fait exact : le maréchal était encore dans son camp lorsqu'il reçut avis de la reddition des postes, et, de son propre aveu, il ne se disposait à partir que du 28 au 29, bien que depuis le 26 au soir il fût informé de la détresse de la garnison.

La prise des forts changea complétement la situation de l'armée française. Marmont fut obligé de battre en retraite dans la nuit même du 27. Il se dirigea vers le Douro par les routes de Tordésillas et de Toro. Chemin faisant, il retira la garnison d'Alba de Tormès.

Wellington, après avoir ordonné la destruction des ouvrages de cette dernière place (2) et des forts de Salamanque, partit le 28, et rejoignit le lendemain son armée qui suivait l'ennemi à petites marches, dans la direction de Valladolid; bientôt cependant il s'arrêta, convaincu de l'impossibilité de passer le Douro devant les positions fortifiées des Français. La prudence, dit-on, lui conseillait d'attendre qu'on vînt l'attaquer. Nous croyons, au contraire, que s'il avait réuni ses

---

(1) Voir pour ces détails la *lettre* écrite par Marmont le 31 juillet *au ministre de la guerre*. D'après Belmas, l'avis du télégraphe portait seulement qu'il était possible de tenir trois jours.

(2) Cette place avait été évacuée par les Français après l'abandon des forts de Salamanque.

troupes le 2 juillet, au lieu de les disperser sur le faux avis (1) que Marmont avait passé le Douro, la retraite de l'armée ennemie par le pont de Tordésillas aurait été marquée par un désastre.

Avant de continuer le récit des événements, jetons un coup d'œil sur la situation respective des armées belligérantes.

Wellington avait vu plusieurs parties essentielles de son plan de campagne ruinées par l'imprévoyance des agents anglais et par l'incapacité des chefs espagnols. Ballesteros avait été battu à Bornos et la cavalerie de Slade dispersée à Llera ; — Castanos avait perdu par sa lenteur l'occasion de se mettre en rapport avec Sylviera, ainsi qu'on en était convenu pour réprimer les fourrageurs et forcer l'ennemi à vivre aux dépens de ses magasins ; — Echevaria n'avait rien fait dans le royaume de Cordoue; — à Cadix, l'influence anglaise venait d'éprouver un échec décisif par le rejet de la médiation proposée en faveur des colonies; — enfin, les cortès se montraient de plus en plus favorables aux Français. D'autre part, les défaites de Mina avaient agi défavorablement sur les partidas du nord de l'Espagne; l'activité de ceux de Castille, au lieu d'augmenter, avait diminué sensiblement après le passage de la Tormès par l'armée alliée (2); les troupes de Sicile, sur lesquelles on avait compté pour tenir toute l'armée d'Aragon dans la partie orientale de l'Espagne, et même pour attirer l'attention du roi de ce côté, allaient, par ordre de William Bentinck, combattre l'Italie (3) et emporter pour leur

---

(1) Cet avis l'informait que Marmont avait détruit le pont et gagné la rive droite du Douro, quand en réalité il était encore sur la rive gauche.

(2) « Leurs chefs paraissaient disposés à laisser le fardeau de la guerre entièrement aux « alliés. » — NAPIER, t. IX, p. 179.

(3) Voir la *lettre de Wellington au comte Bathurst*, 14 juillet 1812.

usage deux millions de dollars que Wellington était sur le point d'emprunter aux négociants de Gibraltar (1). On devait quatre mois de paye aux troupes, six à l'état-major, et presque une année aux muletiers (2). « Nous n'avons du pain que pour « aujourd'hui seulement, écrivait Beresford (le 8 juillet), et « le commissaire des vivres n'a pas un sou. Je ne sais pas « comment nous avancerons. » Le 15, Wellington s'exprima dans le même sens : « Je n'ai jamais été dans une détresse « pareille ; il en résultera certainement quelque grand mal- « heur, si le gouvernement n'envisage pas sérieusement ma « position et ne prend pas des mesures pour nous envoyer « régulièrement de l'argent (3). » La désertion dans l'armée portugaise augmentait en dépit des mesures les plus rigoureuses. Enfin, Wellington apprit par lettre interceptée que de tous côtés on venait au secours du duc de Raguse.

Ces renforts cependant ne furent pas aussi considérables qu'on pourrait le croire, et la mésintelligence des généraux français empêcha la plupart d'arriver à temps. Caffarelli retint les divisions promises à l'armée de Portugal (4) ; Soult ne voulut pas laisser partir Drouet (5), et le duc d'Albuféra

---

(1) Cependant, sur les réclamations de Wellington, le ministère enjoignit à Bentinck de renoncer à cette expédition, qu'il avait d'abord approuvée, et de ne faire que la diversion convenue en Catalogne. Mais ces pourparlers retardèrent la descente et permirent à Suchet de faire des préparatifs pour s'y opposer.

(2) Voir la *lettre de Wellington au comte de Liverpool*, 30 juin 1812.

(3) Il ajoutait : « L'arriéré et la détresse du gouvernement portugais ne sont qu'une plai- « santerie auprès des nôtres, et si notre crédit ne valait pas mieux que le sien, nous mour- « rions certainement de faim. Au train dont vont les choses, si nous ne trouvons pas les « moyens de payer nos billets pour la viande de boucherie, la guerre sera finie tout d'un « coup. » — (*Lettre à Charles Stuart.*)

« Les ressources personnelles de Wellington, dues aux spéculations commerciales qu'il faisait avec la Galice et le Portugal, mettaient seules l'armée en état de garder sa position avancée. » — NAPIER, t. IX, p. 181.

(4) Caffarelli justifia sa résistance ouverte aux ordres du roi, en invoquant l'expédition de Popham, embarquée à la Corogne le 18 juin, sur 20 bâtiments de guerre. Ainsi, le but de Wellington se trouva atteint, bien que les troupes de cette expédition fussent obligées de se rembarquer le 19 juillet, après un combat où les partisans de Mina eurent le dessous.

(5) Le roi, mieux inspiré dans cette circonstance que ses généraux, lui avait donné impérativement l'ordre d'envoyer 10,000 hommes à Tolède ; mais à cet ordre, Soult avait répondu par une lettre de refus, datée du 16 juillet, dans laquelle il soutenait que l'envoi de 10,000 hommes entraînait l'évacuation de l'Andalousie.

refusa d'envoyer à Madrid plus d'une brigade (1); Bonnet seul obéit; mais son départ des Asturies exerça une influence plutôt nuisible qu'utile (2), en agissant sur la détermination que prit Caffarelli de retenir les divisions destinées à l'armée de Portugal (3).

Il faut remarquer, au surplus, que toutes les dépêches des généraux français étaient interceptées par les guérillas, ce qui empêchait de mettre de l'accord dans leurs opérations : ainsi le roi reçut seulement le 19 une dépêche dans laquelle Marmont lui annonçait l'approche de Wellington et la marche de Hill vers le Nord (4).

« Dans un tel état de choses, ni Wellington, ni Marmont n'avaient de motifs pour combattre sur le Douro : Marmont, parce que sa position était si forte qu'il pouvait y attendre en sûreté les troupes de Bonnet (5) ainsi que celles de Caffarelli (6), pendant que le roi opérerait sur les communications des alliés ; — Wellington, parce qu'il ne pouvait attaquer les Français sans un grand désavantage, les gués étant peu connus et celui de Pollos, très-profond (7). »

Le général anglais se proposa en conséquence d'attendre que les gués fussent plus praticables, ou que les opérations combinées des Galiciens et des guérillas obligeassent l'ennemi

---

(1) Le refus de Suchet, daté du 30 juin, était accompagné d'une offre éventuelle de démission. On trouve dans cette lettre le passage suivant : « Je doute que, dans l'état « actuel de l'Angleterre, lord Wellington ose hasarder une bataille. Il a trop à perdre, et « l'armée française a trop de gloire à acquérir pour qu'il s'engage aussi loin de ses vaisseaux. »

Cet extrait montre quelle fausse idée les généraux français s'étaient faite du caractère et des talents de Wellington.

(2) Il quitta les Asturies, après six jours d'occupation, sur l'ordre de Marmont, à la tête d'une division de 6,000 hommes. D'après les auteurs des *Victoires et conquêtes*, cette division était forte de 8,000 hommes.

(3) Cependant, pressé par le roi, Caffarelli envoya le 13 juillet 1,800 chevaux et 20 pièces de canon, sans infanterie.

(4) Le maréchal se trompait en ce qui concerne Hill, qui était resté dans l'Estramadure.

(5) Bonnet arriva le 8.

(6) Marmont ignorait encore la résolution prise par ce général de ne pas lui envoyer des secours.

(7) Napier, t. IX, p. 175.

à faire des détachements, ou que le manque de vivres forçât le duc de Raguse soit à étendre ses troupes, soit à battre en retraite.

Dans ces entrefaites, Wellington fit presser le siége d'Astorga et réunir toutes les forces espagnoles disponibles sur l'Elsa, pour inquiéter le flanc droit de Marmont.

Les deux armées restèrent ainsi plusieurs jours en présence. Le temps était beau, le pays riche, les troupes de part et d'autre régulièrement nourries.

Dans cette situation, le duc de Raguse, couvert par le Douro, pouvait attendre en sécurité la division de Bonnet, la cavalerie de l'armée du Nord et l'arrivée du roi Joseph.

La prudence lui faisait même un devoir d'agir ainsi; néanmoins, comme s'il eût craint de partager avec le frère de l'empereur une victoire qu'il jugeait certaine (1), il résolut de prendre l'initiative avant l'arrivée de ces troupes.

Son projet était de couper à l'armée anglaise ses communications avec Ciudad-Rodrigo, projet hardi, réalisable cependant, mais exigeant une vigueur d'exécution que ne possédait pas le duc de Raguse.

Dans la soirée du 16 juillet, deux divisions françaises, pour donner le change à l'ennemi, passèrent le fleuve à Toro (2); mais à peine établies sur l'autre rive elles furent rappelées et dirigées à marches forcées sur Tordésillas, où toute l'armée effectua son passage, dans la matinée du 17. Le même jour, les Français, après avoir repoussé les avant-postes de cavalerie anglaise, se trouvèrent réunis à Nava del Rey (3).

---

(1) La correspondance de Marmont avec le ministre de la guerre prouve que le duc de Raguse avait une grande confiance dans le résultat de ses opérations.

(2) Wellington dit, dans son *Rapport* du 21 juillet *au comte Bathurst*, « qu'il lui eût été totalement impossible d'empêcher l'ennemi de passer le Douro, celui-ci étant maître de tous les ponts sur cette rivière et de la plupart des gués. »

(3) Quelques divisions avaient fait, pour atteindre ce point, 26 lieues en 48 heures, dont 14 à 16 lieues sans s'arrêter.

En ce moment, Wellington, induit en erreur par le mouvement de la veille, était encore aux environs de Toro. Il ne connut sa fausse position que dans la nuit du 17.

Aussitôt son armée se porta à la rencontre du duc de Raguse, qui, se voyant en présence d'une partie seulement des alliés, tourna leur aile gauche et marcha sur la Guarena, bonne et forte ligne de défense qu'il espérait emporter dans la première confusion du passage.

Le général anglais se tira avec beaucoup d'habileté de ce pas difficile, et fut assez heureux pour gagner, sans combat, le plateau de Vallesa, où Marmont aurait voulu le prévenir (1).

Le projet du maréchal, comme nous l'avons vu, était de menacer la communication avec Salamanque et Ciudad-Rodrigo, pour forcer les alliés à rétrograder sur Almeida (2), ou à frapper un coup décisif pour dégager la première ligne. Il eut atteint ce but en continuant le mouvement qu'il avait dessiné dans la soirée du 16 au delà de Toro, car son armée était alors plus près de Salamanque que celle des alliés.

Le 18, Wellington repoussa avec beaucoup de vigueur une tentative faite par les Français pour écraser sa gauche: la brigade de cavalerie du général Alten fit dans cette circonstance 240 prisonniers.

Le 19, dans l'après-midi, le duc de Raguse retira toutes les troupes de sa droite et se porta à gauche vers Tarazona, comme pour tourner la droite des alliés.

Dans la soirée et pendant la nuit, l'armée de Wellington passa la Guarena supérieure à Vallesa et à El Olmo, et fit ses préparatifs pour l'affaire qu'elle s'attendait à avoir le 20

---

(1) On a reproché à Wellington d'avoir étendu ses troupes le long du Douro, et d'avoir occupé, sur la droite, la mauvaise position de Castrejon, pour s'opposer au passage du fleuve. Il eût été, en effet, plus sûr d'attendre l'ennemi concentré sur la Guarena, et de pousser seulement des postes de cavalerie sur le Douro. De cette manière, l'armée alliée ne se fût pas trouvée dans le cas d'être surprise et tournée.

(2) Ils auraient dû passer la Tormès à Huerta, mouvement qui n'était pas sans danger.

au matin, dans la plaine de Vallesa. Mais trompant cette attente, le duc de Raguse, un peu après le point du jour, fit par sa gauche une manœuvre judicieuse, le long des hauteurs de la Guarena, traversa la rivière au-dessous de Cantalapiedra, et tourna le flanc droit des alliés, qui avaient conservé leur position de Vallesa (1).

Wellington ne s'attendait pas à ce mouvement, que du reste il redoutait peu à cause de la garnison espagnole qu'il avait eu la précaution de mettre dans le château d'Alba de Tormès; mais le duc de Raguse, mieux instruit, savait que cette garnison avait été retirée par d'Espana, à l'insu du général en chef.

Dès que l'armée anglaise vit le duc de Raguse se porter à gauche, elle fit un mouvement correspondant à droite : quelque rapide cependant que fût ce mouvement, il ne l'empêcha point d'être débordée.

Marmont, assuré dès lors du commandement de la Tormès, pouvait à son choix livrer bataille, donner aux renforts le temps de rejoindre ou poursuivre les opérations commencées depuis le 16.

Dans ces conjonctures, il ne restait au général anglais qu'à battre en retraite (2). Guidé par sa froide raison bien plus que par le désir de s'illustrer, il se résigna promptement à ce sacrifice d'amour-propre, décidé cependant à couvrir Salamanque et la communication avec Ciudad-Rodrigo, jusqu'à la dernière extrémité.

Une lettre dans laquelle le duc fesait part de ce projet à

---

(1) Marmont alla camper, dans la nuit du 20 au 21, à Babila-Fuente et à Villoruela. Wellington fit un mouvement correspondant à sa droite sur Cantalpino, et campa cette même nuit à Cabeza-Vellosa.

(2) Attaquer Marmont par le flanc de sa position, c'eût été courir sans nécessité urgente les chances d'un combat inégal. « Pour plusieurs raisons, dit Wellington, je ne jugeai pas à « propos de le faire. » (*Lettre* du 21 juillet *à lord Bathurst*.)

Dans cette même lettre, le duc annonça le dessein de traverser la Tormès, si l'ennemi en eût fait autant.

Castanos, fut interceptée par Marmont, qui prit aussitôt l'initiative des opérations, sans égard pour les mouvements de Joseph. Le 21 après-midi, la plus grande partie de ses troupes passa la rivière à gué, entre Huerta et Alba de Tormès; une garnison française fut jetée dans cette dernière ville, et la gauche de l'armée se dirigea en toute hâte vers Ciudad-Rodrigo.

Les alliés, qui jusqu'alors s'étaient tenus dans l'ancienne position de San-Christoval, passèrent la Tormès sur le pont de Salamanque et les gués voisins. Avant la fin du jour, ils occupaient une des fortes positions de l'autre rive (1). Leur droite se trouvait sur une des deux hauteurs appelées *dos Arapiles,* et leur gauche appuyée à la Tormès, au-dessous du gué de Santa-Marta.

A minuit, le général anglais reçut avis que le lendemain ou le surlendemain, 2,000 hommes de cavalerie sous Chauvel, et 20 canons, envoyés par Caffarelli, devaient rejoindre l'armée ennemie.

Il prit aussitôt la résolution de battre en retraite sur Ciudad-Rodrigo, à la pointe du jour, à moins que l'ennemi ne l'attaquât ou ne commît quelque faute grossière. Or c'est précisément ce qui arriva.

Le 22 au matin, on put reconnaître, à une certaine agitation dans le camp des Français, l'approche d'une grande bataille.

La division d'avant-garde, sous les ordres du général Bonnet, s'ébranla au point du jour et marcha dans la direction de Ciudad-Rodrigo. Bientôt cependant elle changea de direc-

---

(1) Wellington, dans son mouvement de retraite, fut suivi à petite distance, par le duc de Raguse. On eut ainsi le spectacle imposant de deux armées, marchant parallèlement et souvent à mi-portée de canon l'une de l'autre.

Jourdan fait observer avec raison, dans ses *Mémoires* inédits, que puisque Marmont était décidé à livrer bataille, c'est ce moment qu'il aurait dû saisir. Il n'avait rien à gagner, en effet, à ce que Wellington allât s'établir dans sa forte position de San-Christoval. — Voir les *Mémoires de Joseph,* t. VIII, p. 200.

tion et s'empara de l'un des Arapiles, au moment où une partie de l'armée portugaise cherchait à s'y établir. Une batterie fut construite sur ce point, et le duc de Raguse vint s'établir non loin de là avec son état-major, pour embrasser l'ensemble des opérations.

Ce premier avantage des Français aurait eu des conséquences funestes pour Wellington, s'il avait perdu la bataille, car ses troupes auraient dû défiler sous le feu de l'Arapile qui dominait à petite portée la route de Ciudad-Rodrigo. Heureusement la bonne contenance des alliés empêcha les Français d'attaquer le deuxième Arapile, encore plus important que l'autre (1).

Voici quelle était en ce moment la position de l'armée française :

Les divisions Foy et Ferrey, soutenues par la division de dragons de Boyer, occupaient la droite, appuyées au plateau de Calvarasa et couvertes par un grand ravin. Les divisions Clausel, Sarrut, Maucune et Brenier étaient réunies en masse au centre, derrière le mamelon des Arapiles, où se trouvait Bonnet; à gauche, la divison Thomières, flanquée par la division de cavalerie légère de Curto, occupait un autre plateau protégé par 20 pièces de canon.

Le duc de Raguse, craignant que les alliés ne se retirassent avant qu'il eût achevé ses dispositions d'attaque, et ne voulant pas renoncer à son projet de couper la ligne de Ciudad-Rodrigo, résolut de s'emparer du pic de Miranda, situé à une demi-lieue de son extrême gauche, et de gagner ensuite Santa-Tome de Rosados, sur la route de Tamamès (2).

---

(1) Le comte Toréno reproche à Wellington de n'avoir pas fait occuper le grand Arapile dès le 21 ; il a raison sur ce point, mais il se trompe en disant que, deux heures après l'enlèvement du poste en question, c'est-à-dire vers dix heures du matin, Wellington avait donné l'ordre de battre en retraite, « parce que l'ennemi, grâce à la position du grand Arapile, prenait peu à peu une position oblique, compromettante pour les alliés. » T. V, p. 71.

(2) Voir BELMAS, t. I, p. 232.

Il chargea la division Thomières de cette opération et lui donna pour soutien 50 bouches à feu outre les divisions Curto, Maucune et Brenier. Toutefois, ces deux dernières divisions n'étaient pas encore en ligne quand déjà Thomières prit possession de la hauteur indiquée.

Le général anglais, qui suivait du haut d'une montagne cette évolution trop compliquée pour n'être par dangereuse (1), observa qu'elle tendait à séparer entièrement la gauche des Français de leur centre, et, sur-le-champ, avec une sûreté de coup d'œil et une vigueur remarquables, il prit les meilleures dispositions pour faire tourner ce mouvement à l'avantage des alliés. Sa 1re division et la division légère, sous les ordres des généraux Campbell et Alten, furent postées à la gauche des Arapiles, formant l'extrême gauche de l'ordre de bataille; les divisions Cole et Leith se placèrent sur deux lignes à droite de ce point; les divisions Clinton et Hope et un corps d'Espagnols, sous les ordres de don Carlos d'Espana, se formèrent en colonne derrière le village des Arapiles; enfin, la division Packenham, avec un gros corps de cavalerie, s'établit à l'extrême droite (2). (*Voir pl. XIII.*)

Wellington dirigea en toute hâte cette dernière division, avec deux brigades d'artillerie et quelques escadrons, sous les ordres du général d'Urban, contre la gauche des Français. Les généraux Cole et Leith, soutenus par Clinton et Hope, reçurent en même temps l'ordre d'attaquer le front de l'ennemi; et la brigade portugaise de Pack fut chargée de reprendre celui des deux Arapiles qui avait été occupé le matin par la division Bonnet.

---

(1) Le duc de Raguse excellait dans l'art de manier les troupes sur un terrain de manœuvres, il avait de plus une grande confiance dans son habileté. C'est ce qui lui fit écrire, *le* 16 *janvier* 1812, *à Berthier* : « Vous pouvez vous attendre à des événements heureux et glorieux « pour l'armée française. » Cette présomption sans doute contribua à l'échec qu'essuya l'armée française dans les plaines de Salamanque.

(2) Voir JONES, t. II, p. 62.

Quand Marmont vit toutes ces troupes arriver spontanément sur lui pour le surprendre au milieu de ses évolutions, il comprit l'étendue de sa faute et chercha à la réparer, en donnant à sa gauche l'ordre de se replier immédiatement sur le centre (1). Il n'était plus temps, car déjà Wellington, se souvenant des belles manœuvres de Frédéric à Rosbach et de Napoléon à Austerlitz, avait envoyé la moitié de ses troupes battre l'aile gauche, pendant que l'autre moitié attaquerait le centre...

Dès que la division Packenham se fut placée en travers du chemin que suivait Thomières, le duc de Raguse accourut sur les lieux, pour hâter la marche des troupes de soutien et venir au secours de sa gauche compromise; mais presque au même instant, un éclat d'obus lui fracassa le bras droit et l'obligea à quitter le champ de bataille.

Sur ces entrefaites, les troupes anglaises débouchèrent du village des Arapiles et détruisirent une partie de la division Brenier, qui, après avoir imprudemment engagé quelques troupes à l'entrée de ce village, s'était arrêtée pour les soutenir; elles écrasèrent ensuite la division Thomières, et la poursuivant de hauteur en hauteur, lui faisant environ 3,000 prisonniers (2); enfin, repoussant à le baïonnette la division Maucune, qui eut beaucoup de peine à se dégager, elles s'établirent sur le flanc de la position attaquée en ce moment de front par le reste de l'armée. Une charge vigoureuse de la cavalerie de Cotton compléta ce succès, que le général Marchant paya de sa vie.

---

(1) Plusieurs auteurs, et notamment ceux des *Victoires et conquêtes*, rendent Thomières seul responsable de ce mouvement excentrique, rien cependant ne prouve cette assertion. Le rapport du maréchal duc de Raguse n'est pas très-clair à cet endroit. Il dit seulement que la plupart des mouvements préliminaires furent exécutés avec irrégularité; qu'il lui eût été facile de remédier au mal, mais que sa blessure, en l'obligeant de quitter le champ de bataille, amena l'anarchie et le désordre, causes premières de la perte de la bataille. *Rapport* du 31 juillet 1812. voir également la *lettre de Marmont* du 25 juillet *au roi Joseph*.

(2) JONES, t. II, p. 64.

Thomières, blessé dans le même moment, tomba glorieusement à la tête de sa division ; le désordre que cet événement produisit se communiqua rapidement aux troupes du centre. Par une fatalité singulière, le général Bonnet, appelé au commandement par droit d'ancienneté, fut mis hors de combat quelques minutes après Marmont.

Quand Clausel succéda à Bonnet, la déroute commençait à devenir générale. Le nouveau chef fut heureusement à la hauteur des circonstances. Homme de talent et de résolution, il prit sur-le-champ les seules mesures capables de sauver l'armée. Après avoir replié la gauche et le centre sur la droite, il gagna successivement les hauteurs en arrière d'Arriba. Mais telle est l'influence d'une première faute à la guerre, que l'habileté du général et le courage du soldat français n'eurent d'autre résultat que de permettre à l'armée de Portugal d'effectuer sa retraite en bon ordre.

Un moment cependant la victoire parut indécise entre les deux partis (1). C'était sur la gauche, près du grand arapile encore au pouvoir des Français. Les troupes chargées de la défense de ce point avaient repoussé la brigade portugaise de Pack et la 4me division de Cole, qui s'étaient portées simultanément contre la division Bonnet. Beresford, avec la brigade portugaise de la 5me division, était accouru au secours de Cole; mais déjà il battait en retraite, quand Wellington fit avancer la 6me division de Clinton pour relever la 4me. Un combat terrible s'engagea sur ce point; quelque temps indécis, il se termina enfin à l'avantage de la division anglaise, qui déblaya le terrain lentement, à la pointe de la baïonnette.

Cependant la droite de l'armée française tenait encore et

(1) Cette circonstance et les pertes de l'armée alliée prouvent que Wellington eut raison d'attendre pour livrer bataille à l'armée de Portugal, qu'il se trouvât dans des conditions éminemment avantageuses.

se renforçait même graduellement par l'arrivée des troupes de la gauche. Son front était couvert par une redoutable artillerie, et ses flancs protégés par de forts détachements de cavalerie. Wellington envoya la 1re division, la division légère et deux brigades de la 4e tourner l'aile droite de cette nouvelle position, pendant que Clinton, avec la 6e division, soutenue par les 3e et 5e, l'attaqueraient en front. Cette offensive, vigoureusement exécutée, mit les Français en pleine retraite.

Le jour était à son déclin : cette circonstance fut favorable à Clausel (1), qui rallia ses troupes au milieu des ténèbres et les mit en mouvement avec une grande habileté.

Wellington, bien que harassé de fatigue et même blessé légèrement (2), prit le commandement des troupes chargées de la poursuite, et poussa droit sur les gués d'Huerta et d'Encinas, où il espérait trouver l'ennemi en masses rompues et désorganisées. Mais d'Espana ayant retiré la garnison d'Alba de Tormès à l'insu du général en chef (3), l'armée française put traverser la rivière sur ce point, et se diriger vers Peneranda, sans être inquiétée.

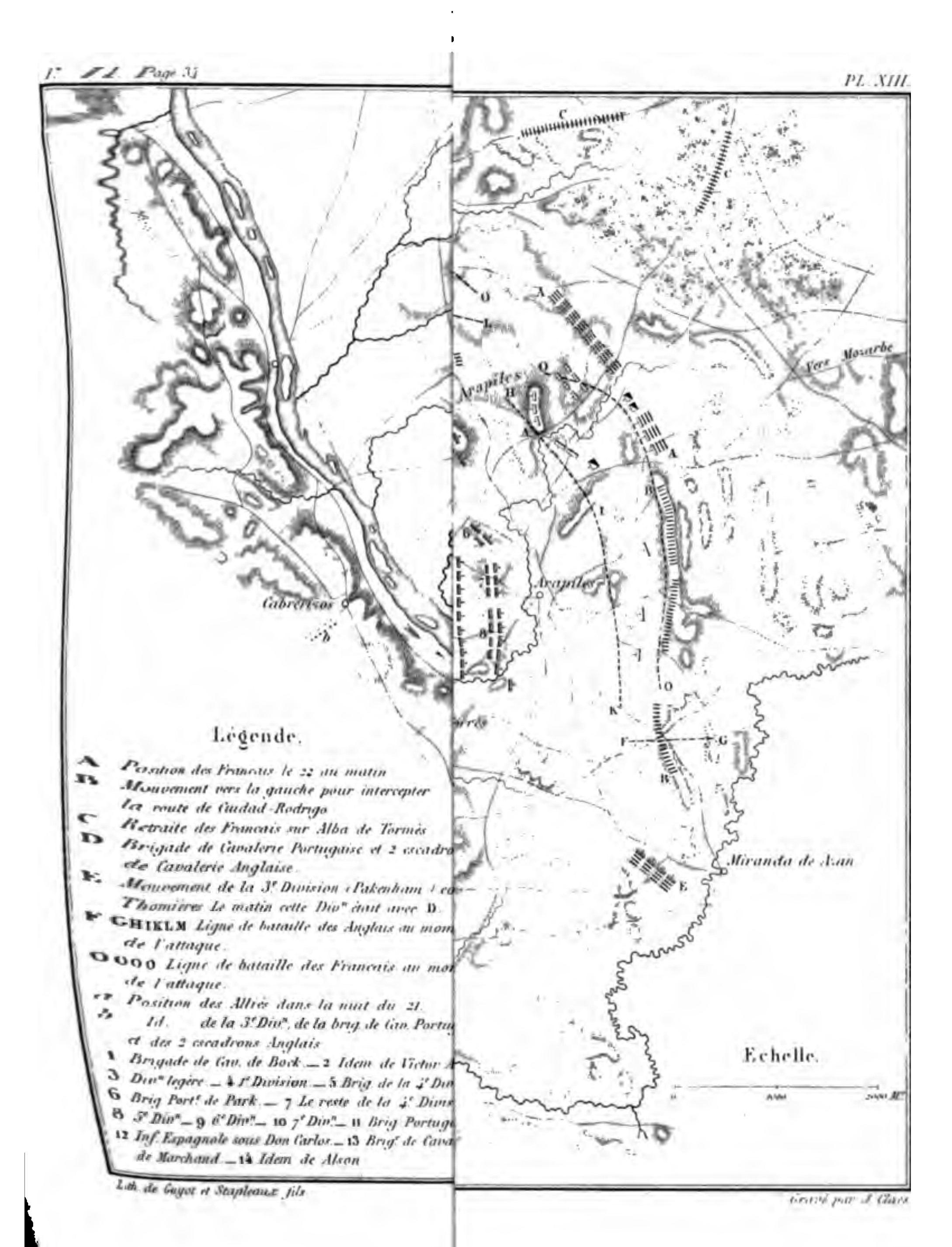
L'aile droite des Anglais aurait dû suivre l'ennemi dans cette direction; mais, fatiguée par les combats de la journée, elle ne quitta point le champ de bataille. Ce fut seulement le lendemain matin que l'on continua la poursuite au delà de la Tormès. La cavalerie allemande chargea l'arrière-garde française, sur une hauteur appelée la Serna, et fit prisonnière toute son infanterie, composée de trois bataillons. Les jours

---

(1) *Lettre du 24, de Wellington à lord Bathurst.*

(2) Vers la fin de la journée, une balle perdue atteignit Wellington à la cuisse, mais sans occasionner de blessure grave. Quelques jours auparavant (le 18, à Castrejon), il avait couru un danger plus sérieux : observant avec Beresford les mouvements de l'armée française, il avait été enveloppé par une troupe de cavalerie, et ne s'était dégagé qu'en mettant l'épée à la main.

(3) « Si j'avais su qu'il n'y avait plus de garnison à Alba, j'y aurais marché et j'aurais proba- « blement pris toute l'armée. » *Wellington au général Graham*, le 25 juillet 1812.



Arapiles
Arapiles
Cabrerisos
Vers Mozarbe
Miranda de Azan
Légende.
A Position des Français le 22 au matin
B Mouvement vers la gauche pour intercepter la route de Ciudad-Rodrigo
C Retraite des Français sur Alba de Tormès
D Brigade de Cavalerie Portugaise et 2 escadro
de Cavalerie Anglaise.
E Mouvement de la 3e Division (Pakenham) co
Thomières Le matin cette Divon était avec D.
F GHIKLM Ligne de bataille des Anglais au mom
de l'attaque.
OOOO Ligne de bataille des Français au mo
de l'attaque.
Position des Alliés dans la nuit du 21.
Id. de la 3e Divon, de la brig. de Cav. Portu
et des 2 escadrons Anglais
1 Brigade de Cav. de Bock _ 2 Idem de Victor A
3 Divon legère _ 4 1re Division _ 5 Brig. de la 4e Div
6 Brig. Portse de Park _ 7 Le reste de la 4e Divn
8 5e Divon _ 9 6e Divon _ 10 7e Divon _ 11 Brig. Portug
12 Inf. Espagnole sous Don Carlos _ 13 Brige de Cava
de Marchand _ 14 Idem de Alson
Echelle.
Lith. de Guyot et Stapleaux fils
Gravé par J. Claes

suivants, on poussa les colonnes en retraite dans la direction de Valladolid. Il s'en faut bien toutefois que cette poursuite fût remarquable par la promptitude et la vigueur des opérations. Les auteurs anglais eux-mêmes sont obligés d'en convenir.

La bataille de Salamanque est incontestablement la plus décisive que les alliés eussent livrée jusqu'alors dans la Péninsule. Elle affermit la réputation de l'armée anglaise, et fit particulièrement ressortir les brillantes qualités de son général : un jugement solide, un coup d'œil prompt et sûr, une exécution vigoureuse et une rare habileté à mouvoir ses troupes. Thibaudeau a pu dire avec raison, que « la journée des Arapiles marqua la fin de l'occupation française en Espagne. »

Le duc de Raguse avait à Salamanque 42,000 hommes, et son adversaire 46,400, dont 3,500 espagnols (1).

La cavalerie de l'armée française était numériquement inférieure à celle de l'armée alliée; en revanche, l'artillerie de Marmont s'élevait à 77 bouches à feu (2), et celle de Wellington à 60 seulement, et d'un calibre inférieur (3).

L'action fut courte et meurtrière. Environ 9,000 Français et 5,224 alliés restèrent sur le champ de bataille (4). Le géné-

---

(1) Le comte Toréno estime les forces de part et d'autre à 47,000 hommes. Les auteurs des *Victoires et conquêtes* sont encore plus loin de la vérité, en soutenant que Wellington avait des forces presque doubles de celles de Marmont, qu'ils portent à 40,000 hommes.

(2) D'après Jomini.

(3) *Lettre du 21, au comte Bathurst*. Dans ces 60 bouches à feu étaient comprises celles d'une batterie espagnole.

(4) *Rapport de Wellington*. Au nombre des prisonniers se trouvaient un général et 130 officiers.

Belmas évalue les pertes des alliés à 5,000 hommes, et celle des Français, à 9,000 tués, blessés ou prisonniers.

Thibaudeau ne porte les pertes des Français qu'à 7 ou 8,000 hommes.

Le comte Toréno estime le nombre des prisonniers français à 7,000, et les pertes des alliés

ral anglais Marchant fut tué ; Cole, Beresford, Cotton, Leith et Alten, furent blessés. Les Français perdirent Forey, Thomières, Desgravières, et eurent quatre autres généraux blessés. Sur quelques points la lutte avait été si vive, que le 11e et le 61e régiment anglais ne comptaient plus ensemble, que 160 hommes à l'effectif.

Onze pièces de canon, plusieurs caissons, deux aigles et six drapeaux étaient tombés entre les mains des vainqueurs.

Sur la proposition de la régence, les cortès donnèrent à Wellington les insignes de l'ordre de la Toison d'or; le Parlement anglais lui vota des remerciments, et le prince régent l'avança dans la pairie sous le titre de marquis de Wellington.

Les résultats de la journée de Salamanque, quoique très-importants, auraient été plus remarquables encore, si l'expédition de la Sicile avait été faite à temps et avec un nombre suffisant de troupes (1). Dans ce cas, les Français auraient été forcés de se replier derrière l'Èbre, et de se tenir désormais sur la défensive. Une nouvelle campagne serait devenue sans objet, et l'Espagne eût été libre une année plus tôt.

à 5,520. D'après les auteurs des *Victoires et conquêtes*, l'armée du Portugal perdit 11 canons, eut 2,000 prisonniers, 5,000 tués et blessés.

Le général Sarrazin estime les pertes des Français à plus de 5,200 hommes tués et blessés, et à 6 ou 7,000 prisonniers.

Enfin le duc de Raguse, dans son *rapport*, évalue les pertes de son armée à 6,000 hommes environ et à 9 pièces de canon.

Dans le chiffre de 9,000, que nous avons admis comme le plus exact, se trouvent compris les hommes faits prisonniers pendant la bataille.

Les Espagnols n'éprouvèrent aucune perte, Wellington les ayant mis à la réserve, qui ne donna point.

(1) Cette expédition se fit plusieurs semaines après l'époque convenue, avec 6,000 hommes seulement au lieu de 15,000, qu'on aurait pu réunir sans la moindre difficulté.

Napoléon apprit le désastre de Salamanque au fond de la Russie (1), et parut d'autant plus affecté de cette nouvelle, que l'Amérique venait de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne, circonstance qui aurait changé la face des choses dans la Péninsule, si Marmont et Joseph en avaient su profiter. L'empereur se montra d'une sévérité excessive pour le duc de Raguse et plein de ressentiment contre Joseph, qu'il accusa d'avoir marché trop tard au secours de l'armée du Portugal (2). « Ce mouvement, dit-il, aurait pu être fait un mois plus tôt. Après la bataille, l'armée du Centre aurait dû se porter sur le Douro et rallier les troupes battues. Pourquoi avoir abandonné si tôt les défilés du Guadarrama? Pourquoi n'avoir pas brûlé les magasins du Retiro, brisé les affûts, emmené les aigles et la garnison? Pourquoi Marmont prit-il l'offensive avant l'arrivée de Joseph? Pourquoi livra-t-il bataille sans ordre, et pourquoi ne voulut-il pas attendre deux jours la cavalerie de Chauvel (3), qu'il savait à portée de Salamanque, et les 15,000 hommes d'infanterie que lui amenait le roi? »

« En faisant coïncider toutes ces circonstances, ajoute « l'empereur, on est fondé à penser que le duc de Raguse « a craint que le roi ne participât au succès de la bataille, et « qu'il a sacrifié à la vanité la gloire de la patrie et l'avantage « de mon service (4). » Ce jugement nous semble trop sévère, quoique vrai en plusieurs points. Il était assez naturel, en

---

(1) Le 2 septembre, ou cinq jours avant la bataille de Borodino.

(2) Thibaudeau le justifie de ce reproche, en fesant observer que Joseph refusa des secours à Marmont, quand il en reçut la demande le 1er juillet, mais qu'il partit ensuite « après réflexion » avec 14,000 hommes. (T. IX, p. 104.) Mais ni l'empereur, ni Thibaudeau n'ont tenu compte de ce fait, que le roi jusqu'au dernier moment donna les ordres les plus pressants à Soult et à Caffarelli d'envoyer des secours à Marmont, et qu'il partit seulement lorsqu'il eut la certitude que ces ordres ne seraient point exécutés.

(3) Forte de 1,500 hommes environ et détachée de l'armée du Nord par ordre du roi.

(4) Voir la *lettre du colonel Desprez au roi Joseph*, Paris, 3 janvier 1813, celle de *Napoléon au duc de Feltre*, datée de Ghiart, 2 septembre 1812, et celle que ce dernier adressa, le 14 novembre, *à Marmont*, pour lui demander, au nom de l'empereur, des explications sur sa conduite.

effet, que Marmont cherchât à livrer bataille, quand il savait Wellington sur le point de battre en retraite. Ce n'est donc pas tant sa résolution de combattre tout seul qu'il faut blâmer, que le mouvement à l'aide duquel il essaya de tourner la droite des Anglais. Sans cette faute, il aurait pu réussir, puisque même après l'avoir faite, il y eut un moment où la victoire parut indécise.

Au reste, le maréchal a soutenu depuis, pour sa justification (1), que l'avis de la prochaine arrivée des troupes de l'armée du Nord ne lui parvint que le 21 au soir (lorsque son armée était déjà de l'autre côté de la Tormès), et que les lettres annonçant la marche de l'armée du Centre ne lui étaient pas arrivées du tout (2).

La déroute de l'armée du Portugal mit fin aux négociations secrètes de Joseph avec les cortès, ôta toute influence aux partisans du roi, réveilla l'énergie des Catalans, fit taire les clameurs de l'opposition anglaise, effraya le gouvernement provisoire de France, apparut à Napoléon comme un sombre présage au milieu des glaces de la Russie, et fut saluée, dans toute l'Allemagne et dans une grande partie de l'Europe, comme l'aurore d'une ère nouvelle.

Le règne de Joseph touchait à sa fin, et déjà l'on pouvait annoncer avec certitude la prochaine délivrance de la Péninsule.

Clausel, assez mollement poursuivi, se retira dans un ordre parfait sur Arevalo, qu'il atteignit le 24, au moment

(1) Cette *justification* (adressée à Clarke) est datée de Bayonne, 29 novembre 1812.

(2) Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 213.
Cependant Joseph avait eu soin d'expédier à Marmont huit exprès, tous porteurs de l'ordre

où Joseph venait de faire halte à Blasco-Sancho (1). Aucune des deux armées ne soupçonna la présence de l'autre, bien qu'il n'y eût entre elles qu'un intervalle de quelques milles.

Le roi ignorait encore la résolution qu'avait prise Marmont de combattre seul. Le lendemain, une lettre de Clausel, datée d'Arevalo, lui fit connaître le résultat de la bataille et la nécessité où se trouvait l'armée battue de franchir le Douro, pour sauver le dépôt de Valladolid et établir de nouvelles communications avec l'armée du Nord.

Wellington ayant fait halte dans la journée du 25, Joseph aurait pu se réunir sans difficulté à l'armée de Portugal; mais, croyant que cette dernière devait se joindre à l'armée du Centre et non celle-ci à l'armée de Portugal, il opéra sa retraite vers le Guadarrama. S'il avait eu dans cette circonstance plus de perspicacité et moins d'amour-propre, il aurait songé, comme le dit fort bien un auteur anglais, « qu'une armée battue et poursuivie n'a pas toute sa liberté d'action. » Mais la véritable cause de ces tiraillements et de ces fautes était l'absence de tout accord entre les généraux français : Clausel voulait attirer le roi derrière le Douro, et le roi, au contraire, déterminer Clausel à marcher sur Madrid. Chacun de ces plans offrait des avantages, et l'adoption de l'un ou de l'autre eût changé la face des choses (2). Mais Joseph était trop

---

de réunir l'armée du Portugal à celle du Centre dans les environs de Penaranda (ordre du 21 juillet). *Mémoires de Joseph,* t. VIII, p. 263 et 265.

(1) Le roi avait quitté Madrid, le 21, avec 14,000 hommes, dont 2,000 de cavalerie et 30 bouches à feu.

Joseph aurait pu se mettre en marche le 18 avec 10,000 hommes, dont 2 à 300 de cavalerie; mais il recula son départ, afin d'attendre la division italienne de Palombini.

(2) Si l'armée de Portugal s'était jointe à celle du Centre, Wellington n'aurait probablement pas franchi les défilés du Guadarrama, et si le roi s'était joint à Clausel, peu de jours auraient suffi pour réunir derrière le Douro 40,000 hommes d'infanterie (non compris les divisions de Caffarelli), 6,000 cavaliers et une puissante artillerie. Cette force eût sans doute empêché l'armée alliée, inférieure en nombre (malgré les renforts qui étaient arrivés après Salamanque, elle avait 3,000 hommes de moins qu'à l'époque du 22), de se porter sur Madrid, où 2,000 hommes, envoyés par Suchet, étaient arrivés le 30, et où 6 à 7,000 hommes d'autres troupes se seraient portés des places voisines, pour défendre le Retiro.

entêté pour céder, trop faible pour se faire obéir. Il se dirigea vers le Guadarrama et arriva le 27 à Ségovie, où il fit halte jusqu'au 31, dans l'espoir d'être rejoint par Clausel, qui de son côté attendait, aux environs de Tudela, le résultat d'une démarche qu'il avait fait faire pour attirer le roi. Enfin, dans la nuit du 29, l'armée du Portugal franchit le Douro et se dirigea sur Burgos (1). Elle eut beaucoup à souffrir des guérillas de la Vieille-Castille, répandues autour de l'armée britannique.

Le 31, Joseph continua sa marche rétrograde sur Madrid. Pendant ce temps, Wellington se rendit maître de Valladolid (2) et de Cuellar. Ainsi les armées du Centre et de Portugal se trouvèrent irrévocablement séparées. Ce résultat, obtenu dans des circonstances si difficiles, fait le plus grand honneur aux talents du général anglais.

Caffarelli, Suchet, Clausel et Soult n'étant pas à craindre pour le moment (3), Wellington se décida à poursuivre le roi dans la direction de Madrid, à s'emparer de la capitale, et à forcer ainsi les armées du Nord et du Sud à prendre une ligne de correspondance (4) plus longue et moins sûre que la ligne existante.

On a reproché à Wellington d'avoir préféré ce résultat à

---

(1) Le roi n'apprit ce mouvement sur Burgos qu'en arrivant à Madrid. Il s'en plaignit ouvertement, le général Clausel ayant pris l'engagement de se tenir derrière le Douro. Cet engagement toutefois n'avait pu être tenu, parce que Wellington, avant de poursuivre l'armée du Centre, avait profité de sa position centrale pour forcer Clausel à chercher un point éloigné dans le but de réorganiser ses troupes.

(2) Le 30. Wellington établit son quartier général à Cuellar.

(3) Caffarelli était occupé dans le Nord et inquiété par la présence de Popham sur les côtes de la Biscaye ; le duc d'Albuféra était menacé par l'expédition de Sicile ; Clausel était hors d'état de prendre l'offensive avant quelques semaines, et Soult n'avait pas l'intention de quitter l'Andalousie.

(4) Cette nouvelle ligne ne pouvait passer que par Saragosse.

la chance d'écraser par une vigoureuse poursuite les débris de l'armée de Portugal (1); mais un critique célèbre a réfuté victorieusement cette objection (2).

« Il est certain, dit-il, qu'un second succès remporté sur « Clausel pouvait ramener les Français sur les Pyrénées. « Soult et Joseph eussent été fort embarrassés dans le Sud; « mais le général anglais voulait aller par la voie la plus sûre « à la délivrance de la Péninsule, et l'effet moral de la prise « de Madrid devait ranimer le courage des Espagnols, qui « commençaient à se lasser de tant d'efforts, comme on l'a « vu par les négociations qu'ils avaient entamées avec Jo- « seph (3). » Au reste, la poursuite de Clausel n'aurait pu se faire sans exposer Salamanque et les Galiciens aux coups de Joseph, tandis que l'occupation de la capitale ne compromettait rien et assurait à Wellington l'avantage de prendre le Retiro (4), et de soutenir efficacement le corps de Hill, menacé par Soult.

Après avoir laissé 18,000 hommes sur le Douro pour contenir l'armée de Portugal (5), Wellington s'avança le 6 août contre le roi avec 28,000 Anglo-Portugais et les troupes nationales d'Espana (6). Quoique Joseph n'eût point reçu de Madrid les 10,000 hommes demandés à Soult (7), il avait ce-

---

(1) Le général de Beauchamp, t. II, p. 87, trouve que Wellington, ainsi qu'Annibal après Cannes, ne sut pas profiter de sa victoire. D'après lui, le duc aurait dû poursuivre à outrance l'armée de Portugal jusqu'aux Pyrénées, et abattre ensuite Soult isolément. Au lieu de cela, il assiégea Burgos et se mit dans le cas de devoir se replier devant les trois armées réunies.

(2) Général Jomini. — Sarrazin émet à peu près la même opinion : « Tous les mouvements « des alliés sur Madrid et Burgos doivent être considérés comme des manœuvres habilement « calculées pour délivrer l'Andalousie de la présence des Français. » P. 316.

(3) Nous constaterons, en effet, que l'aspect des affaires changea complétement dans toutes les provinces, après l'évacuation de Madrid par les Français.

(4) Le Retiro avait une grande importance comme arsenal et comme dépôt de l'armée française.

(5) A cette force, il faut ajouter la milice de Sylviera et les Galiciens, qui faisaient sous les ordres de Castanos le siége d'Astorga.

(6) Au nombre de 3,500 hommes environ.

(7) Ces hommes ayant été demandés le 19 juin, et plus formellement encore le 6 juillet, auraient pu arriver à temps; mais Soult refusa de les laisser partir. (Voir sa lettre du 16 juillet, dans les *Mémoires de Joseph*.)

pendant assez de forces pour défendre énergiquement les défilés du Guadarrama, mais il commit la faute de n'employer à cette défense que 8,000 hommes et de diriger sur la Sierra-Morena les 12,000 qui lui restaient, avec les bagages de la cour et les personnes attachées à sa fortune politique (1). Ce plan avait été arrêté à Ségovie; c'est de là également qu'était parti l'ordre impératif au maréchal Soult d'évacuer l'Andalousie, et de venir rejoindre l'armée du Centre sur la frontière de la Manche.

De pareilles dispositions n'étaient pas de nature à donner de grands embarras au général anglais. Après avoir passé les défilés de la Guadarrama, dans la journée du 10 août, un simple combat d'avant-garde, livré le 11 à Majalahonda, lui ouvrit le chemin de la capitale (2).

En ce moment, le convoi de Joseph était encore en deçà du Tage. Rien n'eût été plus facile que d'acculer au fleuve cette immense quantité de voitures et de fuyards, entassés pêle-mêle dans un désordre affreux (3); mais soit pitié, soit calcul (c'était en effet un bien lourd fardeau pour Joseph), Wellington laissa filer le convoi librement. Il commit une faute cependant en ne cherchant pas à surprendre le roi sur le Tage

---

(1) Une preuve que Joseph ne tenait pas dans le principe à la coopération de Soult, « c'est « qu'il resta vingt-trois jours sans lui écrire, lorsque les ennemis étaient en plein mouve- « ment, et que l'armée du Centre, forte de 14,000 hommes, se portait à la rencontre du duc « de Raguse. » *Lettre de Soult au duc de Feltre ;* Séville, 12 août 1812.

(2) D'après les *Mémoires de Joseph*, ce combat fut favorable aux Français, qui ne se retirèrent que parce qu'ils apprirent, par les prisonniers anglais, l'approche de toute l'armée de Wellington.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* prétendent que la cavalerie alliée laissa 3 canons et 600 chevaux sur le champ de bataille.

(3) Le train dont il s'agit se composait de 2,000 voitures, accompagnées de 10,000 Espagnols de tout âge et de tout sexe. Pendant sa marche sur Ocana, la presque totalité des soldats espagnols désertèrent. *Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 64.

« C'était un spectacle pitoyable ; la ligne de marché était encombrée de femmes au déses- « poir, d'enfants, d'hommes ayant perdu tout courage, de personnages du plus haut rang, « vêtus d'habits magnifiques, luttant avec de sauvages soldats pour leur arracher les plus « vils aliments, à l'aide desquels ils espéraient sauver leurs familles mourant de faim...

« Les malheureux individus qui suivaient la cour devinrent la proie d'une soldatesque « licencieuse.... Jourdan se donna des peines infinies pour rétablir un peu d'ordre au milieu « de cette horrible confusion. » — NAPIER, t. IX, p. 241.

ou au delà, pour empêcher la réunion de l'armée du Centre avec celle d'Andalousie, par le défilé de Despena-Perros. Heureusement pour lui cette réunion, qui aurait pu amener de graves événements, fut contrariée par les circonstances.

A peine sur l'autre rive (1), le roi apprit que Suchet était menacé par l'expédition sicilienne, débarquée tout récemment à Alicante, et que Soult refusait d'évacuer l'Andalousie, malgré ses ordres les plus formels. Inquiet sur le sort de l'un de ses lieutenants et vivement irrité contre l'autre, il suspendit aussitôt sa marche sur la Sierra-Morena et se dirigea vers Valence (2).

A la suite de ce mouvement rétrograde, Wellington entra, le 12, sans obstacle, dans la capitale de l'Espagne. La population, qui s'était portée en masse au-devant de lui, le reçut avec les marques du plus vif et du plus sincère enthousiasme (3). Les rues étaient jonchées de fleurs, les façades des maisons couvertes de tentures et d'ornements; les cloches sonnaient à toute volée, et les dames, en costume de fête, ornaient les fenêtres et les balcons. On déploya des châles et des manteaux sur le pavé des rues que devait parcourir le duc, et quand il mit pied à terre, il fut, dit Stocqueler, violemment *(vehemently)* embrassé par des femmes, aux étreintes desquelles il eut peine à se soustraire (4). La ville pendant plusieurs jours lui donna des fêtes et des spectacles magnifiques (5); mais,

---

(1) Le 13 au soir.

(2) Ainsi le premier résultat de l'expédition sicilienne fut de prévenir la jonction de Soult et du roi.

Quelque temps après, elle empêcha Suchet d'envoyer à Madrid des troupes qui auraient permis à Soult de livrer bataille au corps de Hill, entre le Tage et les montagnes du Guadarrama.

(3) *Histoire d'Angleterre*, par DAVID HUME, t. XIII, p. 216.

(4) Stocqueler prétend tenir ces détails de Wellington lui-même.

(5) BELMAS prétend, t. I, p. 235, « que cette ivresse fit bientôt place à d'autres sentiments « lorsque Wellington frappa Madrid d'une forte contribution. »

Le même fait est affirmé par le général Sarrazin et par les auteurs des *Victoires et conquêtes*, qui portent à 2 millions de piastres fortes la somme exigée par le duc. Mais les uns et les autres ont tort, car jamais Wellington n'a frappé de contributions sur aucune ville espagnole; nous défions qu'on prouve le contraire.

livré à d'autres préoccupations, le général en chef ne donnait à ces plaisirs qu'une attention distraite.

Dès le premier jour, il eut à s'occuper du siége du Retiro, espèce de forteresse qui commande la position de Madrid, naturellement forte, mais qui alors ne se trouvait pas dans des conditions à pouvoir résister longtemps; ses fortifications notamment étaient trop considérables pour une garnison dont l'effectif ne s'élevait qu'à 1,700 hommes (1).

Les Anglais se rendirent maîtres de la première enceinte dans la nuit du 13; leur premier soin fut de détruire l'aqueduc servant à l'alimentation des troupes. Le jour suivant, ils firent des préparatifs pour escalader la deuxième enceinte et ouvrir le feu d'une batterie de 18 pièces sur la manufacture de porcelaines située au centre de la troisième enceinte, faisant office de réduit. Le gouverneur cependant, pour échapper aux conséquences de cette double attaque, demanda à capituler (2).

On trouva dans le fort 180 pièces de canon, 20,000 fusils, un grand nombre de voitures, les aigles de deux régiments, et de riches approvisionnements de guerre et de bouche. Les prisonniers français furent dirigés sur le Portugal, sous l'escorte de soldats espagnols, qui en route eurent la lâcheté de piller et de massacrer ces malheureux sans défense. Quelque noble, quelque sacré que puisse être le motif d'une guerre, ces sortes d'actions, où la cupidité se mêle à la cruauté, ne peuvent qu'avilir ceux qui s'en rendent coupables. Les troupes nationales, sous ce rapport, ont plus d'une fois déshonoré la cause qu'elles servaient.

Cependant Wellington ne perdait pas de vue les événe-

---

(1) D'après Belmas et Jones. D'autres écrivains prétendent que Joseph laissa dans le Retiro 2,000 hommes, non compris les malades.

(2) L'auteur des *Mémoires de Joseph*, le général Sarrazin et les *Victoires et conquêtes* se trompent donc en disant que le gouverneur, le colonel Lafont, se rendit à la première sommation. Ce gouverneur, au reste, donna pour justifier sa conduite une raison péremptoire : c'est que le puits de la China, le seul qui restât à la garnison, était à sec.

ments extérieurs, et prenait à Madrid toutes les mesures nécessaires pour continuer les opérations. Quoique victorieux, il avait encore bien des dangers à courir et bien des embarras à surmonter : ses troupes étaient dans un grand dénûment, et les environs de la capitale ne lui offraient aucune ressource. Les Espagnols criaient *viva* (1), et se montraient pleins d'enthousiasme, tandis que leur gouvernement laissait l'armée anglaise manquer de tout. C'est ce qui résulte clairement d'une lettre, adressée par Wellington, le 28 juillet, à lord Bathurst : « Je vous prie, écrivait-il, de ne pas oublier de nous « envoyer des chevaux pour la cavalerie et l'artillerie, ainsi « que de l'argent. Nous sommes absolument ruinés. *(Weare « absoluty bankrupt.)* » A cette pénurie se joignaient d'autres complications non moins sérieuses. Ainsi le général en chef avait été successivement informé que l'armée de Clausel, dans le Nord, s'était considérablement accrue ; que la jonction des forces du roi, de Soult et de Suchet était sur le point de se faire ; que l'expédition de la Sicile avait échoué ; que l'armée galicienne, sous Santocildes, était repoussée par Clausel ; que Ballesteros, commandant l'armée d'Andalousie, refusait d'obéir aux ordres de l'état-major anglais (2) ; que O'Donnel avait été battu à Valencia par Suchet, enfin que Castanos ne donnait plus signe de vie, bien qu'il eût promis de rejoindre l'armée alliée, après Salamanque (3).

Quelques-uns de ces embarras furent heureusement écartés par la faute des généraux français, qui persistèrent à se contrecarrer l'un l'autre.

Ainsi le maréchal Soult refusa catégoriquement d'obéir

---

(1) *Lettre* du 23 août 1812, *à Henri Wellesley*.

(2) L'orgueil de ce général, dit Sarrazin, fit échouer le plan de campagne de lord Wellington. Il fut assez peu circonspect envers son gouvernement pour lui écrire, « qu'il ne se « croirait pas digne d'être né dans le royaume d'Arragon, s'il n'informait le gouvernement « qu'il ne pouvait pas se soumettre à une détermination qui ternissait l'honneur des armées « espagnoles. »

(3) Voir sa *lettre* du 24 août 1812, *au ministre de la guerre*.

aux ordres du roi et d'évacuer l'Andalousie (1). Sacrifier cette province avec toutes ses ressources, dans l'unique but de récupérer Madrid, lui semblait un acte de folie. « Pourquoi se retirer, écrivait-il au roi? où est le mal que les alliés possèdent le centre de l'Espagne?... Que votre majesté réunisse l'armée du Centre, l'armée d'Aragon et, s'il est possible, celle de Portugal, et qu'elle vienne en Andalousie, quand bien même le royaume de Valence devrait être évacué... J'aurai soin que les armées trouvent en Andalousie des magasins de vivres et des munitions, ainsi que des places d'armes. Du moment où 80,000 Français seront réunis dans cette province, le théâtre de la guerre sera changé. Le général anglais devra se replier pour sauver Lisbonne; l'armée de Portugal pourra le suivre jusqu'au Tage, la ligne de communication avec la France se rétablira par la côte orientale, et le résultat définitif de la campagne sera en notre faveur... Évacuez au contraire l'Andalousie, et vous perdez l'Espagne... »

Frappé de la vigueur et de l'opportunité de ce projet, Napoléon, du fond de la Russie, proclama Soult *la seule tête militaire qu'il y eût dans la Péninsule* (2). Mais le roi n'était pas homme à comprendre les hautes conceptions de ce général. N'ayant de souci que pour Madrid, il renouvela ses ordres, et décida enfin le duc de Dalmatie à marcher sur Valence de concert avec Drouet, qui jusque-là avait tenu en échec le général Hill avec des forces inférieures en nombre. Ce mouvement commença le 25 août, par la levée du blocus de

---

(1) Voir sa *lettre* du 12 août 1812, où il déclare vouloir attendre de nouveaux ordres avant de partir. Dans cette lettre, il renouvelle la proposition faite au roi, dès le 16 juillet, de jeter toutes les forces disponibles en Andalousie. « Je ne crois pas, dit-il, les affaires d'Espagne assez désespérées pour prendre un parti aussi violent que l'évacuation de cette province. »

Le roi, outré de la résistance du duc de Dalmatie, renouvela énergiquement son ordre dans une lettre datée de Toboso, 17 août.

(2) Ces paroles furent dites au colonel Desprez, aide de camp de Joseph, le 8 octobre 1812, à Moscou. (Voir dans la correspondance de Joseph une lettre de cet officier datée de Paris, 3 janvier 1813.)

Cadix, annoncée par la destruction de 1,000 pièces de canon, d'une énorme quantité de munitions et de tous les ouvrages de Chiclana, de Sainte-Marie et de Trocadéro (1).

Wellington fit harceler et poursuivre la colonne française par toutes les troupes alliées de l'Andalousie et de l'Estramadure (2); mais Soult parvint à surmonter ces difficultés avec un rare bonheur. Il rencontra l'avant-garde de l'armée d'Aragon à Hellin, et, le 3 octobre, toutes les forces françaises se trouvèrent réunies (3). A cette époque, il y avait cinq semaines que Wellington était parti de Madrid.

Quand on songe que la belle armée de Soult ne fut d'aucun poids dans la campagne de 1812, on se demande si l'invasion de l'Andalousie ne fut pas une faute ou un malheur, et s'il n'eût pas été préférable d'établir l'armée du Sud en Estramadure, en ne tenant l'Andalousie que partiellement, à l'aide de corps détachés. Dans la Castille, Soult aurait couvert Madrid, se serait lié plus étroitement à l'armée du Centre, et, par sa puissante coopération avec Masséna, en 1810, aurait probablement obligé Wellington à quitter le Portugal (4). Il est certain que l'invasion du Sud, exécutée en vertu des ordres de l'empereur, et non par la volonté de Joseph, comme

---

(1) Malgré cette résolution, Soult continua son opposition systématique aux ordres du roi. Celui-ci dut enfin lui écrire le 12 octobre :

« Je vous réitère l'ordre d'exécuter littéralement les dispositions que je vous ai prescrites par ma lettre du 7; à défaut de quoi, je vous ordonne de remettre le commandement de l'armée du Midi au comte d'Erlon, et de vous rendre à Paris pour y rendre compte de votre conduite. »

(2) Soult avait réuni en tout 39,000 hommes d'infanterie, 6,000 de cavalerie et 72 pièces de canon. Hill avec 25,000 alliés menaçait son flanc gauche; Ballesteros avec 20,000 son flanc droit ; Skerret et Cruz-Murgeon avec 4,000, ses derrières. Les partisans étaient partout nombreux, et Wellington pouvait l'inquiéter en descendant par le Despena-Perros. L'armée d'Andalousie avait un bagage énorme, plus de 9,000 blessés et une multitude de familles espagnoles à protéger. La retraite offrait par conséquent de grandes difficultés ; néanmoins, le maréchal s'en tira parfaitement. Il se dirigea de Séville sur Grenade, Huescar, Hellin et Almanza.

(3) La jonction du roi et des troupes de Suchet avait eu lieu près d'Almanza, le 25 août.

(4) Voir Napier, t. IX, p. 256.

certains critiques le prétendent (1), fut une cause de faiblesse pour l'armée française, et un élément de discorde entre les généraux. Napoléon s'y était résolu probablement parce que l'armée, pour vivre et subvenir à ses besoins, devait s'étendre et mettre pour ainsi dire toute l'Espagne à contribution. Peut-être aussi jugea-t-il important d'empêcher les Anglais de s'établir à Séville, le grand arsenal de la Péninsule, et à Cadix, dont l'occupation solide aurait compensé éventuellement la perte de Lisbonne.

Si Wellington, au moment de la fuite du roi, avait eu assez d'argent (2), et si la fièvre jaune n'avait pas régné si fortement à Murcie, il aurait poursuivi en toute diligence l'armée du Centre, rallié les débris des forces espagnoles et cherché, de concert avec l'expédition de Sicile, à battre le duc d'Albuféra avant l'arrivée de Soult; — ou bien, après avoir fait sa jonction avec Hill à Despena-Perros, il se serait jeté sur l'armée d'Andalousie en marche, bien que ce mouvement eût exposé sa communication avec le Douro (3). Mais, faute de pouvoir suivre l'un ou l'autre de ces plans, il se vit obligé d'attendre, pour agir contre Suchet, que le duc de Dalmatie eût évacué Cordoue.

L'invasion de la Catalogne présentait de grandes difficultés, parce que l'éloignement de l'armée anglo-portugaise rendait les lignes de communications incertaines et faibles. Aussi, pour diminuer le danger, le général en chef songea-t-il à se débarrasser d'une partie des forces ennemies, au moyen de l'armée anglo-sicilienne.

---

(1) Entre autres Napier, qui est souvent injuste envers le roi et le maréchal Jourdan.

(2) Les provinces de Valence et de Murcie étaient à peine en état de nourrir les armées françaises. Au surplus, Wellington devait, contrairement à ce que faisaient les Portugais dans leur pays, les Espagnols et les Français partout, nourrir son armée sans réquisitions : de sorte que le manque d'argent l'empêchait de se mettre en mouvement.

Il aurait fallu aussi que le général anglais, avant de s'éloigner de sa base d'opération, renforçât l'armée du Douro, pour empêcher, de ce côté, une diversion compromettante.

(3) Napier, t. IX, p. 310.

Il avait eu d'abord l'intention d'employer cette armée au siége de Tarragone; déjà même des ordres dans ce sens avaient été donnés au général Maitland; mais celui-ci, trouvant que ses forces n'étaient pas en rapport avec la difficulté de l'entreprise, y avait renonçé et s'était embarqué pour Alicante, où il arriva le 11 du mois d'août.

Pendant que le duc de Wellington s'occupait à rédiger d'autres instructions, il reçut avis que le général Clausel avait repris l'offensive (1). Cette circonstance l'engagea à retourner immédiatement sur le Douro et à faire le siége de Burgos, place indispensable pour assurer sa ligne d'opération vers le Nord, et pour faciliter l'exécution des mouvements qu'il avait projetés contre les armées du Midi (2).

Toutefois il s'arrangea de façon à laisser autour de Madrid 30,000 Anglo-Portugais et autant de soldats espagnols, pour arrêter l'ennemi, dans le cas où il essayerait de reprendre cette ville.

D'après les calculs de Wellington, les Français ne pourraient diriger sur Madrid plus de 50,000 hommes, sans s'exposer à perdre Valence. Cette force, il est vrai, avait toute chance de battre en rase campagne l'armée hétérogène qui protégeait la capitale, mais le duc espérait qu'avant la réunion des armées françaises et le commencement de leurs opérations, les eaux auraient grossi, et que le général Hill dès lors pourrait défendre le terrain avec assez de succès pour donner à l'armée principale le temps de revenir de Burgos.

(1) Le 18 août, Clausel était entré à Valladolid avec 18,000 fantassins, 2,000 cavaliers et 50 bouches à feu... Foy était en marche sur Salamanque, dont il espérait se rendre maître sans grande difficulté, lorsque le mouvement de Wellington sur Arevalo engagea Clausel à le rappeler. (25 août ; jour même où le roi et l'armée de Suchet se réunirent à Almanza.)

(2) En effet, appuyé sur cette place, un faible corps aurait suffi pour tenir l'armée du Portugal en échec ; pendant ce temps, Wellington avec des forces considérables aurait envahi la Murcie où Ballesteros et les 16,000 hommes de l'armée d'Alicante seraient venus le rejoindre. La levée du siége de Burgos mit ce projet à néant.

Wellington quitta Madrid le 1er septembre, dirigeant sa marche sur Arevalo.

Les maladies avaient fait de si grands ravages dans l'armée anglaise, que près d'un tiers de l'effectif se trouvait dans les hôpitaux; l'équipement des Portugais était en fort mauvais état, et la régence ne prenait aucun souci de leur subsistance; d'autre part, les moyens de transport étaient insuffisants et défectueux au delà de toute expression.

Le 7, l'armée alliée entra à Valladolid, évacué par le général Clausel la nuit précédente.

Les Français opéraient leur retraite avec une habileté remarquable, offrant le combat chaque jour. Le 16, ils prirent position pour couvrir Burgos.

Wellington, rejoint à Valencia par l'armée galicienne, forte de 11,300 hommes (1), pensait attaquer Clausel le lendemain (2); mais celui-ci, voyant le nombre de ses ennemis augmenter, se retira le jour même; il traversa Burgos et, chemin faisant, rallia les troupes de Caffarelli et celles de la réserve, réunies par les soins de Napoléon dans les Pyrénées.

La poursuite des Anglais ne fut ni très-vive, ni très-remarquable. Si Wellington, au lieu de se diriger d'abord sur Arevalo pour mettre les Galiciens à même de le rejoindre, se fût porté rapidement sur Ségovie, la division de Foy (3) aurait été séparée de Clausel; et s'il avait ensuite pris la route d'Aranda à Lerma, il serait tombé sur les troupes de Clausel pendant leur marche, et les aurait forcées peut-être à livrer bataille, avec Clinton (4) et l'armée galicienne sur leurs derrières (5).

---

(1) D'après Jones, cette jonction eut lieu le 14 à Pampliéga.

(2) *Wellington au comte de Bathurst*, 21 septembre.

(3) Elle était encore le 26 août à Zamora.

(4) Commandant des troupes alliées laissées au Nord.

(5) Il est probable que le manque d'argent et de moyens de transport empêcha Wellington de prendre ce dernier parti car la route, par Sommo-sierra était stérile et sans ressources. — Napier, T. X, p. 35.

Le général anglais prit possession de Burgos dans la journée du 18 (1); il donna immédiatement les ordres nécessaires pour commencer le siége du château, but objectif de la campagne (2).

Cette forteresse, qui renfermait le principal dépôt de l'armée française dans le nord de l'Espagne, avait naguère été renforcée par des travaux accessoires. Elle comptait trois enceintes de peu de valeur, mais défendues par 2,000 braves soldats (3), à la tête desquels se trouvait le général Dubreton, homme d'un courage et d'une habileté remarquables.

Le matériel des Français consistait en 9 pièces de gros calibre, 11 pièces de campagne, 6 mortiers et obusiers. Les approvisionnements de guerre étaient considérables, mais le bois manquait ainsi que les matériaux de siége, les bâtiments n'étaient pas à l'épreuve de la bombe (4) et il n'y avait aucun réservoir d'eau potable (5). Un bataillon fut placé dans l'ouvrage à cornes de Saint-Michel *(voir le plan)*, qui dominait les deux premières enceintes à demi-portée de canon; le deuxième bataillon occupait l'église San-Roman, poste essentiel, attenant au château du côté de la ville; le bataillon restant fut disséminé dans les divers retranchements.

La première enceinte et la deuxième, sauf une longue branche, étaient revêtues; la troisième, qui enveloppait le donjon et l'église de Blanca, se composait d'un simple

---

(1) Caffarelli avait jeté, le 17, dans le château une garnison que Wellington estima à 2,500 hommes.

L'armée française se trouvait en ce moment éparpillée derrière l'Èbre, entre Burgos et Vittoria.

(2) Belmas, en disant que Wellington aurait mieux fait de poursuivre à outrance les *débris* de l'armée du Nord, oublie que cette armée était remise de son échec et même renforcée; de sorte que, pour la détruire, il aurait fallu livrer une nouvelle bataille.

(3) D'après Jones. Il y a des auteurs qui portent ce nombre à 2,500.

(4) Voir le *rapport*, du 13 septembre 1812, du major du génie Pinot, *au ministre de la guerre*, et la *lettre du général Caffarelli au même*, datée du 23 octobre.

(5) « Dès les premiers jours, la garnison s'était vue exposée à l'un des besoins les plus « affreux, celui de l'eau ; elle n'avait point d'abri, et le mauvais temps l'a forcée à être pres- « que toujours dans la boue et dans l'humidité. » *Caffarelli au ministre de la guerre : lettre du 6 novembre 1812.*

terrassement. Wellington comptait sans doute brusquer l'attaque de cette position, puisqu'il n'avait point amené de parc de siége avec lui, et qu'il rejeta la proposition d'en faire venir un de Santander ou de Madrid (1). Il possédait en tout 3 pièces de 18 et 5 obusiers de 24, avec un approvisionnement d'à peine 300 coups par bouche à feu (2). Les ingénieurs, au nombre de cinq seulement, y compris le général Burgoyne, directeur des attaques, manquaient des ressources nécessaires pour entreprendre un siége régulier. Ils n'avaient pas un mineur, pas un sapeur de profession, et le parc du génie ne comprenait que 900 outils de terrassier (3).

On dut nécessairement tenir compte de cette exiguité de moyens en réglant le plan des attaques.

Wellington décida qu'on enlèverait de vive force l'ouvrage à cornes du mont Saint-Michel, et qu'on aborderait ensuite la partie du château située sous l'extrémité sud de l'église de la Blanca. Cette partie présentait le front le plus étroit, avait les retranchements les plus faibles et les plus défectueux sous le rapport de la construction. On pensait que des batteries élevées sur le mont Saint-Michel rendraient au bout de quelques heures un assaut sur ce point sinon facile, du moins possible.

Le 19, deux divisions investirent le château, pendant que le reste de l'armée alla prendre position à Monasterio, pour couvrir le siége (4). Le même jour, un fort détachement envoyé en reconnaissance s'empara des trois lunettes construites sur le mont Saint-Michel. Enhardi par ce premier avantage,

---

(1) Il fondait son espoir sur la rareté de l'eau et sur la possibilité d'incendier les magasins de vivres.

(2) « Les munitions étaient en si petite quantité, que l'on payait aux soldats chaque boulet qu'ils rapportaient. » — NAPIER, t. IX, p. 337.

(3) BELMAS, p. 470, et JONES, p. 272.

(4) L'armée de siége se composait de 12,000 hommes, et l'armée d'observation de 20,000.

Wellington donna l'ordre d'enlever l'ouvrage à cornes par escalade vers 6 heures et demie du soir.

Quatre colonnes, dont une destinée à l'attaque de la gorge, se mirent en mouvement à l'heure indiquée. Malgré quelques fautes d'exécution, l'entreprise fut couronnée de succès. La garnison, prise à revers par la colonne de la gorge, se fraya un passage et rentra dans le château, laissant 139 tués ou prisonniers et 59 blessés entre les mains des alliés. Ceux-ci eurent 80 tués et 334 hommes blessés ou égarés (1).

A la suite de ce fait d'armes, Wellington écrivit à lord Bathurst : « Je crains que les moyens dont je dispose soient « insuffisants pour prendre le château ; cependant l'ennemi « est mal pourvu d'eau et ses magasins de provisions sont « dans un endroit exposé à l'incendie. C'est ce qui me fait « espérer que je le forcerai à se rendre, quoique je n'aie pas « les moyens d'enlever la place d'assaut. »

Le 20, on ouvrit la tranchée et l'on commença à établir des batteries de brèche à proximité de l'ouvrage à cornes. Toutefois, pour éviter aux troupes des fatigues inutiles (2), Wellington modifia son plan d'attaque et résolut de donner l'assaut à la première enceinte avant d'y avoir fait brèche (3).

En conséquence le 22, à 11 heures du soir, une colonne de 300 hommes, munis d'échelles, tenta l'escalade de cette enceinte ; mais la garnison fit si bonne contenance, et par ses feux causa tant de mal aux assiégeants, qu'elle les mit en déroute et les obligea à revenir aux procédés lents d'une attaque régulière (4).

---

(1) JONES, p. 240. D'après Belmas, les alliés eurent 71 tués et 349 blessés ; et les Français 143 hommes hors de combat.

(2) JONES.

(3) Le revêtement de cette enceinte n'avait que 23 pieds de hauteur.

(4) D'après Jones, l'attaque échoua parce que les tirailleurs négligèrent de soutenir les troupes d'assaut, et parce qu'un bataillon portugais, chargé de faire une démonstration, fut arrêté par le feu d'un corps de garde.

D'après Wellington (voir sa *lettre* du 23 novembre 1812, *au comte de Liverpool*), l'insuccès

Dans la nuit du 24, les sapes se trouvèrent assez rapprochées de la place pour que l'on pût commencer une galerie de mine destinée à faire brèche à la première enceinte; quarante-huit heures après, on ouvrit une seconde galerie à droite de la première. Malheureusement, on n'avait pas de moyens suffisants pour exécuter ces travaux en temps opportun. Il fallut y employer des hommes sans expérience, et à qui l'on ne pouvait donner pour outils que des pelles et des pioches de terrassiers (1).

Ce fut donc seulement dans la nuit du 29 que l'on fit jouer la première mine. L'escarpe se renversa par l'explosion; mais les fourneaux ayant été mis trop près du mur, il n'y eut pas de talus, et le parapet resta intact; de sorte que les 300 hommes désignés pour l'assaut durent revenir sur leurs pas (2).

Le 4 octobre, une batterie ouvrant son feu sur le haut de la brèche fit ébouler assez de terre pour former une rampe praticable, de 20 mètres environ de largeur. Le même jour, à 5 heures de l'après-midi, la deuxième mine produisit une trouée de 30 mètres. Plusieurs colonnes assaillirent aussitôt les deux brèches. Après avoir chassé l'ennemi à coups de baïonnette, les Anglais se logèrent sur les rampes au moyen

---

de cette attaque doit être attribué à la négligence de l'officier d'état-major chargé de la conduite des troupes. Cet officier fut tué, et les Français trouvèrent sur lui les instructions qu'il avait reçues ; « de sorte, dit Wellington, que l'attaque ne put être renouvelée. »

Les pertes des alliés s'élevèrent, d'après Gurwood, à 59 tués et 289 blessés.

D'après Belmas, ils laissèrent dans les fossés une quarantaine de morts et 5 échelles : les Français eurent 9 tués et 13 blessés.

(1) Voir JONES, p. 273, et BELMAS, p. 482.

« Ces mineurs improvisés, dit Jones, mirent 108 heures à faire une galerie de 60 pieds en bon terrain. »

(2) C'est la version des auteurs français. Jones prétend que l'avant-garde de la colonne d'assaut ne trouva point la brèche, et qu'elle retourna en annonçant que la mine n'avait produit aucun effet. (P. 248.)

Wellington (voir sa *lettre* du 5 octobre, *au comte de Liverpool*) dit que les troupes de soutien, faute d'officiers du génie pour les conduire (un était tué, un autre blessé, le troisième malade et le quatrième chargé de conduire les cheminements), revinrent sur leurs pas sans avoir trouvé la brèche, tant l'obscurité était grande.

de quelques travaux de sape (1); mais le lendemain, à 5 heures du soir, une partie de ces travaux furent détruits par une sortie de 300 hommes.

Ce dégât ayant été réparé, les assiégeants se mirent en devoir d'atteindre la seconde enceinte : rien n'eût été plus facile, s'ils avaient eu des sapeurs-mineurs exercés ; mais les hommes de la ligne qui en tenaient lieu ne pouvaient avancer qu'à la sape volante, ne connaissant pas le mécanisme de la sape pleine (2). Aussi les alliés faisaient-ils des pertes considérables et peu de progrès. Les pluies leur donnaient en outre de grands embarras, en délayant les terres et en remplissant les tranchées d'eau vaseuse.

Le 8, à deux heures du matin, 400 hommes sortis de la place surprirent la garde de tranchée, enlevèrent tous les outils et rasèrent complétement les travaux de sape entre les deux enceintes. A partir de ce moment, les alliés n'avancèrent presque plus (3). Cependant Wellington parvint à faire brèche avec l'une des batteries du mont Saint-Michel, à une partie de la seconde enceinte imparfaitement couverte. Cette brèche fut praticable dès le 8 au soir; mais, faute de cartouches d'infanterie (4), on ne put y donner l'assaut dans le moment même. Ce contretemps permit aux assiégés d'escarper la brèche, en déblayant les décombres qui se trouvaient au pied du mur.

Le 9, Wellington fit tirer à boulets rouges pour mettre le feu au couvent de la Blanca; toutefois cette tentative, renou-

---

(1) Ce quatrième assaut, d'après Gurwood, coûta aux alliés 399 hommes, dont 76 tués. Les Français d'après Belmas, eurent seulement 27 tués et 42 blessés.

(2) Voir JONES, p. 254.

(3) « Le 16, ils essayèrent de construire un cavalier de tranchée, mais ils ne purent réussir, tant les hommes étaient peu au courant de ces sortes de travaux. » JONES.

(4) JONES.

Belmas est dans l'erreur quand il attribue le retard de l'assaut à la timidité des Anglais et à la longueur du chemin qu'ils eurent à parcourir. La véritable raison, c'est que Wellington craignait, en usant ses dernières munitions, d'être pris au dépourvu par l'armée française qui se réunissait à Brivìesca.

velée à diverses reprises, n'eut aucun succès. Dans la même journée, les mineurs débouchant d'une maison voisine de l'église de San-Roman, entrèrent en galerie de mine pour faire sauter cet édifice (1) et prendre l'ennemi à revers.

Le 14, arriva de Santander le convoi de munitions qu'on attendait depuis plusieurs jours. Wellington fit aussitôt contrebattre les pièces du donjon ; mais telle fut la supériorité de ces dernières qu'elles réduisirent au silence, en moins d'une heure, les bouches à feu des alliés. On se borna dès lors à rendre la brèche de la seconde enceinte de nouveau praticable, et à dégrader les talus de la troisième enceinte de manière à pouvoir les franchir sans trop de difficulté (2).

Le 18, Wellington dicta l'ordre de l'assaut sur le terrain même des attaques (3). A quatre heures et demie du soir, on mit le feu à la mine sous l'église de San-Roman. L'explosion fit une brèche considérable dans le mur crénelé servant de clôture; à ce signal, huit bataillons, divisés en trois colonnes, s'élancèrent au pas de course. La première gravit la brèche de la deuxième enceinte, força les défenseurs à se retirer, s'élança ensuite sur le talus dégradé de la troisième enceinte et pénétra jusque sur le terre-plein du réduit, où elle fut attaquée de front en même temps que prise en flanc par les défenseurs des redans n°s 14, 15 et 16 de la deuxième enceinte : cette double attaque rejeta les assaillants au delà des brèches avec une perte considérable (4).

---

(1) Belmas fait observer que les assiégés n'avaient pas le moyen de faire des contre-mines.

(2) Belmas parle d'une brèche faite à la courtine 1-2, brèche dont Jones ne fait aucune mention. Peut-être ce dernier n'a-t-il pas considéré comme brèche les dégâts que nous venons de mentionner.

(3) Cette instruction, en vingt articles, était basée sur le principe de l'emploi des troupes par détachements de 30 à 50 hommes. Le colonel Jones, et après lui le colonel Reid (*Papers of Engineers*) ont critiqué ce principe, qui, en effet, est condamné par l'expérience.

(4) Jones dit que ce furent seulement quelques Allemands qui franchirent la troisième enceinte; mais nous croyons la version de Belmas, appuyée sur le *Journal de la défense*, plus exacte cette fois que la version de l'auteur anglais.

La seconde colonne, après avoir tenté l'escalade de la deuxième enceinte, en arrière de la première brèche ouverte à la mine (1), fut également obligée de se retirer sous le feu meurtrier de l'ennemi (2).

Pendant ce temps, la 3e colonne, sous les ordres du lieutenant-colonel Brown, s'était avancée contre l'église de San-Roman, par la brèche du mur crénelé, et avait fait replier les défenseurs de ce poste derrière la seconde enceinte. Mais à peine eut-elle pénétré dans l'édifice, pour se mettre à couvert d'un feu très-vif, que le chef de bataillon du génie Pinot mit le feu aux mines, préparées à cet effet, et ensevelit sous un amas de décombres plus de 300 hommes : le reste de la colonne s'enfuit épouvanté (3).

Le 19, les assiégés reprirent l'église, mais les alliés y rentrèrent le même jour.

Le lendemain, on apprit que l'armée française avait fait, dans la journée du 18, un mouvement offensif sur Monasterio, ce qui annonçait le dessein bien arrêté de faire lever le siége de Burgos. Toutefois, Wellington ne fit ses préparatifs de départ que lorsque déjà les coureurs de l'ennemi étaient en vue de la place (4). Le 21 (5), il donna l'ordre formel de commencer la retraite le lendemain à la pointe du jour (6).

Pendant ce siége, les Anglais avaient fait jouer 4 mines et tiré 4,062 coups de canon, dont 903 avec des projectiles français; ils avaient ouvert 5 brèches et livré 5 assauts, dont

---

(1) C'est-à-dire l'escalade des redans 12, 13 et 14.

(2) Elle eut surtout beaucoup à souffrir du retranchement D, construit pendant le siége. (Voir, pour les détails de cette attaque, la *lettre* écrite par Wellington à *lord Bathurst*, le 26 octobre 1812.

(3) D'après Belmas. Le colonel Jones ne parle pas de ces 300 hommes ensevelis : le fait cependant est indubitable.

(4) Journée du 20.

(5) Ce jour, au matin, Wellington avait reçu une lettre de Hill, annonçant le projet de l'ennemi de se diriger vers le Tage, déjà guéable en plusieurs endroits.

(6) Dubreton dit que Wellington, avant de partir, mit le feu à l'arsenal de la ville, où il était resté beaucoup d'objets lors de la retraite de l'armée française. (Voir son *Rapport* du 22 octobre 1812.)

un seul couronné de succès (1). Leur perte s'élevait à 24 officiers et 485 soldats tués, 68 officiers et 1,487 soldats blessés (2).

La garnison avait fait cinq sorties, toutes heureuses ; elle comptait 193 hommes tués et 443 blessés (3). Au moment de la levée du siége, elle avait encore 1,200 hommes sous les armes (4).

La belle défense de Burgos fit perdre à Wellington une partie des résultats que lui avait assurés la bataille de Salamanque ; elle produisit en Angleterre une émotion qui se révéla bientôt par des attaques violentes contre l'armée de la Péninsule (5).

Le général Dubreton reçut de grands éloges pour ce beau fait d'armes, et Wellington lui-même trouva plus tard une occasion de le féliciter (6).

Les circonstances que nous venons d'exposer avec une scrupuleuse bonne foi servent de réponse aux attaques qui ont été dirigées contre Wellington et contre les ingénieurs anglais, à propos de ce malheureux siége.

Dans les conditions où se trouvaient les alliés, il eût été difficile de faire mieux, et en tout cas impossible d'observer

---

(1) Belmas. « La perte des alliés, dit le général Sarrazin, fut certainement très-considérable, mais elle n'est pas le quart de ce qu'aurait coûté une bataille contre Soult pour obtenir dans le Sud ce que lord Wellington sut lui arracher par ses mouvements stratégiques dans le Nord. » P. 317.

(2) Jones.

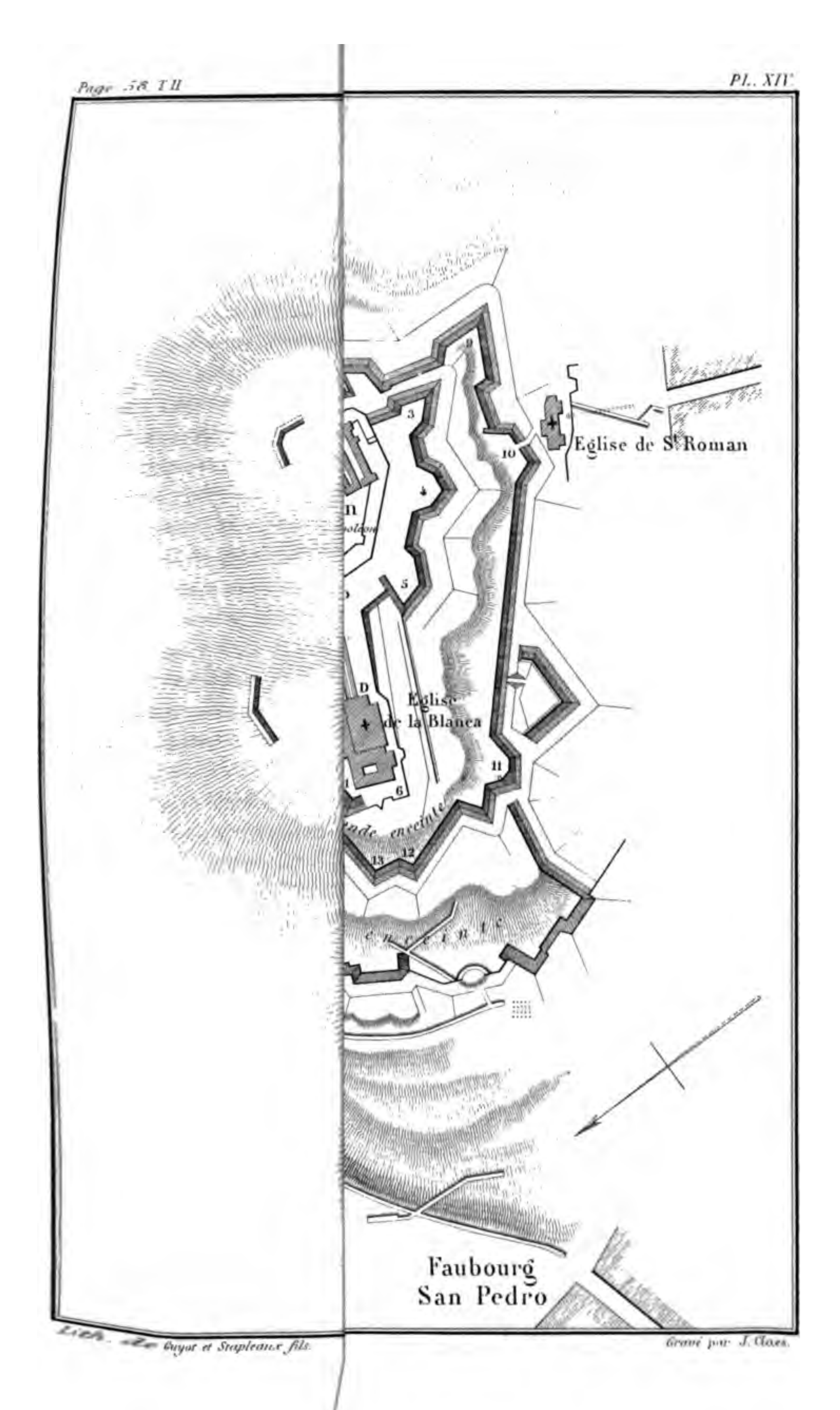
(3) D'après Dubreton, les défenseurs eurent 16 officiers et 607 sous-officiers et soldats hors de combat, dont 304 tués ou morts des suites de leurs blessures.

(4) Belmas.

(5) Le général Sarrazin prétend que ce fut par la négligence de Wellington que la place ne tomba point entre les mains des Anglais. « S'il avait envoyé un parlementaire pour sommer « la place de se rendre, le général Dubreton se serait rendu étant décidé, depuis la journée « du 18, à accepter une capitulation honorable. » Nous n'avons trouvé nulle part la confirmation de ce témoignage, qui doit être inexact.

(6) Ce fut en 1816, pendant le séjour de Wellington en France.

Sherer prétend que le duc, pendant le siége de Burgos, paya de sa personne tout autant que le général Dubreton. « Il fut si souvent exposé, dit-il, qu'il n'échappa que par un hasard remarquable. » — T. II, p. 203.



Lith. de Guyot et Stapleaux fils.

Gravé par J. Claes.

strictement les règles de l'art. Vauban lui-même, sans outils, sans canons, sans projectiles et sans sapeurs-mineurs, avec un nombre insuffisant d'officiers du génie et des soldats exécutant les travaux de siége à contre-cœur, n'aurait peut-être pas obtenu de meilleurs résultats.

Le seul tort de Wellington est d'avoir entrepris le siége avec des ressources qu'il jugea lui-même insuffisantes en arrivant sur les lieux.

Faute de bons renseignements, il s'était trompé sur l'état réel des ouvrages de la place; et lorsqu'il eut reconnu son erreur, il commit la faute de ne pas faire venir des canons de Santander et de ne pas repousser, en attendant, l'armée de Clausel de l'autre côté de l'Èbre, opération conforme aux principes généraux de la guerre et qui, dans le cas particulier dont il s'agit, aurait eu l'avantage de retarder l'organisation de l'armée française (1).

Quant à l'opération même de la levée du siége, elle était devenue nécessaire après la lettre de Hill, annonçant que Joseph, parti de Requena le 18 octobre, se dirigeait par Cuença sur Tolède, avec 50,000 hommes d'infanterie, 8,000 cavaliers et 84 bouches à feu, dans le but de chasser les alliés du Tage (2). Presque simultanément d'ailleurs, Wellington avait reçu avis que Caffarelli était à Vittoria avec 8,000 hommes d'infanterie, 1,000 chevaux et 16 bouches à feu, et que l'armée de Portugal, nouvellement renforcée, comptait environ 35,000 combattants (3).

---

(1) On doit critiquer aussi les détails de l'attaque, et notamment l'emploi des galeries de mine pour faire brèche; mais cette critique atteint moins le général en chef que les chefs de l'artillerie et du génie.

(2) 35,000 fantassins, 6,000 cavaliers et 72 pièces de canon provenaient de l'armée d'Andalousie. D'après les *Mémoires de Joseph*, l'armée du roi comptait 50,000 hommes et 84 canons.

(3) D'après Belmas, l'armée du Portugal reçut de France 10,500 hommes d'infanterie et 1,300 chevaux; elle fut rejointe par 9,500 hommes, 1,300 chevaux et 16 canons de l'armée du Nord. Se trouvant ainsi forte de 41,000 hommes, elle se mit en marche, le 17, vers Burgos. Soult, à la même époque, s'avançait avec 45,000 hommes, et l'armée du Centre avec 12,000.

Toutes ces circonstances devaient nécessairement l'engager à battre en retraite, puisque Souham, qui avait succédé à Clausel (1), pouvait d'un moment à l'autre se porter au secours du château, et que les forces alliées ne s'élevaient qu'à 20,000 Anglo-Portugais et 11,000 Galiciens, aussi peu redoutables en ligne que des guérillas. Les forces disponibles en arrière montaient à 3,000 hommes seulement. Ce n'était pas assez pour braver 44,000 Français. Hill, de son côté, ne se trouvait pas en mesure de tenir tête aux armées du roi (2), d'autant plus que les 30,000 Espagnols chargés de menacer le flanc de l'ennemi et de retarder sa marche sur Madrid étaient restés à Grenade, par suite de l'insubordination de Ballesteros (3).

Pour faire face à cette situation, le général en chef ordonna à Hill d'abandonner la défense du Tage, pour se joindre à l'armée principale sur l'Adaja.

Le général Souham était convaincu que son adversaire avait plus de 60,000 hommes et attendait encore trois divisions de Madrid; il ne songeait donc pas à attaquer, et craignait au contraire de l'être. Sa situation, du reste, commandait beaucoup de réserve, car la défaite de l'armée de Portugal eût ouvert aux alliés les portes de la France. Plus tard, informé de l'état véritable des forces de Wellington par la voie des journaux anglais (dont l'indiscrétion habituelle rendait les plus grands services aux armées françaises), il rappela de Vittoria les troupes de Caffarelli, concentra les siennes à Briviesca, et se disposa à faire lever le siége de Burgos.

---

(1) Clausel était toujours souffrant de la grave blessure qu'il avait reçue au combat d'arrière-garde, livré le lendemain de la bataille de Salamanque.

(2) La brigade Skeret, venue de Cadix, avait porté son armée à 40,000 hommes, y compris les troupes espagnoles irrégulières. Une multitude de guerillas occupaient les environs.

(3) Ballesteros devait se porter entre Alcaraz et le fort de Chinchilla, qu'il avait mission de protéger. Soult enleva ce fort sans difficulté, le 9 octobre. (Voir la *dépêche de Wellington* du 26 octobre, *à lord Bathurst*.)

que aussitôt par une brigade de la garde, débarquée récemment à la Corogne, sous les ordres de Dalhousie.

Le 25, Wellington se disposa à recevoir la bataille : c'était un acte de vigueur digne d'éloges; malheureusement on négligea de rompre les ponts de Palencia et de Tariego (1), et cette circonstance permit à Foy de tourner la gauche des alliés. Presque en même temps, la cavalerie française passa le pont de Banos et menaça leur droite (2).

La position n'étant plus dès lors assez forte, et la retraite pouvant être compromise par un plus long séjour, Wellington se replia, le 26 de grand matin, sur Cabezon. Il donna en même temps l'ordre de garder les ponts de Tudela, de Valladolid, de Simancas, de Tordesillas, qui assuraient sa marche au delà du Douro. Afin de gagner du temps, il se proposa de garder le plus longtemps possible sa position de Cabezon; mais Souham, qui avait ordre d'éviter la bataille (3), s'étendit de plus en plus à droite, et tâcha de le déloger en surprenant les ponts de Valladolid, de Simancas et de Tordesillas : heureusement pour le duc, le premier de ces ponts résista et les autres furent rompus à temps; cependant, à Tordesillas, il se forma tout à coup, dans les rangs des Français déconcertés, une troupe d'élite composée de 60 officiers et sous-officiers. Ces braves, conduits par l'intrépide capitaine Guingret, construisirent un radeau sur lequel ils déposèrent leurs effets et leurs armes; se jetant ensuite dans les eaux froides du Douro, en ce moment débordé, et tenant leurs épées entre les dents, ils poussèrent le radeau devant eux à la nage. Sous la protection de l'artil-

(1) Ces ponts devaient être détruits comme ceux de Villa-Muriel et de Duenas; mais les Français y arrivèrent avant que les travaux de mine fussent achevés.

(2) La mine préparée pour démolir ce pont manqua son effet. Ici encore les ordres de Wellington furent mal exécutés.

(3) Le 1er, Joseph lui avait écrit d'éviter une action générale et de combiner ses mouvements avec les siens. Cette lettre n'arriva que le 20 au matin, c'est-à-dire le jour même où Souham avait résolu de livrer bataille. (Voir plus loin.)

lerie, ils gagnèrent ainsi le pied d'une vieille tour défendue par un poste ennemi. Attaquer ce poste dans l'état de nudité où ils se trouvaient, s'en rendre maîtres et rétablir le passage fut l'affaire d'un instant. Quand Wellington qui, dans ces entrefaites, avait détruit les ponts de Valladolid et de Cabezon (le 28), et passé le Douro à Tudela et Puente de Douro (le 29), apprit ce beau fait d'armes, il changea soudain de résolution, marcha par sa gauche et concentra son armée à Rueda, en arrière de Tordesillas, où il fut, dès le 30, en mesure de disputer le passage de la rivière (1). Cette prompte décision et la destruction des ponts de Toro et de Zamora assurèrent enfin la jonction de ses troupes avec celles du général Hill (2).

En annonçant ce résultat à lord Bathurst (le 31 octobre), Wellington écrivit : « Si je considère la force de l'ennemi, « l'état des troupes espagnoles, le grand nombre d'étrangers « qui se trouvaient dans mes divisions d'infanterie et la « faiblesse de ma cavalerie, *je pense que j'ai échappé à la « plus mauvaise situation militaire qui fût jamais.* »

Le duc garda sa position jusqu'au 6 novembre. Les ponts de Toro et de Tordesillas ayant été rétablis ce jour-là, il put gagner le 7 Torrecilla de la Orden, et, le lendemain, son ancienne position de San-Christoval, près de Salamanque. Le même jour, sir Rowland Hill, qui dès le 3 avait été en communication avec Wellington et dont la jonction s'était effectuée le 5, passa la Tormès, laissant à Alba un corps anglais et une division portugaise (3).

---

(1) A cette date, le pont était réparé, mais le gros de l'armée de Souham ne se trouvait pas encore sur les lieux.

(2) Du 22 au 29 inclusivement, l'armée alliée eut 127 hommes tués, 522 blessés et 243 manquants. — JONES.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* se trompent donc en affirmant que la retraite de Burgos coûta aux alliés plus de 3,000 hommes, dont 1,800 prisonniers. Le pont de Zamora était le onzième détruit par ordre de Wellington depuis le commencement de la retraite.

(3) SHERER.

On a vu que ce général avait été menacé par les forces réunies du roi et de Soult (1), en marche vers le Tage pour opérer contre Wellington, s'il continuait le siége de Burgos, ou, s'il abandonnait ce siége et Madrid en même temps, le refouler en Portugal, de concert avec l'armée de Souham. Hill, avec beaucoup de discernement, avait préféré la retraite par la Guadarrama à celle par la vallée du Tage, qui cependant offrait l'avantage de couvrir Lisbonne (2). Après avoir détruit ses munitions et brûlé ses pontons, il avait traversé Madrid (3) et réuni ses troupes à Majadahonda (le 31 octobre) ; Soult s'était mis à sa poursuite dans la direction d'Arevalo, mais avec une prudence qui annonçait la crainte de livrer bataille (4).

Pendant ce temps, Joseph était entré à Madrid. Son séjour dans cette ville toutefois ne fut pas long.

Le 4 novembre, il opéra sa jonction avec le maréchal Soult sur la Guadarrama.

Hill continua son mouvement avec assez de bonheur. Il était presque hors de danger, quand Wellington apprit que Souham avait rétabli, dans la journée du 4, le pont de Toro. Cette circonstance ne lui permettait pas, sans compromettre ses derrières, de rester plus longtemps sur l'Adaja. Il envoya donc à Hill l'ordre de se diriger sur Alba de Tormès, pendant que lui-même se replierait de Tordesillas sur San-Christoval.

Joseph, n'espérant plus dès lors séparer les deux généraux, marcha de Ségovie sur Arevalo. Le 8, il rencontra les éclai-

---

(1) Ces forces réunis s'élevaient à 70,000 hommes.

(2) Hill savait que Wellington était pressé dans le Nord par des forces supérieures, et que les Français, à cause de la saison avancée, ne trouveraient pas de vivres dans la vallée du Tage.

(3) Dans les premiers jours d'octobre, le corps de Hill avait pris position sur le Tage, entre Aranjuez et Tolède. Trois divisions étaient restées à Madrid.

(4) Comme Soult avait seulement 35,000 hommes, et qu'il croyait Ballesteros avec Hill, son devoir lui commandait d'agir ainsi. Pour les Français, la perte d'une bataille eût amené l'évacuation de la Péninsule. Les alliés risquaient moins.

reurs de Souham à Medina del Campo. Les forces réunies des Français s'élevaient en ce moment à 90,000 hommes, dont 12,000 de cavalerie, soutenus par 120 pièces de canon (1).

L'armée alliée comptait seulement 64,000 hommes d'infanterie, 4,000 cavaliers et 70 bouches à feu (2); elle avait d'ailleurs besoin de repos et de soins : « Les hommes manquaient de souliers, leur équipement était délabré, la cavalerie avait perdu de sa consistance, les chevaux pouvaient à peine faire le service, et la discipline était partout relâchée (3). » Nonobstant ces difficultés, Wellington désirait être attaqué sur la rive droite de la Tormès, parce que sa position était très-forte et rappelait à ses soldats de glorieux souvenirs (4).

Le roi, de son côté, jugea l'occasion favorable pour livrer une bataille et venger le désastre de Salamanque. Toutefois, n'ayant pas assez de confiance dans ses capacités militaires, il donna le commandement des troupes à Soult, malgré les justes et nombreux sujets de plainte qu'il avait contre ce maréchal (5).

On fut quelque temps indécis sur le choix du point d'at-

---

(1) Thibaudeau estime les forces françaises à 90,000 hommes, dont 10,000 cavaliers. Sherer 78,000 fantassins et 12,000 chevaux; Belmas à 95,000 hommes en tout; l'auteur des *Mémoires de Joseph* à 80,000 hommes, dont 10,000 de cavalerie, et à 120 canons; le général Sarrazin à 0,000 hommes seulement; Toréno à 80,000 fantassins et 12,000 cavaliers; Jones à 80,000 hommes et 10,000 chevaux.

(2) Sur ces 68,000 hommes, il y avait 52,000 Anglo-Portugais. Wellington, dans sa *lettre* du 9 novembre *à lord Bathurst*, prétend que son armée de la Tormès comptait 52,000 Anglo-Portugais, dont 4,000 hommes de cavalerie, et 12 à 16,000 Espagnols.

D'après Toréno, il y avait 18,000 Espagnols, non compris les guérillas et les troupes de l'Estramadure amenées par Hill. Jones porte l'effectif des alliés à 50,000 hommes; Belmas à 60,000, et l'auteur des *Mémoires de Joseph*, à 70 ou 75,000.

(3) Napier, t. IX, p. 398, et Wellington, *lettre* du 8 novembre *au comte Bathurst*.

(4) Wellington ne risquait rien : battu, il se retirait en Portugal ; vainqueur, il retournait à Madrid.

(5) Le 12 septembre, un capitaine de navire, jeté à la côte près de Valence, remit au roi, dans cette ville, diverses lettres que Soult l'avait chargé de porter en France. Joseph, qui était sans nouvelles de son lieutenant, ouvrit ces lettres (écrites le 12 août), et vit, à son grand étonnement, que le duc de Dalmatie le dénonçait au ministre de la guerre comme un traître en correspondance avec l'ennemi. (Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 235 et 267; t. IX, p. 71 et 86.)

taque. Jourdan, faisant observer que la position de Wellington s'étendait sur une longueur de 5 lieues, depuis Alba jusqu'à San-Christoval, proposait de passer nuitamment la Tormès à gué, et de tomber sur le centre à Calvariza de Ariba, pour forcer le général anglais à recevoir la bataille. Soult, au contraire, jugeant la position trop forte, était d'avis de tourner la droite des alliés en passant la rivière à deux lieues au-dessus d'Alba (1), opération analogue à celle que Marmont avait tentée précédemment sur le même théâtre, mais moins dangereuse, à cause du grand rayon sur lequel elle devait avoir lieu (2). Ce plan devait avoir pour résultat de forcer Wellington d'accepter la bataille sur un terrain moins avantageux; c'est ce qui engagea le roi à lui donner la préférence, bien qu'il eût l'inconvénient de laisser aux alliés le moyen de prévenir l'armée française sur la ligne de communication de Ciudad-Rodrigo (3).

Le 14 de grand matin, le duc de Dalmatie commença l'opération par le passage de la Tormès, au gué de Galisancho, en amont d'Alba. La trop grande confiance de Wellington (4) rendit ce passage moins difficile qu'il eût dû l'être. Les postes d'observation de l'armée anglaise furent enlevés, et les défenseurs d'Alba de Tormès (5) débordés sur la droite, ce qui les mit dans une situation fâcheuse. Quand le général en

---

(1) En dirigeant un corps sur Tamamès, Soult aurait pu devancer Wellington à San-Munos, où la route de Ciudad traverse la Huebra, qui, bordée de marais sur les deux rives, forme un défilé extrêmement dangereux; mais, craignant que les chemins ne fussent mauvais, il préféra tenir ses troupes réunies et se rapprocher de Salamanque.

(2) Soult suivit une chaîne de hauteurs enveloppant celle sur laquelle Marmont avait fait son évolution à la bataille de Salamanque, et par conséquent hors de portée d'une attaque subite.

(3) On peut lire au t. VIII, p. 263, des *Mémoires de Joseph*, les raisons qui engagèrent le roi et Jourdan à ne pas rejeter le plan de Soult, dont ils avaient cependant reconnu le danger. (Voir t. IX, p. 99 et suiv., et p. 113 et suiv.)

Dans le même ouvrage, t. VIII, p. 270, se trouve une note intéressante du comte de Mélito, indiquant les causes de l'insuccès de l'attaque projetée par Soult.

(4) Il était à Salamanque, et il semblait si sûr de pouvoir empêcher le passage, qu'il laissa pendant toute la journée du 14, le gros de ses troupes à San-Christoval sur la gauche de sa position.

(5) Il y avait sur ce point 8,000 hommes.

chef arriva sur les lieux, le mal était sans remède. Il retira en conséquence la garnison d'Alba et fit occuper pendant la nuit la position des Arapiles.

Wellington comptait être attaqué dans cette position le lendemain; mais Soult ne se laissa point tenter par le désir de prendre la revanche de Salamanque; il fortifia sa position de Mozarbes et étendit sa gauche jusque près de la route de Ciudad-Rodrigo.

En voyant ce mouvement, Wellington prit la résolution hardie de faire filer en plein jour (à 2 heures) son armée sur trois colonnes, parallèlement à la ligne de bataille de Soult, et pour ainsi dire à portée de canon. Cette opération, qui aurait pu avoir des suites désastreuses, réussit complétement, parce qu'on ne chercha point à la contrarier, et qu'il tomba subitement un brouillard épais et de fortes pluies qui rendirent les sentiers et les champs presque impraticables (1).

On doit reprocher à Wellington d'être resté aux Arapiles assez longtemps pour qu'un pareil mouvement devînt nécessaire au salut de son armée.

Les alliés campèrent la nuit sur la Valmusa, derrière la gauche de l'armée française, qui, peu d'heures auparavant, les avait menacés en front; ils gagnèrent ensuite, sans être inquié-

(1) Le roi Joseph, dans une lettre, du 23 décembre 1812, *au général Clarke*, dit : « Trois causes ont contribué à favoriser la retraite de lord Wellington dans la journée du 15 : la pluie, la trop grande circonspection du duc de Dalmatie et le manque d'un bon officier de cavalerie.

« Le duc de Dalmatie a perdu deux heures sur les hauteurs en arrière de Nuestra-Señora de Valuena, sous prétexte qu'il ne pouvait s'engager avant que l'armée de Portugal fût en mesure de le soutenir...

« Le soir, les moindres ruisseaux étaient impraticables. »

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* n'ont pas un mot de blâme pour le duc de Dalmatie, et M. Belmas fait preuve de la même indulgence, en disant : « La brume qui régnait depuis le matin se convertit en un orage affreux, tel qu'on n'en vit jamais de semblable. La pluie, qui tombait par torrents, ne fit bientôt du champ de bataille qu'un bourbier inextricable. L'obscurité toujours croissante ne tarda pas à augmenter l'horreur de cette scène. »

tés, la place de Ciudad-Rodrigo (1). Cette retraite, comme celle de Burgos, fut signalée par de graves désordres et des actes d'indiscipline (2), dont les meilleures troupes offrent malheureusement le triste exemple quand elles sont privées du nécessaire. Après Salamanque, l'armée française ne se trouva pas, sous ce rapport, dans de meilleures conditions. C'est ce qui résulte de l'extrait suivant d'une lettre écrite par le général Clausel au ministre de la guerre (3). « Il est ordinaire de voir, après « un échec, des armées découragées : il est difficile d'en voir « une dont le découragement soit plus grand, et je ne puis « ni ne dois taire à Votre Excellence qu'il règne dans celle-« ci, depuis longtemps, un bien mauvais esprit; les désor-« dres, les excès les plus révoltants ont marqué partout « notre retraite. J'emploierai tous les moyens que me donne

---

(1) « L'avant-garde française ne s'arrêta qu'à une lieue de Ciudad ; elle ramassa une grande quantité de bagages et de voitures abandonnées et 4,000 prisonniers, au nombre desquels se trouvait lord Paget. » — BELMAS.

L'*état officiel* des Anglais réduit de beaucoup ce nombre de prisonniers, puisqu'il fixe les pertes du 15 au 19 inclusivement à 50 tués, 139 blessés et 178 manquants, évaluation qui correspond du reste à celle de Jones. (*Journaux des siéges*, etc., p. 286.)

(2) Wellington, dans un ordre du jour du 16 novembre, attribua ces désordres *à la négligence des officiers à faire observer ce qui est du devoir du soldat*. « Ce document, dit Sherer (t. II, p. 210), rempli d'amers reproches, fut accueilli par l'armée avec dépit (*vexation*), car plusieurs corps avaient maintenu une sévère discipline. » Quoique Maxwell et Southey confirment cette opinion, nous tenons pour plus exacte celle du général en chef, qui n'avait aucun intérêt à dénigrer ou à vexer ses troupes.

Depuis Salamanque, les soldats, en cinq jours, n'avaient reçu que deux rations; aussi, ayant rencontré des troupeaux de porcs, ils s'étaient débandés pour leur donner la chasse, malgré la présence de l'ennemi. En vain, Wellington fit pendre deux coupables : les soldats affamés continuèrent leurs désordres, pillant et buvant avec tant d'intempérance, qu'un jour on en trouva 12,000 ivres à la fois (Stocqueler). Les pillards et les ivrognes furent pour la plupart pris par l'ennemi ou tués par les habitants.

Des scènes analogues avaient eu lieu après Talavera. (Voir NAPIER, t. IX, p. 419.)

Stocqueler prétend que le nombre des soldats pris de boisson qui périrent ou tombèrent entre les mains de l'ennemi s'éleva à 7,000; mais ce chiffre doit être exagéré, puisque Jones affirme que Wellington, dans la retraite de 50 lieues qui suivit la levée du siége de Burgos ne perdit que 850 hommes. (*Hist. de la guerre d'Espagne.*)

Le fait suivant donnera une idée de l'indiscipline qui régnait dans l'armée anglaise : à la suite du combat livré sur la Huebra le 19 novembre, Wellington assigna à son armée une ligne de retraite qui parut défectueuse à quelques-uns de ses généraux. En conséquence, ces officiers prirent sur eux de faire filer les troupes par le chemin direct que le duc avait reconnu et qui était tout à fait impraticable. Cet acte d'insubordination aurait eu les conséquences les plus graves, si Wellington n'avait pris immédiatement des mesures pour en arrêter l'effet.

(3) *Lettre* du 6 août 1812.

« l'autorité pour changer les dispositions du soldat et mettre « un terme aux déplorables actions commises journellement « sous les yeux mêmes des officiers de tout grade, actions « que ceux-ci ne cherchent point à réprimer. »

Il n'est pas étonnant que des faits identiques se soient produits dans l'armée de Wellington. Cette armée, du reste, eut de grandes difficultés à surmonter par suite de la nature du terrain, de la continuité des pluies, du manque de vivres (1) et de l'insuffisance des moyens de transport. Sur certains points, les troupes durent passer les cours d'eau homme par homme sur des troncs d'arbres. Soult, heureusement, ne montra pas une grande vigueur dans la poursuite; il fut même obligé de s'arrêter sur l'Huebra, faute de vivres. Sans cette circonstance, Wellington serait arrivé à Ciudad dans un pire état que celui où se trouva John Moore quand il soutint le glorieux combat de la Corogne. Ces deux retraites mémorables offrent plusieurs traits de ressemblance, et nul doute que l'envie n'en eût fait une arme contre le vainqueur de Salamanque, s'il eût eu le malheur d'être tué, comme son illustre collègue, à la fin de la désastreuse et cependant honorable expédition de 1809.

L'armée française s'établit entre Valladolid et Tolède; Wellington prit ses quartiers d'hiver sur l'Aguada, et Hill se dirigea vers le Tage, avec ordre d'occuper Coria, Palencia et Bejar.

Ni Wellington, ni le roi ne désiraient continuer la campagne : l'un, parce que le tiers de ses troupes était à l'hôpital et que la situation morale des régiments était aussi peu satisfaisante que leur équipement et leur organisation (2);

---

(1) A cause de cette insuffisance de moyens de transport, l'armée alliée fut obligée de laisser en arrière une partie de ses blessés, qui succombèrent à d'horribles souffrances.

(2) Voir NAPIER, t. IX, p. 420, et *Wellington, lettre* du 23 novembre 1812, *à lord Bathurst*.

—l'autre, parce qu'il manquait de vivres et qu'il avait perdu son artillerie et ses magasins de Séville, Grenade, Madrid, Almaraz, Salamanque et Valladolid.

Si la campagne de 1812 n'eut pas les résultats que Wellington avait espérés, c'est-à-dire si les circonstances l'obligèrent à rester au Nord, au lieu de terminer les opérations par une grande bataille sur le Guadalquivir, cette campagne n'en fut pas moins utile pour la cause espagnole, glorieuse pour l'armée alliée, honorable pour le général qui la commandait.

En effet, l'ennemi avait levé le siége de Cadix, évacué l'Andalousie, perdu ses places de dépôt du Nord, de l'Ouest et du Sud. Il avait abandonné aux alliés, depuis le mois de janvier, 20,000 hommes (1) et près de 3,000 bouches à feu. Enfin, son armée se trouvait comme investie au milieu de l'Espagne, ayant les Anglo-Portugais sur son front, leurs escadres sur ses flancs, l'insurrection et des nuées de guérillas sur ses derrières, depuis les Pyrénées jusqu'à Gibraltar.

Ce résultat inespéré était l'œuvre de l'Angleterre. Elle l'avait obtenu par son expédition de Popham sur les côtes de la Biscaye, par la descente de Maitland en Catalogne, par l'appui généreux prêté aux défenseurs de Cadix, et surtout par la bravoure de son armée de terre, l'énergie persévérante et la haute capacité de son général en chef.

Si Wellington commit des fautes, et si sa retraite fut moins

---

(1) *Lettre* du 23 novembre *au comte de Liverpool*. Ces 20,000 prisonniers avait été envoyés en Angleterre.

remarquable peut-être que celle de John Moore, néanmoins il se distingua dans cette campagne par une rare sagacité, beaucoup de sang-froid et une grande aptitude à tirer parti des circonstances les plus diverses. « Waterloo, dit un auteur anglais, peut paraître un exploit plus glorieux à cause de l'homme extraordinaire qui fut vaincu dans cette journée; Assye peut être estimé une action plus étonnante; mais la bataille de Salamanque sera toujours citée comme celle où Wellington déploya le plus de talent et d'habileté. »

Plusieurs écrivains militaires de France se sont élevés contre ce jugement (1); mais dans des termes qui font douter de leur impartialité. Moins exclusif et plus juste, l'auteur du *Précis de l'art de la guerre* est convenu que la campagne de 1812 a délivré le midi de l'Espagne et donné un ascendant marqué à l'armée anglaise sur celles des maréchaux de l'empire. « Bien que lente et compassée, dit-il, cette campagne fait honneur à Wellington. Le choix de sa direction stratégique était sage, ses dispositions de combat étaient habiles. » Toutefois, M. Jomini blâme le général anglais d'avoir perdu 30 jours à Burgos, et donné à Clausel le temps de refaire son armée battue à Salamanque (2).

Sans la grande faute commise par l'empereur de déclarer la guerre à la Russie, dans un moment où les hostilités étaient encore flagrantes au delà des Pyrénées, l'Espagne n'eût pas été si promptement délivrée.

On a prétendu que Napoléon ne se dissimula point les avantages que donnait à Wellington l'occupation du Portu-

(1) Nous citerons notamment les généraux auteurs des *Victoires et conquêtes des armées françaises*, et le compilateur des *Mémoires de Joseph*. Ce dernier, après avoir fait à sa guise un résumé de la campagne de 1812, s'écrie : « De ce résumé, nous tirons la conséquence que lord Wellington ne lutta jamais dans cette campagne contre des forces supérieures; qu'il obtint des succès et évita des revers, par des causes autres que la supériorité de son génie et celle de la valeur de ses troupes... » T. VIII, p. 474.

M. Du Casse oublie qu'il n'est donné qu'aux hommes supérieurs de savoir profiter des fautes d'autrui.

(2) *Napoléon au tribunal de César.*

gal, de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz sur le flanc d'une ligne d'opérations de 200 lieues de profondeur, et que son premier plan fut de concentrer derrière l'Èbre, pendant la campagne de Russie, tout ce qui lui restait de forces en Espagne ; mais on ajoute, qu'à la suite des succès du duc d'Albuféra, dans le royaume de Valence, et après la destruction de l'armée de Blake, l'empereur changea d'avis et résolut de garder toute la Péninsule avec 231,000 hommes, dont 178,000 présents sous les armes. Ce n'était pas le moyen de frapper des coups décisifs, mais du moins on pouvait ainsi faire subsister plus facilement les troupes, et Napoléon se préoccupait plus de cet avantage que des dangers d'une trop grande dissémination, sans doute parce qu'il n'avait pas une haute opinion de Wellington, qui passait alors dans les conseils de l'armée française pour un général propre seulement à la guerre défensive.

CHAPITRE XI.

CAMPAGNE DE 1813.

VITTORIA.

CHAPITRE XI.

SOMMAIRE :

Effet produit par la retraite de Burgos en Angleterre et en Espagne. — Nouveaux déboires de Wellington. — Ses négociations avec les cortès.— Voyage à Cadix. — Réception qu'on lui fait dans cette ville et à Lisbonne. — Retour au quartier général. — Situation des armées belligérantes. — Mouvements offensifs. — Habileté avec laquelle Wellington déjoue les plans de Joseph. — Fautes de ce dernier. — Bataille de Vittoria. — Résultats de cette bataille. — Joseph se retire sur Pampelune. — Blocus de cette ville. — Opérations de Wellington et de Clausel. — Le duc établit son armée sur les Pyrénées, et remet la continuation de la guerre à la campagne suivante. — Commencement du siége de Saint-Sébastien.

La retraite de Burgos, mal interprétée en Angleterre et dans la Péninsule, donna lieu à de nouvelles difficultés politiques. La confiance illimitée produite par la victoire de Salamanque, fit bientôt place aux récriminations qui suivent d'ordinaire la perte d'une illusion ou d'un espoir longtemps caressé.

Le marquis Wellesley, Whitbread et le comte Grey reprochèrent au cabinet d'avoir compromis l'attaque de Burgos, en négligeant de fournir au général en chef les ressources nécessaires.

Lord Granville et lord Ponsonby s'en prirent à la guerre elle-même, qui, dans leur opinion, devait conduire fatalement à une catastrophe.

« Je maintiens, dit l'un, ma première opinion, et je suis « convaincu que la délivrance de la Péninsule est au-dessus « des moyens de l'Angleterre (*is beyond the utmost means of* « *the country to effect*); il est cruel et indigne d'embarquer « la population de ce pays dans une cause désespérée, et « cela pour obtenir seulement un avantage temporaire.... »

« Je trouve inutile, s'écria lord Ponsonby, de pousser plus « loin une guerre sans résultats, inutile de dissiper le sang « et les trésors de l'Angleterre pour un objet impossible à « atteindre : nous sommes évidemment hors d'état de chasser « les Français de la Péninsule.... »

La même thèse fut soutenue par MM. Freemantle et Francis « Burdett : « De tous nos avantages, dit ce dernier, il n'est « résulté jusqu'ici que calamités et détresse. Ou Wellington « ne mérite pas les remercîments que l'on sollicite pour lui, « ou la cause de nos revers doit être attribuée à la négli- « gence et à l'imbécillité des ministres.... »

Le marquis Wellesley demanda la formation d'un comité d'enquête (1), et à cette occasion fit un pompeux éloge de son frère, qu'il appelait avec emphase « un général qu'aucun autre « n'a surpassé dans les temps anciens et modernes, l'orgueil « de son pays et l'espoir de l'Europe (2). »

Cette motion fut appuyée par le comte Grey, par Whitbread, Heathcote et Ponsonby; mais lords Bathurst, Castlereagh et Liverpool la firent écarter, à la majorité de 115 voix contre 39, soutenant qu'ils avaient fait de leur mieux; que Welling-

---

(1) A ce propos, il accusa le ministère d'avoir négligé l'armée, dédaigné les conseils du général en chef et prêté l'oreille à tous les intrigants qui lui suggéraient de nouveaux moyens pour sortir de la détresse que son propre manque d'habileté avait produite.

(2) « *A general pronounced by the whole world to be unsurpassed in ancient or modern, « times; — the pride of his country and the refuge of the hope of Europe.* »

ton ne se plaignait pas ; que l'Espagne, d'ailleurs, n'était pas e seul point dont ils eussent à s'occuper ; qu'ils devaient exciter et soutenir l'Allemagne et la Russie contre Napoléon ; que l'insuccès de l'attaque de Burgos tenait aux circonstances bien plus qu'aux hommes ; que le défaut d'argent dont Wellington avait à souffrir provenait de l'énorme dépréciaion (24 p. c.) des traites sur la Péninsule ; qu'après tout, on était mal venu de se plaindre, puisque jamais l'Angleterre n'avait obtenu sur le continent des succès comparables à ceux des campagnes de 1811 et de 1812 (1).

A la suite de ces observations, dont quelques-unes sont au moins contestables, la chambre vota les remercîments et le crédit de 100 mille livres demandés pour le général en chef.

Encouragé par ce succès, le gouvernement créa de nouvelles ressources pour augmenter l'effectif de l'armée. On engagea vingt-cinq mille hommes de milice avec des primes de douze à quinze guinées ; cet expédient, nécessité par l'insuffisance du recrutement volontaire, permit à la Grande-Bretagne de déployer dans les dernières années de la lutte un ensemble de forces réellement imposant (2). Mais, à mesure que ses moyens d'action augmentaient dans la Péninsule, son influence morale diminuait. Les démocrates espagnols et les nobles portugais s'attachaient à rendre la

---

(1) Voir *Débats du Parlement* : t. XXV, p. 25, 26, 66, 74 et 87.

(2) En 1793, l'Angleterre (Voir *Culloch's stat. of Great-Brit.*, T. II, p. 438) avait à peine 66,000 hommes de troupes en Europe, 10,000 dans les Indes et 58 vaisseaux de ligne en commission. En 1813 (voir ALISON, t. IX, p. 346), elle comptait 268,000 hommes de troupes régulières, dont 28,000 dans l'Inde, 32,000 soldats étrangers, 93.000 hommes de milice et 200,000 cipayes : total 582,000 hommes, non compris 68,000 hommes de *yeomenry* et 300,000 hommes de milices locales. La flotte se composait, à la fin de 1812, de 244 vaisseaux de ligne dont 102 en commission et de 219 frégates ; en tout, avec les petits bâtiments, 1,009 voiles, dont 613 en commission. Ces bâtiments étaient montés par 140,000 hommes et 18,000 marins. — ALISON, t. IX, p. 347.

Le budget des dépenses pour l'année 1813 s'élevait à 118,000,000 sterling, dont 11,400,000, donnés en subsides aux puissances continentales. Les budgets des années 1814 et 1815 furent 117,587,979 et de 110,000,000 livres sterling, avec 10 et 11,000,000 livres donnés en subsides.

nation anglaise odieuse au peuple. Il semblait que chaque jour la situation générale empirât.

On ne se ferait pas une juste idée des travaux de Wellington, si l'on ne tenait compte de la lutte incessante qu'il avait à soutenir contre les cortès, la régence de Lisbonne, la cour de Rio-Janeiro et le gouvernement anglais lui-même, qui ne sut jamais donner à la guerre une impulsion vigoureuse.

Les cortès, en supprimant l'inquisition (1), provoquèrent un vif mécontentement dans le clergé, dont les membres les plus influents furent même arrêtés ou obligés de fuir en Portugal (2). Le général en chef et Henri Wellesley s'étaient vainement opposés à cette mesure, qui jeta un parti puissant dans l'opposition. La régence, en prenant fait et cause pour ce parti, devint impossible; elle fut supprimée et remplacée par un gouvernement provisoire, composé des trois plus anciens conseillers d'État : un vieil archevêque et deux hommes nuls (3). C'était ainsi que le voulait la constitution, œuvre informe et ridicule, dont les Espagnols se moquaient, et à laquelle Wellington attribuait une grande partie de ses embarras (4).

La princesse Charlotte, qui avait gagné du terrain dans les cortès, décida ses amis politiques à faire d'actives démarches pour qu'elle fût placée à la tête de la régence; mais l'oppo-

---

(1) Décret du 7 mars 1813, pris en conformité du vote du 22 janvier.

(2) En juillet 1813, la nouvelle régence expulsa le nonce du pape, qui s'était montré hostile au décret d'abolition.

(3) Les cortès renversèrent la régence en septembre 1812, parce qu'elle avait destitué, dans l'intérêt du clergé, Valdès, gouverneur de Cadix. En mars 1813, son autorité fut provisoirement remise aux trois plus anciens conseillers.

(4) Wellington fait une satire amère de la constitution espagnole, dans sa lettre du 27 janvier 1813, *au comte Bathurst*, et dans celle du 29, *à don Andreas-Angel de la Véga*.

Le comte Toréno lui-même, un des auteurs de cette constitution, est obligé de convenir qu'elle était *trop spéculative* (t. IV, p. 351). Il critique notamment l'existence d'une seule chambre, la non-éligibilité des représentants après deux années d'exercice (il fallait l'intervalle d'une session), et l'application uniforme de ce pacte fondamental aux Espagnols et aux habitants des colonies, qui n'avaient ni les mêmes besoins, ni les mêmes habitudes.

sition du peuple, qui détestait cette princesse, et les critiques violentes du parti whig, qui la regardait comme la personnification du vieux régime, firent de nouveau échouer ses projets ambitieux.

Toutes ces querelles diminuèrent l'autorité et le prestige de l'Angleterre à tel point, que les négociations secrètes entre les cortès et Joseph, suspendues après la bataille de Salamanque, se renouèrent insensiblement. On assure même qu'une forte partie de la nation se montrait prête à reconnaître le roi, pourvu qu'il accédât à la politique générale des cortès dans le gouvernement civil. Il est au moins certain que plusieurs généraux espagnols étaient disposés à traiter avec les Français (1), et que déjà ceux-ci avaient recruté des corps nombreux de nationaux, ainsi que des milliers de marins pour monter leurs vaisseaux corsaires.

Cependant les cortès accédèrent aux mesures proposées par Wellington pour la réorganisation des forces nationales, qu'un décret récent de cette assemblée avait mis sous son commandement (2). Le duc se rendit aussitôt à Cadix pour aviser au moyen d'organiser et de nourrir ces forces, avec le concours des autorités espagnoles. La population lui fit un accueil brillant (24 décembre 1812); une députation de la législature vint le complimenter chez lui, et les autorités donnèrent en son honneur des bals et des soirées splendides (3). Les cortès l'admirent dans leur sein et lui donnèrent place au milieu des députés. Cette cérémonie eut lieu le 30 décembre. « Lord Wellington, dit un témoin oculaire,

(1) Notamment le comte de Montijo et le duc del Parque (voir à ce sujet les révélations faites en 1834 à Joseph par le général Mina (*Mémoires de Joseph*, t. X).

(2) Décret du 22 septembre 1812. « Ce fut à cette même époque, dit SHERER, t. II, p. 214, que le prince régent du Portugal conféra à Wellington le titre de duc de *Vittoria*, du nom d'une petite ville que le triomphe de l'armée anglaise allait bientôt rendre célèbre. »

En quittant Cadix, Wellington écrivit à Th. Graham : « J'ai mis les affaires militaires sur un meilleur pied. Elles sont en voie d'organisation. J'ai indiqué quelques moyens de payer et de nourrir les armées, et nous commençons à avoir de la discipline... »

(3) TORÉNO, t. V, p. 139.

« prononça un discours en espagnol, simple mais énergique,
« et dont la vigueur fut encore rehaussée par l'accent un peu
« rude de l'orateur. Le président lui répondit par une haran-
« gue aussi habile que pompeuse (1). »

Quelques jours après, Wellington quitta Cadix pour se rendre à Lisbonne. Toutes les villes qu'il traversa, depuis Elvas jusqu'au Tage, l'accueillirent avec enthousiasme. Dans la capitale du Portugal, les maisons furent illuminées trois jours de suite (2).

Le 25 janvier, le duc était de retour au quartier général, satisfait des promesses qu'on lui avait faites, et plein d'espoir dans le succès de la campagne qui allait s'ouvrir.

En vertu d'une décision des cortès, 50,000 hommes, soldés par le subside de l'Angleterre, furent placés sous les ordres du général anglais. Cette mesure, excellente en elle-même, qui n'avait que le défaut d'être un peu tardive, causa un vif mécontentement à certains chefs espagnols. Ballesteros entre autres, capitaine général de l'Andalousie, déclara ouvertement qu'il ne s'y soumettrait pas. Dans une lettre écrite le 23 octobre au ministre de la guerre, il attaqua la nation anglasie, et soutint que donner le commandement des troupes nationales à Wellington, c'était avilir le caractère espagnol. Justement froissée de cette inqualifiable protestation, la régence destitua Ballesteros et le fit même arrêter.

Cependant Wellington ne tarda pas à regretter d'avoir assumé sur lui une responsabilité aussi lourde que celle de l'organisation et du commandement de l'armée espagnole :
« Je n'ai connu que fort tard le véritable état de cette armée,
« écrivait-il de Cadix au ministre de la guerre (3) ; sans cela,

(1) Toréno, t. V, p. 141.
(2) Toréno, t. V, p. 142.
(3) A don J. de Carvajal, 4 décembre 1812. Voir aussi les *lettres* du 31 mars et du 2 avril à [illegible] à *Henri Wellesley*.

« j'aurais hésité à me charger d'un commandement qui est « un véritable travail d'hercule. Toutefois l'ayant accepté, je « ne l'abandonnerai pas, encore que la charge soit difficile et « le succès désespéré ; je m'en acquitterai tant que je possé- « derai la confiance des autorités qui me l'ont confié. »

Le but du général était de mettre les armées d'Espagne sur le même pied de hiérarchie et de discipline que les autres troupes européennes, et de faire cesser les intrigues et les sollicitations qui avaient réduit ces armées à un état si déplorable. Il fallait pour cela que rien ne se fît sans son autorisation, ou du moins qu'il fût informé de tout ce qui intéressait les corps placés sous son commandement. Or c'est ce qu'il ne put jamais obtenir, malgré ses vives instances et les promesses écrites du gouvernement. « Je suis fâché de vous « apprendre, écrivit-il à un membre des cortès (1), que mes « intentions ont été entièrement faussées par le gouverne- « ment, qui a rompu tous les engagements contractés avec « moi, et cependant ratifiés par sa lettre du 1er janvier. »

Le ministre de la guerre, en effet, s'était permis de révoquer et de nommer les officiers, de changer la destination des corps et de suspendre les ordres du général en chef, sans lui demander son avis, même sans le prévenir. Il n'avait pris aucune des mesures convenues pour l'entretien et le payement de la solde des troupes ; enfin les choses étaient arrivées à ce point que Wellington, près d'entrer en campagne, manifesta les plus vives appréhensions au sujet des armées indigènes. Heureusement qu'il avait combiné ses plans de façon à ce que le concours de ces armées, quoique désirable, ne fût pas une condition absolue de succès.

La situation du Portugal n'avait guère changé. Les mêmes influences hostiles et la même apathie s'y faisaient sentir.

---

(1) *A don Andreas-Angel de la Vega*, 3 avril 1813.

Le peuple seul, dans les moments où il était abandonné à ses propres instincts, appréciait équitablement l'importance des services rendus par le général anglais et par sa vaillante armée. La régence, la cour de Rio-Janeiro, au contraire, influencées par les Souza, les nobles et les riches menacés de perdre leurs injustes priviléges en matière d'impôt, suscitèrent à Wellington des embarras d'autant plus sérieux, que n'ayant plus de crainte au sujet du Portugal, et ne s'étant jamais préoccupés des dangers de l'Espagne, ils ne se croyaient plus obligés de garder la moindre réserve.

Ces dispositions hostiles se faisaient surtout remarquer et avaient des suites graves quand le duc se trouvait à la tête de l'armée.

Pendant son séjour en Espagne, la régence de Lisbonne s'était emparée de l'administration militaire du pays et avait fait revivre les anciens abus. L'armée en campagne ne recevait plus aucun secours, et ses éléments se désorganisaient à vue d'œil. L'artillerie n'existait plus; la cavalerie était dans une situation déplorable; le nombre des fantassins avait diminué outre mesure; leur équipement était défectueux, presque hors d'usage; le service des transports était négligé; il n'y avait plus d'argent dans la caisse, plus de recrues dans les dépôts; enfin l'esprit des soldats avait passé de l'enthousiasme au découragement.

Ce n'était pas chose facile que de surmonter ces difficultés, et cependant Wellington, avec son admirable persévérance, se décida à l'entreprendre. Sentant qu'il avait besoin de toutes ses forces et de tous ses moyens d'influence pour frapper le coup décisif, et désespérant de venir à bout de la résistance que le gouvernement opposait à ses plans de réforme financière, il adressa au prince régent (1) un mé-

(1) 12 avril 1813.

moire, lucide et ferme, pour lui demander le redressement des abus et l'adoption de quelques mesures utiles, dont le ministre des finances ne voulait pas entendre parler.

« La solde, dit-il, est due à l'armée d'opération depuis « la fin de septembre dernier, aux troupes de ligne en gar- « nison depuis le mois de juin, et à la milice depuis le mois « de février.

« Le service des transports n'a jamais été régulièrement « payé, et je vais être obligé d'ouvrir une nouvelle campagne « avec des troupes auxquelles on doit plus d'arrérages qu'à « la fin de la campagne précédente, quoique le subside de la « Grande-Bretagne, accordé principalement pour le payement « et l'entretien d'un certain nombre de Portugais, ait été « régulièrement payé, et que le revenu de l'État ait été plus « considérable dans les trois derniers mois que dans aucun « autre trimestre. L'honneur des armes de Votre Altesse et la « cause des alliés sont ainsi gravement compromis. Le re- « fus unanime des administrateurs du royaume de faire « prendre aucune des mesures que j'ai recommandées, soit « pour un soulagement temporaire, soit pour une améliora- « tion durable, et l'impossibilité où je me trouve de contre- « balancer l'influence du chef de la trésorerie (M. Borda), « m'obligent enfin à soumettre cet exposé à Votre Altesse « Royale...

« J'ai recommandé la réforme complète du système des « douanes; de légères modifications y ont été seules ap- « portées. J'ai conseillé un moyen de percevoir réellement « et de suite les impôts, et de faire payer aux riches « marchands et aux capitalistes le dixième de leurs pro- « fits annuels, comme contribution extraordinaire de guerre. « On ne disconvient pas que le payement des impôts régu- « liers et de ceux établis extraordinairement sur les béné- « fices mercantiles ne soit éludé ; on ne disconvient pas non « plus que les mesures que j'ai proposées, si elles étaient

« exécutées avec vigueur, ne fournissent au gouvernement « des ressources financières importantes. Mais le gouverne- « ment craint de se rendre impopulaire.... Il apprécie mal le « bon sens et la loyauté des sujets de Votre Altesse Royale. « Je suis prêt non-seulement à assumer sur moi toute la res- « ponsabilité des mesures que j'ai conseillées, mais encore « à braver les effets de la haine qu'elles pourraient faire « naître... Puisque toutes les mesures prises jusqu'ici à ma « recommandation, telles que la réforme des douanes, de « l'arsenal et de la marine, et le payement de l'intérêt de la « dette nationale en papier courant, ainsi que la formation « d'une caisse militaire ont réussi, je puis bien conclure que « les autres mesures auraient eu des résultats pareils. Il « est possible, toutefois, que je me trompe; dans ce cas, on « ne doit attribuer qu'à mon désir d'être utile à la cause « nationale la résolution que j'ai prise d'accuser le chef de « la trésorerie. »

Wellington finissait son mémoire en émettant le vœu que le prince régent vînt se mettre à la tête du gouvernement. On ne l'écouta point (1), et les réformes proposées échouèrent faute d'appui. La régence ne prit que des demi-mesures, et le mal resta le même, ou peu s'en faut.

Le gouvernement anglais ne fut guère mieux inspiré : accueillant tous les utopistes qui venaient lui proposer des remèdes pour améliorer la situation de l'armée dans la Péninsule; il soumit à Wellington une foule de projets qui ne méritaient pas son examen, et que le général en chef devait réfuter longuement, alors que les choses militaires réclamaient toute son attention (2). Ce fut ainsi qu'au milieu des préparatifs de la campagne de 1812, il donna son opinion motivée sur un

---

(1) La princesse Charlotte voulut venir à la place de son mari ; mais le gouvernement anglais, craignant les intrigues de cette princesse, s'opposa fortement à son arrivée.

(2) Funchal, Villers, Souza et Vansittart étaient les principaux auteurs de ces projets.

ancien projet d'emprunt anglais, renouvelé par Funchal, frère de Souza; qu'à San-Christoval, sur le champ de bataille même, il démontra l'impossibilité d'établir une banque portugaise; que, dans les tranchées de Burgos, il examina en détail la proposition de vendre les biens de la couronne et de l'église, et qu'à la fin de la longue retraite qui suivit ce siége, il fit ressortir les inconvénients d'un système de réquisitions forcées (1), conçu et proposé par le ministère.

Lord Stuart, qui entrait assez bien dans les vues du général en chef, l'aida puissamment à supporter les ennuis et les fatigues de ces discussions, où l'ignorance et la faiblesse du cabinet de Saint-James l'engageaient intempestivement. Ce fut lui aussi qui dirigea les opérations commerciales au moyen desquelles Wellington alimenta jusqu'à la fin de la guerre les caisses de l'armée, qui, sans cette ingénieuse ressource, auraient été presque toujours vides. Nous ne rappellerions pas ces faits, s'ils ne donnaient la preuve de l'activité du duc et de son aptitude à traiter les questions administratives, politiques et financières les plus délicates.

Malgré toutes les entraves qu'on leur opposait, les officiers anglais parvinrent à compléter l'armée portugaise, à rétablir sa discipline et à ranimer son moral abattu : 27,000 hommes d'excellentes troupes furent réunis au moment de l'entrée en campagne.

Les Espagnols sous les ordres de Wellington se trouvaient également dans un état qui annonçait des progrès notables (2). Mais ce qui surtout favorisa l'expédition projetée, ce fut l'enthousiasme produit par la nouvelle de la retraite de Moscou et de la défection de la Prusse.

Wellington eut hâte de profiter de cet effet et de se soustraire, par une brusque irruption en Espagne, à toutes les in-

---

(1) Ce système était le système français légèrement modifié.
(2) Le comte Toréno a constaté ce fait dans son *Histoire du soulèvement d'Espagne*, etc.

trigues qui s'ourdissaient autour de lui. Les circonstances étaient éminemment favorables : tandis que l'état des forces alliées s'améliorait tous les jours, celui des armées françaises, comme Wellington l'avait prévu, devenait de plus en plus alarmant. Les vieilles bandes étaient rappelées en Allemagne et remplacées par de jeunes soldats (1) ; d'autre part, les démêlés des généraux entre eux, et du roi avec les principaux chefs continuaient à produire les plus funestes résultats.

Le maréchal Soult était ouvertement contraire aux plans du roi, et celui-ci, donnant un libre cours à ses ressentiments contre l'ancien chef de l'armée d'Andalousie, écrivait à l'empereur : « Le duc de Dalmatie quittera l'Espagne ou bien « ce sera moi. » Il l'accusa même de trahison, et s'oublia au point d'insinuer que la conduite du maréchal *se liait probablement avec la conspiration de Mallet à Paris* (2). Napoléon rappela Soult dans l'intérêt de la guerre (3) ; mais en même temps et avec une confiance qui l'honore, il mit ce brave serviteur, si indignement calomnié, à la tête de la garde impériale en Allemagne (4).

Tandis que l'armée du roi s'affaiblissait ainsi sous le rapport du nombre, de la qualité des troupes et du talent des généraux, Wellington recevait d'utiles renforts, surtout en cavalerie, et se trouvait en outre admirablement secondé par les circonstances. L'action combinée des flottes anglaises et des corps de partisans avait réveillé l'esprit d'insurrection

(1) La situation au 1er mai était la suivante : *Armée du Midi*, 25,377 fantassins, 6,312 cavaliers ; *armée du Centre*, 11,223 fantassins, 1,317 cavaliers ; *armée de Portugal*, 29,424 fantassins, 3,202 cavaliers (ces derniers avaient reçu l'ordre de rentrer en France). Les trois armées formaient un total de 76,755 hommes et 100 canons. (*Mémoires de Joseph*.)

(2) Ces paroles sont extraites de Napier, qui doit avoir eu sous les yeux la lettre originale. Nous n'avons pas trouvé cette lettre dans les *Mémoires de Joseph*, lesquels, du reste, présentent de nombreuses lacunes.

(3) A la fin de février 1813.

(4) Soult eut pour successeur dans son commandement en Espagne le général Gazan.

dans toute l'Espagne, et principalement dans la Biscaye et la Navarre. Les guérillas étaient plus fortes, plus audacieuses, mieux organisées et plus disciplinées qu'elles n'avaient jamais été. Leurs bandes, grossies, méritaient presque le nom d'armées. Elles interceptaient les communications des troupes françaises (1) et s'emparaient de tous les approvisionnements. Pour avoir des vivres, il fallait disséminer les corps et livrer des combats incessants. Enfin, les lettres de Paris destinées au roi n'arrivaient souvent qu'après deux mois d'attente (2).

Informé par Caffarelli de cet état de choses, l'empereur écrivit à son frère (3) : « Gardez Madrid seulement comme point « d'observation ; fixez vos quartiers à Valladolid, non comme « roi, mais comme général des forces françaises ; concen- « trez les armées du Sud, du Centre et de Portugal autour « de vous. Les alliés ne veulent et ne peuvent faire aucun « mouvement sérieux d'ici à plusieurs mois ; c'est pourquoi « vous devez profiter de leur inactivité forcée pour réprimer « l'insurrection dans les provinces du Nord, rouvrir les com- « munications avec la France et rétablir une bonne base « d'opérations, avant le commencement d'une autre cam- « pagne, de sorte que l'armée française soit en état de com- « battre les alliés, si ceux-ci s'avançaient sur la France... »

Ces instructions, marquées au coin du génie et de la prévoyance, Joseph ne sut ni les comprendre ni les exécuter à temps. Il dédaigna l'insurrection des provinces du Nord, si habilement entretenue par les Anglais, et qui s'étendit bientôt

(1) La communication de Jacca à Sarragosse était la seule qui restât libre au commencement de 1813.

(2) Pour n'en citer qu'un exemple, le général Clarke accusa réception, à la date du 22 juin 1813, d'une lettre écrite par le roi le 16 mai.

(3) La première instruction dans ce sens fut adressée au roi par le duc de Feltre, le 4 janvier 1813 ; on la renouvela le 14 et le 29 janvier ; les 3, 12 et 25 février, et les 1er, 11, 12 et 18 mars. A la fin, le duc de Feltre fut obligé d'écrire directement à Reille et à Clausel pour leur donner l'ordre de renforcer les troupes chargées de réprimer l'insurrection de la Biscaye, de la Navarre et de l'Aragon.

à l'Aragon et à la Catalogne (1); il s'occupa de mesures administratives, quand il aurait dû être tout entier à la guerre; il ne prit aucune décision pour réunir ses troupes dispersées depuis Valence jusqu'au pied des montagnes de Galice (2); il soutint même, tant il poussait loin l'aveuglement, que Madrid était un meilleur centre d'opérations que Valladolid (3).

Wellington aurait pu mettre ces circonstances à profit et battre les Français en détail, en faisant venir Hill par Bejar, en passant la haute Tormès et en marchant ensuite sur Avila; mais ses troupes n'étaient pas encore suffisamment remises de leurs fatigues, ni ses mesures assez avancées pour prendre l'initiative à cette époque. Du reste, l'espoir d'obtenir un succès prompt et glorieux tentait moins son amour-propre que la certitude d'arriver à son but par des moyens lents et sûrs. Il voulait, une fois lancé, ne plus s'arrêter qu'il n'eût délivré

---

(1) Cependant le duc de Feltre avait écrit au roi le 12 février : « Que Votre Majesté emploie tous les moyens dont elle dispose pour mettre fin à cette guerre interne, qui trouble le repos des habitants paisibles, ruine le pays, fatigue nos armées et les prive de tous les avantages qu'elles trouveraient dans l'occupation tranquille de ces belles contrées...

« Valladolid et Salamanque deviennent aujourd'hui les points essentiels entre lesquels doivent être réparties des forces prêtes à prendre l'offensive contre les Anglais et à faire échouer leurs projets... »

(2) Suchet était opposé aux alliés à Alicante; Soult, commandant l'armée du Centre, avait son quartier général à Tolède; Foy surveillait Bejar et la haute Tormès; et le reste de l'armée de Portugal occupait divers points sur la basse Tormès, le Douro et l'Esla.

(3) Ce dernier fait est attesté par Napier, qui a pu consulter une partie de la correspondance du roi Joseph, prise à Vittoria. L'auteur des *Mémoires* conteste formellement cette assertion en s'appuyant sur la lettre du 23 mars, où le roi dit en propres termes : « J'aurais bien préféré, puisque le sacrifice de Madrid était fait, que l'on eût pris le parti de l'abandonner entièrement. » Mais nous ferons observer que ces mots, *puisque le sacrifice de Madrid est fait*, sont plutôt d'un homme résigné à une mesure mauvaise qu'ils ne sont l'opinion d'un général satisfait d'exécuter une mesure qu'il approuve. Au reste, Joseph mit une lenteur extrême à quitter Madrid. L'ordre lui arriva le 16 février, et sa première lettre, datée de Valladolid, est du 23 mars. Nous ajouterons que Clarke, dans une dépêche du 30 mars, fait allusion à deux lettres des 23 et 24 février, qui ne figurent pas dans la correspondance du roi, et où celui-ci paraît avoir élevé des objections contre l'évacuation de la capitale. Enfin nous trouvons, dans une lettre du 30 mars, écrite par le ministre de la guerre au roi, le passage suivant : « Qu'a dû penser l'empereur en apprenant que l'armée du Midi, presque tout entière, allait être concentrée dans la vallée du Tage, après avoir si positivement déclaré que Madrid ne devait être occupé que par l'extrémité de la ligne ? » (Voir encore la *lettre* du 9 avril *de Clarke à Joseph*.)

Il résulte de ces divers documents que l'assertion de Napier se rapproche plus de la vérité que celle de Du Casse, empruntée probablement aux *Mémoires inédits de Jourdan*, mis à contribution par cet écrivain.

la Péninsule, et pour cela il lui fallait une armée dans le meilleur état possible.

Joseph, après une assez longue hésitation (1), quitta Madrid le 18 mars. L'armée du Centre (comte d'Erlon) alla s'établir à Burgos, et l'armée du Sud (Conroux et Gazan), entre la Tormès, le Douro et l'Adajo (2); l'armée de Portugal (Reille) était à Médina del Rio Seco et sur l'Esla, et celle du Nord (Caffarelli) observait la Navarre et la Biscaye (3).

Dans cet état de concentration, les embarras de vivres devenaient de plus en plus sérieux (4); néanmoins, le roi ne fit rien pour prendre l'offensive, ni pour éteindre l'insurrection des provinces du Nord, qui s'organisait sur ses derrières depuis plus de six mois, sous la protection des juntes et de la flotte anglaise (5). Entourée par cette insurrection menaçante,

---

(1) Dans sa lettre du 2 mai, Joseph indique les motifs qui l'empêchèrent d'arriver plus tôt à Valladolid ; ils sont en général peu concluants.

(2) Sauf 10,000 hommes sous les ordres de Leval, qui restèrent à Madrid.

(3) Une partie de l'armée de Portugal, sous les ordres de Clausel, était employée au même service.

(4) Les moissons n'étaient pas mûres, et le temps permettait aux flottes anglaises de garder la côte et d'intercepter tout secours venant de France par voie de mer. — Napier.

(5) Foy, Sarrut, Palombini et Clausel firent cependant assez de mal aux partisans; mais ces généraux avaient trop peu de monde et s'étaient mis trop tard en campagne pour étouffer l'insurrection du Nord. Clausel s'était engagé à le faire en quelques semaines avec une armée de 40,000 hommes : or Joseph ne put jamais se résoudre à tenter cet effort.

Ici se présente naturellement la question de savoir si l'empereur fit bien de tenir tant à la pacification des provinces du Nord. Le roi Joseph lui donna tort et agit en conséquence. Ce fut presque malgré lui que la guerre contre les bandes fut soutenue par Clausel et Reille : « Je nie, disait-il après la bataille de Vittoria (*lettre* du 29 juin *à Clarke*), que l'on ait eu aucun succès véritable contre Mina, et que cette guerre pouvait se terminer autrement qu'en chassant les Anglais... Or, pour battre les Anglais, il fallait que les trois armées devant lesquelles ils avaient opéré leur retraite, la campagne passée, restassent réunies ou prêtes à l'être au premier signal. Elles devaient être reposées, complétées : au lieu de cela, les poursuites contre Mina et les bandes les ont épuisées, et réduit les divisions à 3 et même à 2,000 hommes. »

Le général Clarke fit à cette lettre la réponse suivante : « Votre Majesté paraît ignorer absolument les succès remportés par le général Clausel en Navarre ; il ne leur a manqué, pour avoir le résultat le plus complet, que d'avoir commencé un mois ou six semaines plus tôt, comme l'empereur l'avait ordonné. Ainsi, de quelque manière qu'on veuille justifier ces longs retards, il n'en est pas moins vrai qu'ils ont seuls causé tout le mal, et que les 15,000 hommes qui sont encore avec Clausel auraient pu renforcer l'armée avant les premières opérations des Anglais » (*lettre* du 9 juillet *au roi* : voir aussi celle du 7 juin). La vérité est que Joseph aurait pu exécuter les ordres de l'empereur sans perdre l'avantage de concentrer ses forces au moment décisif ; mais pour cela il fallait agir avec promptitude et commander avec énergie ; or, c'est ce que le roi ne savait pas faire.

l'armée française dut abandonner successivement tous les points qu'elle occupait sur la côte.

Au moment où les choses avaient pris cette tournure fâcheuse pour Joseph, les alliés étaient pleins de confiance dans leur général et dans l'issue de la campagne. La discipline et l'organisation laissaient peu à désirer, et Wellington avait profité de la saison d'hiver pour introduire dans son armée plusieurs changements heureux. Ainsi le train des pontons avait été complété; des charrettes, appropriées au terrain difficile que l'armée devait traverser, avaient été construites pour l'usage des divisions; de légères marmites de campement avaient remplacé les lourds chaudrons en fer, et les mules qui portaient ces chaudrons allaient être employées au transport de trois tentes de douze hommes par compagnie, amélioration notable, au point de vue de la santé du soldat. Enfin, les hôpitaux et les ambulances avait été mis sur un meilleur pied, grâce aux idées pratiques que le maréchal Marmont avait fait prévaloir dans son commandement, idées que le général anglais appliqua dans la mesure de ses pouvoirs et de ses moyens limités.

Les Français ne se trouvaient pas à beaucoup près dans la même situation. Leur général inspirait peu de confiance et d'autorité; les discussions entre les chefs continuaient de plus belle (1), et le moral des soldats était influencé par les désastres de la campagne de Russie, par la défection de la Prusse et par les récentes victoires des Anglais dans la Péninsule.

En mars 1813, la force totale des armées d'Espagne ne s'élevait qu'à 231,000 hommes et à 29,000 chevaux : 187,000 hommes seulement, y compris la réserve de Bayonne,

---

(1) Voir la correspondance du roi Joseph, et notamment sa *lettre* du 1er avril 1813 à *Clarke*, ministre de la guerre.

étaient présents sous les drapeaux (1). Du côté des alliés, 200,000 soldats étaient prêts à entrer en campagne (2), et cette armée avait sur chacun de ses flancs une escadre pouvant agir avec d'autant plus d'efficacité, que les lignes de retraite de l'ennemi étaient parallèles à la mer et voisines du littoral (3).

Diverses considérations avaient engagé Wellington à diriger son attaque contre les provinces du Nord. En envahissant celles du Centre pour gagner Madrid par l'une des deux routes de Salamanque ou de Talavera, il eût eu plus de difficultés à nourrir ses troupes, se fût éloigné davantage de la flotte, aurait empêché les Galiciens et les partisans du Nord de le soutenir efficacement, et serait arrivé, somme toute, à un résultat moins décisif qu'en agissant sur la grande ligne de communication avec la France. Il avait parfaitement reconnu que le moindre avantage de ce côté suffirait pour menacer la retraite de Joseph, et qu'une victoire comme celle de Salamanque rejetterait infailliblement les Français sur les Pyrénées.

Cependant Joseph crut d'abord que le but objectif du général anglais était Madrid, et c'est ce qui l'engagea à établir son corps principal sur la rive septentrionale du Douro (4), et à prendre des mesures pour déboucher par les têtes de pont de Toro et de Zamora, dans le cas où l'ennemi se dirigerait sur Salamanque.

---

(1) Y compris les blessés et les troupes d'Aragon, de Catalogne et de Valence, s'élevant à 68,000 hommes.

« Il est probable, dit Napier, que le chiffre réel des sabres et baïonnettes, au mois de juin, ne s'élevait qu'à 160,000, dont 110,000 sur la ligne d'invasion du Nord. »

(2) 6,000 Espagnols sous Copons étaient en Catalogne ; 20,000 sous Elio en Murcie ; 16,000 Anglo-Siciliens sous John Murray, près d'Alicante ; 12,000 Espagnols sous del Parque, dans la Morena ; 15,000 hommes sous le comte de l'Abisbal, en Andalousie, et 40,000 sous Castanos, Sanchez, Giron, Porlier, Mina, etc., en Estramadure, en Galice, en Asturie, dans la Navarre et en Biscaye.

L'armée anglo-portugaise proprement dite s'élevait à 70,000 combattants avec 90 bouches à feu. Maxwell porte la force de cette armée à 45,000 Anglais et 28,000 Portugais, et Jomini, à un total de 75,000 hommes.

(3) NAPIER, t. X, p. 205.

(4) Voir la *lettre de Clarke au roi*, 30 mars 1813.

Wellington se montra fort habile à profiter de cette faute, et à mettre de son côté les chances de la fortune. Tandis que, par la disposition de ses troupes dans leurs quartiers d'hiver, par de faux rapports et de faux mouvements, il faisait croire aux Français que son intention était de tourner leur gauche, en traversant la haute Tormès et en côtoyant les montagnes vers le haut Douro, il fit en secret ses dispositions pour attaquer et déborder leur droite, en passant le Tras-os-Montès. Son plan était de franchir le Douro avec une partie de l'armée, en dedans de la frontière portugaise, de s'avancer par la rive droite vers Zamora, et traversant l'Esla, de s'unir ensuite aux forces galiciennes, pendant que le reste de l'armée, venant de l'Agueda, forcerait le passage de la Tormès. Par ce grand mouvement, qu'il espérait effectuer avant que le roi eût concentré les armées françaises, le Douro et la Pisuerga devaient être tournés et l'ennemi repoussé en désordre au delà du Carion. Dès lors, ayant toute son armée sous la main, il pouvait s'avancer avec d'autant plus de sécurité, que des corps de troupes irrégulières devaient le rejoindre, et qu'en donnant la main aux insurgés de la Biscaye, il était sûr de trouver dans chaque port un dépôt et des magasins (1). Les principales difficultés dans l'exécution de ce plan étaient de faire gagner quelques marches au corps du centre, à travers le terrain abrupt du Tras-os-Montès, et de tenir les Français assez longtemps dispersés et occupés par des combinaisons secondaires, afin de les mettre dans l'impossibilité de se concentrer à temps et de profiter de leur position centrale. Il fallait empêcher le duc d'Albuféra de réunir ainsi ses troupes aux armées françaises sur l'Èbre.

Wellington atteignit le premier but par une série de mesures habiles que nous allons exposer, et le second en jetant

---

(1) Napier, t. X, p. 209.

sur le flanc droit et les derrières de l'armée de Catalogne les troupes anglo-siciliennes, renforcées par celles de Copons, d'Elio, de del Parque et d'autres partisans, en tout 50,000 hommes environ (1).

La campagne eût été ouverte dans les premiers jours de mai, si de fortes pluies n'avaient défoncé les chemins au point de les rendre impraticables à la cavalerie, et même à l'infanterie. Cette situation ayant changé vers la fin du mois, 70,000 Anglo-Portugais, 8,000 Espagnols de l'Estramadure et 12,000 Galiciens (2) se portèrent en avant (3). Ils étaient pleins de confiance (4), et l'on rapporte que leur chef, pressentant que le sort de la guerre ne le ramènerait plus en arrière, s'écria avec émotion, en passant le ruisseau qui marque la frontière d'Espagne : *Adieu, Portugal, adieu!* (5)

Tandis que Wellington opérait avec tant d'habileté cette concentration de forces sur le Douro, l'armée de Joseph était encore éparpillée (6). Dédaignant les conseils et les ordres formels de l'empereur, le roi avait laissé l'insurrection des provinces du Nord s'étendre — oublié d'ouvrir avec Suchet une ligne de communication plus courte que celle de Saragosse —

---

(1) Voir les instructions si claires et si précises adressées par Wellington au général Murray, « le 14 avril 1813. Le but des opérations sur la côte orientale de l'Espagne, dit le duc, est en « premier lieu de s'emparer du royaume de Valence, en second lieu, de s'établir sur la côte, « au nord de l'Èbre, et d'ouvrir une communication avec l'armée de Catalogne (Copons); en « troisième lieu, d'obliger l'ennemi à se retirer de l'Èbre inférieur. »

(2) D'après Toréno, Wellington avait 48,000 Anglo-Portugais et 26,000 Espagnols (y compris les divisions qui occupaient le Vierzo et les Asturies).

Sherer évalue la force des Anglo-Portugais à 65,000 hommes d'infanterie et 6,500 de cavalerie ; les *Victoires et conquêtes* à 65,000 hommes d'infanterie et 6,000 de cavelerie (non compris les Espagnols).

(3) C'est le 18 mai que Joseph reçut les premières indications de la prochaine entrée de Wellington en campagne. — (*Mémoires de Joseph*, t. X, p. 145.) Le 24, il apprit d'une manière certaine que l'ennemi avait passé l'Agueda et marchait sur Salamanque.

(4) Cependant au moment d'entrer en campagne, plusieurs régiments portugais dont le temps de service était expiré et que le gouvernement avait laissés depuis un an sans solde, demandèrent avec instance à rentrer dans leurs foyers : Wellington, heureusement, parvint à conjurer ce danger.

(5) NAPIER et ALISON.

(6) Le 31, Wellington écrivit de Carvajales à lord Bathurst : « Les troupes de l'ennemi « étaient encore le 22 courant à Madrid et sur le Tage. »

emmené avec lui ses services, ses bagages, ses provisions et ses autres *impedimenta,* au lieu de les faire filer sur Burgos, Vittoria, Pampelune, Tolosa et Saint-Sébastien; — il avait négligé enfin de tenir ses troupes concentrées du côté de la Tormès, dans une position offensive, menaçant les communications de l'ennemi. Aussi, quand les hostilités commencèrent, Joseph se trouva-t-il dans l'impossibilité de réunir plus de 35,000 hommes d'infanterie, 9,000 de cavalerie et 100 pièces de canon.

Le centre de cette armée incomplète était protégé par le Douro, la gauche par la Tormès et la droite par l'Esla.

Le mouvement des alliés commença par leur gauche. Le 15 mai, cette aile, forte de 40,000 hommes, sous les ordres de Graham, passa le Douro entre Lamego et l'embouchure de l'Agueda; elle se dirigea ensuite par le Tras-os-Montès sur la basse Esla. Le 22, Wellington la trouva suffisamment avancée pour lever son quartier général de Freneda et mettre son aile droite, forte de 28,000 hommes, en mouvement vers la Tormès, dans la direction d'Alba et de Salamanque. Cette rivière, défendue par le général Villatte, ayant été forcée, les troupes alliées poussèrent, le 27 et le 28, sur Miranda, Zamora et Toro : leur droite couvrait ainsi la communication avec Ciudad-Rodrigo, tandis que leur gauche était en mesure de jeter un pont à l'embouchure de l'Esla pour donner la main au corps de Graham.

Wellington, inquiet sur le sort de ce général, donna le commandement de l'aile droite à Hill; et dans la journée du 29, il passa le Douro à Miranda au moyen d'un panier et d'une corde tendue entre deux rochers (1). Il trouva les forces de Graham le 30 entre Carvajales et Tabara : leur marche avait

---

(1) Méthode employée par les Péruviens quand les eaux des rivières sont gonflées, et que les moyens ordinaires offrent des dangers.

prouvé quelque retard, par suite des obstacles de toute nature ue présente le terrain si accidenté du Tras-os-Montès (1).

Le passage à gué de l'Esla offrait de grandes difficultés. l se fit néanmoins avec assez de succès dans la journée du 1. Le lendemain l'avant-garde des alliés entra dans Zamora; ès ce moment, la jonction des deux ailes sur le Douro se ouva complétement assurée (2).

Cette opération délicate fut conduite avec autant de prudence que de célérité (3).

Les colonnes françaises ayant été réunies dans ces entreites, Wellington fit halte le 3, à Toro, pour donner aux aliciens le temps d'arriver sur la gauche par Benavente, et e rejoindre son arrière-garde, retardée par la difficulté du assage de l'Esla. Le lendemain, il reprit sa marche avec une ntière confiance dans le résultat de la campagne. Ses forces élevaient alors à 70,000 Anglo-Portugais, 20,000 Espagnols et plus de 100 pièces de canon (4).

Les ailes de cette armée étaient couvertes par des corps de oupes irrégulières.

Le roi, dont toutes les dispositions avaient été mal prises, e pouvait opposer à ce torrent que 35,000 hommes d'inanterie, 9 à 10,000 chevaux et 100 pièces d'artillerie. Il est nême probable que si Graham avait éprouvé moins de retards dans le Tras-os-Montès, — ou si Wellington, au lieu de aire halte à Toro, s'était porté rapidement sur Placencia et

---

(1) Le passage du Douro en-deçà de la frontière portugaise et la marche de flanc à travers Tras-os-Montès étaient des opérations jugées impraticables et auxquelles on n'avait pas ême songé. — SHERER, t. II, p. 221.

(2) Le Douro était guéable, et d'ailleurs Wellington, dans la crainte d'échouer sur quelques- s des points de passage, avait fait préparer un pont de bateaux au-dessus du confluent l'Esla. Il aurait pu à la rigueur jeter ses pontons à Toro, et même en aval de cette ville. Voir NAPIER, t. X, p. 228.

(3) Les Français crurent jusqu'au dernier moment que Wellington attaquerait la haute ormès. Le roi ne fut informé que le 26, à Valladolid, du départ des alliés pour la basse le.

(4) Cette armée comptait 12,000 chevaux. Sarrazin estime sa force à 80,000 hommes.

Valladolid, pendant que Hill se fût dirigé sur Rueda, l'armée française aurait été complétement surprise et détruite (1).

Wellington marcha en ordre serré sur le Carion, laissant les Galiciens à l'extrême gauche, Morillo et Sanchez à l'extrême droite. Comme l'ennemi était déjà en pleine retraite sur Burgos, le passage de ce cours d'eau ne présenta aucune difficulté.

Cependant Joseph ayant rassemblé 55,000 hommes (2), et supposant les forces alliées inférieures à ce qu'elles étaient réellement, crut devoir accepter la bataille derrière la Pisuerga. Il prescrivit en conséquence à Foy et à Sarrut (3) de marcher incontinent sur Burgos, et à Suchet de se porter dans la direction de Saragosse (4). Mais ces ordres arrivèrent trop tard, et d'ailleurs le duc d'Albuféra était si fortement occupé dans la Catalogne, qu'il n'aurait pu les exécuter.

En ce moment, le roi fut informé par Jourdan que le château de Burgos n'était pas tenable (5). Cette nouvelle inattendue engagea Joseph à se retirer derrière l'Èbre, quoique le terrain fût extrêmement favorable à une guerre défensive,

---

(1) Cette halte, en effet, permit à quelques détachements, et notamment au corps de Leval, sorti le 27 de Madrid, de rejoindre l'armée de Joseph avec l'artillerie, les ministres, les personnes attachées à la cour et un immense convoi de bagages.

(2) Non compris la division espagnole qui escortait le convoi dirigé sur Burgos.

(3) Leurs divisions appartenaient au corps du général Clausel. Joseph donna (le 27 mai) à ce général l'ordre dubitatif, et le 30 mai seulement l'ordre formel de le rejoindre. Clausel reçut ces ordres à Pampelune le 30 juin. Le lendemain, il informa le ministre de la guerre qu'il serait le 20 avec toutes ses forces disponibles à Logrono. Il avait écrit la veille au roi : « Je vais interrompre la chasse qu'on donne de toutes parts aux insurgés, et porter les « troupes de l'armée de Portugal vers Burgos... »

Conformément à ces promesses, Clausel se trouva le 20 à Logrono. Le roi, qui a cherché à rendre ce général responsable de la perte de la bataille de Vittoria, prétend qu'il aurait dû être plus tôt à Logrono; mais Clausel, dans son *Rapport du* 30 *juin* (t. IX, p. 453, des *Mémoires de Joseph*), prouve clairement que s'il n'avait pas pris ses mesures d'avance, il n'aurait pu être le 20 à Logrono. Au reste, le ministre Clarke et Napoléon ont reconnu depuis que, sous ce rapport, il n'y avait aucun reproche à faire à Clausel. (Voir le t. IX des *Mémoires de Joseph*.)

(4) Voir les *lettres de Joseph*, en date du 6, du 13 et 14 juin.

(5) Il n'avait pas de magasins de vivres, et les nouveaux ouvrages, encore inachevés, commandaient les anciens.

Napoléon cependant avait ordonné que ce point fût approvisionné et fortifié avec le plus grand soin. Clarke reproche au roi, dans sa *lettre du* 22 *juin* 1812 (*Mémoires de Joseph*, t. IX), de n'avoir pas exécuté cet ordre.)

et que le moral des troupes eût été ranimé par l'annonce de la victoire de Bautzen.

Wellington suivit de près l'armée française, en dirigeant les Galiciens et son aile gauche par les chemins de traverse. Il franchit la haute Pisuerga le 8, le 9 et le 10. Par ce mouvement, la rivière se trouva tournée et Reille débordé. Une simple escarmouche le rendit maître ensuite de Burgos (1).

Les Français, en se retirant, firent sauter le château de cette ville; mais l'explosion des mines ayant eu lieu trop tôt, et le feu ayant pris à un amas de bombes et d'obus, plusieurs centaines de soldats de l'arrière-garde furent atteints par des éclats de pierres et de projectiles (2). Si toutes les mines avaient joué, la ville entière eût été détruite, résultat qui certainement n'entrait pas dans les prévisions des officiers du génie français.

Parvenu derrière l'Èbre, le roi s'arrêta pour attendre des renforts, et il prolongea sa ligne de cantonnements afin de faire vivre plus facilement ses troupes.

L'état-major espérait que Wellington déboucherait sur le front de la forte position qu'occupait en ce moment l'armée française; mais le duc, par une marche des plus hardies, trompa cet espoir.

Ayant reconnu combien il serait difficile de franchir la passe de Pancorbo et de forcer le passage de l'Èbre en face de l'ennemi, il porta subitement sa gauche et puis toute son armée (par une route non fréquentée et que l'on avait jusqu'alors cru impraticable pour les voitures), vers les ponts de San-Martin Rocamade et Puento de Arenas, non loin des

---

(1) Tel est l'influence d'une opération stratégique bien conçue et bien exécutée, qu'il suffit de quelques démonstrations sur la droite de l'armée française pour obliger le roi à quitter précipitamment une ville qui, dans la campagne précédente, avait arrêté toute l'armée de Wellington.

(2) D'après quelques auteurs, 300 Français furent tués; d'après Belmas, le nombre des morts et des blessés ne s'éleva qu'à 120.

sources du fleuve. Les Anglo-Portugais franchirent ces ponts avec leur artillerie et leurs voitures, dans les journées du 14 et du 15, sans rencontrer un seul poste français. Cette marche, toutefois, présenta autant de difficultés que celle du Tras-os-Montès. Son premier résultat fut d'intercepter les communications des Français avec la côte (1), et de les forcer à évacuer tous les ports, à l'exception de Santona et de Bilbao. La flotte anglaise entra dans Santander, et le commissariat établit aussitôt dans cette ville un dépôt et un hôpital militaires. A partir de ce moment, la libre communication des alliés avec le Portugal n'était plus nécessaire. Assuré d'une nouvelle base, Wellington pouvait continuer ses opérations et déployer une grande énergie sans rien compromettre. Son plan était de tourner la droite de Joseph, d'entrer dans Guipuscoa, puis d'établir l'armée sur la grande communication avec la France, tandis que la flotte, naviguant de concert, formerait de nouveaux dépôts à Bilbao et sur d'autres points. Il exécuta ce plan avec une précision et une vigueur d'autant plus remarquables, que des torrents encaissés, des ravins profonds, des escarpements dangereux, et une foule d'obstacles naturels entravaient la marche de ses colonnes dans cette âpre et sauvage contrée de la Péninsule. Pendant six jours, ses soldats firent les plus grands efforts pour se frayer un passage à travers les défilés et les gorges des montagnes. Il fallut quelquefois cent hommes pour traîner une seule pièce de canon (2).

Le 18 au soir, on apprit, au quartier général français, que Wellington avait passé l'Èbre et marchait sur le flanc de l'armée du roi. « L'état-major, dit Sherer (3), fut frappé d'é-

(1) En effet, elle plaça l'armée alliée entre les sources de l'Èbre et les montagnes de Reynosa.
(2) MAXWELL, t. III, p. 126.
(3) T. II, p. 223.

tonnement, et, dans la nuit même, il porta l'armée en arrière par une marche forcée, qui jeta dans les rangs des Français l'alarme et la confusion. »

Le 19, les alliés atteignirent le village de Bayas, situé sur la rivière de ce nom. S'ils avaient pu forcer immédiatement le passage de cette rivière, les armées du Centre et du Sud auraient été coupées, probablement détruites.

Reille prévint ce désastre en occupant, de l'autre côté de la Bayas, une belle et forte position. Les lettres du roi nous apprennent que ce même général lui proposa, le 18, de rapprocher l'armée française de la Navarre, en marchant par la rive droite de l'Èbre, plan que Joseph refusa de suivre, dans la crainte de livrer aux Anglais tout son matériel et l'immense convoi d'Espagnols retenu à Vittoria. Le roi objecta aussi qu'en se retirant sur la Navarre, il abandonnerait sa grande communication avec la France, et exposerait Clausel, en marche sur Vittoria, à trouver dans cette ville les Anglais au lieu de ses compatriotes. En conséquence, Joseph résolut de livrer bataille dans la position où il se trouvait, convaincu d'ailleurs qu'il y serait rejoint à temps par l'armée de Portugal, dont les colonnes s'avançaient à marches forcées sur Logrono.

Dans la nuit du 19 au 20, l'armée française se déploya derrière la Zadora, petite rivière, à lit étroit et à bords difficiles, qui coule au fond du bassin de Vittoria. Son centre s'étendait le long de la rive gauche; sa droite était portée sur l'autre rive, en avant du village d'Abechucho, et sa gauche se trouvait entre Arinez et la Puebla de Arganzon, ayant un petit corps détaché dans les hautes montagnes de la Puebla (voir le plan) (1). Ainsi postée, l'armée française couvrait chacune des trois routes aboutissant à Vittoria : celle de Logrono avec sa gauche, celle de Madrid avec son centre, et celle de

(1) *Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 247.

Bilbao avec sa droite; elle couvrait en outre par l'ensemble de sa position la grande route de Bayonne, qui, après avoir quitté Vittoria, se prolonge sur une certaine longueur, dans une direction parallèle au cours de la rivière. Il y avait sur cette route d'immenses convois en marche vers la France : d'autres convois, réunis autour de la ville, où ils produisaient un fâcheux encombrement, étaient prêts à suivre la même direction (1).

Il serait difficile d'imaginer une plus mauvaise position que celle où le roi se décida à recevoir l'attaque de Wellington. En effet, le front de sa ligne de bataille s'étendait sur une longueur de deux lieues et demie, parallèlement à la chaussée de Bayonne, la seule par laquelle une armée aussi encombrée que la sienne pût convenablement opérer sa retraite (2); or, comme les alliés occupaient une position analogue, mais moins étendue, derrière les montagnes qui limitent le bassin sur la rive droite de la Zadora, il leur suffisait de faire un mouvement par la gauche pour couper les Français de Bayonne : opération d'autant plus facile, que la droite de Joseph était trop éloignée du centre pour être soutenue efficacement, et que Vittoria est entourée d'une ceinture de hautes montagnes, dont le prolongement se trouvait précisément dans la direction de la gauche des Anglais, et du côté par où ils devaient arriver (3). Ajoutons que le roi avait commis l'énorme faute d'entasser derrière la ville ses bagages, ses convois et ses parcs, toutes choses qui obstruaient le terrain, barraient les routes et gênaient les mouvements des diverses armes.

Joseph demeura plusieurs jours dans cette position défec-

(1) Voir JONES, t. II, p. 112.

(2) Les autres routes, et notamment celle de Pampelune, étaient praticables, mais difficiles et fort encombrées.

(3) JOMINI, *Napoléon au tribunal de César*, etc.

tueuse, sans prendre aucun parti. Quelques-uns de ses généraux lui proposèrent de renoncer à la route de Bayonne, et de se retirer parallèlement à l'Èbre jusque près de Saragosse, pour rallier Suchet, et tomber sur Wellington quand il aurait été à 150 lieues de ses vaisseaux et de ses magasins. Jourdan conseilla de baser les opérations sur Bayonne, d'éviter une bataille, ou du moins de la recevoir sur les hauteurs de Salinas. D'autres projets encore furent mis en avant, mais rien ne put tirer le roi de sa désolante inertie. Du 19 au 21, il envoya 4,000 hommes (1) escorter des convois dirigés sur la France; et, par suite de cette nouvelle faute, son armée, au moment de la bataille, se trouva réduite à 55,000 fantassins et cavaliers présents sous les drapeaux (2).

Wellington comptait 80,000 hommes, dont 20,000 auxiliaires espagnols (3). Il fit halte, le 20, pour rallier les colonnes éparpillées de son arrière-garde et reconnaître la position de l'ennemi. Toréno (4) prétend que le duc hésitait encore en ce moment à livrer bataille, mais qu'il se décida promptement, lorsque, sur la hauteur de Nanclares de la Oca, il reçut avis de l'alcade de San-Vincente que le général Clausel était

(1) *Mémoires de Joseph*, t. IX.

(2) C'est l'effectif, déduction faite des officiers, des artilleurs, des sapeurs-mineurs et des non combattants, que les Francais ont l'habitude de porter sur les rôles.

D'après Maxwell, les alliés avaient 80,000 hommes, dont 20,000 Espagnols, et 90 canons; les Français, 90,000 hommes et 150 canons.

D'après Belmas, l'armée française avait 55,000 hommes, et l'ennemi 90,000, dont 40,000 Anglais, 23,000 Portugais et 25,000 Espagnols (non compris les guerillas).

D'après Sherer, les Français avaient 70,000 hommes et 100 canons, et les alliés 74 à [illegible],000 hommes, en comptant les trois divisions espagnoles de Giron, Longa et Morillo.

D'après Joseph (voir sa *lettre* du 6 juillet *à Clarke*), l'armée française n'avait à Vittoria que [illegible],000 hommes. Mais Clarke, dans sa lettre du 9 juillet, prouve que ce chiffre est inexact. Jourdan convient, au surplus, qu'il y avait le 20 juin à Vittoria 55,000 Français.

Sarrazin porte l'effectif des Français à 60,000 hommes, et les *Victoires et conquêtes* à [illegible],000 environ.

Avec un peu d'habileté, Joseph aurait pu réunir à Vittoria des forces que Sarrazin estime à 100,000 hommes, les *Victoires et conquêtes* à 75 ou 80,000.

(3) Wellington avait 90 bouches à feu : le roi en avait un plus grand nombre.

(4) T. V, p. 275.

arrivé dans cette localité, et semblait vouloir s'y reposer toute la journée.

L'armée alliée fut divisée en trois colonnes :

Celle de gauche, sous les ordres de Graham, devait attaquer Reille qui, défendant la haute Zadora, pouvait seul empêcher la droite de Joseph d'être tournée et coupée du centre ;

La colonne de droite, commandée par Hill, devait attaquer les hauteurs de la Puebla, sur lesquelles se trouvait l'autre aile ;

Enfin la colonne du centre, sous Wellington en personne, devait enfoncer le centre ennemi, au moment où les deux colonnes extrêmes déboucheraient sur la position.

Malgré l'étendue de la ligne de bataille, le centre de Joseph était défendu par tant de troupes et de si redoutables batteries, qu'il fallait un effort extraordinaire pour le culbuter. Aussi Wellington composa-t-il cette attaque de quatre divisions d'élite.

Le terrain était si coupé et les communications entre les différentes colonnes si difficiles, que, ne pouvant espérer un ensemble parfait, on devait laisser chaque général en quelque sorte maître de ses mouvements.

Les troupes franchirent cependant les défilés abrupts qui séparaient les camps de la Bayas du bassin de Vittoria avec assez d'ordre, pour que la gauche et la droite des alliés pussent faire leur attaque simultanément. Il est vrai que Joseph facilita beaucoup leur tâche, en ne démolissant aucun des sept ponts de la Zadora, situés à portée de l'ennemi. Le bon sens indique qu'il aurait dû rompre quelques-uns de ces ponts, et mettre à profit les journées des 19 et 20 pour couvrir les autres par des ouvrages de campagne propres à favoriser les mouvements offensifs. Il aurait dû aussi retrancher le défilé de la Puebla et occuper solidement les hauteurs voisines. Ainsi protégée, sa position eût été notablement améliorée, bien que toujours défectueuse, à cause des

hauteurs à portée de canon qui la dominaient, et de la direction que suivait la ligne de retraite (1).

Le général Hill, ayant sous ses ordres la 2e division anglaise, la division portugaise du comte d'Amaranthe, la brigade espagnole Morillo, la brigade légère de Victor Alten et la cavalerie non employée aux attaques du centre et de la gauche (2), se mit en marche à l'heure convenue; bientôt après il engagea le combat avec les défenseurs des postes avancés de la Puebla. Ces postes furent aisément chassés des montagnes, mais quelques renforts étant arrivés à leur secours, le combat reprit avec acharnement : il se termina toutefois à l'avantage des alliés, qui traversèrent la Zadora, et se rendirent ensuite maîtres du village de Subijana de Alba.

Le général Gazan, chef de l'armée du Sud et commandant de l'aile gauche de Joseph, rapporte (3) que cette vigoureuse initiative de Hill, précédant les autres attaques, lui donna la conviction que Wellington cherchait à attirer de ce côté les forces du roi, pour dégarnir la droite des Français, où le véritable coup allait être porté. Il communiqua cette opinion à Joseph, qui ne la goûta point, le maréchal Jourdan ayant annoncé hautement que les mouvements de l'ennemi, sur la droite de l'armée française, étaient de fausses démonstrations dont il ne fallait pas s'inquiéter. En conséquence, Gazan reçut l'ordre de se maintenir avec toutes ses forces, le plus longtemps possible, sur la montagne à gauche de Subijana, et de

---

(1) Napier se trompe en disant, t. X, p. 291, que les travaux détaillés ci-dessus auraient rendu la position de Joseph *formidable*. Une position mal choisie ne peut jamais être rendue formidable par des travaux d'art.

(2) Voir, pour la composition des colonnes alliées, l'ordre du quartier-maître général Murray, daté de Subijana-Murillos, 20 juin, veille de la bataille. (*Memoirs of the wars*, etc., p. 97.)

(3) Voir son *Rapport sur la bataille*, rapport extrait de son livre de correspondance pris par les alliés, avec le bagage, aux environs de Pampelune, et reproduit par Murray dans ses *Memoirs of the wars*, p. 101.

tenter les plus grands efforts pour reprendre le village de ce nom, tombé aux mains de Hill.

La perte de Subijana affaiblit le centre de l'armée française et facilita le mouvement offensif du centre des alliés (1). La division Cole passa la première sur les ponts restés intacts et assaillit vigoureusemeut l'ennemi. La division de lord Dalhousie, qui la suivait de près, se mêla au combat et força le centre de Joseph à se replier sur Vittoria (2). Derrière ces deux divisions marchaient celles de Picton et la division légère d'Alten.

Pendant ce temps, Villatte, du corps de Gazan, avait repris Subijana, position qui devait, au dire de Jourdan et de son état-major, assurer le gain de la bataille. Mais à peine cet avantage eut-il été obtenu, que Joseph, averti du passage de la Zadora à Trespuentes et à Villados, ordonna à l'armée du Midi « de se porter en arrière. » Gazan, d'après cet ordre vague, se replia sur Arinez, dans le but de contenir la colonne ennemie qui suivait la grande route, ainsi que celle qui allait déboucher par le pont de Villados. Mais bientôt, voyant sa droite menacée par les troupes qui avaient passé la Zadora, il prit position en arrière de Margarita, village occupé par les troupes de l'armée du Centre, alors fortement engagées avec l'ennemi.

Quarante-cinq pièces disposées en batterie contenaient sur ce point les masses anglaises du centre et de la droite, quand une division française, au lieu de s'arrêter dans la position qui lui avait été assignée, continua son mouvement et laissa un vide qui mit à découvert le flanc des troupes

---

(1) Le centre des alliés se composait : 1° *Du centre droit*, dont faisaient partie la division légère et la 4e division anglaise, les 10e, 15e et 18e hussards, la brigade de cavalerie de Ponsonby, une brigade de cavalerie portugaise, sous d'Urban, et une brigade de cavalerie espagnole;

2° *Du centre gauche*, formé des 3e et 7e divisions, sous Dalhousie.

(2) Voir JONES, t. II, p. 114.

d'Erlon (1). Le général Hill profita de cette faute pour culbuter l'aile gauche des Français et la pousser dans la direction de Vittoria.

L'attaque de Graham ne fut pas moins heureuse. Ce général, avec les 1re et 5e divisions anglaises, les brigades portugaises de Pack et Bradford, les brigades de cavalerie de Bock et d'Anson et les guérillas de Longa (2), s'était porté de Murguia sur Vittoria par la route de Bilbao, et avait chassé l'aile droite de Joseph des hauteurs au-dessus d'Abechuco. Voyant sa communication avec Bayonne gravement menacée par ce mouvement, le roi envoya une partie de ses troupes, sur la droite, prendre possession de Gamara-Mayor et de Gamara-Minor. L'appui de ces postes était nécessaire en effet pour disputer le passage de la Zadora et couvrir la retraite des bagages et des troupes sur Bayonne; mais à peine les Français y furent-ils établis que Graham, par une attaque vigoureuse, les obligea de lâcher prise. En vain le roi massa des forces considérables derrière Gamara-Mayor; le seul résultat qu'il obtint fut de contenir l'aile gauche des Anglais jusqu'à ce que leur centre eût pénétré dans Vittoria (3).

Ainsi la route de Bayonne se trouva interceptée dans le moment même où Wellington dépassait Vittoria, à la poursuite du centre et de la gauche de l'armée française (4).

« Dès lors, dit le général Jomini, l'alarme se répandit dans la ligne, et chacun s'empressa de prendre en désordre le chemin de Pampelune, le seul qui restât pour atteindre les

---

(1) Cette circonstance est rapportée dans les *Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 249; mais le Rapport *du général Gazan* établit que l'aile gauche ne reçut aucune indication sur la conduite à tenir et sur les positions à occuper après l'évacuation de Subijana.

(2) Le corps espagnol de Giron, subordonné à Graham, suivait ce général de loin comme réserve. (*Ordre de Murray*, du 20 juin.)

(3) Jomini prétend que ce fut la nouvelle de la perte de Vittoria qui décida les troupes de l'aile droite à battre en retraite (*Napoléon au tribunal de César*, etc.), et Jones confirme cette opinion, en disant que Reille ne se retira que dans la crainte d'être pris en queue par les colonnes maitresses de Vittoria.

(4) Voir la *lettre de Wellington*, 22 juillet 1813, *à lord Bathurst*.

Pyrénées (1). La colonne entière d'équipages, encombrée autour de Vittoria, n'ayant aucune issue, devint la proie du vainqueur (2) : canons, bagages, caissons, tout en un mot fut abandonné, et Joseph arriva à Bayonne en aussi mauvais état que Napoléon devant la Bérésina. »

La nature du terrain n'avait pas permis à la cavalerie anglo-portugaise de prendre part à la bataille; elle ne fut utile que dans la poursuite (3). Cependant, on a fait observer avec raison que Wellington eût obtenu un résultat plus décisif s'il avait lancé une partie de cette cavalerie sur l'aile gauche de Joseph, au moment où les brigades Picton et Kempt venaient de prendre le village d'Arinez, de rompre le centre des Français et de gagner la grande route de Bayonne. Cette aile, attaquée en ce moment de front par Hill et par Cole, se trouvait, en effet, plus éloignée de Vittoria que ne l'était Picton, de sorte que la retraite de l'ennemi sur ce point eût été facilement interceptée.

On a prétendu aussi que Wellington aurait dû éviter les combats de Subijana et de Gamara-Mayor, son véritable objet étant la destruction de l'aile gauche : « Pour atteindre ce but, il suffisait de faire de fausses attaques sur les deux ailes, tandis que l'élite de l'armée aurait franchi la Zadora sur les ponts de Villodas et de Trespuntès, et eût pris position entre la gauche et le centre français. Par cette

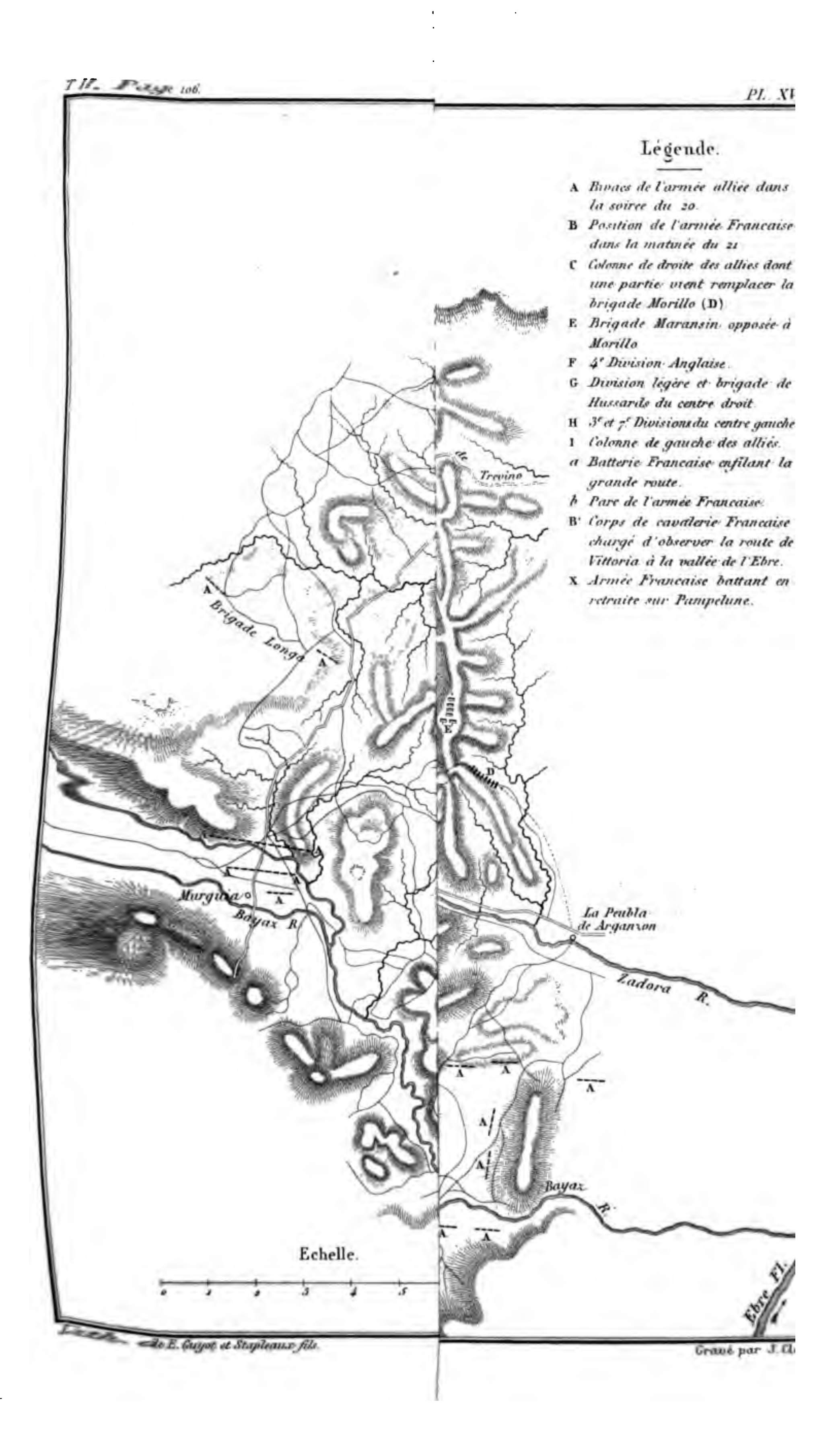
---

(1) « Par la plus fatale imprévoyance, le grand parc de réserve de l'armée, où se trouvaient plus de 80 pièces d'artillerie de différents calibres et toutes les munitions, avait été placé près d'un marais... Lorsque vers 4 heures, on envoya l'ordre au directeur de ce parc de commencer son mouvement sur Pampelune, un chariot fut culbuté et renversé de manière à empêcher le convoi d'avancer. » (*Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 249.) Voir aussi *Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 166.

Joseph, dans sa *lettre* du 27 juin *à Napoléon*, prétend que le maréchal Jourdan avait donné à l'armée du Midi l'ordre de faire évacuer le parc à la pointe du jour.

(2) « Ce chemin n'avait pas été reconnu : il en résulta quelque désordre au commencement de la retraite » *Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 473 et 166.

(3) Wellington dirigea lui-même cette poursuite à la tête de l'avant-garde; mais ses troupes étaient si fatiguées qu'elles durent s'arrêter pendant la nuit. Elles avaient été seize heures sous les armes, et avaient fait trois lieues pour arriver sur le champ de bataille.


T. II. Page 106.
Pl. XV
Légende.
A Bivacs de l'armée alliée dans la soiree du 20.
B Position de l'armée Francaise dans la matinée du 21
C Colonne de droite des allies dont une partie vient remplacer la brigade Morillo (D)
E Brigade Maransin opposée à Morillo
F 4e Division Anglaise.
G Division légère et brigade de Hussards du centre droit
H 3e et 7e Divisions du centre gauche
I Colonne de gauche des alliés.
a Batterie Francaise enfilant la grande route.
b Parc de l'armée Francaise.
B' Corps de cavalerie Francaise chargé d'observer la route de Vittoria à la vallée de l'Ebre.
X Armée Francaise battant en retraite sur Pampelune.
Trevino
Brigade Longa
Murguia
Bayaz R.
La Peubla de Arganzon
Zadora R.
Bayaz R.
Ebre Fl.
Echelle.
0 1 2 3 4 5
Lith. de E. Guyot et Stapleaux fils.
Gravé par J. Cl

manœuvre hardie, qu'indiquait la nature du terrain, les troupes ennemies, postées à Subijana, auraient été forcées de mettre bas les armes. En passant la Zadora, vis-à-vis d'Yruno, avec 50,000 hommes, lord Wellington renouvelait la brillante manœuvre de Marlborough à Blenheim, en 1704 (1). »

Une circonstance heureuse pour l'armée française fut l'énergie avec laquelle Reille se défendit sur la haute Zadora; les positions qu'il prit successivement, afin de couvrir la retraite, furent aussi très-habiles; rarement on montra plus de courage et d'intelligence : Reille empêcha véritablement l'armée française d'être enveloppée comme le fut celle de Mack à Ulm. Joseph put se féliciter de ce résultat; cependant, envisagée dans son ensemble, la bataille de Vittoria fut humiliante et désastreuse pour le roi : « Le désordre le plus scandaleux, écrit un célèbre critique (2), a flétri dans cette journée les lauriers de l'armée d'Espagne, sans autre motif qu'une terreur panique à peu près semblable à celle des Autrichiens à Marengo. »

« Les Français, qui auraient pu s'opposer énergiquement au passage de la Zadora, restèrent comme engourdis au commencement de la lutte; leur cavalerie montra peu de vigueur; leurs généraux, à l'exception de Reille, peu d'opiniâtreté, et

---

(1) Le général Sarrazin, qui préconise cette manœuvre, n'est pas conséquent avec lui-même quand il dit, un peu plus loin : « Wellington nuisit à ses intérêts en coupant les Français de la grande route de Bayonne : il en aurait eu bien meilleur marché dans cette direction que dans le pays fourré qui conduit à Pampelune. »

Ce jugement n'est pas plus admissible que cet autre du même auteur : « Wellington tâtonne sur le terrain, s'en rapporte trop à ses lieutenants et ne sait pas profiter de la victoire. » P. 338.

(2) Général JOMINI.

Le général Gazan s'exprime dans le même sens. « Les Français, dit-il, perdirent tous « leurs équipages, tous leurs canons, tout leur argent, toutes leurs provisions, tous leurs « papiers; de sorte que personne ne pouvait prouver ce qui lui était dû, et que généraux, « officiers, tous enfin, étaient réduits à ce qu'ils avaient sur le corps; la plupart manquaient « même de chaussures. »

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* évaluent les pertes des Français à 120 pièces d'artillerie, 400 caissons, 14,000 gargousses, 2,000,000 de cartouches et 1,500 voitures de bagages, parmi lesquelles se trouvaient les fourgons du trésor et tous les équipages du roi.

leur commandant en chef, peu de résolution et encore moins de talent. »

Le roi resta jusqu'au dernier moment indécis sur le choix de sa ligne de retraite; il joignit au tort irréparable d'avoir pris une position défectueuse, la faute grave de replier ses troupes dès qu'il vit leurs flancs en danger. Joseph a essayé de justifier sa conduite, en alléguant d'abord la nécessité où il se trouva de faire des détachements considérables au Nord pour combattre Mina, et ensuite la lenteur avec laquelle le général Clausel s'était mis en mouvement. Mais nous avons vu que la première de ces raisons n'est guère admissible, puisque le roi, tout en suivant les instructions de l'empereur, aurait pu attirer à lui l'armée de Portugal et la diriger de façon à arrêter le corps de Graham : quant à l'autre raison, elle est moins admissible encore, puisque Clausel fit tout ce qui dépendait de lui pour rallier l'armée principale, et que nonobstant les entraves qu'on lui opposa, il serait arrivé à Vittoria le 21, s'il avait trouvé à Logrono les ordres du roi, expédiés le 19 au soir (1). Pourquoi Joseph en transmettant ces ordres ne donna-t-il pas suite au projet qu'il eut un moment de les faire escorter par un ou deux régiments de cavalerie (2) ? Ainsi toujours de l'hésitation et des demi-mesures ! Le roi avait souvent d'excellentes idées, mais il ne savait pas en tirer parti : or, à la guerre, le mérite de l'exécution est la première garantie du succès.

En rendant compte de sa victoire à lord Bathurst, Wellington s'exprima dans les termes suivants :

« Nous avons chassé l'ennemi de toutes ses positions;

(1) *Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 380 et 381.
(2) *Mémoires de Joseph*, t. IX.

nous lui avons pris 151 pièces de canon, ses caissons de munitions, tout son bagage, ses provisions, son bétail, son trésor (1), ainsi qu'un nombre considérable de prisonniers. »

Les Français n'emportèrent qu'un obusier, et encore leur fut-il pris avant d'arriver à Pampelune. Ils perdirent dans cette journée plusieurs drapeaux, tout le matériel provenant des dépôts de Madrid, de Burgos, de Valladolid; les archives de l'état-major, une somme d'argent estimée, d'après les états de situation, à cinq millions et demi de dollars, et l'immense butin qu'ils avaient amassé pendant quatre ans dans la Péninsule. Le champ de bataille, jonché d'objets de toute espèce, provenant des 200 voitures de bagages de la cour, des généraux et des particuliers, ressemblait au champ de bataille d'Issus, décrit par Plutarque. Des actrices, des nonnes, des femmes galantes erraient parmi les fourgons abandonnés, et des paniers de champagne étaient mêlés aux coffres de munitions. Dans les équipages de cette royauté en déménagement, on trouva des tableaux, de la vaisselle, des décors de théâtre, des bijoux, une foule d'objets de luxe et de fantaisie. Le roi lui-même faillit tomber au pouvoir d'un escadron de hussards, qui surprit et entoura sa voiture sur la route de Pampelune. Il n'eut que le temps d'ouvrir la portière et de sauter sur un cheval de troupe, laissant entre les mains de l'ennemi ses papiers intimes, son épée, un superbe tableau du Corrége et le bâton du maréchal Jourdan, trophées qu'on peut voir encore aujourd'hui dans le palais d'Aspley-House, à Londres (2).

Le chiffre des pertes s'éleva, du côté des Français, à

(1) Le trésor fut pillé par les gens à la suite de l'armée et les non-combattants: « On vit même, dit Napier, des officiers lutter avec la populace pour rester maîtres de ce honteux butin. » (T. X, p. 279.) Outre le numéraire appartenant à la caisse de l'armée, les soldats enlevèrent des sommes considérables aux personnes qui formaient la suite du roi.

(2) A l'exception toutefois du bâton du maréchal, dont le duc fit cadeau au prince régent. Celui-ci, en échange, conféra à Wellington le titre de feld-maréchal, qui jusque-là avait été accordé à bien peu d'hommes en Angleterre. Les cortès lui donnèrent en toute propriété le domaine royal de Soto de Roma. — TORÉNO, t. V, p. 282.

6,960 hommes, dont 1,904 prisonniers (1), et, du côté des alliés, à 5,176 hommes (2). Depuis la journée de Blenheim, la France n'avait pas essuyé un pareil échec. « Les campagnes de Marlborough, dit Alison, n'offrent pas l'exemple d'un triomphe si mémorable. Celles de Crécy et d'Azincourt sont, en comparaison, des campagnes stériles (3). »

La bataille de Vittoria dissipa les doutes et vainquit les dernières répugnances de l'Autriche; elle amena la dissolution du congrès de Prague, disposé à traiter avec l'empereur, et prépara la journée de Leipzig, à laquelle se rattache la délivrance de l'Allemagne et la chute de l'empire français.

Plusieurs écrivains militaires ont attribué le triomphe de Wellington au hasard et aux mauvaises dispositions prises par le roi : mais l'histoire impartiale n'acceptera point ce jugement. Le maréchal Soult se montra plus juste, en attribuant le succès des alliés au mérite de leur général en chef. Dans sa proclamation du 23 juillet 1813, où il traite si mal le roi et Jourdan, il dit : « Ne privons pas l'ennemi de l'éloge qui « lui est dû. Les dispositions et les arrangements du général

---

(1) *Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 166. Nous ferons observer, toutefois, que cette évaluation de M. du Casse est en opposition avec un état qu'il donne, t. IX, p. 434, et d'où il résulte que l'armée du roi ne perdit, du 27 mai au 1er juillet, que 214 officiers et 6,746 soldats.

Sarrazin porte les pertes des Français à 6,000 hommes, dont 3,000 prisonniers.

(2) D'après la situation officielle, les alliés eurent 501 Anglais, 150 Portugais et 89 Espagnols tués; 2,807 Anglais, 899 Portugais et 464 Espagnols blessés, ainsi que 266 manquants.

On trouva entre autres sur le champ de bataille: 151 canons en bronze, 415 caissons, 14,249 gargousses, 1,973,400 cartouches, 40,668 livres de poudre à canon, 44 forges, 56 voitures de fourrage, etc.

Belmas évalue le nombre des voitures de bagage perdues à 1,500.

D'après Toréno, les Français eurent 8,000 morts et blessés, et les alliés un peu moins de 5,000, dont 3,300 Anglais, 1,000 Portugais et 600 Espagnols. On ne fit, d'après lui, que 1,000 prisonniers.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* estiment les pertes des Français à 6,000, et celles des alliés, à 4,000 hommes.

Belmas évalue à 4,060 hommes, dont 800 prisonniers, la perte des Français, et à 5,000 hommes celle des alliés. Sherer prétend que les Français eurent 8,000 hommes hors de combat, dont 1,000 prisonniers; enfin Wellington, dans son *Rapport à lord Bathurst*, estime les pertes des Français à 4,060 blessés et 800 tués.

(3) T. VIII, p. 247.

« anglais ont été prompts, habiles et suivis. La valeur et la « fermeté de ses troupes ont été dignes de louanges (1). »

Le 22, l'armée française continua sa retraite sous la protection d'une forte masse de cavalerie. Le 24, elle atteignit Pampelune, mais dans un tel état de désordre, que le gouverneur de cette place ne voulut admettre que les troupes absolument nécessaires à la défense. Le 25, toute l'armée s'engagea dans la vallée de Roncevaux, sans rencontrer de difficultés sérieuses.

Comme toujours, la poursuite des alliés fut lente et molle. Nous avons déjà fait observer que ce défaut tenait à la nature physique et aux habitudes du soldat anglais, bien plus qu'à un manque d'énergie ou de résolution de la part du général en chef.

Le roi avait envoyé lettres sur lettres à Clausel et à Foy pour les appeler à Vittoria ; mais, trop éloignés, ces généraux n'avaient pu lui obéir à temps, de sorte que Joseph s'était vu obligé de livrer bataille sans le concours de 27,000 hommes, dont l'arrivée opportune eût exercé une grande influence sur les opérations (2).

Le 21, Foy était encore à Bergara et Clausel à Logrono (3). La perte de la bataille les mit l'un et l'autre dans une très-fausse position ; ils en sortirent néanmoins avec honneur.

Après avoir détaché Hill pour faire le blocus de Pampe-

(1) C'était aussi l'opinion de Clarke, ministre de la guerre, écrivant au roi, le 2 juillet 1813 : « Il sera pénible à l'empereur de penser, dit-il, que l'ennemi ne doit nullement ses succès à « la supériorité de ses forces, mais plutôt à la manière dont elles ont été dirigées de part et « d'autre. »

(2) D'après les *Victoires et conquêtes*, Foy avait 12,000 hommes et Clausel 15,000.

(3) Clausel avait reçu, le 15 juin, la première lettre du roi, et aussitôt il s'était arrêté dans la poursuite de Mina *pour attendre des ordres positifs*. Ces ordres se firent attendre ou n'arrivèrent point, car le général Clausel affirme que, dans la journée du 20, il n'avait reçu aucun des six courriers envoyés par Joseph. (Voir la *lettre* du 5 juillet, adressée par le roi à *Clarke*.)

lune (1), Wellington se porta de sa personne sur Taffala et Olite, à l'effet de détruire Clausel, qu'il croyait à Tudela, et qui en réalité était retourné de Vittoria (2) à Logrono, où il se trouvait encore le 25 au soir (3). En ce moment, Sanchez et Mina se portaient vigoureusement sur les derrières du corps français. Clausel se tira de ce mauvais pas en faisant une marche forcée de vingt lieues en quarante heures sur Tudela, et en gagnant ensuite Saragosse (4). Wellington, qui aurait pu l'intercepter par la route de Jacca, mais en le rejetant sur Suchet, se contenta de le faire serrer de près par Mina, qui déploya dans cette circonstance une grande habileté.

Les détracteurs du général anglais prétendent que s'il avait montré plus d'audace et de résolution, les troupes de Clausel auraient dû mettre bas les armes. Il est certain que le duc fut informé assez à temps de la marche de ces troupes pour intercepter leur ligne de communication (5); mais le colonel Murray, quartier-maître général de l'armée anglaise, fait observer que le mauvais état des routes et les fortes pluies tombées les 24 et 25 retardèrent la marche des alliés (6); c'est une circonstance dont il faut tenir compte, bien qu'elle n'excuse pas entièrement Wellington. La pluie et le mauvais état des routes, en

---

(1) Place défendue par 4,000 hommes et 200 pièces de canon : trop forte pour être assiégée avec les moyens dont Wellington pouvait disposer. Dalhousie continua le blocus avec les 2e, 6e et 7e divisions ; quand il eut achevé les redoutes et les ouvrages de la ligne d'investissement, il partit, laissant les Espagnols seuls devant la place, sous les ordres du général O'Donnel.

(2) Il s'était approché de Vittoria le 22 au soir.

(3) Ce même jour, Wellington apprit la véritable position de Clausel.

(4) Il arriva à Tudela le 27 au soir ; de là il voulut se rendre à Olite et à Taffala ; mais, prévenu à temps que Wellington l'y attendait, il repassa l'Èbre et marcha en toute hâte sur Saragosse.

(5) On lui avait envoyé le billet suivant de Clausel, écrit en chiffres, et dont le porteur était tombé entre les mains des Espagnols.

23 juin.

Sire.....

« Je me suis porté, hier 22, à une demi-lieue de Vittoria, par la route de la Guardia. Si j'apprends que Votre Majesté se trouve vers Salvatierra, ou dans la vallée d'Araquil, je m'y rendrai en traversant les montagnes ; dans le cas contraire, je me porterai sur Pampelune. »

(6) *Memoirs of the war*, p. 105.

effet, exerçant la même influence sur la marche des deux armées, ne peuvent être invoqués par l'une d'elles comme un empêchement absolu à la poursuite de l'autre. Plus admissible, à coup sûr, serait une explication basée sur la différence que présentaient les soldats anglais et français, au point de vue de l'aptitude physique, des ressources en vivres, habits, chaussures, etc.

Quoi qu'il en soit, le général Clausel parvint à se retirer sain et sauf du mauvais pas où il se trouvait; et Wellington, à partir de ce moment, s'adonna exclusivement aux soins que réclamaient les siéges de Pampelune et de Saint-Sébastien.

Ainsi finit la mémorable campagne de 1813, qui porta les alliés au sommet des Pyrénées, et renversa définitivement le trône mal étayé de Joseph. En moins de six semaines, les Anglais avaient fait deux cents lieues dans un pays accidenté, traversé six grandes rivières, investi deux places et repoussé de l'Espagne 120,000 Français : résultat immense, qu'ils n'auraient pas obtenu si Joseph avait suivi les instructions de l'empereur, ou s'il s'était arrêté sur le Carion et la Pisuerga assez longtemps pour donner à Foy et Clausel le temps de le rejoindre.

En quittant Madrid et en concentrant toutes ses forces à Burgos, le roi ne fit que se conformer aux principes de la stratégie; mais en acceptant la bataille sans Foy et Clausel, dans le bassin de Vittoria, après avoir abandonné d'excellentes et fortes positions, il commit une faute impardonnable. L'armée française eut mieux fait de se retirer franchement sur Bayonne et de se baser sur cette ville, ainsi que l'avait conseillé Jourdan, ou de marcher parallèlement à l'Èbre jusqu'à Saragosse, pour donner la main à Suchet et

tomber sur les alliés, aussitôt qu'ils auraient été à 150 lieues de leurs dépôts. Ce dernier plan fut préconisé par les officiers les plus distingués de l'état-major de Joseph. Tous étaient convaincus que Wellington n'oserait pas s'avancer dans les Pyrénées en laissant des forces aussi considérables derrière lui; et de fait, l'importance qu'il mit à éloigner Foy et Clausel semble justifier cette opinion. Mais le roi et Jourdan ne croyaient pas un mouvement de retraite sur Saragosse exécutable dans les circonstances où ils se trouvaient; ils craignaient en outre de perdre leur grande communication avec la France, et de laisser Foy abandonné à lui-même dans les provinces insurgées du Nord. Cette crainte était fondée, et cependant le roi eût bien fait de n'en pas tenir compte, puisque le plan suivi donna des résultats si désastreux. Au reste, l'incapacité militaire de Joseph se révéla plus encore dans l'exécution que dans la combinaison des mouvements.

Bien différente sous ce rapport fut la conduite de Wellington : sa marche de concentration sur le Douro, les mouvements à l'aide desquels il tourna l'Èbre et le soin qu'il prit de former une nouvelle base d'opération sur la côte d'Espagne, doivent être loués comme de belles applications des principes de la stratégie (1). On lui a reproché cependant d'avoir fait un mouvement rétrograde pour éloigner de ses flancs Clausel et Foy, au lieu de marcher sur Bayonne, qui n'était pas en état de se défendre (2); mais cette critique

(1) « Les mouvements de lord Wellington, dans le commencement de cette campagne, dit le général Sarrazin, sont un chef-d'œuvre de stratégie; il n'ambitionne point le triomphe éphémère d'entrer à Madrid; il prend des positions solides qui forcent les Français à évacuer cette capitale; il menace tout leur flanc droit, depuis Santander jusqu'à Valence; il s'approche de Burgos, où était un dépôt immense de munitions; il a même la hardiesse de pousser la gauche de son armée jusque sur la ligne d'opération des Français, etc. » — P. 336.

« La marche du général anglais, sur la rive droite du Douro, fut savamment calculée, mais ses manœuvres dans la journée de Vittoria ne méritent pas tout à fait les mêmes éloges. Les Français furent mal attaqués et encore plus mal poursuivis. » *Vict. et conq.*, t. XXII, p. 251.

(2) Les auteurs français assurent que Bayonne n'était pas tenable, mais Wellington pouvait ignorer cette circonstance.

tombe devant la considération que l'armée alliée était hors d'état de continuer la campagne, surtout dans les Pyrénées, où elle aurait éprouvé beaucoup de fatigues, de dangers et de privations. « Mes soldats, écrivait Wellington, au lieu de pré-
« parer leur nourriture et de se reposer après la bataille de
« Vittoria, se dispersèrent pendant la nuit pour se livrer
« au pillage; ils se fatiguèrent tant, qu'il leur fut impos-
« sible de soutenir une marche difficile; il en résulta que
« l'armée victorieuse compta plus de traînards que l'armée
« vaincue. Dix-huit jours après la bataille, 12,500 hommes
« (presque tous Anglais) étaient encore absents, la plupart
« maraudant dans les montagnes... »

D'un autre côté, le système de guerre de Wellington ne comportait pas une opération aussi hardie que l'invasion de la France, dans l'état d'incertitude où se trouvaient les affaires d'Allemagne (1). Un armistice venait d'être conclu, et il n'était pas impossible que cet armistice fût suivi d'une paix à laquelle l'Angleterre n'eût point adhéré; or, dans ce cas, l'empereur aurait pu diriger toutes ses forces contre l'armée de la Péninsule. Il était donc prudent d'établir solidement l'armée anglaise dans les Pyrénées, et de lui assurer un bon port. Quelle n'eût pas été, en effet, la situation de Wellington au delà des frontières, si le roi se fût retiré par Jacca sur l'armée de Suchet, et si Foy et Clausel se fussent emparés des trophées de Vittoria, gardés par une seule division anglaise! Même avec toute la sagacité qu'il montra dans la suite, Wellington eût été battu, si le duc d'Albuféra et Clausel s'étaient portés de concert sur son flanc droit, quand Soult l'attaqua de front : or, en envahissant la France, au lieu de Soult avec l'armée de Joseph, c'était peut-être l'empereur avec l'armée

---

(1) Voir les *lettres de Wellington*, du 8 juillet 1813, *au général Bentinck*, et du 12 juillet *au comte Bathurst*.

de Bautzen qu'il aurait eu sur les bras (1); cette considération suffit pour justifier la lenteur du duc après le combat du 22. Il ne s'était pas attendu, d'ailleurs, à ce que les Français, par leurs fautes, lui permissent d'aller si loin; ses préparatifs n'avaient été faits qu'en vue du siége de Burgos.

Pour assurer sa nouvelle base, Wellington résolut de s'emparer de Saint-Sébastien (2); et, pour garantir son flanc droit, il envoya O'Donnel, avec des troupes espagnoles et portugaises, bloquer Pampelune. Les corps des partisans non employés furent mis en observation pour couvrir ce blocus et empêcher la jonction du duc d'Albuféra et de Clausel à Saragosse. Enfin, sir John Murray fut chargé de tenir Suchet en haleine par des opérations en Catalogne (3).

Murray était parti le 21 mai d'Alicante pour assiéger Tarragone; mais, soit faiblesse, soit incapacité, à l'approche de l'armée du duc d'Albuféra, il avait abandonné son équipage de siége et rembarqué ses troupes dans le plus grand désordre (le 12 juin), mettant par cette retraite le général Copons dans une situation fâcheuse (4). William Bentinck, qui lui succéda dans le commandement de l'armée anglo-sicilienne, montra sinon plus d'intelligence, au moins plus de résolution et d'énergie. Il investit Tortose, força le

---

(1) Wellington avait écrit le 20 juillet au général lord Bentinck : « Si la guerre se rallume dans le Nord, je ferai très-bien de m'avancer en France, et je pourrai sans doute m'y établir. Si elle ne se rallume point, je n'irais en France que pour m'en faire chasser... Dans ce cas, je me propose de me rendre maître de toutes les garnisons de l'Aragon, de manière à me joindre plus étroitement à vous, en maintenant toutefois le blocus de Pampelune. » — Voir aussi sa *lettre* du 22 novembre 1813 *au général Dumouriez*.

(2) Cette place était alors bloquée par Mendizabal.

(3) Wellington lui avait donné, le 14 avril 1813, des instructions très-précises et fort bien conçues, mais qui furent mal exécutées.

(4) Murray fut, pour ce double fait, traduit devant une cour martiale, qui, tout en le déclarant non coupable, blâma sa conduite comme imprudente et peu judicieuse. Wellington énuméra, dans sa *lettre* du 8 août 1813 *au colonel Torrens*, toutes les fautes commises par Murray, et montra combien ce général s'était écarté de ses instructions. Consultez également sa *lettre* du 1er juillet *à John Murray*, et celle écrite, le 19 août, par *Suchet au duc de Feltre*. — BELMAS, t. I, p. 699.

duc d'Albuféra à détruire les ouvrages de Tarragone, et parvint à tenir l'armée d'Aragon éloignée de la Navarre. Avant son arrivée, le duc del Parque, contrairement aux ordres de Wellington, avait fait un mouvement offensif de concert avec Elio, et s'était fait écraser par le général Harispe à Alcira, sur le Xucar (9 juin 1813). Suchet aurait complété cet avantage si la nouvelle de la bataille de Vittoria n'était venue déranger ses plans. Il abandonna Valence le 5 juillet (1), et marcha avec 20,000 hommes d'excellentes troupes sur Saragosse pour se réunir à Clausel (2). Mais, avant d'atteindre cette ville, il apprit que Clausel s'était porté sans nécessité (3) sur Jacca, et que les partisans de Mina assiégeaient le château de Saragosse. Au lieu de dégager immédiatement ce point et de faire une démonstration sur le flanc droit de Wellington (4), Suchet concentra toutes ses forces entre Caspe et Tortose (le 12 juillet); faute grave, dont les conséquences ne tardèrent point à se faire sentir. Le château se rendit le 30, et le fort Daroca le 11 du mois suivant. Dès lors il fallut renoncer au projet de jonction avec Clausel et à toutes les espérances que ce projet avait fait naître. L'armée d'Aragon passa l'Èbre les 14 et 15 août à Tortose et alla s'établir aux environs de Tarragone. « On s'étonne, dit Napier, qu'un général jouissant d'une si haute réputation ait, dans des circonstances critiques, laissé sans emploi des forces aussi imposantes. »

Il est vrai que Suchet avait plus de 27,000 hommes dans

---

(1) Lord Bentinck y entra le 9.

(2) L'armée d'Aragon avait alors 12 à 13,000 hommes dans les places. Suchet voulait conserver le royaume de Valence pour faciliter les négociations générales, en trompant les alliés sur la force réelle des Français en Espagne. Il affaiblit en conséquence son armée active, mesure qui influa d'une manière fâcheuse sur l'ensemble des opérations.

(3) Il n'était alors poursuivi que par les troupes de Mina.

(4) Ses 20,000 hommes, joints à la division Paris et aux troupes de Clausel, lui auraient permis de jeter une armée de 40,000 combattants sur le flanc des alliés, au moment où Soult les attaquait de front. Évidemment le général anglais n'eût pas résisté à ce coup.

les places fortes (1); mais il lui en restait encore 32,000 disponibles (2) quand la guerre se décida en Navarre. Si donc avant la fin de juillet il avait marché sur cette province par l'Aragon, l'armée anglo-portugaise eût été infailliblement écrasée (3).

A cette époque, les alliés firent transporter à Bilbao, à Santander et à la Corogne les établissements militaires et les approvisionnements du Portugal (4). Saint-Sébastien devai compléter leur ligne de dépôts, et c'est ce qui engagea Wellington à en faire le siége immédiatement.

La forteresse de Saint-Sébastien est bâtie sur une presqu'île au pied du mont Orgullo, sur lequel se trouve le château de la Mota, servant de réduit. La partie nord était couverte par l'Uruméa et le côté sud par la mer. Les fortifications étaien composées d'une double enceinte avec contrescarpe, chemin couvert et glacis, excepté dans le sens de la longueur de la presqu'île, où elles ne présentaient qu'une seule enceinte rendue inaccessible par les eaux. Dans cette partie, l'escarpe était découverte jusqu'au pied et vue entièrement d'une chaîne de hauteurs situées sur la rive droite de l'Uruméa, à la distance de 6 ou 700 verges. Le défaut de terre pour couvrir cette portion de l'enceinte avait d'autant plus d'inconvénients, que l'Uruméa était guéable pendant plusieurs heures à chaque marée, et que les eaux en se retirant laissaient à sec, sur la rive gauche de la rivière, un espace considérable, par où les troupes pouvaient monter à l'assaut (5).

(1) Dans ce chiffre est compris l'effectif de la division Paris.

(2) L'armée d'Aragon avait à cette époque 32,362 hommes et 4,910 chevaux présen … l'effectif; l'armée de Catalogne 29,010 hommes et 1,869 chevaux.
État de situation, juillet 1813.

(3) Il faut noter cependant que Suchet, à cette époque, ignorait que Soult avait pri … commandement de l'armée d'Espagne et faisait des préparatifs pour secourir Pampel … Il n'en aurait pas moins dû marcher en avant, pour empêcher Wellington de tirer part … la bataille de Vittoria.

(4) Les Français occupaient encore Santona, et leurs corsaires interceptaient les communications le long de la côte d'Espagne.

(5) JONES, p. 289.

La garnison, forte d'abord de 2,300 hommes, fut portée à 3,000 hommes, le 27 juin, par un détachement de la division Foy. Il lui manquait des abris pour les malades, des approvisionnements, du bois pour palissades et de l'eau potable. L'aqueduc servant à l'alimentation des réservoirs publics avait été coupé dès le premier jour par les alliés, et les puits qui auraient pu y suppléer étaient envasés, ou ne fournissaient qu'une eau saumâtre. La plus grande confusion régnait dans la ville; et tant de fuyards s'y étaient retirés, que le gouverneur (général Rey) fut obligé d'expulser toutes les bouches inutiles. Les fortifications étaient en mauvais état (1), les approvisionnements de siége et le matériel insufisants; le personnel était plus insuffisant encore, puisqu'il ne comportait que 100 artilleurs pour le service de 76 bouches à feu (2); par compensation, les habitants étaient bien disposés, «ils montraient un dévouement sans bornes pour les Français (3). »

Le 28, la place fut bloquée du côté de terre par 7 à 8,000 Espagnols, sous Mendizabal, que suivaient à petite distance 9 à 10,000 Anglo-Portugais, commandés par le général Graham.

En ce moment, l'artillerie destinée au siége se trouvait encore sur les vaisseaux dans le port du Passage; elle consistait en 34 bouches à feu (4), pourvues d'un approvisionnement limité entre 500 et 1,500 coups par pièce.

Le général Rey mit un bataillon dans le couvent Saint-

---

(1) Voir le *Rapport* du chef de bataillon du génie Pinot, *au ministre de la guerre* (27 juin 1813), et celui du général Rey au même (29 juin). D'après Belmas (p. 650), la place était réputée pouvoir tenir 8 ou 10 jours contre des moyens d'attaque ordinaires.

(2) Des 76 bouches à feu, 13 occupaient les batteries du mont Orgullo. Le 1er Juillet, il arriva encore une cinquantaine de canonniers par mer.

(3) Belmas, p. 594.

(4) A savoir : 20 pièces de 24, approvisionnées à 1,500 coups, 6 obusiers de 8 pouces, approvisionnés à 1,000 coups, et 8 mortiers approvisionnés à 500 coups. Jones. *Journaux des siéges*, p. 288. Les assiégés avaient, dans le commencement, 76 pièces en batterie. Ils en reçurent d'autres par mer, après l'ouverture de la tranchée.

Bartholomé, à l'entrée de la presqu'île; 40 hommes dans la tête de pont de Santa-Catalina et dans le couvent de San-Francisco, sur la droite de l'Uruméa, et 25 hommes dans l'île Santa-Clara, dont la chapelle fut convertie en blockhaus. Le 28, il fit brûler les deux faubourgs de Saint-Martin et de Sainte-Catherine, qu'on n'avait pas eu le temps de démolir. Enfin, tous les bras disponibles furent requis pour fortifier les ouvrages du château de la Mota et d'autres points de la place.

Le 29, à 7 heures du soir, les assiégeants firent une tentative infructueuse pour enlever de vive force le couvent de Saint-Bartholomé.

Le 3 juillet, la marine anglaise vint bloquer le port, mais elle n'avait pas assez de bâtiments pour empêcher les marins de Saint-Jean-de-Luz de s'introduire de temps en temps dans la place à la faveur de l'obscurité.

Le 7, les Espagnols démasquèrent une batterie qui tira sans résultat à boulets rouges sur le couvent Saint-Bartholomé.

Le 9, l'arrivée des troupes de Graham permit de resserrer les lignes d'investissement. Aussitôt Wellington quitta Ernani pour faire la reconnaissance de la place et déterminer le choix du front d'attaque. Il adopta, sur l'avis du major Smith, le plan qu'avait suivi le maréchal Berwick au siége de 1719, plan basé sur la possibilité d'approcher à marée basse de la partie nord-est de l'enceinte, et de battre en brèche l'escarpe d'une chaîne de hauteurs située sur la rive droite de l'Uruméa.

Napier trouve ce plan extrêmement défectueux. Il est certain qu'une attaque régulière dans la presqu'île aurait conduit plus sûrement au but; mais, — nous ne saurions trop le répéter — les ingénieurs anglais n'avaient pas le moyen de réduire une place par la méthode de Vauban. Ils devaient donc forcément donner beaucoup au hasard et préférer les attaques promptes, toujours meurtrières, aux attaques mé-

odiques, possibles seulement avec un matériel et un per-
nnel convenables.

Dès que les Anglais eurent dévoilé leur plan, la garnison
un retranchement en arrière de la muraille et pratiqua des
éneaux dans toutes les maisons ayant vue sur l'emplace-
ent présumé de la brèche.

Le 14, Wellington reprit le chemin d'Ernani, confiant la
rection des travaux à Graham, qui, le même jour, par un feu
utenu, parvint à faire brèche au couvent de Saint-Bartho-
mé. Le lendemain, à une heure, trois colonnes essayèrent
enlever ce couvent ainsi que les petits postes qui le soute-
ient; mais, attaquées avec une extrême vigueur, ces co-
nnes ne tardèrent point à rebrousser chemin. Une sortie de
garnison compléta cet échec, qui coûta aux alliés plus de
0 hommes (1).

Le 16, les batteries d'attaque parvinrent à mettre le feu au
uvent; l'incendie se propagea si rapidement, que le soir il
restait plus qu'une moitié de l'édifice, et que la garnison
sur le point de l'abandonner.

Le 17, on fit une nouvelle tentative avec trois colonnes,
us les ordres des généraux Oswald, Hay et Bradford (2). La
onne de droite attaqua la lunette du cimetière, celle du
itre le couvent, et celle de gauche les petites maisons cré-
lées. Les Français présentèrent une résistance vigoureuse;
anmoins ils furent obligés de battre en retraite avant même
voir fait jouer les fougasses préparées sous les murs du
uvent. Cette lutte dura quatre heures; elle fut secondée de
rt et d'autre par l'action de 60 bouches à feu (3).

) D'après Belmas, les alliés laissèrent 150 morts sur le terrain, tandis que les Français
urent que 8 tués et 59 blessés.

) *Lettre de Graham au duc de Wellington*, 18 juillet 1813.

) Elle coûta aux Français 40 hommes tués et 200 blessés. Les Anglais, qui avaient mis en
e 6,000 hommes, firent des pertes plus considérables; ils laissèrent, en outre, 14 hommes
re les mains de l'ennemi.

Après l'enlèvement de Saint-Bartholomé, Graham fit battre le front en terre de la place, tout en continuant l'attaque principale sur la rive droite de l'Uruméa.

Le 20 au matin, 30 pièces ouvrirent le feu contre le mur non terrassé.

Le lendemain, la place fut sommée de se rendre; mais, fidèle à son devoir, le gouverneur repoussa énergiquement cette sommation.

Le 22 au soir, le mur était battu en brèche et renversé sur une étendue de 50 mètres.

Wellington, dans ces entrefaites, était revenu d'Ernani, et avait visité les travaux en détail.

D'après ses ordres, une nouvelle brèche de 10 mètres de largeur fut ouverte le 23, entre la tour Los-Hornos et le bastion Saint-Elme. Presque au même instant, le feu prit aux maisons crénelées en arrière de la grande brèche. Comme on n'avait pas assez d'eau dans la place, l'incendie se propagea rapidement: ce fut une circonstance fâcheuse pour les défenseurs; ils comptaient occuper ces maisons pendant l'assaut (1).

Les ingénieurs avaient profité d'un aqueduc pour établir une mine sous le terre-plein du chemin couvert. Cette mine fit explosion le 25 de grand matin; elle renversa la contrescarpe dans le fossé. Les colonnes anglaises débouchèrent aussitôt de la parallèle et se portèrent vivement à l'attaque des brèches (2). Pour y atteindre, elles devaient traverser un espace de plus de 200 mètres, coupé de flaques d'eau, et parsemé de rochers couverts de plantes marines qui les rendaient fort glissants. Elles devaient en outre longer la fausse-braie

---

(1) Après l'incendie des maisons crénelées, les défenseurs allèrent occuper des postes en arrière, dont ils ne purent tirer aucun parti.

(2) D'après Belmas, cette attaque fut combinée avec une escalade contre l'ouvrage à cornes. « Les échelles, dit-il, furent renversées, et le plus grand désordre se mit dans la colonne, « qui fut obligée de se retirer, après avoir essuyé une perte énorme. »

Le colonel ingénieur Jones ne fait aucune mention de cette attaque.

le la branche gauche de l'ouvrage à cornes, d'où l'on pou-
/ait lancer sur les assaillants une grêle de projectiles.

Les Français laissèrent avancer la colonne, forte de
2,000 hommes, jusqu'à ce que sa tête eût atteint le pied de
a brèche; puis, à un signal donné, ils dirigèrent sur son
ront et sur ses flancs une quantité innombrable de bombes,
l'obus et de grenades, dont l'effet meurtrier se combina avec
:elui de la mitraille, vomie par un bastion, deux tours et
ın cavalier. Surprise, écrasée par cette tempête, la colonne
;'arrête, se divise, se trouble; les plus braves montent à la
ɪrèche, où ils trouvent la mort; les autres hésitent et fuient.
.e désordre alors devient si grand, qu'il est impossible à
Graham de faire avancer les colonnes tenues en réserve.
.es morts, les mourants, les blessés et les fuyards roulent
:onfondus sur les pierres glissantes que la mer vient à peine
le quitter. Un grand nombre d'Anglais se précipitent dans les
lots pour échapper à la mitraille, et trouvent ainsi la mort
n voulant l'éviter. Enfin, Graham ayant perdu l'élite de ses
roupes, se décide à battre en retraite; le carnage cesse...

Bientôt les scènes de destruction font place à un spectacle
ouveau, touchant, admirable! Les soldats de la garnison se
récipitent à l'envi du haut des brèches et de la fausse-braie
ɔur aller porter secours aux blessés : amis et ennemis sont
;alement relevés et accueillis. Ces mêmes Anglais qui peu
instants auparavant étaient repoussés avec toute l'intrépi-
té du désespoir, sont maintenant soignés par leurs vain-
ıeurs avec la sollicitude que l'on témoignerait à des com-
ıgnons d'armes. On s'empresse de les retirer d'entre les
orts; un premier pansement est appliqué sur leurs bles-
ıres, et, par un rapprochement bizarre, on les transporte
ır ces mêmes échelles qu'ils avaient préparées pour donner
assaut à la place. Le général Rey, sur la brèche, dirige et
ncourage cet élan d'humanité, tandis que le général anglais,
vec plusieurs de ses officiers, placé sur l'épaulement d'une

tranchée, exprime hautement sa surprise et son admirati
d'une pareille conduite (1).

Cette affaire coûta aux Anglais 400 blessés et 100 tués (
parmi lesquels le chef ingénieur colonel Fletcher. Les Fra
çais n'eurent que 18 tués et 49 blessés (3).

Le général Rey accorda aux assiégeants un armistice
quelques heures pour enlever leurs blessés et enterrer leu
morts que la marée montante eût engloutis.

Napier attribue l'échec de Graham aux mauvaises dispo
tions prises pour l'attaque : « Ni les instructions de Wellin
ton, dit-il, ni le plan du major Smith ne furent suivis. L'ex
cution manqua de vigueur et d'ensemble, et le commandeme
d'intelligence. Les officiers du génie se firent tuer ; mais a
cun général, aucun officier d'état-major ne sortit des tranché
pour se mettre à la tête des colonnes. La plupart condan
naient d'ailleurs le mode d'attaque irrégulier que l'on av
adopté, et cette opinion, connue des soldats, exerça quelq
influence sur leur moral. »

Lord Wellington, arrivé de Lazaca le 26 à deux heu
du matin, aurait renouvelé l'attaque, si le manque de m
nitions ne l'avait obligé d'attendre un approvisionneme
supplémentaire de poudre et d'artillerie, demandé au go
vernement anglais depuis un mois (4) ; le lendemain,
reste, on l'informa que Soult, après avoir chassé devant
l'armée d'observation, avait franchi les Pyrénées et se di
geait sur Saint-Jean-Pied-de-Port. Cette nouvelle oblig
Wellington à convertir immédiatement le siége en bloc

---

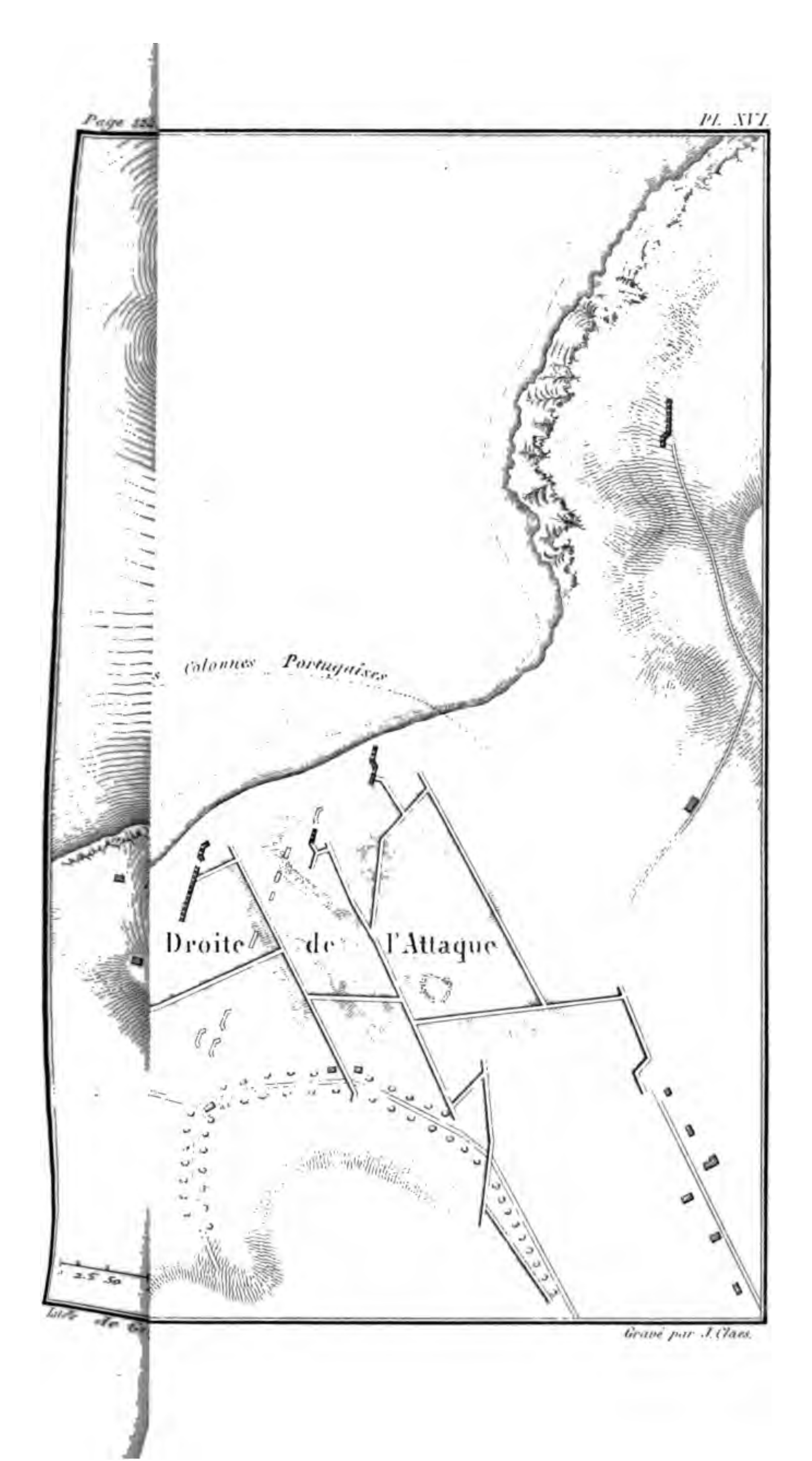
(1) *Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 272.

(2) D'après Jones. Le major Belmas évalue les pertes à 2,000 hommes, dont 118 furent
prisonniers ; ce chiffre est exagéré.

Le comte Toréno estime les pertes à 49 officiers et 520 hommes tués, blessés ou p
les *Victoires et conquêtes*, à 900 tués et blessés, non compris plusieurs centaines de
sonniers.

(3) D'après Belmas. Quelques auteurs estiment les pertes des Français à 250 hommes.

(4) Voir sa *lettre au comte Bathurst*, 1er août 1813.


Page 222
Pl. XVI.
Colonnes Portugaises
Droite de l'Attaque
25 50
Gravé par J. Claes.

pour rendre disponible une partie des forces de Graham (1).

Les assiégés profitèrent de ce délai pour éteindre l'incendie qui s'était déclaré dans la ville, améliorer la défense de la brèche et des remparts contigus, réparer le matériel, construire des barricades, etc. A l'exception d'une sortie qui eut pour résultat la prise de 189 soldats alliés, et la destruction d'une partie des travaux d'approche (2), il ne se fit rien de remarquable pendant trois semaines.

De temps à autre seulement, il arrivait des navires de Saint-Jean-de-Luz qui apportaient aux assiégés des outils, des provisions et des renforts.

Le 15 août, on célébra dans la place la Saint-Napoléon avec un éclat extraordinaire. Pendant toute la journée, le son des cloches se mêla aux cris joyeux de la garnison; à la nuit tombante le château fut illuminé, et du camp des alliés on vit briller sur les remparts, en grandes lettres flamboyantes, les mots : *Vive l'Empereur!*

Graham crut le moment favorable pour tendre une surprise, mais cette opération ne réussit pas mieux que les précédentes (3).

---

(1) Jones ne signale pas ce départ d'une fraction de l'armée de siége; il dit que ce fut Graham et non Wellington qui, le 28, apprenant l'attaque de Soult contre les alliés (attaque dont il ignorait encore le résultat), fit embarquer les bouches à feu et le parc, et convertir le siége en blocus.

(2) Cette sortie eut lieu le 27 juillet.

(3) Les alliés avaient perdu jusque-là, devant Saint-Sébastien, 1,300 hommes, non compris ceux tués pendant le blocus (sous Mendizabal).

D'après un *état des pertes* cité par Gurwood, le nombre des tués, du 7 au 27 juillet, s'éleva à 204, celui des blessés à 774, et celui des manquants à 300.

CHAPITRE XII.

CAMPAGNE DES PYRÉNÉES. — 1813.

SAINT-SÉBASTIEN.

CHAPITRE XII.

SOMMAIRE :

né commandant en chef de l'armée d'Espagne. — Activité — Son mouvement offensif pour délivrer Pampelune et en. — Combats de Roncevaux et de Maya. — Bataille de Retraite de Soult. — Considérations qui déterminent Wel-ıettre l'invasion de la France au printemps prochain.— Soult onde fois l'offensive.— Attaque de San-Martial.— L'insuccès ȷue engage le duc de Dalmatie à rester sur la défensive. ıint-Sébastien. — Wellington, assuré de ce point d'appui, se :her en avant. — Passage de la Bidassoa. — Les alliés se pénétrer en France. — Situation générale de la Péninsule.

, en apprenant la nouvelle du désastre de Vittoria, et Jourdan de leurs fonctions, et nomma Soult en chef des armées de la Péninsule (1). Le duc se rendit à son poste le 13 juillet, et, dix jours ı un ordre du jour pompeux, où le roi est qua-ral incapable, et sa retraite de fuite honteuse.

---

lon était datée de Dresde, le 1er juillet 1813.
ıe de foi affirme que Napoléon, prévoyant le cas où Joseph refuserait de ın commandement, avait autorisé, par lettres du 1er juillet, l'archi-istres de la guerre et de la police à recourir à la force, si cela était né-EAU, t. IX, p. 327.

L'armée comptait alors 77,500 hommes, dont 7,000 de cavalerie (1); son administration était désorganisée, son moral affaibli, et sa discipline relâchée. Mais Soult, à peine arrivé, lui communiqua une impulsion vigoureuse, et parvint même à lui donner une certaine confiance dans le succès des opérations. Jamais, dans sa longue et brillante carrière, il ne montra plus de talents, de résolution, de patriotisme (2).

Le duc de Dalmatie aurait voulu avoir quelques semaines devant lui pour rétablir entièrement l'ordre, compléter le matériel et assurer sa base d'opérations; mais l'empereur exigea qu'il prît immédiatement l'offensive. En conséquence, tout fut préparé pour commencer le mouvement général dans la journée du 16 juillet.

Clausel, qui commandait l'aile gauche, se trouvait à Saint-Jean-Pied-de-Port; Drouet, avec le centre, occupait les hauteurs près d'Espelette et d'Ainhoé; Reille, avec l'aile droite, se tenait sur les montagnes qui dominent Véra. Enfin la réserve, sous les ordres de Villatte, gardait la Bidassoa, depuis la mer jusqu'à Irun. (Voir le *Plan* n° 17.)

L'armée alliée chargée de couvrir le blocus de Pampelune et le siége de Saint-Sébastien, occupait les gorges des montagnes sur une étendue de 20 lieues. Le terrain était si désavantageux, qu'en arrière des gorges il ne se trouvait pas une seule position centrale susceptible d'être défendue par une forte masse de troupes. En outre, les communications entre les divisions anglaises étaient lentes et pénibles, tandis que

---

(1) 1,700 hommes, compris dans cet effectif, étaient répartis entre les garnisons de Pampelune, Saint-Sébastien, Santona et Bayonne.

Le nombre des bouches à feu de campagne s'élevait à 86.

(2) Pour être juste cependant, il faut dire que le roi et Jourdan, après la bataille de Vittoria, firent de louables efforts pour améliorer le personnel et le matériel de l'armée. Quand Soult arriva, le changement était déjà notable.

Lapène, p. 53 et suivantes, énumère toutes les mesures que prit le maréchal pour compléter et réorganiser le personnel et le matériel de son armée.

Le même écrivain porte à 60,000 hommes l'effectif de l'armée de Soult en juillet 1813. P. 64.

celles entre les corps français, sur le front des passages, étaient courtes et faciles (1).

La brigade de Byng et la division espagnole de Murillo, formant l'extrême droite des alliés, occupaient la passe de Roncevaux. La division Cole était stationnée à Biscaret pour appuyer ces troupes, et la division Thomas Picton se trouvait en réserve à Olaque.

Sir Rowland Hill occupait la vallée de Bastan, ayant la brigade Walker et les compagnies légères de la brigade Pringle dans le Puerto de Maya. Le reste de la seconde division (Stewart) était en réserve dans la vallée. La division portugaise du comte Amarante (Sylviera), faisant également partie du corps de Hill, se trouvait à 5 lieues sur la gauche de Roncevaux. La brigade portugaise de Campbell était détachée à Los Alduides (ou les Aldudes), poste situé sur le territoire français. La division légère (Alten) et la 7me division (Dalhousie) occupaient Véra et les hauteurs de Santa-Barbara, situées sur la droite de cette ville, ainsi que le Puerto de Echallar; enfin la 6me division (Packenham) était en réserve à San-Estevan.

Les troupes de Longa établies à Véra communiquaient par leur droite avec la division espagnole de Giron, campée sur la grande route, et, par leur gauche, avec le corps du général Graham, occupé au siége de Saint-Sébastien (2).

Après avoir examiné attentivement la position des alliés, le maréchal Soult résolut d'opérer par sa gauche pour délivrer Pampelune, et de s'emparer ensuite de la route d'Irurzun pour tomber en masse sur les divisions du centre, à mesure qu'elles descendraient des montagnes, ou pour menacer les derrières de l'armée occupée au siége de Saint-Sébastien,

---

(1) *Wellington au comte Bathurst*, 1er août 1813.
(2) Voir SHERER, t. II, p. 242.

pendant qu'un corps d'observation laissé sur la Basse-Bidassoa attaquerait cette armée de front. « Cette manœuvre devait avoir pour résultat la levée du siége de Saint-Sébastien, du blocus de Pampelune, et probablement de celui de Santona. L'armée française, concentrée dans un pays riche, ayant ses communications assurées avec Suchet, pourrait alors concourir aux opérations de ce maréchal, ou poursuivre ses propres opérations (1). »

Wellington avait en ce moment 57,000 Anglo-Portugais (2) et 25,000 Espagnols réguliers. Les partisans occupaient les environs de Saragosse et de Daroca.

Suchet, dont l'arrivée opportune eût détruit les chances favorables des alliés, opérait alors tranquillement sa retraite sur la Catalogne.

Le maréchal Soult se trouvait par conséquent dans une position difficile, obligé de prendre l'offensive contre un adversaire plus fort que lui, et qui avait pris d'excellentes mesures pour le recevoir. Il parvint néanmoins à lui donner le change par d'habiles et promptes démonstrations sur la droite des alliés.

Wellington, occupé à réunir 60,000 combattants (3) et 66 bouches à feu, pour forcer les défilés de Roncevaux et de Maya, prit ces démonstrations pour une feinte, croyant que le véritable but de l'ennemi était de faire lever le siége de Saint-Sébastien. Le maréchal résolut de profiter de cette erreur pour brusquer le passage des gorges; il y serait parvenu, selon toute probabilité, si Reille et le comte d'Erlon avaient mieux suivi ses instructions (4), et surtout si un épais brouillard, tou-

(1) Napier, t. XI, p. 129.

(2) Dont 7,000 cavaliers. Dans ces chiffres ne sont pas compris les officiers, les artilleurs, les soldats du génie, et ceux de l'ambulance, que les Anglais n'ont pas l'habitude de porter sur leurs états de situation.

(3) En y comprenant la cavalerie, la garde nationale et les gendarmes.

(4) Reille perdit un temps précieux à incorporer des bataillons de conscrits dans ses divisions, et le comte d'Erlon exécuta ses opérations avec une lenteur extrême.

ours dangereux en pays de montagnes, n'avait empêché, pen-
lant deux jours, ses troupes d'avancer (1). Néanmoins, le 25 au natin, Soult obligea le général Cole, tourné dans sa position le Roncevaux, à rétrogrer vers Zubiri; dans l'après-midi du nême jour, il força sir Rowland Hill, qui défendait Puerto le Maya (au débouché de la vallée de Bastan), à se retirer ers Irurita (2). Sur ce dernier point, la lutte fut très-vive; elle oûta au général anglais 2,000 hommes et 4 pièces de anon (3). Après ce premier succès, le maréchal Soult se irigea sur Pampelune, par un chemin que dominaient de ortes positions défensives. Cette ville était alors bloquée ar 11,000 hommes (4), sous les ordres d'O'Donnel, et aux-
uels s'étaient jointes, dans la journée du 26, les troupes de ;ole et de Picton, qui avaient eu le bonheur d'échapper aux 'rançais.

Wellington apprit ces événements dans la nuit du 25 au 6 (5). Il donna aussitôt l'ordre de concentrer son armée ur la droite, pour assurer le blocus de Pampelune, sans bandonner cependant les travaux de Saint-Sébastien. Toutes es forces disponibles furent à cet effet dirigées sur Pam-
elune, et, afin qu'il n'y eût pas d'erreur, on désigna la

---

(1) Ce brouillard régna le 25 et le 26.

Les pluies, en détruisant les routes, avaient retardé de deux jours la concentration de 'armée à Saint-Jean-Pied-de-Port. Si Soult s'était mis en mouvement le 23, au lieu du 25, la urprise eût été complète.

De Vaudoncourt est trop sévère en attribuant l'insuccès de l'attaque de Soult « à un man-
jue d'ensemble et de vigueur, imputable au général en chef seul. » (T. I, p. 222.)

(2) Ce dernier combat fut assez mal conduit du côté des alliés, qui se laissèrent pour ainsi lire surprendre; mais le courage des soldats anglais y brilla d'un vif éclat.

(3) Voir la *lettre de Wellington au général Graham*, 4 août 1813. Sherer évalue les pertes le Hill à 1,740 hommes (dont 140 prisonniers) et à 4 pièces de canon.

Lapène affirme que les Français eurent ce jour-là 12 à 1,500 hommes hors de combat. — La utte avait duré sept heures.

(4) Y compris la division Carlos, arrivée au dernier moment. Sur ces 11,000 hommes, ',000 pouvaient agir en campagne, 4,000 seulement étant nécessaires pour maintenir le locus.

(5) Un assaut donné à cette place, le 25, avait échoué. Wellington, en partant (le 26 au matin) vait donné à Graham l'ordre de convertir le siége en blocus, d'embarquer son artillerie et es vivres, et de réunir ses troupes à celles de Giron, près de la Bidassoa.

vallée de Lanz, comme la ligne générale du mouvement.

La situation des alliés était en ce moment très-difficile.

Wellington, accompagné d'une seul officier d'état-major, lord Fitzroy-Sommerset, arriva le 27 à Sauroren. Comme il entrait dans ce village, il aperçut les divisions de Clausel qui s'avançaient de Zabaldica, le long de la crête de la montagne. Convaincu dès lors que les troupes alliées étaient coupées dans la vallée de Lanz, il arrêta son cheval, mit pied à terre et écrivit sur le parapet du pont de Sauroren de nouvelles instructions, d'après lesquelles tous les corps engagés dans la vallée devaient tourner à droite. Puis, sans perdre une minute, il reprit seul le chemin de la montagne pour rejoindre ses troupes. Un des bataillons portugais apercevant le premier le général en chef, poussa des cris de joie. Ces acclamations, répétées par les régiments voisins, se prolongèrent sur toute la ligne, et se convertirent en ce cri formidable que les Anglais ont coutume de pousser avant la bataille, et que l'ennemi n'a jamais entendu sans émotion ! Lord Wellington s'arrêta sur un point élevé, désirant que les deux armées eussent connaissance de son arrivée..... De ce point, on lui montra Soult, si rapproché de lui, qu'il pouvait parfaitement distinguer ses traits.

« Le général anglais, dit Napier, fixa attentivement les yeux sur son illustre adversaire, et dit, comme s'il se fût parlé à lui-même : « Nous avons en face de nous un grand général ;
« mais il est aussi prudent qu'habile, et il différera certai-
« nement son attaque pour connaître la cause de ces accla-
« mations ; ce délai donnera à la 6e division le temps d'ar-
« river, et l'avantage sera de mon côté (1). »

Les choses, en effet, se passèrent ainsi. Quand, le 28 au matin, le duc de Dalmatie donna l'ordre d'attaque, la 6e divi-

(1) Napier, t. XI, p. 174. Voir aussi Sherer, t. II, p. 249.

sion était arrivée, et Hill se trouvait en communication avec la gauche de cette division (1).

La veille, Soult avait vainement essayé d'enlever une hauteur importante, occupée par les Espagnols, en avant du centre de la ligne ennemie. Il aurait attaqué ce jour-là, s'il n'avait dû attendre la division d'Erlon, restée en observation près d'Élizondo.

Cette division n'étant pas encore arrivée le 28, et Wellington recevant sans cesse de nouveaux renforts, il fallait agir promptement, accepter la lutte ou battre en retraite. Soult jugea sainement que le premier parti seul était acceptable; il donna donc l'ordre d'attaquer la position des Anglais, qui était forte et bien occupée. Clausel tourna rapidement la gauche et chercha à l'envelopper, mais il fut enveloppé lui-même et forcé de se replier. Ce mouvement ayant été fait trop tôt, il n'y eut pas d'ensemble dans les opérations. Sans doute les soldats français gravirent avec audace les rochers escarpés derrière lesquels se tenaient les alliés, et firent plusieurs charges admirables qui frappèrent d'étonnement leurs adversaires ; mais ces efforts héroïques échouèrent devant l'invincible opiniâtreté de l'armée anglaise.

« Tous mes régiments, dit Wellington, chargèrent à la
« baïonnette, et plusieurs à quatre reprises différentes. Deux
« perdirent, en trois charges, au moment décisif du combat,
« plus de la moitié de leur effectif. »

Cette bataille, que le duc appela *un coup de massue,* fut livrée le jour anniversaire de Talavéra ; elle porte la désignation de bataille de Sauroren, du nom d'un village rapproché du lieu de l'action. Les troupes engagées du côté des Français montaient à 20,000 hommes, et du côté des alliés à

---

(1) La 6e division, forte de 6,000 hommes, arriva dans la matinée du 28; les troupes de Hill, au nombre de 15,000 hommes, n'entrèrent en ligne que le soir, c'est-à-dire après la bataille.

16,000 seulement (1). Les premiers eurent 1,800 blessés et tués; les autres, 2,600.

Les deux armées restèrent en présence le 29, sans tirer un coup de fusil. Vers la fin du jour, celle des alliés, qui la veille comptait à peine 16,000 hommes, fut portée au chiffre de 30,000; d'autres troupes encore approchaient; dès lors, tout danger était passé pour Wellington : Soult le comprit; il se décida immédiatement à battre en retraite. Cependant l'armée française, qui venait d'être renforcée par les 18,000 hommes du comte d'Erlon, avait mieux à faire que de retourner simplement sur ses pas. Soult se proposa donc de dégager ses troupes, tout en les faisant concourir à la délivrance de Saint-Sébastien. Pour cela il fallait écraser Hill, gagner la route d'Irurzun à Saint-Sébastien par Tolosa, ou, en cas d'impossibilité, assurer la concentration de toute l'armée, et donner à la retraite une apparence de mouvement offensif. C'était une opération habile mais dangereuse, en ce qu'elle forçait le duc de Dalmatie à présenter le flanc aux alliés.

Wellington, avec sa pénétration ordinaire, saisit la pensée du maréchal. Il donna, en conséquence, à Rowland Hill l'ordre de tourner la droite de l'ennemi; mais Clausel, qui se trouvait à cette aile, attaqua sir Rowland à Buenza, le délogea de sa position et se jeta derrière son flanc gauche. Cet avantage assurait au duc de Dalmatie une nouvelle ligne de retraite, des communications plus courtes avec Villatte (2), par le défilé de Dona-Maria, et le libre usage de la grande route d'Irurzun à Tolosa, dont il n'était éloigné que de six quarts de lieue.

Wellington découvrit sur-le-champ le côté faible de cette opération, et prit des mesures efficaces pour en tirer parti. Picton reçut l'ordre de pénérer dans la vallée de Zubiri, et

---

(1) Évaluation de Napier.
(2) Ce général était resté avec la réserve sur la Basse-Bidassoa.

de tourner la gauche des Français par la route de Roncevaux; Dalhousie fut chargé d'enlever une hauteur qui défendait leur droite, et Cole eut pour mission de les attaquer de front, dès que l'effet des mouvements de flanc commencerait à se faire sentir.

Dalhousie était appuyé par la 6e division, sous Packenham, et par la brigade Byng, qui avaient pris et débordé le village de Sauroren.

Toutes ces dispositions obligèrent le maréchal Soult à abandonner une position que Wellington qualifia « l'une des « plus fortes qu'il eût jamais vues occupées par des trou- « pes (1). »

Par suite de ce mouvement rétrograde, les 8,000 hommes du général Foy (2) se trouvèrent coupés du reste de l'armée, ce qui réduisit les forces de Soult à 35,000 combattants, dont 15,000 sous les ordres de Reille et de Clausel, extrêmement découragés de l'échec qu'ils venaient d'éprouver. Soult avait le corps de Hill devant lui et 30,000 hommes sur ses derrières; sa situation était donc fort critique. Le seul moyen qui lui restât, pour se dégager, était de se retirer sur San-Estevan, par la gorge de Dona-Maria, opération difficile, et pouvant, en cas d'échec, donner lieu à une catastrophe.

Wellington, jugeant que cette opération lui fournissait une chance de couper la ligne de retraite de Soult, ordonna une manœuvre dont le succès fut tel, que le 31 il occupait, à l'insu de son adversaire, les montagnes que traverse la route d'Élizondo à San-Estevan. L'armée française se trouvait dans

(1) *Lettre* du 1er août *au comte Bathurst*. Les deux combats livrés ce jour coûtèrent aux alliés 1,900 hommes, dont 1,200 Portugais. Les Français eurent 2,000 tués et blessés, et 3,000 prisonniers.—NAPIER.

Sherer évalue les pertes des Français à 8,000 hommes et celles des alliés à 6,000.

(2) Foy était resté, à petite distance, spectateur de la lutte. Dans les 8,000 hommes qu'il commandait se trouvaient beaucoup de fuyards, ralliés chemin faisant.

le voisinage de ce dernier point, entassée au fond d'une étroite et profonde vallée (1)... Encore quelques heures de marche, et les alliés auraient obtenu un résultat décisif. Malheureusement pour eux, trois maraudeurs anglais, par leur imprudence, firent manquer l'opération. Toutefois, la retraite de l'armée française, à partir de ce moment, se fit avec plus ou moins de désordre et de précipitation, par des chemins âpres et encaissés. Une grande partie des bagages tomba entre les mains des alliés, et l'artillerie ne fut sauvée que parce que Soult, après le combat du 28, avait eu la précaution de faire filer la presque totalité de ses bouches à feu par Roncevaux sur Saint-Jean-Pied-de-Port.

Après avoir détaché deux divisions et le corps de Hill pour occuper de nouveau les défilés de Roncevaux, les Aldudes et le col de Maya, Wellington repoussa, le 2 août, avec le reste de ses troupes, le général Clausel des positions d'Echallar et d'Ivantelli. Le même jour, Wellington faillit être enlevé et fait prisonnier par un détachement français, qui le surprit au moment où il examinait ses cartes.

Après ces divers combats, dans l'un desquels (2) on avait vu 1,500 Anglais, de la brigade Barnes, chasser d'une position formidable 6,000 Français (accablés de fatigue, il est vrai, et dépourvus de munitions), l'armée alliée renonça à la poursuite.

De l'aveu même des auteurs français, et, parmi eux, nous citerons le général de Vaudoncourt (trop sévère cependant pour Soult), le duc de Wellington montra plus de vigueur et de talent dans cette première phase de la guerre des Pyrénées que son illustre adversaire.

Les résultats, au surplus, dépassèrent toute attente; car,

(1) Elle avait soutenu, dans la matinée du 31, à Dona-Maria, un combat d'arrière-garde contre Hill.
(2) Combat d'Échallar.

après dix combats livrés en neuf jours, l'armée alliée était parvenue à maintenir sa position dans une contrée où tous les avantages semblaient être pour l'assaillant.

Les pertes totales en tués, blessés et prisonniers s'étaient élevées, du côté des alliés, à 7,300 officiers et soldats, et du côté des Français, à plus de 13,000 (1).

C'est vers cette époque que le duc de Berry écrivit à Wellington pour l'engager à pénétrer en France, lui offrant l'appui de 20,000 partisans qui, au dire de son Altesse Royale, étaient déjà armés et organisés. Le duc envoya (le 8 août) copie de cette lettre à lord Bathurst, en lui exposant les nombreuses raisons qui le portaient à ne pas envahir immédiatement le territoire français. C'étaient les mêmes qui l'avaient déterminé à s'arrêter après le gain de la bataille de Vittoria.

Le cabinet de Londres (2) et les souverains alliés ne goûtèrent pas ces raisons; mais Wellington persista et fit bien, car l'armistice avait été prolongé en Allemagne, et les négociations de Prague avaient révélé un défaut d'entente qui pouvait tourner au préjudice des alliés. « Il me paraît, écrivit

---

(1) Belmas, *Journaux des siéges de la Péninsule.* « Je crois, écrivait Wellington, le 4 août, à Graham, que nous avons 4,000 prisonniers environ. Les officiers français disent qu'ils ont perdu 15,000 hommes... De notre côté, le nombre des morts s'est élevé, je crois, à 6,000. »

D'après *l'état officiel*, donné par Gurwood, il y eut, du 25 juillet au 2 août, 559 Anglais et 22 Portugais tués, 3,693 Anglais et 1817 Portugais blessés, 504 Anglais et 201 Portugais manquants.

Lapène et l'auteur des *Victoires et conquêtes* se trompent en évaluant les pertes des Français, l'un à 6,000 et l'autre à 8,000 hommes. Les chiffres officiels, d'après Belmas, sont 1,908 tués, 8,540 blessés et 2,700 prisonniers.

(2) Voir la *lettre de Wellington à Bathurst*, 22 août 1813.

« Wellington à lord Bathurst (1), qu'il n'y a ni accord, ni « cause commune dans les négociations pour la paix, et quant « aux opérations de la guerre.... je crois qu'il n'existe rien, « si ce n'est des conversations en l'air entre princes. Pour « moi, je ne ferais pas marcher une escouade sur une pareille « donnée.... à moins que je n'en reçusse l'ordre. »

Le duc craignait surtout que Bonaparte ne fît à l'Autriche, à la Prusse et à la Russie des concessions qui engageassent ces États à conclure une paix où l'Angleterre et la Péninsule n'auraient pas été comprises (2). Dans cette éventualité, le maréchal Soult se serait renforcé de tous les détachements devenus disponibles en Allemagne, ce qui lui eût donné l'avantage du nombre.

Au surplus, l'armée alliée ne pouvait alors s'avancer en France sans exposer son flanc droit, l'ennemi pivotant sur Saint-Jean-Pied-de-Port, et sans perdre ses communications avec la côte d'Espagne, menacées par les garnisons françaises des places qui commandaient les grandes routes. Puis l'armée anglo-portugaise manquait de chaussures et de munitions, et avait besoin de se reposer quelque temps pour reprendre l'offensive. Ces raisons justifiaient parfaitement la résolution qu'avait prise Wellington de rester sur le territoire espagnol; néanmoins, on persista à vouloir le pousser en avant. « Il y « a des gens, écrivait-il à cette occasion, qui s'imaginent que « dans un mois nous serons à Paris....; mais remarquez « donc qu'il s'agit de l'invasion de la France, pays où « chaque homme est soldat, où la population entière est ar- « mée et organisée sous des chefs qui ont l'expérience de la « guerre.... Je puis, sans doute, établir l'armée sur l'Adour, « mais je n'irai certainement pas plus loin, et si la paix se

---

(1) Le 14 août 1813.
(2) *Lettre* de Wellington à *Charles Stuart*, 15 août.

ec les puissances du Nord, je devrai nécessairement tirer en Espagne (1). »

t un langage plein de sens et de raison. Le seul re- u'on puisse adresser à Wellington, c'est de n'avoir pas é le succès de ses habiles manœuvres en continuant uite de Soult après l'affaire du 2. Dans l'état de désor- était l'armée française, elle aurait été probablement ; et en effet, si le duc de Dalmatie avait rejoint sa sa cavalerie et son artillerie, Wellington, de son côté, é renforcé par Graham, et se trouvait, somme toute, meilleures conditions que son adversaire.

ant que Soult réorganisait ses troupes, mettait en état ıse Saint-Jean-Pied-de-Port, Navarreins et Bayonne, rtifiait sa ligne de défense depuis l'embouchure de la a jusqu'à la Nive, Suchet, occupé par William Ben- vait perdu le moyen de communiquer avec le duc de ie autrement que par la France.

ington résolut de profiter de ce moment favorable pour er le siége de Saint-Sébastien, interrompu depuis le et.

la journée du 6 août, on débarqua les équipages. Im- ment après, les travaux d'attaque furent repris. Mais lville, chef de l'amirauté, avait montré tant de né- e et de mauvais vouloir, que les munitions et le maté- nandés depuis plusieurs mois étaient encore en An- . Il en résulta que, pendant plusieurs jours, l'attaque peu de vigueur, que la garnison put réparer les ou- de la place et construire de nouvelles défenses. D'un ôté, le refus de lord Melville d'envoyer une force navale urs de l'armée de siége (2), permit à Saint-Sébastien

---

mte *Bathurst*, 8 août.

avait devant Saint-Sébastien qu'une frégate et quelques bricks et cutters servant ter des dépêches. Cependant Wellington s'était adressé, depuis huit mois, au mi-

de conserver une libre communication avec Saint-Jean-de-Luz et Bayonne (1), et priva Wellington de l'avantage d'attaquer la ville simultanément par terre et par eau. Cette absence de protection maritime fut cause aussi de la perte d'un grand nombre de bâtiments de transport, chargés de vivres et d'effets d'habillement pour la troupe. Les côtes offraient si peu de sûreté, que les approvisionnements et les secours étaient retenus dans les ports faute d'escortes suffisantes. Enfin, les autorités espagnoles, pour aggraver encore cette situation, refusaient de fournir des charrettes pour le transport des matériaux de siége (2). « Depuis que la Grande-Bre-
« tagne est devenue une puissance maritime, disait Welling-
« ton, jamais l'armée anglaise n'avait été laissée dans une
« semblable situation, au milieu de circonstances aussi im-
« posantes (3). »

Le 18, arriva un convoi d'artillerie de siége qui porta le nombre des bouches à feu à 117 (4). Mais, par suite d'une nouvelle négligence du gouvernement, ce matériel était sorti des ports anglais avec un nombre de projectiles à peine suffisant pour la consommation d'un jour (5) !

---

nistère pour avoir une flotille sérieuse. (Voir sa *lettre* du 20 août *au général Graham*.)

(1) Les Français purent entretenir librement le cabotage entre la Garonne, Bayonne et Saint-Jean-de-Luz, ce qui était un grand avantage pour l'approvisionnement des troupes. (*Dépêche de Wellington*.)

(2) Il fallut employer à ce travail les soldats portugais.

Les Espagnols refusèrent aussi à Wellington les bateaux du pays, et s'opposèrent même à ce qu'il utilisât les édifices publics pour y établir des hôpitaux.

Voir sa *lettre* du 21 *à lord Melville*, et celle du 19 août 1813, où il se plaint officiellement « des embarras et des désavantages auxquels l'armée était exposée, à défaut d'une flotte « capable de protéger les côtes. »

(3) Lord Melville appréciait assez peu les glorieux travaux de l'armée dans la Péninsule pour dire à Wellington « que ses besoins étaient la dernière chose dont il dût s'occuper. » — NAPIER, t. XI, p. 247.

(4) Vers cette époque arrivèrent aussi deux compagnies de sapeurs-mineurs, les premières que Wellington eût obtenues, malgré ses demandes réitérées.

(5) Dans sa *lettre* du 10 septembre *à lord Bathurst*, Wellington dit que les assiégeants durent attendre des munitions du 25 juillet au 26 août.

MAXWELL, t. III, p. 217, affirme que, pendant plusieurs jours, les alliés durent se servir de cartouches françaises dont le calibre était inférieur à celui des cartouches anglaises.

Du 22 au 24, on réarma les anciennes batteries et on construisit des batteries nouvelles sur la hauteur de San-Bartholomé pour faire brèche au demi-bastion de gauche de l'ouvrage à cornes.

La garnison avait en ce moment 2,619 hommes valides; le nombre des pièces en batterie s'élevait à 67, dont 4 mortiers et 3 obusiers.

Le 26, 63 bouches à feu tonnèrent à la fois contre Saint-Sébastien. Celles du San-Bartholomé, à cause de leur éloignement, produisirent peu d'effet; en revanche, les autres firent promptement de larges trouées aux tours de Los Hornos et de Las Mezquitas, à la face gauche du bastion Saint-Jean et à la tête de la courtine haute.

L'artillerie de la place fut en partie éteinte, et le feu prit de nouveau à la ville *en plusieurs endroits* (1).

Wellington, arrivé le 26, fit enlever par 200 hommes la petite île de Santa-Clara, seul moyen de communication de la place avec la mer.

Le 30, presque toute l'artillerie de la défense était ruinée; la ville en ce moment ressemblait à un amas de décombres (2).

La face droite du demi-bastion de gauche de l'ouvrage à cornes était ouverte sur la moitié de sa longueur; les deux anciennes brèches n'en formaient plus qu'une, augmentée encore de tout l'espace occupé par le bastion Saint-Jean, dont le parapet avait été complétement effacé. La portion de courtine située en arrière était également démolie. Cet ensemble de ruines présentait un développement de 250 mètres, que la garnison cherchait vainement à retrancher.

Le 31, à deux heures du matin, les Anglais firent sauter trois

---

(1) Belmas, p. 634. On verra plus loin pourquoi nous insistons sur ce point.
(2) Belmas.

mines pour ouvrir le mur du quai et former une rampe qui leur permît de descendre sur la plage (1). L'assaut dès lors pouvait être livré avec quelques chances de succès.

Les colonnes débouchèrent des tranchées, entre dix et onze heures, sans tenir compte de l'ouvrage à cornes, ce qui était une faute; elles se dirigèrent ensuite sur les brèches du bastion Saint-Jean et de la grande courtine, pour tourner le retranchement intérieur et les traverses élevées par les Français dans la ville.

Le gouverneur, ayant prévu cette attaque, était parfaitement en mesure de la recevoir. Il fit jouer deux fourneaux qui renversèrent sur le milieu de la colonne une partie du mur du quai, et, au même instant, il démasqua plusieurs pièces dont les alliés ignoraient l'existence (2). Les défenseurs du demi-bastion de gauche de l'ouvrage à cornes accoururent sur la longue branche et sur la fausse braie, d'où ils prirent la colonne assaillante à revers. Alors commença une affreuse tuerie. « Trois colonnes, dit Belmas, furent successivement écrasées et vinrent entasser leurs morts sur cet étroit théâtre de carnage... »

Pendant ce temps, cinq cents Portugais franchirent l'Uruméa à gué, près de son embouchure, avec l'intention d'assaillir à découvert la brèche formée entre la tour Los Hornos et le bastion Saint-Elme; mais cette entreprise n'eut aucun succès, et fit éprouver des pertes considérables à l'assiégeant.

La lutte sur la grande brèche fut extrêmement opiniâtre; elle durait depuis trois heures; quatre assauts avaient été repoussés, et les alliés commençaient à perdre l'espoir de s'en

---

(1) Ce mur, construit en bonne maçonnerie, avait quatre pieds d'épaisseur et dix pieds de hauteur au-dessus du niveau de la mer haute.

(2) On démasqua deux pièces sur le cavalier casematé du front en terre; une pièce fut mise en batterie dans le bastion Saint-Elme, et une autre dans le demi-bastion de gauche de l'ouvrage à cornes.

vice, dont 3 battaient la digue de mer. L'eau manquait, et les troupes étaient obligées de se coucher sur le rocher nu, exposées au feu des assiégeants ou couvertes seulement par les aspérités du terrain (1). Néanmoins le brave Rey essaya de se défendre dans ce réduit, qui ne pouvait pas tarder cependant à devenir inhabitable.

Mais entre ces deux épisodes (la prise de la ville et la reddition du château) se passa un fait que l'histoire est obligée de flétrir.

Dès que les premières colonnes eurent pénétré dans Saint-Sébastien, les soldats anglais, surexcités par un combat meurtrier, se ruèrent sur tout ce qui se présentait, égorgeant, pillant, brûlant et se vautrant dans le crime avec une barbarie sans égale. Les compagnons d'Attila n'auraient pas commis plus d'atrocités. Les officiers qui essayèrent de mettre un terme à cette scène horrible furent insultés, poursuivis, quelques-uns même tués par leurs propres soldats (2).

La rage des pillards ne s'apaisa que lorsque toute la ville ne présenta plus qu'un amas de cendres (3).

Cependant, les ingénieurs et les officiers d'artillerie prirent toutes les mesures nécessaires pour réduire le château. Le

---

(1) NAPIER.

(2) Voir MAXWELL, t. III, p. 227, et la *lettre de Wellington*, du 6 octobre 1813, *au général Barnès*.

(3) Quarante maisons seulement sur 600 échappèrent : 60 seulement avaient été détruites pendant le siége.—TORÉNO, t. V, p. 323.

« Les rues étaient remplies de cadavres. Dans les hôpitaux, les blessés, pendant trois jours, restèrent sans soins et sans nourriture. » — SOUTHEY.

« La moitié de la population périt ; de 600 maisons, 7 ou 8 seulement restèrent debout ; 1,500 familles se trouvèrent sans asile et sans ressources. La perte des habitants fut évaluée à 200 millions de réaux. » — BELMAS.

« La moitié de la ville est totalement détruite par le feu, et la plus grande partie des maisons restantes sont extérieurement endommagées. » — REY, *lettre* du 26 juillet, *au ministre de la guerre*.

« De 600 et quelques maisons que contenaient les remparts de Saint-Sébastien, il n'en reste plus que 36. » — *Manifeste de la junte constitutionnelle*.

1er septembre, ils ouvrirent sur le mont Orgullo un feu redoutable auquel la garnison ne put répondre. Les bombes et les obus, lancés sur le terre-plein de l'ouvrage, firent beaucoup de mal aux défenseurs, qui n'avaient aucun moyen de se mettre à couvert.

Dans la nuit du 2 au 3, le général Rey fut sommé de se rendre : il refusa. Trois nouvelles batteries furent aussitôt commencées; elles ouvrirent leur feu le 8, à neuf heures du matin.

Voyant enfin ses troupes accablées par cinquante-neuf bouches à feu (1), ses défenses ruinées, son artillerie éteinte, ses fours enfoncés, un magasin à poudre détruit, la ville en cendres, la garnison épuisée, l'intérieur du château couvert de morts et de blessés, l'intrépide gouverneur, désespérant de pouvoir tenir plus longtemps, réunit le conseil de défense pour aviser aux mesures à prendre. Le conseil, à l'unanimité, se prononça pour la capitulation. En conséquence, le drapeau blanc fut arboré au moment même où les alliés se disposaient à donner l'assaut.

Sir Thomas Graham, émerveillé de tant d'héroïsme, embrassa l'officier qui vint pour traiter avec lui de la capitulation, et lui dit avec une émotion profonde : « Monsieur, lorsqu'on s'est défendu ainsi que vos troupes l'ont fait, on n'est pas vaincu, et l'on a le droit de dicter des conditions : écrivez-les. »

Le colonel Songeon (c'était le nom du négociateur) demanda les honneurs de la guerre et le transport des blessés en France; ce qui lui fut accordé sans observation (2).

La garnison sortit avec armes et bagages. « A sa tête, dit un témoin oculaire (3), s'avançait, l'épée haute et le pas ferme,

(1) Dont 28 mortiers et obusiers.
(2) Belmas, t. IV, p. 649.
(3) Le colonel Leith-Hay.

l'intrépide général Rey. Comme une marque de respect, nous le saluâmes quand il passa. Le vieux général baissa l'épée pour répondre à la civilité des officiers anglais et conduisit les restes de ses braves bataillons sur les glacis, où ils déposèrent les armes, avec la confiance d'avoir noblement rempli leur devoir. »

L'attaque avait duré soixante et treize jours, dont trente-six de tranchée et trente-neuf de brèche. On avait livré neuf assauts, six au corps de la place. Deux capitulations honorables avaient été rejetées, et la garnison s'était affaiblie des deux tiers (1). Jones estime les pertes des Anglais à 3,810 hommes; mais le général Graham, dans son rapport du 1er septembre, avoue avoir perdu 5,069 hommes, du 21 juin au 1er septembre (2).

Le siége de Saint-Sébastien fut plus remarquable par la défense que par l'attaque. Les ingénieurs anglais apprécièrent avec peu d'exactitude les ressources de la place et commirent d'assez grandes fautes dans la direction des travaux; d'autre part, le général en chef eut le tort de donner l'assaut avant que les brèches fussent praticables; mais les plus sérieux reproches doivent être adressés au gouvernement et à l'amirauté, qui laissèrent Wellington sans munitions, sans équipages, sans matériel, et refusèrent jusqu'au dernier moment de lui donner des forces navales suffisantes pour maintenir le blocus de la ville et la sécurité de la côte.

Le pillage et la destruction de Saint-Sébastien furent exploités à Cadix par la faction hostile à l'Angleterre. Les

---

(1) Rey sortit avec 1,135 hommes, dont 570 blessés. — *Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 282. LAPÈNE, p. 115. D'après Jones, la garnison du château, lors de la reddition, se composait de 80 officiers et 1,756 soldats; sur ce nombre 23 officiers et 512 soldats étaient à l'hôpital.

(2) D'après les états de Gurwood, les alliés eurent, du 28 juillet au 31 août, 761 tués, 1,697 blessés et 45 manquants. D'après Jones, les pertes totales des alliés, pendant le siége, s'élevèrent à 898 soldats tués, 2,340 blessés, 332 égarés; à 53 officiers tués, 150 blessés et 7 faits prisonniers. Il y a loin de ces chiffres à ceux des *Victoires et conquêtes*, qui portent les pertes des alliés à 8,000 hommes!

journaux de ce parti accusèrent Wellington d'avoir mis le feu à la ville et encouragé les massacres. La même imputation fut reproduite par la junte de Saint-Sébastien, qui, dans son manifeste du 16 janvier 1814, osa soutenir « que les Anglais avaient répondu par des coups de fusil aux démonstrations sympathiques des habitants ; — que l'on découvrit *pour la première fois* le feu à l'entrée de la ville, après la retraite des Français ; — que ces excès paraissaient *autorisés* par *les chefs*, les effets volés dans la ville ayant été vendus publiquement dans le voisinage du quartier général ; — que la spoliation terminée, les Anglais et les Portugais, trouvant que les flammes ne faisaient pas assez de progrès, *avaient jeté dans les maisons un mélange d'artifices,* au moyen duquel le feu s'était propagé avec une rapidité effrayante, etc., etc... »

Le ministre de la guerre d'Espagne accepta sans contrôle ces indignes calomnies et les reproduisit dans une brochure (1), que le général anglais crut devoir réfuter, sous forme de lettre adressée à son frère Henri.

Wellington prouva (2) que le feu avait été mis à la ville par les Français dès le 22 (3), dans le but de défendre le derrière des brèches ; que, le 30, l'incendie avait pris de fortes proportions ; que les assiégés avaient élevé dans les rues des barricades en matières combustibles, auxquelles ils devaient mettre le feu, et que beaucoup de ces barricades firent explosion pendant le combat qui suivit la prise des remparts ; que l'armée anglaise avait été la première victime de cet incendie (4),

---

(1) Wellington (*lettre* du 19 novembre 1813, *à Henri Wellesley*) affirme que cette brochure avait été écrite « sous la dictée du plus indigne de tous les goujats, le ministre de la guerre. »

(2) *Lettre* du 9 octobre 1813, *à Henri Wellesley*.

(3) Le fait est confirmé par Jones et par Belmas : ce dernier, qui n'est pas suspect d'un excès de bienveillance pour Wellington, affirme, p. 634, que « le 26, le feu prit de nouveau à la ville en plusieurs endroits. »

Le comte Toréno fait par conséquent erreur en fixant le commencement de l'incendie « au 31, vers l'entrée de la nuit. » (Voir t. V, p. 323.)

(4) En effet, Jones constate que « le feu de l'incendie s'opposa puissamment aux progrès de l'attaque du château. » — P. 307.

et que lui personnellement avait fait tous les efforts imaginables pour l'éteindre (1); que loin d'être hostile aux habitants, il avait, par pitié pour eux, refusé de bombarder la ville (comme il avait dans un cas semblable refusé de bombarder Ciudad-Rodrigo et Badajoz); enfin qu'il n'avait pas tenu à lui ni aux officiers de prévenir le pillage et les massacres (2) : « Tous les soldats coupables, dit-il, ont été punis, « et il est indigne de voir attaquer, dans d'infâmes libelles (3), des hommes braves et pleins d'honneur, incapables de brûler une ville pour satisfaire, comme on le prétend, une vengeance commerciale ou toute autre vengeance..... »

Le mouvement du maréchal Soult sur Pampelune avait eu pour résultat d'interrompre le siége de Saint-Sébastien, commencé depuis la fin de juin; mais, à part cet avantage, l'opération n'avait servi qu'à prouver la supériorité des alliés. Désespérant de forcer les positions de Wellington avec ses seules ressources, et voulant frapper un grand coup par

---

(1) Wellington confirme ces faits dans sa *lettre* du 2 novembre, *aux magistrats de Saint-Sébastien.*

(2) « Il était impossible, disait-il, de rétablir l'ordre au milieu d'un vaste incendie, quand les deux tiers des officiers étaient tués ou blessés (170 environ sur 250), et quand un certain nombre d'habitants, prenant parti pour les Français, tiraient eux-mêmes sur les troupes. »

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* ne sont donc pas en droit de dire que « les officiers « ne tentèrent aucun effort pour réprimer de si honteux excès. » Plusieurs, au contraire, se firent tuer en essayant d'accomplir ce devoir.

On doit s'étonner que ces graves historiens, acceptant comme vraie une basse calomnie des Espagnols, aient soutenu, sept ans après le siége, que « les Anglais livrèrent Saint-Sébastien aux flammes. » T. XXII, p. 279.

(3) Il faisait allusion à une lettre du comte de Villa-Fuentes, *xefe politico* de la province de Guipuscoa, lettre où Graham était fort maltraité, et où l'on attribuait l'incendie de la ville à une jalousie commerciale de l'Angleterre « fâchée, disait-on, de ce que le commerce de Saint-Sébastien se faisait avec la France, à l'exclusion de l'Angleterre. »

d'autres combinaisons, le duc de Dalmatie avait proposé au maréchal Suchet (1) de faire un mouvement sur le flanc droit des alliés, avec l'armée d'Aragon et les troupes disponibles de l'armée de Catalogne.

Le ministre de la guerre était favorable à cette proposition, comme le prouve sa lettre du 13 août, dans laquelle il engage le maréchal Suchet à faire tous ses efforts pour battre l'armée qui lui était opposée, et à voir ensuite « si l'armée d'Aragon « ne se trouverait pas dans la possibilité de tenter une di- « version favorable aux opérations du maréchal duc de Dal- « matie. » Le ministre ajoutait : « Que c'était à lui, Suchet, « de juger sur les lieux ce qui était possible, et surtout ce « qui convenait le mieux au service de l'empereur. »

Le maréchal venait de débloquer Tarragone et de rejeter les Anglo-Espagnols dans les défilés de l'Hospitalet ; au lieu de profiter de cette circonstance favorable et de la réunion des armées d'Aragon et de Catalogne pour exécuter le mouvement projeté, Suchet soutint que ce mouvement entraînerait la perte de son armée, trop faible pour tenter une pareille aventure (2). Les renseignements qu'il donna au ministre de

---

(1) Suchet avait reçu, le 11 août, à Villafranca, au moment de partir pour Tarragone, une lettre du 6, par laquelle Soult lui annonçait son arrivée à la tête de l'armée d'Espagne. Le 10 août, ce même maréchal lui avait écrit : « Je considère qu'il serait de la plus grande importance, pour le rétablissement des affaires en Espagne et le succès des armées impériales, que vous vous portiez avec la totalité des forces dont vous pouvez disposer sur Saragosse, s'il y a possibilité, ou du moins sur l'Isuela pour ouvrir vos communications avec nous par Jacca, où est le général Paris, et ensuite manœuvrer dans le sens des opérations de l'armée d'Espagne, en menaçant la Navarre et les communications des armées ennemies sur l'Èbre... Ces mouvements produiraient infailliblement notre jonction, et alors nous pourrions manœuvrer avec avantage. »

Le lendemain 11, nouvelle lettre de Soult à Suchet, où l'on remarque le passage suivant : « Considérez qu'il faut agir sans différer, et que le temps perdu occasionnerait les conséquences les plus graves. »

Ces lettres et celle du 9 février 1814, qu'on trouvera dans les *Considérations*, etc., de Choumara, prouvent combien le duc d'Albuféra se trompait en affirmant, dans ses Mémoires, que ce fut seulement le lendemain de la bataille de Toulouse que « Soult lui fit pour la première fois une proposition formelle pour réunir les deux armées. »

(2) Voir dans les *Considérations* de Choumara les *lettres* du 23 août, adressées par Suchet au *duc de Dalmatie et au ministre de la guerre*, lettres remplies d'erreurs et d'exagérations.

la guerre et au maréchal Soult étaient évidemment inexacts, puisqu'il déclarait qu'en cas d'attaque les armées d'Aragon et de Catalogne ne pourraient réunir au delà de 16 à 17,000 hommes, tandis que par ses Mémoires (1), il constate qu'après la réunion des deux armées, en novembre 1813, elles présentaient dans leur ensemble 32,588 hommes et 3,287 chevaux disponibles pour les opérations actives (2).

Suchet, en outre, avançait une chose qu'il savait n'être pas exacte, en écrivant que « si les 11,000 hommes (lisez « 18,427 hommes et 2,411 chevaux) tentaient un mouve-« ment sur Saragosse, ils devraient s'attendre *au sort iné-« vitable de Baylen.* » Et, en effet, le maréchal lui-même nous apprend dans ses Mémoires que, placé sur la ligne de Llobregat, « *il conservait ses communications avec Lérida,* et couvrait la place de Barcelonne », ce qui évidemment le garantissait contre toute mésaventure du genre de celle de Baylen.

Au reste, le duc d'Albuféra, tout en exagérant les forces de l'ennemi et en diminuant les siennes pour tromper Soult, n'a jamais contesté que l'opération conseillée par ce dernier ne fût de nature à produire un grand effet. Au contraire, dans sa lettre du 28 octobre 1813 à Soult, il dit en propres termes : « Je regrette vivement de ne pouvoir dispo-« ser de 40,000 hommes pour marcher tout de suite; ce « mouvement *aurait un succès infaillible;* il obligerait bientôt « Wellington à quitter la portion de notre territoire où il « s'est établi. »

Cette lettre constate ce fait, que Suchet aurait pu envoyer à Soult, sinon 40,000 hommes, au moins 32,500, et cet autre fait, également indubitable, que le ministre de la guerre

(1) T. II, p. 484 et 485.

(2) Il résulte d'un calcul fort exact, fait par Choumara, que les forces totales du duc d'Albuféra, en prenant pour bases les données de ses *Mémoires*, s'élevaient à 48,350 hommes.

lui avait laissé carte blanche (1); elle condamne le duc d'Albuféra et fait retomber sur lui la responsabilité des événements ultérieurs.

Le maréchal Suchet ayant reçu les propositions de Soult le 21 août, pouvait commencer son mouvement avant le 25, être en ligne avant la prise de Saint-Sébastien, et sauver par conséquent cette place, ainsi que Pampelune.

Le duc de Dalmatie, trompé par les renseignements inexacts de son collègue, attribua son refus de concours à l'insuffisance des moyens dont l'armée d'Aragon disposait; il proposa en conséquence une autre combinaison, qui consistait à joindre ses forces aux armées d'Aragon et de Catalogne, en deçà des Pyrénées, à Tarbes et à Pau, pour entrer de commun accord en Aragon par Oléron et Jacca, et marcher ensuite par la Navarre au devant de Wellington (2).

Cette nouvelle combinaison présentait de grandes difficultés, parce que la route d'Oléron à Jacca était impraticable pour l'artillerie; toutefois, il n'était pas impossible de vaincre un pareil obstacle avec des moyens analogues à ceux employés pour le passage du Saint-Bernard (3). Ces moyens auraient eu d'autant plus de chances de succès, que l'ennemi, ne pré-

---

(1) La preuve de ce fait est dans la *lettre* du 13 août 1813, citée plus haut, et dans celles du 11 février 1814 et du 1er mars de la même année, citées par Choumara, p. 86 de ses *Considérations*.

La dernière de ces lettres renferme le paragraphe suivant, qui mérite d'être rapporté :

« Il me paraît très-important qu'en de telles circonstances vous combiniez de plus en plus « vos opérations avec celles du duc de Dalmatie, et que vous vous prêtiez l'appui mutuel « qu'exigent des circonstances aussi critiques... »

La lettre du 1er mars était plus explicite encore, puisqu'elle portait : « Cet état des choses « vous autorise à vous tracer vous-même votre système d'opérations et à user de toutes les « ressources qui vous restent, de la manière qui vous paraîtra la plus utile au service de « Sa Majesté. »

(2) Soult fit cette proposition par sa *lettre* du 3 septembre, datée de Saint-Jean-de-Luz; cette lettre fait honneur à la sagacité du maréchal. On y trouve ce passage, reproduit dans presque toutes les lettres de Soult, et qui aurait dû frapper le duc d'Albuféra : « Ce n'est que « par la concentration générale de nos moyens que nous pouvons espérer de changer le théâ- « tre de la guerre et d'obtenir de nouveaux succès. »

(3) Soult, dans sa *lettre* du 2 septembre, *au ministre de la guerre*, avait indiqué le moyen de vaincre ces difficultés et exprimé l'espoir d'en venir à bout avec de la patience et une volonté inébranlable.

voyant pas un mouvement aussi hardi, n'eût pas été en mesure de le contrarier.

Le maréchal Suchet repoussa la deuxième proposition de Soult comme il avait repoussé la première; enfin, le 16 septembre, après plus d'un mois de tergiversations, il présenta un contre-projet, espèce d'amalgame des deux autres, qui consistait à marcher avec 100 pièces de canon à la rencontre du maréchal Soult, dont l'armée déboucherait de Jacca, laissant ses bouches à feu au delà des Pyrénées. Le duc d'Albuféra, pour faire réussir ce projet, demandait que son effectif fût porté au chiffre de 30,000 hommes, par l'adjonction des recrues.

Bien que cette combinaison offrît plus d'inconvénients que les deux autres, elle pouvait néanmoins donner de bons résultats, si elle était immédiatement mise à exécution. Le maréchal Soult eut donc le bon esprit de l'accepter, déclarant toutefois qu'il espérait faire passer son artillerie par Jacca (1).

Mais le duc d'Albuféra, malgré l'avantage qu'il avait remporté le 3 septembre, à Ordal, sur l'armée anglo-espagnole, continuait à présenter l'état de ses forces sous un jour défavorable et à disséminer ses régiments sans aucune nécessité. Il refusa de faire aucun mouvement avant d'avoir reçu des conscrits. C'était une véritable fin de non-recevoir, car il n'ignorait point qu'il avait bien peu de chances d'obtenir en temps utile les renforts attendus. Il pouvait d'ailleurs se passer de ces renforts, ayant le moyen de réunir 32,000 hommes, en ne gardant que les places indispensables, telles que Figuières, Barcelonne et Girone, et en renonçant momentanément à une foule de petits postes, nécessaires seulement

---

(1) Il avait écrit le 27 septembre au ministre de la guerre : « Il me paraît, d'après les renseignements que j'ai recueillis et les reconnaissances qui viennent de m'être présentées, que M. le duc d'Albuféra exagère les difficultés qu'il y a à surmonter pour rendre la communication d'Oléron à Jacca praticable pour l'artillerie. »

pour la correspondance, quand l'armée était en avant, et qu'on aurait pu reprendre sans difficulté au retour de l'expédition (1).

Nous avons cru devoir insister sur ces relations équivoques entre les deux maréchaux, parce qu'elles exercèrent une influence marquée sur les événements dont nous allons reprendre maintenant le récit.

Soult, qui déjà une première fois avait dégagé Saint-Sébastien, pensait qu'un nouveau mouvement offensif donnerait le même résultat (2). En conséquence, il porta, le 30 août, deux fortes colonnes sur la Basse-Bidassoa, à l'effet de surprendre la hauteur escarpée de San-Martial, d'où Wellington couvrait le siége (3). Cette hauteur était occupée par trois divisions espagnoles, sous les ordres de don Freyre; à droite, se trouvait la 4e division anglaise, et en arrière de l'aile gauche la 1re division (voir le *Plan* n° 17) (4).

Quelques ouvrages de campagne avaient fait de cette position un camp retranché solide et facile à défendre. Son front et son flanc gauche étaient couverts par la rivière; sa droite était protégée par la hauteur de Pena de Haya et le village de Saint-Antonio.

Le 31, au point du jour (5), Reille passa la rivière à gué et

---

(1) Voir CHOUMARA, p. 101.

(2) D'après Lapène, Soult serait resté sur la défensive, s'il n'avait reçu l'ordre impératif de tenter un nouvel effort pour dégager la place. — P. 98.

(3) Soult voulait faire de cette hauteur une tête de pont et un point d'appui pour ses opérations ultérieures.

(4) Napier évalue les forces totales du camp de San-Martial à 18,000 hommes.

(5) Wellington dit le 30, mais c'est une erreur. (Voir sa *lettre* du 2 septembre, *à lord Bathurst.*)

commença l'attaque de San-Martial (1), pendant que Clausel se portait avec 20,000 hommes aux gués en aval de Salinas. Mais cette tentative fut repoussée par les Espagnols de Freyre, qui n'eurent pas même besoin de l'assistance des divisions anglaises (2): Reille profita de l'obscurité répandue par un fort orage pour se retirer.

Le général Clausel, plus heureux au début de son entreprise, chassa devant lui la brigade anglaise de la 7e division, que Wellington avait fait venir d'Echallar pour renforcer sa droite; mais, apprenant l'insuccès de Reille et voyant Inglis, soutenu par Dalhousie, lui faire tête dans une position redoutable (3), il jugea nécessaire de battre en retraite, d'autant plus qu'il était inquiet du sort du comte d'Erlon.

Wellington, en effet, avait donné l'ordre de diriger trois attaques simultanées contre Drouet : par la gorge d'Echallar, par Zugara-Murdi et par Maya; il avait en outre chargé Hill de montrer ses têtes de colonnes vers Saint-Jean-Pied-de-Port, afin de déconcerter le plan de Soult et de jeter du vague dans ses opérations. Ce stratagème réussit complétement, car les généraux français crurent que les alliés exécutaient une marche agressive contre Bayonne. Clausel s'arrêta au milieu de son attaque, et le comte d'Erlon, posté à Maya, ne se montra guère plus rassuré. Soult reçut les rapports de ces deux chefs au moment où il préparait une attaque décisive contre Saint-Martial. Changeant aussitôt de résolution, il prit ses mesures pour livrer une bataille générale sur la Nivelle. Mais la prise de Saint-Sébastien et le mouvement de Hill sur Saint-Jean-Pied-de-Port, annoncés coup sur coup,

---

(1) Reille avait deux divisions françaises, une brigade allemande et une italienne.

(2) Dans cette action, il y eut, du côté des Français, 50,000 hommes engagés, et, du côté des alliés, 10,000.

« Les Espagnols perdirent, le 31, en morts et blessés, 1,658 hommes. Les Français firent des pertes encore plus sensibles. » — Comte TORÉNO.

(3) *Wellington à lord Bathurst*, 2 septembre 1813.

ne lui permirent pas d'exécuter ce projet. Il ne restait plus dès lors d'autre ressource que la retraite; car, pour sauver la garnison du château, il aurait fallu sacrifier, dans un combat sans utilité, plusieurs milliers de braves et exposer toute l'armée même à un grand désastre, Wellington pouvant, pendant l'action, jeter son aile droite et son centre (35,000 hommes environ) sur la gauche des Français et gagner Bayonne avant eux. Ce danger était une conséquence du plan d'attaque de Soult; aussi le maréchal s'empressa-t-il de reprendre ses anciennes positions (1). A partir de ce moment, il ne quitta plus la défensive.

Les opérations que nous venons d'indiquer sommairement révèlent sans doute de la part des alliés quelque hésitation; mais il ne faut pas perdre de vue que, dans les gorges de montagnes et au milieu d'orages violents, on ne manœuvre pas comme sur un champ d'exercices. Il serait donc injuste d'en faire la base d'un reproche contre Wellington, qui prit, au contraire, ses dispositions avec beaucoup de discernement et d'habileté. Cependant on doit reconnaître qu'il aurait tiré un meilleur parti de la faute de Soult, s'il avait été en mesure d'envahir la France, ou simplement disposé à le faire. Mais il avait alors d'excellentes raisons pour s'abstenir de cette entreprise. En effet, malgré la rupture du congrès de Prague, l'accession de l'Autriche à la coalition, la prise de Saint-Sébastien et d'autres circonstances favorables, l'invasion de la France constituait une opération des plus dangereuses (2), non-seulement à cause des places fortes ennemies

(1) Soult avait perdu dans cette nouvelle expédition 2,157 hommes, au nombre desquels les généraux Vander Maesen et Lamartinière. Voir LAPÈNE, p. 112.— Pellot évalue les pertes des Français, dans la journée du 31, à 3,800 hommes; mais le premier chiffre paraît seul exact.

(2) Jusque-là, jamais le succès n'avait couronné une invasion dans le midi de la France; Charles-Quint lui-même y avait échoué. M. Alphonse de Beauchamp prétend que Wellington « reçut de presque tous les pays de l'Europe des lettres d'exhortation et d'alarme très-pressantes, où les plus forts arguments étaient employés pour le détourner de pénétrer sur le sol français. » —T. II, p. 6.

que Wellington devait laisser sur ses derrières (1), mais encore parce qu'il n'avait aucune confiance dans le système militaire des alliés. Il pensait avec raison qu'une victoire de l'empereur en Allemagne pouvait dissoudre la coalition, et donner à la guerre d'Espagne une nouvelle énergie. « Je « pourrai bientôt décider, écrivit-il à lord Liverpool (25 juil- « let 1813), si nous dirigerons nos efforts en France ou en « Catalogne. Cela dépendra beaucoup de ce qui se passera dans « le nord de l'Europe. » Et quatre mois après (2), annonçant au général Dumouriez qu'il était enfin sur le territoire français : « Peut-être, dit-il, que si je regardais seulement l'Espagne, ou « même si je voyais les affaires sous un aspect militaire seule- « ment, j'aurais dû me retirer, parce que Bonaparte tient en Ca- « talogne, et tiendra les facilités pour rentrer en Espagne (3). »

Le danger de laisser la Catalogne sur son flanc droit méritait une sérieuse attention ; aussi Wellington eut-il un moment le projet de soumettre cette province avant de passer la frontière. La Catalogne offrait d'ailleurs le chemin le plus avantageux pour envahir la France; car en avançant de ce côté, on tournait les fortes positions de Soult, — on empêchait la jonction de ce maréchal avec le duc d'Albuféra, — on évitait les difficultés qui attendaient les alliés au delà de la Bidassoa, par suite du manque de vivres et de moyens de transport, — enfin on se soustrayait aux dangers du soulèvement que provoquerait inévitablement les brigandages des Espagnols, si l'on se portait immédiatement au delà des Pyrénées. Trouvant ces avantages bien plus importants que le périlleux honneur de passer la frontière quelques mois plus tôt, Wellington voulut garder sa position actuelle jusqu'à ce que la reddition de

---

(1) C'étaient Pampelune, Santona, Jacca, Venasque, Monzon, Fraga, Lérida, Mequinenza, Figuières, Girone, Ostalrich, Barcelonne, Tortose, Morella, Peniscola, Sagonte et Dénia.

(2) *Lettre* du 22 novembre 1813.

(3) Cette lettre est écrite en français.

Pampelune lui permît d'opérer par l'Aragon et la Catalogne. Il aurait sans aucun doute persisté dans cette résolution, si les souverains alliés n'avaient insisté pour l'invasion immédiate de la France, et si les affaires d'Allemagne n'avaient pris une tournure décidément favorable à l'Europe coalisée. Jugeant que le moment était venu de donner quelque satisfaction à des désirs si vivement exprimés, le duc résolut de passer la Bidassoa, de s'emparer de la grande Rhune et de ses contreforts, et d'établir son aile gauche sur le territoire français. Ce n'était de sa part qu'un acte de condescendance, auquel, militairement, il attachait peu de prix, et qui l'exposait même à de grandes difficultés.

Le maréchal Soult ayant employé tout son temps et toutes ses ressources à fortifier les hauteurs et les abords de la Bidassoa (1), le passage de ce fleuve exigeait une prudence extrême. Fort habile dans ce genre d'opérations, Wellington prit ses mesures avec tant de discrétion, qu'il surprit complétement son illustre adversaire, qui ne s'attendait point, et de fait ne devait pas s'attendre à voir les alliés quitter une bonne ligne d'opération pour traverser la Bidassoa près de son embouchure. Soult était donc fort tranquille de ce côté, et préoccupé seulement du sort de Pampelune, quand Wellington, à la tête de 15,000 hommes, traversa le fleuve sur trois gués, en amont de Fontarabie.

C'était le 7 octobre de grand matin. Une nuit orageuse, mêlée de pluie et de coups de tonnerre, avait caché les préparatifs du passage, qui s'effectua sans opposition de la part de l'ennemi. Conformément au plan arrêté, la colonne de Graham traversa le fleuve sous la protection de l'artillerie de Saint-Martial, attaqua et culbuta les postes de Reille (2). Si cette colonne

---

(1) Nous devons faire observer cependant que ces fortifications étaient pour la plupart inachevées quand l'attaque eut lieu. (Voir LAPÈNE, p. 135 et suiv.)

(2) Ce général perdit 8 pièces de canon et 400 hommes. Les alliés en perdirent 600.

avait continué sa marche, elle serait entrée dans Saint-Jean-de-Luz et aurait tourné la droite des Français, mais il n'entrait pas dans les desseins de Wellington de pousser les opérations aussi loin.

Quand Soult arriva d'Espelette avec une partie de la réserve, ses camps de la Bidassoa étaient perdus; il empêcha seulement que la retraite se fît avec précipitation et désordre.

Pendant que la gauche et le centre des alliés atteignaient ainsi le but que le général en chef s'était proposé, la droite, sous les ordres du général Alten, se dirigait, à travers le Puerto de Vera, sur la Rhune et sur ses contreforts, le mont *Baïonnette* et le *Commissaire.* Cette attaque eut autant de succès que les autres; mais elle fut beaucoup plus meurtrière et plus contestée. La grande Rhune, assaillie par les Espagnols sous Giron, était presque imprenable : aussi, malgré leur bravoure, ces troupes durent-elles s'arrêter au pied du roc, occupé par le poste important de l'*Hermitage*.

Le lendemain, Wellington ayant reconnu que la montagne sur laquelle se trouvait ce roc ainsi qu'un autre pic (également occupé par l'ennemi), étaient d'un accès plus facile vers la droite des Espagnols, il donna à Giron l'ordre de se concentrer de ce côté, d'enlever le second rocher et d'assaillir en même temps les ouvrages avancés du camp de Sarre. L'une et l'autre opérations furent exécutées d'une manière brillante (1). Après avoir pris le rocher à gauche de l'Hermitage, les troupes espagnoles poursuivirent leur succès en enlevant quelques retranchements sur la colline qui protégeait la droite du camp. Aussitôt l'ennemi évacua ses ouvrages avancés, dont une partie de la division Dalhousie, envoyée à travers Puerto d'Echallar, vint prendre possession. La nuit suivante

---

(1) *Wellington à lord Bathurst*, 9 octobre 1813.

abandonna également l'Hermitage et tout le camp retran-é. On s'étonne avec raison que les Français n'aient pas erché à défendre plus longtemps cette forte position (1).
Wellington fit preuve dans ces deux journées d'une remar-able habileté et d'une grande audace. Il combina ses mou-nents de manière à prendre l'ennemi au dépourvu, et à le ttre dans l'impossibilité de résister sur aucun des points aqués (2). Ni Reille, ni Clausel, en effet, ne purent engager rs réserves à temps.

Le passage en lui-même était une opération délicate et illeuse : non-seulement cette opération eût offert d'im-nses difficultés, si Soult avait pu réunir une grande partie ses forces; mais la marée montante, arrivant deux heures rès, eût élevé, en cas d'échec, un obstacle infranchissable r les derrières de l'armée française. Ici, comme sur le uro, le duc de Dalmatie fut trompé par les manœuvres prévues et l'inaltérable sang-froid de son adversaire (3). us quelques rapports même, le dernier passage était plus fficile à effectuer que l'autre.

Nous avons dit plus haut, par anticipation, qu'après le

) Les Français perdirent dans ces différents combats environ 1,400 hommes. Beaucoup essés disparurent dans les fentes des rochers.

près un état officiel, inséré dans le recueil de Gurwood, les alliés n'eurent, dans les ats des 7 et 8 octobre, que 127 tués, 674 blessés et 13 manquants; mais ce relevé ne rend pas les Espagnols, dont la perte, d'après le comte Toréno, s'éleva à 750 hommes.

Nous trouvons, à propos de cette affaire, la note suivante dans les *Victoires et con-s* : « Les événements du 8 octobre donnèrent lieu à divers commentaires sur une ue faite, à point nommé, au moment où le général en chef était à cinq lieues des s attaqués et où les régiments de sa division, chargés de défendre le passage de la Bi-a, ne pouvaient qu'être surpris, les fusils étant démontés dans les mains des soldats, préparaient à passer une revue. La manière surnaturelle dont Wellington avait été par ses émissaires devait être en effet un grand sujet d'étonnement pour toute ée. »

t aussi étonnante à nos yeux est la sécurité du général français, que le souvenir du ge du Douro aurait dû rendre plus vigilant et plus circonspect.

On lit dans l'ouvrage de Pellot, commissaire des guerres de l'armée de Soult : « Le pas-de la Bidassoa eut lieu, à marée basse, vis-à-vis d'Andaye. L'armée ni l'habitant ne se ent jamais doutés que l'ennemi eût pu pénétrer si facilement par cette direction, et ue ce fût une surprise et que l'honneur de nos armes n'en reçût aucune atteinte, le 'en était pas moins irréparable. » — P. 58.

combat de Saint-Martial et le passage de la Bidassoa, Soult comprenant que dans la situation morale où se trouvait son armée, la défensive lui convenait moins que l'offensive, avait consenti à joindre ses troupes à celles de Suchet par le défilé de Jacca, afin de faire de Saragosse la base de ses opérations ultérieures (1). Il espérait ainsi dégager Pampelune et quelques autres places, et forcer Wellington soit à repasser l'Èbre, soit à livrer une grande bataille dans des conditions favorables aux Français. Mais le duc d'Albuféra, persistant à déguiser l'état réel de ses forces et à montrer une inquiétude puérile au sujet de Peniscola, Sagonte, Morella, Denia et Tortose (dont les garnisons pouvaient facilement être abandonnées à elles-mêmes), déclara qu'il n'avait aucun moyen de concourir à l'exécution du plan de Soult. Cette conduite ferait douter du talent et du patriotisme de Suchet, s'il était possible d'en douter après tout ce qu'il avait fait, et si l'on n'avait en quelque sorte la preuve qu'il céda dans cette circonstance à un sentiment misérable, mais auquel les âmes les plus élevées sont parfois sujettes : le sentiment de l'envie et de l'animosité personnelle (2)!...

Pendant que les deux maréchaux perdaient ainsi leur temps en discussions stériles, Wellington, franchissant la Bidassoa, rendait impossible l'exécution du deuxième plan de Soult (3). Il ne restait plus dès lors qu'à suivre le premier plan de ce maréchal, qui consistait à opérer sur le flanc droit de Wellington, avec les armées réunies d'Espagne et d'Aragon. Ce plan n'avait perdu aucune de ses chances favorables, ainsi que

(1) Ce projet fut adressé à Suchet le 3 septembre, il lui parvint le 11,

(2) Le peu de sympathie de Suchet pour Soult est suffisamment démontré par la *lettre* que le duc d'Albuféra adressa, le 23 août 1813, *au ministre de la guerre*. — Voir *Considérations*, etc., par Choumara, p. 42.

(3) Cette impossibilité tenait à l'approche de l'hiver et aux opérations exécutées par Wellington, après le passage de la Bidassoa.

Soult lui-même le fit observer dans sa lettre du 26 octobre au duc d'Albuféra (1). Et, en effet, si au lieu de faire de l'administration en Catalogne et de rêver aux moyens de dégager les petites garnisons, le duc d'Albuféra s'était mis en mouvement avec les 32,000 hommes dont il pouvait disposer, sa jonction avec le maréchal Soult aurait eu lieu du 25 au 30 octobre, au plus tard; l'ennemi aurait été rejeté sur la rive gauche de la Bidassoa; Pampelune aurait été secouru à temps, et les Français seraient restés maîtres des Pyrénées (2).

Faute de cette résolution intelligente, la brave garnison de Pampelune, réduite à la dernière extrémité par un blocus de quatre mois, se trouva bientôt dans la plus triste situation : les soldats, forcés de prendre les plus vils aliments, étaient en proie à la faim et au scorbut. Le général Cassan essaya de négocier; ne pouvant obtenir la capitulation qu'il exigeait, il déclara qu'il allait faire sauter les fortifications et s'ouvrir un passage l'épée à la main. Le duc, informé de cette résolution, qu'il trouvait contraire aux lois de la guerre, ordonna à don Carlos d'Espagne, chef du blocus, de faire fusiller, après la reddition de la place, le gouverneur avec tous les officiers et le dixième des soldats, si les fortifications éprouvaient le moindre dommage.

La postérité aurait vivement blâmé l'exécution de cet ordre, qui ne peut avoir été donné que dans le but d'intimider le général Cassan, et pour sauver une forteresse importante. Soit par l'effet de cette menace, soit parce que l'intention de faire sauter les ouvrages n'était qu'une ruse imaginée pour obtenir de meilleures conditions, le gouverneur prolongea

(1) « L'armée est aujourd'hui beaucoup plus concentrée qu'elle n'était sur la Bidassoa... Sous « ce rapport, nous avons plutôt gagné que perdu, d'autant plus qu'il m'est beaucoup plus « facile de me préparer aux opérations concertées que je ne le pouvais auparavant. »

(2) CHOUMARA, p. 59.

encore la défense de quelques jours et se rendit enfin avec toute la garnison le 31 octobre.

On doit reconnaître que les Français, dans la défense des places de la Péninsule, ont montré plus de courage et de persévérance que les Espagnols eux-mêmes, bien que ceux-ci aient soutenu deux ou trois siéges dignes de l'admiration universelle.

Wellington possédait maintenant trois ponts sur la Bidassoa; il était solidement établi sur cette ligne et il pouvait disposer de tous les corps employés jusque-là au blocus de Pampelune. Le moment était donc venu pour lui de s'occuper sérieusement des préparatifs d'une expédition sur le territoire français.

Mais avant de le suivre dans cette mémorable entreprise, jetons un dernier coup d'œil sur la Péninsule, pour faire ressortir les difficultés politiques au milieu desquelles le général anglais devait continuer ses opérations.

En Portugal, la faction de Souza était devenue toute-puissante après le départ des troupes alliées. La régence, livrée à cette faction, se montra d'autant plus impérieuse, qu'elle croyait n'avoir plus rien à craindre de l'ennemi. Les Anglais furent ouvertement décriés à Lisbonne et à Rio-Janeiro; et dans cette recrudescence de passions haineuses, Wellington ne fut pas plus épargné que les autres. On l'accusa notamment d'avoir été injuste envers les troupes portugaises, en ne faisant pas mention de leur belle conduite dans les combats de 1813. Le fait était vrai en partie, mais fort excusable, puisque les Portugais se trouvaient confondus avec les Anglais dans les mêmes divisions. Néanmoins, pour éviter le retour de cette prétendue injustice, la régence demanda que les troupes portugaises formassent une armée distincte. Le général en chef s'opposa formellement à cette prétention

que rien ne justifiait (1). A son tour, il se plaignit de ce que le gouvernement de Lisbonne, si susceptible à l'endroit de la réputation de ses soldats, avait négligé leur subsistance au point qu'ils seraient morts de faim, si l'intendance anglaise n'avait pourvu à leurs besoins en prélevant le montant de la dépense sur le subside de la Grande-Bretagne. Il soutint en outre que le recrutement ne s'était jamais fait d'une manière convenable, ce qui était vrai; car en 1813, sur un contingent de 9,000 hommes, le duc n'avait pu faire rejoindre que 3,000 hommes, nonobstant ses vives remontrances : en mars 1814, le Portugal, obligé par ses engagements d'avoir une armée de 30,000 hommes, et pouvant, d'après Stuart, en fournir 100,000, n'avait que 20,000 combattants sous les drapeaux.

Au lieu de faire disparaître ces abus, le prince régent, loin du pays, continuait à récompenser les intrigants et à méconnaître les services rendus par les véritables patriotes.

Quant à la régence, donnant carrière à son esprit oligarchique, elle se montra de plus en plus hostile à l'Espagne, où les opinions libérales commençaient à gagner du terrain.

A cette hostilité réciproque des gouvernements, venait se joindre la haine instinctive des populations, haine que les dangers communs et les intérêts d'une cause identique n'avaient pas un instant assoupie.

Ces sentiments étaient même alors si vivaces, que le moindre incident aurait pu faire éclater une guerre terrible entre les deux pays.

---

(1) « Je crois, écrivit-il à son frère (11 octobre 1813), que je puis avoir la prétention de comprendre quelque chose à l'organisation d'une armée.... Eh bien, vous pouvez dire à don Forjas, que si les troupes portugaises avaient été séparées des divisions anglaises, et si les départements anglais ne les avaient pas assistées, elles n'auraient pu tenir la campagne dans un état respectable, lors même que le gouvernement portugais aurait fait dix fois plus de dépenses qu'il n'en fait maintenant...

« Tout ce que j'ai à dire, c'est que si nous devons nous brouiller pour les choses que contiennent ou ne contiennent pas certains journaux, je quitte pour toujours la Péninsule... »

Ce funeste état de choses inspira à Wellington les réflexions les plus sévères et les plus tristes :

« Je dois déclarer, écrivit-il le 20 juillet 1813 à Charles « Stuart, que l'armée anglaise dont j'ai l'honneur d'être le « chef, n'a jamais éprouvé que de l'ingratitude de la part du « gouvernement et des autorités du Portugal. Les fonction- « naires civils ont fait, dans ces derniers temps, tout ce qu'ils « ont pu pour opprimer les officiers et les soldats quand « l'occasion s'en présentait; aussi j'espère que nous en avons « fini avec ce pays... »

En Espagne, l'opinion n'était pas plus favorable. L'influence anglaise y était si ouvertement attaquée, et les Anglais si peu respectés, qu'on avait fait d'*anglesimo* un terme de mépris. Au début de la campagne de 1813, Wellington avait eu toutes les peines du monde à faire renoncer les Cortès au projet de défendre par une loi aux troupes de Sa Majeste Britannique (1) l'entrée des places fortes espagnoles, de ces mêmes places qu'elles avaient la plupart cependant conquises à la baïonnette et arrosées de leur sang; ingratitude et stupidité dont les gouvernements anarchiques sont seuls capables! Et chose non moins indigne, pendant que Wellington se dévouait si noblement à la défense nationale, ces fiers tribuns des Cortès l'accusaient de vouloir usurper la couronne (2), ils poussaient l'infamie jusqu'à faire des vœux pour le retour de Joseph. Aucun des engagements pris par cette assemblée envers le général en chef n'avait été respecté (3). « Vous savez, écri- « vit le duc à don Juan O'Donosu (4), que je suis résolu « à servir la nation espagnole autant qu'il est en mon pou- « voir de le faire; mais il est un terme à la patience et

(1) Voir la *lettre de Wellington à son frère Henri*, 2 avril

(2) Voir la *lettre* du 16 octobre 1813, de *Wellington à son frère Henri*. Cette accusati[on] avait été formulée aussi par le *Duende*, journal de Cadix.

(3) *A Henri Wellesley*, 2 juillet 1813.

(4) Le 2 juillet 1813.

« la soumission aux injures; or, je sens que j'ai été traité, « dans ces dernières affaires, même comme simple particu- « lier, de la manière la plus indigne par le gouvernement « espagnol... »

Les Cortès, livrées aux inspirations républicaines, ne travaillaient qu'à brouiller entre elles les diverses classes de la société par des projets de réforme intempestifs ; elles s'appliquaient surtout avec ardeur à l'abolition de l'inquisition (1), institution abominable sans doute, mais qui avait pour soutiens le clergé et le peuple des campagnes, les deux plus fermes appuis de l'insurrection nationale.

Cette hostilité acquit un moment des proportions telles, que Wellington exprima à son gouvernement la crainte de voir éclater une guerre civile dans laquelle, disait-il, le clergé et les campagnards auraient pris parti pour les Français (2).

« Les relations qui existent entre nous et les Espagnols, « écrivait-il à lord Bathurst, sont devenues si difficiles, que « je crois nécessaire d'appeler sérieusement votre attention « sur ce point. Vous avez eu connaissance des libelles publiés « à l'occasion de la prise de Saint-Sébastien, libelles que je « sais avoir été rédigés par un officier du département de la « guerre, et, j'ai lieu de le croire, sous l'inspiration du mi- « nistre de la guerre lui-même... On s'efforce d'irriter l'esprit « public contre les garnisons de Cadix, de Carthagène et de « Ceuta..., le moindre méfait d'un patron de barque, dans un port espagnol, est représenté comme une atteinte à la souveraineté de la nation... Cependant les troupes espagnoles signalent en tous lieux leur présence par le pillage ;

(1) L'inquisition fut abolie le 22 janvier 1813, par 90 voix contre 60. Pour obtenir ce résultat, les libéraux des Cortès furent obligés de consentir à l'institution de tribunaux protecteurs de la religion.

(2) On lit dans une lettre écrite à cette époque par Vegas, membre influent des Cortès : « Les partisans de la France sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le suppose, et fort habiles à se recruter. »

« elles n'épargnent ni leurs propres magasins, ni les nôtres...
« On ferme les yeux sur tous ces actes coupables, et ils ne
« sont réprimés que quand je fais intervenir mon autorité
« comme commandant en chef de l'armée espagnole.

« Les fonctionnaires civils du pays non-seulement nous
« ont refusé leur concours, mais ils ont encore ordonné aux
« habitants d'agir de la même manière..... Ce qu'il y a de
« plus extraordinaire et de plus incroyable est le fait qui
« s'est passé dernièrement à Fontarabie. Il était convenu que
« des hôpitaux anglais et portugais seraient établis dans
« cette ville. Un bâtiment, qui avait servi d'hôpital aux Es-
« pagnols, nous fut à cet effet cédé par l'autorité locale; mais,
« avant de le livrer, elle fit enlever tous les bois de lit pour
« les brûler, afin que nos soldats ne pussent en profiter.
« C'est ainsi que les Espagnols agissent envers nous, qui
« avons prodigué nos soins à leurs soldats, qui leur avons
« fourni des instruments de chirurgie et toutes sortes de se-
« cours pour leurs hôpitaux, qui avons recueilli parmi les
« nôtres leurs malades et leurs blessés, qui leur avons enfin
« rendu tous les services qu'il était en notre pouvoir de leur
« rendre, après avoir délivré leur pays de l'invasion! »

Wellington attribuait ces fâcheuses dispositions à l'influence du gouvernement; il terminait sa lettre en disant : « Nos relations avec l'Espagne sont menacées d'une crise « imminente, et si vous ne mettez le gouvernement et le peu- « ple à la raison avant qu'ils aillent trop loin, vous perdrez « inévitablement tous les avantages que vous pourriez retirer « des services que vous leur avez rendus. »

Les Cortès subissaient tellement l'influence de la presse démagogique, que les partisans de l'Angleterre, si longtemps opposés au retour de la princesse Charlotte, se décidèrent à soutenir les prétentions de cette princesse, uniquement parce qu'elle était hostile aux démocrates. Les agents du Foreing-office cédèrent pour la même raison. Wellington néanmoins

s'abstint, ne voulant pas, disait-il, avoir à se reprocher l'arrivée au pouvoir de « la plus méchante femme qui existât au « monde (1). » Son opinion était qu'il fallait éviter de trancher la question de la régence, et se borner à neutraliser, par tous les moyens possibles « *les principes démocratiques et les mesures des Cortès.* »

Voyant beaucoup d'Espagnols notables, Ballesteros, O'Donnel et Castanos même disposés à renverser le gouvernement (2), Wellington pria lord Bathurst de lui dire « si, dans le cas où il trouverait l'occasion de porter un coup décisif à la démocratie espagnole, le gouvernement l'approuverait. » (5 septembre 1813). Il ne paraît pas que le cabinet de Londres ait accueilli cette ouverture, puisque les choses restèrent au même point, et que la correspondance ultérieure du duc n'y fait plus aucune allusion.

Les Cortès (3), à la suite de l'invasion de la fièvre jaune dans l'île de Léon, avaient résolu de siéger à Madrid; elles tinrent, le 29 novembre 1813, leur dernière séance à Cadix. Les nouvelles élections ne firent que renforcer, dans cette assemblée, l'influence des Jacobins et du bas peuple (4). Son antipathie pour Wellington alla si loin, qu'après la bataille de Vittoria, méconnaissant ouvertement ses droits et ses prérogatives de chef de l'armée espagnole, elle donna des ordres directs aux

---

(1) Wellington conseilla à son gouvernement (*lettre* du 5 septembre 1813, *à lord Bathurst*) de ne prendre fait et cause ni pour ni contre la princesse.

(2) Wellington, dans sa *lettre* du 5 septembre 1813, *à Bathurst*, affirme que Ballesteros voulait renverser le système de gouvernement, et « je me trompe fort, disait-il, ou O'Donnel et « Castanos en désirent faire autant. »

(3) Les pouvoirs des Cortès *extraordinaires* avaient expiré le 14 septembre 1813. Les Cortès *ordinaires* furent installées à Cadix le 1er octobre.

(4) Les Cortès ordinaires ouvrirent leurs séances à Madrid le 15 janvier 1814. Les nouveaux députés, dit le comte TORENO, t. V, p. 355 et 356, étaient en général contraires aux réformes. Cela résulte aussi de la lettre suivante, écrite par Wellington le 5 septembre, *à lord Bathurst* : « Les *libérales*, dit-il, ont fait échouer la princesse Charlotte cet hiver, et, *quoiqu'elle eût la majorité* dans l'assemblée, pas une âme n'a osé prononcer son nom. » Cependant, bien que toujours en minorité dans les assemblées législatives, le parti démocratique obtenait gain de cause sur presque tous les points, grâce à la terreur qu'il inspirait.

généraux et apporta, sans même le consulter, des changements notables dans le commandement et dans la destination des troupes; et cependant si ces troupes avaient rendu quelques services après 1812, c'est uniquement parce qu'elles étaient payées, habillées, armées par l'Angleterre, commandées et tenues en bride par un général dont la fermeté égalait le talent (1). Le gouvernement espagnol, bien qu'il eût seulement à pourvoir à leur nourriture, les laissait, ainsi que les alliés, dans le plus grand dénûment. « Partout les récoltes « sont abondantes, écrivait Wellington au ministre de la « guerre, à Madrid (2), et cependant les armées, malgré leur « faiblesse numérique, paraissent condamnées à mourir « de faim. L'armée anglo-portugaise, sous mon comman- « dement, a été approvisionnée, surtout dans ces derniers « temps, presque exclusivement au moyen des transports « venus par mer, et je dois informer Votre Excellence, « qu'indépendamment de l'argent sorti de nos caisses mili- « taires pour solder toutes les armées, qui n'ont rien reçu « d'ailleurs, nos magasins ont fourni quantité de vivres aux « troupes espagnoles, pour les mettre en état de tenir la « campagne. Malgré tous ces secours, j'ai eu souvent la « mortification de voir des soldats espagnols, placés aux « avant-postes, obligés de dépouiller, dans la campagne, les « pommiers et les noyers pour se nourrir... »

Le gouvernement anglais, après tous les sacrifices qu'il s'était imposés, n'avait obtenu aucune influence sur les affaires d'Espagne; et l'administration intérieure du pays se trouvait dans le même état d'anarchie et de confusion où elle était au début de la guerre.

Il n'avait surgi aucun général espagnol capable de com-

---

(1) Quoiqu'il y eut à cette époque en Espagne 160,000 hommes armés, on ne pouvait compter sur plus de 50,000 pour tenir la campagne.

(2) *Lettre* du 30 août 1813.

mander une armée, ni même de former convenablement les troupes. Il n'existait, dans les corps indigènes, aucun officier d'état-major, aucun administrateur digne de ce nom; et pour comble de maux, personne n'avait honte de pareil état de choses (1). Wellington et son armée soutenaient seuls tout le poids de la lutte, aussi peut-on dire qu'aux yeux de la postérité, le plus beau titre de gloire de cette armée et de son illustre chef, sera d'avoir affranchi l'Espagne sans le secours des Espagnols, et, pour ainsi dire, malgré eux.

Les excès commis à Saint-Sébastien servirent de prétexte aux plus violentes déclamations contre Wellington. Les régents eurent même l'intention de lui retirer le commandement de l'armée (2). Les soldats anglais furent journellement insultés ; quelques-uns même tombèrent sous le poignard des assassins, tant la haine était forte, dans certaines classes, contre les sauveurs de l'Espagne.

Quant au gouvernement anglais, il ne se montra guère plus intelligent que ceux de la Péninsule. Wellington eut à s'en plaindre sous plusieurs rapports. Il lui reprocha notamment d'avoir privé son armée des vaisseaux dont elle avait besoin pour entretenir ses communications avec Lisbonne, assurer la sécurité des côtes, et maintenir le blocus des villes maritimes au nord de l'Espagne (3). Il trouva singulier aussi, qu'au moment le plus décisif de la guerre de la Péninsule, le cabinet annonçât l'intention de le mettre à la tête d'une armée en Allemagne. « Tels étaient alors les embarras financiers de l'Angleterre, dit Alison, que pour se décharger des énormes dépenses qu'exigeait la guerre dans le sud de la France, le gouvernement, rassuré d'ailleurs sur le sort de l'Espagne, et

---

(1) Napier, t. XII, p. 109.

(2) Wellington donna sa démission (qui fut acceptée) vers la fin de septembre ; mais en décembre, les nouvelles Cortès décidèrent qu'il conserverait le commandement, et lui donnèrent raison contre les régents sur plusieurs points en litige.

(3) Voir ses *lettres* des 2, 3 et 10 juillet 1813, *à Bathurst.*

persuadé que le point décisif de la lutte était plus près de Paris, accepta et transmit à Wellington un plan suggéré par l'empereur Alexandre, d'après lequel sir Arthur devait transporter par mer son armée dans les Pays-Bas, et former l'aile droite de la grande armée chargée d'envahir la France. » Mais le duc fit ressortir avec une grande force de logique les défauts de ce système d'opération, et le danger qu'il y aurait à quitter un théâtre de guerre où, avec 35,000 Anglais, il tenait en échec 100,000 Français, qui, devenant libres après le départ de cette petite armée, pourraient coopérer aux plans de Napoléon, se joindre aux troupes de la réserve en voie de formation dans les provinces méridionales, s'avancer avec tout l'avantage des *lignes intérieures* contre les alliés, et entrer en action avant les forces anglaises, obligées de faire un long détour par mer et par terre. Wellington, du reste, termina sa lettre par la phrase suivante, qui marque sa soumission respectueuse et sa modestie pleine de simplicité et de bon sens : « Je suis aux ordres du prince régent, et je
« ferai tout ce que lui et son gouvernement voudront; mais
« je le prie de se rappeler que le grand avantage que j'ai ici
« réside dans la confiance dont chacun est pénétré que je
« fais tout ce qu'il faut, avantage que je n'aurais pas ailleurs,
« du moins pendant quelque temps. Personne n'aurait le
« même avantage ici, et je ne ferais pas mieux qu'un autre
« en Allemagne. Si donc on laisse une armée anglaise dans
« la Péninsule, il vaut mieux que j'y reste avec elle (1). »

Ces raisons parurent assez importantes au ministère anglais pour qu'il abandonnât son plan; néanmoins, la plupart des renforts destinés à l'armée de la Péninsule débarquèrent en Hollande; ils servirent à former le malheureux corps détruit peu après sur les remparts de Berg-op-Zoom...

---

(1) 12 juillet 1813, *à lord Bathurst.*

Wellington seul croyait à cette époque qu'il pouvait jouer dans le midi de la France un rôle plus décisif que dans le nord de l'Europe, et concourir plus efficacement à la paix générale, en descendant du haut des Pyrénées, que ne le feraient les souverains alliés en passant l'Oise et la Marne. Sur ce point, les événements ne tardèrent pas à lui donner une satisfaction éclatante.

CHAPITRE XIII.

INVASION DE LA FRANCE,—CAMPAGNE DE 1814.

TOULOUSE.



G. Dawe pinx^t   Héliographie   A. Riffaut sculp

G^{AL} HILL

CHAPITRE XIII.

SOMMAIRE :

Reddition de Pampelune. — Mouvement offensif de l'armée alliée. — Passage de la Nivelle.—Retraite de Soult derrière la Nive.—Passage de cette rivière par Wellington. — Bataille de Saint-Pierre. — Situation respective des armées belligérantes.—Passage de l'Adour.—Bataille d'Orthez. — Investissement de Bayonne. — Combat d'Aire. — Expédition de Beresford contre Bordeaux. — Menées légitimistes. — Combats de Vic-de-Bigorre et de Tarbes. — Retraite de Soult sur Toulouse. — Lenteur de Wellington.—Bataille de Toulouse. — Réflexions sur cette bataille.

Les alliés ayant suspendu leur mouvement offensif après le passage de la Bidassoa, Soult employa son armée à compléter les ouvrages du camp retranché de Saint-Jean-Pied-de-Port et à fortifier les approches de Saint-Jean-de-Luz, ainsi que tous les points susceptibles d'être attaqués entre la mer et la Nive (1). Il était toujours décidé à porter la guerre en Aragon ; mais il fut obligé de renoncer à ce projet, parce que l'hiver arriva plus tôt cette année que de coutume. Sa situation d'ailleurs devenait de plus en plus difficile : si la marine anglaise avait empêché le cabotage entre Bordeaux et

(1) Ces retranchements avaient un développement de seize milles. Pour les construire, Soult avait mis en réquisition tous les ouvriers et tous les matériaux du pays.

Bayonne, il aurait même dû se retirer derrière l'Adour; car ses troupes manquaient de vivres et d'argent, à ce point que, dans un rapport au ministre de la guerre, il qualifia de *honteuse* la misère des officiers et des soldats (1). Le maréchal était profondément affecté de cette situation, toute nouvelle pour une armée défendant son propre territoire.

Des privations semblables faisaient autant de ravages dans l'armée alliée. La désertion s'était mise dans ses rangs (2), et un certain mécontentement commençait à s'y faire jour.

Le 20 octobre, Wellington apprit, par une lettre interceptée, que le gouverneur de Pampelune ne pouvait pas tenir au delà d'une semaine (3). Cette circonstance et les nouvelles d'Allemagne le décidèrent à envahir la France, conformément au désir, de plus en plus vivement exprimé, des souverains alliés. Il ne consentit toutefois à ce mouvement que dans un intérêt politique (4), et sur la promesse formelle qu'on lui enverrait des renforts considérables. Cette défiance parut exagérée alors à certains esprits, qui regardaient l'occupation des provinces du Midi comme une chose facile; mais Wellington, qui était sur les lieux, appréciait différemment les chances de l'entreprise, et l'on doit reconnaître qu'il avait raison, car si le duc de Dalmatie avait conservé les 30,000 hommes qui lui furent enlevés en janvier 1814, si le duc d'Albuféra s'était joint à son collègue, et si la population avait fait cause commune avec l'armée française, très-probablement les Anglais auraient été ramenés au delà des Pyrénées.

---

(1) *Lettre* du 22 décembre 1813.

(2) Voir l'ordre de Wellington du 4 octobre 1813.

(3) Pampelune se rendit le 31 octobre. La garnison était dans la plus grande détresse. Depuis le commencement d'octobre, la ration, par homme, avait été réduite à quatre onces de viande de cheval. Les herbes sauvages avaient remplacé les légumes ; tous les chevaux domestiques, les rats mêmes étaient mangés. Les maladies et le feu de l'assiégeant avaient réduit la garnison à 600 hommes.

(4) Voir sa *lettre* du 22 novembre 1813, *à Dumouriez*.

Les pluies avaient tellement détrempé les routes, que Wel-
ıgton dut remettre au 8 novembre, et ensuite au 10 le commencement de ses opérations contre les lignes de Soult (1). 's forces de l'armée alliée s'élevaient alors à 90,000 hommes ont plus de 74,000 Anglo-Portugais) et à 95 pièces de canon; ırmée française ne comptait guère plus de 60,000 hommes infanterie, soutenus par un nombre convenable de pièces telées (2). La cavalerie et la division Foy, cantonnées en hors de la ligne de défense, faisaient monter cet effectif à),000 hommes.

La position du duc de Dalmatie décrivait un demi-cercle puis Urugne jusqu'à Espelette et Cambo : le point saillant ce demi-cercle était à Sarre. Tout le front était fortifié à ıide de plusieurs lignes de redoutes et de retranchements sceptibles d'une bonne défense (3).

La faiblesse de ces lignes, en avant de Sarre, n'avait point happé à l'œil exercé du général anglais (4). Wellington ait compris aussi que, maître du village de ce nom, il ourrait marcher par Saint-Pé et Amotz directement sur ayonne, et couper en deux l'armée française, forcée d'agir ır un front de cinq lieues, entre Urugne et Cambo. En nséquence, il avait fait commencer, immédiatement après passage de la Bidassoa, un chemin praticable pour l'artil-

---

1) L'attaque avait été décidée pour le 29 octobre, mais les pluies ne cessèrent que le 6 nombre. Wellington aurait franchi la Nivelle le 8, si les divisions espagnoles avaient été ites; il fallut attendre jusqu'au 10.

2) D'après les auteurs des *Victoires et conquêtes*, Soult avait reçu depuis peu un renfort 30,000 conscrits.

3) La première ligne fut achevée le 20 octobre; la deuxième était incomplète et la oisième à peine commencée quand l'attaque eut lieu. La première ligne s'étendait depuis ugne jusqu'au mont Daren, la seconde, depuis Saint-Jean-de-Luz jusqu'à Cambo, et la troième s'élevait près d'Abancen-Borda, en arrière de Saint-Pé, sur le chemin d'Ustaritz. La conde ligne comprenait les camps en avant d'Espelette et de Sourante, les ouvrages à uteur de Sarre et le camp de Serres.

4) « La position de Sarre laissait ouverte un intervalle de plus d'une demi-lieue entre la uteur de la Rhune et le pont d'Amotz sur la Nivelle, en présentant à l'ennemi un déboué facile pour pénétrer en France et tourner la ligne des Pyrénées : une seule redoute, dite Sainte-Barbe, défendait ce passage. » (*Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 286.)

lerie dans le bas-fond qui communique de Beyra aux débouchés en face de Sarre. Et, afin de détourner l'attention de Soult des points importants qui avoisinent ce dernier village, il avait dirigé sur Mondarrain de nouvelles troupes, appartenant au corps d'observation établi à Maya. Le plan de Wellington était de tenir la droite en échec (1), de tourner cette aile, en forçant le centre et la gauche, et de s'avancer ensuite le long de la Nivelle jusqu'à Saint-Pé. C'était incontestablement celui qui offrait le plus de chances de succès.

Le duc donna le commandement de la droite à Hill, celui du centre à Beresford, et celui de la gauche à Hope. Il dirigea les deux premiers généraux avec 40,000 hommes sur le point faible de la ligne ennemie (2). Grâce à cette concentration, habilement exécutée, la droite d'Erlon et la gauche de Clausel furent enfoncées, et les deux corps séparés l'un de l'autre. En même temps, Hope, avec 19,000 hommes et 54 bouches à feu et sous la protection de l'escadre anglaise, attaquait la droite de Reille.

Clausel défendit le terrain pied à pied, et ne se retira que lorsque la perte des redoutes de Sainte-Barbe et de la Rhune (trop tôt abandonnées par les troupes de Conroux) eut exposé son flanc gauche et tourné toute la ligne de Sarre à la mer. Il alla prendre position au delà d'Ascain et de Sarre, un peu au-dessus de Saint-Pé. Reille se retira en arrière de Saint-Jean-de-Luz, sur Bidard.

En ce moment, Soult arriva de Saint-Jean-de-Luz au camp de Serres avec sa réserve d'artillerie et toutes ses troupes disponibles pour menacer le flanc gauche des alliés; mais les dispositions de Wellington (3) et la nuit tombante empêchèrent

(1) Soult avait rendu cette partie formidable. Voir la *lettre de Wellington à Bathurst*, 13 novembre 1813.

(2) Hill était opposé à Clausel avec 24,000 hommes, et Beresford à d'Erlon avec 16,000.

(3) Wellington passa la Nivelle à Saint-Pé avec deux divisions. Toutefois, il n'opéra ce pas-

ce mouvement de produire son effet ; il en résulta que trois divisions anglaises purent s'établir solidement derrière l'aile droite de Soult.

Les ouvrages de la seconde ligne, débordés de tous côtés par des forces supérieures, étaient tombés en grande partie au pouvoir des Anglais. Ce fut en défendant avec vigueur ces derniers retranchements que le brave général Conroux reçut une blessure, dont il mourut quelques jours après.

Le soir, l'armée française se trouva établie dans une position à peu près concentrique à celle du matin : sa gauche était appuyée à la Nive et au village de Larressore ; son centre se trouvait sur la route de Saint-Pé à Bayonne, près d'Abancen-Borda, et sa droite occupait la Nivelle, de Serres à Saint-Jean-de-Luz.

Le résultat de la journée pour les alliés fut la possession des villages d'Urugne, de Sarre, d'Ascain, de Saint-Pé, d'Ainhoé, d'Espelette et de Sourante, tous situés sur le territoire français (1).

Les Français perdirent ce jour-là 4,265 hommes (y compris 1,400 prisonniers), 51 bouches à feu, 6 caissons de munitions, leurs magasins de Saint-Jean-de-Luz et ceux d'Espelette (2). Du côté des alliés, les pertes ne s'élevèrent qu'à 2,694 hommes (3).

De l'aveu même de Clausel, les troupes de sa division « ne firent pas tout ce qu'elles aurait pu faire » dans les fortes positions qu'elles eurent à défendre (4).

Si Wellington avait eu plus de monde sous la main, ou si

---

mage que quand il fut certain que la 6e division, dont il attendait l'arrivée, était à portée de le soutenir. Ce retard sauva le duc de Dalmatie.

(1) LAPÈNE, p. 159.

(2) *Rapport* du 13 novembre, *de Wellington à lord Bathurst*. Pellot estime les pertes des Français à 3,000 ou 3,500 hommes mis hors de combat. Au nombre des Français tués se trouvait le général Conroux.

(3) 289 tués, 1,991 blessés et 69 manquants (*état officiel publié par Gurwood*).

(4) PELLOT, p. 73.

le jour n'avait pas été aussi avancé, il aurait atteint complétement son but en coupant la droite des Français. On doit admirer l'excellent parti qu'il sut tirer de ses troupes et la vigueur extraordinaire que celles-ci déployèrent dans l'attaque des redoutes, des forts, des abattis et des retranchements en terre ou en pierres sèches que les Français avaient élevés sur deux et trois lignes successives, au milieu d'un pays de rochers, de hautes montagnes et de précipices.

La conduite du maréchal Soult ne fut pas exempte de reproches ; il commit notamment une faute grave en n'engageant pas les deux belles divisions de Daricau et de Foy. Dans le moment décisif, il ne put opposer aux 50,000 hommes réunis par Wellington que 18,000 Français, découragés par de nombreux échecs et par le spectacle de la trahison de leurs concitoyens.

Pendant la nuit, les troupes françaises, craignant que Beresford ne s'interposât entre Saint-Jean-de-Luz et Bayonne, abandonnèrent leurs ouvrages et leurs positions sur la rive droite de la Nivelle, après avoir démoli tous les ponts de cette rivière entre Saint-Jean-de-Luz et Ascain.

Le 11, à dix heures du matin, l'armée de Soult s'étendait depuis la mer jusqu'à la Nive, la droite appuyée à Bidard, et la gauche postée en avant du village d'Araunts, sur le monticule appelé Sainte-Baabe. La tête de pont de Cambo était gardée par le général Foy (1).

Le 11, au matin, Hope, qui, dans sa fausse attaque, avait obtenu quelques avantages sur Reille, passa la Nivelle à gué au-dessus de Saint-Jean-de-Luz. Le même jour, le restant de l'armée alliée se mit en mouvement : Beresford au centre, Hill et Morillo sur la droite. Mais les fortes pluies tombées le 10, et l'épais brouillard du 11 interrompirent la marche

(1) Le 11, Foy se retrancha dans le bas Cambo après avoir fait sauter le pont.

des colonnes. Malgré cette circonstance favorable, le maréchal Soult ne jugea pas ses troupes en état de soutenir une seconde bataille sur le terrain étendu qu'il occupait (1); poursuivant donc sa retraite, il s'établit le lendemain dans une nouvelle position entre Anglet et le camp retranché de Bayonne, position défendue par la Nive, dont les eaux, débordées en ce moment, formaient une excellente ligne de défense. Le duc de Dalmatie ne s'était pas attendu à cette prompte évacuation d'une série d'ouvrages sur lesquels il avait fondé le plus brillant espoir. D'après l'exemple donné par Wellington en 1810, il avait pendant trois mois employé toute son armée à construire un camp retranché qui, par la nature et la disposition des ouvrages, autant que par la constitution physique du terrain et par les défenses naturelles dont on avait tiré parti, ressemblait beaucoup au camp de Torrès-Vedras; mais le temps n'avait pas permis au général français de donner aux éléments de cette vaste ligne la consistance nécessaire; et, d'un autre côté, le nombre de ses troupes n'était pas en rapport avec les besoins d'une défense aussi étendue. Les soldats français, au surplus, n'avaient pas grande confiance dans ces lignes, et, pour surcroît, leur moral s'était affaibli par des circonstances qu'il n'était pas au pouvoir de Soult de conjurer. Néanmoins, le maréchal pensa qu'ils auraient pu montrer plus d'opiniâtreté. « Il est à peine croyable, écrivit-il au ministre de la guerre, que des retranchements tels que ceux que défendaient Clausel et d'Erlon aient pu être enlevés. »

Après la perte de la Nivelle, le duc de Dalmatie employa une partie de ses troupes à renforcer les ouvrages du camp retranché de Bayonne.

Wellington ne lui aurait pas donné le temps de prendre

(1) Cette troisième ligne de camps avait huit milles de longueur ; toutefois, ses ouvrages n'étaient pas encore terminés.

ces mesures de précaution, si le terrain argileux qui se trouve au pied des Pyrénées n'eût été détrempé au point de rendre impossible les mouvements de l'artillerie et de la cavalerie (1). Il avait d'ailleurs besoin de rétablir dans son armée la subordination et la discipline, fortement ébranlées par le manque de vivres et le mauvais exemple des Espagnols. Ces derniers commirent de tels excès sur le territoire ennemi (2), que Wellington, préférant une diminution de force matérielle à la perte de l'influence qu'il espérait obtenir en respectant la vie et les propriétés des citoyens français, fit passer par les armes tous les maraudeurs pris sur le fait ; et quand cette sévérité même demeura sans résultat, il n'hésita point à renvoyer les corps espagnols chez eux (3). Rien n'est plus honorable que cette résolution, ni plus digne d'éloges que la sévérité du duc à l'égard des maraudeurs, et les peines qu'il se donna pour éviter de recourir aux réquisitions dont le droit de la guerre et l'exemple des Français auraient cependant légitimé l'emploi.

Toutes ses proclamations avaient pour but de rassurer le peuple : « Je vous prie, disait-il dans celle du 1er novembre, « de faire arrêter et conduire à mon quartier-général tous « ceux qui vous font du mal... » Et dans sa lettre au général Freyre : « Je ne viens pas en France pour piller les Fran« çais... au contraire, mon devoir et le devoir de tous est « d'empêcher le pillage... » Les mêmes sentiments se trou-

---

(1) Voir la *lettre* de Wellington du 21 novembre, *au comte Bathurst*, et celle du 23, *à Dumouriez*. On lit dans cette dernière : « Nous sommes arrêtés par les pluies et absolument embourbés. »

(2) Non contents de piller, ils commettaient encore de nombreux assassinats.

(3) Voir sa *lettre* du 22 novembre 1813, *à Dumouriez*.

Voir aussi MAXWELL, t. III, p. 277 et 278. Wellington fit exécuter à cette époque deux soldats anglais convaincus d'avoir pillé. On leur mit sur la poitrine un écriteau indiquant les méfaits qu'ils avaient commis. Le quartier-maître Surtees, dans son ouvrage intitulé *Twenty five years in the rifle brigade*, raconte que vers ce temps les relations entre les Français les Anglais et les Portugais étaient devenues si amicales, qu'aux avant-postes on ne s'opposait plus au placement des sentinelles ; que les soldats des trois nations échangeaient de l'eau-de-vie contre du thé, et *qu'ils pillaient en parfaite harmonie*. Or, c'est précisément cette fraternité de pillards que Wellington eut à cœur de faire cesser par tous les moyens possibles.

nt exprimés dans une foule d'autres lettres. Le but qu'il ulait atteindre par cette conduite, si opposée à celle des nquérants ordinaires, se révèle dans les lignes suivantes, ressées au gouvernement britannique : « Je dois dire que *nos succès dépendront surtout de notre modération et de notre esprit de justice,* ainsi que de la bonne conduite et de la discipline de nos troupes (1). » Ce but, à ce qu'il paraît, fut mplétement atteint, car, le 21 novembre 1813, Wellington rivit de Saint-Jean-de-Luz à Bathurst : « Les indigènes de cette partie du pays sont non-seulement réconciliés avec l'invasion, mais encore il désirent que nous réussissions. Ils nous procurent tous les vivres qu'ils peuvent, et ils s'emploient eux-mêmes à nous donner des renseignements. » Le r janvier 1814, s'adressant au même ministre : « Nous protégeons, dit-il, les propriétés des habitants contre le pillage de leurs armées. Ils viennent mettre à l'abri de nos lignes leurs bestiaux et tout ce qu'ils possèdent... » Cette modéra- n, sans exemple dans l'histoire, favorisa puissamment la stauration des Bourbons, et contribua dans une large pro- rtion au succès de la campagne de 1814 en France.

Dès que le temps se fut un peu remis, Wellington songea poursuivre le cours de ses victoires. Reconnaissant qu'il ait difficile d'attaquer Soult dans la forte position que ce aréchal avait prise en avant de Bayonne, il pensa que le illeur moyen de l'en déloger ou de l'affaiblir assez pour nner aux alliés une occasion de le battre, serait de passer Nive et d'établir sa droite sur l'Adour.

Ainsi l'armée française, qui déjà éprouvait beaucoup de fficultés à se procurer le nécessaire, perdrait ses communi- tions avec l'intérieur par l'Adour, tandis que l'armée alliée

---

.) Le 21 novembre, *à lord Bathurst.*

aurait toute facilité de recevoir des subsistances et des renseignements des provinces du centre (1).

Cette opération permettait aussi d'encourager les mécontents et d'entrer en relation avec eux. Sur ce point, toutefois, Wellington montra une grande réserve, et nous verrons plus loin qu'il eut de puissantes raisons pour agir de la sorte. En se mettant trop tôt à la tête du mouvement bourbonnien qui s'opérait dans le midi de la France, il aurait exposé ses partisans et la cause même de la légitimité à des périls imminents. Sa prudence lui fit éviter cet écueil de la manière la plus heureuse.

Le 9 décembre, les troupes alliées sortirent de leurs cantonnements pour effectuer le passage de la Nive. La droite, sous les ordres de Hill, reçut l'ordre de traverser la rivière à gué, entre Cambo et Itsassu, pendant que Beresford appuierait et favoriserait cette opération, en faisant passer la division Clinton à Ustaritz. Hope fut chargé de repousser les avant-postes sur tout le front du camp retranché entre la Nive et la mer, et de tenir Soult en échec, pendant que Hill et Beresford traverseraient la rivière. Les opérations de ces derniers obtinrent un plein succès. L'ennemi fut chassé de la rive droite et obligé de se retirer sur Bayonne par la grande route de Saint-Jean-Pied-de-Port.

Ces divers mouvements avaient été si bien conçus et si promptement exécutés, que les Français furent réellement surpris. Quand Soult arriva de Bayonne en toute hâte, Wellington était déjà en possession du terrain. Cependant le mauvais état des routes empêcha Hill d'arriver à temps pour occuper les hauteurs de Saint-Pierre. La nuit, accélérée par un temps nébuleux, mit fin au combat.

---

(1) *Wellington au comte Bathurst*, 14 décembre 1813.— Par ce mouvement, Wellington obtenait aussi l'avantage d'établir sa cavalerie dans des plaines fertiles.

Cette journée rendit les alliés maîtres de la Nive, depuis Cambo jusqu'à Villefranque, et leur assura un point d'appui sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, à deux lieues de Bayonne.

Au nombre des Anglais blessés se trouvait le général Hope, qui avait montré un courage tel, que Wellington écrivit à Torrens (1) : « Nous le perdrons s'il continue à s'exposer au « feu comme il l'a fait ces trois derniers jours. Outre la « blessure qu'il a recue à la jambe, son habit et son chapeau « étaient criblés de balles. »

Les pertes de chaque côté s'élevaient à 800 hommes environ.

Par suite de l'opération du 9, les ailes de l'armée alliée se trouvaient éloignées de près de trois lieues, et séparées par la Nive. Soult résolut de profiter de cette circonstance et de tomber le lendemain avec toutes ses forces réunies sur l'aile qui occupait la rive gauche (2). Sa confiance dans la réussite de cette opération était si grande, que la veille au soir, il écrivit au duc de Feltre : « *J'ai l'espoir que j'aurai des succès à vous annoncer;* » et, de fait, l'attaque projetée eût été funeste aux alliés, si elle avait été convenablement exécutée; car Wellington, en prenant une fausse position, avait perdu l'avantage de la supériorité numérique (3).

---

(1) Le 15 décembre.

(2) En ce moment, le front des alliés était de trois lieues.

(3) Voici en quels termes le général de Vaudoncourt a critiqué cette faute de Wellington *Hist. des campagnes de* 1814 *et* 1815, t. 1er, p. 233) : « Quoique Wellington ait pu compter sur supériorité de ses forces pour hasarder une opération de flanc, cette supériorité n'était pas sez prononcée pour oser couper son armée en deux et la mettre ainsi à la merci d'un événe-ent que pouvait amener une crue d'eau. Il aurait fallu pour cela que chacune des moitiés son armée fût en état de lutter contre l'armée française toute entière ; il était bien loin être dans ce cas-là. Les deux lignes de communication de sa base d'opérations étaient Irun le col de Maya; car le col de Roncevaux ne pouvait lui être d'aucune utilité dans une re-aite, puisque le passage était barré par Saint-Jean-Pied-de-Port. Une tentative hasardée pou-it rendre le duc de Dalmatie maître des deux ponts d'Ustaritz et de Cambo ; il pouvait, avec ute son armée réunie, battre les troupes anglaises qui étaient sur la rive gauche de la ive. Alors celles que Wellington avait poussées sur la droite se seraient trouvées fort com-romises. Un mouvement en avant sur l'Adour ne la sauvait pas, puisque le duc de Dalmatie

Mais Soult, au lieu de marcher sur le point décisif d'Arcangues, ainsi qu'il en avait eu d'abord le projet, dirigea sa principale attaque sur Barouilhet; attaque, qui, par suite du mauvais état des routes (défoncées par les pluies), manqua de vigueur et d'ensemble (1). Le corps de Hope soutint sur ce point une lutte acharnée contre deux divisions de Reille, et, quoiqu'il n'eût que 10,000 hommes successivement engagés, il força ces divisions à battre en retraite, vers deux heures après midi. En ce moment Soult, rejoint par toutes ses colonnes, donna l'ordre de renouveler le combat. Mais, apprenant aussitôt que Wellington accourait avec des troupes fraîches, il hésita et suspendit son ordre. La nuit survint, et les deux armées restèrent en présence.

Dans cette journée, les alliés eurent 1,200 tués et blessés, et 300 prisonniers (2). Les Français perdirent environ 2,000 hommes, et sur la fin de la bataille trois régiments allemands passèrent à l'ennemi (3).

Le lendemain un nouveau combat fut livré.

Les Français dirigèrent la totalité de leurs forces sur la gauche des alliés, commandée par Hope, mais malgré leur supériorité numérique, ils furent obligés de reprendre les positions de la veille.

De part et d'autre, 800 hommes environ restèrent sur le terrain.

---

ne devait rien tant désirer que de voir l'ennemi quitter sa base et abandonner ses communications. »

Ces réflexions sont en général très-judicieuses.

(1) Le général de Vaudoncourt reproche encore à Soult de n'avoir pas commencé l'attaque assez tôt.

(2) Lapène fixe les pertes des alliés à 5,000 hommes hors de combat et à 1,000 prisonniers, et les pertes des Français à 3,000 hommes. Les *Victoires et conquêtes* donnent les mêmes chiffres, sauf celui des pertes essuyées par les Français, qu'elles portent à 2,500. D'après de Vaudoncourt, Soult mit 2,000 alliés hors de combat et leur fit 800 prisonniers. Les pertes des Français ne s'élevèrent qu'à 1,200 hommes. Ces chiffres se rapprochent bien plus de la vérité que les précédents.

(3) D'après Lapène, 1,600 hommes seulement passèrent à l'ennemi; à la suite de cette désertion, les autres troupes allemandes furent envoyées à Bayonne.

Le 12, un malentendu amena une troisième collision sans objet comme sans résultat, et à laquelle le gros de l'armée française ne prit aucune part (1).

Le même jour, Soult, après avoir laissé deux divisions et la réserve dans son camp retranché, marcha avec sept autres divisions ou 35,000 hommes et 22 pièces de canon sur Mousserolles pour attaquer le général Hill, qui avait seulement 13,600 hommes et 14 bouches à feu sous la main (2). Mais à cause du mauvais état des routes, cinq divisions seulement furent en état d'agir; et de ce nombre trois seulement purent être sérieusement engagées, parce que le terrain était trop resserré pour déployer les autres. La rencontre eut lieu à Saint-Pierre. Elle fut remarquable par l'acharnement et l'intrépidité des combattants. On peut la citer comme une des plus meurtrières de la Péninsule.

La bataille commença vers huit heures et demie du matin. A midi, Hill apprenant que Wellington approchait avec la 6e division, engagea sa réserve et força le maréchal Soult à faire un mouvement rétrograde, bien que la brigade d'Armagnac, les divisions Foy et Maransin fussent en position d'écraser les colonnes anglaises. Au moment où Hill obtenait ce résultat inespéré, arriva la 6e division, en marche depuis l'aurore et suivie à quelque distance par la 4e, par deux brigades de la 3e et par la 7e (3).

Wellington, jugeant du premier coup d'œil que la bataille

---

(1) Il y eut cependant de chaque côté 3 à 400 hommes tués et blessés.

(2) Il avait en outre 4,000 Espagnols et la cavalerie de Vivian; mais ces troupes étaient tenues en échec à Urcuray par les généraux Paris et Soult.

(3) De Vaudoncourt prétend que ces troupes le rejoignirent dans la nuit du 12 au 13 : de sorte que Hill aurait eu 6 divisions engagées depuis le commencement de l'affaire. C'est une erreur dans laquelle a versé également Lapène, qui évalue l'effectif de l'armée alliée à 40,000 hommes.

La même erreur a été reproduite encore par M. de Beauchamp et par les auteurs des *Victoires et conquêtes*. Ces derniers portent les forces primitives de Hill à 20,000 hommes, et celles qui lui arrivèrent successivement pendant le combat à 30,000 : ils prétendent que la bataille dura toute la journée et que Wellington y joua le rôle principal.

était gagnée, félicita chaudement son brave camarade sur le succès qu'il venait de remporter, et ordonna aussitôt un mouvement général en avant (vers deux heures). Les colonnes françaises, vivement poursuivies, essuyèrent des pertes considérables; mais l'obscurité et le mauvais état des routes ne permirent pas de continuer la poursuite.

Les alliés perdirent environ 2,000 hommes; trois généraux et presque tous les officiers d'état-major furent mis hors de combat. Les Français eurent en tout 3,000 hommes tués et blessés (1), chiffre important, si l'on considère que la moitié seulement de leur effectif, ou 16,000 hommes, furent sérieusement engagés. Au nombre des blessés se trouvaient les généraux Maucune et Maucomble.

On peut reprocher à Wellington d'avoir laissé Hill dans cette position critique sur la Nive, où il aurait été battu sans un concours de circonstances heureuses et sans le courage vraiment héroïque des soldats anglais. Quant au maréchal Soult, il n'eut que le tort de n'avoir pas exécuté avec assez d'ensemble et de promptitude le plan d'attaque judicieux qu'il avait conçu (2).

Wellington, en menaçant les communications de Soult, espérait forcer le duc de Dalmatie à lever son camp de Bayonne.

---

(1) D'après Pellot, les Français eurent 4 à 500 hommes tués et 2,500 blessés. D'après Lapène, ils eurent 3,700 hommes hors de combat et deux généraux blessés. Le même auteur évalue les pertes des alliés à 6,000 hommes, ce qui est une erreur manifeste, puisqu'il résulte d'un état officiel, publié par Gurwood, que les alliés eurent, du 9 au 13 décembre, 650 tués, 3,907 blessés et 504 manquants.

Ces chiffres servent également de réfutation à de Vaudoncourt, qui estime les pertes essuyées par les alliés dans la journée du 12, à 4,000 hommes, et à Beimas, qui prétend « que les alliés, de leur propre aveu, perdirent à Saint-Pierre 8,000 hommes, tandis que les Français eurent seulement 5,900 hommes hors de combat. »

Thibaudeau évalue les pertes des Français, du 9 au 13, à 12,000 hommes. Lapène à 10,000, et Pellet à 5,914, dont 4,600 blessés, chiffre dans lequel ne sont pas compris les déserteurs et les prisonniers.

(2) De Vaudoncourt lui reproche encore de n'avoir pas attaqué le corps de Hill dès le 11, au point du jour. Mais, même en attaquant le 12 à 8 heures et demie du matin, comme il le fit, Soult avait la chance de battre Hill avant midi, c'est-à-dire avant l'arrivée des premiers renforts.

Il lui était en quelque sorte impossible d'obtenir ce résultat par le siége de la ville, parce que toute l'armée française se trouvait réunie sur ce point, et que la place tirait en outre un immense avantage de ses inondations et de la nature marécageuse du terrain. Le passage de la Nive était un premier pas vers la réalisation du système contraire; aussi le duc se nontra-t-il fort content du résultat obtenu dans la journée lu 12.

Après le combat de Saint-Pierre, les alliés furent de nouveau arrêtés par les pluies. Des deux côtés, on mit ce temps à profit pour élever des ouvrages de campagne sur le front des positions respectives (1).

Wellington fit revenir, à cette époque, les 20,000 Espagnols qu'il avait renvoyés pour cause de pillage. Il avait besoin de ces forces pour continuer ses opérations ; et, d'ailleurs, il pensait que la leçon avait été suffisante pour produire le l'effet; mais il ne tarda pas à reconnaître son erreur sur ce point, car dans le premier village français où les Espagnols de Morillo s'établirent, ils massacrèrent quinze personnes, au nombre desquelles se trouvaient des femmes et des enfants. Les bandes de Mina, par des horreurs semblables, avaient telement exaspéré les Basques, que ces montagnards furent sur le oint de commencer une guerre de partisans. Afin de prévenir e résultat fâcheux, Wellington sévit contre les pillards, et n même temps publia un ordre du jour dans lequel il préint les Basques qu'ils eussent à se joindre à l'armée franaise, ou à rester en paix chez eux; que tous les individus ouvés les armes à la main et faisant le métier de partisan raient fusillés, et que les maisons des coupables seraient vrées aux flammes sans miséricorde. Cette menace terrible,

---

(1) Wellington augmenta ses ouvrages à Barouilhet, et Soult fortifia Hastingues, Peyrehorade t plusieurs points sur la Bidouze. Il augmenta en outre les ouvrages de Navarreins.

que justifiait la position délicate de l'armée alliée, engagea les Basques à rester neutres, au grand préjudice de Soult, qui avait déjà songé à tirer parti de ces populations vigoureuses.

Un plus grand embarras fut suscité à Wellington par le traité de Valençay, que l'on avait soumis secrètement à la régence dans le courant de décembre 1813. Ce traité, négocié par le comte Laforêt, et signé le 8 décembre 1813, avait pour but de diviser les ennemis de l'empereur et de mettre à sa disposition les troupes laissées en Espagne (1). Il portait restitution du trône à Ferdinand VII et prompte évacuation du territoire de la Péninsule, à la condition d'expulser d'Espagne ceux qui venaient d'en chasser l'usurpateur.

Ce traité devait irriter nécessairement les véritables patriotes et les ministres de la Grande-Bretagne.

La régence de son côté le condamna, parce qu'il était peu favorable aux idées démocratiques; et Wellington, malgré sa répugnance pour ces idées et les griefs qu'il avait à reprocher à la régence, n'hésita point à soutenir cette autorité, uniquement parce que les intérêts dont il avait embrassé la défense exigeaient le sacrifice de ses ressentiments particuliers. Divers renseignements lui donnèrent d'ailleurs la conviction que l'arrangement proposé avait des chances de succès, et que dans l'armée notamment, il trouverait de chaleureux appuis (2). Il signala au gouvernement anglais tous les dangers dont ce traité menaçait

(1) Le 12 novembre 1813, Napoléon avait annoncé à Ferdinand l'intention de lui restituer le trône d'Espagne, « pour ôter tout prétexte à l'influence anglaise et rétablir les liens d'amitié et de bon voisinage qui avaient existé longtemps entre les deux nations. »

(2) Wellington affirme, dans une *lettre à lord Bathurst*, que la plupart des officiers espagnols sous ses ordres étaient favorables à ce traité. Dans une autre lettre au même ministre (10 janvier 1814), il dit : « J'ai longtemps soupçonné que Bonaparte adopterait cet expédient, et s'il avait eu moins d'orgueil et plus de bon sens, et s'il eût mis cette mesure à exécution, comme il le devait, elle aurait réussi. Je ne suis pas certain qu'elle ne réussira pas maintenant. »

;leterre et l'Espagne. Ces dangers furent heureusement és par la marche rapide des événements et par la résis- : des Cortès, qui refusèrent de sanctionner un traité que inand, prisonnier, avait eu la faiblesse d'accepter des s de l'empereur. Sans cette circonstance, les difficultés raient accumulées sous les pas de Wellington; car, mal- es services éminents qu'il ne cessait de rendre, son in- ce sur les ministres anglais était faible (1), et sur les stres espagnols complétement nulle. Les premiers avaient .dée si fausse de la situation générale et des besoins de la ·e, que tantôt ils voulaient opérer en Hollande et dans la nsule à la fois (2), tantôt pressaient le général de marcher ant, sans tenir compte de rien (3); tantôt encore ils for- nt le projet de l'employer avec son armée sur un autre : de l'Europe. Ils répandaient de l'or à profusion en Alle- ıe et laissaient l'armée de la Péninsule dans le plus grand ment. Le salaire des muletiers était en arrière de vingt- ıois, et la solde de la troupe de sept mois. Les soldats, ıenilles, marchaient pieds nus dans les froides gorges des nées par la faute de l'amirauté, qui apportait de conti- ; retards dans l'expédition du numéraire et des objets ›illement. Obligé de tout payer, le général en chef avait ·acté des dettes énormes. Dans une lettre au comte

---

Ceux qui à cette époque se trouvaient en relation avec les ministres savent bien que ;tait regardé comme un visionnaire dont les projets avaient besoin d'être contrôlés hommes plus sages et plus expérimentés. » — NAPIER, t. XII, p. 229.

n effet, une armée commandée par Graham, et primitivement destinée à renforcer : de la Péninsule, fut envoyée en Hollande pour y soutenir l'insurrection. Wellington tra contraire à ce projet, et le résultat lui donna raison, car Graham ne contribua en résultat définitif de la guerre. Voir les *lettres* du 21 décembre 1813, du 10 janvier et rril 1814, *au comte Bathurst*. Dans cette dernière lettre, Wellington se plaint de ce :ût dirigé sur la Hollande les recrues levées pour les régiments de la Péninsule qui ant en avaient le plus grand besoin.

›ur mettre un terme à ces impatiences, il écrivit le 21 décembre 1813 : « ... Que veu- s alliés? Je suis déjà plus avancé sur le territoire français qu'aucune des puis- !... A la guerre, il y a des choses dont l'exécution est impossible, comme, par exem- faire mouvoir des troupes dans le pays où je me trouve, pendant et après de fortes »

Bathurst (1) : « C'est à peine, dit-il, si je puis sortir de chez « moi, à cause des créanciers publics qui attendent pour me « demander le payement de ce qui leur est dû. » Il avoue même, dans sa correspondance intime, qu'il fut obligé d'emprunter à un particulier l'argent nécessaire pour payer un courrier destiné au général Clinton (2). « C'est dans ce moment, dit Napier, qu'on députa vers lui le sous-secrétaire d'État, colonel Bunbury, avec mission de lui reprocher les dépenses de l'armée, et de voir s'il était possible d'opérer une réduction sur le subside mensuel de 100,000 livres qu'il recevait (3). »

Les autorités espagnoles ne traitaient pas mieux le duc et ses braves soldats. A Santander, elles mirent les hôpitaux anglais en quarantaine, et cherchèrent ensuite à s'en débarrasser, sous prétexte de l'invasion de la fièvre jaune, bien que Wellington, pour diminuer la charge des habitants, eût poussé la complaisance jusqu'à faire venir d'Angleterre des baraques portatives en bois, où ses malades et ses blessés étaient fort mal logés (4). Le chef politique (*xefe politico*) de Guipuscoa avait ordonné en outre la mise en quarantaine de tous les vaisseaux venant de Santander ; ce qui interrompait les communications de l'armée avec ses magasins, et l'eût obligée finalement de se retirer de la position avancée qu'elle occupait. Le duc, heureusement, prévint les conséquences de ces résolutions aussi malveillantes qu'absurdes, en déclarant qu'il ne les respecterait point.

L'armée anglo-sicilienne de Catalogne était dans le plus

(1) Du 21 décembre 1813. Voir encore sa *lettre* du 8 janvier 1814, au même.

(2) « I yesterday wanted to send of a courier to general W. Clinton in Catalonia, an[illegible]d the money for expenses was borrowed from those who happened to have a little to lend. » (L[illegible]*Lettre* du 27 janvier.)

(3) ALISON, t. X, p. 151, dit que l'Angleterre était alors dans l'impossibilité de faire [illegible]e plus grands sacrifices. Il est certain que jamais aucune puissance n'en avait fait d'aussi co[illegible]sidérables ; on peut lui reprocher seulement d'avoir donné trop aux alliés et aux armées q[illegible]i opéraient dans le Nord et trop peu à l'armée de Wellington, qui jouait cependant le premi[illegible] rôle.

(4) Voir la *lettre* du 14 janvier 1814, *à Henri Wellesley*, et celle du 22, au conseil d[illegible] santé de Santander.

grand dénûment, et les troupes nationales qui opéraient dans cette province mouraient pour ainsi dire de faim. Le gouvernement espagnol n'avait pas même voulu fournir à cette armée les munitions et l'artillerie nécessaires pour défendre Tarragone (1).

Le duc d'Albuféra, mettant ces circonstances à profit, continua les hostilités contre Clinton et Copons, sans obtenir toutefois sur eux aucun succès digne d'être mentionné (2). A la suite du traité de Valençay, il reçut l'ordre de négocier avec Copons la remise de toutes les places, excepté celles de Figuières et Roses, à la condition que leurs garnisons rejoindraient l'armée active ; mais cette proposition ayant été rejetée par la régence sur l'avis de Wellington, Suchet détruisit les ouvrages de quelques petites places, démantela Gironne et Roses, et concentra ses troupes à Figuières, où il resta dans l'inaction plutôt que d'appuyer Soult avec les 12 à 13,000 vétérans dont il disposait.

Dans ces entrefaites, Napoléon voyant l'orage éclater sur tous les points à la fois, s'était hâté de conclure la négociation ouverte avec Ferdinand, en lui rendant la liberté. Ce prince astucieux et faible quitta Valençay le 13 mars, et entra le 19 à Perpignan où l'attendait le duc d'Albuféra. Le 22, il pénétra sur le territoire espagnol en compagnie du maréchal, qui, après avoir obtenu de lui les garanties qu'il avait ordre de demander pour la restitution des garnisons, l'escorta sur les bords de la Fluvia. Là se trouvait réunie l'armée de Copons, chargée de le recevoir. L'armée française était en bataille sur la rive opposée : toutes deux rendirent à Ferdinand les hon-

(1) NAPIER.

(2) Suchet occupait encore à cette époque plusieurs forteresses importantes. Trois de ces forteresses, Lérida, Mequinenza et Monzon lui furent enlevées en février 1814, à l'aide de faux ordres fabriqués par Van Halen, qui s'était procuré au service du duc d'Albuféra le chiffre de la correspondance officielle : action que le comte de Toréno a tort de louer, bien que sa patrie « *en tirât un service signalé.* »

neurs dus à son rang. Le nouveau roi se rendit ensuite à Gironne, à Tarragone, à Reus, à Saragosse, à Teruel et à Valence. A peine arrivé dans cette dernière ville (le 16 avril), il s'appuya sur l'armée d'Élio pour se déclarer hautement ennemi des réformes et des Cortès (1). Il se remit en route le 5 mai, accompagné des troupes d'Élio et des grands du royaume accourus près de lui.

Un corps de 25 à 30,000 hommes fut chargé d'occuper Madrid. Dès le 4 mai, Ferdinand avait expédié, comme avant-coureur de ses violences, un manifeste célèbre, où, après avoir critiqué avec amertume la conduite des Cortès, il déclarait nuls et non avenus leur constitution et leurs décrets, défendant, sous peine de mort, d'en jamais parler. Ce manifeste réactionnaire fut publié le 10; immédiatement après, les troupes envahirent le local des Cortès et celui de la régence. Plus de trente députés, deux régents et tous les ministres furent arrêtés par le général Eguia; les autres membres du gouvernement prirent la fuite.

Les Cortès n'avaient pris aucune mesure pour défendre leurs droits et leur existence menacés. De l'aveu d'un député libéral, le comte Toréno, elles ne pouvaient se fier ni au peuple, ni à l'armée.

Le roi fit son entrée le 14, au milieu d'un vif enthousiasme, et cette réception, interprétée dans le sens des idées de la cour, devint le point de départ d'une réaction violente contre le parti avancé. Ferdinand en donna le signal, et, loin de pacifier une nation qui avait besoin de calme et de repos, il l'entraîna à de nouvelles luttes par son ingratitude et sa duplicité.

Après la cérémonie de la Fluvia, le duc d'Albuféra re-

(1) Toréno, t. V, p. 484, dit que le conseil de briser les Cortès lui fut donné par Napoléon.

passa les Pyrénées, laissant une division à Figuières et des garnisons à Barcelonne, Tortose, Morella, Péniscola, Sagonte et Denia. Les troupes de Lérida, de Mequinenza et de Monzon se mirent en marche sur un faux ordre, fabriqué par Van Halen ; mais, enveloppées dans un chemin creux par Copons (1) et Clinton, elles furent obligées de se rendre. Cet épisode marqua la fin de la guerre d'Espagne. Santona, toujours assiégée (2), se rendit à la paix générale avec les autres places, et, le 14 avril, les troupes de Clinton se mirent en marche, les unes pour s'embarquer à Tarragone, les autres pour rejoindre Wellington.

Pendant ce temps, l'armée alliée avait été arrêtée sur la Nive par le manque d'argent, et surtout par le mauvais état des routes. Quelques auteurs ont expliqué ce retard en l'attribuant à la lenteur et au défaut de résolution du général en chef ; mais, sur ce point, on nous permettra de préférer l'opinion du maréchal Soult, qui se connaissait en opérations militaires et n'avait aucun intérêt à flatter son redoutable antagoniste : « Il paraît certain, écrivit-il le 22 décembre 1813 au « ministre de la guerre, que, malgré le mauvais temps, les « ennemis ont le projet de continuer les opérations. L'entre- « prise qu'ils méditent est bien difficile, et je ne pense pas « qu'ils puissent réussir sans perdre beaucoup de monde. « Cependant il ne faut pas se dissimuler qu'ils ont de puis-

(1) Le général Copons, se fondant sur un décret des Cortès, refusa d'exécuter la promesse faite par le roi à Suchet de faire rentrer en France les garnisons des diverses places de Valence et de Catalogne.

(2) Cette place, si importante pour les Français et si nuisible aux alliés, ne fut pas enlevée à temps, parce que l'amirauté négligea de prendre des mesures efficaces pour maintenir un blocus rigoureux du côté de la mer.

« sants moyens et qu'ils font de grands sacrifices pour parvenir à leur but. En ce moment, ils doivent payer fort cher le séjour qu'ils font sur le territoire français, car leurs troupes souffrent beaucoup, et ils perdent continuellement une grande quantité de chevaux et de bestiaux. »

Au commencement de 1814, la position du général anglais fut améliorée par le rejet du traité de Valençay, par l'envoi d'une somme considérable en lingots (1), et par l'arrivée de quelques renforts (2).

La situation de Soult, au contraire, s'aggrava par le départ de 10,000 hommes d'infanterie et 3,000 de cavalerie (3), et surtout par les sentiments hostiles que les populations du Midi commençaient à faire éclater (4). Ne jugeant plus dès lors ses forces en état de combattre régulièrement les alliés (5), le maréchal proposa de laisser 14,000 hommes dans le camp de Toulouse, et de diriger les forces restantes (trop faibles pour tenir la campagne) sur la gauche, avec ordre de former un grand corps de partisans qui, appuyé aux Pyrénées, se jetterait sur les flancs et les derrières de Wellington, si ce dernier essayait de pénétrer en France. Ce projet, que le duc de Dalmatie voulait étendre à la défense de tout le territoire, et compléter par une espèce de levée en masse, fut soumis à

---

(1) Pour éviter les pertes et les embarras qu'il eût éprouvés, si ces lingots avaient été frappés à un coin étranger, Wellington établit une fabrique secrète de monnaie et frappa des napoléons en or. Dans l'Inde, il avait eu recours à un expédient analogue.

(2) 6,000 hommes d'infanterie et 1,400 cavaliers venus d'Angleterre.

(3) Cet effectif comprenait deux divisions d'infanterie, la cavalerie de Treilhard, 2,000 soldats d'élite, désignés pour la garde impériale, et quelques bataillons d'artillerie. Le départ eut lieu par ordre de Napoléon dans le courant de février. Ce fut une perte irréparable pour l'armée du duc de Dalmatie.

(4) Voir LAPÈNE, p. 212 et suivantes. Pellot dit que, le 1er janvier 1814, les réquisitions cessèrent, qu'on passa des marchés, que le propriétaire commença à respirer, et que la discipline se raffermit.— P. 92.

(5) D'après de Vaudoncourt, il ne restait plus à Soult que 38,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux. D'après Lapène, 35,000 fantassins, 1,800 chevaux et 50 bouches à feu. D'après les *Victoires et conquêtes*, 40,000 fantassins et 300 chevaux. Mais toutes ces évaluations sont trop faibles, parce qu'elles ne comprennent point les miliciens qui avaient remplacé les vieux soldats appelés au Nord.

l'empereur, qui refusa de le sanctionner, le trouvant révolutionnaire, et de nature à engendrer la guerre civile (1). Il fallut donc reprendre le système des opérations régulières, mais dans des conditions de plus en plus défavorables pour l'armée française.

Wellington méditait en ce moment un coup hardi.

Pour bien s'en rendre compte, il faut savoir quel était alors l'emplacement des armées belligérantes.

Celle des alliés, déployée autour de Bayonne sur un demi-cercle de trois lieues d'étendue, avait sa gauche appuyée à la mer, son centre à Ustaritz et Villefranque, sa droite établie dans l'intervalle de la Nive et de l'Adour supérieur, son grand quartier général à Saint-Jean-de-Luz, et la majeure partie de sa cavalerie, retenue par le manque de fourrage, en deçà les Pyrénées, sur les bords de l'Èbre (2).

L'armée française se développait également sur un arc de cercle, ayant sa droite appuyée à l'embouchure de l'Adour, son centre au confluent de ce fleuve et des *gaves* (3), sa gauche à Saint-Jean-Pied-de-Port, et son quartier général à peu près au centre de la ligne (4).

L'armée alliée ne pouvait s'engager sur le territoire français en laissant le camp retranché de Bayonne sur son flanc gauche. Mais, pour bloquer ou assiéger cette place, il fallait absolument en éloigner l'armée française et traverser l'Adour, fleuve profond, rapide, très-large à son embouchure, soumis

---

(1) Soult développa ce projet dans sa remarquable *lettre* du 17 janvier 1814, *au ministre de la guerre*. On y trouve ce passage, qui résume en quelque sorte l'ensemble de ses propositions :

« Les observations que je viens de vous soumettre tendent donc à proposer à l'empereur la formation d'une armée aussi forte que possible en avant de Paris, par la réunion de toutes les troupes disponibles des autres armées, ainsi qu'à la formation d'une multiplicité de corps de partisans sur tous les fronts de l'empire, où des troupes ennemies auraient pénétré ou qui seraient menacés. »

(2) LAPÈNE, p. 203.

(3) Le mot *gave* signifie torrent.

(4) Le quartier général de Soult avait été porté, le 20 décembre, à Peyrehorade.

à l'action de fortes marées, défendu en outre par une flottill de chaloupes canonnières et par un corps de troupes établ dans une excellente position défensive.

Le passage en amont de la ville pouvait se faire avec le moyens ordinaires, mais il offrait, au point de vue straté gique, des inconvénients sérieux. Le passage en aval, au cor traire, ne présentait aucune chance favorable à cause de l rapidité du courant qui s'opposait à l'emploi des pontons. l n'était possible qu'avec des bâtiments de fort tonnage; or l'embouchure de l'Adour, obstruée par les sables, opposait l'arrivée de ces bâtiments des obstacles que les gens du pay regardaient comme presque invincibles. Le maréchal Sou lui-même croyait le passage du fleuve, en aval de Bayonne impraticable, et cette fausse sécurité fut précisément ce q engagea Wellington à tenter l'opération.

Quarante chasse-marée furent secrètement chargés d madriers et d'autres objets nécessaires à la construction d'u pont. Ces bâtiments et quelques chaloupes canonnières d vaient, avec l'aide de la marine, remonter l'Adour et assur le passage (1). En même temps, pour affaiblir de ce côté l moyens de résistance et tromper l'ennemi sur le véritab but des alliés, on devait diriger le gros des forces contre gauche de Soult, attirer, par une démonstration sur le centr son attention vers les parties inférieures des cours d'eau t butaires de l'Adour, et lui faire croire, par des réunions bateaux et d'autres objets, qu'on avait l'intention de pass le fleuve au-dessus de Bayonne (2).

---

(1) On offrit secrètement à Wellington de lui livrer des bâtiments du commerce franç mouillés dans l'Adour, s'il voulait délivrer des licences à ces bâtiments; mais il dut renon à cet avantage et prendre même des mesures pour brûler et canonner les navires don s'agit, parce que le gouvernement anglais refusait d'approuver les licences que le duc av accordées antérieurement.

(2) Ceci est la véritable explication du mouvement de Wellington sur Sauveterre, mo vement que le général de Vaudoncourt regarde comme une faute, et que nous trouvons contraire fort habile. Si Soult dégarnit Bayonne et porta le gros de ses forces sur le ga

Les gelées qui survinrent au commencement de février facilitèrent l'exécution de ce projet.

Le 14, Hill, avec 20,000 hommes et 16 pièces de canon, se dirigea vers les sources des rivières qui couvraient la gauche de Soult (1); — Beresford reçut l'ordre de tenir le centre en échec; — et le général Hope fut spécialement chargé des opérations sur la droite de l'ennemi.

Après des marches rapides et des combats réitérés, Hill parvint à forcer le passage des rivières, au-dessus des points que Soult avait fortifiés. La Bidouze fut franchie le 16, et la Soissons le jour suivant. Hill put alors s'établir au delà de ces cours d'eau et prendre des mesures pour traverser le gave d'Oléron, que les Français avaient l'intention de défendre énergiquement. Wellington vint à Garris, dans la journée du 21, pour diriger cette opération, qui pouvait devenir très-importante si, comme on le craignait, le passage de l'Adour était entravé par le mauvais temps ou par d'autres difficultés. L'intention du général en chef était de franchir le gave aussitôt que son équipage de pont serait arrivé.

Pendant ce temps, Hope prenait, de concert avec l'amiral Penrose, toutes les mesures nécessaires pour exécuter le passage de l'Adour. Cette opération devait avoir lieu le 21 février, mais un vent contraire et une marée houleuse retinrent

---

d'Oléron, c'est parce qu'il vit se diriger de ce côté le gros des forces ennemies. Il ne l'aurait point fait si l'armée de Wellington était restée concentrée devant Bayonne, et, dans ce cas aussi, l'Adour n'aurait pas été franchi. Le général de Vaudoncourt lui-même en doit convenir, puisqu'il dit, t. I, p. 449 : « Je prouverai qu'en faisant de Bayonne le centre des opérations défensives, il est impossible à un ennemi de pénétrer en France par ce côté, avant de l'avoir isolé par une grande bataille, dont les chances mêmes se présentent à son désavantage. »

Sans doute Soult aurait pu tirer parti du mouvement de Wellington sur Sauveterre en attaquant, avec le gros de ses forces, les quatre divisions restées devant Bayonne; mais le général de Vaudoncourt, qui préconise ce mouvement, n'a pas considéré d'abord que Wellington aurait probablement suspendu sa marche sur Sauveterre s'il avait vu Soult rester en position, et, en second lieu, qu'il eût été difficile au duc de Dalmatie, avec les troupes et les moyens dont il disposait, de prendre l'offensive au delà d'un fleuve aussi important que l'Adour.

(1) Voir la *lettre de Wellington à lord Bathurst*, 22 février 1814.

le convoi à Socoa. Pour éviter de nouveaux retards, sir John Hope résolut de tenter le passage avec les moyens dont il disposait (18 pontons et 6 petites chaloupes). En conséquence, il se dirigea sur Anglet (dans la nuit du 22 au 23), avec 20,000 hommes et 20 pièces de canon. Le lendemain, il mit ses bouches à feu en batterie et força la flottille française à gagner le haut de la rivière. Dans la soirée, six compagnies des gardes, deux de riflemen et une de tireurs de fusées (1), à peine établies sur l'autre rive (2), furent attaquées par deux bataillons français; mais elles finirent par repousser ces bataillons dans la ville. Dans le même moment, d'autres troupes passaient sur la rive ennemie à l'aide de pontons. Déjà trois brigades ou 8,000 hommes s'y trouvaient réunis quand les chasse-marée de Penrose vinrent jeter l'ancre à l'endroit du passage. Ces bâtiments, signalés le 24 à midi, s'étaient avancés avec des difficultés inouïes, à travers les brisants du fleuve: plusieurs, en voulant franchir la barre, s'étaient échoués sur les sables ou avaient été brisés par les vagues furieuses. La violence du vent et la destruction des signaux avaient augmenté encore les difficultés de cette opération, déjà si pénible et si dangereuse en elle-même.

Les chasse-marée, au nombre de 26, jetèrent l'ancre à trois milles au-dessous de Bayonne. Ils furent établis à 40 pieds les uns des autres (3). Sur ces supports flottants, on commença aussitôt la construction d'un tablier en câbles et en madriers. Le pont fut en état de servir le 26, à midi (4). Le lendemain, Hope renforça les troupes de l'autre

(1) On fit, dans cette circonstance, le premier essai des fuseés de guerre contre les navire et contre les troupes. Cet essai parut satisfaisant.

(2) Ces troupes s'élevaient à 600 hommes. Voir la *lettre de Wellington à Bathurst*, 1er mar 1814.

(3) L'Adour, à cet endroit, avait 135 toises de largeur.

(4) SHERER, t. II, p. 305.

« Le passage de l'Adour se fit à la stupéfaction des habitants. Ils accoururent de tout

rive (occupées depuis le 25 à l'investissement de la citadelle) et envoya prévenir Wellington du succès de son opération.

Le général Thouvenot, commandant les forces laissées à Bayonne, n'avait pas fait grande opposition à l'investissement de la citadelle, ayant à peine assez de monde pour défendre les camps retranchés, menacés en ce moment par d'autres corps ennemis.

Hope, avec le secours des Espagnols de Freyre, se porta sur Saint-Étienne, d'où il chassa les Français. Il compléta ensuite l'investissement de Bayonne du côté de la citadelle, et renvoya à l'armée les deux divisions anglaises qui avaient jusqu'alors observé la place entre la Nive et l'Adour.

Wellington, de son côté, avait vigoureusement conduit ses opérations sur les gaves. Immédiatement après l'arrivée de ses pontons (le 24), il s'était mis en marche vers le gave d'Oléron.

Beresford, qui, depuis le mouvement de Hill (1), tenait en échec le centre de l'armée française sur la Bidouze inférieure, avait attaqué l'ennemi le 23, dans ses postes fortifiés, sur la gauche du gave de Pau, et l'avait obligé à se retirer dans la tête de pont de Peyrehorade.

En ce moment, tout le front de l'ennemi se trouvait menacé sur une étendue de 25 milles. Le but de ces opérations étendues était de masquer à Soult le véritable objet de l'attaque.

Le passage du gave d'Oléron tira enfin le maréchal d'incertitude. Il concentra immédiatement ses troupes à Orthez, dans le but de prendre l'offensive. C'était une grande faute, car l'ennemi avait intérêt à l'éloigner de Bayonne, pour dé-

parts pour se convaincre par leurs propres yeux d'un événement qu'on jugeait impossible. »
— A. DE BEAUCHAMP, t. II, p. 81.

(1) Exécuté le 14 et le 15.

boucher en France par la route de Saint-Jean-de-Luz, seule ligne d'opération avantageuse.

Le passage du gave d'Oléron avait eu lieu le 24, à Montfort, au-dessus de Sauveterre, et au gué de Villenave. Soult aurait pu s'y opposer énergiquement; il ne le fit point, et perdit ainsi une bonne occasion d'obtenir, sinon un avantage décisif, au moins un succès partiel sur les alliés. Après avoir détruit tous les ponts du gave de Pau, le maréchal se retira le 25 sur Orthez, avec l'intention d'y livrer bataille. C'est là qu'il apprit, le 26, que la cavalerie de Cotton et la division d'infanterie de Picton avaient passé, la vieille au soir, le gave de Pau au-dessus de Berenx, pendant que le corps d'armée de Beresford avait franchi le même gave entre Puyoo et Peyrehorade (1).

La situation de Soult était fort critique en ce moment. Son aile droite se trouvait débordée ou sur le point de l'être, et sa position d'Orthez n'offrait aucun moyen de parer à ce danger (2). L'armée française n'avait pour retraite, d'Orthez à Saint-Sever, qu'une route percée dans un terrain difficile et coupé de marais; sa droite, placée à Saint-Boës, était en l'air, et pouvait être abordée du côté où les hauteurs vont en diminuant. Or, cette aile culbutée, les alliés se trouvaient aussi près du seul point de retraite de Soult que sa gauche établie à Orthez; si un mouvement rapide faisait

---

(1) Prévenu à temps de ce passage, Soult aurait pu faire subir un échec aux colonnes anglaises, séparées par des obstacles et fort éloignées l'une de l'autre. — Voir Koch, t. I p. 285.

(2) « Dès l'instant où la gauche de l'armée anglaise avait passé le gave de Pau à Peyrehorade, la position d'Orthez n'était plus tenable. Le duc de Dalmatie n'avait alors que deux partis à prendre. Le premier, et sans contredit le meilleur, était de se rabattre par un mouvement rapide sur le maréchal Beresford, de le pousser sur Peyrehorade et d'aller de nouveau prendre position derrière l'Adour, vers Bayonne.

« ... Le second parti était celui de se retirer derrière le Luy-de-Béarn, à Sault-de-Navailles, ou derrière le Luy-de-France. » — De Vaudoncourt, t. II, p. 189.

tomber en leur pouvoir le pont de Sault-de-Navailles,
armée française était perdue (1). (Voir le *Plan* n° 18.)
ington saisit immédiatement les avantages que lui
cette situation; mais comme il avait encore une partie
armée en arrière, il fut obligé de gagner du temps.
ffet, il mit les divisions Picton et Beresford en mou-
, comme s'il voulait attaquer immédiatement l'armée
se. Cette démonstration habile lui permit d'attendre
t deux heures la 6e division et la division légère, sans
ult fît un mouvement offensif. Ses troupes étant arri-
donna à Beresford l'ordre de tourner et d'attaquer la
le l'ennemi avec les 4e et 7e divisions, soutenues par la
ie de Vivian (2). Le général Picton, avec les 3e et 6e di-
, devait aborder les hauteurs occupées par le centre
auche des Français, pendant que Hill, avec la 2e divi-
la division portugaise de Le Cor, traverserait la gave
ı à Souars, pour déborder la gauche de l'ennemi et
sa retraite sur Pau (3). Enfin, la division légère d'Alten
rdre de se tenir en réserve sur la rive droite.
mée française occupait une ligne de hauteurs, en
boisées et en partie dénudées, depuis Saint-Boës
ı Orthez. Le général Reille, avec les divisions Taupin,
t et Paris, tenait la droite de la ligne de bataille. Au
était le comte d'Erlon avec les divisions Foy et d'Ar-
c. Sur la gauche, appuyé à la ville d'Orthez, se trouvait
s de Clausel, formé des division Villatte et Harispe (4).
ze pièces de canon étaient attachées à cette dernière

---

le colonel KOCH, t. II, p. 286, et *Victoires et conquêtes*, t. XXIII, p. 241.
sford devait ensuite s'emparer de la route de Saint-Sever.
la *lettre* du 1er mars 1814, *au comte Bathurst*.
igton, dit Napier, avait pris ses mesures de manière qu'il pouvait, en débordant la
l'ennemi, s'emparer du défilé de Sault-de-Navailles, couper les Français de leurs
à Dax, Mont-de-Marsan et Aire, et les forcer à se retirer par la route de Pau, en
nt celle de Bordeaux. »—T. XIII, p. 93.
port de Soult.

division; douze autres se trouvaient sur la hauteur, occupée par le centre; les seize pièces restantes étaient en réserve sur la route de Dax.

L'action commença vers neuf heures du matin. Beresford, après une lutte acharnée, emporta le village de Saint-Boës; mais le terrain à gauche et derrière ce village était si resserré, que ses troupes ne purent se déployer pour attaquer les hauteurs occupées par la droite de l'ennemi; elles ne pouvaient pas davantage les tourner, car ce mouvement aurait séparé Beresford de Picton, et détruit par suite la liaison entre les diverses parties de l'ordre de bataille des alliés.

Soult, ayant remarqué ces diverses circonstances, dirigea son principal effort du côté de Reille. Les soldats anglais firent des prodiges de valeur; mais, attaqués par des soldats aussi braves qu'eux dans les défilés étroits qui conduisaient à la position, ils durent rebrousser chemin, laissant un grand nombre de morts et de blessés sur le terrain.

La bataille semblait perdue, et déjà Soult s'écriait : « *Enfin, je les tiens!* » quand, par une inspiration soudaine, Wellington, changeant son plan d'attaque, dirigea les deux divisions de Picton et une brigade de la division légère contre la gauche de la hauteur occupée par le corps de Reille. Cette tentative vigoureuse eut un résultat inespéré; elle fut particulièrement honorable pour le 52e régiment de ligne, chargé de prendre en flanc et à revers les troupes qui repoussaient la colonne d'attaque de Saint-Boës. Cet intrépide régiment traversa un marais sous le feu de l'ennemi, et se jeta avec tant de violence sur les divisions Foy et Taupin qu'il les obligea de se retirer.

Ce succès ouvrit à Wellington l'étroit passage derrière Saint-Boës; il en profita pour faire avancer et déployer les 4e et 7e divisions, la cavalerie de Vivian et deux batteries d'artillerie de campagne.

Immédiatement après l'abandon du village (où l'on avait

combattu pendant sept heures consécutives), Beresford, dégagé de tout obstacle, opéra sa jonction avec Picton et Alten sur la crête des hauteurs.

Pendant ce temps, Hill avec 12,000 hommes avait forcé le passage du gave au-dessus d'Orthez, et, après avoir jeté un coup d'œil sur l'ensemble de la bataille, s'était dirigé droit vers la grande route d'Orthez à Saint-Sever pour couper la retraite à l'armée française.

Ne jugeant plus dès lors sa position tenable, Soult se décida à l'abandonner (1). C'était une opération des plus difficiles, surtout à cause du terrain coupé de ravins et embarrassé de broussailles que la droite et le centre devaient traverser; elle réussit néanmoins parfaitement, grâce à l'habileté et à la promptitude avec lesquelles Soult changea sa ligne de retraite. S'il s'était dirigé sur Bordeaux au lieu de Toulouse, Wellington l'eût poussé dans les landes, où l'armée française aurait couru les plus grands dangers, la cavalerie anglaise ayant une incontestable supériorité sur la sienne (2).

« La retraite de l'ennemi, dit Wellington, se fit d'abord
« *dans un ordre admirable;* mais bientôt les attaques des
« Anglais et le mouvement de Hill les forçant à précipiter
« leur marche, cette retraite devint une fuite où les troupes
« se mêlèrent dans le plus grand désordre... Beaucoup de
« soldats jetèrent leurs armes, et la désertion depuis ce mo-
« ment augmenta notablement (3). »

---

(1) En ce moment, Hill avait coupé la route de Pau et tourné le village d'Orthez.

(2) Cette circonstance a échappé au général de Vaudoncourt, dont les critiques sont empreintes d'une trop grande sévérité pour le duc de Dalmatie. (Voir t. II, p. 172 et suivantes.) Il nous semble que si de puissantes raisons militaient en faveur de la retraite sur Bordeaux, il y en avaient d'autres, tout aussi puissantes, qui devaient décider le maréchal Soult en faveur de la retraite sur Toulouse. La retraite sur Bordeaux, en effet, eût attiré Wellington plus tôt au centre de l'empire et rendu impossible la jonction, encore probable, de l'armée des Pyrénées avec celle de l'Aragon.

(3) *Rapport de Wellington* sur la bataille d'Orthez.

Un auteur français, M. de Beauchamp, confirme ces détails. « Le maréchal Soult, dit-il, eut la douleur de voir la retraite, si bien commencée, dégénérer en déroute. Les conscrits jetaient leurs armes et fuyaient à la débandade. » — T. II, p. 81. (Voir aussi PELLOT, p. 115.)

La déroute dont parle Wellington fut le résultat d'une attaque vigoureuse de Hill. Bientôt cependant les troupes françaises se reformèrent derrière Luy-de-Béarn, et continuèrent leur mouvement sur Saint-Sever, en détruisant tous les ponts du Luy et de ses affluents. Cette dernière circonstance, jointe à un orage violent (1), qui gonfla les rivières et brisa les ponts flottants, rendit la poursuite lente et peu dangereuse pour les Français.

Soult avait perdu 4,000 hommes et 6 pièces de canon. Dans la retraite, plusieurs milliers de conscrits s'étaient débarrassés de leurs armes : un mois après, le nombre des traînards s'élevait encore à 3,000 (2). Les alliés n'avaient eu que 277 tués, 1,923 blessés et 70 manquants (3). Au nombre des blessés se trouvait leur général en chef; une balle ricochant sur la garde de son épée lui avait fait une forte contusion à la cuisse. « Ce coup lui causa une telle secousse qu'il fut jeté par terre. Il était alors à pied, et en train de plaisanter le général Alava, blessé presqu'au même instant, mais peu grièvement, dans un endroit sensible et charnu où les accidents provoquent toujours le rire (4). »

Wellington s'arrêta à Saint-Sever et envoya Hill s'emparer de la ville d'Aire, où se trouvaient un parc d'artillerie et des magasins que le duc de Dalmatie avait fait protéger pendant sa retraite par le général Clausel (5). La rencontre eut lieu [illegible]

---

(1) Cet orage éclata le 1er mars.

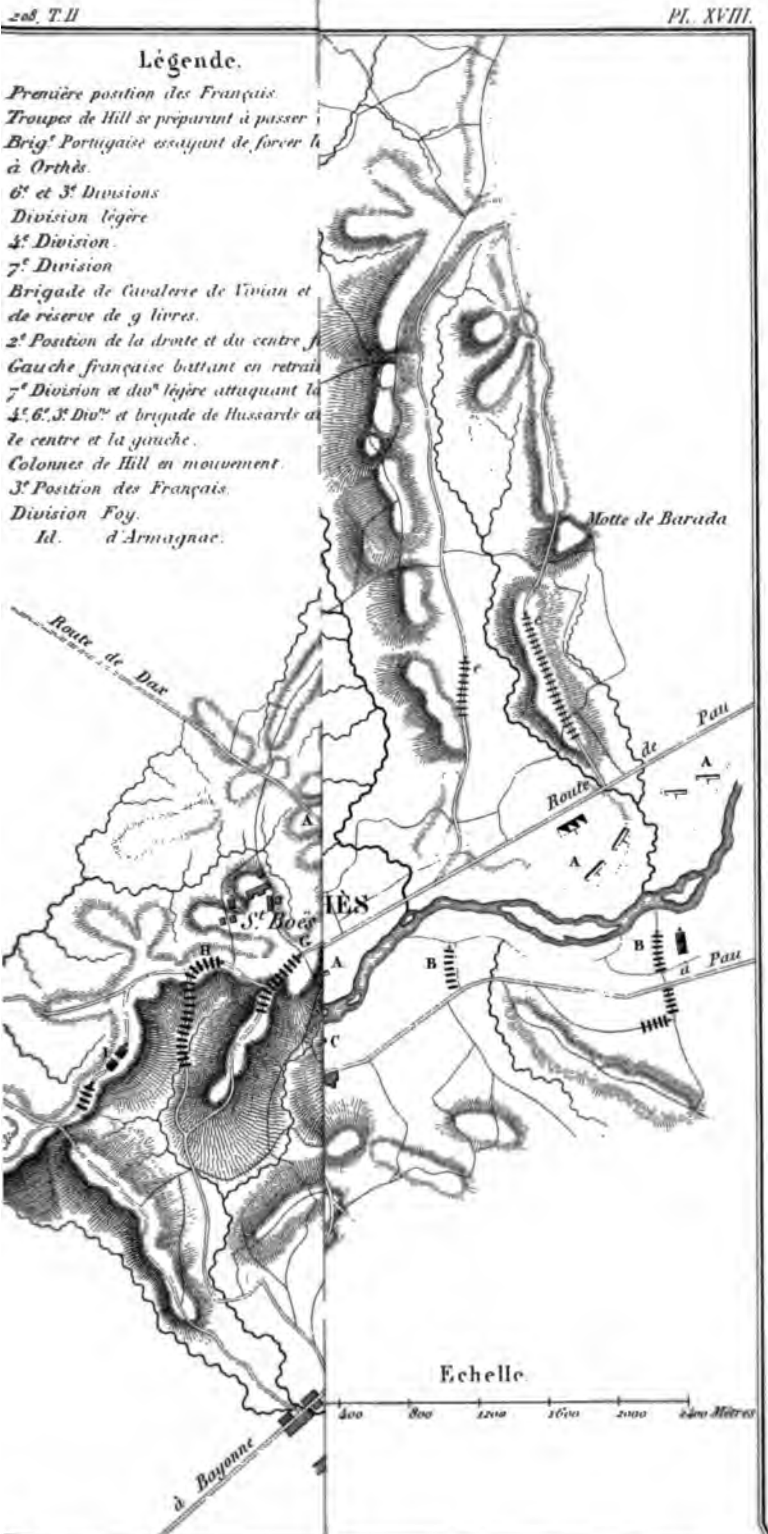
(2) Soult. *Lettre* du 10 mars, *au ministre de la guerre.*

(3) *État officiel* donné par Gurwood. Il y a loin de là aux 6,000 hommes hors de combat [illegible] parle Belmas. De Vaudoncourt estime les pertes des Français à 2,500 hommes hors de com[illegible] ou faits prisonniers, et à cinq canons pris ou abandonnés. Lapène à 1,500 morts e[illegible] 2,500 blessés (dont 1,500 restèrent prisonniers). Belmas à 3,900 tués, blessés et pris. K[illegible] Pellot et les *Victoires et conquêtes* à 2,500 hommes en tout, et à cinq bouches à feu. Jo[illegible] à 7,000 hommes, et celles des alliés à 2,300 seulement. Enfin, de Beauchamp à 4 ou 5,000 t[illegible] et blessés, sans les prisonniers et les déserteurs.

Nous citons ces chiffres pour montrer le peu de soin que certains historiens appor[illegible] dans l'examen des faits qui servent de base à leurs appréciations.

(4) Comte Toréno, t. V, p. 437.

(5) En même temps que Hill (par la rive gauche) et Cotton (par la rive droite) se dirigea[illegible]


Légende.
Première position des Français.
Troupes de Hill se préparant à passer
Brig.e Portugaise essayant de forcer l
à Orthès.
6.e et 3.e Divisions
Division légère
4.e Division.
7.e Division
Brigade de Cavalerie de Vivian et
de réserve de 9 livres.
2.e Position de la droite et du centre f
Gauche française battant en retrai
7.e Division et div.n légère attaquant la
4.e 6.e 3.e Div.ns et brigade de Hussards at
le centre et la gauche.
Colonnes de Hill en mouvement.
3.e Position des Français.
Division Foy.
Id. d'Armagnac.
Route de Dax
Motte de Barada
Route de Pau
à Pau
St. Boës
à Bayonne
Echelle
400
800
1200
1600
2000
2400 Mètres

ars. D'abord, toutes les chances furent pour Clausel; s, à la fin, l'opiniâtreté de Hill l'emporta; son adversaire it en retraite, et les magasins tombèrent au pouvoir du queur.

insi, en 18 jours, Wellington effectua le passage de cinq des rivières et de plusieurs petits cours d'eau, força l'en-i à abandonner deux têtes de pont et quelques ouvrages de ndre importance, livra avec succès une grande bataille et combats, enleva 6 pièces de canon, fit environ 1,000 pri-niers, s'empara des magasins de Dax, Aire et Mont-de-san, jeta un pont sur l'embouchure de l'Adour, investit onne, le boulevard de la France méridionale, obligea l'armée française à découvrir Bordeaux et à se retirer nt d'avoir fait sa jonction avec le duc d'Albuféra, jonction laquelle Soult ne comptait plus guère à la vérité, mais Wellington devait regarder comme imminente.

es résultats ne proviennent pas uniquement de la su-iorité numérique des alliés; il s'en faut même beaucoup cette supériorité fût aussi grande que certains au-rs l'ont prétendu. Et, en effet, il résulte de calculs très-cts, fournis par l'historien le plus consciencieux des rres de la Péninsule (1), que Soult avait, à la bataille d'Or-, 40,000 hommes, dont 35,000 bons soldats; que Wel-gton comptait 4,000 hommes de cavalerie et 8 pièces de on de plus que son adversaire; mais qu'en revanche, il it 4 à 5,000 fantassins en moins (2). L'inégalité existait

ire, Beresford se porta sur Mont-de-Marsan pour enlever un magasin de subsistances. olonel Koch critique cette marche divergente qu'il attribue à l'incertitude où était ngton sur la direction prise par son adversaire. « Il est certain, dit-il, qu'en poursui-nt les Français avec tous ses moyens, il les eut mis dans un grand embarras. » te remarque ne laisse pas d'être fort judicieuse.

) NAPIER, t. XIII.

) Il faut noter que cinq régiments d'infanterie étaient absents au moment du combat, e que Wellington, faute de moyens de transport, avait dû envoyer ces troupes à la côte chercher des effets d'habillement, dont l'envoi avait éprouvé des retards considérables.

donc plutôt dans les forces morales que dans les forces matérielles des belligérants (1). Mais la véritable cause du succès des alliés réside dans l'ensemble des mouvements ordonnés par leur général en chef. L'observateur impartial reconnaîtra, en effet, que Wellington se montra dans cette campagne plus habile que son illustre adversaire. Il profita avec une rare sagacité des circonstances favorables qui se présentèrent, et déploya dans l'exécution une vigueur bien propre à dérouter ceux qui le représentent comme un général timide et sans initiative. La seule faute qu'on puisse lui reprocher, c'est d'avoir, le jour de la bataille d'Orthez, donné si peu de troupes à Beresford, que le duc de Dalmatie aurait pu enfoncer le centre de l'armée alliée. Heureusement le général français ne songea point à profiter de cette faute, ou du moins ne prit pas les mesures nécessaires pour en tirer parti.

Le duc de Wellington montra peu de vigueur dans la poursuite; mais cette circonstance déjà plusieurs fois signalée, tient à un défaut organique de l'armée anglaise, bien plus qu'à un manque d'énergie ou de résolution de la part du général en chef. L'armée péninsulaire, en effet, s'est presque toujours trouvée dans l'impossibilité de recueillir les fruits de sa victoire. Nous donnerons sur ce point tous les éclaircissements désirables dans un chapitre subséquent.

Wellington, ayant pour but, non de faire une pointe en France, mais de s'y établir solidement, crut utile de se ménager

---

(1) Les bataillons de Mina et de Murillo ne prirent part qu'aux premières opérations des alliés. Ils ne furent pas présents à la bataille d'Orthez.

Lapène est dans l'erreur quand il porte les forces de Soult à 35,000 hommes, et celles de Wellington à 70,000.

De Vaudoncourt évalue les forces de Soult à 30,000 hommes d'infanterie et à 3,000 chevaux, et celles de Wellington à plus de 40,000 hommes d'infanterie et à 4,500 chevaux.

ɔs sortes d'influences que ne recherche point d'or- général en pays ennemi.

re offre peu d'exemples d'une invasion faite dans s conditions.

s, tout en combattant les forces militaires de la : présentaient en amis du peuple français. Leur ɔtégeait les habitants contre les excès de ses pro- s ; il se faisait une loi de ne lever aucune contribu- payer exactement tout ce qui était nécessaire à son ' ces ménagements, conformes d'ailleurs à ses sen- à ses habitudes, Wellington espérait atteindre plus que par toute autre voie le but de sa mission, qui ɔvoquer dans le midi de la France une réaction fa- a maison de Bourbon.

juger de l'état des esprits, il avait, en passant la proposé à son gouvernement de faire venir le duc ne. Cette idée ayant été accueillie favorablement, : du comte d'Artois se rendit au quartier général où il arriva dans le commencement du mois de 14 (1). Wellington fit à ce prince un accueil em- ıis, tout en se montrant prêt à le soutenir quand serait venu, il résista à ses trop pressantes solli- et l'engagea même à garder quelque temps encore sous le nom de comte de Pradel. Avec son rare il comprit que vouloir tout brusquer, c'était à tout compromettre. Au lieu donc de se dé- ertement pour les Bourbons, ainsi qu'on le lui instamment, Wellington se borna à établir des ıvec leurs principaux agents et à développer les hostiles du midi de la France contre le régime

---

v, p. 376.

Les membres de la famille royale exilée trouvèrent que ce n'était pas assez, et que le général anglais montrait une réserve et une timidité excessives. Le duc d'Angoulême surtout paraissait impatient de franchir l'Adour et de marcher sur Bordeaux. Mais Wellington resta inébranlable dans ce qu'il croyait la seule ligne de conduite prudente et loyale. Dès le 20 décembre 1813, il avait engagé le comte Bathurst à s'abstenir de mettre un Bourbon en avant, aussi longtemps que l'on aurait quelque espoir de conclure une paix raisonnable avec Bonaparte, et aussi longtemps que le peuple français n'aurait fait aucune manifestation publique en faveur des Bourbons. Il écrivit dans le même sens à plusieurs hommes d'État qui le pressaient de se déclarer hautement. A tous, il fit observer qu'il serait peu convenable et même peu loyal d'engager prématurément les provinces du Midi dans une révolte qui pourrait donner lieu à de sévères répressions, si la paix était conclue avec l'empereur. Il n'était pas certain d'ailleurs que l'esprit public fût tel qu'on se l'imaginait dans quelques cercles, et qu'une tentative de restauration ne pût amener une tentative contraire. L'émeute de Bordeaux vint prouver dans la suite qu'il avait bien jugé la situation et sagement agi en évitant de se prononcer. Peu à peu, cependant, les instances de son propre gouvernement, les sollicitations des Bourbons et des souverains alliés obligèrent Wellington à se départir de ce rôle. Dans une proclamation faite au commencement de mars, il dit aux Français : « Venez donc vous ranger sous la bannière de vos princes légitimes ! » et dans une autre, faisant appel aux intérêts froissés : « Plus de tyran, dit-il, plus de guerre, plus de conscription, plus d'impositions vexatoires ! »

Cet appel, de la part d'un homme qui s'était fait respecter et presque aimer des Français par la douceur et l'équité de sa conduite, produisit un effet excellent. On peut dire que le revirement opéré dans l'esprit public au midi de la France,

tenait moins au prestige de la royauté déchue qu'à l'habile politique du général anglais. Dans une lettre officielle, écrite de Bayonne à cette époque (1), on trouve cet aveu significatif : « La sage conduite du général anglais et l'excellente discipline qu'il maintient parmi ses troupes nous font plus de « tort que dix batailles perdues. Tous les paysans cherchent « à se mettre sous sa protection. »

Wellington, dans ses proclamations, avait engagé les habitants à s'organiser contre les pillards et à les amener au quartier général, munis des preuves du délit (2). A la suite de cette recommandation, un maraudeur anglais fut tué par les paysans ; un autre, sur l'ordre du général en chef, fut passé par les armes ; on chassa même de l'armée un colonel qui avait souffert que ses soldats détruisissent les archives communales d'une petite ville. « Maintenez, écrivit Wellington au général espagnol Freyre, maintenez la plus stricte « discipline, car, sans cela, nous sommes perdus. » Et, dans une autre lettre, indigné de ce qu'il ne pouvait empêcher les troupes de Morillo de piller : « J'ai perdu 20,000 hommes « dans cette campagne, dit-il ; mais ce n'est point pour que le « général Morillo, ni qui que ce soit, puisse venir piller les « paysans français... Tant que je commanderai, je ne le « permettrai pas. Si on veut piller, qu'on donne à l'armée un « autre chef. Il m'est absolument indifférent de commander « une grande ou une petite armée ; mais, qu'elle soit grande « ou petite, il faut qu'elle m'obéisse, et surtout qu'elle ne « pille pas (3). »

Grâce à cette politique intelligente et modérée (4), la situa-

---

(1) *Lettre* citée par Napier, t. XIII, p. 4.
(2) Voir sa proclamation du 23 février.
(3) *Lettre* du 24 décembre 1813.
(4) Voici une preuve de cette modération, qui était chez Wellington le résultat d'un calcul judicieux. Les premiers paysans français qui tirèrent sur les alliés (alors établis sur la Bidassoa) furent pris, au nombre de quatorze, et embarqués comme prisonniers pour l'An-

tion de Soult devint de plus en plus fâcheuse. La trahison et le mauvais vouloir de ses compatriotes se manifestèrent en toute circonstance. « Je ne serais pas surpris, écrivait-il au « ministre de la guerre, de voir d'ici à peu de temps les ha- « bitants prendre les armes contre nous. » La désertion à l'intérieur le privait d'un grand nombre de jeunes soldats (1), et les marchés pour les subsistances se concluaient avec une extrême difficulté. Bordeaux était devenu le foyer d'une conspiration légitimiste ; le duc d'Angoulême, qui se tenait sur les derrières de l'armée anglaise, soutenait toutes ces intrigues et provoquait même les soldats à déserter leurs aigles. Soult, avec une énergie et un patriotisme trop rares à cette époque, fit des efforts inouïs pour ranimer l'esprit public et engager les Français à défendre au moins le sol de la patrie contre les armées étrangères. « Soyons Français, dit-il, et « mourons tous les armes à la main, plutôt que de survivre à « notre déshonneur... » Vain espoir ! le gouvernement de Napoléon avait, comme toutes les tyrannies, énervé les caractères et remplacé le vrai patriotisme par une sorte de vanité nationale qu'entretenait seulement le prestige de la victoire. Au premier revers, l'engoûment disparut, et le Français, au milieu des nuages de fumée qui couvraient le sol de l'Europe, ne vit plus que son sang inutilement versé, sa famille réduite, ses biens obérés, son bonheur détruit. Quelques légitimes que fussent ces regrets, quelques torts qu'eût Napoléon, on doit néanmoins admirer ces bandes héroïques, esclaves du devoir et de l'honneur, qui, jusqu'au dernier moment, se groupèrent autour du drapeau tricolore... Un dévouement absolu à une cause, même injuste, inspirera tou-

gleterre. « Cette mesure, dit le comte Toréno, causa parmi les gens de la campagne un effet merveilleux et bien plus grand que s'il eût fait fusiller les coupables. » — T. V, p. [illegible].

(1) Dans quelques bataillons les pertes par suite de désertion s'élevaient aux deux tiers de l'effectif.

jours plus de respect qu'une défection tardive légitimée par des considérations importantes.

Ce fut en partie sur les instances du duc d'Angoulême et en partie pour s'assurer d'un point important que Wellington envoya, dans le commencement de mars, le maréchal Beresford, avec 12,000 hommes, prendre possession de Bordeaux. Le général Lhuillier, n'ayant pas assez de troupes (1) pour défendre la ville, se retira dans la citadelle de Blaye et dans quelques petits forts de la rive droite. Beresford, arrivé le 12, fut reçu avec acclamation (2). Le duc d'Angoulême se présenta le même jour et détermina ses partisans à proclamer Louis XVIII.

Wellington, qui avait ordre de ne point embarrasser les négociations par les gages qu'il pourrait donner au parti des Bourbons (3), avait mis Beresford en garde contre cette éventualité.

« En arrivant à Bordeaux, lui écrivait-il dans ses instruc-
« tions du 7 mars, dites que je suis prêt à seconder tout
« parti qui se montrera disposé à renverser Bonaparte...;
« ajoutez, toutefois, que j'invite les habitants à bien peser
« leurs démarches avant de lever l'étendard contre le gouver-
« nement établi et de s'engager dans des actes hostiles.....
« Enfin, si la municipalité déclare qu'elle ne proclamera pas
« Louis XVIII sans vos ordres, vous refuserez d'en donner
« à cet égard (4). »

---

(1) Ses forces ne s'élevaient qu'à 2,000 conscrits. — LAPÈNE, p. 292.

(2) « Tout concourut à favoriser la révolution préparée par le maire, et le jour de l'entrée des Anglais à Bordeaux fut une fête. » — Colonel KOCH, t. II, p. 302. (Voir aussi les *Victoires et conquêtes*, t. XXIII, p. 248.)

(3) Instructions secrètes du comte Bathurst. — Il faut remarquer que le congrès de Châtillon n'était pas encore rompu à cette époque.

(4) Napier affirme que Beresford avait néanmoins pour instructions de ne pas s'opposer à la reconnaissance du nouveau souverain, et de fournir même aux insurgés des armes et des munitions tirées des magasins de Dax, si une révolte éclatait.

Nous n'avons pas trouvé dans la *Correspondance* de Wellington la confirmation de ce fait.

Conformément à cette politique hautement avouable, le général en chef dut protester avec énergie contre une proclamation dans laquelle le maire de Bordeaux attribuait aux alliés un rôle qu'ils n'avaient point accepté (1). Sa lettre du 29 mars, au duc d'Angoulême, contient même l'aveu que la proclamation de Louis XVIII avait été faite *contre son avis et sa manière de voir*. Il ne cacha pas non plus à ce prince qu'il était mécontent de ce que, dans l'intérêt de la cause des Bourbons, et pour avancer leurs affaires, il engageât imprudemment la responsabilité de l'armée anglaise.

Enfin, pour rester conséquent jusqu'au bout, il refusa catégoriquement au duc d'Angoulême les secours en argent et en hommes que celui-ci avait réclamés peu de jours après le coup d'État de Bordeaux, et quand des germes de réaction se furent manifestés dans cette ville. La prudence et la fermeté de Wellington furent rarement soumises à une épreuve aussi difficile. Il en sortit avec honneur ; mais la famille royale de France lui garda longtemps rancune de ce qu'elle appelait « sa froideur et son défaut de résolution. »

Vers ce temps, Wellington ayant appris l'arrivée à Lyon de 10,000 vétérans de l'armée de Suchet, sous les ordres de Beurman, se vit à regret obligé de faire descendre des Pyrénées plusieurs corps espagnols, toujours disposés à piller, bien que largement entretenus par le trésor anglais (2). Il ne reçut, toutefois, que le corps de Freyre ; celui de l'Abisbal, cantonné sur la frontière, ayant refusé de marcher, sous prétexte du mauvais état de l'équipement et de la grande fatigue des troupes (3).

---

(1) Voir ses *lettres* des 16 et 19 mars, *au duc d'Angoulême*.

(2) Wellington n'aurait pas été obligé de prendre cette résolution, si le ministère anglais n'avait envoyé à cette époque en Hollande, pour soutenir la cause des Nassau, plusieurs renforts destinés à l'armée de la Péninsule.

(3) Le comte Toréno, t. V, p. 455, pense que l'Abisbal, chef de l'armée d'Andalousie, avait noué des intelligences secrètes avec les députés du parti antiréformateur, et qu'il désirait

Wellington et Soult passèrent quelque temps à s'observer. Ils se croyaient tous deux en présence de forces plus considérables qu'elles n'étaient réellement : Soult parce qu'il ignorait l'expédition de Beresford, et Wellington parce qu'il s'imaginait que Beurman avait renforcé l'armée du duc de Dalmatie. Le fait est qu'ils avaient à peu près le même effectif sous les armes. L'équilibre cependant fut rompu le 13 et le 14, par l'arrivée des 8,000 Espagnols de Freyre et de la grosse cavalerie de Ponsonby (1). La seule crainte du général anglais, en ce moment, fut de voir la régence espagnole accepter la convention proposée par Suchet pour l'évacuation des places fortes. Le retour de Ferdinand pouvait faire passer cet acte en dépit de ses observations, et, dès lors, 20,000 vieux soldats seraient venus se joindre à l'armée de Soult. Ce danger, heureusement, fut écarté par les événements.

Le duc de Dalmatie venait de recevoir de nouvelles instructions de l'empereur; elles lui enjoignaient de se porter sur Pau, en appuyant sa gauche aux Pyrénées (2).

Le duc de Wellington avait alors son quartier général à Aire et ses troupes cantonnées sur les deux rives de l'Adour.

Soult, jugeant cet emplacement des alliés favorable pour tenter un mouvement offensif, se porte, le 13, entre Aire et Pau. Mais, quand les deux armées se trouvèrent en

---

se rapprocher de la capitale pour soutenir les projets de ses compatriotes, et bouleverser le gouvernement et les Cortès à la première occasion. Wellington, averti de ce projet, refusa à O'Donnell l'entrée de la Castille et lui assigna pour cantonnements les rives de l'Èbre. C'était encore de sa part une grande preuve de modération, car il n'aimait pas et, de fait, n'avait aucune raison d'aimer les hommes du gouvernement espagnol.

(1) En même temps, Beresford fut rappelé avec la 4e division et la cavalerie légère de Vivian. On ne laissa à Bordeaux que la 7e division et la brigade de Vandeleur, sous le commandement supérieur de lord Dalhousie.

(2) De Vaudoncourt et le colonel Koch attribuent ce mouvement à l'initiative du duc de Dalmatie. Il avait pour but d'empêcher Wellington de faire un détachement sur Bordeaux ou de l'obliger à rappeler celui qu'il y aurait envoyé. Mais, exécuté comme il le fut, ce mouvement ne pouvait amener aucun résultat avantageux. Il aurait fallu l'entreprendre plus tôt et avec une vigueur que ne comportait point la situation morale où se trouvait l'armée des Pyrénées.

présence, ni l'une ni l'autre n'osa engager le combat. De nouveaux rapports avaient donné au duc de Dalmatie une opinion exagérée de la force de l'armée alliée (1), et Wellington attribuait la résolution hardie du maréchal à l'approche de l'armée de Suchet. Dans cette situation, Soult reçut la nouvelle de l'évacuation de Bordeaux et de l'arrivée successive de nouvelles troupes au camp des alliés. Ne jugeant plus dès lors convenable de rester dans sa position avancée, craignant peut-être aussi que son adversaire ne le tournât par la vallée de Bigorre et ne le prévînt à Tarbes, il se retira le 16, avant le jour, par Saint-Gaudens, sur Toulouse, devenu son grand dépôt et la base de ses opérations ultérieures.

Wellington le poursuivit avec 40,000 baïonnettes, 6,000 sabres et 50 à 60 bouches à feu. Son plan était de se jeter, par une marche rapide, dans la vallée de l'Adour et de couper l'armée française de la grande route de Tarbes à Saint-Gaudens et Toulouse. Pour obtenir ce résultat, il fallait emporter Vic-de-Bigorre, petite ville située à trois lieues de Tarbes et dont la défense avait été confiée au corps de d'Erlon. L'attaque de ce point eut lieu dans la journée du 19. Le général comte Drouet, après avoir disputé le terrain pied à pied, se retira en bon ordre sur Tarbes. Le 20, au matin, il se trouvait en position en arrière de cette ville, sur le plateau d'Oleac ; Clausel appuyait sa droite, Reille couvrait les approches de Tarbes, et la cavalerie touchait à la route de Trie (2).

Wellington s'avança le même jour sur deux colonnes : celle de droite, aux ordres de Clinton, prit la route de Rabastens, et celle de gauche, précédée du corps de Hill, suivit le chemin de Vic-de-Bigorre. L'avant-garde de cette dernière

(1) D'après Napier, Wellington n'avait alors que 36,000 hommes, y compris les Espagnols de Freyre et les dragons de Ponsonby ; mais ses forces augmentaient chaque jour par l'arrivée des détachements et des réserves.

(2) De Vaudoncourt, t. III, p. 94.

fut arrêtée quelque temps par les troupes postées dans les faubourgs de Tarbes; mais le duc de Dalmatie, se voyant menacé de nouveau en flanc, donna au général Reille l'ordre de quitter Tarbes, pendant que lui-même se replierait avec le gros de l'armée sur une position moins dangereuse.

Hill traversa la ville de Tarbes sans obstacle; à quelque distance de là, il eut cependant un engagement avec le corps de Clausel. Ce dernier, obligé de battre en retraite, alla se poster à Clarac; Reille et d'Erlon s'établirent à Tournay, et la cavalerie prit position à Trie (1).

On a critiqué le mouvement de Soult sur Tarbes, et ce n'est pas sans raison; car si Wellington se fut dirigé promptement (2) de Vic-de-Bigorre et de Babastens sur Trie, il aurait prévenu les Français dans les plaines de Muret (3). Heureusement pour le duc de Dalmatie, l'armée anglaise, obligée de traîner à sa suite un équipage de pont, des matériaux pour réparer les routes et des bêtes de somme pour le transport des vivres, ne pouvait s'avancer que lentement et avec une très-grande circonspection. Elle était d'ailleurs inquiétée dans sa marche par des corps francs qui avaient réussi à s'emparer de plusieurs convois (4). Ces conditions fâcheuses permirent à l'armée française, débarrassée de presque tout son matériel, de gagner Toulouse trois jours avant les alliés; circonstance dont le duc de Dalmatie profita pour organiser la défense de cette ville.

Quelques écrivains ont pris texte de ce fait pour représenter Wellington comme un général timide et sans initiative; mais ces écrivains n'ont pas tenu compte de l'énorme matériel

---

(1) D'après un état officiel, l'armée de Wellington eut, du 7 au 20 mars, 51 hommes tués, 426 blessés et 28 manquants.

(2) Wellington ne quitta Tarbes que le 21. Quelques militaires pensent qu'il aurait pu être à Trie dès le 20 au soir. Nous ne sommes pas convaincu de ce fait, et nous en dirons le motif plus loin.

(3) De Tarbes à Toulouse, il y avait trois routes : celle de Saint-Gaudens, que prit le maréchal Soult, était la meilleure pour les transports, mais non la plus directe.

(4) DE VAUDONCOURT, t. III, p. 98, et KOCH, t. III, p. 642.

que le duc traînait à sa suite (pour épargner les provinces conquises), et de la crainte qu'il devait avoir d'engager ses troupes au milieu d'un pays inconnu, où des bandes de partisans commençaient à se former sur ses flancs (1), et où il pouvait rencontrer Suchet avec des forces assez imposantes pour l'attaquer en front. Peut-être jugea-t-il inutile de fatiguer ses troupes et de faire un si grand effort pour atteindre Toulouse, où il ne croyait pas trouver grande résistance. Il ignorait, en effet, que l'armée française eût commencé, dès le 3 mars, les travaux de défense de cette ville, et c'est probablement la raison pour laquelle il écrivit le 26 au général Hope : « J'espère entrer *immédiatement* dans Toulouse. » Quoi qu'il en soit, ayant plus d'artillerie et de cavalerie que son adversaire, il aurait dû entamer la poursuite avec beaucoup plus de vigueur.

On a reproché aussi à Wellington d'avoir laissé à Soult, après l'affaire d'Orthez, quinze jours pour réorganiser ses troupes, raffermir leur discipline, rallier les conscrits, former des bandes de partisans, mettre Toulouse en état de défense et réunir dans cette ville tous les dépôts de l'armée française ; mais ceux qui raisonnent ainsi ne considèrent point que Wellington fut retardé par le mauvais état des routes et par la nécessité de prendre Bordeaux, qui aurait pu inquiéter ses derrières. Il avait d'ailleurs la certitude de recevoir bientôt des renforts assez considérables pour affronter toutes les difficultés. Ici comme toujours, le duc préféra l'avantage d'un succès tardif, mais certain à la gloire d'un succès plus prompt, mais plus contesté.

En se retirant sur Toulouse, le maréchal Soult fit preuve de talent et de résolution (2) ; car il pouvait de là, suivant les

---

(1) Soult avait si activement travaillé à la formation de ces bandes, que Wellington, pour en arrêter le développement, se vit obligé de menacer plusieurs communes de les dévaster et de faire fusiller tous les habitants qu'il trouverait les armes à la main.

(2) Sur ce point, il nous est impossible d'admettre l'opinion du général de Vaudoncourt,

circonstances, se diriger vers Suchet par Carcassonne, ou se porter sur Lyon par Alby. Maître de ce point, il commandait plusieurs lignes d'opération, et se trouvait dans les meilleures conditions pour réorganiser ses troupes, surveiller les trames des légitimistes, affermir l'autorité chancelante du gouvernement dans les provinces méridionales, et enfin tenir en échec une armée supérieure à la sienne.

Soult fit ses préparatifs de défense avec une activité extraordinaire, ne négligeant rien de ce qui pouvait assurer le succès (1).

La ville de Toulouse est entourée sur trois côtés par le canal du Languedoc et par la Garonne. Elle avait encore, en 1814, une vieille enceinte flanquée de tours, qui fut mise en état de défense. On forma une seconde ligne en retranchant les ponts du canal, depuis son embouchure jusqu'au pont des Demoiselles. Cette ligne, à laquelle la ville servait de réduit, couvrait la route de Carcassonne par où devait se faire la jonction du maréchal Soult et du duc d'Albuféra, soit que ce dernier se décidât enfin à quitter la Catalogne pour faire une diversion en faveur de son collègue, soit que tous deux se retirassent sur Béziers (2).

Le canal était soumis en plusieurs endroits au feu de la mousqueterie, et, sur toute son étendue, au feu de l'artillerie de l'ancien rempart (3). Entre ce canal et la rivière de l'Ers se trouvait une hauteur appelée le mont Rave, fortifiée au

---

qui blâme très-vivement la retraite sur Toulouse. Peu de critiques, au reste, se sont ralliés à cette opinion.

(1) *Rapport de Wellington.*

(2) CHOUMARA, p. 177.

(3) « Dès son arrivée à Toulouse, le duc de Dalmatie, s'imaginant que le duc de Wellington voudrait forcer le passage de la Garonne à Toulouse même, avait fait achever les retranchements déjà commencés, non-seulement à l'enceinte du quartier Saint-Cyprien, mais sur une ligne avancée qui enveloppait toute l'étendue de ce faubourg. On a peine à concevoir le motif qui a pu engager le duc de Dalmatie à établir cette ligne avancée, dont le développement l'aurait obligé à employer presque toute son armée à sa défense. » — Général DE VAUDONCOURT, t. III, p. 100.

moyen de cinq redoutes liées par des retranchements (1).
Enfin, sur la rive gauche de la Garonne, on avait formé une excellente tête de pont en avant du faubourg Saint-Cyprien, enveloppé lui-même par une ancienne muraille susceptible d'être défendue (2).

Ainsi, tous les points attaquables de la ville, les portes, les faubourgs, les ponts et les routes, étaient protégés par des ouvrages de campagne et par une nombreuse artillerie. Soult avait, en outre, fait un détachement pour occuper et retrancher la tête de pont de Montauban, au moyen de laquelle il pouvait assurer sa retraite derrière le Tarn et se ménager la possibilité de prendre une nouvelle ligne d'opération.

Dans cette situation suprême, le maréchal, fesant taire ses justes répugnances, écrivit une dernière fois à Suchet pour le prier de se joindre à lui; mais cette proposition ne fut pas mieux accueillie que les précédentes, et le duc de Dalmatie, de déception en déception, se trouva réduit enfin à ses seules ressources, combattant plutôt pour l'honneur du drapeau français que pour la défense du territoire, envahi sur tous les points à la fois...

Quand Wellington se présenta devant Toulouse, l'armée française était dans une position redoutable. L'attaquer de front par le faubourg de Saint-Cyprien, c'eût été courir au-devant d'un échec (3). Le moyen le plus avantageux était de passer la Garonne au-dessous de la ville pour couper Soult de Montauban, et aborder la ville du côté du nord et de l'est (4).

---

(1) Le duc de Dalmatie, toutefois, ne donna l'ordre de commencer cette ligne que le 2 avril, quand le mouvement de Hill sur Cintegabelle et Nailloux lui eut prouvé que Wellington n'avait pas le projet d'attaquer de front par le faubourg Saint-Cyprien.

(2) *Rapport de Wellington.*

(3) « Le peu de développement que le coude de la rivière lui aurait permis de donner à son attaque rendait la supériorité numérique de ses troupes à peu près nulle, et toutes les chances étaient contre lui. » — Général DE VAUDONCOURT.

(4) « La réussite de cette manœuvre, dit un témoin oculaire, en livrant à l'ennemi la route

Par ce mouvement, dit le général de Vaudoncourt, Wellington eut rempli un triple but : d'abord il coupait la communication entre l'armée des Pyrénées et celle d'Aragon, et obligeait cette dernière à rester dans les Pyrénées, qu'elle ne pouvait plus passer, puisqu'elle se serait trouvée prévenue à Narbonne; en second lieu, il rentrait dans le plan général d'invasion arrêté par les coalisés, qui était d'occuper le Languedoc, afin de donner la main aux troupes qu'ils devaient envoyer à Lyon; enfin il tournait la position qu'occupait le duc de Dalmatie, et il obligeait ce dernier à se retirer sur Alby et à abandonner la ligne de la Garonne.

Mais le passage du fleuve au-dessus de Toulouse et l'attaque par le sud ne pouvaient se faire qu'en obligeant les troupes à un grand détour (pour franchir l'Ariége à Cintegabelle), et à traverser des plaines humides, impraticables à l'artillerie. Ce nonobstant, et parce que le côté sud était le moins bien défendu, Wellington envoya, dans la nuit du 27, le général Hill tenter le passage à Portet; mais la rivière était trop large pour être franchie à l'aide des pontons qu'on avait amenés (1). Ce contre-temps vint en aide à Soult, qui ordonna la construction de nouveaux ouvrages, afin de se garantir contre un mode d'attaque qu'il n'avait pas prévu (2).

Cependant, le 30, Hill, avec 13,000 hommes et 18 bouches à feu, passa la Garonne sur un pont jeté à Pinsaguel. Le même jour, il reçut l'ordre de passer l'Ariége à Cintegabelle,

---

du bas Languedoc, nous forçait d'abandonner Toulouse et la Garonne supérieure. » — LAPÈNE, p. 144.

(1) Choumara nie ce fait. Il prétend que la tentative de Hill échoua, parce que le maréchal Soult avait dirigé à temps sur les hauteurs entre Vieille-Toulouse et Pech-David quatre divisions sous d'Erlon et Clausel. L'envoi de ces divisions eut lieu en effet, mais la cause réelle du départ de Hill n'en réside pas moins dans le manque de pontons, fait confirmé d'ailleurs par les écrivains français de Vaudoncourt, Koch et Lapène.

(2) C'étaient les ouvrages du mont Rave, commencés seulement le 2 avril. On aurait dû les entreprendre plus tôt, car, sans les retards dont nous parlerons ci-après, ils n'eussent point été en état de servir.

de descendre la rive droite de ce cours d'eau et d'attaquer Toulouse par le côté méridional. Wellington devait attaquer simultanément le faubourg Saint-Cyprien. Mais le mauvais état du terrain obligea Hill à revenir sur ses pas, circonstance fâcheuse que les alliés eussent évitée s'ils avaient fait reconnaître les lieux à l'avance (1).

Wellington était par conséquent dans une situation critique, lorsqu'on vint lui annoncer qu'en passant immédiatement la Garonne au-dessous de la ville, il pouvait prévenir l'achèvement des travaux du mont Rave, que Soult avait fait commencer seulement le 2 avril. Ayant trouvé entre Grenade et Merville un endroit propre à la construction d'un pont, il dirigea, le 4 au matin, sur ce point le maréchal Beresford avec les divisions Cole, Clinton et Picton, les brigades Sommerset et Vivian, suivies à petite distance par le corps espagnol de Freyre et la brigade Ponsonby. Les pluies et la hauteur extraordinaire des eaux rendirent l'opération du passage d'abord impossible. Dans la nuit du 4 au 5, cependant, la première colonne de Beresford put s'établir sur l'autre rive ; mais presque en même temps, une crue subite rompit les *cinquenelles* et obligea l'artillerie à replier les pontons. Cet accident fâcheux isola Beresford sur la droite du fleuve avec 15,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux.

Attaqué en ce moment par le gros de l'armée française, sa perte eût été certaine. Mais, au lieu de mettre à profit une circonstance si favorable, le maréchal Soult se contenta de faire observer Beresford, qui, après quarante-huit heures de

---

(1) Soult, dans une *lettre* du 3 avril, dit : « Les Anglais, en faisant ce mouvement, avaient « l'espoir que j'enverrais à leur rencontre un fort détachement et qu'ils auraient eu plus de « facilité pour attaquer le restant de l'armée devant Toulouse ; mais mon immobilité les « a obligés à se tenir concentrés et à revenir. »

mortelles angoisses, parvint à rétablir son pont et à se mettre en communication avec Freyre (1).

Le 10, au matin, se livra la mémorable bataille de Toulouse.

Wellington avait en tout 43,500 hommes d'infanterie, dont 12,000 Espagnols, 7,000 hommes de cavalerie et 64 bouches à feu.

Soult, d'après les calculs les plus dignes de foi (2), comptait seulement 38,000 hommes de toutes armes; mais son artillerie s'élevait à 80 pièces et sa position était fortement retranchée. Le terrain d'ailleurs n'offrait aucun avantage à la nombreuse cavalerie du général anglais (3) et le tiers des forces alliées était séparé de la masse principale par une large rivière (4). Ainsi la disproportion entre les forces belligé-

---

(1) On a prétendu que Soult agit de la sorte, pour attirer l'ennemi dans une position préparée à loisir et qu'il croyait assez forte pour être défendue avec des chances de succès. On a prétendu aussi que sa première résolution fut de disputer le passage de la Garonne et de garder la ligne d'opération par Montauban, mais que, le 7, apprenant la nouvelle de l'entrée des alliés à Paris, il se décida à ne point sortir de Toulouse.

Enfin, le capitaine Choumara, panégyriste ardent du maréchal Soult, a essayé de prouver, par la correspondance de ce maréchal, « qu'il ignorait encore la rupture du pont trois jours « après qu'elle avait eu lieu, et que, loin de supposer qu'il n'y avait qu'un corps de « 18,000 hommes sur la rive droite, il pensait que les principales forces de l'ennemi s'y « trouvaient. »

Si cela était vrai, le maréchal Soult ne serait pas moins blâmable. On n'excuse pas un général en disant qu'il a ignoré ce qui se passait à quelques kilomètres de sa position.

(2) Calculs faits par le colonel anglais Napier et le colonel français Koch. — Thibaudeau et de Vaudoncourt évaluent les forces de Soult à 22,000 hommes, sans la garnison de Toulouse, estimée à 4,000; Lapène les évalue à 21,000 seulement, ou à 25,000 avec la garnison.

Quant à l'effectif de Wellington, les auteurs français le portent généralement à 60 ou 70,000 hommes, chiffre exagéré en sens contraire. Les *Victoires et conquêtes* donnent à Soult 30,000 hommes de pied et moins de 3,000 chevaux. D'après le commissaire Pellot, les alliés avaient 75 à 80,000 hommes, et le duc de Dalmatie 23 à 24,000 seulement. Choumara porte l'armée anglo-espagnole à 71,000 hommes d'infanterie et 9,300 de cavalerie, et l'armée française à 26,000 hommes d'infanterie, 2,500 de cavalerie légère et 7,000 conscrits non instruits, dont seulement 4,000 armés. Enfin, de Beauchamp évalue les forces de Wellington à 10 ou 12,000 chevaux et à 50,000 fantassins, et les forces de Soult, après la bataille, à 22,000 hommes Aucun de ces chiffres n'est exact.

(3) On lit en effet dans le *Rapport* de Wellington sur la bataille : « Le terrain n'ayant pas permis à la cavalerie d'entrer en ligne, elle n'a pas eu l'occasion de charger. »

(4) Hill, qui se trouvait sur la rive gauche de la Garonne, ne pouvait communiquer avec le corps principal qu'en faisant un détour de dix à douze milles.

rantes ne fut pas à beaucoup près aussi grande que certains auteurs l'ont prétendu.

Le véritable champ de bataille était limité au mont Rave sur le côté est de la ville. Ce mont, ou plutôt cette chaîne de hauteurs escarpées, défendue par des ouvrages de campagne et des abatis, et couverte par l'Ers, se trouvait à portée de canon des retranchements. Le lit de la rivière n'était point guéable, et il fallait pour attaquer le mont Rave gagner d'abord le pont de la Croix-Daurade (dont Wellington s'était emparé le 8), s'avancer par une marche de flanc sous le feu de l'ennemi, entre l'Ers et la hauteur en question, enlever cette hauteur de vive force, passer le canal du Languedoc au-dessus du faubourg de Guillemerie, porter enfin l'armée au sud de Toulouse, seul point où la ville pût être attaquée avec succès.

Quoique ce plan fût préférable à tout autre après la tentative infructueuse de Hill, il ne laissait pas d'être défectueux et même compromettant. Un général, en effet, ne doit pas s'exposer à faire une marche de flanc parallèle à une suite de hauteurs fortifiées, et d'où l'ennemi peut descendre avec des forces doubles des siennes. La science condamne ces opérations, dont la réussite est subordonnée à des circonstances exceptionnelles, et sur lesquelles il ne peut être permis de compter d'avance.

La marche projetée par Wellington était d'autant plus dangereuse qu'elle devait avoir pour résultat d'éloigner la colonne assaillante à plus de deux milles du reste de l'armée. Ce fut au maréchal Beresford qu'échut l'honneur d'en assurer le succès. Il eut pour instruction de tourner avec les divisions Cole et Clinton (4e et 6e) la droite des Français, pendant que Freyre, avec 9,000 Espagnols, soutenus par la cavalerie anglaise (1)

---

(1) Choumara, qui exagère tous les chiffres des alliés, porte l'effectif des troupes de Freyre à 18,000 hommes sans compter une brigade de cavalerie anglaise.

attaquerait de front au nord de la ville (1). La brigade
ian, commandée par Arentschild, avait mission de sur-
ler les mouvements de la cavalerie française, sur les deux
s de l'Ers, au delà de la gauche des alliés; enfin, deux di-
ons d'infanterie et la cavalerie allemande de Bock, sous
ordres du lieutenant général Picton, devaient observer
nemi sur la partie basse du canal, défendue par le géné-
Berlier, et attirer son attention de ce côté en menaçant
têtes de pont, pendant que Hill ferait la même démonstra-
a contre le faubourg Saint-Cyprien, où se trouvait la bri-
le Barbot.

?reyre commença l'attaque vers 7 heures; mais sa préci-
ıtion et le peu de solidité des troupes espagnoles lui firent
ouver un rude échec devant la hauteur de Calvinet. Il
rvint cependant à rallier ses bataillons sous la protection
la division légère (2), placée immédiatement à sa droite.
?resqu'au même instant, Picton fut repoussé dans son
ıque contre le pont des Jumeaux. Il avait conduit cette at-
ue beaucoup trop loin. Ses instructions lui prescrivaient
ıplement d'attirer l'attention de l'ennemi sur la partie
se du canal.

Après ce double échec des alliés, le sort de la bataille dé-
ıdait tout entier du mouvement de Beresford.

Soult, qui avait cherché à rendre ce mouvement en quelque
te inévitable, comptait le faire tourner à son avantage;
is la fortune en décida autrement.

Les troupes de Beresford, réunies à la Croix-Daurade dès
point du jour, se dirigèrent sur le hameau de Mont-Blanc.
es s'avancèrent ensuite avec beaucoup de difficultés paral-
ement au front de l'ennemi et sur trois colonnes, dans le

Cette partie de la ligne de bataille était défendue par les brigades Fririon de la divi-
Darican.

Division Alten, placée, ainsi que la troisième division, sous les ordres de Picton.

bas fond marécageux qui s'étend entre l'Ers et le mont Rave. Le sol était si détrempé, que leur artillerie fut obligée de rester en arrière (1).

En ce moment, les batteries françaises dirigèrent sur ces colonnes un feu si violent, que la position de Beresford parut un moment désespérée.

« L'occasion étant favorable, dit Soult (2), je donnai ordre
« au général de division Taupin de se porter au pas de
« charge sur l'ennemi, de couper sa ligne, et d'enlever tout
« ce qui s'était si imprudemment engagé (3). »

Une brigade appuya cette attaque (4), et un régiment de cavalerie, commandé par le frère de Soult, eut mission de couper la ligne de retraite des colonnes anglaises, pendant que deux autres régiments attaqueraient leur gauche. « Cette disposition promettait le plus beau résultat, mais l'ardeur de la division Taupin se ralentit bientôt; au lieu de déborder l'ennemi, elle appuya à droite, voulut prendre position, donna le temps aux Anglais de se former et de marcher contre elle (5). »

Le désordre se mit alors dans les rangs des Français; Taupin chercha vainement à l'arrêter : il tomba frappé d'un coup mortel; l'adjudant-commandant Gasquet, qui remplissait les fonctions de commandant de brigade, fut blessé au même instant.

Beresford, dans cette situation critique, montra autant d'é-

---

(1) A Mont-Blanc.

(2) Voir son *Rapport* sur la bataille, 11 avril 1814.

(3) Lapène, officier d'artillerie attaché à la division Taupin, dit que Soult s'écria en voyant Beresford s'avancer avec 8,000 hommes séparés du reste de la colonne : « Général Taupin, les voilà, je vous les livre... ils sont à nous ! »

(4) Brigade Rouget : faute d'indications précises, elle erra longtemps et ne put entrer en ligne que très-tard. Soult perdit, dans l'attente de cette brigade, un temps précieux, dont Beresford profita pour reformer ses colonnes, un moment désunies.

(5) *Rapport* de Soult.

De Beauchamp est dans une erreur complète, en affirmant que Taupin manqua son attaque *par trop d'impétuosité.*

nergie que de talent ; son opération était en elle-même une faute, mais une faute en quelque sorte inévitable. Les alliés auraient payé cher cette faute si le maréchal Soult avait eu la précaution de soutenir Taupin d'une manière efficace, et surtout s'il s'était souvenu de la journée de Salamanque, où Wellington avait obtenu un succès décisif, en jetant le gros de ses forces sur Thomières, placé dans une situation analogue à celle de Beresford.

Le duc de Dalmatie avait en ce moment 15,000 hommes disponibles ; mais, au lieu de diriger ces troupes sur les longues et faibles colonnes anglaises, il se borna à prendre une demi-mesure, laissant ainsi échapper une des plus belles occasions que la fortune lui eût offertes jusqu'alors. « Le général français, dit Picton (1), montra dans cette occurrence un degré d'hésitation qu'on ne devait pas attendre de son habileté bien connue (2). »

Encouragées par un premier succès et soutenues par de nouveaux renforts, les troupes de Beresford gravirent les pentes du mont Rave et s'emparèrent des hauteurs à droite de l'ennemi, ainsi que de la redoute Sypière qui les protégeait. Elles attendirent dans cette position que leur artillerie les eût rejointes, et que Freyre eût dessiné sa seconde attaque ; puis, continuant leur mouvement le long des hauteurs, elles enlevèrent les deux principales redoutes et les maisons fortifiées au centre de la ligne (3). Le général Harispe, faisant un effort désespéré, reprit ces redoutes à la baïonnette, mais il

---

(1) *Picton's Memoirs*, t. II, p. 299.

(2) Un officier français, le colonel Koch, exprime la même opinion : « La perte de la bataille « de Toulouse, dit-il, ne provient pas du manque de troupes, mais des fautes du maréchal « Soult, qui laissa échapper deux fois l'occasion d'écraser Beresford. »

(3) Cette seconde attaque commença vers trois heures. Dans l'intervalle, Beresford avait essayé de mettre à profit le désordre produit dans l'armée française par l'attaque de Taupin, pour marcher immédiatement à l'attaque du faubourg Guillemerie et surpendre le passage du canal au pont des Demoiselles. Mais Soult, par des secours dirigés à temps sur ce point, avait repoussé les colonnes anglaises jusque sur le plateau de Sypière.

ne tarda pas à les abandonner de nouveau avec une perte considérable (1).

Cependant la 6e division continuait à gagner du terrain sur les hauteurs, pendant que les troupes espagnoles opéraient sur le front de la position. Menacé par ce double mouvement, Soult fut à la fin obligé d'abandonner les deux redoutes et les retranchements de la gauche. Ainsi, tout le mont Rave tomba au pouvoir des alliés.

En ce moment, le général Hill se trouvait arrêté devant la seconde ligne de défense du faubourg Saint-Cyprien. Il conserva cette position pendant le reste de la journée.

La lutte sur le mont Rave avait été extrêmement vive et opiniâtre. Elle fait d'autant plus d'honneur aux troupes anglaises, que l'avantage du nombre, de l'artillerie (2) et du terrain ne fut pas de leur côté.

Vers quatre heures et demie, l'armée française se retira derrière le canal, et Wellington prit possession de la totalité du mont Rave. Dès ce moment, il n'y eut plus entre les deux armées qu'un échange de coups de fusil, entretenu par les cordons de tirailleurs. La nuit survint, et Soult profita de ce répit pour fortifier sa nouvelle ligne de défense, comme si le lendemain une seconde bataille devait être livrée (3).

Quelques auteurs se sont appuyés sur ce fait pour insinuer que la bataille de Toulouse n'a point été perdue par l'armée française; mais cette opinion n'est pas soutenable. Choumara et tous ceux qui ont disputé à Wellington l'avantage

---

(1) Plusieurs témoins constatent que dans ces diverses attaques, Beresford tira un grand parti des fusées à la Congrève, dont les Français ne connaissaient pas encore l'usage.

(2) L'artillerie n'arriva qu'après l'enlèvement de la première redoute du plateau; c'est ce qui fit dire au maréchal Soult dans son rapport : « *Nous avons eu constamment l'avantage du feu ; l'artillerie a consommé* 10,000 *coups de canon et toute sa mitraille.* »

(3) Lapène, p. 414.

a journée n'ont pas fait attention que le mont Rave le véritable champ de bataille, et que l'abandon de cette eur constituait la défaite. Prétendre que « le plateau du inet n'était qu'*une position d'avant-garde;* que *la vraie de bataille* de Soult était *le canal du Languedoc*, et que leur ensemble les mouvements du 10 doivent être jugés me on juge la défense des ouvrages avancés d'une place , ouvrages qu'on peut perdre sans être battu » (1); prére cela, c'est méconnaître les faits historiques et proclamer véritable hérésie militaire. Le duc de Dalmatie, au reste, ux renseigné que ses maladroits apologistes, n'a jamais la moindre prétention au gain de la bataille de Toue (2). Il n'a pas même invoqué en sa faveur l'argument *de mense supériorité numérique* des alliés, et de fait, cet ment a peu de valeur, puisque 24,000 hommes et ièces de canon seulement furent sérieusement engagés par lington. Certes, il a tenu à peu de chose que les Anglais ussent battus; car si Soult avait laissé moins de forces yonne (3), et s'il avait mieux soutenu l'attaque de Taupin, sford eût été repoussé et la bataille perdue; mais enfin, honorable que soit la journée de Toulouse pour les pes françaises, ce n'est point elles qui l'ont gagnée : toire est désormais fixée sur ce point. Il est beau de reliquer les gloires de son pays; mais il ne faut pas que ce aux dépens de la gloire des autres, et surtout aux dépens a vérité.

:HOUMARA, t. IX, p. 201, 186. Cet écrivain pousse l'enthousiasme pour Soult jusqu'à « *La bataille de Toulouse est une des plus glorieuses qu'on puisse inscrire dans nos es et graver sur nos monuments nationaux.* » — P. 200.

e général de Vaudoncourt, t. III, p. 128, dit que la bataille de Toulouse fut *incontesent gagnée* par Wellington. De Beauchamp, d'Aldiguier, le général Saint-Deny, le l Koch et Thibeaudeau font le même aveu, et Suchet va jusqu'à prétendre que l'armée ılt fut *écrasée* à Toulouse; ce qui n'est pas rigoureusement vrai.

lapoléon lui fit une observation à cet égard, mais sa lettre n'arriva pas à temps.

Les Français eurent un général tué, 4 blessés
3,200 hommes mis hors de combat (1).

Les alliés eurent 4 généraux et 4,659 homm
blessés, dont 2,000 Espagnols (2).

Quelques écrivains estimables, entre autres le
réno (3), Belmas (4) et de Beauchamp (5), assurent
lington connaissait le fait de l'abdication de Napol
de livrer la bataille de Toulouse. Mais le générali
alliés a protesté contre cette allégation, qui est de t
inadmissible; le duc en effet ne savait pas même,
du 10, la nouvelle de l'entrée des alliés à Paris (6).
l'eût-il su, sa conduite n'en serait pas moins en
blâme; car l'entrée des alliés à Paris ne terminait
sairement la campagne, puisque Napoléon et ses l
pouvaient continuer la guerre, et avaient même ann
tention de la continuer (7).

---

(1) Thibeaudeau, de Vaudoncourt et Belmas évaluent les pertes des Franç
mes, et celles des alliés à 4,500 et 4,400. Koch porte le chiffre des pertes, d
çais, à 321 tués, 2,369 blessés et 541 prisonniers. Lapène met au compt
3,400 hommes, et à celui des alliés 8,000! Les *Victoires et conquêtes* se rapp
la vérité, en attribuant aux Français 3,231 hommes blessés et tués, et aux
Vaudoncourt et Choumara sont évidemment dans l'erreur, lorsqu'ils affirmen
eurent plus de 10.000 hommes hors de combat. Enfin, Pellot tombe dans l
ration en estimant les pertes des Français à 2,000 ou 2,100 tués et blessés
alliés à 10,000 « *de leur aveu,* » et probablement à 14 ou 15,000!

(2) L'état officiel des pertes attribue aux Anglais 312 tués, 1,795 blessés,
aux Espagnols 205 tués, 1,722 blessés, 1 manquant; aux Portugais 78 tués et

(3) T. V, p. 468.

(4) T. I, p. 282.

(5) *Histoire des campagnes de* 1814 *et* 1815.

(6) Quelques écrivains anglais ont prétendu que Wellington était info
mais ils sont dans l'erreur; et la preuve, c'est que le duc répondit, le
communal de Toulouse: « Braves habitants, je serais fâché que des Français
« cause de leur roi fussent victimes d'un zèle empressé, mais louable. Je n
« dissimuler qu'on traite encore à Châtillon, *et qu'on regarde la paix a*
« *comme une chose possible.* Je vous soutiendrai néanmoins autant qu'il dé
« Mais peut-être le temps n'est-il pas encore venu d'exprimer avec cette én
« sentiments. » (A. DE BEAUCHAMP, t. II, p. 469.)

Il est évident que Wellington n'aurait pas tenu ce langage s'il avait su les
Au reste, le *Moniteur français,* du 18 avril 1814, constate que toutes les l
à Soult et à Wellington furent interceptées.

(7) Soult, par exemple, avait écrit le 7 avril à Suchet: « J'ai reçu la fâcheu
« les ennemis sont entrés à Paris... Ce grand malheur m'affermit dans la ré
« fendre Toulouse, quoi qu'il puisse arriver. »

ıgton, qui avait eu le tort de prodiguer ses munitions
commencement de la journée, ne se trouva point
re de continuer l'attaque au delà du canal avant
. On dit qu'il employa la journée du 11 à préparer
iaux incendiaires pour ses batteries à la congrève,
ut soin de faire annoncer, par ses sentinelles avan-
lessein de brûler Toulouse (2). Nous n'avons point
confirmation de cette menace, qui, du reste, de la
général anglais, n'eût été vraisemblablement qu'une
r engager la population à se soulever.
storien français, mieux renseigné, croyons-nous,
que le duc montra à l'égard de Toulouse des senti-
ut autres que ceux qu'on lui prête : « L'histoire im-
le, dit-il, doit l'attester à la louange de Wellington :
omplit avec une rigoureuse exactitude la promesse
ıvait faite au duc d'Angoulême. Cet auguste prince
conjuré de ménager la bonne ville de Toulouse.
ıgton ne songea plus dès lors qu'à protéger et à ga-
la vie et les propriétés de ses paisibles habitants.
eulement il fit détourner le feu dirigé contre la ville,
il laissa défiler, sans s'y opposer militairement, les
s du maréchal Soult par la seule route qui leur fût
ouverte (3). »
qu'il en soit, le duc de Dalmatie ne crut pas devoir pro-
lutte (4). Craignant d'être enfermé dans Toulouse, et

---

eurs français ont omis cette circonstance et attribué l'inaction de Wellington à
e lui inspirait la forte position de Soult. « Dans cette situation, dit Choumara, le
ıis prit la résolution de manœuvrer au lieu de combattre, de menacer les com-
par la route de Carcassonne, au lieu d'attaquer la ligne du canal... Le maréchal
ut point laisser l'ennemi se placer entre lui et le duc d'Albuféra... Il se décida
ılouse. » — P. 199 et 200.
IBRAUDEAU et DE VAUDONCOURT.
JCHAMP, t. II, p. 461. Voir aussi p. 466.
heures du soir, Wellington somma la ville de se rendre. Soult répondit qu'il était
ısevelir sous ses décombres. Le lendemain, l'armée française se retrancha le
l. Les sommations furent renouvelées : même réponse.
ıp de Wellington tout était prêt pour une attaque générale ; mais, à neuf heures

n'ayant pas encore perdu tout espoir de rallier Suchet, il se retira pendant la nuit du 11 sur Villefranche dans la direction de Carcassonne, avec une partie seulement de ses magasins et de ses hôpitaux (1). Ce mouvement, couvert par le canal du Languedoc, ne présentait aucun danger ; aussi Wellington n'essaya-t-il point de s'y opposer (2).

Le 12 au matin, le drapeau blanc fut arboré sur les clochers de Toulouse, et le même jour Wellington fit son entrée en ville. « Quarante mille personnes, dit un auteur français, se précipitèrent au-devant du général victorieux, ne sachant comment exprimer leur *joie* et la *sincérité de leur enthousiasme.* Simple dans ses vêtements, uni dans son maintien, Wellington attira tous les regards de la foule empressée. Les cris fortement prononcés de : *Vive le roi! Vive Wellington!* retentirent de toutes parts, et alarmèrent de plus en plus la prudence du général anglais qui, ignorant les événements de Paris, essaya de réprimer un élan dont il redoutait les conséquences pour Toulouse...

« Le duc entra à cheval avec son cortége dans la cour du Capitole. A l'instant il est enlevé, transporté par le peuple dans toutes les salles, et présenté plusieurs fois au balcon à la foule assemblée. L'ivresse était générale (3). »

Le soir, Wellington se rendit avec son état-major au théâtre, où l'on donnait *Richard Cœur de Lion.* A son en-

---

du soir, Soult assembla un conseil militaire : des députations vinrent le supplier de ne pas causer la ruine de Toulouse; quelques généraux opinèrent dans le même sens, et le maréchal céda. — Voir DE BEAUCHAMP, t. II, p. 460 et 461.

(1) Il laissa à Toulouse deux généraux et 1,600 hommes impotents, d'immenses magasins et huit pièces de canon.

(2) Jones explique autrement cette inaction. Il dit que Wellington ne voulut point inquiéter Soult, parce que la paix, sans être officiellement connue, était rapportée alors avec trop de probabilité pour qu'on en doutât. — T. II, p. 240. Cette explication cadre assez bien avec celle de M. de Beauchamp (voir l'extrait inséré dans le texte quelques lignes plus haut.

(3) DE BEAUCHAMP, t. II, p. 468.

trée, de chaleureux applaudissements éclatèrent sur tous les bancs (1).

Il fallait que l'esprit national fût tombé bien bas pour que des Français se livrassent à de pareilles manifestations. Mais l'effet ordinaire du despotisme est d'énerver les caractères ; et c'est ce que Napoléon eut deux fois la douleur de constater, en 1814 et l'année suivante après Waterloo !

Le 12, Wellington reçut à Toulouse le colonel Saint-Simon, envoyé par le gouvernement provisoire au duc de Dalmatie pour lui faire connaître l'état des choses à Paris. Ce courrier arriva au quartier général de Soult dans la matinée du 13.

Le maréchal convoqua immédiatement ses généraux pour leur donner connaissance des lettres du prince de Bénévent et de Wellington. Tous furent d'avis que cette communication n'avait rien d'officiel, et qu'on devait se borner à proposer un armistice, en attendant les ordres de Berthier. Soult adopta cet avis ; mais Wellington, blessé de sa réserve extrême (2), refusa l'armistice et dirigea même une partie de ses forces sur Castelnaudary pour observer l'armée française, qu'il croyait prête à commencer une guerre civile.

Le même jour cependant arriva au quartier général de Soult une lettre du prince de Neufchâtel, avec injonction formelle de cesser les hostilités. En conséquence, le général comte Gazan se rendit le 17 à Toulouse, pour annoncer cette nouvelle à Wellington et lui renouveler la demande d'une suspension d'armes, avec promesse de la part du maréchal de reconnaître S. M. Louis XVIII. Le duc ayant accédé à cette proposition, un armistice en règle fut signé le 18. Le

(1) STOCQUELER, t. I, p. 329.

(2) Sherer fait observer que Wellington ne pouvait pas, sans alarmer l'esprit public, accorder un armistice à Soult aussi longtemps que celui-ci refusait de reconnaître le nouveau gouvernement.

lendemain, Soult envoya son adhésion au nouveau gouvernement. Le duc d'Albuféra avait déjà publié la sienne depuis le 14. Cependant il conserva vis-à-vis de Wellington une attitude hostile jusqu'à la conclusion de l'armistice séparé qu'il obtint de ce général, à la date du 18.

La conduite inexplicable de Suchet fut une des grandes causes de l'insuccès final de la campagne des Pyrénées. Déjà nous avons eu l'occasion de signaler cette conduite, et d'en faire ressortir les conséquences fâcheuses. Il nous reste à exposer ce que fit le maréchal depuis le passage de la Bidassoa.

Quand Wellington eut franchi ce cours d'eau, le duc d'Albuféra perdit complétement de vue sa jonction avec Soult. Cependant, à mesure que l'ennemi faisait des progrès sur le territoire français, cette jonction devenait plus urgente. Si elle avait eu lieu près de Bayonne, les deux maréchaux auraient pu rejeter Wellington au delà des frontières, puisque malgré la disproportion du nombre, Soult à lui seul tenait tête à toutes ses forces réunies.

Mais au lieu de soutenir cette armée, dont le sang coulait chaque jour, et sur laquelle reposait le sort du midi de la France, le maréchal Suchet resta inactif en Catalogne pendant quatre mois (1), avec 32,000 vieux soldats habitués à vaincre.

Du 29 novembre au 26 décembre 1813, son armée perdit 9,179 hommes, rappelés en France pour divers motifs : après ce départ, il lui restait encore 23,000 hommes disponibles pour les opérations actives, et cette force, jointe à celle de Soult devant Bayonne, eût été suffisante pour rejeter les alliés sur la rive gauche de la Bidassoa.

---

(1) Les mois d'août, septembre, octobre et novembre.

A la fin de janvier 1814, les armées des Pyrénées, d'Aragon et de Catalogne furent obligées de diriger de nouveaux détachements vers l'intérieur de la France. Le maréchal Suchet perdit ainsi 8,051 fantassins et 2,132 cavaliers. Avec les 13,000 hommes restant, il aurait pu compenser en partie les pertes de Soult; mais il était dit que pas un soldat de l'armée de Catalogne ne serait utilement employé dans cette malheureuse campagne.

Le duc de Dalmatie écrivit, le 9 février 1814, au ministre de la guerre et au maréchal Suchet pour leur faire sentir la nécessité d'évacuer la Catalogne, et de diriger *à marches forcées* toutes les troupes de cette province sur les Pyrénées occidentales. A cette lettre, le duc d'Albuféra répondit qu'il ne prévoyait pas qu'après avoir fourni les garnisons de Roses, Figuières, Perpignan, Port-Vendres, etc., il lui fût possible de disposer de plus de 2 à 3,000 hommes pour arrêter l'ennemi; et cependant, un mois plus tard, il détacha 9,661 hommes sur Lyon, conservant encore plus de 11,000 hommes, c'est-à-dire autant qu'il prétendait en avoir avant le départ de ce détachement.

Si la proposition faite par le maréchal Soult le 9 février (1) eût éte adoptée, les 13,000 hommes disponibles des armées d'Aragon et de Catalogne auraient pu faire leur jonction avant la bataille d'Orthez, laquelle se fût probablement décidée à l'avantage des Français. Wellington dès lors n'eut occupé ni Bordeaux, ni Toulouse; l'armée de réserve eût eu le temps de se former, et les conscrits auraient pu se rendre sous les drapeaux. Quelle différence entre cette situation et la situation réelle de Soult!

Après avoir échoué dans toutes ses tentatives pour réunir

---

(1) La lettre contenant cette proposition parvint à Suchet le 13; il aurait donc pu opérer sa jonction avec Soult avant la bataille d'Orthez.

les deux armées, le duc de Dalmatie prévint son collègue qu'il était décidé à livrer la bataille de Toulouse. Il l'invita en conséquence à diriger des troupes par l'Ariége sur les derrières de l'ennemi, afin d'inquiéter au moins ses communications, d'intercepter ses convois et de l'affaiblir en l'obligeant à faire un détachement considérable. Le maréchal Suchet, avec une persistance inouïe, allégua les mêmes raisons pour colorer son refus, et permit ainsi aux alliés de diriger toutes leurs forces contre Toulouse, où ils auraient pu et dû trouver les 10,000 hommes encore disponibles de l'armée de Catalogne...

Les discussions entre les deux maréchaux continuèrent jusqu'au dernier jour de la campagne. Le lendemain de la bataille de Toulouse, Soult proposa à Suchet de faire jonction à Carcassonne, pour de là se porter en avant et ramener le théâtre de la guerre sur la Haute-Garonne. A cette patriotique exhortation, le duc d'Albuféra répondit par lettre du 12, que l'état des routes ne lui permettait pas de se diriger sur l'Ariége, et que la diversion proposée sur les derrières de Wellington ne servirait qu'à désorganiser le peu de troupes qui lui restaient encore (1).

En présence de cette nouvelle preuve de mauvais vouloir, le duc de Dalmatie adressa à Suchet une dernière et bien triste lettre, sous la date du 14 avril :

« Je regrette, dit-il, bien vivement que vous n'ayez pas
« jugé à propos de combiner nos opérations. Je crois que
« vous êtes dans l'erreur au sujet des routes, ainsi que sur
« l'effet que produirait un grand mouvement sur la Haute-
« Garonne ; mais, à moi seul, je ne puis l'entreprendre, et je
« dois me soumettre à votre refus, quoique j'en déplore

(1) Nous avons trouvé plusieurs documents relatifs à ces discussions dans l'ouvrage du capitaine Choumara, qui jette une vive lumière sur cette question.

« les conséquences : plus tard, vous le reconnaîtrez (1)... »

L'histoire impartiale a donné raison au duc de Dalmatie. Le vainqueur de l'Aragon, de Lérida, de Tortose, de Tarragone et de Valence montra sans doute en Espagne un rare talent, un courage éprouvé, une grande probité administrative et une aptitude remarquable à diriger de vastes entreprises ; mais, aveuglé par l'amour-propre, il manqua au dernier moment de résolution et de patriotisme. Il est vraiment déplorable, honteux pour l'espèce humaine, que la crainte d'élever un rival en le rendant victorieux ait pu agir aussi fortement sur un homme de la valeur du duc d'Albuféra, et que tant de qualités, de talents, de services remarquables aient été impuissants à le préserver de l'atteinte des plus vulgaires et des plus misérables passions !

Lord Ellesmere (2) prétend avoir entendu dire par Wellington, que si les hostilités avaient continué après l'affaire de Toulouse, il se serait dirigé sur Paris. Déjà même tous les détails de cette opération avaient été réglés. Bayonne ne pouvant être enlevé par une attaque brusque, le général anglais avait résolu de faire bloquer cette ville par 40,000 Espagnols, pendant qu'il se serait porté avec le reste de l'armée au Nord, en s'appuyant à la mer et en s'assurant de quelques points sur la côte, pour rester en communication avec la Grande-Bretagne.

---

(1) Il faut noter que, le 15 mars, le ministre de la guerre avait écrit à Suchet « *de combiner de plus en plus* ses opérations avec celles du maréchal Soult et de lui prêter l'appui qu'exigeaient des circonstances aussi critiques. » Cette lettre parvint à Suchet le 22, au plus tard. Le même jour, Soult écrivit à son collègue pour lui annoncer que le surlendemain (24) il serait arrivé à Toulouse avec toute son armée, bien résolu à défendre cette position énergiquement.

L'ensemble de ces circonstances ne nous permet pas d'admettre, avec le colonel Koch, (t. III, p. 661 et suivantes), que Suchet, en agissant comme il fit, se conforma aux ordres de l'empereur. Le duc d'Albuféra avait carte blanche, et rien ne l'empêchait de secourir Soult.

(2) *Life and character*, etc., p. 35.

La prise de Toulouse fut le dernier épisode remarquable de la campagne des alliés en France (1). Bientôt, les régiments espagnols et portugais rentrèrent dans leur pays. La cavalerie anglaise fut embarquée à Boulogne, et l'infanterie à Bordeaux. Une partie seulement de cette dernière retourna en Angleterre; l'autre fut lancée étourdiment contre les redoutes de la Nouvelle-Orléans, et plusieurs régiments allèrent périr dans les rizières d'Antigua.

Wellington ressentit un profond chagrin de la dispersion de cette brave armée, avec laquelle il pouvait, suivant ses propres expressions, *tout entreprendre et tout oser*. Elle comptait encore dans ses rangs les soldats de Vimeiro et de Talavera. Jamais l'Angleterre n'avait eu de pareilles troupes. « C'étaient, comme le remarque Napier, les Macédoniens d'Alexandre à Arbelles, les Africains d'Annibal à Cannes, les Romains de César à Pharsale et la garde de Napoléon à Austerlitz! »

Le duc d'Albuféra sortit de l'Espagne avec les restes de son armée dans le courant du mois d'avril, après avoir fait sauter les fortifications de Roses. Il ne laissa de garnisons qu'à Figuières, Hostalrich, Barcelonne, Tortose, Benasque, Murviédro et Peniscola; mais, en vertu du traité signé le 19 toutes ces places furent évacuées et remises aux troupes du roi Ferdinand.

Ainsi, après sept années de luttes ardentes, la Péninsule se trouva complétement délivrée, grâce à l'appui de l'Angleterre, au génie prudent de Wellington, à la bravoure admirable de ses troupes et au patriotisme trop exalté peut-être, mais très-glorieux cependant de la nation espagnole.

---

(1) La lutte cependant ne finit pas sur tous les points après cette bataille. Ainsi les troupes de Clinton en Catalogne, et celles de Hope occupées à faire le siége de Bayonne furent informées que postérieurement de l'abdication de l'empereur, de sorte que là aussi il y eut du sang inutilement répandu. La garnison de Bayonne ne connaissant pas les événements de Paris, tenta, le 14 avril, une sortie générale, qui mit 912 Français et 843 alliés hors de combat. Le brave général Hope fut blessé et fait prisonnier.

campagne de France mit le sceau à la gloire de Wel-
n et fit ressortir ses talents militaires, non moins que
telligence politique.

c 60,000 Anglo-Portugais, il avait obtenu plus de succès li que les souverains alliés avec un demi-million de sol- ır les frontières du Nord et de l'Est; et cependant l'armée ılt était plus forte, au 10 novembre 1813, que celle avec le Napoléon livra la bataille de Brienne! Ce simple rap- ement suffit pour établir la supériorité des combinaisons ires du duc de Wellington (1). Mais il est une autre su- ité qu'il a droit de revendiquer, c'est celle qui résulte de ıduite libérale à l'égard de la nation française. Tandis s alliés, au Nord et à l'Est, molestaient les habitants et ent des traces de leur haine barbare jusque sur les monu- publics, le héros de la Péninsule donnait au midi de la e l'exemple du respect des individus et des propriétés. ıais troupes n'eurent autant de ménagement pour leurs ıtriotes que les soldats de Wellington en montrèrent ıne nation avec laquelle cependant ils étaient en guerre. a toujours un des plus beaux titres de gloire de l'armée nique et de son illustre chef!

---

estime que la guerre de la Péninsule a coûté à l'Angle- plus de 100 millions de livres sterling, non compris les les considérables qu'elle fournit aux gouvernements agne et de Portugal (2). Il faudrait toutefois, pour réduire

---

llington, dans sa *lettre* du 11 janvier 1814, *à lord Bathurst*, signala quelques-uns des plan d'opération des alliés. Les critiques militaires ont depuis confirmé ces obser-

lit dans une note adressée en juin 1812 par Henri Wellesley au gouvernement espa-

ces sacrifices à leur juste valeur, mettre en balance le remboursement successif des avances du trésor, opéré en lettres de change, valeurs reçues d'Amérique, ou en rescriptions délivrées sur les caisses publiques du Pérou et du Mexique, qui, en général, furent exactement payées. Il faudrait en outre tenir compte des débouchés nombreux que la guerre ouvrit à l'industrie et au commerce anglais dans toute l'Amérique, aussi bien que dans la Péninsule, débouchés qui seraient restés fermés, si les Espagnols ne s'étaient pas soulevés contre Napoléon (1).

Quoiqu'il en soit, jamais l'Angleterre ne fit un pareil effort sur le continent. Ses troupes livrèrent dix-neuf batailles rangées et un grand nombre de combats, tous honorables pour elles, et presque tous décidés en faveur de la cause espagnole; elles prirent quatre places importantes et soutinrent le siége de plusieurs autres (2); elles tuèrent, blessèrent et firent prisonniers environ 200,000 Français; enfin elles laissèrent 40,000 des leurs sur les divers champs de bataille (3); témoignages irrécusables d'héroïsme, de persévérance et de résignation.

La flotte anglaise inquiéta l'ennemi par de continuelles descentes sur les côtes; et nonobstant ces sacrifices, la Grande-Bretagne eut encore à pourvoir à tous les besoins de l'armée portugaise, dont l'organisation et la discipline étaient l'œuvre de ses seuls officiers.

---

gnol : « Les frais de l'armement des troupes de terre et de mer de la Grande-Bretagne pour la Péninsule ne s'élèvent pas à moins de 17,000,000 de livres sterling par an, à laquelle somme il faut ajouter le secours annuel de 2,000,000 de livres au Portugal et de 1,000,000 à l'Espagne, en lettres de change tirées sur la trésorerie anglaise, pour armes, préparatifs, etc., etc.

(1) TORÉNO, t. V, p. 166.

(2) Les siéges entrepris et soutenus par l'armée anglaise sont au nombre de dix.

(3) Le nombre total des malades et des blessés qui passèrent par les hôpitaux du Portugal de 1808 à 1814 s'élève à 360,000 hommes. (*James M'Gregor's Evidence before the house of commons.*) Il y eut dans certains moments 20,000 hommes à la fois dans les hôpitaux; ce résultat tenait à l'intempérance des soldats anglais, aux influences délétères du climat (notamment dans l'Estramadure) et un peu aussi à la mauvaise organisation du service sanitaire.

Quant aux armées d'Espagne, Wellington fut obligé de leur fournir des vivres, des armes, des munitions et des objets de toute espèce, chaque fois qu'il voulut en tirer parti; c'est ce que prouvent notamment les campagnes de 1812, 1813 et 1814, les seules où les troupes nationales aient obtenu quelques succès.

CHAPITRE XIV.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

SUR

LA GUERRE D'ESPAGNE.

CHAPITRE XIV.

SOMMAIRE :

Considérations générales sur la guerre d'Espagne. — Causes de faiblesse de l'armée française. — Inconvénients du système qui consiste à nourrir la guerre par la guerre. — Caractère du roi Joseph ; sa prévoyance politique ; son insuffisance militaire. — Joseph prédit l'insuccès de la guerre d'Espagne. — Napoléon s'obstine à croire son frère mal informé. — Il méconnaît l'autorité du roi et lui ôte tout prestige. — Les liens de la discipline se relâchent. — Joseph n'a aucune influence, et Jourdan, son major-général, est placé dans une position inférieure à celle que son rang et ses anciens services lui assignaient. — Mésintelligence entre le roi et l'empereur. — Anarchie du commandement. — Indiscipline de l'armée entretenue par les réquisitions. — Vices radicaux du système de guerre des Français. — Création des gouvernements militaires séparés ; fâcheux résultats que cette mesure produit. — Inconvénients de la direction éloignée que l'empereur donne à la guerre en transmettant ses ordres de Paris et du fond de l'Allemagne. — Guérillas : embarras qu'elles suscitent à l'armée française. — Le gouvernement espagnol, la régence portugaise et le cabinet de Londres opposent de nombreuses entraves à l'action du général en chef. — Wellington ne trouve pas dans son armée toutes les ressources nécessaires. — État de cette armée. — Mauvaise organisation des divers services. — Négligence et incapacité des officiers — Situation déplorable du matériel. — Services que rendent à Wellington les guérillas, la flotte, le camp retranché de Lisbonne, etc. — Mobilité de l'opinion publique en

Espagne. — Faiblesse des armées nationales. — Incapacité des généraux nommés par les juntes. — Les guérillas n'eurent pas l'influence qu'on leur attribue généralement. — Excès qu'elles commirent. — Fautes des généraux français.—Fautes de l'empereur.—Causes finales de l'insuccès des armées françaises en Espagne.

Nous venons de voir comment se termina, après sept années de luttes continuelles, cette mémorable guerre d'Espagne, si fatale à l'empereur et si glorieuse pour l'armée britannique. Ce sera l'éternel honneur de Wellington d'avoir soutenu et mené à bonne fin cette vaste entreprise, dans un moment où Napoléon écrasait l'une après l'autre toutes les nations de l'Europe. Mais comme le succès en aucune chose n'est l'œuvre du hasard, nous devons, en historien consciencieux, faire la part des circonstances qui permirent à une armée, rarement supérieure à 50,000 hommes, de délivrer un territoire occupé par 2 à 350,000 soldats aguerris, commandés par les meilleurs généraux de l'empire.

Les Français eurent à lutter dans la Péninsule contre d'immenses difficultés, qui balancèrent en quelque sorte l'avantage résultant de leur grande supériorité numérique. La principale de ces difficultés fut la résistance de la nation espagnole, dont le patriotisme se réveilla tout à coup, et dont les passions, fortement surexcitées par la conduite déloyale de Napoléon, se déchaînèrent avec une violence extrême. Pour corriger les Espagnols de leur barbarie, il fallut devenir aussi barbare qu'eux-mêmes. La lutte prit ainsi dès l'origine un caractère d'atrocité qui faussa la discipline et altéra profondément le sentiment militaire.

Le système de nourrir la guerre par la guerre, adopté par l'armée française, ne fut pas de nature à calmer ces ressentiments : il donna lieu en effet à des actes de violence et de brigandage, d'autant plus faciles à commettre qu'à l'approche de l'ennemi, toutes les autorités locales pre-

naient la fuite. Ces maraudages, chaque jour renouvelés, produisirent une irritation profonde, qui bientôt fut suivie d'une explosion de haine et de colère impossible à décrire.

L'Espagnol, naturellement orgueilleux et vindicatif, ne pardonne pas, et sa vengeance ne recule ni devant le danger ni devant le crime. Au reste, le système des réquisitions, fort commode dans un pays que l'on ne fait que traverser, offre de graves inconvénients pour subvenir aux besoins d'une armée d'occupation. Il épuise les zones stratégiques, et par là force l'armée envahissante à parcourir, en cas d'insuccès, des provinces complétement dévastées; — il rend la concentration des troupes pour une opération de quelque durée impossible; — il nécessite la formation de cantonnements étendus qui exposent les généraux à être battus séparément; — il oblige les corps d'armée à envoyer de si forts détachements en maraude, que souvent ils ne peuvent opposer à une attaque imprévue que la moitié de leur effectif; — il expose journellement le soldat à des luttes meurtrières qui le rebutent d'autant plus vite qu'elles ne lui procurent ni gloire ni avantage durable; enfin, il relâche les liens de la discipline et engendre des habitudes de brigandage, incompatibles avec les sentiments et les devoirs militaires (1).

L'armée française en Espagne fut non-seulement obligée de se procurer par voie de réquisition ses vivres et ses fourrages; elle eut encore à pourvoir de cette manière à tous les autres besoins de son administration (2). Ainsi la solde des troupes, les achats de chevaux et de matériel étaient à sa

---

(1) Nous en citerons pour preuves les désordres qui signalèrent l'expédition de Masséna et la retraite de l'armée française, après Salamanque. A propos de cette dernière, le général Clausel écrivit, le 18 août 1812, au ministre de la guerre : « L'armée manque de tout... elle a « un esprit abominable. Je suis cependant parvenu à arrêter les premiers désordres. Plus « de 50 soldats ont été jugés prévôtalement et exécutés : l'exemple a produit un bon effet... « Depuis, j'ai eu la satisfaction de voir l'armée marcher en bon ordre; les habitants et leurs « maisons respectés, et beaucoup moins de pillage qu'auparavant. »

(2) Wellington a fait la remarque que, dans le budget de 1809, la somme portée pour les

charge. C'est ce qui obligea le roi à disperser continuellement ses forces pour mettre tout le pays à contribution, nécessité fâcheuse qui, entre autres fautes, provoqua l'invasion de l'Andalousie (1), dans un moment où Wellington avait encore toute son armée réunie en Portugal (2).

Le maréchal Jourdan caractérise assez bien ce système d'occupation étendue dans ses *Mémoires* manuscrits, cités par M. Thiers et reproduits en grande partie dans les *Mémoires de Joseph* : « Plus les revers, dit-il, essuyés par les armées espagnoles étaient grands, plus les populations se montraient disposées à se soulever et à prendre les armes, *plus les Français gagnaient du terrain, plus leur position devenait dangereuse.* »

A cette grande cause de faiblesse : l'obligation de disperser l'armée pour vivre et la difficulté de la réunir pour combattre, il faut joindre deux autres causes qui agirent d'une manière tout aussi défavorable sur l'ensemble des opérations. Ce sont le manque d'un général en chef capable de donner une impulsion vigoureuse à la guerre, mais surtout la création de gouvernements militaires séparés, mesure qui affaiblit l'autorité du roi et engendra des inimitiés profondes entre les maréchaux.

Joseph, quoique doué de qualités précieuses, n'avait rien de ce qui fait les bons rois et les grands capitaines. Il manquait de résolution, d'activité, de vigueur. Sans

---

hôpitaux d'Espagne était plus grande que celle exigée pour l'ensemble de l'établissement militaire de la France, preuve que la guerre était pour Napoléon une ressource financière et non une dépense.

(1) Quand Joseph envahit l'Andalousie, son armée était sans solde depuis treize mois. Nous avons prouvé, du reste, dans un des chapitres précédents, que la responsabilité de l'invasion de l'Andalousie tombe sur Napoléon et non sur le roi d'Espagne.

(2) Quelques écrivains ont voulu justifier la dispersion des corps français par la nécessité de soumettre les provinces révoltées. Au point de vue politique, cette nécessité pouvait exister, mais au point de vue militaire, on ne peut pas l'admettre. Il fallait, avant de songer à soumettre l'Espagne, la débarrasser des Anglais ; or, rien n'était plus contraire à ce but que la dispersion des corps d'armée.

expérience de la guerre et sans aucun des dons naturels qui la suppléent, il se trouvait comme général en chef dans les conditions les plus fâcheuses. « Il ne savait pas, dit M. Thiers, embrasser l'ensemble de sa position ni mettre d'accord les intérêts de l'armée française et ceux du gouvernement espagnol. »

Sa tâche, à la vérité, était si vaste qu'un homme de génie peut-être y aurait succombé. L'historien du consulat et de l'empire n'a pas assez tenu compte de cette difficulté en jugeant le roi, et nous croyons même qu'il a été injuste au plus haut degré, en affirmant que Joseph manqua de *pénétration politique*.

Comme notre but est de rechercher toutes les causes qui ont agi sur le dénoûment de la guerre de la Péninsule, on ne trouvera pas mauvais que nous entrions dans quelques détails pour combattre cette opinion, assez généralement admise par les historiens français. Nous prouverons que si les armées impériales ont essuyé tant de revers en Espagne, et que si cette contrée est devenue, selon l'expression même de Napoléon, *le cancer de l'empire*, la faute en est à l'empereur qui, malgré les avertissements de la fortune et les conseils de la prudence, si souvent rappelés par ses amis les plus dévoués, entreprit et continua jusqu'au bout cette guerre déloyale, injuste, condamnable à tous les points de vue.

Le roi Joseph ne montra jamais beaucoup d'enthousiasme pour la conquête de l'Espagne; s'il accepta la couronne de Charles IV, ce fut moins par ambition que par déférence pour son frère. Le trône de Naples eût suffi à son bonheur, et bien que la modestie dont il faisait parade ne fût pas exempte d'affectation, on voit par sa correspondance que maintes fois, durant son règne tourmenté, il aspira après les douces émotions de la vie domestique.

Les soucis du trône n'allaient point à sa nature indo-

lente et quelque peu sensualiste. « Chaque animal, écri-
« vait-il à l'empereur (1), a son instinct qu'il doit suivre. Je « serai roi comme le doit être le frère et l'ami de Votre « Majesté, ou je retournerai à Mortefontaine, où je ne de-« manderai rien que le bonheur de vivre sans humiliation, « et de mourir avec la tranquillité de ma conscience..... « Quarante années de vie ne m'ont rien appris que ce que « j'ai su à tout âge : *tout est vanité;* il n'y a de vrai que la « bonne conscience et l'estime de soi-même. »

Ses lettres à sa femme sont remplies des mêmes sentiments : « Je n'ai pas besoin de couronne, lui dit-il, pour être « homme (2), et je me sens assez grand par moi-même pour « ne pas vouloir monter sur des échasses. »

Le 8 août 1810, il écrivait à son frère : « Je prie Votre « Majesté de trouver bon que je me réunisse à ma famille, « dont je suis séparé depuis six ans, et que je retrouve dans « l'obscurité domestique des affections et un calme que le « trône m'a fait perdre, sans m'avoir rien donné en échange, « puisque ce n'est pour moi qu'un lieu de supplice... »

Ainsi, la couronne d'Espagne que Louis avait rejetée ave dédain, Joseph ne l'accepta et ne la conserva qu'avec répu gnance. Quant au succès final de la guerre, on peut di que le roi n'y crut jamais, et que dès le premier jour il pr cisa les causes qui la feraient échouer. Ce fait est trop impo tant pour qu'il ne soit pas nécessaire de l'établir par quelqu extraits significatifs.

A peine le nouveau roi eut-il franchi les Pyrénées qu écrivit de Vittoria à l'empereur (3) : « Personne n'a dit ju « qu'ici toute la vérité à Votre Majesté. Le fait est qu'il n « a pas un Espagnol qui se montre pour moi, excepté

(1) 19 février 1809.
(2) *Lettre à Julie*, 8 novembre 1809.
(3) 12 juillet 1808.

« petit nombre de personnes qui ont assisté à la junte et « qui voyagent avec moi. Les autres, arrivés ici et dans les « autres villes avant moi, se sont cachés, épouvantés par « l'opinion unanime de leurs compatriotes. »

Napoléon ayant trouvé de l'exagération dans ce langage, Joseph insista en ces termes (1) : « La besogne taillée est très- « grande; pour en sortir avec honneur, *il faut des moyens* « *immenses* (2). La peur ne me fait pas voir le double...., « et je ne suis pas épouvanté de ma position, mais elle est « unique dans l'histoire : je n'ai pas ici un seul partisan. »

L'on voit déjà dans cette lettre le jugement droit et la clairvoyance politique de Joseph aux prises avec l'aveugle obstination de l'empereur, qui semblait décidé à ne tenir aucun compte des avis inspirés par le bon sens et le dévouement de ses serviteurs. Ainsi, après la réception de la lettre si profondément triste que nous venons de citer, Napoléon écrivit à son frère : « Portez-vous bien; ayez courage « et gaieté, et ne doutez jamais d'un plein succès (3). » Conseil étrange, auquel Joseph répondit avec une conviction de plus en plus ferme : « Des vieilles troupes et des millions, « sans quoi nous ne conserverons pas l'Espagne (4)... » Jusqu'à la fin de la guerre, la correspondance échangée entre les deux souverains présenta ce même contraste : excès de confiance chez l'un; appréhensions vives et justifiées chez l'autre. Presque toutes les lettres de Joseph ont un cachet prophétique. Dès le 24 juillet 1808, il avait fait entendre à son frère ces paroles alarmantes : « Les honnêtes gens « ne sont pas plus pour moi que les coquins. Non, Sire,

(1) Lettre du 18.

(2) Déjà le 13 juillet, le roi avait écrit : « Je répète à Votre Majesté qu'elle ne saurait faire « trop d'efforts pour pacifier l'Espagne. Il faut des troupes et de l'argent. » Cette recommandation se trouve dans plus de vingt endroits de la correspondance de Joseph.

(3) *Lettre* du 21 juillet. Dans celle du 19, il exprime la même pensée : « Ne doutez pas un instant que les choses finiront mieux et plus promptement que vous ne pensez. »

(4) *Lettre* du 23 juillet, *à l'empereur*.

« vous êtes dans l'erreur, *votre gloire échouera en Espagne!* » Et le 18 juillet 1809, toujours à son frère : « Je crois que « cela finira mal, et très-mal. » Et l'année suivante à sa femme Julie (1) : « Si l'on continue dans le système com- « mencé en février (2), toute l'Espagne sera bientôt une « ardente fournaise d'où personne ne sortira avec honneur. » Et le 4 juillet 1813, au ministre Clarke : « La pacifica- « tion de l'Espagne par la force des armes est impossible; « je ne puis que répéter aujourd'hui ce que je dis depuis « longtemps (3). »

Cette opinion, reproduite à chaque page de la correspondance du roi, malgré l'opinion contraire de Napoléon, est certainement une preuve de jugement et de clairvoyance politique. Mais nous avons d'autres preuves encore à citer, qui toutes infirment l'arrêt iujuste porté contre Joseph par l'historien du consulat ct de l'empire. La correspondance du roi atteste en effet, que non-seulement ce prince a signalé la plupart des fautes commises durant la guerre, mais qu'il a de plus indiqué parfaitement les moyens propres à rendre la nation espagnole docile au joug de la France.

Il s'éleva d'abord avec une grande force contre la préten- tion de soumettre avec 80,000 hommes de jeunes troupes une monarchie de 10,000,000 d'habitants, qui, au moment de l'invasion, avait encore 50,000 hommes de troupes régu- lières.

---

(1) *Lettre* du 21 août 1812.

(2) Celui des grands commandements séparés qui eut de si funestes résultats.

(3) C'est ici le lieu de faire observer que cette opinion fut soutenue, dès le premier jo[illegible] par les Espagnols de distinction qui s'étaient rangés du côté de Joseph. Nous en trouvons u[illegible] preuve remarquable dans l'extrait suivant d'un *Rapport* du 2 août 1808, signé par cinq mi[illegible]tres du roi : « Nous ne concevons que la possibilité de l'un de ces trois résultats : *renon*[illegible] « *négocier* ou *conquérir*..... La conquête de l'Espagne est impossible..... Elle donnerait lie[illegible] « des siècles de guerre, tels que les Romains en éprouvèrent pour la même entreprise[illegible] « Mais les Romains furent favorisés par des discordes intestines, et Votre Majesté voit [illegible] « étonnant accord d'une résistance ouverte ou cachée, cette interception unanime d'a[illegible] « de communications et de fonds ; elle voit que la force ne possède que l'espace qu'elle fo[illegible] « qu'à deux pas on l'élude ou la brave, etc. »

Il fit ressortir tous les inconvénients du système de quisition à l'aide duquel Napoléon persistait à vouloir enetenir son armée dans la Péninsule.

Il représenta à diverses reprises qu'il fallait traiter la nation rec douceur et justice, pour la rendre favorable au nouveau ouvernement;—qu'il était nécessaire d'entourer le pouvoir yal de plus d'autorité et de prestige; —que le commandeent de l'armée serait incompatible avec l'exercice du pouvoir iprême, du moment que cette armée ne pourrait vivre qu'en vageant et en pillant le pays;—que, dans tout état de choses, convenait que l'autorité militaire fût unique comme l'adinistration;—enfin, qu'il était de bonne politique de donner s emplois civils à des Espagnols plutôt qu'à des Français, s uns mal disposés, les autres complétement ignorants des soins, du caractère, des intérêts de la nation soumise. uidé par ces inspirations, hautement avouables, et convaincu i'il fallait pour rattacher l'Espagne à la France la gouverer avec douceur, Joseph se montra l'ennemi de toutes les olences particulières et de toutes les injustices collectis qu'on voulait commettre. L'empereur avait beau lui re *tout est moral à la guerre* (1), son âme se révoltait ntre ce qui était barbare ou déloyal. Il blâma hauteent les excès commis par Murat, à Madrid, dans la journée i 2 juillet (2); et il se montra ennemi des représailles nglantes au point de résister aux ordres précis de Napoléon, ii lui écrivit coup sur coup, au commencement de l'ane 1809 : « Faites donc pendre une douzaine d'individus à Madrid (3)... je trouve ridicule qu'on livre les *brigands* à la justice; on doit les traduire devant une commission

1) *Lettre* du 10 octobre 1809.
2) Il écrivit le 24 juillet à Napoléon : « Tout ce qui a été fait ici le 2 juillet est odieux; on n'a eu aucun des ménagements qu'il fallait avoir pour ce peuple... »
3) *Lettre* du 11 janvier 1809.

« militaire et les faire pendre (1)... Il faut nommer une com-
« mission militaire pour faire juger de nouveau les trente
« coquins acquittés ou seulement condamnés à la prison
« par la cour des alcades : faites fusiller les coupables... Je
« ne suis pas content de la police de Madrid ; Belliard est
« trop faible avec les Espagnols ; il faut être sévère. J'ai fait
« arrêter à Valladolid quinze des plus méchants, et je les
« fais fusiller. Faites-en arrêter trente à Madrid... Quand
« on la traite avec douceur, cette canaille se croit invulné-
« rable. Quand on en pend quelques-uns, elle commence à
« se dégoûter du jeu et devient soumise et humble comme
« elle doit être, etc., etc. (2) »

Si Joseph n'a pas réussi en Espagne, il a du moins eu le mérite d'avoir résisté aux ordres barbares de son frère qui, vraisemblablement, n'auraient servi qu'à rendre sa chute plus odieuse.

Le roi condamna avec la même énergie le projet de morceler le territoire espagnol, pour étendre la France jusqu'aux rives de l'Èbre, ainsi que le projet de former, en vue de ce morcellement, des provinces administrées et commandées séparément.

Enfin, Joseph eut à essuyer, pendant toute la durée de son règne, les reproches les plus durs et les accusations les plus injustes, parce qu'il ne savait pas arracher assez d'argent aux Espagnols. Napoléon aurait voulu qu'il pressurât la nation et qu'il se montrât sur toutes choses aussi impitoyable que l'avaient été certains généraux. Voilà ce qui rendit la position du roi si fausse, son autorité si nulle, son influence si faible et son administration si stérile, qu'il put dire lui-même vers la fin de la guerre : « Je n'ai

(1) *Lettre* du 15 janvier. Napoléon emploie toujours le mot *brigands* pour désigner les patriotes révoltés contre la France.
(2) 10 janvier 1809.

« fait aucun bien et je n'ai pas l'espoir d'en faire jamais (1)...
« Il est impossible d'être roi d'Espagne et commandant en
« chef de l'armée française... On doit finir par n'être ni l'un
« ni l'autre (2)... »

Cependant, au milieu de ses bonnes intentions et de ces éclairs de bon sens politique, le roi avait des moments de faiblesse et d'irrésolution qui le rendaient impropre au gouvernement d'une nation violemment agitée. Ce n'était pas l'homme des temps difficiles et des situations désespérées. Il ne savait ni prendre un parti extrême, ni se faire obéir promptement, ni communiquer ses sentiments aux personnes avec lesquelles il se trouvait en contact. Napoléon, connaissant ces imperfections, aurait dû s'attacher à les masquer par ses conseils d'abord, ensuite par les témoignages extérieurs d'une confiance qui eût donné au trône de son frère le prestige dont il avait besoin pour frapper l'imagination ardente des Espagnols. Or, loin de suivre cette sage ligne de conduite, l'empereur s'attacha, dès les premiers jours, à prouver que Joseph n'était qu'une ombre de roi, et qu'il le tenait dans une dépendance plus étroite que celle où végéta Philippe V sous le protectorat de Louis XIV.

A peine entré en Espagne; Joseph, aux prises avec Savary, dont les pouvoirs étaient considérables, dut écrire à l'empereur : « Est-ce moi ou lui qui a le droit de commander (3) ? »

Mais cette humiliation n'était rien auprès de celles qu'il eut à dévorer quand Napoléon vint se mettre à la tête de l'armée d'Espagne. De prime abord, l'empereur affecta de laisser le roi à l'arrière-garde (4), injure que celui-ci ne

(1) 23 mars 1812, *à Napoléon*.

(2) *Lettre* du 4 juillet 1813, *au général Clarke*.

(3) *Lettre* du 19 juillet 1808.

(4) M. Thiers attribue la conduite de l'empereur, dans cette circonstance, à des raisons de haute politique et presque de bienveillance. « Napoléon, dit-il, voulut assumer sur lui l'odieux de la guerre, et laisser à son frère le beau rôle de la douceur. » Mais quand on lit

crut pas devoir accepter en silence : « Sire, écrivit-il (1), je « me suis trouvé bien déplacé à Vittoria et ici (à Miranda) « après votre départ; un sentiment invincible, plus fort que « toutes les considérations humaines, me dit que je ne dois « pas me trouver sur les derrières de l'armée. L'Espagne et « la France, et moi-même, tout veut que je sois au poste de « l'honneur; c'est celui du danger et l'école où je dois me « trouver. Il n'est pas de danger pour moi où il en est pour « Votre Majesté. Sa tête est plus précieuse que toute autre « chose et, quand elle veut l'exposer, le prince son frère, « qu'elle fait roi, se tiendrait hors de péril! Cet homme « serait déshonoré, et il ne serait ni votre frère, ni Français, « ni Castillan !... J'ai vu sur le visage de mes propres mi- « nistres, ce matin, leur étonnement de me voir à Vittoria « quand Votre Majesté était aux avant-postes... J'ai tou- « jours été avec les corps agissants de l'armée, et ce n'est « pas aujourd'hui que je me traînerai misérablement, comme « un roi *fainéant* ou un administrateur, à trois marches « de l'armée... »

Nonobstant cette énergique protestation, Napoléon affecta, pendant son séjour à Madrid, de ne mêler le nom du roi à aucune des résolutions qu'il prit dans l'intérêt de sa conquête.

Joseph, voyant qu'on lui refusait obstinément l'occasion de se distinguer par la guerre, et qu'on poussait l'oubli des convenances jusqu'à écarter toute allusion à son autorité politique dans des mesures qui le concernaient, voulut renoncer à une couronne qu'il ne pouvait garder qu'au prix de tant d'humiliations et de sacrifices (2) ! Mais, soit faiblesse,

---

avec attention la correspondance des deux souverains, on ne peut pas admettre cette explication. (Voir pour de plus amples détails, les *Mémoires de Joseph*, t. V, p. 200 et 201.)

(1) Miranda, 10 novembre 1808.

(2) Voici la lettre qu'il écrivit à l'empereur, le 8 décembre 1808 : « Sire, M. Urquijo me

t soumission, il abandonna presque aussitôt cette résolu-
1, que son bonheur intime et sa dignité personnelle lui
ient inspirée. Toutefois, à partir de ce moment, l'autorité
rale du souverain se trouva considérablement affaiblie,
1-seulement aux yeux de ses sujets, mais encore aux yeux
s soldats et des généraux français.

De là ces germes d'opposition qui bientôt se développèrent
1s l'armée, et produisirent le relâchement de la discipline.
L'empereur lui-même porta un rude coup à « cette reine
s armées, » en écrivant directement aux généraux Bel-
rd, Bessières et Monthion qu'il désapprouvait les opéra-
ns ordonnées par le roi après l'affaire de Baylen (1), et
permettant à son major-général Berthier de corres-
ndre directement avec les chefs des corps détachés, qui
posaient sans cesse la volonté de l'empereur à celle du
mmandant en chef de l'armée d'Espagne. Au reste, ce
re ne fut jamais pour Joseph qu'une lettre morte : « Le
clergé et les habitants me demandent protection, écri-
-il à l'empereur (pendant que celui-ci était encore en
pagne) (2); mais, en vérité, ai-je le droit de disposer d'un
soldat?... Je vois tous les désordres sans en pouvoir répri-
mer aucun... Je n'ai pas l'autorité d'un sous-lieutenant.
Mérité-je par mon caractère d'être la fable de l'armée,
dans un pays où je serai le roi ? »

« Napoléon se plaisait à répéter autour de lui, dit l'auteur
s *Mémoires de Joseph* (3), que son frère n'était pas soldat,

---

mmunique les mesures législatives prises par Votre Majesté. La honte couvre mon front
vant mes prétendus sujets. Je supplie Votre Majesté de recevoir ma renonciation à
us les droits qu'elle m'avait donnés au trône d'Espagne. »

Voir la lettre du 23 août 1808, où Joseph se plaint de ce fait à Napoléon. Voir encore la
e du 22 septembre de la même année, contenant le passage suivant : « C'est toujours la
lonté de Votre Majesté qu'on oppose à la mienne. Je prie Votre Majesté de ne donner
s ordres qu'à moi, et je les ferai exécuter. »

) Briviesca, 10 novembre 1808.

) T. VI, p. 7, 8 et 9. L'opinion de cet écrivain est formée d'après celle du maréchal Jourdan,
t il a compulsé les *Mémoires inédits*. Nous faisons cette remarque une fois pour toutes.

et qu'il n'entendait rien à la guerre. A son entrée en Espagne, au lieu de le tenir auprès de lui, de l'entourer d'une grande considération aux yeux des troupes dont il était destiné à devenir le chef, il l'avait relégué à la suite de l'armée.

« Les fâcheuses impressions que ces discours et cette conduite produisirent sur l'esprit des généraux et des officiers ne pouvaient plus s'effacer, quand même le roi aurait été revêtu de l'autorité la plus absolue; car, chez les militaires, l'obéissance et le dévouement sont proportionnés au degré de confiance qu'ils accordent à leur chef. Quelle énergie le roi pouvait-il déployer dans son commandement, lorsqu'il savait que ses subordonnés se croyaient bien supérieurs à lui, en talents et en expérience militaires?

« N'était-il pas évident que, quand il leur prescrirait des opérations qu'ils n'approuveraient pas, ils les exécuteraient mollement, si tant est qu'ils consentissent à obéir ? Ne pourraient-ils pas dire au surplus pour se justifier auprès de l'empereur en cas de revers : « Je désapprouvais ce projet; « j'ai dû obéir! C'est la faute du roi et non la mienne? »

« Pour prononcer sur ces discussions, ce qui, du reste, n'aurait remédié à rien, l'empereur aurait-il mis de côté toute prévention contre son frère? Cela n'était pas admissible, et l'on a vu qu'effectivement cela ne fut pas. Joseph restait donc chargé d'une immense responsabilité envers Napoléon, tandis que celle des maréchaux envers lui était complétement illusoire... »

Le maréchal Jourdan, chef d'état-major de Joseph, placé auprès de ce prince pour le seconder, l'aider de ses conseils, était, lui aussi, dans une fausse position; son mérite et ses services antérieurs n'avaient pu le sauver d'une disgrâce, et l'empereur, pour nous servir des expressions de M. Thiers, « avait l'habitude d'être injuste à son égard. »

Tout ce qu'il faisait était critiqué avec amertume. On

l'avait même placé à dessein dans un état d'infériorité morale vis-à-vis des autres maréchaux, ses collègues (1). Ces derniers, en effet, avaient tous obtenu le titre de duc avec de riches dotations : Jourdan seul était resté dans une position modeste. Les maréchaux devaient naturellement attribuer à leur mérite les honneurs et les bienfaits dont l'empereur les comblait, et avoir une mince opinion du collègue qui se trouvait, malgré ses anciens services, privé de ces avantages. Ainsi fut détruite à l'avance l'autorité qu'aurait dû avoir sur eux l'organe des volontés du roi; et cependant, c'était sur Jourdan que Napoléon faisait peser la responsabilité des opérations quand le succès ne répondait pas à ses désirs.

Aux inconvénients produits par ce défaut de confiance et d'harmonie entre le roi, son major-général et les maréchaux commandant les corps d'armée, il faut ajouter ceux résultant de l'impossibilité où se trouvait le général en chef de récompenser les militaires qui se distinguaient.

D'autre part, les officiers et les soldats envoyés en Espagne ne tardaient point à s'apercevoir qu'on les négligeait complétement, tandis que leurs camarades des autres armées recevaient des décorations, des grades et des récompenses de toute espèce.

Bientôt le dégoût et le découragement s'infiltrèrent dans les meilleurs corps, et l'Espagne devint une terre proscrite, d'où chacun cherchait à s'éloigner pour aller combattre sous les yeux de l'arbitre suprême des fortunes militaires (2).

---

(1) En 1810, il fut rayé sans motif de la liste des maréchaux, bien qu'il eût le droit d'en faire partie, et qu'il exerçât un commandement difficile. Joseph ne put rien obtenir pour cet honnête et loyal serviteur, qui lui rendait les plus grands services.

(2) L'armée de Suchet seule obtenait des récompenses, parce qu'ayant affaire uniquement aux troupes espagnoles, elle remportait plus de succès que les autres armées. Le général Jomini fait observer, avec raison, qu'une guerre où les moindres dangers que les soldats eussent à courir furent ceux du champ de bataille, devait répugner à des hommes que l'empereur avait habitués à vaincre dans les riches plaines de la Lombardie et de l'Allemagne.

« Soldats et officiers, dit M. Thiers, se regardaient en Espagne comme sacrifiés d'avance à

Le roi ne laissa pas de signaler tous ces faits et d'en expri-mer son chagrin dans les termes les plus vifs, quoique tou-jours respectueux. Ainsi, dans le courant de l'année 1809 (1), il écrivit à l'empereur :

« Sire, si ma vie entière ne vous donne pas en moi la con-
« fiance la plus aveugle; si vous jugez avoir besoin de m'en-
« tourer de petits êtres qui me feraient rougir de moi-même;
« si je dois être insulté jusque dans ma capitale; si je n'ai
« pas le droit de nommer les gouverneurs, les commandants
« qui sont toujours sous mes yeux, qui me font rougir aux
« yeux des Espagnols et m'ôtent tous moyens de faire le bien;
« si vous ne voulez pas me juger sur les résultats, et si vous
« voulez permettre qu'on m'élève un procès sur chaque objet :
« dans ce cas, Sire, je n'ai pas deux partis à prendre...
« *Je ne suis roi d'Espagne que par la force de vos armes;*
« *je pourrais le devenir par l'amour des Espagnols; mais,*
« *pour cela, il faut que je gouverne à ma manière.* »

Or, c'est là précisément ce que Napoléon ne voulait pas. Il n'admettait qu'une manière de gouverner les Espagnols : c'était de les mener militairement, de pendre les insurgés, qu'il appelait la *canaille*, et de pressurer les autres, les *hon-nêtes gens*, qui tenaient pour le roi. Ce fut en grande partie la divergence d'opinion des deux frères sur ce point qui amena les premiers froissements et les premières querelles.

Le maréchal Jourdan explique fort bien cette particula-rité (2).

« Comme le roi, dit-il, occupant le trône, crut reconnaître que la principale cause des obstacles qu'il allait avoir à sur-monter, résidait dans l'aversion que les Espagnols portaient

---

« une mort inutile et sans gloire. La certitude ou presque certitude de n'y être jamais sous « les yeux de Napoléon n'ajoutait pas peu à ce sentiment de répulsion et de désespoir. »

(1) 19 février 1809.

(2) *Mémoires de Joseph*, t. V, p. 258.

aux étrangers, et alors, par-dessus tout, aux Français, il pensa qu'il devait chercher, autant que possible, à se séparer de ces derniers, afin que les Espagnols pussent, à leur tour, le séparer d'eux dans leur haine. Ce principe, qu'il chercha à appliquer dès les premiers instants, et qui était diamétralement opposé aux idées de Napoléon, fut une des principales causes du froid, puis de l'espèce de mésintelligence sourde qui régna entre eux pendant trois années consécutives. »

Cette mésintelligence, toutefois, eut des résultats moins déplorables que celle dont les généraux donnèrent le fâcheux spectacle, et qui provoqua, peu à peu, des actes d'indiscipline de la pire espèce. Il convient, pour donner une juste idée de l'ensemble des causes qui amenèrent l'évacuation de la Péninsule, de faire connaître quelques-uns de ces actes regrettables.

En 1809, l'armée de Soult fut profondément divisée par un complot, dont le but était de renverser le maréchal et de mettre Saint-Cyr à la tête de l'armée d'Espagne.

La même année, après l'évacuation de la Galice, Ney, se croyant trahi par Soult, écrivit à Joseph : « Quels que soient les ordres de l'empereur, je suis décidé à ne plus servir avec le duc de Dalmatie. »

La querelle violente qui éclata dans cette circonstance entre s deux maréchaux sauva les corps de la Romana et de la orona, et mit les Français dans l'obligation d'abandonner Galice.

La même année, les opérations de la Catalogne furent entravées par la mésintelligence de Saint-Cyr et d'Augereau, le siége de Gironne rendu plus difficile par l'hostilité de int-Cyr et de Verdier (1).

Le défaut d'accord entre Soult et Jourdan, Victor et Mor-

(1) Belmas, t. II, p. 496.

tier, fut, de l'aveu d'un aide de camp de Joseph (1), la cause principale de l'insuccès de la campagne de Talavera.

M. Thiers n'hésite pas à attribuer à la même cause le peu d'appui que prêta Soult au maréchal Victor pendant le siége de Cadix.

On a vu (chap. IX) que la jalousie de Dorsenne et de Marmont provoqua la retraite de l'armée française devant Guinaldo, où Wellington se trouva pendant quelques heures dans la position la plus critique (2).

En 1811, les alliés prirent, les unes après les autres, les places de Ciudad et de Badajoz, parce que les maréchaux Soult et Marmont, dominés par une antipathie mutuelle, ne parvinrent pas à se mettre d'accord sur un système d'opérations combinées.

Nous avons signalé (chap. VIII) le peu d'empressement que mit le duc de Dalmatie à venir au secours de Masséna, à Santarem, en 1810. La jalousie ne fut pas étrangère à ce résultat; car Soult, qui avait échoué dans la deuxième invasion du Portugal, était froissé de ce que, pour une troisième tentative, l'empereur eût donné la préférence au prince d'Essling.

On lit dans les *Mémoires de Masséna* (t. VII, p. 38): « Si cela eût dépendu de Joseph, l'armée de Portugal eût certainement reçu des secours; mais tous ses ordres étaient regardés comme non avenus par les moindres personnages. En voici un exemple : le général Éblé pria le général Sénarmont, commandant de l'artillerie des armées d'Espagne, de former un parc de réserve et de dépôts pour l'armée de Portugal. Celui-ci fit la sourde oreille, et Masséna s'adressa directement au roi, qui donna les ordres les plus précis à Sénarmont d'avoir

---

(1) Le général Desprez.

Témoin de ces rivalités, le roi demanda plus d'une fois qu'on réduisît le nombre des maréchaux. (Voir entre autres les *Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 274 et 275.)

(2) *Victoires et conquêtes*, t. XXI, p. 32.

égard à la demande d'Éblé; cependant, malgré son injonction pressante, l'armée de Portugal ne reçut pas un projectile, pas un seul baril de poudre de Madrid. »

Vers la même époque, le prince d'Essling envoya un de ses aides de camp à Valladolid pour inviter Kellermann à diriger en toute hâte sur Salamanque, par les voitures du pays, les grains et les fourrages que l'intendant général avait requis dans sa province. Cet ordre demeura sans effet; les denrées s'entassèrent à Medina del Campo et finirent par se gâter, faute de magasins. Tout en protestant de ses bonnes intentions, Kellermann avait ordonné au commandant de Medina del Campo de lui renvoyer les voitures, à mesure qu'elles seraient déchargées. L'ordonnateur Lambert s'en plaignit à Masséna : « Les ordres du général Kellermann, dit-il, para-
« lysent les transports et feront tout manquer. Je ne crains
« pas de l'en accuser; il détruit toute administration par sa
« résistance inouïe et coupable. Des subsistances existent;
« elles abondent à Medina del Campo, et on veut nous affa-
« mer, pardonnez-moi le mot (1). »

Vers la fin de la campagne, les discussions irritantes du prince d'Essling et du maréchal Ney provoquèrent le remplacement de ce dernier, et ajoutèrent une nouvelle difficulté aux embarras déjà si cruels de la retraite.

A Fuentès d'Onoro, Loison, Drouet et Régnier se rendirent coupables d'actes d'indiscipline et de négligence tout aussi graves.

Cette même année encore, Bessières refusa tout secours à Masséna pour délivrer Alméida, seule acquisition de la campagne, ainsi que pour écraser l'armée de Wellington, affaiblie en ce moment par le départ d'un fort détachement dirigé sur Badajoz. Plusieurs jours avant la bataille de Fuen-

(1) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 121.

tès d'Onoro, le prince d'Essling avait adressé au duc d'Istrie les lettres les plus pressantes. N'ayant obtenu aucun résultat, il lui écrivit, la veille de son départ de Salamanque (le 24 avril) : « Je n'ai pas ménagé mes instances auprès de « vous. Si mes efforts n'étaient pas heureux, votre dévoue- « ment pour le service de l'empereur vous ferait certaine- « ment regretter de ne pas les avoir secondés avec les « moyens que vous m'aviez fait espérer avant que j'en eusse « besoin... »

Et comme ces remontrances ne produisirent pas plus d'effet que les précédentes, Masséna écrivit de nouveau à Bessières le 29, de Ciudad-Rodrigo : « Je vous ai demandé de l'artillerie « et des bagages, et encore plus positivement de la cavalerie; « vous avez, sous différents prétextes, éludé ma demande. « Toutes les troupes en Espagne sont cependant de la même « famille. »

A la suite de toutes ces lettres, et bien que les instructions de Napoléon enjoignissent à Bessières d'envoyer 15,000 hommes à l'armée de Portugal en cas de nécessité, le duc d'Istrie se décida à faire partir 1,200 chevaux et une batterie de la garde impériale, qui ne rejoignirent le gros de l'armée que le 4 mai, veille de la bataille de Fuentès.

A propos du désaccord qui régnait avant la funeste journée de Salamanque entre les commandants des trois armées françaises, nous avons fait observer que chacun de ces maréchaux voulait subordonner les mouvements de ses collègues aux siens; il résulta de ces tiraillements que leurs plans secrets furent entravés, et que Wellington les surprit au moment où ils discutaient encore.

Une circonstance malheureuse de la campagne de 1812 fut l'obstination du duc de Dalmatie à retenir la division Drouet, demandée à plusieurs reprises par le roi. Si cette division était arrivée à temps, Joseph eût amené 24,000 hommes au duc de Raguse avant la bataille de Salamanque, et

-probablement cette journée n'aurait pas eu lieu, ou se
ait terminée d'une autre manière.
Dans la même campagne, Marmont se rendit coupable de
lus grave insubordination, en attaquant Wellington avant
roir reçu les secours de l'armée du Centre. Les suites de ce
p de tête ayant rendu l'évacuation de l'Andalousie néces-
e, Joseph donna des ordres dans ce sens au duc de Dal-
tie, qui refusa d'obéir, et cela, avec tant de persistance,
il fallut le menacer de donner son commandement à un
re général.
En octobre 1812, Joseph, malgré ses vives répugnances
ur Soult, pensa donner à ce maréchal le commandement
érieur des troupes disponibles en Espagne; mais il fut
igé de renoncer à ce plan (qui aurait pu rétablir les
nces de la lutte), parce que Jourdan et Suchet refusèrent
et l'autre de servir sous les ordres du duc de Dalmatie.
On peut affirmer que la déplorable antipathie de Suchet
r le duc de Dalmatie fut une des causes de l'invasion
a France en 1813. Et, en effet, si le duc d'Albuféra avait
t ses forces disponibles à celles de Soult, il est probable
Wellington n'aurait pas franchi les Pyrénées. L'histoire
ochera à Suchet d'avoir même refusé de tenter une di-
ion en faveur de son collègue, quand celui-ci était engagé
s une lutte inégale pour la défense du territoire français.
es conséquences fâcheuses de la rivalité des maréchaux
nanifestèrent jusqu'au dernier jour de la guerre. Ainsi,
nd Soult eut remplacé Joseph, et qu'il s'agit moins de
endre l'Espagne que de sauver la France, les partisans
oi cherchèrent encore à entraver par de viles intrigues les
intelligentes et patriotiques du duc de Dalmatie.

e contre-coup de ces discussions irritantes se fit sentir
s toute l'armée. Les soldats épousaient les querelles de
s chefs, et la discipline s'en ressentit. On a vu dans quel

état se trouvait l'armée de Soult, en 1809, sur le Douro. Celle de Joseph, en 1812, n'était pas dans une situation meilleure, s'il faut en juger par l'extrait suivant d'une lettre du maréchal Marmont au prince de Neufchâtel : « Jusqu'à présent, le roi « n'a rien pu contre les désordres qui ont eu lieu à Madrid et « contre l'anarchie qui règne dans l'armée du Centre (1). »

Après Salamanque, le général Clausel fit une peinture moins favorable encore de l'armée du duc de Raguse (2) : il la représenta comme une bande de pillards et d'assassins, qui n'écoutaient plus la voix de leurs officiers.

Lors de l'évacuation de la Galice par Ney, l'irritation des troupes de ce maréchal devint si grande contre le duc de Dalmatie (qu'elles accusaient de les avoir abandonnées), qu'il eût été dangereux de mettre les deux corps d'armée en présence.

Après la bataille d'Albuéra, la garnison de Villalba refusa de protéger la retraite du duc de Dalmatie en défendant le château de cette ville; et à Fuentès d'Onoro, la vieille garde resta immobile quand Masséna voulut la porter en avant.

Tels furent les effets déplorables de l'inimitié des chefs! Napoléon seul aurait eu assez d'influence pour imposer à ces généraux sa volonté et mettre de l'ensemble dans leurs opérations. Il fut profondément affligé de cet état de choses, qu'il attribuait à l'insuffisance de son frère, insuffisance réelle sans doute, mais qui lui était connue, et dont il aurait dû apprécier les effets quand il l'investit des hautes fonctions de chef politique et militaire de la Péninsule. Au reste, loin de porter remède à la situation, en augmentant le prestige du roi et en défendant sa cause avec énergie, Napoléon, quand les premières velléités de résistance de Joseph se furent manifes-

---

(1) *Lettre* du 23 février : « On consomme, dit-il, 22,000 rations par jour à Madrid, et il n'y a pas 3,000 hommes : c'est qu'on donne et laisse prendre à tout le monde, excepté à ceux qui servent. » (Voir encore NAPIER, t. VIII, p. 186.)

(2) Nous avons rapporté sa lettre, p. 249, note 1.

ées, s'ingénia, pour ainsi dire, à rendre chaque jour l'autorité de son frère plus incertaine et plus contestable (1).

Rien ne pouvait compromettre davantage cette autorité que le système des gouvernements militaires, une des plus malheureuses conceptions de l'empereur (2). Joseph et les Espagnols sincèrement attachés à sa cause avaient inutilement essayé de faire comprendre à Napoléon les dangers de ce système (3). Il tint ferme, et le décret parut. Son avis était qu'il fallait, pour intimider les Espagnols, leur inspirer la crainte de perdre quelques provinces (4). Ce fut même la principale raison qu'il opposa aux instances si vives et si pressantes du roi. Ici encore l'intelligence politique du grand capitaine parut en défaut. Les Espagnols ne se soumirent point, et la situation du roi empira tous les jours.

Les nouveaux gouverneurs étaient de véritables vice-rois, astreints seulement à se concerter avec l'état-major de l'armée d'Espagne pour les opérations militaires (ce qui, de la part des gouverneurs de l'Aragon, de la Navarre, de la Catalogne et de l'Andalousie ne fut même jamais observé). « Quant à l'administration intérieure, à la police, aux revenus, à la justice, à la nomination des employés et à toute espèce de règlements, ils devaient s'entendre avec l'empereur, par l'entremise du prince de Neufchâtel (5). »

Napoléon leur donna cette grande autorité pour plusieurs

---

(1) L'extrait suivant d'une lettre du 3 octobre 1811, à Clarke, fait voir comment Napoléon traitait l'autorité de Joseph : « Répondez au duc de Tarente qu'il ne doit correspondre en rien avec le roi d'Espagne, ni répondre à aucune lettre de ses ministres... Vous donnerez la même instruction au général Decaen..... »

(2) Ce système a été condamné par les lieutenants mêmes de l'empereur. Ainsi nous lisons dans une lettre écrite par Marmont, le 23 février 1812, au prince de Neufchâtel : « La guerre d'Espagne est difficile dans son essence ; mais cette difficulté est augmentée de beaucoup par la division des commandements. »

(3) Joseph envoya à Paris deux de ses ministres, MM. d'Azanza et d'Almenara pour tâcher de faire rapporter le décret du 8 février ; mais l'empereur accueillit froidement cette démarche et ferma l'oreille à toutes les protestations de son frère.

(4) M. Thiers, t. IV, p. 84.

(5) Texte même du décret.

raisons : il pensait qu'ayant moins de ménagements à garder que Joseph, les gouverneurs généraux pourraient concourir plus efficacement aux fins de la guerre, et qu'ayant intérêt à augmenter leur influence par une bonne administration, ils procureraient à l'armée plus d'argent sans froisser autant les populations. Sous ce dernier rapport, le système donna raison à l'empereur : l'ordre et la paix intérieurs furent rétablis dans une grande partie de l'Espagne; mais les ressources générales n'augmentèrent point : chaque gouverneur ne voyait que lui, ne songeait qu'à lui. Au milieu de ces souverains improvisés, le roi d'Espagne et des Indes ressemblait à un de ces princes du moyen âge, dépouillés par leurs grands vassaux, et n'ayant plus même, à défaut d'autorité réelle, le prestige du pouvoir suprême.

« Les Espagnols, dit le comte Toréno (1), accueillirent fort mal ce système, parce qu'ils savaient que la résolution de l'empereur cachait la pensée d'incorporer à l'empire français les provinces de la rive gauche de l'Èbre, et peut-être d'autres provinces, si les circonstances le permettaient (2). » Les ministres de Joseph envoyèrent à Paris, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, M. Azanza, qui, après cinq mois d'inutiles démarches, écrivit au roi : « Le duc de Cadore, « dans une conférence que nous avons eue mercredi, nous a « dit expressément que l'empereur exigeait la cession des « provinces en deçà de l'Èbre, afin d'indemniser la France

---

(1) T. III, p. 244.

(2) Déjà le 19 février 1810 (voir BIGNON, t. IX, p. 273), le duc de Cadore avait écrit à M. de la Forest, ambassadeur de France à Madrid, en lui adressant le décret qui établissait des gouvernements militaires en Espagne : « L'intention de l'empereur est de réunir à la France la « rive gauche de l'Èbre et peut-être même le pays jusqu'au Douro. L'un des objets du décret « est de préparer cette réunion, et vous devez, sans rien dévoiler des desseins de l'empe- « reur, régler cependant vos démarches sur les communications que je vous fais. » (Voir également la note secrète que donne BIGNON, t. IX, p. 195.)

Napoléon aurait accompli sans doute le démembrement de l'Espagne, si fermement arrêté dans son esprit (quoique par le traité de Bayonne il eût garanti l'intégrité de ce royaume), si les événements du Nord n'avaient appelé son attention ailleurs.

de ce qu'elle a dépensé et dépensera en hommes et en argent pour la conquête de l'Espagne (1). »

Cette même pensée se retrouve dans les lettres secrètes ue l'empereur adressa à Suchet, à Augereau, à Reille et à Thouvenot, après la création des quatre gouvernements séparés. M. Thiers a raison de dire que « la prétention de vouloir ue l'Espagne indemnisât l'empereur du mal qu'il lui faisait n la forçant d'accepter Joseph, était *une folie d'ambiion*... (2) »

Aux gouvernements séparés de la Navarre, de la Biscaye, le l'Aragon et de la Catalogne, Napoléon ajouta bientôt ceux le la Vieille-Castille, sous Dorsenne, et de Valladolid, sous Kellermann. Ainsi toutes les autorités militaires, moins les hefs des armées du Midi et de Portugal, furent dispensées l'entretenir avec Madrid des relations d'obéissance et de omptabilité !

Quand le roi apprit à Séville la création des gouvernements séparés, il fut consterné. Abandonnant aussitôt sa ouvelle conquête, il retourna morne et silencieux dans sa apitale, où il se trouva isolé, sans ressources et sans pouoir (3). Les généraux français, à partir de ce moment, e le tinrent même plus au courant de rien : « Je n'ai aucune notion, écrivit-il à Berthier, sur les forces ennemies *ni sur les forces de l'armée française*, chaque général s'étant absolument isolé de moi depuis l'institution des gouvernements militaires (4)... Dorsenne me dit qu'il n'est pas

---

(1) *Lettre* du 24 septembre, citée par le comte Toréno.

(2) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 380.

(3) « Mon pouvoir réel, dit le roi, ne s'étend qu'à Madrid, et à Madrid même je suis journellement contrarié par des gens qui sont fâchés que leur système ne soit plus en vogue. On m'accuse d'être trop doux. A l'heure qu'il est, ils seraient déshonorés si j'étais plus sévère et que je voulusse les livrer aux tribunaux. » (*Lettre* du 19 février 1809, *à Napoléon*.)
A cette époque, Joseph n'avait pour toute ressource que l'octroi de Madrid, qui s'élevait à 1 million par mois, et pour toute armée que la division Dessoles et les dépôts établis dans capitale, en tout 20 à 25,000 hommes, dont 12,000 en état d'agir.

(4) *Lettre* du 17 avril 1812.

« sous mes ordres; Suchet ne m'a pas écrit depuis vingt « jours et ne me rend compte de rien; le duc de Dalmatie « n'a jamais correspondu avec moi et paraît ignorer mon « commandement (1).

« Je le dis avec regret, mais je le dis avee vérité : les af- « faires vont mal, et très-mal en Espagne. Il y a autant de « despotes qu'il y a de gouverneurs, de généraux et même « d'intendants; chacun fait des lois à sa guise, il n'y a nulle « unité, nul ensemble. Les peuples tiraillés dans tous les « sens, fatigués, dégoûtés, reprendront leur dernier cou- « rage, celui du désespoir (2). »

Les mêmes plaintes se font jour avec plus de vivacité encore dans les lettres intimes du roi à l'empereur : « Votre « Majesté, dit-il, ne peut pas vouloir que son frère soit à « chaque instant humilié par des ordres que lui transmettent « des généraux qui lèvent des impôts, font des proclama- « tions, décrètent des lois et me rendent ridicule aux yeux de « mes nouveaux sujets (3) »... « Le maréchal Ney a poussé « l'insulte jusqu'à faire enlever les caisses de mon receveur « dans la ville même d'Avila (4). »

Ces infractions aux convenances et aux règles de la hiérarchie parurent à certains généraux fort naturelles, et même nécessaires; témoin la lettre suivante, adressée par Soult au prince de Wagram (5) : « J'ai à combattre des prétentions et « des intérêts qui sont évidemment en opposition avec ceux « de l'armée, et, par conséquent, avec ceux de l'empereur; « je suis forcé, par mes propres devoirs, de m'opposer à l'exé-

(1) *Lettre* du 18 mai, *à Berthier*.

Il faut noter que Napoléon avait, depuis le mois de mars, conféré à Joseph le commandement de toutes les armées en Espagne. (Voir sa *lettre* du 16 mars, *à Berthier*, dans les *Mémoires de Joseph*.)

(2) *Lettre* du 5 septembre 1811, *à Berthier*.

(3) *Lettre* du 18 février 1810, *à Napoléon*.

(4) *Lettre* du 30 avril 1810, *à Napoléon*.

(5) Séville, 4 août 1810.

« cution de divers ordres que le roi donne, et de faire sou-
« vent le contraire..... »

Non content de méconnaître ainsi l'autorité de Joseph, le duc de Dalmatie écrivit de Séville, le 12 août 1812, au duc de Feltre, une lettre dans laquelle il accusa le roi de trahir la cause de l'empereur. Presqu'au même instant, le duc de Feltre répondait à une dénonciation semblable de Joseph contre le chef de l'armée du Midi : « Si la conduite du duc
« de Dalmatie est équivoque et cauteleuse...... il viendra
« un moment où l'empereur pourra l'en punir (1). »

A ces désagréments personnels vinrent se joindre bientôt des embarras d'une nature plus grave. Les Espagnols soumis à l'autorité du roi, et surtout ceux qui avaient accepté des fonctions publiques, furent profondément affectés de la détermination de l'empereur à l'égard des provinces septentrionales. Ils ne s'étaient ralliés à la nouvelle dynastie que parce que la promesse de Napoléon leur avait donné la conviction que le seul moyen de sauvegarder l'indépendance de la nation et l'intégrité du royaume, était de soutenir Joseph. Or, les dispositions du décret du 8 février ayant été interprétées par la nation comme une menace, sinon comme un premier pas dans la voie du morcellement de la Péninsule, ils devaient s'attendre à ce qui leurs compatriotes, ne tenant aucun compte des motifs que les avaient dirigés, leur reprochassent d'avoir concouru à l'asservissement de la patrie.

La régence de Cadix, en effet, présenta aux Espagnols l'institution des gouvernements séparés comme un commencement d'exécution des menaces faites par l'empereur aux députés de Madrid, pendant son séjour dans cette ville; elle engagea en conséquence la nation à redoubler d'énergie pour s'affranchir de la domination étrangère. Les Espa-

(1) Le 10 novembre 1812.

gnols, fiers et braves, répondirent à cet appel, et bientôt les guerillas se multiplièrent, au point qu'il fallût employer une armée entière à les combattre pour maintenir les communications avec la France.

Le cabinet de Londres, de son côté, fit remarquer aux cabinets européens que la création des gouvernements séparés était une preuve manifeste de l'intention de l'empereur de placer sur sa tête la couronne d'Espagne, malgré les assurances contraires données par lui dans diverses occasions (1).

Tous ces dangers eussent été prévenus, si, plus confiant dans son frère, qui s'était formé une idée juste du caractère espagnol dès les premiers jours de son règne, Napoléon eût tenu compte des sages conseils du roi et des observations respectueuses des ministres attachés à sa cause. Mais la destinée de l'empereur était de ne prendre à l'égard de l'Espagne que des résolutions et des mesures funestes.

Outre les embarras politiques et militaires dont nous venons de parler, le roi eut à subir, par suite de l'institution des gouvernements militaires, des embarras financiers considérables.

Il avait à pourvoir aux besoins de sa cour, aux services généraux et à l'entretien de l'armée du Centre, avec les ressources insuffisantes de la Nouvelle-Castille; bientôt il fut réduit aux seuls revenus de l'octroi de Madrid. Les minimes sommes que Napoléon s'était engagé à fournir au roi d'Espagne (2) venaient par fractions, et très-irrégulièrement; quant aux impôts levés dans les provinces éloignées, les gouverneurs les retenaient dans leurs propres caisses. De sorte que Joseph se trouva, dans bien des circonstances, livré

---

(1) Ducasse. *Mémoires de Joseph*, t. VII, p. 148 et 149.
(2) Un million par mois.

aux dédaigneuses obsessions de ses créanciers. Sa correspondance fournit à cet égard une foule d'éclaircissements : « Je n'ai pas un sou à donner à personne, écrivait-il à son « frère... Je suis à ma quatrième année de règne; je vois « encore ma garde avec le premier frac que je lui ai donné « il y a quatre ans... (1). » Plus tard, écrivant à Berthier : « Il faut cependant que l'empereur sache qu'aujourd'hui « même (9 mars 1811), j'ai été obligé de faire vendre les « vases sacrés de ma propre chapelle pour payer le pain des « troupes qui sont à Madrid. Comment ferons-nous demain ? « Je n'en sais rien à l'heure qu'il est... »

« Les troupes à mon service ne sont ni payées, ni vêtues « depuis huit mois... (2). »

« Si cet état de choses dure, avant six mois nous évacuerons l'Espagne, faute de vivres... L'ennemi n'épargne pas « l'argent. Quant à moi, pour tout dire d'un mot, je ne sais « pas comment je payerai ma table dans huit jours... »

« L'opinion cependant venait à moi, et un grand changement allait se produire; mais l'opinion cède à la force des « choses. *Sans argent, sans territoire, sans troupes, sans « autorité, comment l'opinion peut-elle longtemps entourer « un homme* (3)? »

« Je suis aujourd'hui réduit à Madrid. Je ne vois que des « malheureux autour de moi; les principaux de mes fonctionnaires sont condamnés à n'avoir pas de feu chez eux. « J'ai tout donné, tout engagé. Je suis moi-même tout près « de la misère (4). »

« La famine est dans les villes; le désespoir est dans les « campagnes, privées de tous moyens de transport et des

---

(1) *Lettre* du 19 février 1809, *à Napoléon*.
(2) *Lettre* du 13 mars 1811, *à Berthier*.
(3) *Lettre* du 24 août 1811, *à Berthier*.
(4) *Lettre* du 24 décembre 1811, *à Napoléon*.

« moyens de labourage. L'armée n'est pas soldée depuis
« plus d'un an et l'officier est malheureux (1). »

Vers la fin de 1811, à bout de ressources et d'expédients, Joseph fit vendre un magasin de blé que Marmont avait formé à Tolède. Le duc de Raguse, sans se préoccuper du scandale qui devait en résulter, prit le magasin de force et envoya les acquéreurs frustrés faire valoir leurs titres auprès de Joseph. Voilà où en étaient réduits l'autorité et le prestige de ce pauvre roi, dans un pays où la couronne avait si longtemps ébloui les masses par un pouvoir et un faste vraiment extraordinaires.

La prétention de Napoléon de diriger la guerre d'Espagne sans y assister fut aussi, dans mainte circonstance, nuisible au succès des opérations.

Des ordres donnés à 600 lieues du théâtre de la guerre et venant six semaines après la situation qui les avait motivés, ne pouvaient, en effet, malgré le génie de l'empereur, valoir les résolutions qu'aurait prises sur les lieux un général, même ordinaire. Tantôt ces ordres étaient intempestifs, tantôt inexécutables à cause de certaines circonstances dont Napoléon ne pouvait pas se rendre compte à Paris ou en Allemagne : « Le plus souvent ses instructions étaient
« vagues, parce qu'il n'osait pas être absolu, sachant que
« peut-être il commanderait des désastres, en ordonnant de
« loin ce qui, sur les lieux, serait reconnu impossible (2). »

Une des causes les plus directes de la perte de la bataille de Talavera fut la réunion des corps de Soult, de Mortier et de Ney, ordonnée par Napoléon pendant qu'il était à Schoenbrunn. Cet ordre, en effet, arriva à Joseph quand déjà l'inva-

---

(1) *Lettre* du 17 avril 1812, *à Berthier.*
(2) Thiers, t. III, p. 516.

sion de Soult en Portugal avait échoué, et que la Galice était évacuée.

Les malheurs de Masséna, dans la campagne de 1811, proviennent en grande partie du vague des ordres donnés de Paris aux généraux chargés de le seconder. Ainsi l'empereur recommanda à Drouet « de secourir le prince d'Essling, mais sans perdre ses communications; » il recommanda au maréchal Soult de venir en aide à l'armée de Portugal, mais sans lui imposer ce devoir sous peine de désobéissance, sans l'autoriser surtout aux sacrifices qui auraient rendu ce secours possible, efficace : « Il laissa de la sorte à la mauvaise volonté ou à la timidité le moyen d'éluder des ordres trop peu formels, donnés à travers le vague des distances et du temps écoulé; car ces ordres, quand ils arrivaient à cinq cents lieues et à deux mois de leur date, portaient le plus souvent avec eux la dispense de leur exécution (1). »

Il est certain que les ordres donnés par Napoléon (le 20 novembre 1811) à Reille, à Marmont et à Joseph pour diriger des forces considérables sur Valence, hâtèrent la chute de Ciudad-Rodrigo (2); de même, nous avons établi que les instructions des 18 et 21 février 1812, données par l'empereur à Marmont, et le refus d'admettre le plan de ce maréchal, qui consistait à réunir sous un même commandement les armées du Nord, du Centre et de Portugal, contribuèrent à la reddition de Badajoz (3); enfin, il est prouvé que la recommandation faite par l'empereur, au début de la campagne de 1812, de conserver l'Andalousie eut pour résultat d'isoler Marmont et

---

(1) THIERS, t. III, p. 516.

(2) Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 151, et *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. IV, p. 109 et 110.

(3) Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 163, et la *lettre de Marmont au roi*, 5 avril 1812.

M. Thiers, t. IV, p. 124, dit qu'après la reddition de Badajoz, Napoléon s'en prit à Marmont de n'avoir pas su modifier des ordres donnés à trois cents lieues du théâtre de la guerre.

de favoriser la marche offensive de Wellington sur Salamanque.

Les instructions de Napoléon témoignent que, malgré son génie, il n'appréciait pas bien le genre de guerre qui convenait aux diverses provinces de l'Espagne. Ses ordres, quoique toujours admirables au point de vue de l'art et des principes généraux de la guerre, avaient le défaut d'être souvent inexécutables. Cela tint à ce qu'il mesura les difficultés à sa propre capacité, et regarda plutôt le but à atteindre que les éléments dont on pouvait disposer (1).

Ce n'est que vers la fin de 1812 qu'il s'abstint, ne pouvant faire autrement, de diriger par lui-même les opérations de la Péninsule. Mais, à peine revenu de sa désastreuse expédition de Russie, il envoya de nouveau à Clarke, du fond de l'Allemagne, des ordres pour le roi et les généraux commandant les provinces. C'est ainsi qu'en mars 1813, le duc de Feltre donna directement des instructions à Reille et à Clausel pour réprimer l'insurrection de la Biscaye et de la Navarre.

Le roi ne laissa pas de se plaindre de cette manière d'agir, qui amena souvent des complications fâcheuses. Déjà, au début de la guerre, il avait fait des représentations à cet égard, témoin la lettre suivante, du 19 avril 1809 : « Si le
« ministre de la guerre, au lieu de transmettre des ordres qui
« doivent être exécutés, se contentait de nous faire connaître
« les intentions de Votre Majesté en masse, et nous donnait
« des instructions et des directions générales qui dussent être
« modifiées suivant les changements survenus dans les affaires
« de l'Espagne, depuis que ces instructions ont été tracées

(1) Pour être convaincu que l'empereur donnait quelquefois des ordres à contre-sens [illegible] faut lire, dans Belmas, t. Ier, p. 628, la lettre écrite le 26 février 1812 par le duc de Raguse [illegible] major général : « Si Sa Majesté était sur les lieux, dit Marmont, elle envisagerait la posi[illegible] « de son armée du Portugal sous un tout autre point de vue. » Dans cette lettre et celle du 2 mars 1812, le duc de Raguse prouve que Napoléon lui avait ordonné une foule de choses *inexécutables*.

'aris; si Votre Majesté, me donnant ses conseils, me lais-
ait la faculté de les suivre ou non, selon les événements,
t qu'elle me témoignât la confiance dont j'ai besoin pour
noi-même et pour les autres; alors il pourrait y avoir une
lirection centrale et instantanée...; alors je pourrais avec
lus de justice être responsable des mesures que j'aurais
rdonnées..... »

Iais à toutes ces plaintes, comme à toutes les demandes
faisait le roi pour obtenir soit de l'argent, soit une
orité plus réelle sur les commandants militaires, Na-
éon répondait invariablement : que Joseph ne compre-
t pas sa position ; — que Dieu ne l'avait pas fait général ;
il était doux et spirituel, mais indolent, qu'il lui fallait
plaisirs et pas trop de travail ; — que les hommes devi-
ent instinctivement ses dispositions, et que s'il lui confiait
lirection des armées, personne ne se croirait commandé
un tel chef ; que, derrière lui, on verrait toujours l'offi-
chargé de le conseiller, et que personne n'obéirait, parce
on se rirait du roi général, et qu'on jalouserait le général
exerçant en réalité l'autorité suprême ; — qu'il ne pouvait
c pas lui accorder au delà du commandement de l'armée
Centre, étendant son action à vingt ou trente lieues de
lrid ; — que, pour de l'argent, il n'en avait pas ; — que ses
es, régnant sur les pays les plus riches de l'Europe,
ent sans cesse à lui en demander ; — que l'Espagne en avait
z pour en fournir à tout le monde ; — que si Joseph savait
ninistrer, il trouverait des ressources ; qu'il avait bien su
procurer de l'argent pour en donner à des favoris, pour
r des résidences royales, et pour payer un luxe inutile
s l'état de ses affaires ; — que si l'Espagne souffrait, c'était
malheur auquel il n'y avait pas de remède ; que les soldats
nçais souffraient aussi, et que la guerre était la guerre ; —
si les Espagnols étaient las de souffrir, ils n'avaient qu'à
oumettre ; — que ces prétentions de Joseph à la bonté, à l'art

de séduire les peuples, étaient ridicules ; — que son espoir de faire avec des millions ce qu'on ne faisait pas avec des milliers d'hommes ne l'était pas moins ; — que si on lui envoyait de l'argent et qu'on lui retirât des troupes, cet argent serait bientôt mangé, et lui, Joseph, avec sa cour, reconduit honteusement à Bayonne par quelques bandes armées ; — qu'il fallait beaucoup de soldats, beaucoup de vigueur, et de la terreur même pour réduire les résistances de l'Espagne ; — que la terreur amènerait la soumission, et que, la soumission venue, la bonne administration, qu'on devait à tous les peuples, s'ensuivrait ; — que l'Espagne rattachée par ces moyens à son nouveau roi, le temps viendrait alors pour Joseph de suivre ses vues personnelles (1).

Il y avait dans tout cela quelques vérités, beaucoup de persifflage, une très-grande exagération, et puis la plus fatale de toutes les erreurs de Napoléon, qui était de vouloir soumettre la Péninsule par la terreur, et de faire subsister l'armée par la maraude, dans un pays qu'elle avait pour mission de rattacher à la France.

Un autre fléau des armées françaises était la guerre de partisans, venant en aide à la guerre régulière. A peine l'insurrection eut-elle pris un caractère général, qu'il se forma sur tous les points des bandes de guerillas, d'autant plus faciles à réunir que le paysan espagnol est toujours armé, qu'il ne tient guère à sa misérable cabane, et que le climat doux de l'Espagne permet de bivaquer, pour ainsi dire, toute l'année.

Ces bandes n'ayant ni magasins à garder, ni places à couvrir, ni dépôts à former, pouvaient se masser partout où elles voulaient, et tenter les coups les plus audacieux. Sans

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. IV, p. 63.

ience sur le champ de bataille, elles pesaient néanmoins dement dans la balance des opérations secondaires. r mission était d'enlever les postes isolés, de tomber en se sur les détachements, les convois, les dépôts, les mans, etc., d'intercepter les courriers et les secours, de er et de piller les villages que l'ennemi devait traverser, ompre les gués, les ponts, d'obstruer les routes, les pas-s, les défilés, de tendre des embuscades, de harceler par ontinuelles chicanes les troupes en marche, de faire, en not, le plus de mal possible à l'ennemi sans tenir compte .cune des lois que l'honneur et l'humanité imposent aux 5raux des peuples civilisés. Les plus indignes moyens ent mis en œuvre par ces guerillas, et justifiés par le iment public, lorsqu'ils avaient pour but la mort ou la ie d'un Français. C'est ainsi qu'elles égorgèrent les traî-ls, même quelquefois les blessés et les malades ; qu'elles oisonnèrent les puits et les sources où les Français ve-nt se désaltérer ; qu'elles soumirent aux tortures les plus elles et les plus révoltantes les malheureux soldats qui baient entre leurs mains.

n ne saurait se faire une idée des pertes que la vengeance e meurtre occasionnèrent à l'armée impériale !

es fatigues, les maladies et les longues privations n'ont fait dans cette armée moins de ravages. Il paraît, au sur-s, que, de tout temps, ces deux fléaux, la vengeance et la ère furent les inévitables compagnons des armées belli-antes en Espagne : « *Dans ce pays,* disait Henri IV, *les ndes armées sont toujours affamées, et les petites toujours tues.* » Jugement profond, qui devait recevoir, deux siècles s tard une éclatante confirmation, aux dépens de la gloire le la prospérité de la France !

ssaillis de tous côtés par les bandes espagnoles, les Fran-s établissaient, de distance en distance, des postes retran-s dans de vieux forts, dans des couvents ou des châteaux. Ils

assuraient ainsi leurs routes militaires, leurs dépôts de vivres et de munitions. Mais que d'hommes il fallut employer pour obtenir ce résultat ! La moitié de l'armée se trouvait quelquefois occupée à garder l'autre moitié, et de celle-ci, les deux tiers étaient souvent en maraude pour subvenir aux besoins de tous.

Le plus grand mal cependant que les guerillas firent à l'armée de Joseph, fut d'interrompre les communications entre les différents corps. Les généraux commandant ces corps étaient presque toujours dans l'impossibilité de correspondre entre eux et d'obtenir des renseignements exacts sur la position de l'ennemi. Ils ne savaient pas quelquefois ce qui se passait à deux lieues de leur quartier général. M. Jomini cite un cas où il aurait fallu 4,000 hommes à Joseph pour faire tenir une dépêche au maréchal Ney, qui cependant opérait de concert avec lui.

Le roi éprouva plus d'une fois le même embarras. Ainsi, peu avant la bataille de Vittoria, il fut obligé de distraire 1,500 hommes de son armée pour envoyer un ordre à Clausel (1).

Dans une de ses lettres (2), il affirme que Bessières, en 1808, « se trouva en présence d'une armée de 40,000 hommes « sans s'en douter, et que le général Merlin, envoyé auprès « de lui, ne put trouver un guide, quoiqu'il offrît de l'or à « pleines mains... »

Des documents officiels constatent (3), que le roi ne fut informé du passage du Douro et de la retraite de Soult que par la voie de Paris.

Le général Thiébault, chef d'état-major du duc d'Abran-

---

(1) *Mémoires de Joseph*, t, IX, p. 152.

(2) Voir le t. VI des *Mémoires de Joseph*.

(3) Datée de Burgos, 18 juillet 1808. Sherer (t. II, p. 125) cite un ordre général d'après lequel il fallait au moins 250 hommes pour escorter un courrier.

tès, cite un fait semblable (1). « Nous étions depuis un « mois, dit-il, sans nouvelles de Loison et d'Almeida... « Vingt-cinq copies du même ordre avaient été expédiées, « par tous les moyens possibles, à lui et au général Charlot, « et tout annonçait qu'aucune n'était parvenue. »

La surprise de Masséna en voyant les lignes de Torrès-Vedras, est plus remarquable encore. Ce maréchal avait le plus grand intérêt à savoir quels obstacles il allait rencontrer dans sa marche sur Lisbonne. Or, ce fut seulement à Leiria qu'il apprit l'existence de ces fameuses lignes, auxquelles Wellington travaillait depuis dix mois avec une masse de troupes et de paysans.

Tout aussi extraordinaire fut la marche du corps de la Romana, qui se glissa le long des colonnes de Ney sans être aperçu, et vint s'établir dans les positions que le maréchal avait évacuées pour aller à sa recherche.

En 1812, Marmont apprit seulement le 15, à Valladolid, la nouvelle du siége de Ciudad-Rodrigo, commencé le 8, et seulement le 26 la nouvelle de la capitulation signée le 19.

Le 1er octobre de la même année, Joseph expédia une lettre au général Souham : six duplicata la suivirent jour par jour; ce fut le dernier, porté par le colonel Lucotte, qui arriva le premier, tandis qu'une lettre écrite le 17, par Hill à Wellington, arriva le 18, au moment où Souham recevait la missive de Joseph (2).

Le général Mathieu Dumas cite le fait suivant, qui offre une nouvelle preuve de l'impossibilité où se trouvaient quelquefois les maréchaux français de se transmettre, même à des distances très-rapprochées, les informations les plus essentielles : « Après Salamanque, on vit l'arrière-garde du

---

(1) *Relation de l'expédition de Portugal*, p. 144.
(2) Voir NAPIER, t. IX, p. 367.

« général Clausel passer à quelques milles de l'armée du « roi, sans que ni l'un ni l'autre eussent connaissance de « leur proximité; et cette ignorance de leur position réci- « proque entraîna bientôt l'entière séparation des deux corps « et la perte de Madrid. »

Au printemps de 1813, les communications de Joseph avec la France furent si complétement interrompues, que les dépêches expédiées de Paris le 4 janvier ne parvinrent au roi que le 18 mars, par l'entremise de Suchet (1), et que le duc de Feltre informa Joseph que la dernière lettre de Madrid, reçue le 18 mars, était datée du 1er février.

Il est également constaté, par les dépêches de Napoléon, par le témoignage des généraux français et par la correspondance de Wellington, que les renseignements les plus exacts et les plus détaillés sur la force et la position des troupes alliées étaient fournis au quartier général par les journaux de la Grande-Bretagne (2).

Cette circonstance fait assurément honneur au patriotisme des Espagnols, qui ont constamment refusé de servir de guides ou d'espions, malgré les offres les plus séduisantes.

« Ce pays et ce peuple, écrivit Joseph en 1808 (3), ne res- « semblent à aucun autre; on ne trouve pas un espion ni un « courrier... » et dans une autre circonstance : « ... Deux « mille domestiques m'ont quitté à la fois, malgré les forts « appointements que j'avais donnés : nous ne trouvons pas « un guide, pas un espion. Tout ce qui écrit ou parle diffé- « remment, ment ou n'a pas d'yeux (4)... »

Cette situation exerça sur les mouvements de l'armée fran-

---

(1) Voir NAPIER, t. X, p. 118.

(2) Voir aux annexes une série de lettres qui établissent clairement ce fait.

(3) *Lettre* du 29 juillet, *à l'empereur*.

(4) *Lettre* du 5 août 1808, *à Napoléon*. Nous devons faire observer toutefois que dans le courant de la guerre d'Espagne, il se présenta des circonstances où le patriotisme des Espagnols se montra beaucoup plus accommodant. C'est ce qu'on verra plus loin.

çaise une influence des plus fâcheuses; car à la guerre, le général le mieux informé est presque toujours le plus fort. Combien de victoires ont été la conséquence d'un renseignement venu à propos, et combien de désastres le produit d'une information tardive ou incomplète! On doit tenir compte aux Français de ces circonstances, ainsi que de l'effet moral qu'elles produisirent sur leurs troupes. La guerre d'Espagne est la plus pénible que les généraux et les soldats français aient eue à soutenir. Des misères continuelles, des dangers sans cesse renaissants, et dont les moindres étaient ceux du champ de bataille, le spectacle du meurtre et du pillage toujours devant les yeux, la haine féroce et l'esprit de vengeance des Espagnols ôtaient aux soldats toute sécurité avant comme après la lutte; et d'autre part, point de victoires décisives, point de satisfactions, point de récompenses même accordées à la bravoure : voilà ce qui distingua cette guerre et la rendit si fatale! Napoléon, du reste, était prévenu contre l'armée de la Péninsule, qui ne put lui rendre un seul des avantages par lui rêvés, et ne cessait de mêler ses plaintes importunes aux chants de victoire que provoquait sa marche triomphale au cœur de l'Allemagne.

« La gloire, dit le général Jomini, et les récompenses « étaient réservées pour les autres guerres; de là, un certain « découragement et une certaine défaveur jetés sur l'armée « d'Espagne, qui cependant surpassait toutes les autres en « courage et en résignation. »

L'armée anglaise se trouvait dans une situation toute différente.

D'abord elle combattait pour une bonne cause, et cet avantage, quoi qu'en disent certains militaires, a une très-grande importance : toute entreprise déloyale, injuste, est un far-

deau qui agit défavorablement sur le moral du soldat et sur l'ensemble des opérations. L'armée française ne tarda point à reconnaître cette vérité.

Il faut remarquer ensuite que toutes les nations continentales avaient été blessées par l'épée de Napoléon, et qu'aucune, sauf la Prusse, n'était écrasée. Un sentiment commun d'humiliation, l'espoir d'une vengeance éclatante, ainsi que les prompts et abondants subsides de l'Angleterre unirent ces nations par des liens plus forts que les traités.

La France ne pouvait compter que sur leurs craintes, tandis que l'Angleterre avait mis de son côté leurs intérêts et leur amour-propre.

L'Allemagne, frémissante sous le joug, préparait dans l'ombre les éléments d'une prochaine résurrection. Les autres États ne se montraient pas moins ardents à secouer leurs chaînes. D'autre part, le blocus continental avait indisposé contre l'empire les négociants, les manufacturiers et les populations maritimes d'une grande partie de l'Europe (1). Enfin, la haine pour les principes français était à cette époque dans toute sa force. Les classes privilégiées détestaient Napoléon, parce que son génie avait donné de la stabilité aux institutions nées de la révolution, et aussi parce que ses victoires avaient déjoué leurs calculs et fortement ébranlé ce qui leur restait encore de pouvoir et d'influence.

Toutes ces circonstances vinrent en aide à l'armée anglaise, qui eut en outre l'avantage d'être commandée par un général inspirant à ses subordonnés une confiance absolue, joignant à des talents militaires hors ligne les qualités non moins précieuses de l'administrateur, du financier et de l'homme d'État. Cette armée recevait du pays où elle faisait la guerre

(1) En Espagne, le blocus continental menaçait, outre le commerce déjà très-appauvri des villes maritimes, le commerce de la contrebande, fort important dans ce pays, et le sort de 100,000 individus employés dans l'accise et les douanes.

des secours en hommes, en vivres, en numéraire; et alors même que ces ressources lui faisaient momentanément défaut, elle pouvait toujours compter sur une neutralité bienveillante. Cet avantage permettait au général en chef d'avoir toujours ses troupes sous la main, de ne laisser que de faibles détachements dans les places les plus importantes, et de combiner ses opérations sans tenir compte de l'état des récoltes. Cependant l'obligation de nourrir et de payer les soldats sans recourir à la maraude ni aux réquisitions (1), lui créa souvent des difficultés comparables à celles dont se plaignaient les généraux français. Quand l'argent n'arrivait pas, quand les valeurs anglaises étaient subitement dépréciées, ou que les transports de grains ne se faisaient pas régulièrement, soit par la faute des autorités locales, soit par celle de l'amirauté anglaise, Wellington était forcé de recourir aux expédients les plus variés pour nourrir et payer ses troupes. Or ces circonstances ne se présentèrent que trop souvent dans le courant de la guerre d'Espagne (2). Les faits suivants en donneront la preuve.

En 1809, il y eut un moment où l'armée anglaise, par suite de l'épuisement du Portugal, n'eut d'autre ressource, pour nourrir les hommes et les chevaux, que de faire venir quelques bêtes à cornes et un peu de paille des provinces du nord.

A la fin de cette campagne, la nation presque toute entière était nourrie par le secrétariat anglais. La Grande-Bretagne fit des sacrifices énormes pour subvenir à ces besoins, et,

(1) Belmas prétend que Wellington « frappa Madrid d'une forte contribution, et que l'allégresse fit bientôt place à d'autres sentiments. » Mais le colonel Gurwood, éditeur des *Lettres de Wellington*, combat cette assertion; il prétend que « jamais le général en chef n'a levé ou permis qu'on levât de contributions à Madrid, non plus que dans aucune autre partie de la Péninsule. »

(2) On ne doit pas perdre de vue que l'entretien d'une armée anglaise est bien plus onéreux que celui de toute autre armée. Ainsi la petite armée de Wellington coûtait, en 1809, 300,000 livres sterling par mois. (ALISON, t. VII, p. 380.)

quand elle fut à bout de ressources, Wellington se procura l'argent nécessaire en organisant un commerce de grains avec l'Amérique, et en prenant, de commun accord avec Charles Stuart, toutes sortes de mesures, marquées au coin de la plus rare prévoyance.

Dans la campagne de Talavera, les Espagnols, malgré les abondantes ressources dont ils disposaient, et les engagements formels qu'ils avaient contractés, laissèrent l'armée alliée dans le plus grand dénûment.

Le même effet se reproduisit toutes les fois que l'armée anglaise opéra de concert avec l'armée espagnole. Quand celle-ci était bien pourvue, elle ne montrait aucune générosité; mais quand elle manquait de tout (ce qui était le cas ordinaire), elle devait être entretenue aux dépens des magasins anglais.

Dans la poursuite de Masséna, en 1810, les troupes nationales seraient mortes de faim sans les secours de l'Angleterre. Elles auraient essuyé le même malheur à l'époque de la bataille d'Albuéra, si le maréchal Beresford n'avait consenti à leur faire quelques avances.

Le 22 janvier 1810, Wellington écrivait à l'amiral Berkeley: « Je suis entièrement livré à mes propres ressources, et je « me trouve dans la nécessité de pourvoir, avec le peu que je « puis me procurer, aux besoins des alliés autant qu'à ceux « de l'armée anglaise. Si je succombe, Dieu, j'espère, aura « pitié de moi, car nul ne me soutiendra. »

Dans la campagne de 1813, le duc fut obligé de distribuer aux troupes espagnoles, non-seulement des vivres, mais encore des objets d'habillement, des souliers et du matériel.

La correspondance de Wellington atteste que, dans toutes ses campagnes, il éprouva de grands embarras financiers; or quand le numéraire faisait défaut, tout était en souffrance, les transports, le service des hôpitaux, et même la correspondance. « Quoique les Espagnols fussent favorablement disposés,

ne livraient jamais sur de simples promesses de payement les ressources qu'ils tenaient soigneusement cachées pour eux-mêmes (1). »

Pendant le séjour de Wellington à Madrid, ses troupes mouraient de faim à Salamanque. Les officiers subalternes furent obligés de vendre leurs chevaux pour se procurer des vivres; quelques-uns même succombèrent par suite de privations (2).

Parfois il y eut une telle pénurie d'argent, que la guerre, bien que favorisée par la fortune, fut sur le point de finir. C'est dans ces moments surtout que la constance et le génie du général anglais se montrèrent avec le plus éclat.

En 1812, le ministère, à bout de ressources, proposa au général de recourir à un mode de subsistance offrant quelque analogie avec le système de réquisition adopté par l'armée française. Mais Wellington préféra subir toutes les angoisses de sa position incertaine, plutôt que de froisser les alliés de l'Angleterre, plutôt que d'affaiblir les liens de la discipline par une réforme dangereuse. Pour nourrir la guerre par la guerre, il faut avoir beaucoup de troupes, car les colonnes mobiles distraient une grande partie de l'armée de l'objet principal des opérations; il faut un mode de recrutement facile, car les luttes journalières provoquées par la maraude donnent lieu à des pertes considérables (3); il faut surtout des soldats parfaitement disciplinés, car rien n'altère plus promptement que la rapine les habitudes d'ordre et de respect qui servent de base à la subordination. Or, l'armée anglaise ne possédait aucun de ces avantages. Elle était peu nombreuse; son système de

(1) Napier, t. VIII, p. 106.
(2) Napier, t. IX, p. 313.
(3) Déjà en 1810 (le 25 janvier), Wellington avait écrit à lord Villiers, envoyé de la Grande-Bretagne: « L'armée anglaise ne peut ni piller, ni pourvoir à ses besoins au moyen de réquisitions comme le fait l'armée française, parce qu'elle n'est pas assez nombreuse. »

recrutement était vicieux; il se composait de soldats qui, par leurs habitudes antérieures, étaient enclins à franchir sans cesse les bornes du devoir. Ces soldats auraient, sans nul doute, aggravé les horreurs inséparables du système des réquisitions, et rendu ainsi l'armée anglaise odieuse à tous les Espagnols (1).

Il résulte de ce qui précède, que le système d'alimentation adopté pour l'armée anglaise, tout en offrant des avantages remarquables, donnait au général en chef d'énormes embarras, et l'astreignait à régler ses mouvements sur la marche des convois.

Cet inconvénient fut encore aggravé par la faute des gouvernements indigènes et par l'incurie, voire même, dans certains cas, la négligence et l'hostilité secrète du ministère anglais. En parcourant la volumineuse correspondance de Wellington avec les membres des divers cabinets qui se sont succédé de 1807 à 1815, on se demande souvent si le duc n'eut pas plus de peine à satisfaire les hommes d'État de son pays qu'à tenir tête aux armées francaises.

« Les ministres de cette époque, dit Alison, étaient incapables de juger les affaires militaires; ils s'en rapportaient à des hommes spéciaux, plus incapables encore, ou noyés, par suite d'une longue inactivité, dans une mer de détails insignifiants (2). » Ils n'étaient jamais prêts à temps et attendaient toujours, pour s'exécuter, que les pressantes sollicitations de Wellington les missent dans l'impossibilité de rester plus longtemps inactifs. Il est vrai que la situation des finances,

---

(1) Le caractère de Wellington répugnait d'ailleurs à l'emploi d'un moyen aussi violent et aussi injuste. Sa pensée à cet égard se trouve clairement exprimée dans le passage suivant d'une lettre écrite, le 31 janvier 1812, au baron Constant de Rebecque : « La guerre est « pour le gouvernement français une ressource de finance, et c'est, ce me semble, le plus « grand malheur que la révolution française ait légué à la génération présente. »

(2) T. VIII, p. 5.

la diversité des intérêts engagés dans la grande lutte européenne, ainsi que les exigences du Parlement, qui voulait se rendre compte de tout, expliquent jusqu'à un certain point ces lenteurs et ces hésitations. Cependant, on ne saurait nier que plusieurs fois le ministère ne se conduisît de façon à mériter les reproches de l'armée qui soutenait si vaillamment dans la Péninsule l'honneur et les intérêts de la Grande-Bretagne. On doit blâmer surtout la prétention qu'il eut, jusqu'au dernier moment, de donner à ses généraux des instructions complètes sur toutes les parties du service, et de leur tracer même des plans de campagne qui, par le peu d'intelligence avec laquelle ils furent combinés, devinrent tantôt un embarras, tantôt un danger sérieux.

On a vu que par des ordres contradictoires et des idées fausses, le cabinet de Londres aurait compromis le succès de la campagne de 1808, si Wellesley n'avait pris sur lui de suivre ses propres inspirations. Au lieu de soutenir cet habile général dans l'affaire de la convention de Cintra, le gouvernement eut la faiblesse de le rappeler, et de lui donner pour remplaçant John Moore, qui n'eut pas plus que son prédécesseur à se louer de l'intelligence et de l'activité des hommes d'État de son pays.

Le ministère avait inondé l'Espagne d'agents incapables; ces agents fournissaient les renseignements les plus faux sur l'état des esprits et des forces insurrectionnelles; c'est d'après ces données inexactes que furent rédigées les instructions des généraux. John Moore sut bientôt à quoi s'en tenir sur la valeur de ces instructions, sur l'enthousiasme des Espagnols, sur la bravoure de leurs troupes et sur l'efficacité des secours envoyés par l'Angleterre aux juntes et aux autorités locales. Il paya de sa vie les erreurs et les illusions des ministres anglais qui, pour couvrir leurs fautes, et ne pouvant s'en prendre à lui personnellement, eurent la lâcheté de calomnier sa mémoire!

John Cradock ne fut pas mieux traité. On le laissa sans instructions (1), avec 14,000 hommes, en présence de Soult et de Victor, qui s'apprêtaient à marcher sur Lisbonne à la tête d'une armée quatre fois plus forte que la sienne.

Cette coupable insouciance provenait de ce que le cabinet, après l'échec de John Moore, ne croyait plus à la possibilité de maintenir son armée en Portugal : « Vous êtes averti par ma « dépêche du 24 décembre, écrivait Canning à l'un de ses « agents (2), que dans le cas où les forces commandées par « J. Cradock évacueraient le Portugal, *événement que ren-* « *dent probable les affaires de la Galice*, etc. »

Sir Arthur Wellesley craignant que cette opinion ne devînt générale, prouva qu'il était possible de défendre le Portugal contre les armées françaises, quelque nombreuses qu'elles fussent (3). Les ministres, convaincus à moitié par cette démonstration, lui rendirent son commandement à titre d'essai; mais, au lieu de s'en rapporter désormais à son expérience, ils l'entravèrent dès son début par des instructions qu'il se vit le plus ordinairement dans la nécessité de modifier, « pour ne « pas être obligé de s'arrêter au moment où un mouvement « offensif pouvait être le plus important à la cause des Espa- « gnols (4). »

Plus d'une fois, Wellington eut à se débattre au milieu de pareilles entraves. Une des idées favorites du ministère était d'occuper l'île de Léon, et de faire de Cadix la base de toutes les opérations contre l'armée française. Le duc combattit cette idée, en s'appuyant sur les principes de la

---

(1) Il écrivit le 26 février 1809, au général Mackenzie : « Depuis le 14 janvier, nous sommes « sans instructions. »

(2) *Lettre* du 24 janvier 1809, *à lord Villiers*.

(3) John Moore semble avoir émis une opinion contraire en déclarant qu'il lui serait impossible de défendre le Portugal avec l'armée dont il avait le commandement ; mais il faut noter que cette armée n'était pas aussi forte que celle de Wellington.

(4) *Lettre de Wellington à Castlereagh*.

stratégie et en faisant observer que l'hostilité jalouse des Espagnols ne lui permettrait pas de créer à Cadix un établissement aussi sûr et aussi solide qu'à Lisbonne. Les faits lui ont donné complétement raison, et l'on doit regarder comme une des grandes causes du succès de la guerre d'Espagne, la résolution que prit le général anglais de renoncer à Cadix pour s'établir en Portugal, sur le flanc des lignes d'opérations françaises (1).

Une autre erreur du cabinet de Londres fut d'employer constamment ses troupes à des expéditions secondaires, et d'affaiblir sans nécessité l'armée principale dans des circonstances où il aurait dû, au contraire, la renforcer par tous les moyens possibles. Ainsi, à peine arrivé dans la Péninsule, Wellington eut à se prononcer contre la guerre impolitique où la junte centrale et quelques hommes d'État voulaient entraîner la Grande-Bretagne, dans le but de soumettre les colonies espagnoles révoltées. En 1812, le duc s'opposa avec la même énergie à l'invasion de l'Italie, décidée par le gouvernement anglais, sur la proposition de William Bentinck. L'expédition n'eut pas lieu, mais ses apprêts firent reculer au delà du terme opportun une autre entreprise à laquelle Wellington tenait beaucoup. « La Catalogne, dit Napier (2), renfermait les meilleurs éléments d'organisation militaire; si, à quelque époque que ce fût de 1809 et de 1810, on avait eu sur la côte 10,000 Anglais prêts à attaquer les Français à dos, ou à contenir les Catalans, les opérations du 7e corps auraient été paralysées, et Gironne, Hostalrich, Tortose, Tarragone, Lérida même auraient été sauvées. » Wellington fit valoir cette considération; mais on trouva plus utile d'em-

---

(1) Cadix, au point de vue militaire comme au point de vue politique, fut plutôt un embarras qu'un appui pour Wellington. Les troupes employées à la défense de cette ville auraient rendu de meilleurs services si on les avait employées en campagne.

(2) T. V, p. 302.

ployer l'armée anglaise de Sicile à soumettre les îles Ioniennes, à se promener çà et là sur les côtes d'Italie, que de renforcer les Catalans, lorsqu'ils étaient encore maîtres de toutes leurs places fortes, lorsqu'ils avaient entière confiance dans le succès de l'insurrection.

Ce ne fut qu'après la chute de ces places, après la destruction des armées espagnoles, et quand la population, désillusionnée, eût éprouvé toutes sortes de souffrances, que l'on dirigea sur la côte orientale de l'Espagne un corps d'armée dont la présence aurait été beaucoup plus utile ailleurs.

Tant d'années passées en hostilité avec la France n'avaient pu inculquer au cabinet anglais les premières notions de l'art de la guerre ; et, loin de convenir de ce fait, rendu évident par ses fautes, il poussait l'aveuglement au point de dédaigner de prendre l'avis des hommes spéciaux. Ce ne fut qu'après la mort de Perceval que Wellington put agir selon son propre jugement ; et même après la victoire décisive de Salamanque, le chef du cabinet avait si peu de confiance dans le résultat final de la guerre et dans l'habileté du général en chef, qu'il ne cessait de lui écrire, *qu'en cas de revers, la responsabilité retomberait sur sa tête.*

En 1813, il fut de nouveau question d'envahir l'Italie méridionale, et Wellington fut une seconde fois obligé de faire ressortir l'absurdité de ce projet.

Enfin, au commencement de 1814, le ministère avait une si fausse idée de l'importance du rôle que son armée jouait au midi de la France, qu'il proposa de l'envoyer en Belgique pour former l'aile droite des forces alliées (1). Et quand Wellington

---

(1) Cette idée datait de plus loin. Il résulte en effet d'une lettre de Wellington, adressée au comte Bathurst, le 7 novembre 1812, que déjà à cette époque le ministère avait résolu d'envoyer l'armée anglaise, après l'évacuation de la Péninsule, en Italie ou dans le Nord. Plus tard, il fut question de l'envoyer en Hollande, dans le Nord, puis en Belgique. (Voir *Characteristics*, p. 45, et *Despatches*, t. X, p, 523, et t. XI, p. 384.)

eut combattu victorieusement cette idée, ainsi que le projet de réduire le subside mensuel de 100,000 livres affecté à son armée, le ministère, donnant une autre direction aux renforts destinés aux régiments de la Péninsule, les envoya se faire écraser, sans but et sans utilité, à Berg-op-Zoom.

A ces témoignages nombreux de l'incapacité militaire du gouvernement anglais viennent se joindre des preuves convaincantes de son imprévoyance et son mauvais vouloir.

En 1808, après Vimeiro, l'armée britannique passa en vingt-quatre heures du commandement de Wellesley à celui de Burrard et de Dalrymple, sans qu'il y eût aucune raison pour agir de la sorte.

En 1812 et 1813, l'armée anglo-sicilienne, par suite d'une inconséquence pareille, changea sept fois de chef en quinze mois; cette circonstance ne fut pas étrangère aux désastres successifs de cette armée.

La conduite de l'amirauté anglaise mérita de plus graves reproches encore. Le général en chef eut à s'en plaindre jusqu'à la fin de la guerre. Il est certain que lord Melville (1) entrava de toute manière les opérations du duc, et notamment le siége de Saint-Sébastien. « Il osa même prétendre que les besoins de l'armée de la Péninsule étaient la dernière chose dont il dût s'occuper (2). »

Quoique Wellington eût le plus grand intérêt à disposer librement de la partie de la flotte chargée de pourvoir à la sûreté et à la subsistance de son armée, il se vit jusqu'à la fin obligé de recourir, pour l'exécution des mesures les plus urgentes, à la voie si longue et si formaliste des bureaux du ministère de la marine (3).

Le comte Grey signale encore une autre erreur de ce mi-

(1) Lord Melville était alors chef de l'amirauté.

(2) NAPIER, t. XI, p. 247.

(3) *Despatches*, t. IX, p. 456, et t. XI, p. 118, 123, 239.

nistère : c'est d'avoir formé de la côte nord d'Espagne et de la côte ouest du Portugal, deux commandements maritimes séparés; de telle sorte qu'un bâtiment allant de Lisbonne à Oporto était sous les ordres d'un commandant, et tombait sous les ordres d'un autre quand il touchait la Corogne (1). Il est presque inutile d'ajouter que les représentations de Wellington à cet égard n'obtinrent aucun succès.

Tout aussi tracassière fut l'administration de la guerre, dite *Horse guards*. Ne laissant aucune liberté, aucune prérogative au général en chef, elle nommait ou remplaçait les officiers, détachait ou rappelait les régiments presque toujours sans le consulter. Il existe un grand nombre de lettres où le duc se plaint de cette manière d'agir, du mode peu convenable suivi dans les nominations, et de l'impossibilité où il se trouvait de récompenser les services rendus (2).

Les plus vulgaires détails étaient soumis au contrôle du ministère : « Il semble réellement extraordinaire, dit le comte Grey (3), que des ministres chargés du gouvernement d'un empire tel que la Grande-Bretagne aient jugé nécessaire d'imposer au commandant de la plus grande armée de cet empire l'obligation de s'adresser au secrétaire d'État, membre du cabinet, pour savoir comment les soldats doivent faire leur dîner; et cependant il existe une lettre du 14 mars 1810 à lord Liverpool, dans laquelle Wellington se plaint de n'avoir pas encore reçu de réponse à une lettre du 24 septembre de l'année précédente, adressée au commandant en chef, relativement aux *marmites de campement*... « Ce retard, « dit-il, nous cause des inconvénients qui se font journel-« lement sentir... les soldats ne peuvent évidemment cuire

---

(1) *Characteristics*, p. 104.
(2) *Despatches*, tome VI, pages 304, 389, 417, 566; t. VII, page 262; tome IX, page 625; tome X, page 72.
(3) *Characteristics*, p. 83.

« leur nourriture s'ils n'ont pas de marmites de campe-
« ment (1). »

Ces niaiseries montrent combien l'administration de la guerre était alors esclave des règles et des pratiques surannées. Les bureaucrates de cette administration prétendaient qu'une armée en campagne observât toutes les formalités administratives imposées aux troupes en garnison à Londres; il résulta souvent de ces exigences les ordres les plus absurdes (2).

Le ministère exigeait des rapports hebdomadaires sur les opérations de l'armée, et des notes détaillées sur les projets du général en chef. Or, plus d'une fois ces documents, livrés aux journaux, devinrent une excellente source d'information pour les généraux ennemis (3). « Il est bien à « souhaiter, écrivit le duc à lord Liverpool (4), que vous ne « rendiez pas publics les détails que je donne dans mes « dépêches. Vous ne pouvez vous figurer combien les Fran- « çais manquent de renseignements précis. Toutes celles de « mes dépêches qu'on publie sont envoyées de Paris à Mas-

---

(1) Voici d'autres faits cités au hasard :

1° Il y avait des officiers anglais attachés à l'armée espagnole pour diverses missions spéciales. Il était tout naturel que ces officiers fussent placés sous le contrôle de Wellington et ne correspondissent que par son intermédiaire avec le gouvernement anglais. Or c'est ce qui n'eut jamais lieu.—Voir GURWOOD, t. V, p. 402.

2° Tout officier anglais entrant dans l'armée portugaise obtenait un grade d'avancement. Il en résultait que, lorsque les deux armées devaient agir ensemble ou de concert, d'anciens officiers anglais se trouvaient sous les ordres de leurs plus jeunes camarades. Wellington proposa un remède à ce mal; après bien des retards, il reçut une solution contraire à ses vues.—Voir *Characteristics*, p. 82; *Despatches*, t. V, p. 87.

3° Plus d'une fois le duc eut à se plaindre de ce que les *horse guards* lui renvoyaient des militaires qu'il avait éloignés de la Péninsule par disgrâce ou punition (*Despatches*, t. V, p. 424).

4° L'administration de la guerre refusa constamment de régler la position équivoque de Beresford, qui étant à la fois maréchal portugais et général anglais, se trouvait, par le premier titre, supérieur à Tilson, Murray, Hill et Cotton, et, par le second, inférieur à ces généraux, étant moins ancien qu'eux. Cette anomalie provoqua une discussion à la suite de laquelle un excellent officier, le colonel Murray, demanda et obtint son rappel en Angleterre.

(2) Le *Recueil* de Gurwood en fournit une preuve, t. IX, p. 423.

(3) Voir la *lettre* adressée par *Wellington à Bathurst*, le 12 septembre 1812.

(4) Le 25 avril 1811.

« séna, et c'est de cette manière qu'il est informé de tout ce « qui se passe (1). »

Vingt lettres de Wellington, écrites à toutes les époques de la guerre d'Espagne, signalent les mêmes faits et renouvellent les mêmes plaintes, sans qu'aucune d'elles ait jamais produit le moindre résultat.

On doit encore signaler, comme très-nuisibles aux succès de l'armée anglaise, l'insuffisance et la mauvaise qualité de son matériel, que le duc, malgré ses efforts, ne parvint pas à rendre meilleur ni plus complet. « De l'avis de tous les ingénieurs, dit le colonel Jones, sir Hew Dalrymple eût été dans l'impossibilité de prendre, avant quelques mois et sans pertes énormes, les places d'Alméida et d'Elvas, parce que l'Angleterre n'aurait pu réunir le matériel nécessaire au siége de ces places. Ce fut même la principale considération que Dalrymple fit valoir en faveur de la convention de Cintra (2). »

Le même ingénieur fait observer « que la retraite de la Corogne, pendant laquelle on fut obligé de conserver un pont, *faute d'outils* pour le démolir, fournit un exemple mémorable des funestes résultats que peut produire une administration incapable et parcimonieuse (3). »

Enfin, Jones prétend que « si, durant l'hiver de 1810 à 1811, et lorsque l'armée était renfermée dans les lignes de Lisbonne, on eût proposé d'approvisionner le parc du génie d'une quantité suffisante de mineurs, de sapeurs, d'artificiers, de chevaux de trait, de fourgons et de pontons, on eût considéré cette proposition comme déraisonnable. Cependant, il est facile de prévoir la tournure différente qu'eussent prise les événements si le maréchal Beresford

(1) Voir aux annexes une note qui confirme ce fait et met au jour un grand nombre d'autres abus du même genre.

(2) *Journaux des siéges*, p. 450.

(3) *Journaux des siéges*, p. 440.

assé la Guadiana le 26 mars. Badajoz ayant encore à époque sa brèche ouverte, ses tranchées comblées et ses sins dépourvus d'approvisionnements n'aurait fait que u point de résistance ; la bataille d'Albuéra n'eût pas été , et l'armée anglaise n'eût pas sacrifié ses meilleurs sol- dans des assauts meurtriers (1). »

parc de siége offrait si peu de ressources et était en si 'ais état, qu'à Badajoz Wellington dut employer des ca- qui dataient de Philippe II, et que, faute de mortiers, vit dans la nécessité de faire monter des obusiers sur locs de bois (2).

Burgos, il se trouva obligé de suspendre les attaques 'à l'arrivée d'un convoi de munitions, attendu depuis emaines.

dut patienter aussi jusqu'à la fin de la guerre pour obte- 'autorisation de former un corps spécial de sapeurs- urs. Les cent premiers hommes de ce corps n'entrèrent nctions qu'à la reprise du siége de Saint-Sébastien, en mbre 1813.

s autres services n'étaient pas mieux organisés que celui énie.

commissariat (3) se recrutait d'employés civils qui n'a- t aucune expérience, aucune idée saine de la guerre, r lesquels le commandant en chef n'exerçait qu'une ité insuffisante. Il lui était interdit de démissionner ces oyés, quelque faute qu'ils commissent ; et les généraux uels ils étaient attachés n'avaient pas même le droit de unir disciplinairement (4). On n'exigeait des candidats ne espèce de garantie. Nous avons sous les yeux une

---

urnaux des siéges, p. 451.
urnaux des siéges, p. 451.
commissariat avait pour chef le colonel Gordon.
oir *Despatches*, t. IV, p. 483. Les généraux devaient, pour ces punitions, en référer mandant en chef.

lettre où Wellington exprime son étonnement de ce qu'on eût envoyé à Cadix comme député-commissaire général un ancien *coupeur de bourses* (1). Dans une autre lettre (2), il se plaint de ce qu'on n'eût pas voulu donner de l'avancement au commissaire adjoint, *le plus capable de tout le département*, sous l'unique prétexte qu'il n'avait pas cinq ans de grade. Dans une autre lettre encore, il proteste contre la résolution des *Horse guards* de ne pas ratifier certaines nominations provisoires qu'il avait dû faire dans l'intérêt du service : « J'ignore, dit-il, ce qui en est ; mais si l'on a réel-« lement cette intention, je désire sincèrement que le gou-« vernement cherche à nommer quelque autre officier pour « conduire ses affaires dans ce pays, car je suis tout à fait « incapable d'en prendre soin si l'on me traite de la sorte (3). »

Est-il étonnant, après cela, que Wellington fût si souvent obligé de signaler *l'incapacité et la négligence* (4) du commissariat, dont le service cependant aurait dû occuper le premier rang dans une armée vivant aux dépens de ses magasins ?

Le système des hôpitaux laissait aussi beaucoup à désirer ; il était notablement inférieur à celui des hôpitaux français, desservis par des ambulances qui excitaient l'admiration des alliés.

Faute d'argent et d'appui dans le corps des chirurgiens,

---

(1) *Lettre* du 17 avril 1810, *au colonel Gordon*. Voici un extrait de cette lettre : « I think that a person who has an itch for purses is not a fit person to be a deputy commissary-general, in charge of the departement. »

(2) *Despatches*, t. VI, p. 566.

(3) *Despatches*, t. VII, p. 262.

(4) *Despatches*, t. IV, p. 483 et 445. Dans une autre lettre (t. V, p. 421) Wellington dit : « The most important objects are des appointed by the inefficiency or neglect of the officiers of the commissariat. »

Le 8 août 1808, il écrivit à Castlereagh : « Nos administrateurs sont incapables d'administrer autre chose que des comptoirs de négociant ; » — Et le 5 septembre suivant : « Avec de tels employés, l'armée, eût-elle des vivres en abondance, mourrait de faim. » On retrouve les mêmes plaintes articulées dans les lettres de John Moore. Voir notamment celles des 18 et 22 octobre 1808.

Wellington ne parvint pas à modifier cet état de choses. Ses blessés étaient enlevés lentement et mal soignés ; on ne lui envoyait de Londres que des étudiants non diplômés, ignorant les premiers besoins de la guerre, ne connaissant rien de leur métier (1).

Le corps des ingénieurs n'était pas non plus à la hauteur de sa mission ; c'est ce qui explique l'insuccès ou la mauvaise direction donnée à la plupart des attaques : « J'espère, écrivait « Wellington, en 1812, qu'à l'avenir nos armées seront « mieux équipées pour faire des siéges ; qu'elles auront le « monde nécessaire pour les diriger comme il faut, et que « nos ingénieurs apprendront à placer les batteries sur la « crête du glacis pour renverser l'escarpe, au lieu de les « établir partout où le mur peut être vu, en laissant aux « pauvres soldats le soin de traverser le fossé comme ils « peuvent (2)... »

Enfin, pour compléter cet exposé fidèle des imperfections de l'armée anglaise, nous ajouterons que le corps d'état-major, chargé de transmettre la pensée du général et de veiller à l'exécution des ordres, était faible et recruté de mauvais éléments. A part quelques officiers supérieurs, tels que Murray et Packenham, d'un incontestable mérite, les autres, et surtout ceux provenant de High Wycombe, ne montraient que négligence et incapacité : « Si l'on était autorisé à les « prendre dans la ligne, écrivait Wellington (3), tout irait « bien. Les pédants de High Wycombe peuvent bien être « versés dans la théorie, mais plusieurs d'entre eux manquent « d'activité et de connaissances pratiques. Un jeune état-« major est la ruine d'une armée. »

---

(1) NAPIER, t. IX, p. 313, 314, 315.

(2) Le 28 mai 1812, *au général Murray*. — Pas un seul siége en Espagne, dit Napier, n'a pu être conduit régulièrement par l'armée anglaise. » — T. XI, p. 260.

(3) *Lettre* citée par STOCQUELER t. I, p. 315.

Nous venons de signaler quelques-unes des causes d'infériorité de l'armée anglaise. Il en reste une dernière à mentionner, la plus importante de toutes, à savoir les vices du recrutement et la mauvaise composition des cadres.

Comme certains critiques ont attribué les succès de Wellington aux qualités exceptionnelles des troupes anglaises, il importe de nous arrêter un moment sur cette question.

Il est certain que le soldat anglais, bien commandé, est admirable *sur le champ de bataille*, et qu'il possède à un haut degré le sang-froid, la tenacité, le courage et cette qualité si rare que le général Foy appelle *le calme dans la colère*. Mais à côté de ces vertus, que de défauts! L'ivrognerie, la cupidité, la débauche, et une disposition fréquente à méconnaître l'autorité des chefs. Tous ces vices, Wellington eut à les combattre sa vie durant, et quoiqu'il fût doué d'autant d'énergie que de persévérance, il ne réussit point à les faire disparaître ni même à les atténuer notablement.

Le duc d'York avait introduit de grandes améliorations dans la discipline et dans l'organisation des troupes (1); Wellington continua cette réforme; sous son habile direction, l'armée anglaise acquit un degré de force et de prestige qu'elle n'avait pas encore atteint jusque-là. Mais ni l'un ni l'autre de ces deux hommes de guerre ne purent dompter les mauvaises habitudes que les soldats anglais empruntent au milieu dans lequel ils vivent avant leur entrée au service.

A côté de ces entraves, qui tiennent au mode de recrutement, il en est une qui a sa source dans la nature physique des hommes enrôlés. Quoique possédant une grande force corporelle, et peut-être même à cause de cette circonstance, le soldat anglais a besoin d'une nourriture abondante et substantielle. Les privations lui enlèvent une partie de ses qua-

(1) ALISON, t. VI, p. 304.

st alors même que ses appétits sont satisfaits, il a
up de peine à faire des marches longues et rapides (1).
e dirons pas avec M. Thiers, *qu'il ne sait se battre*
s avoir bien mangé (2), car Talavera prouve le con-
mais nous affirmerons, sans crainte d'être démenti,
a pas assez de vivacité et d'enthousiasme pour être
enant.

lington eut à tenir compte de ces empêchements et de
auts naturels. S'il n'exécuta point de ces opérations
qui ont illustré l'armée française, c'est qu'il ne le
absolument pas. Tout ce qu'il était possible de faire
s soldats de son pays, il l'a fait dans l'Inde et dans la
ule. Durant la guerre des Mahrattes, il exécuta des
s dont on n'avait pas eu d'idée jusqu'alors dans ces
s. En Espagne, toutes les fois que ses opérations
ent, il continua le même système; nous citerons entre
comme exemples remarquables de mobilité pour des
anglaises, les faits suivants, dont l'authenticité ne
être mise en doute.

1811, la division légère de Crawfurd, sous les ordres
ncer, quitta les environs d'Almeida dans la saison des
haleurs, fit pendant plusieurs jours des étapes de 7 à
s, et atteignit Badajoz *sans laisser un seul homme*
ère (3).

bataille de Barosa, les troupes du général Graham,
s sur le terrain après une marche de nuit de seize
, soutinrent avec succès un combat des plus meur-
s).

ıfanterie anglaise est la première du monde pour le jour du combat. Du reste, elle
ıl, et ses besoins, tant réels que factices, lui enlèvent une grande partie de son
de sa mobilité et rendent son entretien ruineux. » — Comte de WARREN, t. II,

du Consulat et de l'Empire, p. 786.
ER, t. VII, p. 249.
la *lettre de Graham à Wellington*, 6 mars 1811.

En 1812, les troupes de Hill firent dans la vallée du Tage 13 lieues en un seul jour (1).

La même année, plusieurs régiments anglais se portèrent sans s'arrêter de Cadix sur Burgos, et de Burgos sur Ciudad-Rodrigo. A partir de Salamanque, les soldats, en cinq jours, ne reçurent que deux rations et se virent même réduits à manger des glands (2).

Cependant malgré ces faits, il est prouvé que l'armée anglaise marchait plus difficilement que celles de Napoléon, bien que chaque homme ne portât sur lui que pour trois jours de vivres au plus, tandis que les soldats français étaient quelquefois chargés de rations pour dix et quinze jours (3).

Cette circonstance, jointe à l'indiscipline et à la cupidité des volontaires anglais, empêcha Wellington de tirer de ses victoires autant de parti qu'il eût fait dans d'autres conditions et avec d'autres éléments.

Pour ne citer qu'un seul exemple, à l'issue de la bataille de Vittoria, la plupart des régiments se débandèrent, et 18 jours après, de l'aveu du général en chef, il y avait encore 12,500 maraudeurs dans les montagnes. Voici en quels termes Wellington signala ce fait à lord Bathurst (4) :

« La bataille de Vittoria a, comme d'ordinaire, anéanti dans « l'armée tout ordre et toute discipline. Les soldats ont eu à « se partager environ un million sterling en argent, déduc- « tion faite d'une somme de 100,000 dollars, versée dans la « caisse militaire. Au lieu de passer la nuit de la bataille à « se reposer et à manger, pour être en état de poursuivre

---

(1) Napier, t. IX, p. 392.

(2) Napier, t. X, p. 24.

(3) « En marche, les soldats anglais emportent du pain pour trois jours, les soldats portugais pour six et les soldats français pour quinze. » (*Wellington* au docteur *M'Gregor*, 9 juin 1812.)
L'armée française, dit Napier, était, sous le rapport de l'organisation et du moral, une ma- « chine militaire bien supérieure à l'armée anglaise. » — T. X, p. 168.

(4) *Lettre* du 29 juin 1813.

« l'ennemi le lendemain, les soldats ont employé cette nuit « à piller; aussi *furent-ils incapables de se porter en avant* « et totalement abattus.

« La pluie survint et augmenta leurs fatigues. Je suis bien « certain que nous avons maintenant hors des rangs le double « des hommes tués dans la bataille, et que nous avons perdu « plus de monde que l'ennemi dans la poursuite, bien que « nous n'ayons jamais fait plus d'une marche ordinaire par « jour. »

Ce fait, dont la guerre d'Espagne offre plusieurs exemples, vient à l'appui de ce que disait Wellington dans une de ses lettres : « Nous avons une très-bonne armée pour parader, « très-bonne pour combattre, mais que la défaite ou le succès « désorganise également (1). »

Le duc attribuait en partie cette cause d'infériorité à la négligence avec laquelle les officiers remplissaient leur devoir : « Nous ne ferons rien de bon, disait-il, tant que nous ne « changerons pas notre système au point d'obliger tous « les grades à faire leur devoir. » Le livre d'ordre de Wellington et sa correspondance officielle attestent que les officiers anglais, quoique braves et intelligents un jour de bataille, ignoraient une foule de choses nécessaires à leur état, et se montraient fort peu soucieux de veiller à l'instruction et à la discipline des troupes. C'est un point généralement ignoré, et sur lequel nous aurions conservé des doutes, si le témoignage de Wellington ne les avait entièrement dissipés. Nous lisons, en effet, dans un ordre du jour du 17 août 1812 : « Remplir son devoir avec bravoure dans « l'action n'est qu'une petite partie de ce qu'on exige... Les « officiers de tous grades et dans toutes les situations ont trop

---

(1) « We are an excellent army on parade, an excellent one to fight, but take my own woord for it, that either defeat or success would dissolve us » Cité par le comte Grey, p. 80.

« l'habitude de laisser à leurs inférieurs la tâche d'accomplir « les devoirs les plus importants, sans même prendre la peine « de surveiller leur conduite. Il en résulte que tous les ser- « vices se font négligemment et sans exactitude (si tant est « qu'ils se fassent), ce qui entraîne les plus graves inconvé- « nients. » ... « Nos officiers de cavalerie, dit-il encore (1), « ont acquis l'habitude de galopper à tout propos, et de « galopper en arrière aussi promptement qu'ils galoppent en « avant. Ils ne considèrent jamais leur situation, jamais ne « pensent à manœuvrer devant l'ennemi, de telle sorte qu'on « pourrait croire qu'ils ne savent commander des troupes « que sur le champ d'exercice de Wimbledon. (*So little that* « *one would think they cannot manœuvre except on Wim-* « *bledon common.*) »

En 1813, le duc se plaignit au colonel Torrens, directeur des bureaux de la guerre, en termes plus vifs encore : « Le « fait est que si par discipline on entend l'habitude d'obéir « jointe à une certaine instruction militaire, nous avons fort « peu de discipline dans l'armée. Personne ne songe à exé- « cuter les ordres donnés, et tous les règlements des *Horse* « *guards* et du bureau de la guerre, ainsi que tous les ordres « de l'armée ayant rapport au service sont autant de papier « perdu (2). »

On aurait tort de croire que ces jugements sévères ont été portés dans un accès de mauvaise humeur, ou qu'ils avaient pour but unique de stimuler l'amour-propre des officiers anglais. Quinze ans après la guerre, le 22 avril 1829, Wellington écrivait, à tête reposée dans son cabinet, une lettre remarquable sur la discipline de l'armée anglaise, où se trouve entre autres le passage suivant : « Dans mon opinion, le devoir d'un

---

(1) *Despatches*, t. IX, p, 240.
(2) *Lettre* du 18 juillet 1813.

« officier subalterne n'est pas du tout compris dans la cavalerie « et dans l'infanterie de ligne comme il l'est dans les armées « étrangères. Ce sont les sergents qui le remplissent dans les « gardes. Il en résulte que nos officiers, gens comme il faut, « tout admirable que soit leur conduite sur le champ de « bataille, tout honorables qu'ils soient eux-mêmes, quelque « gloire et quelque avantage qu'ils procurent au pays, ne « sont que de pitoyables créatures, lorsqu'il s'agit de main- « tenir la discipline parmi leurs compagnies dans les camps, « dans les villes ou dans les cantonnements (1). »

On trouvera à la fin du tome III une note servant à corroborer ces témoignages.

Pour ne pas fatiguer l'attention du lecteur, nous donnerons également, sous forme d'annexes, les faits servant à mettre en lumière les vices nombreux et les imperfections de tout genre que présente une armée anglaise en campagne. Il suffira, pour justifier l'opinion que nous avons émise à cet égard, de citer les extraits suivants de la correspondance de Wellington.

Le 31 mai 1809, le duc écrivit à lord Castlereagh : « L'ar- « mée se conduit horriblement mal. C'est une bande de « vauriens... Elle pille partout... » Le même jour, il écrivit à lord Villiers : « Il y a longtemps que j'ai l'opinion qu'une « armée anglaise ne saurait endurer ni le succès, ni la dé- « faite. » Dans une autre lettre à Castlereagh (2) : « Nous « sommes, dit-il, plus à craindre que l'ennemi. »

Et dans un ordre du jour adressé, le 28 novembre 1812, aux commandants des divisions et des brigades : « J'ai remar- « qué avec peine que l'armée sous mes ordres était tombée,

---

(1) Nous pouvons bien faire observer que ce jugement n'a pas été infirmé par la guerre de Crimée, où les soldats et les officiers anglais se sont montrés tels que Wellington les a dépeints dans sa correspondance.

(2) Le 17 juin 1809.

« sous le rapport de la discipline, dans la dernière campagne,
« au-dessous de ce qui s'est jamais vu dans aucune autre
« armée... Je n'hésite pas à attribuer le mal à la négligence
« habituelle que les officiers des régiments apportent dans
« l'accomplissement de leur devoir. »

Rien n'est mieux prouvé, du reste, que l'état permanent d'indiscipline des troupes anglaises pendant la guerre de la Péninsule. Le 28 novembre 1813, Wellington écrivait au général Lambert : « Je demande à faire savoir à la cour mar-
« tiale, qu'un crime très-commun et fort alarmant du soldat
« anglais est de se porter à des voies de fait, non-seulement
« contre les sous-officiers, mais encore contre les officiers,
« dans l'exercice de leurs fonctions, et de leur résister même
« quelquefois jusqu'à tirer sur eux... »

Le duc attribuait ces crimes à l'ivrognerie : « Il n'y a pas
« un soldat, écrivait-il, au lieutenant-colonel Torrens (1),
« qui puisse résister à la tentation du vin ; c'est leur unique
« passion dans ce pays ; ils sont toujours ivres quand ils
« sont détachés de leurs régiments, et il n'y a pas de crimes
« qu'ils ne commettent pour se procurer de l'argent, afin
« d'acheter du vin, ou s'ils n'ont pas d'argent, pour obtenir
« du vin par la force... »

Inférieure à l'armée française par le recrutement et par l'instruction des cadres, l'armée britannique était inférieure encore par le mérite de ses généraux, qui tous, à l'exception de Hill et de Hope, ne possédaient que des qualités ordinaires ; or, le premier fut presque toujours détaché sur le flanc de l'armée principale, et le second ne vint offrir ses services à Wellington qu'après le passage de la Bidassoa. Le maréchal Beresford et les généraux Alten, Crawfurd, Picton, Campbell, Paget et Cotton étaient braves, intelligents, dé-

(1) Le 2 novembre 1810.

voués, mais incapables d'agir seuls. Plusieurs divisionnaires de l'armée française leur étaient sous ce rapport incontestablement supérieurs ; nous citerons notamment Foy, Clausel, Maucune, Laborde, Harispe, Caffarelli, Lasalle, Dorsenne, Souham et Montbrun.

On peut conclure de ce qui précède que les maréchaux français furent mieux secondés que Wellington (1) ; qu'ils eurent de meilleures troupes, des soldats plus faciles à conduire, un matériel plus convenable, des ambulances mieux organisées, une cavalerie plus solide et une infanterie plus maniable, quoique moins opiniâtre sur le champ de bataille et moins habile dans la défense des positions.

Nous avons cru nécessaire d'exposer tous ces détails pour faire comprendre que la cause de la supériorité de Wellington, dans la guerre de la Péninsule, ne tient pas à la nature de l'armée anglaise, ni à la qualité de ses officiers. Il faut chercher ailleurs l'explication de cette supériorité longtemps méconnue, et qu'il serait puéril de contester aujourd'hui. Le concours des populations, le système de nourrir la guerre par les magasins, la tenacité extraordinaire du soldat anglais sur le champ de bataille et le génie multiple, le caractère prudent, l'excessive opiniâtreté du général en chef : voilà quelles furent les véritables causes des succès remportés par les alliés en Espagne.

On doit également signaler, comme ayant exercé une grande influence sur le résultat final, le terrain accidenté de la Péninsule, si favorable à la défensive, et la nature parti-

(1) On a prétendu que Wellington devait une grande partie de ses succès à son chef d'état major sir *George Murray*. Mais nous ferons observer que ce général ne se trouvait pas à Salamanque, et que toute la campagne de 1812, la plus belle de Wellington, se fit sans lui, preuve qu'il n'était pas indispensable au duc.

culière des troupes anglaises, plus aptes à ce genre de guerre que les troupes impériales.

Wellington tira aussi un grand avantage de la présence continuelle de la flotte britannique sur les côtes d'Espagne. La supériorité incontestable de cette flotte lui permit d'établir autour de la Péninsule une ligne mobile de dépôts; et cette circonstance, jointe à l'appui des habitants, lui donna le moyen de changer à volonté ses lignes d'opérations (1).

Mais tous ces avantages n'auraient pu contrebalancer l'immense supériorité numérique des Français, si Wellington n'avait multiplié les ressources de son génie pour rendre Lisbonne inexpugnable, pour remédier à l'insuffisance du gouvernement anglais, pour combattre le mauvais vouloir des autorités locales, pour améliorer l'organisation, le commandement et la discipline des troupes, enfin pour s'assurer tous les éléments qui procurent et consolident la victoire.

Les travaux des ingénieurs anglais, sous l'habile direction de ce chef, transformèrent le Portugal en un immense camp retranché, d'où l'on pouvait inquiéter le flanc de la longue ligne d'opérations des Français, comprise entre Bayonne et Cadix (2). Badajoz et Ciudad-Rodrigo étaient comme les postes avancés de ce boulevard, qui menaçait à la fois Soult dans l'Andalousie, Ney dans la Galice, Marmont dans l'Estramadure et Joseph dans Madrid. Appuyé sur cette base, Wellington pouvait opérer avec avantage contre un ennemi dispersé dans tout le royaume, entouré d'une multitude de piéges, n'ayant pas le moyen de former un système de grands magasins et de convois, ne pouvant à cause de cela réunir

---

(1) « Ce n'est pas tant, dit Lloyd, par sa force numérique que par la variété de ses lignes « d'opérations que toute une population s'oppose avec avantage à des armées régulières. » La guerre d'Espagne a pleinement confirmé cette opinion.

(2) Le Portugal a 800 lieues de côtes. Les Anglais, maîtres de la mer, pouvaient débarquer sur tous les points accessibles de ce littoral : c'était pour eux un avantage immense.

ses troupes en fortes masses, obligé enfin de prendre des positions étendues pour assurer ses approvisionnements et couvrir sa ligne de retraite, sans cesse menacée par les guérillas.

Tandis que Wellington avait une flotte pour s'approvisionner, les eaux du Tage et du Douro (1) pour faciliter ses transports, les Français, obligés de se servir de voitures ou de mulets, et d'escorter en force les plus petits convois, mouraient de faim dans leurs cantonnements. Ils trouvaient des ennemis partout, de l'appui nulle part. Vivant au milieu d'un pays insurgé, sans subsistances, sans moyens de transport et de navigation, ils ne pouvaient avoir que des établissements passagers. Eussent-ils d'ailleurs réussi à créer une position permanente, jamais cette position n'aurait eu l'importance ni offert les ressources de celles des Anglais, qui tiraient leur principale force de l'appui des habitants et du concours de la marine britannique, devenue toute-puissante depuis la destruction de la flotte française à Trafalgar.

On a eu raison d'attribuer une partie des succès de Wellington à la facilité avec laquelle ce général obtenait des renseignements exacts sur la force, l'emplacement et les projets des corps d'armée ennemis. Cependant, il faut observer que ces renseignements étaient presque toujours fournis par les agents de l'état-major anglais, attendu qu'on ne pouvait avoir aucune confiance dans les avis émanant d'autres sources, et même des généraux espagnols. Wellington ne fut si bien informé que parce qu'il avait organisé le service de la correspondance et de l'espionnage avec plus de soin et d'habileté que ses adversaires. Il avait des agents secrets partout, à la

---

(1) Wellington avait rendu le Douro navigable jusqu'à Miranda.

cour de Joseph, et même parmi les officiers supérieurs de l'armée française (1). Cependant, malgré ces nombreuses précautions, Wellington fut souvent, comme les généraux français, dans une ignorance absolue des plans et des dispositions de l'ennemi (2). Cette circonstance tenait à l'indolence du peuple espagnol, mais plus souvent encore à son mauvais vouloir envers les Anglais. Il avait déjà donné des preuves de ces fâcheuses dispositions à l'infortuné John Moore. M. Thiers (3) constate, en effet, que ce général eut autant de peine que les Français à obtenir des renseignements exacts, « parce que ses compatriotes étaient haïs comme étrangers. » On trouve au surplus la confirmation de ce fait dans la correspondance même de Moore. Ainsi, le 9 décembre 1808, il écrivait dans son *journal :* « Ici, le peuple ne prend part à rien. Nous avons la plus grande peine à trouver des gens qui nous donnent des renseignements (4). »

John Moore apprit seulement une semaine après l'événement, et par la voie des journaux, la défaite du comte de Belvéder, qui ouvrait la Castille aux Français et compromettait la sûreté des troupes anglaises.

Il fallut le même temps pour que la nouvelle de l'échec

---

(1) NAPIER, t. XII, p. 64.

Stocqueler donne l'extrait suivant d'une lettre interceptée, écrite par un maréchal de France : « Il (Wellington) doit lire notre correspondance ou plonger dans nos cœurs, car dès que nous avons formé un dessein, il le connait, et dès que nous avons pris une mesure, il l'annule. » — T. I, p. 203.

(2) Un général de l'armée péninsulaire (LONDONDERRY, t. II, p. 62) s'exprime à cet égard dans les termes suivants : « Lorsque les Français se mettaient en mouvement, nous manquions rarement de le savoir... Mais les Espagnols ne nous informaient jamais lorsqu'il y avait un rassemblement de troupes dans l'intérieur; de sorte que nous étions obligés de deviner les intentions de l'ennemi et de calculer à l'avance ce qu'il faudrait faire en cas que nous nous fussions trompés. »

(3) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, p. 782.

(4) A l'appui de cette *lettre*, nous citerons la suivante, adressée par *David Baird à John Moore :*

Astorga, le 19 novembre 1808.

« Les autorités locales n'ont pas seulement négligé de nous procurer des vivres, mais en-
« core de nous donner les moindres renseignements sur les opérations des armées et les
« mouvements de l'ennemi. »

de Blake parvînt à Salamanque, non par la rumeur publique, ni par un avis direct des chefs espagnols, mais par Charles Stuart, un des agents de l'Angleterre. La junte centrale elle-même ne donna avis de cet événement au représentant de la Grande-Bretagne que trente heures après l'arrivée du courrier porteur de l'annonce officielle de la déroute.

Enfin, chose plus inconcevable encore, John Moore n'apprit d'une manière certaine la capitulation de Madrid qu'au bout de dix jours, grâce à une dépêche du prince de Neufchâtel au maréchal Soult, dépêche interceptée par les Espagnols et tombée par hasard entre les mains d'un officier anglais, qui l'obtint à prix d'argent (1).

John Cradock, successeur de Moore, éprouva les mêmes embarras : « Il est certain, écrivait-il au colonel Donkin, que « nous ne pouvons nous reposer sur le gouvernement portu- « gais pour obtenir des renseignements prompts et exacts (2). »

Wellington eut à se plaindre de faits analogues : « Quand « vous aurez passé quelque temps dans ce pays, écrivait-il à « Burrard (3), et quand vous aurez constaté combien on met « en circulation de faux rapports, vous ne serez point étonné « de la pénurie de nouvelles exactes où je me trouve. »

La prise de Valence (1812) ne fut connue à Madrid qu'une semaine après, et l'on n'en reçut avis à Cadix qu'au bout d'un mois.

En 1809, Soult put réunir trois corps d'armée à Salamanque sans que le gouverneur de Ciudad-Rodrigo, ou la

---

(1) « Il y eut telle province, dit le comte TORÉNO, t. II, p. 186, où il se passa plus d'un mois avant qu'on apprît avec certitude la reddition de Madrid, non-seulement parce qu'il y avait peu de communications d'une province à l'autre, mais encore parce qu'on recevait assez mal ceux qui avaient de mauvaises nouvelles à apporter. »

(2) Ce même colonel Donkin écrivit, le 1er janvier 1809, de Lisbonne à J. Cradock : « L'expérience nous a démontré qu'il est tout à fait impossible d'obtenir ici de bons renseignements. L'ennemi peut être à trois ou quatre jours de marche de cette ville sans qu'on en soit instruit ; il faudrait pour l'être qu'il attaquât la ligne même occupée par nos troupes. »

Voir encore dans Napier, la *lettre* du 29 mars 1809, écrite par *J. Cradock à M. Freyre*.

(3) *Lettre* du 8 août, 1808, datée de Lavos.

junte de Castille en fussent instruits, et cette circonstance faillit devenir fatale à l'armée anglaise (1).

« Dans la campagne de Talavera, dit Napier, il n'y eut jamais que la crainte qui put déterminer les Espagnols à donner des renseignements exacts ; par conséquent, les Français furent mieux servis que les Anglais, et même que les généraux espagnols qui, le plus souvent, n'apprirent l'arrivée de l'ennemi que lorsqu'ils ne pouvaient plus se soustraire à ses coups. »

Jusqu'à la fin de la guerre, les meilleures sources d'information pour sir Arthur Wellesley furent les lettres interceptées des généraux français (2).

En 1810, les habitants de la Castille, mécontents de que les Anglais n'avaient fait aucun effort pour délivrer Ciudad-Rodrigo, « refusèrent, dit Wellington (3), de cor-
« respondre avec les Anglais, de leur donner des renseigne-
« ments, et même de leur désigner les gens qu'ils employaient
« pour en avoir. »

En parlant des généraux espagnols, Napier dit « qu'*ils* ne purent jamais obtenir des renseignements exacts sur *les* mouvements de l'ennemi, tandis que leurs plans étaient communiqués aussitôt aux Français, parce qu'au quartier général espagnol on discutait tous les projets ouvertement, et même avec ostentation (4). » Le fait est que Reding, à son lit de mort, déplora que les *Somatènes* ne l'eussent point aidé ; que ses plans eussent été découverts à l'ennemi ; que ses ordres eussent été mal exécutés, et qu'on ne lui eût jamais fourni de bons renseignements.

On doit conclure de là que si Wellington obtint dans la

---

(1) Wellington : Voir sa *Relation des opérations de* 1809.
(2) Napier, t. IV, p. 81.
(3) *Lettre* du 25 juillet 1810 au *comte Liverpool*.
(4) T. III, p. 101.

de mars 1811, Henri Wellesley, envoyé de la Grande-Bretagne, demanda qu'on remît à son frère le commandement des provinces limitrophes du Portugal, afin d'utiliser les ressources qu'elles renfermaient, et de combiner les opérations avec plus d'efficacité. La régence et les Cortès répondirent à cette demande, si bien motivée et si opportune, par un refus que le comte Toréno lui-même qualifie d'*humiliant* (1).

Les Cortès, tout en décrétant une foule de mesures propres seulement à diminuer les ressources et l'élan de la guerre, ne cessaient d'exiger qu'on se mesurât avec l'ennemi en rase campagne; mais Wellington ne se laissa point aller à cette ardeur belliqueuse ; il essaya au contraire de prouver aux Cortès et à la nation espagnole que la guerre défensive était la seule qui convînt à leurs troupes et à l'ensemble des forces alliées. Ses observations malheureusement ne produisirent aucun résultat. Toujours vains et présomptueux, les généraux espagnols continuèrent à livrer des batailles et à se faire écraser honteusement; c'est ainsi qu'ils perdirent en quelques mois les Asturies, l'Andalousie, l'Estramadure, l'Aragon et les meilleures forteresses de la Catalogne. Il fallut qu'une longue suite de désastres démontrât leur insuffisance militaire, pour que les Cortès prissent enfin la résolution de les mettre sous les ordres de Wellington. Mais telle fut la répugnance avec laquelle certains généraux acceptèrent cette résolution, que la régence dut, pour l'exemple, destituer Ballesteros, qui avait osé adresser au peuple espagnol un manifeste violent, où il en appelait à l'orgueil national contre l'humiliation de servir sous un chef étranger (2).

L'hésitation que Wellington montra dans quelques cir-

---

(1) T. IV, p. 53.

(2) Dans sa *lettre*, du 24 octobre 1812, *au ministre de la guerre*, ce même général disait : « Pouvons-nous donner le commandement de notre armée à un étranger, quelle que soit « d'ailleurs notre situation politique, sans déshonorer la nation? »

ser ses mouvements, tandis que les autorités locales, sous la pression de la populace de Cadix, déclinaient leurs engagements à peine conclus.

On ne se rend pas compte aujourd'hui des embarras que donnèrent au général en chef cette situation des esprits en Angleterre et en Espagne. Longtemps il paya de sa personne sur le champ de bataille avec la conviction que ses moindres revers seraient exagérés ou taxés de crimes, tandis que ses plus beaux triomphes ne lui procuraient aucun avantage solide. Mais cette conviction, toute pénible qu'elle fût, n'agit point sur son caractère; et jusqu'à la fin de la campagne, il se signala par la même activité, la même persévérance, le même courage devant l'ennemi, le même sang-froid dans la mauvaise fortune, la même retenue et la même modération dans la prospérité. Il ne désespéra jamais du salut de la Péninsule, et cette confiance, première vertu du général, lui fit endurer avec une rare philosophie des déceptions et des contrariétés sans nombre. Par la fermeté de ses convictions et le succès inespéré de ses entreprises, il parvint à rassurer ses compatriotes et à vaincre la tiédeur du gouvernement anglais; tandis que, par l'aménité de son caractère et les services de plus en plus significatifs qu'il rendit à la cause nationale, il finit par obtenir l'estime des Espagnols, le concours loyal et la sympathie de leurs généraux.

L'armée anglaise, qui même après les réformes introduites dans son organisation par le duc d'York laissait beaucoup à désirer (1), devint, sous l'habile direction de Wellington, la machine de guerre la plus parfaite que l'on eût vue jusqu'alors dans le Royaume-Uni (2). Toutefois, l'infériorité numérique

(1) Voir ALISON, t. VIII, p. 151.
(2) Son infanterie était supérieure à celle de l'armée française; mais sur le champ de bataille

ette armée obligea le général en chef à former un contin- portugais. L'organisation et l'instruction de ce contin- furent si bien dirigées, qu'il put être incorporé dans née britannique sans amener aucune perturbation. A la le la guerre, les bataillons anglais et portugais, confon- dans les mêmes divisions, ne formaient plus qu'une seule e, parfaitement homogène, malgré l'énorme différence existait entre le caractère des recrues des deux nations : tat fort honorable pour le général en chef, et surtout le maréchal Beresford, qui avait été spécialement chargé organisation des troupes portugaises.

C'est en créant ces ressources d'influence morale et de sance matérielle, que Wellington éleva progressivement ractère de la guerre d'Espagne. Parti avec une poignée de pes, il revint dans sa patrie commandant la plus forte e qui eût été mise sur pied jusque-là en Angleterre, et queur de la plus grande guerre à laquelle eussent pris jusqu'alors les armes de son pays (1). »

ésormais l'Angleterre, grâce aux talents de son général, gurait plus au second rang des puissances militaires!

e triomphe surprit tout le monde, excepté peut-être celui 'avait préparé. Dans un moment où l'idée de combattre oléon sur terre semblait une folie à la plupart des hommes at anglais (2), et alors que toute l'Europe, pour ainsi dire,

---

nent. Sa cavalerie fut toujours inférieure, de l'aveu même des Anglais. « Il serait ble, dit Napier (t. V, p. 327), de ne pas reconnaître que la cavalerie française l'emporte a nôtre. »

Mémoir of the duke of Wellington, publié par le *Times*.

Avant que la campagne de la Péninsule n'eût prouvé l'excellence du système militaire Grande-Bretagne dans les différentes branches de l'art de la guerre, l'armée anglaise e la manière la plus absolue, mal appréciée chez l'étranger et méprisée dans son pro- ys. Il était raisonnable de supposer qu'elle n'avait pas cette facilité d'exécuter les mouvements que les Français avaient acquise par une longue pratique; mais le sol- glais était (et est encore) très-faussement considéré comme manquant d'intelligence tivité. L'officier était ridiculisé; et l'idée que même, pendant la durée d'une seule gne, une armée anglaise pût se mesurer avec une armée française, était considérée une chimère. — NAPIER : *Histoires des guerres de la Péninsule*, t. Ier, liv. 1, chap. 1er.

se courbait résignée sous le joug impérial ; en 1808, peu après Tillsit, Wellington avait remarqué les défauts du système de l'occupation française, et conçu l'espoir de délivrer la Péninsule de ses hôtes importuns. Cet espoir, il eut le talent de le faire partager à ses troupes et à ses concitoyens.

L'Angleterre, convertie par l'opiniâtreté de son général et la grandeur du résultat obtenu, finit par se rendre compte de la nature de la guerre, de son importance européenne, et de l'étendue des devoirs qu'elle lui imposait.

Les princes alliés, non moins incrédules dans les premiers moments, et l'empereur Napoléon lui-même, si dédaigneux quand il parlait des troupes anglaises, comprirent enfin que la lutte engagée dans un coin de la Péninsule pouvait conduire au dénoûment de la guerre, et changer complétement la face du monde.

Voilà ce que Pitt avait prévu dès 1805, et ce que Wellington eut le mérite de saisir après lui, de rendre évident par ses victoires, de plus en plus décisives.

Que de prudence, que de résolution, que de génie, il a fallu pour arriver à ce résultat !

En butte à l'hostilité des partis, à l'ombrageuse susceptibilité du peuple espagnol, mal secondé par le cabinet de Londres, quelquefois même injustement accusé, il devait, chose plus difficile que de vaincre, résister aux excitations de la démocratie espagnole, aux sarcasmes de l'opposition anglaise, aux clameurs du peuple, que cette opposition avait subjugué en le flattant, aux intrigues plus dangereuses des cours, aux entraînements de l'amour-propre, au découragement que fait naître l'ingratitude, et à l'irritation que provoque, même dans les âmes au-dessus du vulgaire, les déceptions et les calomnies réitérées. Selon nous, il serait difficile de dire si la guerre d'Espagne fait plus d'honneur aux talents militaires de Wellington qu'à la fermeté de son caractère et à sa perspicacité politique.

Quelques écrivains, jaloux de la gloire des armées anglaises, ou intéressés à faire une trop large part à l'influence des masses insurrectionnelles, ont attribué le succès final de la guerre au patriotisme des Espagnols. Certainement on doit reconnaître que sans la persévérance et l'hostilité résolue du peuple espagnol, les Anglais n'auraient pas expulsé de la Péninsule des forces trois et quatre fois plus considérables que les leurs; mais, d'un autre côté, il est certain aussi que, sans les secours en hommes et en argent de l'Angleterre, et sans le génie de Wellington, la guerre eût fini après l'évacuation de la Corogne.

Les Espagnols montrèrent pendant la lutte plus de cruauté que de véritable bravoure. Trop souvent la tenacité de la vengeance leur tint lieu de cette intrépidité calme et persévérante, sans laquelle on ne fait rien de durable à la guerre. Il semble même qu'ils eurent plus de haine pour les Français que d'enthousiasme pour leur propre cause.

« Dans leur fol orgueil, dit M. Thiers, ils étaient incapables d'apprécier ce que valait l'armée française, et leur ignorance les sauvait du découragement. S'enfuyant presque sans se battre, ils souffraient peu, car il n'y a que les défaites fortement disputées qui soient profondément senties; et ils étaient prêts à recommencer indéfiniment une guerre qui ne coûtait de désastres qu'aux villes, qui plaisait à leur activité, qui répondait à tous leurs sentiments religieux et patriotiques. »

Dans la guerre de la Péninsule, il y eut plusieurs époques où l'enthousiasme fit place au découragement, et la haine contre l'étranger à un commencement d'entente avec le roi Joseph. Des témoignages irrécusables prouvent que la perte de la bataille de Rio-Seco, la détresse de Saragosse, les préparatifs de Moncey pour une seconde attaque contre Valence, le désordre des affaires, et par-dessus tout la terreur et le dégoût inspirés par les excès de la populace avaient produit un

tel abattement, qu'une seule victoire eût suffi aux Français pour triompher complétement des forces morales et physiques de l'insurrection (1). Si la lutte continua malgré ces époques de crise, c'est que les efforts de l'Angleterre et les succès de son armée ranimèrent chaque fois les courages amollis et les espérances trompées. Sans doute les Espagnols en se révoltant, ouvrirent un vaste champ aux efforts de l'armée anglaise et présentèrent un point d'appui au levier qui devait ébranler le monde civilisé; mais le génie qui présida à leur défense, le pouvoir qui les fit triompher vinrent d'ailleurs. Utiles seulement comme auxiliaires, ils ne déployèrent comme acteurs principaux, ni assez de sagesse, ni assez de courage et d'habileté pour résister à la force prodigieuse qui les assaillait (2).

L'enthousiasme, même chez le peuple le plus impressionnable, ne saurait créer une résistance capable de lutter avec avantage contre des troupes régulières, parfaitement disciplinées. L'histoire de tous les temps et de tous les pays atteste cette vérité; mais nulle part elle ne reçut une plus éclatante confirmation que dans la Péninsule.

Après les troubles d'Aranjuez, après Baylen, après le départ de Napoléon et l'évacuation de Madrid, le peuple tout entier se leva dans un sublime élan de patriotisme; le dernier jour de la domination française semblait arrivé : c'étaient une confiance, un délire universels! Malheureusement, comme toutes les fortes émotions, celle-ci fut de courte durée et suivie d'une grande prostration morale et physique.

En Espagne et en Portugal, l'enthousiasme ne brilla que par éclairs. A peine la lutte fut-elle commencée, que la réac-

---

(1) Le même fait se produisit après la campagne de Somo-Sierra et après la retraite de John Moore.

(2) NAPIER.

tion se fit jour. C'est ce que prouve à l'évidence le témoignage des personnes les mieux renseignées.

Le 14 décembre 1808, M. Frère, agent de la Grande-Bretagne, sincère admirateur des Espagnols, écrivait de Mérida à John Moore: « L'extinction de l'enthousiasme po-« pulaire dans ce pays et les moyens qui existent de le faire « renaître, nous entraîneraient dans une trop longue discus-« sion. »

Vers la même époque, le brigadier portugais Francisco de Paulo Leyte se plaignait au général Moore (1) de ce que « les Espagnols, après avoir promis beaucoup, ne faisaient rien. »

Le fait est que sir John ne rencontra nulle part l'enthousiasme et l'appui sur lesquels il avait compté. S'adressant à son gouvernement : « Nous ne devons rien attendre des « habitants, disait-il. On ne peut se fier à eux: ils sont apa-« thiques, prompts à promettre, lents à agir; ils reculent lors-« qu'il faut avancer; ils n'ont aucune prévoyance, sont insen-« sibles à la honte de fuir devant l'ennemi, et refusent toute « assistance. Je suis forcé de leur laisser des munitions, des « provisions et de l'argent; les armées espagnoles n'ont mon-« tré aucune résolution; le peuple n'a fait preuve d'aucun « enthousiasme, d'aucune hardiesse, et je ne sais pourquoi « on espérerait rencontrer chez lui, dans la suite, les vertus « qu'il aurait dû montrer tout d'abord. »

Ce jugement fut corroboré par Wellington, après la campagne de Talavera, pendant laquelle il avait éprouvé toutes les difficultés et toutes les déceptions dont s'était plaint son prédécesseur. Il écrivit à ce sujet à son frère et au ministre de la guerre de longues lettres, que le passage suivant résume parfaitement:

« Notre position est pire ici qu'en pays ennemi... Jamais

(1) *Lettre* du 16 septembre 1808.

« on n'a aussi mal agi avec une armée; nous ne sommes nullement aidés par les armées espagnoles... tout doit être fait « par l'armée anglaise. »

Certaines provinces ne firent jamais aucun effort pour soutenir l'insurrection. Contreras raconte dans ses Mémoires qu'il avait l'habitude d'envoyer, dans les villages de la Galice qui devaient fournir un contingent de recrues, des colonnes mobiles, accompagnées d'un bourreau pour punir les réfractaires.

Souvent aussi la désertion se mit dans les troupes nationales. C'est ce que constate, notamment, un historien espagnol, membre des Cortès à l'époque de la guerre : « Après la prise de Tarragone, dit le comte Toréno, le découragement gagna l'armée et *les désertions devinrent nombreuses* (1). » Les mémoires de Joseph signalent d'autres circonstances où la désertion serait devenue presque générale, si l'on avait eu de l'argent pour entretenir et payer les déserteurs.

En Portugal, le recrutement fut toujours difficile, malgré la haine du peuple pour les Français : « On eut constamment sous les yeux, dit Napier, l'odieux spectacle d'hommes qu'on chargeait de chaînes pour les forcer à rejoindre les armées qui soutenaient la cause nationale (2). »

Dans les Asturies, le peuple se montra jusqu'à la fin hostile aux Anglais. Sur d'autres points, les armes et les munitions envoyées par la Grande-Bretagne furent gaspillées, détournées de leur destination naturelle, ou même vendues à des marchands étrangers. (Voir les *Annexes*.)

Dans les provinces du Centre, du Midi et de l'Est, la population finit même par prêter aide et assistance à l'usurpateur. Ainsi, après la bataille d'Ocana, les paysans de la

---

(1) T. IV, p. 146.

(2) En 1811, les abus de la désertion furent tels dans la cavalerie portugaise, qu'une division dut être supprimée, faute de cavaliers. — Napier, t. VIII, p. 288.

Manche indiquèrent eux-mêmes à la cavalerie française les routes suivies par les fuyards d'Areyzaga, circonstance qui permit de les tailler en pièces (1).

Joseph avait une garde espagnole; Suchet était parvenu à former en Catalogne un corps semblable, et Soult avait, en 1812, 6,000 *escopiteros* en campagne, et 30,000 gardes nationaux dans les postes fortifiés (2).

Toutes ces troupes, malgré leur origine, se battirent contre les partisans et les armées régulières d'Espagne avec plus de vigueur qu'elles n'en avaient déployé auparavant contre les armées du monarque intrus. Leur fidélité devint douteuse seulement lorsque la solde cessa d'être régulièrement payée. C'est ce que nous apprend la correspondance du roi Joseph : « Les Espagnols qui prennent du service, écri- « vait-il, ne désertent plus; tant qu'ils sont payés, l'opinion « publique ne leur fait plus abandonner les drapeaux (3).... « Si j'avais reçu les secours qui m'ont été promis, j'aurais « 10,000 Espagnols au lieu de 5,000 (4)... L'opinion est « très-améliorée; avec quelques millions, nous ferions des « progrès prodigieux qui épargneraient bien du sang et des « peines par la suite. Toutes les bandes demandent à entrer « à mon service; elles suivent le mouvement de l'opinion; « mais je n'ai pas le sou, etc. (5). » (Voir aux *Annexes*, les extraits de la correspondance du roi, à la fin de l'ouvrage.)

On a vainement cherché à nier (6), qu'avant la bataille de Salamanque, les Cortès furent sur le point de traiter avec

---

(1) Ce fait est attesté par Thiers, t. III, p. 366.

(2) Le comte Toréno constate que Soult, en Andalousie, et Suchet, à Valence, furent bien reçus par la population. — T. IV. p. 292.

(3) *Lettre* du 24 février 1811, *à Berthier*.

(4) *Lettre* du 28 juillet 1811, *à Napoléon*.

(5) *Lettre* du 10 août 1811, *à Berthier*.

(6) Le fait des négociations avec les Cortès est nié par le comte Toréno, mais confirmé par Thibaudeau (chap. LXXXIII) et par le général Hugo, dernier commandant de Madrid. Celui-ci prétend en outre dans ses *Mémoires*, que, peu avant le départ de Joseph, il avait reçu des propositions d'après lesquelles un corps entier de troupes espagnoles (celui de del Parque)

Joseph. La victoire décisive de Wellington mit seule obstacle à cet arrangement, qui aurait terminé la guerre. Après l'échec de Burgos, l'esprit public se modifia de nouveau dans un sens favorable à la France; et la preuve, c'est que Joseph écrivit de Valladolid, en 1813, au ministre Clarke (1). « Les nou-« velles du Midi sont on ne peut plus avantageuses. Le parti « anglais a le dessous, et les troupes de l'insurrection se « désorganisent. »

Une déclaration importante pour l'histoire est venue corroborer ces faits : le 16 janvier 1834, Joseph reçut à Londres la visite de *Mina*. Ce célèbre partisan lui assura qu'en 1812, l'Infantado, Ballesteros, Montijo et lui auraient reconnu l'autorité du monarque, si l'empereur eût consenti à retirer les troupes françaises. « Il prétendit, en outre, qu'à « la même époque, le roi avait entièrement conquis l'opinion « de l'*Impecinado,* qui était prêt à faire cause commune avec « eux (2). »

On sait que les bandes insurrectionnelles furent en grande partie armées, équipées, entretenues (3) par l'Angleterre. Si l'on compare les sacrifices énormes qu'elle s'imposa de ce chef (4) à ceux que les Espagnols et les Portugais firent pour

---

offrait de passer sous les drapeaux du roi. Toréno lui-même reconnait que Joseph, après son retour de Paris, découragé et indisposé contre son frère, voulut transiger avec les Cortès, et qu'il envoya à cet effet à adix Thomas de la Pena, qui s'aboucha avec la régence. Seulement, il ajoute que la régence écarta les offres de ce personnage, sans même en informer les Cortès. A cette affirmation, Belmas oppose le fait, rapporté d'ailleurs par Napier, qu'au commencement de 1812, les Cortès envoyèrent à Madrid des commissaires pour traiter avec Joseph. Les *Mémoires* du roi ne nous ont fourni aucune preuve de ce fait ; cependant plusieurs lettres de ce recueil permettent de le considérer comme probable.

(1) *Lettre* du 10 août.

(2) *Mémoires de Joseph*, t. X, p. 240 et 241.

(3) « Jusqu'à la fin de la guerre, les armées espagnoles furent payées en grande partie avec les subsides de l'Angleterre. » — NAPIER, t. XI, p. 62. (Voir aussi la *lettre* du 23 juillet 1812 *de Wellington au comte Bathurst.*

(4) Elle payait non-seulement ce qui était nécessaire à ses propres soldats, mais elle devait encore fournir des armes, des munitions, des habits, des secours en argent et jusqu'à du pain aux troupes indigènes.

Un historien espagnol, le comte Toréno, constate que Wellington paya depuis l'ouverture de la campagne de 1813, jusqu'à la fin de celle de 1814, deux millions de réaux par mois à la

le soutien de leur propre cause (1), on verra que certains auteurs ont trop exalté l'enthousiasme des habitants de la Péninsule. Le fait suivant, au surplus, donnera l'exacte mesure de cet enthousiasme : l'Espagne, après l'affaire de Baylen, dans le plus beau moment de l'insurrection, put à peine réunir une armée de 100,000 hommes (2). Dans quelques circonstances même, le chiffre des citoyens armés pour la cause de l'indépéndance n'excéda pas le tiers de ce nombre. En 1813, il fut un moment de 160,000 (guérillas comprises), mais de cette armée le tiers au plus était capable de servir utilement; et, encore, ce tiers eût-il été souvent sans solde, sans vivres et sans vêtements, si Wellington n'y avait pourvu au moyen des subsides et des ressources de l'Angleterre (3). Évidemment, si l'enthousiasme avait été aussi général qu'on l'a prétendu, ou s'il ne s'était pas évaporé en vaines déclamations, en fanfaronnades ridicules, il n'eut pas été difficile de réunir et d'entretenir dans la Péninsule une armée régulière d'un demi-million d'hommes (4).

---

quatrième armée espagnole pour la solde et autres dépenses de même espèce : « Des secours « particuliers, dit-il, furent également avancés aux divisions Morillo, d'Espagne et Julian San- « chez qui, bien qu'appartenant à cette armée (la quatrième, sous Freyre), guerroyaient sé- « parément et d'habitude auprès des troupes anglaises. — T. V, p. 454.

En 1814, Wellington fournit en outre à la quatrième armée des vivres et autres ressources (Comte TORÉNO, t. V, p. 455), et à la troisième armée (appelée *armée de France*) un secours de 6,000,000 de réaux et de 6,000 habillements.

Cette insuffisance des ressources du gouvernement espagnol tenait à la négligence et aux vices de l'administration publique « qui, toujours mal entendue en ses diverses branches, ne s'était pas améliorée à la fin de la guerre. » — (Comte TORÉNO, t. V, p. 377.)

(1) Encore faut-il retrancher de ces sommes l'argent fourni par les colonies, et surtout par la Nouvelle-Espagne : « Les naturels de l'Amérique, dit TORÉNO (t. II, p. 269), envoyèrent plus de 280 millions de réaux au gouvernement de la junte centrale dans le cours de l'année 1809. »

(2) C'est le chiffre le plus large ; car, d'après Jones, « à aucune époque de la guerre, l'Espagne n'eut plus de 50,000 hommes complétement équipés. » — T. I, p. 47.

Vers la fin de la campagne, l'effectif des troupes régulières et des guérillas ne s'élevait, d'après les calculs de Wellington, qu'à 160,000 hommes. — *Despatches*, t. X, p. 415. — Cette évaluation a été confirmée en quelque sorte par le gouvernement espagnol, qui, dans le projet de budget de 1814, estimait la force de l'armée approximativement à 150,000 fantassins et 12,000 chevaux, et la dépense à 560,000,000 réaux.

(3) *Wellington à Bathurst*, 25 juillet 1813.

(4) Avec un système de recrutement *ordinaire* on serait arrivé à ce chiffre : il ne fallait pour cela ni levée en masse ni contingent exceptionnel.

En réalité, ce sublime enthousiasme n'existait que dans les proclamations.

Les troupes insurrectionnelles, déjà faibles par le nombre, étaient plus faibles encore par leur mauvaise organisation, leur manque de discipline, le défaut d'expérience des officiers, le désordre et la confusion qui régnaient dans toutes les branches du service. Les chefs n'avaient aucun prestige et n'inspiraient aucune confiance à leurs subordonnés. Élus et destitués par les juntes, jaloux les uns des autres et sans cesse en butte à l'hostilité des partis, trop vains pour accepter de bons conseils, trop ambitieux pour obéir à une volonté générale, ils suivaient tantôt leur propre impulsion, tantôt celle des hommes politiques dont ils dépendaient. La machine militaire aboutit ainsi où elle devait aboutir, à une ruine totale et sans remède. « Après chaque défaite, les généraux s'accusaient mutuellement de n'avoir pas réussi (1). » Témoin les querelles des principaux chefs après l'affaire de Tarançon, — celles de Venegas et du duc del Infantado après Uclès, — celles de Castanos et de Palafox après Tudela, — celles de Blake et de Cuesta après Rio-Seco, etc., etc. Dès la fin de 1809, la guerre aurait cessé en Espagne, si les Anglais n'avaient eu les moyens et la volonté de la continuer.

Les forces insurrectionnelles auraient pu servir avec succès dans les postes fortifiés, et devenir ainsi d'utiles auxiliaires pour l'armée anglaise; mieux organisées, elles auraient même, à la longue, été propres à la guerre de campagne. Mais la sottise et la vanité des généraux indigènes ne permirent pas d'arriver à ce résultat. Il fallait à tout prix livrer des batailles, faire de grandes manœuvres, envelopper l'ennemi (2). On sait ce qui en advint. Napoléon d'abord, et ses généraux ensuite

(1) Toréno, t. II, p. 213.

(2) Envelopper l'armée française était le projet favori des généraux espagnols : preuve suffisante de leur profonde ignorance de l'art de la guerre.

écrasèrent l'un après l'autre tous les corps espagnols ; à la fin, ces corps durent céder le terrain aux Anglais pour la guerre de campagne, et aux guérillas pour la guerre de partisans. Rio-Seco, Somo-Sierra, Santa-Cruz, Tudela, Epinosa, Almonacid, Cardadeu, Uclès, Valls, Albacon, Gevora (1), Medellin (2), Ciudad-Real, Salinas, Puelo (3), Falces, Belchite (4) et plusieurs autres batailles, les unes désastreuses, les autres désastreuses et honteuses à la fois, sont des témoignages irrécusables de la faiblesse, disons le mot, de la nullité des armées régulières d'Espagne.

Ce jugement, quoique appuyé sur des faits, nous aurait paru trop sévère, s'il n'avait été confirmé par le témoignage de John Moore, de Wellington, de Napoléon, des généraux français et des officiers espagnols eux-mêmes.

« Toute la masse des forces insurrectionnelles, dit Napo-« léon (dans une note écrite le 30 août 1808) n'est pas capable « de battre 25,000 Français dans une position convenable. »

Plus explicite encore, Berthier écrivit à Joseph, le 31 janvier 1810 : « L'empereur considère qu'il n'y a de dangereux « en Espagne que les Anglais; le reste n'est que de la canaille « qui ne peut jamais tenir en campagne (5). »

---

(1) Bataille qui, au témoignage de Toréno, fut « ignominieusement » perdue. — T. IV, p. 22.

(2) A Medellin, les Espagnols se battirent bien au commencement de la journée; « mais à la fin, dit le comte Toréno, ce n'était plus qu'une multitude débandée » — T. II, p. 289.

(3) Au combat de Puelo, livré dans les Asturies le 19 mars 1811, 5,000 Espagnols se débandèrent, quand ils apprirent que leur chef, don Pedro de la Barsena, avait été blessé au talon. — Toréno, t. IV, p. 90.

(4) Voici un fait pris au hasard et qui ne paraîtra pas suspect, venant d'un des hommes les plus favorables à la cause espagnole.

Il s'agit de la bataille de Belchite. « Au bout d'un instant, dit le comte Toréno, l'éclat de deux ou trois obus, dont l'un était tombé au milieu d'un régiment, jeta l'épouvante dans une partie de nos troupes, intimida les autres, et il se répandit de rang en rang une terreur panique qui entraîna malgré eux jusqu'aux plus résolus. » — T. III, p. 24.

« A Almonacid, dit le même auteur, la cavalerie chargeait et la victoire semblait se prononcer de notre côté, lorsque l'officier qui la commandait, le vicomte de Zolina, homme d'une grande superstition, malgré son courage, eut son cheval tué ; il s'arrêta à l'instant même, prenant la mort de cet animal pour un avertissement. Cet acte puéril amena la déroute, qui fut un véritable *sauve qui peut*. » — T. III, p. 58.

(5) *Mémoires de Joseph*, t. IV, p. 86.

Le maréchal Marmont exprime en d'autres termes la même opinion : « Les armées espagnoles n'ont rien fait de bien nulle part, excepté dans la défense des places (1). »

« Une considération des plus graves, dit Wellington, c'est « la conduite constamment honteuse des Espagnols devant « l'ennemi. Nous n'entendons jamais parler en Angleterre de « leurs défaites et de leurs fautes, et, ici, des officiers espa- « gnols m'ont cité une vingtaine d'affaires du genre de celle « d'Arzobispo, dont on n'a, je crois, publié aucun détail. A « la bataille de Talavera, où les Espagnols n'ont presque pas « donné, des corps entiers ont jeté leurs armes et se sont « enfuis, bien qu'ils ne fussent ni attaqués ni menacés. Dans « leur fuite, ces lâches soldats ravageaient tout; ils pillaient « même les bagages de l'armée anglaise, bravement engagée « pour le soutien de leur cause (2). »

Vers la même époque : « Je ne vous conseille pas, écrivait « le duc à lord Castlereagh, de vous mêler aujourd'hui de « leurs opérations... Ce sont de vrais enfants dans l'art de la « guerre; ils ne savent qu'aller en avant, s'enfuir et se ras- « sembler de nouveau, comme dans l'état de nature (3). »

En 1812, rendant compte du mouvement offensif exécuté par Clausel après Salamanque, et du siége d'Astorga, entrepris par les Espagnols de Castanos : « Il est peu encoura- « geant, dit-il, de voir que la meilleure armée espagnole ne

---

(1) *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 86.

Voici, sur l'armée espagnole l'opinion du général anglais Picton : « The spaniards instead of being of any service to us in our operations, are a perfect dead weight, and do nothing but run away and plunder. We should do much better without these vapouring poltroon rascals, whose irregular conduct will indispose every one towards us... » *Letter to M. Marryat in H. B. Robinson's memoirs of Picton.*

(2) Cité par Napier, t. IV, p. 164. Dans sa *lettre* du 25 août 1809, *à lord Castlereagh*, Wellington dit que, le 27 au soir, 2,000 Espagnols se sauvèrent du champ de bataille, où cependant ils ne furent ni attaqués, ni menacés d'une attaque; qu'ils s'effrayèrent du bruit de leur propre feu (they were frightened only by the noise of their own fire), qu'ils laissèrent leurs armes et leurs accoutrements sur le terrain; que les officiers s'enfuirent avec les soldats, et que tous ensemble pillèrent les bagages de l'armée anglaise, qui avaient été envoyés sur les derrières.

(3) *Lettre* du 25 août 1809.

« peut pas même tenir tête aux débris des troupes battues « de Marmont ; — qu'en deux mois de temps et plus qu'elle « est devant Astorga, elle n'a pu ouvrir la brèche, et qu'il faut « encore et toujours que les troupes anglaises fassent tout ce « qu'il y a d'important à faire. »

« Les Espagnols, ajoute Napier, quoique arrivés à la cinquième année de la guerre de l'indépendance, étaient encore tels que John Moore les avait décrits : *sans armée, sans gouvernement, sans général* (1) ! »

Une partie de ces faits est confirmée par le témoignage des généraux espagnols eux-mêmes.

Le duc d'Albuquerque dit, sans la moindre périphrase, à propos de l'armée de Cuesta, avec laquelle il avait fait la campagne de 1809 :

« Dans nos marches, nous nous arrêtons pour reposer « comme un troupeau de moutons, sans prendre aucune po- « sition; puis, nous nous remettons en route comme des « pèlerins, sans faire aucune attention aux distances, à l'ordre « ou à la formation (2). »

Le général Blake avec la même franchise rendit compte, dans les termes suivants, de la confusion qui se manifesta à Belchite, après l'attaque de Suchet : « Un régiment céda sans « tirer un coup de fusil ; il fut suivi d'un second, puis d'un « troisième; tous s'enfuirent avant d'avoir déchargé un canon : « en quelques instants la position fut évacuée. Ainsi, généraux « et officiers, nous fûmes abandonnés sans pouvoir rallier un « noyau de troupes en état de faire quelque résistance ; j'eus « la mortification de voir l'armée se disperser devant un seul « corps français, et abandonnant ses bagages, jetant ses armes « et même ses habits ; nous ne pûmes profiter des points les

---

(1) T. IX, p. 319.
(2) Extrait d'une lettre citée par SHERER, t. I, p. 271.

« plus forts, car nous n'avions pas 200 hommes pour faire « tête à une attaque. »

La déroute des volontaires de la Romana, attaqués en 1809 par la cavalerie de Ney, fit dire à leur commandant : « Je ne sais en quoi consiste ce patriotisme si hautement « vanté : le moindre revers, le moindre échec abat les Espa- « gnols ; ils ne songent qu'à se sauver, au risque de sacrifier « la patrie et de compromettre leur général. »

Copons, dont l'armée agissait en Catalogne, avait un chef d'état-major nommé Cabanes, qui écrivait au général Murray, en 1813 : « Nous avons de bons soldats, mais sans disci- « pline ni subordination, manquant de vêtements, d'artille- « rie, de munitions, de magasins, d'argent et de moyens de « transport. »

Copons lui-même déclara que ses troupes étaient hors d'état de combattre en rase campagne (1).

Parmi les généraux français, il n'en est guère qu'un seul qui ait jugé favorablement les armées espagnoles ; c'est Gouvion Saint-Cyr ; mais l'opinion de ce maréchal, ennemi secret de l'empereur, et qui en outre cherchait à donner du relief à ses moindres actions en prodiguant des éloges à ses adversaires, doit être accepté avec défiance, et particulièrement dans le cas dont il s'agit.

Ce n'est pas, du reste, sur un fait isolé qu'il faut juger les volontaires espagnols, car s'ils commirent un grand nombre d'actions déplorables, honteuses, ils montrèrent aussi dans quelques circonstances une bravoure et une audace dignes des meilleurs soldats. Nous citerons notamment comme très-honorable pour eux, sous certains rapports, le combat d'Alcanitz (1809), soutenu avec avantage par le général Blake, contre une partie de l'armée de Suchet ; — celui qui préluda

(1) NAPIER, t. XI p. 15.

à la bataille d'Epinosa; — celui de Tudela, où ils firent preuve de beaucoup de courage, bien que battus par la faute de leurs généraux.

A Rio-Seco, à Almonacid, à Sagonte, à Medellin, les Espagnols se comportèrent bien au début, mais la fin ne répondit en aucune façon au commencement. Les troupes de Del Parque firent bonne contenance à Tamamès (1809), où elles repoussèrent une attaque du reste mal combinée du général Marchand; celles d'Areyzaga montrèrent à Ocana de l'élan, mais peu de fermeté (1). O'Donnel fit preuve de résolution et de talent à Margalef (1810), et son armée se comporta vaillamment. On doit citer encore avec éloge le combat livré en 1813 par les Espagnols, à Ordal, contre un détachement de l'armée de Suchet; celui de Castalla, où les Espagnols et les Anglais, conduits par George Murray, repoussèrent le duc d'Albuféra; enfin la plupart des rencontres qui eurent lieu dans l'intervalle des batailles de Salamanque et de Toulouse, sous l'impulsion immédiate de Wellington, et sous les yeux même de l'armée anglaise.

Toutefois ces actions isolées n'exercèrent aucune influence sur l'ensemble des opérations, et l'on ne peut véritablement appeler bonnes troupes celles qui se battent bien un jour, et se débandent le lendemain au premier coup de feu.

Dans les places fortes, la conduite des Espagnols fut tantôt d'une remarquable vigueur, et tantôt d'une mollesse excessive; on n'attribuerait jamais à la même nation les défenses de Saragosse et de Girone, et celles de Tarragone, de Valence (2), de Mont-Serrut, de Badajoz, de Tortose, de Peniscola, du fort San-Felipe et de Murviédro.

---

(1) La cavalerie et l'aile gauche se retirèrent sans avoir donné. Les Espagnols étaient d'ailleurs deux contre un dans cette bataille.

(2) Nous voulons parler dn siége de 1812 et non de celui de 1808. qui fut beaucoup plus honorable pour les Espagnols.

« A Tarragone, plusieurs colonels et autres officiers feignant d'être malades ou même ne

Les troupes portugaises qui, par leur solidité et leur bravoure, rivalisèrent à la fin de la guerre avec celles de l'armée britannique, n'auraient pas mieux valu que les contingents espagnols, si Wellington n'avait organisé, discipliné ces troupes et mis à leur tête des officiers anglais. Les premiers corps de volontaires portugais que le duc rencontra dans la Péninsule avaient, comme force agissante, la même valeur que les corps espagnols. Ainsi à Braga, l'explosion d'une seule pièce d'artillerie suffit pour mettre le désordre dans la petite armée de Freyre; elle se jeta à la débandade dans la ville, où elle commit des excès horribles. Freyre, accusé de trahison (ressource habituelle des soldats qui ont besoin de faire absoudre leur lâcheté), fut massacré dans les rues, au moment même où l'armée de Soult était en vue de la place.

Quant aux *ordenanzas* et aux milices portugaises, dont le général anglais se servit dans quelques-unes de ses expéditions, elles n'eurent jamais la moindre consistance. C'est ce qu'atteste notamment l'extrait suivant d'une lettre de Wellington à lord Liverpool : « Il y a encore avec nous divers « corps de milice, infanterie et artillerie, mais c'est à tort « que j'espérerais et que je ferais espérer à Votre Seigneurie « que nous pourrions retirer quelque avantage de leur assis« tance dans une opération offensive contre l'ennemi. (1) »

Si les circonstances avaient permis à Wellington d'organiser une armée régulière en Espagne (2), il aurait sans doute obtenu des résultats analogues à ceux que produisit l'armée portugaise; mais ni les soldats, ni les généraux, ni les autorités espagnoles, n'eussent souffert qu'un général

---

colorant leur lâcheté d'aucun prétexte, avaient quitté la ville, abandonnant le commandement des régiments ou des bataillons à leurs inférieurs » — NAPIER, t. VII, p. 110 et 115.

(1) *Lettre* du 3 novembre 1810.

(2) NAPIER affirme que le gouvernement anglais avait offert, dans les premières années, de prendre à sa solde des troupes espagnoles, mais que cette offre demeura sans effet, parce que la régence exigea 3 millions de livres sterling par an, outre les armes et l'habillement.

anglais mît de l'ordre et de la discipline dans leurs bandes irrégulières.

« Je suis tout à fait convaincu, dit Wellington, que les « officiers espagnols préféreraient se soumettre à la France « plutôt que de consentir à nous donner la moindre auto- « rité sur leurs troupes... Ils ne conviendront jamais d'ail- « leurs que nos officiers en savent plus qu'eux (1). »

Le gouvernement encourageait cette forfanterie, en exaltant à tout propos la valeur de ses troupes et l'importance de leurs services.

Le même reproche doit être adressé aux Cortès; cependant, vaincues à la fin par l'évidence, elles se décidèrent à offrir à Wellington le commandement en chef de leurs armées. Le général anglais, malgré sa répugnance plusieurs fois exprimée (2), accepta ce dangereux honneur.

C'était au moment où la campagne de 1812 allait s'ouvrir. Wellington employa le peu de temps qui lui restait à améliorer l'organisation et la discipline des troupes. Le succès qu'il obtint, en dépit des entraves de toute espèce que lui suscitèrent le gouvernement et les généraux espagnols, atteste que la résolution des Cortès, si elle avait été prise au début de la guerre, aurait produit d'immenses résultats. En effet, c'est seulement à partir de ce moment que nous voyons les troupes espagnoles montrer quelque opiniâtreté sur le champ de ba-

---

(1) *Despatches*, t. VIII, p. 237. Dans une autre *lettre*, t. VIII, p. 309, Wellington exprime l'opinion que les officiers anglais ne sont bons que pour autant qu'ils sont tenus sous une autorité sévère, et qu'à cause de cela ils n'auraient pas fait dans l'armée espagnole le bien qu'on en attendait. Enfin, dans une 3e *lettre* (t. IX p. 112), il avoue qu'alors même que pour parer à cet inconvénient on lui donnerait le commandement de l'armée espagnole, les officiers anglais, en prenant la place des nationaux, dégoûteraient ceux-ci et diminueraient l'enthousiasme contre la France, entretenu principalement par les officiers (qui craignaient de perdre leurs emplois sous le régime impérial.)

(2) « Je considère des troupes, qui n'ont ni pain, ni nourriture, ni discipline, comme dangereuses seulement pour leurs amis quand elles sont réunies en grandes masses. Jamais je ne commanderai volontairement des troupes qui ne peuvent et ne veulent obéir; et c'est pourquoi je ne désire pas la moindre autorité sur les troupes espagnoles. » — *Despatches*, t. IX, p. 112.

taille. A Salamanque, les corps d'Espana et de Julian Sanchez se conduisirent de façon à mériter une mention honorable dans le rapport du général en chef. A Vittoria, Hill se montra satisfait de l'appui qu'il avait reçu du général Morillo (1), et à Sauroren, Wellington loua hautement la conduite des régiments de del Principe et de Pravia (2). Dans la défense de San-Martial, la bravoure et la fermeté des Espagnols furent plus remarquables encore; le général en chef, dans son *Rapport* à lord Bathurst, les combla d'éloges (3). A l'occasion du passage de la Bidassoa, il leur témoigna de nouveau sa satisfaction dans les termes suivants (4) : « Les « troupes espagnoles sous les ordres de don Freyre, se sont « admirablement conduites. Elles ont tourné et enlevé les « retranchements de l'ennemi sur les collines avec beaucoup « d'habileté et de courage. » La division Morillo obtint une nouvelle mention honorable pour l'attaque de Helette (5). Enfin, quoique moins brillante, on peut encore citer avec éloge la conduite des corps espagnols à la bataille de Toulouse (6). Il ne faut pas oublier toutefois que, dans ces diverses circonstances, les Espagnols furent soutenus et encouragés par les troupes anglaises. Livrées à elles-mêmes, ou placées sous les ordres d'un commandant en chef espagnol, elles se seraient sans doute moins bien comportées.

L'insuffisance des armées nationales se trouvait aggravée encore par le défaut d'expérience et de talent de leurs géné-

---

(1) On lit dans le *Rapport* de Wellington sur la bataille de Vittoria : « Le lieutenant général Hill parle avec le plus grand éloge de la conduite du général Morillo et des troupes espagnoles sous ses ordres. »

(2) Voir sa *lettre* du 1er août 1813, *à lord Bathurst*.

(3) On lit dans ce *Rapport*, du 2 septembre 1813 : « La conduite des Espagnols dans cette circonstance a égalé celle des meilleures troupes que j'aie vues sur un champ de bataille. »

(4) *Rapport au comte Bathurst*, 9 octobre 1813.

(5) *Rapport au comte Bathurst*, 20 février 1814.

(6) Voir le *Rapport* du 12 avril 1814, *au comte Bathurst*.

raux. Si l'on en excepte Castanos, Reding, Albuquerque et la Romana, qui firent preuve d'une certaine habileté, tous les autres étaient, ou complétement nuls, ou propres seulement à la guerre de partisans (1). Ils n'exerçaient aucune influence sur leurs troupes et ne parvenaient pas même à s'entendre. Leurs divisions, plus encore que leur manque de talent, furent la cause des nombreux désastres qu'ils essuyèrent. Les querelles de Blake et de Cuesta amenèrent en grande partie la déroute de Rio-Seco (2), — les interminables discussions de Palafox et de Castanos aboutirent à l'échec de Tudela, — et la rivalité de Cartaojal et du duc d'Albuquerque exerça une influence décisive sur le résultat de la bataille de Ciudad-Real (3).

Wellington eut aussi plus d'une fois à se plaindre des effets de la zizanie et de l'ignorante présomption des chefs espagnols.

Dans la campagne de Talavera, Cuesta fut plutôt pour lui un embarras qu'un appui. Ce général ne comprenait ou ne voulait exécuter aucun ordre. Pour ne citer qu'un seul fait, l'abandon des défilés de Banos, qu'il avait promis de garder, permit à Soult de déboucher par Placencia sur le flanc de la ligne d'opérations de l'armée anglaise.

Tout aussi coupable fut la conduite de Jose de Imar, gouverneur de Badajoz, qui consentit à se rendre au moment où Wellington lui donnait avis que les secours étaient en marche. D'autre part, Mendizabal n'observa aucune des précautions qui lui avaient été indiquées pour couvrir la place, et Ballesteros, moitié par sa faute, moitié par celle de la junte, exécuta si mal le plan convenu, que Wellington fut obligé de

(1) On trouvera dans une note, à la fin de l'ouvrage, quelques détails biographiques de nature à faire apprécier la valeur de ces généraux.

(2) TORÉNO, t. I, p. 353.

(3) TORÉNO, t. II, p. 281.

détacher Beresford sur la Guadiana et de livrer avec une partie seulement de ses forces la bataille de Fuentès d'Onoro, où il faillit être battu.

A Barrosa, le général espagnol de la Pena laissa Graham exposé à tous les coups de Victor, quand il lui eût été si facile de venir à son secours et de repousser les Français (1).

Après Salamanque, le général d'Espana retira la garnison d'Alba de Tormès sans en informer lord Wellington, qui perdit ainsi l'occasion de couper la retraite aux deux tiers de l'armée de Clausel.

Enfin l'obstination de Morillo à ne pas sévir contre les pillards obligea le duc à renvoyer l'armée de ce général derrière les Pyrénées, et à livrer la bataille d'Orthez avec des forces insuffisantes.

Voilà comment les généraux indigènes vinrent en aide à l'armée anglaise, qu'ils affectaient cependant de traiter avec tant de hauteur (2). Le fait est que la guerre d'Espagne ne produisit pas un seul officier ni un seul homme d'État hors ligne (3) : « Rien, dit Napier, ne prouve mieux la nature hétérogène des sentiments et des intérêts des habitants de la Péninsule que ce dernier fait, qui ne saurait être attribué à

---

(1) Cette indigne conduite n'empêcha pas la régence de Cadix de conférer à de la Peña la grand'croix de Charles III, ni les Cortès d'honorer ce général d'une approbation publique, excessivement injurieuse pour Graham, qui seul avait fait son devoir, et de la manière la plus admirable. (Voir TORENO, t. IV, p. 36 et 37.)

(2) Nous ne citons que les faits principaux. Que serait-ce si nous voulions rappeler les petites tracasseries journalières! Blake refusant, après Albuera, de prêter des hommes à Beresford pour l'aider à transporter les blessés (NAPIER, t. II, p. 361); — les soldats de Cuesta pillant les bagages des Anglais, la veille de Talavera, — et Cuesta lui-même leur laissant dépouiller et massacrer les braves soldats de Wellington, couchés et mutilés sur le champ de bataille, et tant d'autres traits semblables.

(3) Wellington constate dans une de ses lettres, écrite en septembre 1812, que ses rapports avec le peuple espagnol, depuis le commencement de la révolution, ne lui avaient pas fait découvrir un seul homme capable, tandis qu'il en avait trouvé plusieurs parmi les Portugais. — NAPIER, t. IX, p. 327.

Voir également la *lettre* du 22 septembre 1809 où le duc écrit au marquis Wellesley: « L'Espagne manque réellement d'hommes d'une capacité même ordinaire qui prennent en « main les rênes du gouvernement. »

un manque de talent, car l'esprit du peuple espagnol est évidemment prompt, ardent et plein de vigueur. Mais il n'y avait aucun intérêt assez fort pour servir de lien entre tous, et dont un homme habile pût se prévaloir pour influencer de fortes masses. Les personnes douées de quelque sagacité virent tout d'abord que, semblable à un arbrisseau agité par la tempête et qui laisse voir à travers son épais feuillage quelques tiges divisées, la révolution espagnole n'offrait aucune prise à l'ambition d'un génie dominateur, s'il s'en trouvait de tels en Espagne. Il était clair que cette cause aurait le dessous, si l'Angleterre ne la soutenait pas. »

Les seuls hommes qui montrèrent du talent et de l'énergie furent les chefs des grandes guérillas, parmi lesquels il faut distinguer O'Donnel, Juan Martin, Rovera, Julian Sanchez, Mina et Longa (1). Les chefs des petites bandes n'étaient la plupart que des malfaiteurs ou des patriotes, remarquables seulement par leur férocité.

Le système de guerre appuyé sur ces bandes, système auquel les Espagnols se montrèrent toujours enclins, prit naissance en 1809, dans la zone comprise entre l'Èbre et la frontière française. On dit que la Romana fut le promoteur ou du moins le premier organisateur de ce système. Il s'étendit bientôt sur toute l'Espagne, grâce au mécontentement produit par le décret sur les gouvernements séparés, et par l'an-

---

(1) Julian Sanchez explorait la Vieille-Castille et le royaume de Léon ; — Longa, une partie de la Biscaie et le haut Aragon ; – Espoz-y-Mina, la Navarre et la route de Bayonne à Burgos, — Porlier et Barcena les Asturies, Montana et le royaume de Léon ; – Juan Martin, dit l'*Impecinado*, la Nouvelle-Castille ; — El-Pastor, la Castille. Les autres chefs plus ou moins célèbres sont : El-Medico, Francesquito, El-Manco, El-Cocerino, El-Capucino et l'Abuelo.

« Mina et Longa commandaient à des armées de 6,000 à 8,000 hommes avec l'habileté de tacticiens consommés. Favorisés par la configuration du terrain et par les connaissances locales qu'ils avaient d'un pays aussi accidenté, ces chefs firent quelquefois pendant des mois entiers, pour tromper la poursuite de plusieurs corps français, des manœuvres que n'auraient peut-être pas désavouées les généraux les plus célèbres. » *Victoires et conquêtes*, t. XXI, p. 163.

nonce du prochain morcellement du territoire. Le ministère anglais se montra de prime abord favorable à l'organisation des partisans, et il l'encouragea de tous ses moyens, parce qu'elle était moins dispendieuse que le système des troupes nationales réglées, et peut-être aussi parce que les partisans, conduits par les prêtres et les nobles, étaient plus franchement opposés au régime impérial, dont la bourgeoisie, avec ses idées démocratiques, aurait fini par s'arranger beaucoup mieux que de l'ancien régime théocratique.

Wellington ne partageait pas cet enthousiasme pour les guérillas, parce qu'il ne voyait de garantie que dans une force régulièrement organisée, disciplinée, entretenue, et qu'il répugnait par caractère à l'emploi des moyens barbares auxquels ces bandes avaient recours, et qui seuls, du reste, pouvaient les rendre utiles à l'insurrection. Il s'en servit néanmoins dans certaines circonstances comme pis aller; mais jamais il ne combina ses opérations de manière à rendre leur concours décisif.

Au surplus, tous les partisans n'étaient pas des citoyens animés du noble désir de venger la patrie; un grand nombre n'avaient d'autre but que de piller leurs compatriotes et de vivre à la façon des brigands. Ceux-là étaient la terreur des villes et des campagnes. Ils faisaient plus de mal aux Espagnols qu'aux Français; aussi n'était-il pas rare de voir les paysans se joindre aux colonnes mobiles de l'ennemi pour leur donner la chasse. Le colonel Jones affirme qu'en 1812, Wellington reçut de nombreuses adresses de la part des habitants, réclamant l'appui de la cavalerie anglaise « pour délivrer le pays des bandes de guérillas, dont ils représentaient les exigences comme plus vexatoires que celles des Français (3). » Sydenham, témoin des excès de tout genre

(3) T. II, p. 45.

mis par les bandes armées qui entrèrent dans Burgos à
ıite de l'armée de Wellington, n'hésite pas à dire « que
guérillas ne valaient pas mieux que les Tartares et les
ıques de la Kischack ou que les hordes zagataies. » Na-
porte sur ces troupes un jugement non moins sévère, et
cependant n'a rien d'exagéré : « Le système des guérillas,
l, fatiguait les Français, mais sans les affamer, tandis
fatiguait le peuple et le faisait mourir de faim. La plu-
de ces chefs de bande, outre le pillage auquel ils se
ient, massacraient les prisonniers et les traînards, pour
retomber la colère des Français sur un village ou un
ict dont ils avaient à tirer vengeance, au sujet de préten-
affronts ou de simples querelles (1). »

u reste, les guérillas étaient bien moins nombreux qu'on
roit généralement. Leur effectif ne s'est jamais élevé à
de 30,000 hommes (2), parmi lesquels un tiers de déser-
s anglais et français. Cet effectif suivait les oscillations
esprit public : quand Wellington battait en retraite, les
illas disparaissaient; quand il remportait une victoire,
ouvelles bandes se formaient.

près Salamanque et surtout en 1813, l'organisation des
les reprit faveur. Celles de la Navarre et de la Biscaye
out devinrent nombreuses et disciplinées. « L'esprit pu-
dans ces provinces, changea à tel point, que les pères
yèrent leurs fils se joindre aux bandes qui jusque alors
ent été composées uniquement de voleurs et de déser-
s (3). »

e ne sont donc pas les guérillas qui ont fait les succès de
lington, mais bien les succès de Wellington qui ont déve-

. IX, p. 36.
APIER, t. VII, p. 68. En 1809, il y en eut un moment 50,000 (voir SHERER, tome I
74.)
APIER, t. X, p. 184.

loppé la force et l'importance des guérillas. Au surplus, dans les campagnes de 1813 et de 1814, alors que les partisans avaient le plus de force et d'importance, leur rôle se bornait à la défense des postes et des défilés (1).

Les guérillas de la Biscaye, de la Navarre, de l'Aragon et de la Catalogne, bien qu'au nombre de plus de 30,000 hommes aguerris, souvent commandés par des chefs courageux et entreprenants, n'ont jamais forcé l'ennemi à déployer contre eux un effectif supérieur à la moitié de leurs propres forces; ils ne sont jamais parvenus à battre complétement une seule division française; ils n'ont entravé aucune opération importante, et à l'exception du coup de main de Figuières, ils ne se sont signalés par aucun exploit susceptible d'exercer une grande influence sur les opérations principales (2).

Les partidas auraient été promptement exterminés, si les Français, pressés par les bataillons de lord Wellington, n'avaient été obligés de se tenir réunis en grandes masses. Tel est le secret de la constance espagnole.

Il résulte des considérations qui précèdent que le succès de la guerre d'Espagne doit être attribué à des causes multiples: au génie militaire de Wellington, à la bravoure de l'armée anglo-portugaise, aux immenses sacrifices que la Grande-

---

(1) Voir la *lettre de Wellington* du 25 juillet 1813, *au comte Bathurst.*

(2) « On a trop vanté ces partisans, dit Jones. Quand ils agirent avec les Anglais en France, ils montrèrent moins de fermeté que les corps réguliers des Espagnols. Les officiers anglais furent bien étonnés de voir souvent les bandes si vantées de Mina et de Longa tourner le os à des troupes françaises inférieures en nombre. »—T. II, p. 251.

Bretagne s'imposa pendant la durée de cette guerre (1), à la constance, à la fermeté, à la résignation des Espagnols, aux fautes commises par Napoléon et par ses maréchaux, enfin à des circonstances accidentelles, favorables aux alliés, désastreuses pour la France.

Parmi ces dernières, nous citerons la déclaration de guerre de l'Autriche, qui força l'empereur à quitter l'Espagne, au moment même où les affaires prenaient une tournure favorable à ses desseins; — la cérémonie du mariage, qui empêcha le souverain de commander en personne la troisième expédition du Portugal; — enfin la rupture de la France avec la Russie, qui nécessita le rappel des meilleures troupes de la Péninsule.

Le désastre de Moscou et les embarras politiques auxquels ce désastre donna lieu exercèrent également une influence salutaire sur les opérations des alliés en Espagne, car l'intention plusieurs fois annoncée de l'empereur était de terminer *par un coup de foudre* cette longue et funeste guerre, aussitôt qu'il aurait mis fin à ses démêlés avec Alexandre.

« Si la Russie, dit Napier, dut en quelque sorte son salut à la lutte qui se poursuivait en Espagne, il n'est pas douteux, d'un autre côté, que le sort de la Péninsule ne fut, en retour, décidé dans les plaines de la Russie (2). »

Nous ne rappellerons pas toutes les fautes commises par les généraux français : elles se trouvent exposées dans le corps de cet ouvrage. Il nous suffira de citer comme ayant exercé une influence plus décisive que les autres :

1° L'invasion de l'Andalousie, qui, rendant immobile une grande partie de l'armée française, empêcha Soult de soutenir

---

(1) Il suffit pour avoir une idée de ces sacrifices de se rappeler que l'Angleterre dépensa pour son armée et sa flotte, de 1793 à 1815, 928 millions de livres sterling, et que sa dette nationale s'éleva, dans la même période, de 16 millions de livres sterling à près de 800 millions!

(2) T. X, p. 49.

efficacement l'armée de Portugal dans l'expédition contre Lisbonne, et de venir en aide au roi après la bataille de Salamanque;

2° Le défaut d'entente et de résolution des corps de Victor, de Ney, de Mortier et de Soult, avant et après la bataille de Talavera. Poussées avec intelligence et vigueur, les opérations de l'armée française, dans le cours de cette campagne, auraient amené la destruction des forces ennemies;

3° Le défaut de vigilance de Marmont, qui laissa prendre Ciudad-Rodrigo sans faire aucune tentative pour délivrer cette place importante;

4° Les ordres contradictoires et presque toujours inexécutables donnés par Napoléon au duc de Raguse, à la fin de 1811 et au commencement de 1812. Ces ordres contribuèrent à la perte de Badajoz, et, jusqu'à un certain point, à la perte de la bataille de Salamanque (1);

5° L'hésitation de Soult, qui, en 1812, pouvant écraser Wellington dans une marche de flanc, exécutée aux Arapiles, lui laissa le temps de gagner Ciudad-Rodrigo;

6° Enfin, le mauvais vouloir de Suchet, qui s'obstina, malgré les vives et pressantes sollicitations du duc de Dalmatie, à garder ses troupes dans la Catalogne, où elles n'avaient aucun but essentiel à remplir, tandis qu'il aurait pu, en appuyant son collègue avec 32,000 hommes disponibles, empêcher les alliés de franchir les Pyrénées.

Cette énumération serait incomplète, si nous ne faisions connaître ici les graves reproches que le penseur et l'homme d'État sont en droit de faire à Napoléon.

Sa première faute, ou sa principale erreur, fut d'avoir mal jugé le peuple espagnol, et de s'être imaginé qu'avec

---

(1) Le 4e volume des *Mémoires de Marmont* (publié depuis que notre *Relation de la campagne de 1812* a paru) jette une vive lumière sur ce point.

une poignée de soldats, il le courberait sous son joug (1).

Une fois cette illusion détruite par les troubles de Madrid et l'insurrection des provinces, il eut le tort de ne pas envoyer dans la Péninsule une masse imposante de ces vétérans aux moustaches grises, au teint basané, au front sillonné de rides et de cicatrices, qui avaient vaincu à Austerlitz, à Iéna et à Friedland les meilleurs soldats de l'Europe. La première impression est souvent décisive, et l'appareil de la force impose quelquefois plus que la force même. Cette vérité morale, que le général Bonaparte avait si habilement exploitée en Égypte par ses discours et ses actions théâtrales, il la dédaigna complétement dans la Péninsule, en montrant aux Espagnols et aux Portugais des régiments de jeunes soldats épuisés par les fatigues et les privations. Ce spectacle fit une impression forte et durable sur les habitants de la Péninsule, qui avaient eu jusque-là une toute autre idée des légions de César. Il leur inspira une confiance exagérée, et peut-être contribua à l'organisation si prompte et si générale du mouvement insurrectionnel (2).

Une autre faute de l'empereur fut d'avoir appliqué à la guerre d'Espagne le système généralement suivi en France depuis 1789, et qui consiste à *nourrir la guerre par la guerre.* Ce système, excellent pour une armée qui traverse un pays,

---

(1) Napoléon, causant un jour avec M. de Hervas, bon Espagnol, et depuis connu sous le nom de marquis d'Almenara, lui dit : « Avec 30,000 hommes, je ferais, si je voulais, la conquête de l'Espagne. » — « Vous vous trompez, lui répondit Hervas : s'il est question de soumettre le gouvernement espagnol, les 30,000 hommes sont inutiles; une lettre de vous et un courrier suffisent ; si c'est la nation que vous voulez soumettre, 300,000 hommes ne vous suffiront pas... » L'avenir a prouvé que l'Espagnol avait dit vrai. (*Mémoires du duc de Raguse*, tome IV, page 6.)

(2) Le roi Joseph avait prévu ce résultat. Nous voyons en effet dans sa correspondance que, dès le 5 août 1808, il avait écrit à son frère : « Ce sont surtout de vieilles troupes qu'il faut : les insurgés volontaires se mesurent avec nos conscrits. » Mais l'empereur avait ces insurgés en si grand mépris, qu'il ne les appelait que du nom de *canaille*, et qu'il ne cessait de prédire leur anéantissement complet. Ainsi, le 27 août, après la réception de la lettre mentionnée ci-dessus, il écrivit à Joseph : « Avant le mois de janvier, vous aurez 100,000 hommes, et, dans toute l'Espagne, il n'y aura plus un village insurgé ! »

Joseph ne le crut point et le résultat lui a donné complétement raison.

ou n'y fait qu'un séjour momentané, est détestable lorsqu'il s'agit de soumettre une contrée où la résistance peut prendre le caractère d'une lutte nationale. Si Napoléon, au lieu de piller et de dévaster l'Espagne pour nourrir ses soldats, avait traité les populations avec douceur et justice ; s'il avait eu soin de payer exactement la nourriture et en général tous les objets nécessaires à son armée; s'il s'était uniquement déclaré l'ennemi des Anglais et si, au début de la guerre, il avait dirigé des forces imposantes sur le Tage pour occuper Lisbonne, il est probable que l'insurrection eût été promptement réduite, si tant est qu'elle eût jamais éclaté. Une fois maître du Portugal, il aurait été facile ensuite à Napoléon de tenir les Anglais à l'écart, et d'agir sur l'Espagne avec toute l'autorité que donne une position forte et l'ascendant moral d'un premier succès.

Mais l'empereur suivit une marche toute différente. Il envoya en Portugal une armée trop faible pour résister à 16,000 Anglais ; puis il dirigea sur l'Espagne diverses colonnes qui tantôt s'emparèrent des villes fortifiées par des moyens que la loyauté réprouve, et tantôt concoururent sous les dehors d'une bienveillance affectée à l'exécution de projets hostiles, dont les chefs eux-mêmes devaient ignorer le but et la portée (1). A cette agression cauteleuse et fourbe vinrent se joindre bientôt les scènes de violence et les actes de brigandage de toute espèce que nécessitait le mode de subsistance de l'armée. Enfin, pour ôter aux crédules Espagnols leurs dernières illusions, le chef de l'armée française soutint ouvertement l'infâme Godoy; et, s'immisçant dans les querelles de la cour, flattant les uns, menaçant les autres, les trompant tous, il finit par attirer la famille royale à Bayonne, où, pesant de toute son autorité sur un prince imbécile et sur

(1) On se rappelle que Murat ne connut les intentions de l'empereur que lorsqu'il était déjà depuis quelque temps à Madrid.

un roi dégradé, il obtint du premier une renonciation, et du second une abdication, dont la conséquence fut de placer la couronne de Charles-Quint sur le front de Joseph !

Ce prince faible et sans expérience devint ainsi, par le seul fait de sa parenté avec le héros du siècle, roi des Espagnes, puis commandant en chef des armées impériales dans la Péninsule !...

La résistance, dès ce moment, prit un caractère décidé. Dupont succomba à Baylen, Junot fut obligé d'évacuer le Portugal, et les Anglais s'établirent sur le flanc des lignes d'opérations françaises.

Les troupes, dont on avait été si avare au commencement, se ruèrent alors en foule sur la Péninsule.

Pour les nourrir, il fallut les éparpiller, occuper à la fois la Catalogne, l'Aragon, la Murcie, la Castille, le royaume de Léon, la Biscaye, la Navarre et enfin l'Andalousie : faute immense, mais inévitable avec le système impérial (1), et à laquelle, d'ailleurs, Napoléon fut poussé par Joseph, toujours avide d'étendre sa domination sur de nouveaux États, et par Soult, qui brûlait du désir de faire oublier l'insuccès de sa campagne de Portugal (2). Dans cette situation, les corps de l'armée française ressemblèrent, en quelque sorte, à des brigades de gendarmerie, occupées à surveiller la rentrée des

(1) Voici en quels termes ce système fut jugé par un des meilleurs généraux de l'armée française dans la Péninsule. Le 6 juin 1811, Bessières écrivait à Berthier : « On fait illusion à « l'empereur. Ce n'est plus d'une bataille contre les Anglais que dépend la pacification de la « Péninsule . . . L'esprit du pays est affreux . . . tout le monde connait le mode vicieux de « nos opérations ; tout le monde convient que nous sommes trop disséminés. Nous occupons « trop de pays ; nous usons nos moyens sans profit et sans nécessité ; nous tenons à des rêves. « Cadix et Badajoz engloutissent toutes nos ressources. »

(2) On a vu ailleurs les raisons qui nous portent à faire remonter jusqu'à Napoléon la responsabilité de l'expédition de l'Andalousie. Notre impartialité nous fait un devoir cependant de dire que Joseph revendiqua cette responsabilité pour lui seul. Le 29 août 1834, il écrivit à la duchesse d'Abrantès : « C'est moi, et moi seul, qui ai assumé la responsabilité de la campagne d'Andalousie, et qui l'ai voulue ; le maréchal Soult ne la voulait pas. » (*Mémoires de Joseph*, t. X.) Cette lettre du roi donne un démenti à l'assertion malveillante du duc de Raguse, qui prétend (t. IV, p. 16 de ses *Mémoires*) que Soult conseilla à Joseph l'expédition d'Andalousie « dans l'intérêt de son avenir. »

impôts, et à faire respecter l'autorité du roi. Les chefs de ces corps, indépendants les uns des autres, finirent par se soustraire à l'autorité du roi. Uniquement occupés d'intérêts locaux, ils perdaient de vue l'intérêt général. Tous regardaient leur commandement comme le plus important, et voulaient régler en conséquence les opérations des autres; tous voulaient commander, aucun n'entendait obéir : c'était l'anarchie des intérêts et des amours-propres froissés. Sous l'influence de ce régime, les grandes opérations exigeant le concours de plusieurs corps devinrent impossibles; toutes celles qu'on entreprit échouèrent, faute d'entente et d'unité dans le commandement. En outre, comme l'armée française vivait des produits du sol, il fallut presque toujours attendre la maturité des céréales pour entrer en campagne. C'est ce qui arriva notamment à l'armée de Marmont, laquelle, faute de vivres, ne put entamer la lutte en temps opportun, et finit par être écrasée à Salamanque.

Le système de nourrir la guerre par la guerre eut une autre conséquence fâcheuse : ce fut de rebuter l'armée par des fatigues et des dangers continuels, d'affaiblir l'autorité et la discipline par de funestes habitudes de pillage. Souvent la moitié d'un corps devait aller à la maraude, et cela dans un moment où le reste pouvait être attaqué d'un instant à l'autre. Misère, faiblesse, désordre, anarchie, tels furent et tels devaient être les résultats de ce système. Nous avons sous les yeux une lettre importante du commandant en chef de l'armée de Portugal, adressée au duc de Feltre, le 27 décembre 1812. Après avoir énuméré la misère de ses soldats, le général Reille disait en propres termes : « Les officiers sont dans un état plus « malheureux encore; ils ne peuvent se procurer les effets de « première nécessité, tels qu'habillement et chaussure. Obli- « gés souvent de vivre de ce que prend le soldat, la discipline « se relâche, et il est presque impossible que le bon ordre « s'accorde avec un tel état de besoin. »

Le maréchal Marmont, témoin des mêmes calamités, écrivait au prince de Neufchâtel (1) : « Le système des réquisitions, qui laisse un arbitraire immense et qui est subversif de tout ordre, est tout à fait impraticable à la longue, lorsqu'une armée est stationnaire; car, comme les réquisitions nécessitent toujours l'emploi de la force, elles ne peuvent se faire qu'à petite distance, et alors la totalité des ressources d'un pays est bientôt épuisée. Il en résulte l'impossibilité de vivre, à moins d'une dispersion totale de l'armée, et l'armée n'est plus en état d'agir. Indépendamment de cela, ce système, en faisant naître beaucoup de désordres, entraîne presque toujours une double consommation. C'est par suite de ce système que les provinces de Salamanque et de l'Estramadure sont ravagées et que les deux tiers de ces pays sont incultes. Si, au contraire, on paye tout, on a sans violence et sans l'emploi de la force des moyens de subsistance suffisants, et l'empereur n'y perd rien, puisqu'on peut établir des impôts en conséquence; car en supposant que la charge fût trop forte, elle serait au moins plus supportable, puisque tout le monde y contribuerait, tandis que par les réquisitions, elle est soutenue par un petit nombre d'individus. C'est ainsi que l'Andalousie est dans un ordre parfait, parce que, depuis un an, le système des réquisitions y a cessé. »

Sous l'influence de ce système funeste, les armées d'Espagne, quand leurs cantonnements étaient épuisés, devaient changer de place et « opérer absolument comme un berger qui change son troupeau de pâturage, quand il a dévoré l'espace qu'il a parcouru pendant quelque temps (2). »

Il était d'ailleurs peu logique d'introduire le système des

---

(1) Le 21 juin 1811.
(2) *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 311.

réquisitions forcées dans un pays que l'on voulait rattacher à la France par des liens solides et durables. Ce n'est pas en dévastant une contrée qu'on se la rend favorable, et ce n'est pas en donnant chaque jour aux habitants le spectacle du pillage, des violences et des excès de tout genre, inséparables de ce mode de subsistance, qu'on parvient à ramener la paix et la concorde dans des provinces agitées.

Il ne suffisait pas d'envoyer Joseph au milieu d'une grande pompe à Madrid, et d'annoncer emphatiquement aux Espagnols qu'on voulait couper court à tous les abus et régénérer l'Espagne à l'aide de la constitution de Bayonne ; il fallait commencer par donner soi-même l'exemple du respect des propriétés et des individus, au lieu de chercher à se raffermir par des actes de représailles et d'intimidation. C'était un mauvais moyen de faire accepter et réussir un nouveau roi, que de lui donner pour escorte des centaines de mille hommes transformés en pillards par la force des choses, et malgré qu'ils en eussent.

Il fallait aussi ne pas violer cette constitution que l'on avait fait jurer aux autres, et, après avoir promis le maintien de l'intégrité du territoire, ne pas annoncer hautement (comme on le fit en 1810) l'intention d'incorporer à la France toute la rive gauche de l'Èbre.

L'institution des gouvernements séparés, dont nous avons fait ressortir tous les vices, fut un premier pas vers la réalisation de cette menace; elle exaspéra le peuple sur le point de se calmer, donna une nouvelle impulsion aux bandes de guérillas, et plaça le roi dans la position la plus fausse et la plus humiliante. Ce fut incontestablement une des grandes fautes de l'empereur : faute militaire et faute politique tout à la fois.

Mais la plus grande de ses erreurs, nous ne saurions trop le répéter, celle qui donna en quelque sorte naissance à toutes les autres, fut d'avoir entrepris la guerre d'Espagne

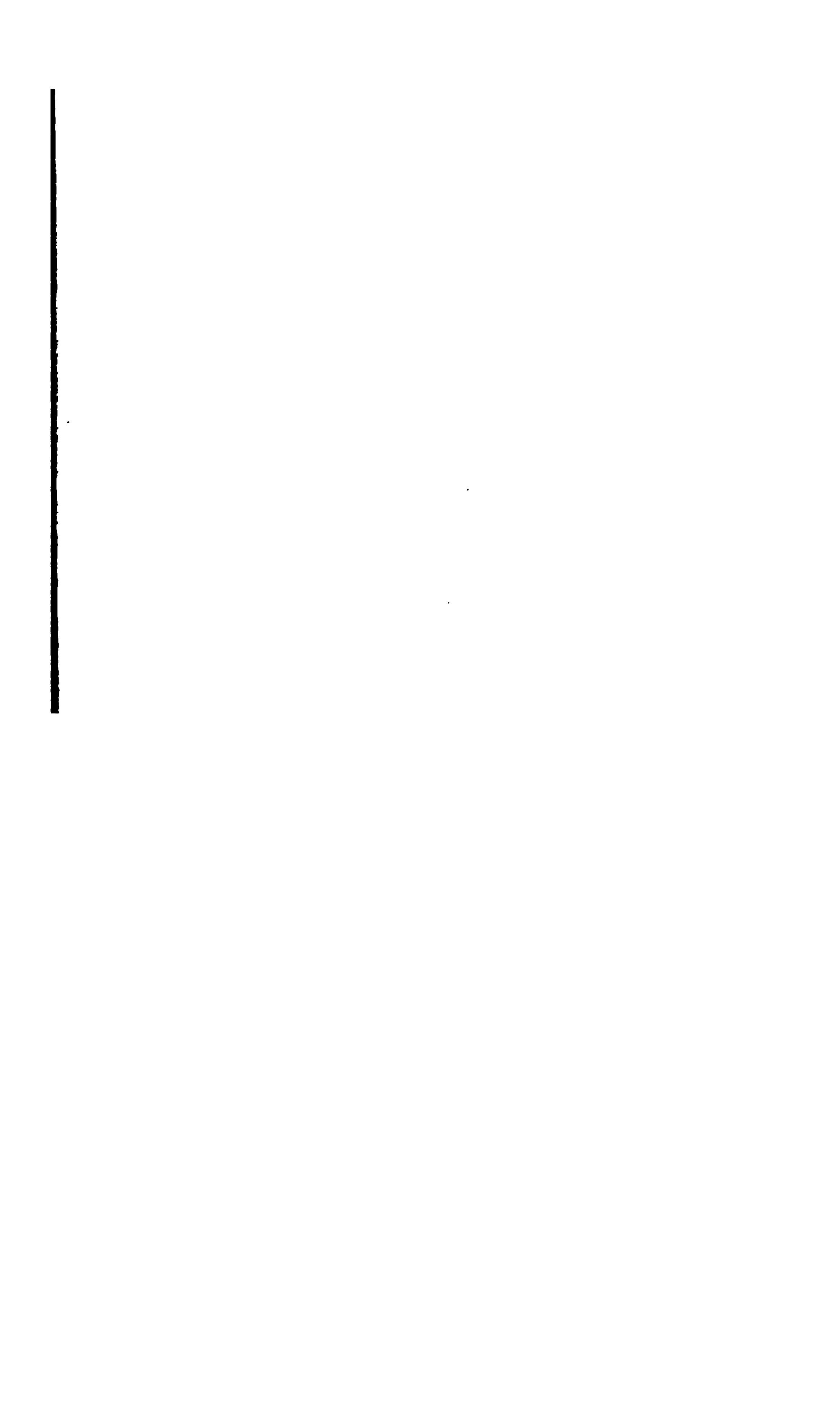
à une époque où la France avait ses meilleures troupes engagées en Italie et en Allemagne, et d'avoir, dans un moment où il aurait fallu amoindrir, isoler l'Angleterre, transformé en alliés de cette puissance tous les peuples maritimes, froissés, humiliés, ruinés par le blocus continental.

Les faits et les circonstances que nous venons de rappeler ont sans doute rendu la tâche de Wellington plus facile. Néanmoins, pour réussir dans de pareilles conditions, il ne lui suffit pas d'être, comme on l'a dit si souvent, *un général heureux*. Ce n'est pas le bonheur qui fait qu'on profite des bévues des autres et des chances favorables qui se présentent ! Napoléon, à qui l'on n'a jamais contesté le titre de premier capitaine du monde, qu'a-t-il fait en Italie, en Égypte, en Allemagne, en Prusse, dans toutes ses campagnes mémorables, sinon battre des généraux qui firent des fautes et profiter des avantages que lui offrait la fortune? Mais c'est précisément le propre des génies supérieurs dans la guerre comme dans la politique, comme en toute chose, de saisir le côté faible des hommes et le côté avantageux des événements. Voilà ce que fit Wellington en Espagne et à Waterloo. S'il réussit moins bien que Napoléon n'eût fait dans la même position (ce qui est encore douteux), on ne peut pas du moins lui refuser l'honneur d'avoir fait mieux, dans les circonstances où il fut placé, que ne firent les généraux qu'il eut à combattre. L'envie et le dénigrement ne lui arracheront pas cette gloire, et l'avenir impartial dira qu'il fut le premier capitaine de l'Angleterre et le second de son siècle.

CHAPITRE XV.

CAMPAGNE DE 1815.

WATERLOO.



CHAPITRE XV.

SOMMAIRE :

Wellington représente l'Angleterre dans les conseils des alliés à Paris. — Il se rend à Madrid et de là, par la France, en Angleterre. — Brillante réception que lui fait le Parlement. — Enthousiasme du peuple. — Récompenses nationales. — Le duc est envoyé dans les Pays-Bas pour étudier le système de défense de cette contrée. — Il jette à Paris les bases d'un arrangement pour l'abolition de la traite des nègres. — Il remplace lord Castlereagh au congrès de Vienne. — Napoléon quitte l'île d'Elbe. — Sa marche triomphale sur Paris. — Préparatifs des alliés. — Ouverture de la campagne. — Batailles de Ligny et des Quatre-Bras. — Waterloo. — Observations critiques sur les mouvements des armées belligérantes. — Examen des fautes reprochées par Napoléon à Blücher et à Wellington. — Retraite de l'armée française. — Marche des alliés sur Paris. — Conduite généreuse de Wellington à l'égard du peuple français. — Sages conseils qu'il fait prévaloir. — Abdication de Napoléon. — Entrée des alliés à Paris. — Avénement de Louis XVIII. — Traité de Paix. — Occupation du territoire français par 150,000 alliés. — Wellington nommé commandant en chef de cette armée. — Il retourne en Angleterre où les plus grands honneurs lui sont rendus.

Le rôle politique de Wellington, après les événements de 1814, devint aussi important que l'avait été jusque-là son rôle militaire. Les cabinets étrangers demandaient ses conseils ou les recevaient avec déférence. Plus rien d'important ne se faisait sans sa coopération.

Quatre jours après son départ de l'armée, il fut envoyé à

Paris comme ambassadeur de la Grande-Bretagne, chargé de concourir aux mesures que réclamait la dissolution de l'empire français; mais à peine investi de ces nouvelles fonctions, il dut se rendre en toute hâte à Madrid (1) pour aplanir les difficultés survenues entre la nation espagnole et son nouveau souverain. La correspondance du duc prouve qu'il était peu satisfait des mesures réactionnaires prises à l'égard des membres libéraux des Cortès, ainsi que de l'hésitation que témoignait Ferdinand à donner aux Espagnols la constitution qu'il leur avait promise par son décret du 4 mai. Ses démarches pour obtenir cette concession nécessaire au bonheur de la nation espagnole, restèrent infructueuses; mais il eut la satisfaction d'atteindre le but principal de son voyage, en empêchant la guerre civile d'éclater (2).

Pendant son séjour à Madrid, Wellington donna d'excellents conseils au ministre de la guerre pour la réorganisation de l'armée nationale (3). Il s'employa très-activement aussi pour engager Ferdinand, dont les sympathies étaient acquises aux Bourbons de France, à conclure une alliance étroite avec la Grande-Bretagne (4). Enfin, la veille de son départ, il adressa au roi un mémoire que don Miguel de Alava remit au duc de San-Carlos, « mémoire très-remarquable, dit un his-« torien espagnol (5), et plein d'excellents conseils de to-« lérance et de bonne administration. Mais ceux qui ne « voulurent point écouter ces conseils, Wellington présent,

---

(1) Voir sa *lettre* du 9 mai, *au comte de Liverpool*, où il dit : « Je me propose d'aller à Madrid pour engager tous les partis à être plus modérés, à adopter une constitution plus facile dans la pratique et à contribuer à la paix et au bonheur de la nation. »

Wellington arriva à Paris, le 4 mai, à Toulouse le 13, et à Madrid le 24. Il quitta cette dernière ville le 5 juin.

(2) Voir sa *lettre* du 25 mai, *à Charles Stuart*.

(3) Voir sa *lettre* du 2 juin, *au ministre de la guerre*.

(4) Voir le *Memorandum* adressé par le duc *au roi Ferdinand*.

(5) Comte TORENO, t. V, p. 494.

« le voudraient encore moins en son absence, et lorsqu'il
« serait déjà loin. Le memorandum fut donc enfoui dans les
« cartons des secrétaires comme chose de nulle valeur. »

Wellington à son retour de Madrid s'arrêta quelques jours à Bordeaux, où il prit congé de sa brave armée, dans un ordre du jour très-simple et très-digne (1). Il chargea lord Dalhousie de tous les arrangements relatifs à l'embarquement des troupes, et se rendit ensuite à Douvres, où il arriva le 23.

Des milliers de curieux, avertis de son retour, s'étaient portés sur ce point et lui firent une réception des plus enthousiastes (2). Sa présence à Londres produisit une sensation immense. Pendant plusieurs jours, il fut l'objet de toutes sortes de manifestations populaires, auxquelles voulurent s'associer les grands corps de l'État et les princes alliés réunis en ce moment dans la capitale de la Grande-Bretagne (3).

Le 28 juin, une cérémonie imposante eut lieu pour la réception du duc à la Chambre des Pairs (4). « Vos exploits il-
« lustres, dit le lord chancelier, ont attaché l'immortalité au
« nom de Wellington et porté la gloire du pays à une hauteur
« sans exemple dans les annales de ce royaume...... Ils ont
« eu pour résultat final d'assurer la paix, la prospérité et la
« gloire de la Grande-Bretagne, tandis que, d'un autre côté,
« l'exemple de Votre Grâce a excité les autres nations de
« l'Europe à faire de grands efforts pour se soustraire à la
« tyrannie et recouvrer leur indépendance. »

Le duc, visiblement ému et comme intimidé par ces éloges

---

(1) *Ordre* du 14 juin.

(2) Voir l'*Annual register* 1814 et STOCQUELER, t. 1, p. 342.

(3) Les hôtes illustres de la Grande-Bretagne étaient alors : l'empereur de Russie, le roi de Prusse, quelques proches parents de ces souverains, le prince d'Orange, le chef des cosaques Platoff et le maréchal Blücher, qui partageait avec Wellington les honneurs de la popularité.

(4) Les honneurs de la pairie avaient été conférés en même temps aux meilleurs généraux de Wellington : Hope, Graham, Cotton, Hill et Beresford.

fit au lord chancelier une courte réponse, empreinte de ce caractère de simplicité modeste qui distingue tous les écrits et toutes les actions de l'illustre général : « Quelque grandes, « dit-il, qu'aient été les difficultés contre lesquelles j'ai eu à « lutter, les moyens de combattre ont été suffisants pour sur- « monter ces difficultés, et je crains, à cause de cela, de ne « pas mériter votre faveur autant que je le souhaiterais. Mais « si mon mérite n'est pas grand, ma reconnaissance est sans « bornes, etc...... »

La femme du duc de Wellington et sa vieille mère, qui assistaient à cette mémorable séance, eurent peine à cacher leur émotion. Quelle mère, quelle épouse n'eussent pas été attendries au magnifique spectacle d'un peuple décernant de pareils honneurs à l'objet d'une si vive et si légitime affection (1) !

Le prince régent, ne voulant pas rester au-dessous de l'enthousiasme général, conféra au libérateur de la Péninsule le titre de duc et marquis du Royaume-Uni, et les Chambres des Lords et des Communes, pour le mettre à même de soutenir dignement ce titre, lui votèrent *à l'unanimité* une somme de 500 mille livres sterling. Non contentes de cette manifestation, les Communes résolurent de lui donner la plus haute marque de respect et d'approbation qu'un citoyen puisse obtenir. Elles lui adressèrent des félicitations, et envoyèrent une députation pour le congratuler sur son retour en Angleterre (2).

Wellington ayant manifesté le désir de répondre en personne à la Chambre, celle-ci le reçut en audience solennelle le 1er juillet (3). A son entrée, tous les membres, en grand

---

(1) Voir, pour les détails de cette cérémonie, l'*Annual register* et les *Annals of Parliament*.

(2) Cette motion, faite le 27 juin par lord Castlereagh, avait été votée à l'unanimité.

(3) Voir les détails dans l'ouvrage de SOUTHEY, t. VI, p. 466.

costume, se levèrent en poussant des hourras énergiques. Un fauteuil avait été placé pour lui à côté du président. Quand les députés se furent rassis, le duc se leva. Il remercia l'assemblée des efforts prodigieux qu'elle avait faits pour soutenir la guerre; et comme à la Chambre des Lords, il as- « socia *ses braves amis les généraux et sa vaillante armée* » au triomphe que lui décernait en ce moment la nation, par l'organe de ses mandataires. Le président se leva ensuite et, dans un discours chaleureux, fit l'éloge des travaux et surtout du caractère de Wellington. « On ne peut, dit-il, assez admirer « cet esprit généreux et sublime, qui inspirait une confiance « sans bornes aux soldats et leur apprenait qu'un jour de « bataille était pour eux un jour de victoire; ce courage « moral et cette force patiente qui, dans les temps périlleux, « alors que l'obscurité et le doute accablaient les esprits « ordinaires, demeuraient inébranlables; et enfin cet ascen- « dant de caractère qui, unissant l'énergie de nations rivales « et jalouses, dirigeait à son gré le destin et la fortune de « puissants États. »

Après ce discours, les membres des Communes se levèrent de nouveau, et l'huissier reconduisit le duc jusqu'à la porte.

Le 9 juillet, le conseil communal de Londres offrit à Wellington un banquet splendide, à la fin duquel on remit à l'illustre capitaine une épée renfermée dans une boite d'or.

Les temps étaient bien changés! Ce même conseil, si enthousiaste maintenant, avait fait en 1810 une démarche auprès du roi pour priver le vainqueur de Talavera de la récompense due à ses services et à ses talents militaires...

Pendant son séjour en Angleterre, toutes les fois que Wellington se montrait en public, les rues se remplissaient de monde sur son passage, les fenêtres se garnissaient de figures animées, les gamins se huchaient sur les toits, et les mères

élevaient leurs jeunes fils sur les bras pour leur faire voir l'homme que tout le pays admirait (1).

Wellington se montra touché et reconnaissant de ces ovations, mais n'en fut point ébloui; son caractère simple et réservé le mettait à l'abri des atteintes de l'orgueil et des hallucinations de l'amour-propre. C'est le guerrier le moins vain et le moins théâtral qui ait jamais existé.

Après quelques semaines de séjour en Angleterre, Wellington se rendit dans les Pays-Bas afin d'arrêter les bases du système de défense de ce pays (2). On lui avait adjoint les colonels Pasley, Chapman et Carmichaël Smyth. Il parcourut avec eux la frontière belge depuis Ostende jusqu'à Dinant. A la suite de cette reconnaissance, faite dans les premiers jours du mois d'août, le duc se rendit à Paris, d'où il adressa, le 22 septembre, à lord Bathurst, un mémoire très-étendu, qui a servi de point de départ à l'établissement des forteresses méridionales des Pays-Bas.

Ce mémoire toutefois n'est pas ce que le général anglais a fait de mieux. Il consacre le principe de la dissémination des forces, connu sous le nom de *système de cordon*. On ne dirait pas qu'il émane du stratégiste qui avait si admirablement défendu le Portugal par la concentration des troupes alliées sur Lisbonne.

En arrivant à Paris (le 24 août), Wellington se mit en rapport avec le prince de Bénévent pour jeter les bases d'une convention, entre la France et l'Angleterre, au sujet de la traite des nègres.

---

(1) SHERER, t. II, p. 344.
(2) Il quitta Londres le 8 août; le 24, il fut présenté en audience solennelle à Louis XVIII.

L'opinion en Angleterre s'était fortement prononcée contre ce trafic abominable (1), que Wilberforce avait si souvent et si énergiquement flétri dans le Parlement.

En France, il y avait beaucoup moins d'enthousiasme pour la cause des noirs, parce qu'on attribuait les intentions philanthropiques de la Grande-Bretagne à une certaine jalousie commerciale et à son désir de garder le monopole des denrées coloniales (2). Louis XVIII se montra aussi très-réservé sur cette question (3); en conséquence, Wellington ne put obtenir qu'une partie de ce que son gouvernement désirait (4).

Le duc resta à Paris jusqu'à la fin de janvier 1815. A cette époque, il reçut l'ordre d'aller remplacer, au congrès de Vienne, lord Castlereagh, appelé en Angleterre pour l'ouverture du Parlement (5).

Wellington accepta avec plaisir cette mission, qui l'éloignait d'une ville où le sentiment général était hostile à la Grande-Bretagne (6).

Les travaux des plénipotentiaires, bien que commencés

---

(1) *Lettre de Wellington à son frère Henri*, Londres, 20 juillet 1814. Voir aussi sa *lettre* du 4 août, *au duc de San Carlos*, où il dit « que toute l'Europe commençait à voir la traite des « nègres avec horreur. »

(2) Paris, 31 août 1814, *à Ch. Villiers*, et 8 octobre, *à Wilberforce*.

(3) Voir la *lettre* du 15 septembre, *de Wellington à Wilberforce*.

(4) La question au reste devait être traitée à fond par ce congrès de Vienne ; mais le congrès fut dissous avant d'avoir donné satisfaction aux abolitionnistes.

En 1823, au congrès de Vérone, ils revinrent de nouveau à la charge, sans obtenir plus de résultat. « C'était une chose singulière, dit Châteaubriand, que la persévérance du cabinet de Saint-James à introduire dans tous les congrès, au milieu des questions les plus vives et des intérêts les plus actuels, cette question de la traite des noirs, incidente et éloignée. L'Angleterre avait peur que le commerce auquel elle avait renoncé à regr t ne tombât entre les mains d'une autre nation ; elle voulut forcer la France, l'Espagne, le Portugal, la Hollande à changer subitement le régime de leurs colonies, sans s'embarrasser si ces États étaient arrivés au degré de préparation morale où l'on pouvait donner la liberté aux nègres, en abandonnant à la grâce de Dieu la propriété et la vie des blancs. » *Congrès de Vérone*, t. I, p. 78.

(5) Il arriva à Vienne le 5 février.

(6) STOCQUELER, t. I, p. 359.

depuis le mois d'octobre, étaient encore peu avancés. Wellington y prit une part active, et se fit remarquer par sa modération non moins que par la sûreté de son jugement.

Le duc trouva, dans les notes qu'on lui avait remises, un mémoire de l'amiral Martin sur la nécessité de détruire les bassins d'Anvers. Jugeant cette mesure inutile et de nature à compromettre la bonne réputation de l'Angleterre dans les Pays-Bas, il écrivit à Castlereagh (1) pour savoir ce que pensait le gouvernement. On convint d'en référer à la *commission des rivières,* qui, peu de temps après, fit un rapport dont les conclusions étaient favorables à la ville d'Anvers. Peut-être que, sans l'intervention du duc, le congrès se serait arrêté à une solution toute différente. La Belgique gardera un souvenir reconnaissant de ce précieux service rendu à son commerce maritime.

Le congrès était sur le point de terminer ses travaux quand, le 7 mars, Wellington reçut avis de lord Burgherst que Napoléon avait quitté l'ile d'Elbe (2).

Cette nouvelle, arrivée le même jour au prince Metternich par la voie de Livourne, jeta les souverains et les diplomates alliés dans la plus grande perplexité. Le lendemain, une autre dépêche annonça que Bonaparte était débarqué en France et marchait sur Paris. Personne ne douta plus dès lors que les armées fidèles de Louis XVIII ne parvinssent à réprimer la folle tentative de *l'échappé de l'île d'Elbe.*

Les choses cependant prirent une toute autre tournure.

Avec un millier de braves seulement, Napoléon avait touché la terre de France, où l'appelaient les vœux du peuple et

(1) Le 3 mai 1815.
(2) *Lettre de Wellington à Castlereagh,* 12 mars 1815.

de l'armée. Labédoyère était venu se jeter dans ses bras à Grenoble, et le maréchal Ney, au mépris de ses devoirs et de sa parole, entraîné par l'élan irrésistible de sa troupe et dominé lui-même par un sentiment dont il ne se rendait pas compte, avait livré à son ancien maître les clefs de l'importante ville de Lyon. Depuis cette ville jusqu'à Paris, la marche de Napoléon ne fut qu'une suite de triomphes. Il entra dans sa capitale le 20 au soir, et remonta sur le trône sans avoir versé une goutte de sang. Les Bourbons avaient mis sa tête à prix, et un sous-préfet, nommé Buguet, se vanta publiquement, dans une brochure écrite en 1816, d'avoir été choisi par M. de Blacas pour assassiner l'usurpateur. Misérables moyens employés par tous les gouvernements qui sentent leur faiblesse et leur impopularité. Il suffit au prisonnier de l'île d'Elbe de se montrer pour reconquérir le trône et l'armée, et telle fut la rapidité avec laquelle s'opéra cette merveilleuse révolution, que Louis XVIII eut à peine le temps de se réfugier en Belgique.

La France n'aurait pas abandonné ainsi le roi qu'elle avait reçu naguère avec transport, si ce roi et sa cour avaient su oublier et pardonner. Mais au lieu de tenir compte au règne précédent de ses travaux utiles et de sa gloire noblement acquise, ils poursuivirent d'une haine stupide des hommes dont le seul tort à leurs yeux était d'avoir servi avec courage et fidélité la *cause de l'usurpateur.*

Il n'y a pas d'humiliation que les braves soldats de l'empire ne dussent essuyer. En rentrant dans Paris, l'épée teinte du sang des alliés, ils virent la capitale de la France prodiguer à leurs ennemis l'encens de la bassesse et de la flatterie. Les maisons étaient pavoisées, les cloches mises en branle, et les balcons garnis de curieux comme aux jours de fête et de triomphe.

Quelques femmes, la honte de leur sexe, se jetèrent publiquement dans les bras des cosaques; les salons et les bou-

doirs eurent de gracieuses attentions pour les vainqueurs titrés ; les théâtres et les lieux publics accueillirent les généraux alliés par des applaudissements ; l'Institut lui-même alla féliciter Alexandre et lui porter le tribut « de son amour et de son admiration. » Des barbares auraient eu plus de pudeur !... Et comme s'il ne suffisait point que la cour et le gouvernement montrassent de viles complaisances pour les souverains alliés, que les hautes classes de la société accueillissent avec transport les ennemis de la France, que les Fontane, les Séguier, les Lacretelle, les Garat, les Villemain fissent assaut de bassesses, que la garde nationale de Paris donnât une épée d'or et un banquet au général Sacken ; il fallut encore, pour surcroît de honte, qu'à la tourbe des intrigants et des adorateurs de la puissance, on vît se mêler les Berthier, les Augereau, les Soult, les Marmont, les Victor, les Suchet, les Oudinot, les ducs de Trévise et les princes d'Essling, tous ces noms glorieux que l'armée avait confondus si longtemps dans le même respect et la même admiration.

Cette absence de caractère et de dignité exaspérait les patriotes et surtout les militaires. En revanche, elle servait admirablement les desseins de la cour, dont l'unique préoccupation était de ravaler ce qui avait fait la force et la gloire du régime précédent. L'armée devint l'objet de ses premières persécutions. Insensiblement on la réduisit à 140, à 100, puis à 80,000 hommes ; la marine descendit au niveau de celle de la Hollande et de la Suède ; les places fortes ne furent plus entretenues ; les arsenaux, les dépôts de remonte, les établissements de l'armée et de la flotte périclitèrent ; et le roi, n'osant confier sa garde à des soldats français, s'entoura de régiments suisses. Les braves et vigoureux officiers de l'empire furent mis à la demi-solde, et remplacés par de jeunes officiers sans titres, ou de vieux gentilshommes dont le seul mérite était d'avoir émigré. Le comte d'Artois réintégra de son propre mouvement des hommes destitués comme

lâches ou ineptes sous le régime précédent. Le général Dupont, si tristement célèbre par la capitulation de Baylen, devint ministre de la guerre; les Laborie et les Bourienne obtinrent les premières faveurs de la restauration, et, chose véritablement honteuse, la famille de George Cadoudal reçut des lettres de noblesse! On introduisit dans les rangs de l'armée les fauteurs de tous les partis qu'elle avait détestés et combattus. La Légion d'honneur fut avilie par des choix indignes et par une scandaleuse prodigalité. On remplaça, sur toutes les croix, l'effigie de l'empereur par celle de Henri IV, et pour humilier davantage encore les vieux serviteurs on nomma l'abbé de Pradt *grand chancelier!* On eut même la pensée de supprimer la Légion d'honneur comme ordre militaire, et de rendre à l'ordre de Saint-Louis sa splendeur primitive. Mais on recula devant cette énormité comme devant le projet de réduire de 800 le nombre des orphelines de la Légion d'honneur réunies aux Barbeaux et aux Loges. On essaya aussi, mais sans succès, de rendre les écoles militaires accessibles seulement aux fils des généraux et des officiers supérieurs, afin d'en exclure ceux des pauvres militaires qui avaient servi l'empire avec le plus de fidélité et de désintéressement.

Cette haine aveugle de tout ce qu'avait créé, protégé, glorifié le régime précédent se révélait dans les moindres actions du pouvoir. Ce n'était rien pour lui d'avoir transformé la cocarde tricolore en emblème factieux, d'avoir changé les numéros illustres des régiments, d'avoir substitué des drapeaux vierges aux aigles déchirées d'Austerlitz et de Borodino, d'avoir condamné les vieux officiers à un état voisin de la misère, et pris à leur égard une foule de mesures vexatoires; ce n'était rien d'avoir avili la Légion d'honneur, d'avoir voulu chasser de leurs asiles les orphelines de la bravoure française, et d'avoir essayé de proscrire le fils du peuple des écoles créées pour lui; ce n'était rien d'avoir frappé l'ar-

mée dans ses sentiments les plus chers et d'avoir tari la source de sa grandeur et de sa force, en supprimant la conscription : il fallut encore expulser de l'hôtel consacré à la vieillesse et aux souffrances militaires, une foule de soldats mutilés sur les divers champs de bataille de l'Europe. Oui, la restauration poussa l'indignité au point de renvoyer 2,500 invalides, les uns sans pensions, parce qu'ils étaient nés sur les territoires enlevés à la France, et les autres avec des pensions illusoires, quoiqu'ils appartinssent à l'élite de l'armée française.

A toutes ces infamies venaient se joindre de petites vexations qui entretenaient la haine des militaires et des patriotes contre le régime nouveau. A la cour, les nobles de l'empire étaient proscrits comme indignes ; les femmes mêmes des maréchaux ralliés s'y trouvaient en butte aux sarcasmes des vieux gentilshommes et des marquises de l'ancien régime. On obligea les soldats à fréquenter la messe et le confessionnal; on leur fit des *théories* sur le catéchisme, et on introduisit dans les régiments des aumôniers avec le titre de *premier capitaine*. On poussa même l'exagération du prosélytisme jusqu'à donner une somme d'argent pour la conversion de chaque militaire.

La police, si sévère dans la répression de tout ce qui portait atteinte à la légitimité, autorisait et encourageait la publication de libelles et de caricatures ignobles contre Napoléon et la grande armée. Les *brigands* et *l'usurpateur* étaient joués chaque jour, dans des farces bouffonnes, sur les théâtres du boulevard. Le peuple goûtait peu ces parodies ; l'armée en était exaspérée ; la cour et les légitimistes seuls y applaudissaient.

Mais le moment approchait où toutes ces fautes et toutes ces bravades allaient être châtiées. La partie virile de la nation, aigrie par les mesures réactionnaires de Louis XVIII, par sa loi sur l'observation du dimanche, par sa tentative

de supprimer la Cour de cassation, par son idée fixe de spolier les détenteurs des biens nationaux dans l'intérêt des nobles et des prêtres; par les vues étroites et la bigoterie de ses conseillers ne cherchait qu'une occasion pour se soulever. A Paris, dans la province, à la cour même, on disait : *cela ne peut pas durer*. La France était à bout de patience et de résignation. Les injustices et les outrages du pouvoir l'avaient à tel point surexcitée, qu'elle se fût insurgée quelques jours plus tard, si l'arrivée de Napoléon n'était venue mettre le feu aux poudres.

Le gouvernement et les politiques à courte vue dont il s'était entouré, ne se rendirent pas bien compte de l'influence que cette situation devait exercer. De là cette extrême imprévoyance qui leur fit dédaigner les avertissements des personnes les plus dévouées. De Beauchamp (1) affirme que, dès le mois d'août 1814, la police avait arrêté des émissaires de l'île d'Elbe, porteurs de papiers indiquant que Bonaparte avait le projet de rentrer en France. Mais le gouvernement s'obstina à regarder ces indices et d'autres qui se manifestèrent successivement comme des alarmes vaines et ridicules, propres seulement à faire dévier le char de l'État.

En novembre, il ne fut plus possible de nier que Napoléon songeât à faire une tentative pour ressaisir le pouvoir; mais les ministres, persuadés qu'il n'oserait rien entreprendre pendant la réunion du congrès, furent d'avis que l'usurpateur attendrait la fin de cette assemblée pour prendre la route de Naples, soulever l'Italie et le Piémont, et rentrer en France par le Dauphiné (2). Ils pensèrent, du reste, qu'il serait facile de prévenir une tentative de ce genre par les moyens de surveillance que la police avait organisés.

---

(1) T. III, p. 58.
(2) De Beauchamp, t. III, p. 107.

Ce fut à cette époque que les ministres de France et d'Espagne s'adressèrent au congrès pour demander l'éloignement de l'empereur. Les conjurés ayant, dit-on, eu connaissance de cette demande (1), engagèrent vivement leur chef à hâter l'exécution de son projet. Il est certain qu'on distribua à Grenoble des lettres de Paris annonçant l'expulsion des Bourbons pour le 1er mars.

Tous ces indices ne purent émouvoir le gouvernement, qui se croyait sûr de l'armée et du peuple. Les apparences devaient jusqu'à un certain point le confirmer dans cette opinion, car les principaux agents de l'autorité faisaient assaut de servilité, et les autres, désirant le triomphe des conspirateurs, cachaient ce qui aurait pu donner l'éveil.

La sécurité des ministres ne les abandonna pas même lorsqu'ils apprirent le retour de l'empereur. Ils en furent presque joyeux, s'imaginant que Bonaparte venait se jeter dans la gueule du loup. M. de Blacas traita l'entreprise de folie, et la cour la ridiculisa (2). Le roi, s'adressant aux ambassadeurs, dit en souriant : « Rassurez vos souverains sur ce qui se passe ici ; le repos de l'Europe ne sera pas plus troublé que celui de la France. »

Ordre fut donné de *courir sus* à Napoléon, « formule des anciennes lois qui montre, dit Châteaubriand, la portée des hommes de cette époque (3). » Soult qui, en 1814, s'était écrié devant les magistrats de Toulouse : « On nous menace des « Bourbons, eh bien, j'irai plutôt me faire chef de brigands

---

(1) On prétend que Napoléon fut directement informé de la demande des ambassadeurs de France et d'Espagne par la voie de Vienne, probablement par son fils adoptif.

(2) Le gouvernement publia, dans une note du 7 mars, les absurdités que voici : « Le lâche guerrier de Fontainebleau .. s'expose à mourir de la mort des héros ; Dieu permettra qu'il meure de la mort des traîtres. La terre de France l'a rejeté ; la terre de France le dévorera ! »

(3) « Louis XVIII, sans jambes, *courir sus* le conquérant qui enjambait la terre... *Courir sus* en 1815 ! *Courir sus* et *sus* qui ? *Sus* un loup ? *sus* un chef de brigands ? *sus* un seigneur félon ? Non, *sus* Napoléon, qui avait *couru sus* les rois, les avait saisis et marqués pour jamais à l'épaule de son N ineffaçable. » — *Mém. d'Outre-Tombe*, t. VI.

« dans les montagnes de Cahors, que de me soumettre à de « tels princes (1); » ce même maréchal, apprenant l'arrivée de son ancien maître, fit un ordre du jour où, après avoir qualifié la tentative de *cet homme* (il ne daigne pas même le nommer!) *un dernier acte de démence*, il félicita l'armée d'avoir à sa tête, pour écraser l'*usurpateur*, le comte d'Artois, *ce modèle des chevaliers français*. . . . .

. . . « Bonaparte, disait encore le duc de Dalmatie, « nous méprise assez pour croire que nous pourrions aban- « donner un souverain légitime et bien-aimé pour partager « le sort d'un homme qui n'est plus qu'un aventurier. Il le « croit, l'insensé ! et son dernier acte de démence achève de « le faire connaître (2)...... »

Le maréchal Ney alla plus loin dans cette voie déplorable:

« Partez, lui avait dit le roi, je compte sur votre fidélité « et sur votre dévouement. » Et le maréchal, en s'inclinant, avait promis « de ramener l'usurpateur dans une cage de fer (3). »

Toutes ces forfanteries, inspirées par un dévouement factice, et colportées par les gens de la cour, aboutirent à la plus humiliante déception. *Le modèle des chevaliers français*, envoyé à Lyon pour rallier les troupes du Midi, fut obligé de quitter la ville suivi d'un seul gendarme (4), la duchesse

---

(1) DE BEAUCHAMPS, t. III, p. 98.

(2) *Ordre du jour* du 8 mars.

Bien que la conduite du maréchal Soult dans cette circonstance fût inexplicable, nous ne voulons pas, par notre silence, confirmer l'opinion de quelques historiens, qui prétendent que le duc de Dalmatie fut complice de Napoléon; qu'il poussa la violence à l'extrême pour provoquer une réaction; qu'il plaça sur la route de Napoléon les corps et les chefs les plus dévoués à l'usurpateur, etc., etc.

Nous croyons que Soult servit loyalement, quoique très-maladroitement, la cause des Bourbons, jusqu'à ce que les débats de la Chambre des députés, au sujet de la révolte de d'Erlon et de Lefebvre-Desnouettes, l'obligeassent à donner sa démission. Il fut, à la vérité, dénoncé dans cette séance comme *traître;* mais on ne peut pas, dans de pareils moments, demander la justice aux passions déchaînées.

(3) Ces paroles avouées par le maréchal lui-même, dans sa déposition devant la Cour des Pairs, furent prononcées le 7 mars.

(4) « Ce gendarme fut décoré dans la suite par Napoléon. » *Histoire de la Restauration*, par CAPEFIGUE, t. II, p. 268.

d'Angoulême, en essayant de haranguer les vieux soldats de Napoléon, ne provoqua que des railleries tant à son adresse qu'à l'adresse des Bourbons; enfin, le brave Ney, d'abord exaspéré contre Napoléon, puis cédant à la funeste contagion de l'exemple, donna pendant quelques jours le spectacle de la plus honteuse versatilité. A Bourg, parlant de Bonaparte, il avait dit : « *Cet homme* ne peut exister sur la même terre avec moi. Si mes soldats ne faisaient pas leur devoir, je l'appellerais en duel; c'est à moi de le tuer (1); » et, à Lons-le-Saulnier, s'adressant au préfet : « Que voulez-vous que je fasse? dit-il. Je ne puis arrêter l'eau de la mer avec la main. » Le lendemain, Ney forma ses troupes en carré sur la place pour leur donner lecture d'une proclamation que les émissaires de Bonaparte lui avaient présentée, et que les soldats accueillirent avec enthousiasme. A la suite de cette défection (explicable peut-être si elle s'était produite à la vue de l'empereur), le prince de la Moskowa rédigea un ordre du jour débutant ainsi : « *Soldats, la cause des Bourbons est à jamais perdue* (2)..... »

Paris connaissait par de vagues rumeurs ces défections et les progrès rapides de l'empereur; mais le gouvernement essaya de lui donner le change, en faisant proclamer à chaque instant que Bonaparte et sa *bande* étaient dispersés dans les montagnes : « Il entre en France comme un aventurier, disait-on, côtoyant les frontières, évitant les regards et courant chercher des renforts que lui amène la défection. » Moins crédule et plus pénétrant que son entourage, le roi jugea l'un des premiers que l'entreprise était conçue de sang-froid, préparée longtemps d'avance, et fondée sur la garantie

(1) De Beauchamp, t. III, p. 234.

(2) Il résulte de la déposition de Bourmont, de Lecourbe, des préfets de l'Ain, du Jura et du Doubs, que Ney, au moment de sa défection, avoua connaître la conspiration depuis trois mois. Cette circonstance ajoute encore à l'odieux de la conduite du maréchal.

que l'armée ferait défection. Cette pensée lui laissa peu d'espoir; néanmoins, pour frapper un grand coup, il se rendit, le 16 mars, au sein de la Chambre, fesant un appel au dévouement de tous, et promettant de mourir *pour la défense du peuple* (1). On répétait en ce moment autour de lui cet autre mot, dit en présence des maréchaux au début de son règne : « Si jamais on nous forçait à tirer l'épée, tout gout-« teux que je suis, je marcherais avec vous. » Inutiles protestations. La France n'était plus à lui; elle volait au-devant d'un autre défenseur! L'empereur se présenta le 20, suivi d'une faible escorte, et la cour, qui avait promis de mourir à son poste, fut trop heureuse de gagner Lille et la frontière belge sans être inquiétée (2).

Telle est en peu de mots l'histoire de cette prompte restauration, où quelques historiens n'ont vu que l'effet d'une révolte organisée par une armée « furieuse d'être à la demi-solde (3). »

Napoléon, instruit par ce qui venait d'arriver, essaya de gouverner la France avec des moyens opposés à ceux qu'avait employés la restauration. Au lieu de s'abandonner au ressentiment légitime que devaient lui inspirer tant de lâchetés et de trahisons accomplies sous ses yeux, il oublia tout et se montra magnanime même envers ceux qui avaient dirigé contre lui le poignard de l'assassin (4). Le duc d'Angoulême,

---

(1) Le roi dit textuellement dans cette séance : « Pourrais-je, à soixante ans, mieux termi-« ner ma carrière qu'en mourant pour la défense de mon peuple. »

(2) Quelques légitimistes ont blâmé cette fuite. Sa Majesté, d'après eux, aurait dû se retirer sur la Rochelle, alors sous les ordres du brave général Rivaud. Cette place en effet, située entre les loyaux Bordelais et les fidèles Vendéens, eût été un excellent point de ralliement des royalistes et des troupes fidèles. Mais Louis XVIII, craignant la guerre civile, préféra devoir son salut à la guerre étrangère.

(3) Castlereagh dit en propres termes à la Chambre des Communes : « Le rétablissement de Napoléon n'est en réalité que l'acte d'une armée corrompue, mécontente d'être réduite à la demi-solde. » Lord Granville, aussi inconvenant dans son langage, appela l'armée française « une soldatesque accoutumée à la rapine. »

(4) La principale mesure de rigueur qu'il prit fut de mettre sous séquestre les biens de quatorze individus, auteurs de la première restauration ou négociateurs du congrès de

pris les armes à la main, put regagner librement la terre de l'exil.

En quittant l'île d'Elbe, Napoléon avait chargé Murat d'envoyer de sa part à Vienne l'engagement d'adhérer aux traités de Paris, avec la promesse de ne plus s'occuper désormais que du bonheur intérieur de la France (1). Cette démarche et celles qu'il fit faire par Marie-Louise (2), par son frère Joseph, par le prince Eugène, par la reine Hortense et par la grande-duchesse de Bade auraient pu avoir quelque résultat, si le congrès avait été dissous, comme il le pensait, d'après un avis reçu au moment de son départ de l'île d'Elbe; mais communiquées à une réunion de souverains unis par de vieilles rancunes et des liens encore récents, ses propositions devaient nécessairement échouer. L'amour-propre s'irrita, et les intérêts divisés se rapprochèrent spontanément. La déclaration du 13 mars, rédigée en termes violents, mit l'*usurpateur* au ban des nations et ferma la porte à tout arrangement (3). Ce fut comme une barrière d'airain élevée entre la France et l'Europe. Castlereagh, chargé d'attiser le feu, s'exprima sur le compte de Napoléon avec une violence extrême : « Le retour de cet homme en France, dit-il, au

---

Vienne, et de décréter la mise en jugement de ces personnes comme suspectes de trahison. Ce décret, au surplus, qu'aucun ministre n'avait voulu contresigner, demeura sans effet.

Quant à l'abolition de la noblesse, la suppression des titres féodaux, la mise sous séquestre des émigrés rentrés depuis le 1er janvier 1814 et la destitution des officiers admis dans l'armée française depuis le 1er avril, ces mesures étaient tellement dans la nécessité de la situation, qu'on ne peut pas leur donner le caractère d'actes de représailles ou de vengeance.

(1) D'accord avec cet engagement, Napoléon dit quelque temps après à son armée : « Nous « devons oublier que nous avons été les maîtres des nations, mais nous ne devons pas « souffrir qu'on se mêle de nos affaires. »

(2) Marie-Louise avait fait une tentative pour rejoindre Napoléon en France. Le 19 mars, à 11 heures du soir, tout était préparé pour la fuite de l'ex-impératrice et du roi de Rome. Mais une des femmes du château ayant eu vent de la chose, l'entreprise échoua avant l'exécution. La présence du roi de Rome à Paris aurait donné une grande force à l'empereur, surtout dans la crise qui suivit la déroute de Waterloo.

(3) L'authenticité de cette *déclaration* fut longtemps révoquée en doute. On pourrait en effet douter que l'Europe eût formé une coalition contre un homme, car ce fait était sans précédent dans les annales du monde.

mépris de tous ses engagements (1), est une véritable insulte faite à l'Europe, insulte qui surpasse tout ce qui a été fait par les gouvernements révolutionnaires qui l'ont précédé, quelque vils et dégradés qu'ils fussent... »

Les politiques les plus éclairés, et de ce nombre était Fouché, virent dès lors que tout espoir de maintenir la dynastie impériale était perdu, et que, pour sauver la nation, il ne fallait qu'abandonner un homme. Napoléon se flatta néanmoins que les alliés reviendraient à d'autres sentiments quand ils seraient instruits de la rapidité de son triomphe et de ses intentions pacifiques (2). Mais cette lueur d'espoir s'évanouit par la brusque attaque de Murat contre l'Autriche. On croyait d'ailleurs généralement parmi les alliés que Napoléon ne cherchait qu'à gagner du temps, et que fût-il sincère, il lui serait impossible de maintenir les traités de Paris, dont l'impopularité avait été l'une des causes de la chute des Bourbons (3).

La guerre était donc une conséquence fatale de la nouvelle restauration. On s'y prépara des deux côtés avec une égale ardeur. Tandis que Napoléon consacrait seize heures par jour à la réorganisation des troupes et du matériel, Haxo

---

(1) Lord Grey, dans cette même séance, contesta aux alliés le droit de déclarer la guerre à Napoléon, faisant observer que si Napoleon avait violé le traité de Fontainebleau, les alliés l'avaient violé avant lui : « Ses pensions, dit-il, n'ont jamais été payées, ses propriétés ont été confisquées ; les droits de son fils ont été compromis en le privant des duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla. »

(2) Caulincourt offrit, au nom de son maître, l'exacte observation du traité de 1814 et le respect absolu de toutes les stipulations du congrès de Vienne... Napoléon lui-même écrivit, le 4 avril, des lettres autographes aux souverains alliés. Dans ces lettres, où l'empereur représente son retour comme l'ouvrage d'une *irrésistible puissance*, on remarque entre autre le passage suivant : « Le principe inviolable de ma politique sera le respect le plus « absolu pour l'indépendance des autres nations... Après avoir présenté au monde le spec- « tacle de grands combats, il sera plus doux de ne connaître désormais d'autre rivalité que « celle des avantages de la paix, d'autre lutte que la lutte sainte de la félicité des peuples. »

On trouva généralement que Napoléon, après avoir violé le traité de Fontainebleau, n'était pas dans des conditions à proposer aux souverains de se fier à lui pour l'observation du traité de Paris.

(3) Castlereagh dit à la Chambre des Communes : « Nous sommes autorisés à croire qu'il ne « conserverait la paix que jusqu'au moment où il aurait l'occasion favorable de la violer... »

et Lery s'occupèrent à fortifier Paris et Lyon: deux points où, suivant toute probabilité, le sort de la France allait être décidé. D'autres ingénieurs reçurent l'ordre d'armer les forteresses et de retrancher les principales positions des frontières. Des ouvrages de campagne furent construits dans la forêt Mormale et dans les cinq passages des Vosges. On donna des instructions pour la défense des défilés du Jura et de toute la frontière des Alpes. Des travaux poussés avec une extrême activité mirent Soissons, Laon, la Fère, Saint-Quentin, Guise, Château-Thierry, Vitry et Langres en état d'opposer une vive résistance; on travailla même à la défense de Châlons, Reims et Dijon, quoiqu'on eût peu d'espoir de terminer la plupart de ces fortifications en temps opportun.

Les ateliers d'armes, abandonnés sous la restauration, reprirent une telle activité qu'ils confectionnèrent 4,000 fusils par jour. Les gardes nationales mobiles s'organisèrent dans tout l'empire, et le recrutement tant volontaire que forcé procura des masses énormes de soldats aux dépôts régimentaires. Afin d'activer ce mouvement national, l'empereur donna des gages au parti de la révolution en appelant au ministère Carnot et Fouché, et en faisant la promesse solennelle de gouverner à l'avenir avec les libertés constitutionnelles de la presse et de la tribune.

En moins de soixante jours, l'armée fut portée du chiffre de 149,000 hommes à celui de 414,000 (1); en septembre,

(1) D'après Gourgaud, l'armée française comptait, en avril 1815, 100,000 hommes environ, effectif à peu près suffisant pour la défense des places fortes. En juin, d'après le même auteur, elle comptait 350,000 hommes, dont 180,000 destinés à faire campagne et 150,000 disséminés dans les places.

D'après les *Victoires et conquêtes*, l'effectif sous les armes, au 1er juin, était de 559,000 hommes, dont 363,000 appartenant à l'armée de ligne et 196,000 à l'armée extraordinaire (employée à la garde des places et des côtes). Sur l'effectif de l'armée de ligne, 217,000 étaient présents sous les armes, habillés, armés, instruits, disponibles pour entrer en campagne.

Napoléon forma quatre armées et quatre corps d'observation : *la grande armée*, forte de

il eût été de 700,000 hommes. Mais les alliés, instruits par l'expérience, montrèrent autant d'énergie et d'activité que l'empereur. A peine ce dernier eut-il débarqué dans le golfe Juan, qu'ils se décidèrent à soutenir le roi de France de tout leur pouvoir (1). Cet accord fut consigné dans la déclaration du 13 mars, par laquelle les signataires du traité de Paris s'engageaient à maintenir ce traité, ainsi que toutes les mesures déjà prises pour assurer le maintien de la paix générale. Voyant les souverains si fortement unis et si bien disposés, Wellington écrivit à Castlereagh le 12 mars, « qu'il n'avait pas le moindre doute sur l'insuccès final de la tentative de Bonaparte. — *He must fall,* disait-il, *under the cordially united efforts of the souvereings of Europe* (2). » Le duc, par son expérience de la guerre et son imperturbable sang-froid, rendit de grands services aux alliés dans la situation perplexe où ils se trouvaient. Il devint en quelque sorte l'âme de la nouvelle coalition. Ses avis, demandés et reçus avec déférence, servirent de point de départ aux mesures militaires de la coalition (3). On lit, en effet, dans une lettre

---

100,000 hommes, non compris 14,000 hommes d'infanterie et environ 4,000 chevaux de la garde impériale ; *l'armée des Alpes*, sous le duc d'Albuféra, forte de 15,000 hommes ; *l'armée du Rhin*, sous le général Rapp, forte de 18,000 hommes : *l'armée de l'Ouest*, sous le général Lamarque, forte de 16,600 hommes ; le corps d'observation, placé à Béfort sous Lecourbe (4,500 hommes et 13,500 gardes nationaux); celui du Var, sous le maréchal Brune, à Marseille (5,300 hommes et 11,700 gardes nationaux); celui des Pyrénées orientales, sous Decaen (2,700 hommes et 20,300 gardes nationaux), et celui de la Gironde, sous Clausel (2,700 hommes et 20,300 gardes nationaux).

D'après Napoléon, l'effectif général était, en avril, de 149,000 hommes, dont 93,000 présents sous les armes : « force à peine suffisante, dit-il, pour garder les places et les principaux établissements maritimes. » Au 1er juin, l'effectif général était de 559,000 hommes ; l'armée de ligne comptait 363,000 hommes, dont 217,000 disponibles pour entrer en campagne.

D'après Thibaudeau, la France, à la date du 20 mars, sur un effectif de 149,000 hommes, n'aurait pu mettre en campagne que 94,000 hommes. Au 1er juin, l'effectif était de 414,000 hommes, dont 217,000 habillés, instruits, propres à la guerre de campagne.

(1) En apprenant le retour de l'île d'Elbe, Wellington dit à Talleyrand : « Quant à moi, monsieur, je suis soldat du roi de France. »

(2) Dans cette même lettre, Wellington dit : « Je vous recommande de mettre toutes vos forces dans les Pays-Bas à la disposition du roi de France. J'irai le rejoindre, si vous le désirez, ou je ferai tout ce que le gouvernement jugera convenable. »

(3) Voir entre autres la *lettre* adressée par Wellington, le 15 janvier 1815, à *l'empereur d'Autriche*.

de lord Stewart, ambassadeur d'Angleterre à Vienne (1) : « Les dernières nouvelles ont causé une grande consternation, et je pense que le duc de Wellington, qui envisageait d'abord les choses sous un jour favorable (il crut dans les premiers moments que l'insurrection militaire serait comprimée par les troupes fidèles au roi), s'est jeté dans l'autre extrême. Tout le monde le presse de partir sur-le-champ pour la Belgique, afin d'organiser la masse des forces qui doivent agir sur ce point. Le prince de Talleyrand paraît regarder son départ comme l'unique moyen de salut. Je suis aussi de cet avis, puisque les cabinets militaires assemblés ici ont arrêté entre eux un système commun d'opérations. Plusieurs conférences ont déjà eu lieu. Knesebeck, Swartzenberg, etc., ont assisté le roi et l'empereur de leurs conseils, et *le duc de Wellington a été d'une immense utilité.....* »

Le 25, fut conclu à Vienne un nouveau traité d'alliance entre les divers souverains. Quatre jours après, le duc se mit en route pour Bruxelles, où il arriva le 5 avril (2). Il s'occupa aussitôt de la rédaction d'un *memorandum* qui définit clairement le but et l'esprit de la guerre. « Puisque le pouvoir de « Bonaparte, dit-il, n'a plus d'autre base que l'armée, il faut « battre cette armée, et par suite les seules mesures à prendre « sont : 1° de jeter en France, dans le plus court délai possible, le nombre d'hommes le plus considérable que l'on « pourra réunir; 2° d'exécuter cette opération de telle manière « qu'elle puisse être soutenue par les forces alliées, qui suivront immédiatement, et 3° de faire en sorte que les troupes « chargées d'envahir la France aient, en cas de malheur, une

---

(1) *Lettre* du 19 mars 1815.

(2) Les troupes anglaises et néerlandaises, stationnées dans les Pays-Bas, étaient commandées par le prince d'Orange, qui se mit avec empressement sous les ordres du duc de Wellington.

« retraite assurée sur les armées qui les appuieront (1). »

Le 16 avril, Wellington informa le prince régent de Portugal qu'il avait prié son gouvernement de s'adresser à la régence de Lisbonne pour obtenir l'envoi immédiat des troupes portugaises, lesquelles seraient employées en Belgique sous leurs anciens chefs, et avec leurs vieux compagnons de la Péninsule. Mais il était dans la destinée de Wellington d'être contrecarré jusqu'à la fin par les agents de la politique anglaise. Canning, plus orateur qu'homme d'action, était alors ambassadeur à Lisbonne. Il avait été convenu que 15,000 Portugais viendraient se joindre comme force auxiliaire à l'armée anglo-prussienne. Le maréchal Beresford avait réuni à cet effet l'élite des vieilles troupes, avec les bagages et l'artillerie nécessaires. Les vaisseaux étaient prêts; le maréchal informa l'ambassadeur qu'il n'avait qu'à donner l'ordre d'embarquer. Au lieu de saisir cette occasion avec empressement, Canning objecta que « la transaction devait être faite dans les formes prescrites par la diplomatie (2). » La faction Souza profita de ce délai pour faire un nouvel essai de ses forces; elle s'opposa au départ, et l'illustre homme d'état de la Grande-Bretagne eut la mortification d'être battu avec les armes qu'il avait fournies à ses adversaires.

Wellington ne reçut avis de ce regrettable incident que le 13 juin (3); il en fut d'autant plus contrarié, que malgré ses demandes réitérées, les forces anglaises étaient bien au-dessous de ce qu'elles auraient pu être. « Je possède, écrivit-il, « une abominable armée (*an infamous army*), très-faible, « mal équipée et un état-major sans expérience. Ils ne font « rien à Londres; ils n'ont pas levé un homme ; ils n'ont pas

---

(1) Son plan d'invasion de la France se trouve indiqué dans sa *lettre* du 8 mai 1815 *au lieutenant général Stewart*, dans celle du 9, *au prince de Schwartzenberg*, et dans celle du 5 juin, *à l'empereur d'Autriche*.

(2) NAPIER.

(3) Voir sa *lettre* du 30 juin, *à lord Bathurst*.

« appelé sous les armes ni la milice d'Angleterre, ni celle « d'Irlande; ils sont incapables de m'envoyer quoi que ce « soit, et ils n'ont pas même adressé de message au Parle- « ment pour obtenir de l'argent (1). »

Tel était le mauvais vouloir d'une partie de la Chambre, qu'on reprocha à Wellington d'avoir signé la déclaration du 13 mars, où se trouvaient les mots : *hors la loi* et *vindicte publique*, que l'opposition interprétait comme une sorte d'appel à l'assassinat (2). Toutefois, habitué à mépriser l'injure et à lutter contre la mauvaise fortune, le duc poursuivit avec une très-grande activité ses préparatifs de guerre. Pour avoir un certain nombre de pivots de manœuvre, il avait donné l'ordre de mettre les places fortes méridionales des Pays-Bas (démantelées par Joseph II) à l'abri d'un coup de main, en déblayant les fossés, en exhaussant et en complétant les terrassements, en tendant les inondations et en construisant à la hâte quelques ouvrages de campagne en avant des fronts d'attaque. On tira de Londres toutes les bouches à feu nécessaires à l'armement de ces places improvisées. Et bientôt, grâce à l'activité prodigieuse du corps des ingénieurs, la frontière se trouva dans un état de défense respectable, au début des hostilités (3).

Ypres était restauré et convenablement armé; Ostende, Nieuport, Ath et Tournai avaient subi quelques réparations; Mons était environné d'eau et protégé par un fort construit sur le *mont Panisel;* Anvers avait été mis en bon état, dans la prévision de la retraite des Anglais sur ce point. La Lys seule ne possédait aucun ouvrage de défense, parce qu'il ne

---

(1) *Lettre* du 8 mai, de *Wellington au général Stewart*.

(2) *Lettre* du 5 mai, de *Wellington à Wellesley-Pole*.

(3) Déjà, le 20 mars, près de 10,000 hommes étaient occupés aux fortifications en Belgique. On y employa plus tard 20,000 paysans, 11 compagnies de sapeurs et 60 officiers du génie. (Colonel CARMICHAEL-SMYTH, p. 296.)

restait plus de vestiges des anciennes forteresses de Menin et de Courtrai ; cependant, comme il n'était pas impossible que les Français ne poussassent un corps de troupes sur Gand, alors que leur principale attaque aurait lieu par Mons et Charleroi (ainsi qu'il arriva dans d'autres occasions), on construisit quelques solides ouvrages de campagne bien palissadés et fraisés en avant de la ville, les appuyant d'un côté à la Lys et de l'autre à l'Escaut.

Enfin, pour faciliter les mouvements sur les deux rives du fleuve, Audenaerde fut fortifié aussi solidement que les circonstances le permettaient.

« Le but de ces divers travaux, dit le colonel Carmichaël-Smith (1), n'était pas d'empêcher les Français d'envahir la Belgique, mais de les arrêter assez longtemps pour donner aux alliés le temps de se concentrer sur leur ligne d'opérations. »

Ce but toutefois ne fut point atteint, parce que Napoléon, contrairement à la prévision de Wellington, entra par Charleroi, qu'on n'avait pas eu le temps de mettre à l'abri d'un coup de main (2).

Dès la fin de mai, Blücher et Wellington avaient rassemblé 220,000 Anglais, Prussiens, Belges, Hanovriens et Brunswickois entre Liége et Courtrai. Les Bavarois, les Wurtembergeois et les Badois se réunissaient dans la forêt Noire et dans le Palatinat ; les Autrichiens étaient en marche pour les rejoindre, et les Russes accouraient par la Franconie et la Saxe. Un million d'hommes allait donc s'abattre sur la France !

---

(1) P. 298)

(2) C'est la version de la plupart des auteurs ; cependant, le colonel ingénieur Carmichaël-Smyth, sous la direction duquel les travaux de défense furent exécutés, affirme que l'on ne fit rien à Namur et à Charleroi, parce que ces deux places étaient défendues par des corps de troupes prussiennes. — P. 298.

Dans cette situation, l'empereur avait trois partis à prendre :

1° *Négocier;* — mais ce parti n'offrait plus de chances depuis le traité du 25 mars, et surtout depuis le rejet de la singulière déclaration par laquelle les alliés s'engageaient à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, pourvu qu'elle se donnât un autre chef (1) ;

2° *Rester sur la défensive et recevoir le choc des alliés, sous Paris et Lyon;* — mais c'était livrer la moitié de la France à l'ennemi, consterner les populations, décourager les troupes (2);

3° *Aller au-devant des Anglo-Prussiens et les battre avant l'arrivée des autres contingents;* — mais c'était entamer la guerre avant la réunion d'une armée suffisante pour soutenir la lutte avec des chances de succès.

Ce dernier inconvénient, toutefois, parut moins grave que les autres, ou plutôt l'empereur se laissa entraîner par cette considération puissante : « que le système d'aller au-devant « des Anglo-Prussiens était seul conforme au génie de la « nation, à l'esprit et aux principes de la guerre dans la- « quelle il se trouvait engagé, et qu'il remédiait au terrible « inconvénient attaché au second projet d'abandonner la « Flandre, la Picardie, l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, « la Bourgogne, la Franche-Comté et le Dauphiné sans tirer « un coup de fusil (3). »

Ce système avait en outre l'avantage de stimuler les Français, en général peu sympathiques aux Fabius ; de prendre les alliés au dépourvu (4) ; de porter la guerre sur le territoire

---

(1) Nous n'avons pas besoin de dire pourquoi cette proposition, qui eût été sérieuse avant la déclaration du 13 mars, ne put être admise par Napoléon après l'*Acte additionnel*.

(2) Par contre, ce plan permettait de gagner le mois d'août, pour compléter les levées, terminer les préparatifs et combattre, avec toutes les ressources de la France, des armées affaiblies par de nombreux détachements et des corps d'observation. (*Mémoires de Napoléon*, t. IX, p. 48.)

(3) *Mémoires de Napoléon*, t. IX, p. 51.

(4) Napoléon croyait qu'en prenant l'offensive au milieu de juin, il gagnerait six semaines

de l'ennemi et de provoquer, en cas de succès, le soulèvement de la Belgique et des provinces rhénanes, que Napoléon supposait favorables à sa cause, prêtes même à se déclarer pour lui (1).

Pour exécuter ce plan, l'empereur disposait de 200,000 hommes (2). Mais, dès le mois de mars, il dut envoyer le général Lamarque, avec 15,000 hommes, en Vendée ; au commencement de juin un détachement de la jeune garde prit le même chemin. On fut obligé aussi de laisser quelques régiments à Bordeaux, à Toulouse, sur le Var, à Strasbourg, en Savoie et à Béfort, tant pour observer les frontières menacées que pour servir de points d'appui à la levée des gardes nationales. Tous ces détachements réduisirent à 120,000 combattants (3) les forces destinées à agir en Belgique.

L'empereur avait le choix entre trois lignes d'opérations (4). Il pouvait attaquer par la Meuse pour couper les Prussiens de leur base — entrer par Mons, pour repousser Wellington sur Anvers — ou s'avancer, par la Sambre, sur le point de jonction des deux armées.

Les deux premières lignes avaient le défaut de rendre possible la réunion des Prussiens et des Anglais. Pour ce

---

sur les alliés ; mais on a su depuis que les alliés étaient décidés à envahir la France le 1er juillet, de sorte que l'empereur, sous le rapport de la force numérique de son armée, n'aurait presque rien gagné à rester sur la défensive. (Voir THIBAUDEAU, t. X, p. 369.)

(1) Napoléon nous représente ces provinces comme *soupirant après leur libérateur*. Illusion de conquérant. La Belgique n'a jamais *soupiré* qu'après son indépendance.

(2) Les gardes nationaux, bien que réunis dans les places depuis le milieu de juin, n'auraient pu entrer en ligne qu'à la fin de juillet : 150,000 hommes de l'armée permanente étaient encore dans les dépôts.

(3) Chiffre donné par le général Jomini. D'après les calculs du *Journal des sciences militaires* et de van Lobensels, Napoléon avait 121,634 hommes ; d'après von Damitz, 130,000 ; d'après Carmichaël-Smyth, 136,000 hommes et 350 canons ; d'après Gourgaud et de Vaulabelle, 115,000 hommes et 350 bouches à feu ; d'après les *Victoires et conquêtes*, 84,600 hommes d'infanterie, 21,600 de cavalerie et 16,204 d'artillerie, du génie et des équipages, plus 350 bouches à feu.

(4) Nous ne croyons pas devoir discuter l'opinion de ceux qui prétendent que Napoléon aurait dû se jeter sur le centre des alliés et porter ses premiers coups en Allemagne. Le beau projet, en vérité, que d'envahir l'Allemagne avec 120,000 hommes, en laissant 140,000 Anglo-Prussiens sur le flanc de la ligne d'invasion !

motif, l'empereur donna la préférence à la troisième ligne (1).

On ne saurait trop admirer la promptitude et la sagacité des résolutions qui furent la conséquence de ce choix. Au moment où on le croyait encore à Paris, tout occupé de fêtes et de représentations, il passe la frontière (2) et tombe comme la foudre au milieu des cantonnements ennemis.

Les quatre corps de Blücher, forts de 115,000 hommes (3), se trouvaient à Charleroi, à Namur, à Dinant et à Liége; —ceux de Wellington, estimés à 92,000 hommes environ (4), étaient cantonnés depuis l'Escaut jusqu'à Nivelles: Hill, avec l'aile droite, occupait les environs d'Ath; le prince d'Orange, avec l'aile gauche, se trouvait à Braine-le-Comte et à Nivelles; une masse imposante de cavalerie était cantonnée à Grammont, sous les ordres de lord Uxbridge, et une réserve de toutes les armes occupait les environs de Bruxelles, où le duc avait établi son quartier général.

On a reproché avec raison aux généraux alliés d'avoir dispersé leurs forces de cette manière, quand, depuis le 6 juin, (5) ils étaient prévenus de la concentration des troupes françaises sur Maubeuge. Alison et von Damitz (6) expli-

---

(1) Napoléon aurait pu obtenir encore de grands résultats en attaquant soit le centre des cantonnements anglais, soit le centre des cantonnements prussiens. C'eût été le moyen de mettre immédiatement une des deux armées hors de cause, en l'empêchant de se concentrer; mais, d'un autre côté, adoptant ce plan, Napoléon eût eu affaire à de plus grandes difficultés de terrain, et se serait trouvé dans l'impossibilité de dérober les marches qui devaient porter l'armée française au point d'attaque, à l'insu des généraux ennemis.

(2) Il quitta Paris le 12, avant le jour; le 14, il se trouvait à la tête de l'armée.

(3) En prenant pour base les données de von Damitz, de Carl von Plotho et de Wagner, on arrive au chiffre de 116,897 hommes et 312 bouches à feu. Cet effectif est adopté comme exact par van Lobensels (voir page 80). D'après Gourgaud, l'armée prussienne avait 120,000 hommes, dont 18,000 de cavalerie; d'après de Vaulabelle, 134,000 hommes et 300 bouches à feu; d'après les *Victoires et conquêtes*, 120,000 hommes, dont 20,000 de cavalerie.

(4) D'après les états fournis par van Lobensels, l'armée néerlandaise comptait, à la date du 12 juin, 29,566 hommes, 6,248 chevaux et 72 canons. Le même auteur évalue les forces totales de Wellington à 91,228 hommes et 27 batteries; mais il oublie de compter une partie des troupes hanovriennes laissées à Anvers et dans les places de la Flandre. Von Damitz porte l'armée de Wellington à 100,000 hommes; de Vaulabelle, à 102,500 hommes et 288 canons; de Vaudoncourt, à 107,900 hommes; Gourgaud, à 102,500 hommes et 258 canons, et les *Victoires et conquêtes*, à 104,000 hommes.

(5) Wellington : *Lettre* du 6 juin 1815, *au colonel Hardinge*. — ALISON, t. X, p. 456.

(6) T. I, p. 103.

quent cette inaction par la duplicité de Fouché, qui, après avoir promis à Wellington de lui faire connaître non-seulement le jour de l'invasion, mais encore le plan de l'empereur, s'arrangea de façon à ce que le porteur du message fût arrêté à la frontière. Cette version est confirmée par l'auteur apocryphe des mémoires de Fouché (1); mais lord Ellesmere, qui a vécu trente années dans l'intimité de lord Wellington affirme (2) que jamais le duc ni les officiers de son état-major n'ont compté sur des renseignements de Fouché. On pourrait donc plutôt admettre la version de Mudford, qui explique la tardive concentration de Blücher et de Wellington par ce fait, que ni l'un ni l'autre ne s'attendaient à voir Napoléon prendre l'offensive. La correspondance du duc prouve en effet qu'il considérait l'hypothèse de la défensive comme seule probable. Cependant, il ne perdit jamais de vue l'éventualité d'une invasion dans les Pays-Bas. Ainsi, dès le 30 avril, il indiqua au prince d'Orange, au comte Uxbridge, au général Hill et au quartier-maître général les mouvements de concentration à faire en cas d'attaque, soit par la zone comprise entre la Lys et l'Escaut, soit par celle comprise entre l'Escaut et la Sambre, soit par l'une et l'autre zone en même temps. Le 9 du mois suivant, il écrivit au duc de Berry : « *Je ne serais pas surpris que nous fussions attaqués ;* » et, le 7 juin, il rédigea, pour les gouverneurs des places fortes belges, une instruction commençant par ces mots : « *Au moment où l'ennemi mettra le pied sur le territoire des Pays-Bas les places ci-dessous nommées doivent être mises en état de siége...* » (Sic.)

Les troupes étaient donc prévenues de ce qu'elles auraient à faire en cas d'invasion, et c'est ainsi que les ordres expé-

---

(1) *Mémoires de Fouché*, t. II, p. 340, 342.
(2) *Life and character of the duke of Wellington*, p. 37.

diés dans la soirée du 15 purent être exécutés avec tant de promptitude et d'ensemble (1). Cependant, le jour même du passage de la Sambre, Wellington écrivit une longue lettre à l'empereur d'Autriche sur l'invasion du territoire français ; et cette missive, où il n'est point question de l'éventualité d'une attaque de la part de l'ennemi, ainsi qu'une lettre écrite quelques jours auparavant, et dans laquelle lord Wellington exprima l'opinion qu'en présence des forces anglo-prussiennes Bonaparte n'essayerait pas d'envahir la Belgique (2), viennent à l'appui de la version de Mudford. Il résulte au moins de ces documents, que le général anglais avait l'espoir de prendre l'offensive avant l'empereur.

Quoique l'événement trompât cet espoir, et que l'invasion de la Belgique par la Sambre fût contraire aux prévisions des alliés, il n'est pas exact de dire que l'annonce des événements du 15 vint surprendre Wellington au milieu du bal de la duchesse de Richemont. Le duc, depuis le 10 juin, était sur ses gardes ; mais il affectait une grande sécurité pour ne pas encourager les partisans de France, assez nombreux dans la ville de Bruxelles. Ce motif le détermina à se rendre au bal de la duchesse, bien qu'à la fin de son dîner il eût reçu avis des combats d'avant-poste livrés à Thuin et à Lobbes (3).

---

(1) Il résulte de ce qui précède que le général Jomini a eu raison de dire (p. 151 de son *Précis sur la campagne de* 1815) : « Si les généraux alliés furent pris en défaut sur l'instant « de l'irruption, on doit avouer qu'ils étaient bien préparés au fond pour le cas où elle au- « rait lieu. »

(2) Citons encore la *lettre* du 12 mai, *à Henry Wellesley*, dans laquelle il dit : « Il y a eu « beaucoup de mouvement sur la frontière la semaine passée, mais je suis tenté de croire « que ce sont des mouvements défensifs , et que Bonaparte ne peut se hasarder à quitter « Paris. » Dans sa *lettre* du 11, *à H. Hardinge*, le duc évalua à 110,000 hommes l'effectif de l'armée avec laquelle Bonaparte pouvait attaquer les Pays-Bas, et, dans celle du 2 juin, *à Henry Wellesley*, il annonça qu'il attendait des nouvelles certaines des mouvements de Schwartzenberg pour entrer en France avec 70 à 80,000 hommes.

(3) Von Damitz prétend que déjà, à quatre heures du matin, Blücher avait envoyé, par une ordonnance, des nouvelles à Bruxelles, et que cette ordonnance était arrivée à onze heures. Ce renseignement est confirmé par un rapport anglais, publié dans l'*United service journal*, en 1841. Mais diverses lettres, écrites par Wellington dans la journée du 15, permettent de supposer qu'il ignorait encore la nouvelle dont il s'agit à une heure et même plus tard. Le

Booth, et d'autres témoins oculaires, affirment qu'un second courrier (1) de Blücher arriva pendant le bal, à minuit; que Wellington parut visiblement préoccupé à la lecture de cette lettre, mais qu'il reprit sur-le-champ sa sérénité ordinaire, et qu'il ne se retira qu'après le souper (2). En ce moment même, on put entendre de la salle de danse le roulement des canons et la marche cadencée des régiments, qui, en vertu d'ordres donnés avant le bal, se portaient en toute hâte vers la forêt de Soignes.

On ne conçoit pas que Wellington, informé depuis sept heures du soir de l'attaque des avant-postes du corps de Ziethen, n'ait pas immédiatement dirigé ses troupes sur Waterloo ou sur les Quatre-Bras. Son premier ordre, donné vers huit heures, prescrivait seulement de réunir les troupes dans les cantonnements et de les tenir prêtes à marcher. A neuf heures et demie, il écrivait au duc de Berry : « J'ai ordonné « à mes troupes de se *préparer à marcher* à la pointe du « jour. »

Van Lobensels explique cette lenteur en faisant observer que le duc était imbu de l'idée que la première agression

---

duc affirme d'ailleurs, dans son *rapport sur la bataille de Waterloo*, qu'il n'apprit les attaques de Thuin et de Lobbes que dans la soirée : « *I did not hear of the events till in the evening of the* 15 *th.* » Et dans une lettre écrite à dix heures du soir au duc de Feltre, pour lui annoncer l'attaque des avant-postes prussiens, il dit : « *Je n'ai rien reçu depuis neuf heures du matin de Charleroi;* » ce qui veut dire évidemment qu'il ne savait pas, à dix heures du soir, ce qui s'était passé à Charleroi après neuf heures du matin. A quelle heure cette lettre est-elle parvenue au duc ? Le général de Vaudoncourt dit à quatre heures et demie ; Jomini, à cinq heures; les *Victoires et conquêtes*, à sept heures environ ; Wellington et les auteurs anglais, vers le soir. Ces différences importent peu. Le fait essentiel est constaté, c'est que le duc fut informé de l'attaque du 15, le jour même *avant* sept heures et demie du soir.

(1) D'après quelques auteurs, cet avis fut le troisième ; c'est là, au reste, une question peu importante.

(2) D'après un article publié dans la *Quarterly Review* en juin 1845, article commencé par Gurwood, continué par Ellesmere et revu par Wellington lui-même (ainsi que l'affirme STOCQUELER, t. II, p. 330), cet avis arriva à onze heures, et fut envoyé par le prince d'Orange.

Il est dit dans ce même article que le prince d'Orange arriva de Binche à trois heures pour dîner avec le duc, et qu'à cinq heures Wellington reçut le rapport de Ziethen, écrit à dix heures du matin.

On ne s'explique pas que le courrier porteur de cette missive ait mis treize heures pour faire un trajet de 40 milles.

serait dirigée contre l'armée anglaise (1). Dans cette situation d'esprit, le général en chef pouvait supposer que l'attaque dont parlaient les premiers rapports prussiens n'était que simulée, et que l'attaque réelle se ferait sur un autre point (2).

Ainsi, l'ordre donné à huit heures n'aurait été si vague, que parce que le duc attendait alors une information précise pour donner à ses troupes un point de rassemblement unique (3). Cette information lui arriva pendant le bal (4), et comme elle était assez alarmante, elle eut pour effet de hâter de deux heures le départ des troupes de Bruxelles, fixé primitivement à quatre heures du matin.

Le duc montra, dans cette circonstance, un flegme extraordinaire; cependant, on ne peut nier qu'il n'eût été conforme à la prudence d'opérer plus tôt la concentration des troupes, car il s'en fallut de bien peu que le prince d'Orange, attaqué dans un moment où il n'avait que 7,300 hommes sous la main, n'essuyât un échec qui aurait évidemment compromis le sort de la campagne. Le résultat de cette négligence fut que l'armée française, avec des forces inférieures de 70,000 hommes à celles des alliés, put combattre à chances égales à Ligny et aux Quatre-Bras.

---

(1) A l'appui de cette opinion, nous rappellerons que Wellington avait fait reconnaître les positions de Blaton, d'Arquennes, de Mont-Saint-Jean et de Vieurgat, comme si l'invasion devait avoir lieu par Mons et Nivelles. Un autre fait, bien prouvé aujourd'hui, c'est que les Quatre-Bras furent occupés, le 15 au soir, par la 2e division néerlandaise, malgré l'ordre de Wellington, qui avait indiqué Nivelles pour premier point de concentration.

(2) Ce doute était permis, car Napoléon lui-même paraît avoir hésité s'il attaquerait d'abord Wellington ou Blücher. Il se décida pour l'attaque des Prussiens, uniquement parce qu'il pensait, disait-il, que Blücher, « *avec ses habitudes de hussard,* » serait le premier concentré.

(3) Cependant, van Lobensels affirme que les deux généraux en chef étaient convenus qu'en cas d'agression, l'armée prussienne se concentrerait à Sombreffe, et l'armée anglo-néerlandaise aux Quatre-Bras. Le général Jomini confirme ce renseignement et fait observer que la concentration sur les deux points dont il s'agit convenait aussi bien, en cas d'invasion par Mons qu'en cas d'invasion par Charleroi.

(4) Elle portait que les Français avaient pris Charleroi et s'étaient avancés jusqu'aux Quatre-Bras. (VAN LOBENSELS, p. 173; DE VAUDONCOURT, t. III, p. 182; *Victoires et conquêtes*, t. XXIV.)

L'entrée en campagne de Napoléon doit être regardée comme l'une des opérations stratégiques les plus remarquables de sa vie (1). Neuf corps d'infanterie et de cavalerie, établis entre Lille et Metz, arrivèrent par des marches habilement dérobées devant Charleroi, en même temps que la garde, partie de Paris le 5.

Ces troupes occupaient, dès le 14, les positions suivantes : la droite, forte de 16,000 hommes, sous les ordres du comte Gérard, à Philippeville; — le centre, d'environ 60,000 hommes, sous Napoléon, aux environs de Beaumont — et la gauche, de 45,000, à Ham-sur-Eur et Solre-sur-Sambre.

Le corps de Reille, établi à Ham-sur-Eur, devait franchir la Sambre à Marchienne; — celui d'Erlon, cantonné à Solre-sur-Sambre, devait suivre la même direction; — le centre ou corps de bataille, avec les réserves de cavalerie, sous les ordres de Grouchy, devait passer la Sambre à Charleroi;— enfin, la droite devait opérer son passage à Châtelet.

L'empereur entendait que ces différentes opérations fussent terminées à midi (2); mais les obstacles que rencontrèrent Gérard et Grouchy dans leur marche (3) produisirent un retard fâcheux. Sans cette circonstance, une partie de l'armée française aurait occupé, dès le 15 au soir, les points stratégiques décisifs de Sombreffe et des Quatre-Bras. (*Voir plan* XXI).

Maître du premier de ces points, Napoléon empêchait les Prussiens venant de Namur de se joindre aux Anglais; et maître du second, il ôtait aux Anglais venant de Bruxelles le moyen de se réunir aux Prussiens.

Grouchy reçut, le 15 au soir, l'ordre *verbal* de se diriger

---

(1) JOMINI, p. 146.
(2) Voir l'ordre de mouvement du 14.
(3) Napoléon et Gourgaud accusent le général Vandamme, chargé de prendre la tête du corps de bataille, d'être parti trop tard de son camp.

sur Sombreffe, mais cet ordre ne put être exécuté, parce que sa colonne fut arrêtée, à Gilly, par une fraction du corps de Ziethen (1).

Le maréchal Ney, venu de Paris en chaise de poste dans la journée même, sans équipages ni chevaux, prit le commandement de l'aile gauche, dont il ne connaissait ni les troupes, ni les chefs, ni les emplacements. Il fut envoyé sur-le-champ, avec une partie du 2e corps, dans la direction de Gosselies, pour contenir les Anglais et empêcher leur réunion avec les Prussiens. Le lendemain, le corps de cavalerie du général Kellermann vint renforcer ces troupes à Gosselies, où Ney attendait de nouveaux ordres. Il est prouvé aujourd'hui que c'est seulement dans cette ville, à onze heures du matin, que le prince de la Moskowa reçut les premières indications sur les mouvements qu'il devait exécuter dans la journée du 16. Elles lui furent données par une lettre que l'empereur dicta au général Flahaut, entre huit et neuf heures du matin (2). Cette lettre était conçue en termes assez vagues : « J'atta-
« querai l'ennemi, *si je le rencontre*... Là, d'après ce qui se
« passera, je prendrai mon parti à trois heures après-midi,
« peut-être ce soir. Mon intention est que, immédiatement
« *après que j'aurai pris mon parti,* vous soyez prêt... Je dé-
« sire que vos dispositions soient faites *pour qu'au premier*
« *ordre,* vos huit divisions puissent marcher rapidement et
« sans obstacle sur Bruxelles (3). »

---

(1) Cette circonstance aurait rendu sans objet l'arrivée de Ney aux Quatre-Bras dans la soirée du 15; et, en effet, l'occupation de ce point, pour être efficace, devait avoir lieu simultanément avec celle de Sombreffe.

(2) Fait confirmé par le général de Flahaut, dans une lettre écrite le 24 novembre 1829 au duc d'Elchingen. (*Documents*, etc., page 63.) La missive dictée par Napoléon arriva vers onze heures à Gosselies, et plus tard à Frasnes, où se trouvait Ney.

(3) Une lettre de Soult, expédiée presque en même temps, mais qui arriva plus tard, contient ce passage, pris par quelques auteurs pour un ordre d'attaque : « Réunissez les corps « des comtes Reille et d'Erlon à celui du comte de Valmy, *qui se met à l'instant en route* « pour vous rejoindre; avec ces forces : vous devez battre et détruire tous les corps ennemis qui doivent se présenter. » On remarquera qu'il n'est pas question dans cette lettre d'envoyer des troupes vers Ligny.

Ce fut seulement à deux heures que Soult, major général de l'armée, envoya de Fleurus au maréchal Ney l'ordre formel d'enlever la position des Quatre-Bras, et de se rabattre sur le gros de l'armée, *après avoir poussé vigoureusement l'ennemi*. Cet ordre, adressé à Gosselies, ne pouvait parvenir au maréchal qu'entre trois et quatre heures. Or déjà, depuis deux heures, Ney, que l'on a depuis accusé de lenteur, était aux prises avec l'ennemi (1). Le maréchal immédiatement après la lecture de la lettre confidentielle de l'empereur, avait pris ses mesures pour attaquer les Quatre-Bras, encore qu'il n'en eût pas reçu l'injonction formelle (2). « Vers onze heures « ou midi, dit le comte d'Erlon, le prince de la Moskowa m'en- « voya à Gosselies l'ordre de faire prendre les armes à mon « corps d'armée, et de le diriger sur Frasnes et les Quatre- « Bras (3). » Ce corps n'avait que deux petites lieues à faire.

Ney qui, au témoignage de son premier aide de camp, avait évalué les forces de l'ennemi à 25,000 hommes, crut devoir attendre Drouet. « Il était une heure, dit ce témoin, et ce- « pendant le premier corps n'arrivait pas; on n'en avait pas « même de nouvelles, mais il ne pouvait plus être éloigné. « Le maréchal, dès lors n'hésita pas à engager l'action (4). » Ses forces s'élevaient à 18,000 hommes environ (5).

Napoléon explique les choses tout autrement : « Le maréchal, dit-il, reçut, dans la nuit du 15, l'ordre de se porter le lendemain, à la pointe du jour, en avant des Quatre-Bras, et

---

(1) *Rapport du prince d'Orange au roi des Pays-Bas*, 17 juin 1815.

(2) La lettre arrivée à onze heures ne parle pas, en effet, d'attaquer : elle prescrit seulement d'établir les troupes en *avant* et *autour des quatre chemins* (Quatre-Bras), comme s'il n'y avait pas de résistance à craindre sur ce point.

(3) *Lettre* du 9 février 1829, *au duc d'Elchingen*. (*Documents*, etc., p. 64.)

(4) *Relation du colonel Heymès*.

(5) D'après un tableau publié dans les *Mémoires de Napoléon*, Ney avait 43,756 hommes, dont 7,800 de cavalerie; mais il faut retrancher de cet effectif 2,000 hommes de cavalerie de la garde, dont Ney (par ordre de Napoléon) ne pouvait disposer, 3,925 hommes d'infanterie de la division Girard, et 19,454 hommes du 1er corps. Gourgaud estime les forces de Ney à 42,200 hommes et 108 canons, et de Vaulabelle, à 47,450 hommes et 116 canons.

d'occuper une bonne position sur la route de Bruxelles. Pendant ce temps, l'empereur se porta avec le gros de l'armée, du côté de Blücher, pour rendre la séparation des deux armées de plus en plus prononcée. Dès dix heures du matin, il fit faire halte à son armée et se forma en face des Prussiens, qui ne s'attendaient pas à être attaqués ce jour-là. »

« En ce moment, l'empereur apprit que Ney était arrêté, « par suite de divers renseignements qui lui faisaient sup- « poser que les Anglo-Belges avaient opéré leur jonction « avec les Prussiens. Craignant d'être tourné, le prince de « la Moskowa demanda de nouvelles instructions à l'empe- « reur (1); celui-ci le blâma d'avoir perdu huit heures. Il lui « réitéra l'ordre de se porter en avant des Quatre-Bras, et lui « prescrivit, aussitôt qu'il aurait pris position, de détacher « une colonne de 8,000 hommes d'infanterie, avec la divi- « sion de cavalerie de Lefebvre-Desnouettes, et 28 pièces « de canon, par la chaussée des Quatre-Bras à Namur. « Cette colonne devait quitter la chaussée au village de Mar- « bais pour attaquer les hauteurs de Bry, sur les derrières « de l'armée ennemie. Après le départ de ce détachement, il « restait encore à Ney, dans sa position des Quatre-Bras, « 32,000 hommes et 80 pièces de canon. »—« Le maréchal, « ajoute Napoléon, reçut cet ordre à onze heures et demie. « D'après les calculs de l'empereur, il devait avoir pris po- « sition à midi, et, deux heures après, le corps détaché devait « être à Marbais (2). »

Les faits cités précédemment, et que nous compléterons à la fin de ce chapitre, établissent à l'évidence que la version de Napoléon, acceptée par Gourgaud, est inexacte sous plus

---

(1) *Mémoires de Napoléon*, t. IX, p. 79.

(2) On ne connaît pas les termes de cette demande. Elle a dû arriver au quartier général avant huit heures du matin, puisque la réponse fut dictée au général de Flahaut entre huit et neuf heures.

d'un rapport. La lettre apportée à onze heures par de Flahaut est bien moins détaillée en effet et moins précise surtout qu'on le prétend; d'autre part, il n'existe aucune trace d'un ordre antérieur qui aurait enjoint au maréchal de se porter « en avant des Quatre-Bras (1). » Le prince de la Moskowa, en arrivant à Gosselies, le 16, à deux heures du matin (2), ignorait quels mouvements il devait exécuter. Il suffit de lire attentivement la lettre dictée au général de Flahaut, entre huit et neuf heures du matin, pour en être convaincu. Au reste, l'empereur lui-même semble confirmer ce fait en avouant que, dans la matinée du 16, le prince de la Moskowa lui envoya demander de *nouvelles instructions*, ce qui évidemment n'aurait pas eu lieu si, comme certains critiques le supposent, Ney avait reçu dans la nuit l'ordre formel d'occuper les Quatre-Bras.

Ce point éclairci, nous devons retourner à l'armée prussienne, qui se trouvait encore disséminée entre Liége et Charleroi, au moment où l'orage allait fondre sur elle.

Blücher avait été prévenu, le 14 au soir, par un déserteur français, du mouvement qui se préparait pour le lendemain (3).

---

(1) De Vaulabelle cite, pour seule preuve de l'existence d'un ordre *verbal* de ce genre, l'extrait suivant d'une lettre écrite le 15 au soir par le maréchal Soult, lettre qui figure dans le *Moniteur* du 18 : « L'empereur a donné le commandement de la gauche au prince de la « Moskowa, qui a eu le soir son quartier général aux *Quatre Chemins*, sur la route de « Bruxelles »

Cet extrait n'a pas à nos yeux autant d'importance que l'ensemble des faits exposés dans le texte et la déclaration du duc de Dalmatie; cette déclaration porte « *que l'empereur n'avait pas eu la pensée de faire occuper les Quatre-Bras le* 15 *au soir, et qu'il n'en avait pas donné l'ordre.* » (*Documents*, etc., p. 30.) Au reste, si telle avait été son intention, aurait-il passé une partie de la nuit du 15 au 16 avec le maréchal Ney à Charleroi ? Cela n'est pas vraisemblable.

(2) Déclaration du colonel Heymès.

(3) Quelques écrivains prétendent que Blücher fut informé seulement de la marche des Français dans la journée du 15, par le lieutenant général de Bourmont, qui, ce jour-là, à six heures du matin, quitta son poste avec plusieurs officiers attachés à sa personne. C'est une erreur; la première information lui vint d'un tambour de la garde impériale, le 14 au soir. (*Victoires et conquêtes*, t. XXIV, p. 179.)

A minuit, des ordres furent expédiés de son quartier général pour hâter la concentration de l'armée en arrière de Fleurus.

Ce point était beaucoup trop rapproché de l'ennemi. Si Napoléon avait pris, le 16 au matin, une prompte et vigoureuse initiative; s'il s'était montré l'égal de ce qu'il fut en Italie, à Ulm, à Ratisbonne, à Iéna, à Champ-Aubert et à Montmirail, tous les corps prussiens eussent été battus l'un après l'autre. Mais l'empereur était tellement dominé par la conviction que Blücher opérait sa concentration autour de Namur (1), qu'il ne donna aucun ordre positif avant le milieu du jour, et qu'il dédaigna même l'avis par lequel Grouchy lui annonça à six heures du matin que les Prussiens débouchaient en forces considérables par Sombreffe et Saint-Amand.

Tandis que l'empereur perdait ainsi un temps irréparable, Blücher opérait sa concentration avec une rare célérité. Le 16, à dix heures du matin, trois de ses corps d'armée se trouvaient réunis entre Bry et Tongrinne.

Napoléon arriva devant Fleurus le même jour, à onze heures; vers midi, il alla reconnaître la position, et une heure après, il rentra au camp pour faire ses préparatifs d'attaque. Cette reconnaissance toutefois paraît avoir été faite avec négligence, puisqu'elle donna à l'empereur une idée peu exacte des forces de Blücher. On lit, en effet, dans une lettre au maréchal Ney, écrite de Fleurus à deux heures de l'après-dînée par le major général de l'armée française : « L'empereur « me charge de vous prévenir, M. le maréchal, que l'ennemi « a réuni un *corps de troupes* entre Bry et Sombreffe, et qu'à « deux heures et demie le maréchal Grouchy, avec les 3me et « 4me corps, l'attaquera. » Napoléon — et c'est assurément

---

(1) On en voit la preuve dans la lettre dictée à de Flahaut, entre huit et neuf heures du matin.

une circonstance extraordinaire — n'avait pas vu que ce *corps de troupes* était une armée de 80,000 hommes, prête à recevoir la bataille (1).

L'empereur avait trois partis à prendre :

1° Tourner la droite des Prussiens avec les deux corps de Ney, en laissant à Frasnes celui de Kellermann pour couvrir la route de Charleroi, qui était la ligne de retraite de l'armée française;

2° Attirer seulement à Ligny le corps de d'Erlon, en laissant ceux de Reille et de Kellermann défensivement vers Frasnes et les Quatre-Bras, pour observer l'ennemi et couvrir la ligne de retraite;

3° Prescrire à Ney de fondre avec impétuosité sur les Anglo-Néerlandais, de les refouler vers Bruxelles, et de se rabattre ensuite sur Bry, pour prendre les Prussiens à revers.

Le premier plan favorisait la jonction des deux armées; le troisième exposait l'empereur à être secouru trop tard, et le mettait dans le cas de ne remporter qu'une victoire incomplète. Le second seul offrait des avantages réels; aussi le chef de l'armée française l'eût-il adopté sans nul doute, s'il avait connu l'état réel des forces ennemies. La preuve, c'est qu'à trois heures et quart, lorsqu'il fut fixé sur le nombre des Prussiens, il donna, mais trop tard, l'ordre positif de rappeler le 1er corps.

L'armée française avait 70,000 hommes et l'armée de Blücher au delà de 80,000 (2). Cette dernière se trouvait

---

(1) Après la bataille, Soult tomba dans une exagération en sens contraire. On trouve en effet, t. X de la *Correspondance de Joseph*, ce billet inexplicable, écrit au roi le 16 à huit heures et demie du soir : « Monseigneur, l'empereur vient de remporter une victoire complète sur « les armées prussienne et anglaise, réunies sous les ordres de lord Wellington et du maré- « chal Blücher. »

(2) Blücher, dans son *rapport*, évalue ses forces à 80,000 hommes, et celles de l'armée française à 130,000. C'est une erreur; il croyait avoir devant lui toutes les forces de l'ennemi.

D'après Gourgaud, Napoléon eut à Ligny 59,310 hommes engagés et 204 canons, plus 11,770 hommes et 30 canons, laissés en réserve, qui ne prirent aucune part à la bataille; —

déployée entre Saint-Amand et Sombreffe, faisant face à la Sambre. Son front, de plus d'une lieue de longueur, était couvert par le ravin de Ligny.

Le général Jomini trouve cette position « détestable » et, en effet, elle offrait l'inconvénient d'avoir son flanc droit en *l'air* et son front hérissé d'obstacles, paralysant l'action de la belle et nombreuse cavalerie prussienne.

Le point d'attaque stratégique de cette position était évidemment la droite. En faisant un grand effort sur ce point, et en tenant seulement le centre et la gauche en échec, on pouvait séparer les armées de Blücher et de Wellington, puis agir par masses concentrées sur chacune d'elles séparément (1).

Napoléon espérait atteindre le même but par une attaque combinée sur la droite et le centre; la chose était possible, mais il prit mal ses dispositions.

L'attaque sur la droite ne se fit point avec des forces suffisantes; on y employa seulement la division Girard et le corps de Vandamme. Gérard, avec le 4e corps, se trouvait au centre, et la cavalerie des généraux Pajol et Excelmans occupait la droite. Toute la garde et le corps des cuirassiers du général Milhaud étaient en seconde ligne derrière Fleurus.

La bataille commença vers deux heures et demie, par une attaque vigoureuse de Vandamme sur Saint-Amand. Ce village, après une lutte opiniâtre, fut enlevé à la baïonnette; mais l'ennemi y rentra presque aussitôt.

---

d'après de Vaudoncourt, il y eut à Ligny 42,500 hommes d'infanterie, 14,850 de cavalerie et 204 bouches à feu; — d'après les *Victoires et conquêtes*, 71,000 hommes, dont 60,000 au plus prirent part au combat; — d'après Wagner et les auteurs allemands, 74,000 hommes; — d'après Carmichaël-Smyth, 93,000 hommes et 242 canons.

On est plus d'accord sur la force de l'armée de Blücher, que les Français et les Allemands portent à 80,000 hommes; de Vaulabelle cependant l'évalue à 95,000 hommes; de Vaudoncourt, à 96,200 et les *Victoires et conquêtes*, à 90,000; mais ces trois derniers chiffres sont exagérés.

(1) Cette opinion est partagée par le général Muffling. (*Histoire de la campagne*, etc., par C. de W., p. 17.)

Vers trois heures et demie, le combat s'engagea sur toute la ligne (1). Ce fut alors que Napoléon, jugeant que la résistance serait plus forte qu'il ne l'avait cru, fit appeler le comte d'Erlon, qui n'avait pas encore passé Frasnes.

Le général Vandamme se rendit une seconde fois maître de Saint-Amand par une attaque vigoureuse, qui coûta la vie à l'intrépide Girard. Blücher cependant dirigea sur ce point une partie de ses réserves, et finit par l'occuper de nouveau.

La lutte fut plus vive encore devant Ligny, au centre de l'armée prussienne. Le général Gérard, avec un courage admirable, emporta plusieurs fois ce village sans pouvoir s'y maintenir. Ici, comme sur la droite, les troupes prussiennes combattirent avec un acharnement qui s'explique par la haine violente qu'elles portaient à l'armée française. « On s'attaquait homme par homme, avec toute la fureur de l'animosité « personnelle. Il semblait, dit un témoin oculaire, que chacun « eût rencontré dans son adversaire son ennemi mortel (2). »

A cinq heures et demie, l'empereur allait porter un coup décisif avec la garde sur Ligny, quand Vandamme donna avis que, sur la gauche de l'armée française, on remarquait un corps de troupes d'environ 30,000 hommes. « Cette colonne

---

(1) Le général Rogniat fait observer avec raison, qu'en attaquant les Prussiens sur tous les points, en ordre parallèle, Napoléon manqua l'occasion d'obtenir une victoire décisive. Ce mode d'attaque, en effet, ne pouvait avoir pour conséquence que de rejeter Blücher sur Wellington, résultat qu'il fallait éviter à tout prix. Le général de Vaudoncourt a fait beaucoup d'efforts pour démontrer que la bataille de Ligny ne devint une bataille de front que par la non coopération d'une partie de l'aile gauche. « Il était dans l'intention de l'empereur, dit-il, que le 1er corps enveloppât la droite de Blücher, pendant que Gérard et la garde, par une attaque sur Ligny, isoleraient cette aile du reste de l'armée. » C'eût été, en effet, le moyen de faire le plus de mal aux Prussiens et de les mettre hors de cause. Mais Napoléon ne prit aucune mesure pour assurer l'exécution de ce plan, puisque son ordre, expédié à deux heures, prescrivit seulement à Ney de se rabattre sur Ligny, *quand il aurait attaqué et vigoureusement poussé l'ennemi* qui était devant lui aux Quatre-Bras. Ce ne fut que vers trois heures et demie qu'il donna l'ordre *positif* de faire venir le 1er corps. Ainsi, nos observations sur l'insuffisance de l'attaque dirigée contre la droite de Blücher conservent toute leur valeur.

(2) *Journal militaire autrichien*, 1819, VIe cahier, p. 202.

« dit Napoléon, avait été prise d'abord pour la colonne déta-« chée de la gauche; mais outre qu'elle était beaucoup plus « forte, elle arrivait par une route différente. » La division Girard l'ayant reconnue pour ennemie, l'empereur suspendit le mouvement de sa garde, et envoya un général (1) examiner de près cette colonne. Il apprit ainsi, à six heures et demie, qu'il avait affaire, non pas aux Anglais, mais au corps de d'Erlon, accouru pour soutenir l'attaque de Saint-Amand (2).

« L'empereur, a écrit Gourgaud, ne put se rendre raison « d'un tel mouvement (3), » et cependant il est prouvé qu'il l'avait ordonné lui-même. Le doute n'est permis que sur la question de savoir si c'est par Bry ou par Saint-Amand que Drouet devait opérer. Le général Jomini et le duc d'Elchingen se prononcent en faveur de la première hypothèse ; mais l'ordre écrit par Soult, à trois heures et quart, n'est pas si absolu, puisqu'il enjoint au maréchal de se diriger par les hauteurs de *Bry et Saint-Amand*.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée du 1er corps, ou plutôt l'erreur de ceux qui le prirent pour une colonne ennemie, causa un retard fâcheux dans l'attaque du village de Ligny.

Il y a dans ce fait quelque chose d'incompréhensible. On se demande aussi pourquoi l'empereur, dans un moment si

---

(1) L'empereur dit qu'il envoya le général Dejean ; mais celui-ci, dans une lettre écrite au duc d'Elchingen (le 26 juillet 1839), affirme que ce ne fut point lui.

(2) C'est la version de Napoléon, de Jomini et de Gourgaud. Le général de Vaudoncourt soutient, au contraire, que Napoléon comptait sur l'arrivée du 1er corps, et fut surpris seulement lorsqu'il apprit que ce corps avait fait volte-face, sauf la division Durutte et un détachement de cavalerie de Jacquinot. Cette opinion est corroborée par plusieurs témoignages importants, et surtout par le fait que Napoléon ne donna aucune instruction au comte d'Erlon lorsqu'il fut en vue, chose qui n'aurait pas eu lieu évidemment, si l'apparition du 1er corps avait été un malentendu, un *événement inexplicable*, comme dit Gourgaud. Jomini prétend que d'Erlon avait pris, par erreur, la direction de Saint-Amand ; mais l'empereur ne lui adresse pas ce reproche, et Soult, dans sa lettre du 17 juin à Ney, dit formellement que si le comte d'Erlon avait exécuté le mouvement sur Saint-Amand, que l'*empereur avait ordonné*, l'armée prussienne eût été détruite.

(3) « La manœuvre de cette colonne parut inexplicable. Elle avait donc passé entre Ney et le maréchal Blücher, ou bien entre les Quatre-Bras et Charleroi. » (*Mémoires de Napoléon*.)

décisif, laissa le 1er corps sans instructions et négligea de le diriger sur Bry. « Cet oubli, dit le général Jomini, quoi qu'on « puisse alléguer, était une faute manifeste, qui empêcha la « bataille de produire tous les résultats qu'elle aurait pu « avoir. »

Il était près de sept heures quand Napoléon retira la garde de devant Saint-Amand (1) pour la jeter sur Ligny. Blücher prit ce mouvement pour un commencement de retraite. Il se porta, avec ce qui lui restait de forces disponibles, sur sa droite, dans l'intention de suivre les Français, qui, pendant ce temps, massaient leurs troupes contre le centre affaibli. Dès que le général prussien vit son erreur, il accourut au point menacé avec le peu de cavalerie qu'il avait pu recueillir à la hâte (2). Mais, trop faible pour résister aux cuirassiers français, ce petit corps fut culbuté. Blücher, démonté par un coup de feu, resta sur le champ de bataille (heureusement sans être reconnu), jusqu'à ce que son aide de camp lui eût amené un cheval de dragons.

La garde, pendant ce temps, avait pris le village et percé le centre de l'armée prussienne. Si elle s'était mise en mouvement quelques heures plus tôt, la victoire eût été complète.

La poursuite néanmoins aurait pu donner d'immenses résultats; mais elle fut arrêtée par l'obscurité, par le mouvement qu'opéra du côté de Sombreffe la gauche encore intacte de l'ennemi, et par la bonne contenance que firent les débris de Ziethen et de Pirch entre Bry et Sombreffe.

On doit reconnaître, du reste, que Napoléon ne montra pas, après la victoire de Ligny, l'ardeur qu'il avait déployée dans

---

(1) Napoléon avait dirigé sa garde sur Saint-Amand, afin d'engager Blücher à dégarnir son centre. Le maréchal s'y était laissé prendre : quarante bataillons et soixante escadrons étaient accumulés sur la droite quand Ligny fut attaqué.

(2) Six escadrons seulement.

d'autres circonstances (1). Les alliés, profitant de ses immortelles leçons, ont fait dans la nuit de Waterloo ce qu'il aurait pu faire dans la soirée du 16.

On verra plus loin comment le corps de d'Erlon fut rappelé par Ney, au moment où il aurait pu rendre d'immenses services à l'empereur (2).

L'armée prussienne eût été en effet dans une bien fâcheuse position, si ce corps avait été dirigé sur Bry dès qu'on l'aperçut. Mais on le laissa sans instructions et sans guide. La division Durutte, que le comte d'Erlon avait seule maintenue devant Saint-Amand, ne prit aucune part à l'action; elle resta la nuit sur le flanc des colonnes en retraite, sans faire aucune tentative pour les arrêter. Ainsi, dans cette fatale campagne de 1815, tous les incidents tournèrent contre l'armée française : la fortune, évidemment, n'était plus de son côté (3).

Nous avons laissé le maréchal Ney au moment où il donnait l'ordre d'attaquer la position du prince d'Orange (4). On prétend qu'il y avait alors dans cette position 30,000 hom-

---

(1) Le général Jomini fait observer cependant que les troupes prussiennes, qui tenaient Bry à leur droite et Sombreffe à leur gauche, étaient en bon ordre et suffisaient pour arrêter toute poursuite trop audacieuse.

(2) Quelques historiens prétendent que le comte d'Erlon n'aurait pas dû obtempérer à l'ordre de Ney. Il eut sans doute par ce refus rendu un immense service à l'empereur ; mais qui oserait poser en principe qu'un commandant de corps détaché est juge des cas où il doit ou ne doit pas obéir à ses chefs. Le comte d'Erlon fut peut-être influencé aussi par ce fait singulier, qu'il ne reçut, en arrivant sur le champ de bataille, aucune instruction de l'empereur.

(3) Les Français, d'après Napoléon, perdirent 6,950 hommes. D'après les *Victoires et conquêtes*, ils en perdirent 7 à 8,000. Les Prussiens, d'après la même autorité, eurent plus de 20,000 hommes tués, blessés, pris ou égarés.

Gourgaud estime la perte des Français à 6,800 hommes, et celle des Prussiens à 25,000; Vetter (t. II, p. 307), Kausler (p. 674) et Sporchil (p. 102) portent les pertes de Blücher à 372 officiers, 11,706 hommes et 16 canons: estimation peu différente de celles de Von Damitz, de Wagner et de Clausewitz. Plotho (t. IV, p. 43) évalue les pertes de ses compatriotes en blessés et tués à 14,000 hommes. Il est à remarquer toutefois que dans les évaluations précédentes on n'a pas tenu compte des prisonniers.

(4) Entre une et deux heures, d'après les auteurs hollandais ; à deux heures, d'après le prince d'Orange ; à trois heures, d'après Napoléon.

mes (1), tandis que le matin on n'en aurait trouvé que 10,000. C'est une erreur. Quand Ney engagea le combat (à deux heures), le prince d'Orange n'avait que 9 bataillons, ou 7,312 hommes et 16 pièces de canon. Ce fut seulement entre trois et quatre heures qu'arrivèrent la brigade de cavalerie du général Van Merlen, forte de 1,122 chevaux, et la 5e division anglaise de Picton, ayant 7,282 combattants. La jonction de ces troupes porta le nombre des bouches à feu à 22 ou 30 (2), et l'effectif total des forces engagées à 16,000 hommes environ. Le contingent de Brunswick composé de 8 bataillons, 5 escadrons et 2 batteries (en tout 6,658 hommes), et celui de Nassau, composé de 3 bataillons (2,900 hommes), n'entrèrent en ligne qu'après l'échec de la brigade Van Merlen, dont il sera question plus bas.

Au moment de l'attaque, le prince de la Moskowa se crut suivi de près par les troupes du comte d'Erlon; ses dispositions furent prises en conséquence.

Après une lutte opiniâtre, qui fait honneur aux troupes néerlandaises, la 2e division du prince d'Orange fut culbutée : au même instant arriva de Nivelles la brigade de cavalerie de Van Merlen, qui déboucha sur la position, presque simultanément avec la division anglaise de Picton, partie de Bruxelles pendant la nuit. Ces renforts déterminèrent le prince d'Orange à prendre l'offensive; mais, attaqué par un nombre supérieur de soldats aguerris, il dut battre une seconde fois en retraite.

---

(1) D'après Jomini; d'après Napoléon, il y avait, de trois à six heures, 25,200 hommes d'infanterie, 1,800 de cavalerie et 12 canons ; et de six à neuf heures, 37,500 hommes d'infanterie et 1,500 de cavalerie et le même nombre de canons. D'après Gourgaud, les forces alliées, à la fin de la bataille, s'élevaient à 50,000 hommes. Ney eut, d'après le même auteur, seulement 22,840 hommes engagés; d'après Van Damitz, 24,700 et 44 canons ; d'après Clausewitz, 23,000 et 48 canons ; d'après Napoléon, 22,000, et d'après Plotho, 20 à 30,000. Tous ces chiffres sont exagérés. Ney eut seulement 18,000 hommes disponibles pour le combat. Quant au prince d'Orange, dans les premiers moments, il ne put lui opposer que neuf bataillons et seize bouches à feu. (VAN LOBENSELS, p. 186 et 215.)

(2) VAN LOBENSELS, p. 197.

Il était alors quatre heures. Le duc de Wellington, qui avait quitté les Quatre-Bras entre dix et onze heures du matin pour s'entendre avec Blücher à Sombreffe (1), revint en ce moment et prit la direction de la bataille. Dès lors les troupes néerlandaises se retirèrent sur le second plan (2); elles furent remplacées, au premier, par trois bataillons du contingent de Nassau, et par l'infanterie du duc de Brunswick, venue en toute hâte de Bruxelles (3).

La division Jérôme, restée jusqu'alors en réserve, donna vigoureusement sur ce nouveau corps, le fit plier, et, soutenue ensuite par quelques escadrons de cavalerie, le força à battre en retraite sur les Quatre-Bras. Heureusement que

---

(1) Il arriva à neuf heures. D'après un témoin oculaire, cité par van Lobensels, entre dix et onze heures, et, d'après Siborne, entre onze heures et midi. Il inspecta les troupes et fit compliment au prince d'Orange sur les bonnes dispositions qu'il avait prises. De Vaulabelle assure qu'il s'écria : « Si l'ennemi a plus d'une division, nous ne pourrons jamais tenir ; » et qu'ayant reconnu ensuite la présence de tout un corps d'armée, il ajouta : « C'est un maréchal qui est devant nous... s'il attaque, nous sommes perdus. » Mais tous ces propos doivent être accueillis avec circonspection. Nous croyons que le duc, en partant, recommanda seulement au prince de tenir ferme jusqu'à l'arrivée des secours. A l'égard des dispositions du prince, nous devons faire observer, pour être juste, qu'elles furent en partie l'œuvre du lieutenant général Perponcher. Cet officier ayant pris position aux Quatre-Bras, en vertu d'un ordre donné le 15 dans l'après-dînée par le quartier-maître général de l'armée néerlandaise, « reçut (vers minuit) du prince héréditaire d'Orange et du duc de Wellington l'ordre « de marcher des Quatre-Bras sur Nivelles. Il sentit que le duc avait donné cet ordre sans la « moindre connaissance de la situation de l'armée ; il comprit le danger qu'il y aurait si « l'ennemi, trouvant les routes de Bruxelles et de Namur libres, se portait en avant et séparait les deux armées. Il en assuma donc la responsabilité et demeura dans la position des « Quatre-Bras. » (*Lettre du général Gneisenau au roi de Prusse*, 12 juin 1817.)

Si Perponcher avait agi différemment, la journée du 16 aurait pu avoir un autre résultat ; car ce furent sa présence aux Quatre-Bras, dans la nuit du 15, et sa bonne contenance dans la matinée suivante qui, trompant le maréchal Ney, favorisèrent la concentration de l'armée anglaise.

Le prince d'Orange, retenu à Bruxelles par le duc de Wellington, n'était rentré à son quartier général de Braine-le-Comte qu'à deux heures du matin. Il approuva les dispositions prises par le général Perponcher, et fit donner plus d'extension à la défense des Quatre-Bras.

Il est très-probable, du reste, que le duc, mieux renseigné par les lettres reçues dans la soirée, avait donné au prince l'ordre d'en agir ainsi.

(2) Van Lobensels, p. 202.

(3) Napoléon affirme que cette infanterie quitta Bruxelles le 16, à dix heures du matin ; Gourgaud, sans préciser l'heure, dit seulement qu'elle se mit en route dans la matinée. Ces données doivent être exactes, car c'est le 15, vers dix heures du soir, que Wellington donna au contingent de Brunswick, établi entre Malines et Bruxelles, l'ordre de se concentrer entre cette dernière ville et Vilvorde. Or, en partant de là à dix heures du matin, le contingent devait, en effet, arriver aux Quatre-Bras vers quatre heures et demie.

la division Alten se trouva là juste à point pour arrêter ce mouvement. Elle attaqua les troupes françaises avec tant de vigueur, qu'elle les força de reculer avec des pertes sensibles. La division Cook, arrivée presque en même temps, compléta ce succès et mit le prince de la Moskowa dans l'impossibilité de tenter un nouvel effort.

Wellington fit suivre l'ennemi avec assez de résolution; mais la division Roussel protégea si efficacement la retraite, que l'armée française put reprendre la position qu'elle occupait le matin (1).

Il était neuf heures quand Ney quitta le terrain; l'armée anglo-néerlandaise comptait alors 50,000 hommes.

Peu s'en fallut que cette bataille ne prît une autre tournure. Le prince d'Orange, comme on l'a vu, resta seul jusqu'à quatre heures en présence de forces plus que doubles des siennes. La cavalerie et l'artillerie anglaises n'arrivèrent qu'à six heures (2). Toutes les troupes qui entrèrent successivement en action avaient fait des étapes forcées de huit à neuf lieues; la brigade des gardes de Maitland soutint une lutte opiniâtre, après avoir marché quinze heures consécutives, sans boire ni manger (3).

Déjà, vers six heures de l'après-dînée, le maréchal, voyant l'ennemi se renforcer graduellement, avait compris que sans l'arrivée du 1er corps, il lui serait difficile d'enlever la position. Aussi attendait-il ce corps avec la plus vive impatience (4),

(1) D'après les états officiels publiés par Gurwood, les Anglo-Hanovriens eurent aux Quatre-Bras 350 tués, 2,380 blessés et 181 manquants. Van Lobensels évalue les pertes des Néerlandais à 750 hommes. De Vaulabelle prétend que les Français perdirent 3,400 hommes, ce qui est trop peu, et les Anglo-Hollandais 9,000 hommes, ce qui est évidemment trop. Gourgaud porte les pertes de Ney à 4,140 hommes, et de Vaudoncourt, à 4,040.

(2) *Victories of the British armies.*

(3) Maxwell, t. III, p. 466.

(4) Napoléon commet une grave erreur dans ses *Mémoires*, en affirmant :

1° Que le maréchal Ney laissa en réserve en avant de Gosselies, pour observer Fleurus et assurer sa retraite, tout le 1er corps, la 1re division de cavalerie légère et une division de cuirassiers, en tout 16,000 hommes d'infanterie, 4,500 hommes de cavalerie et 64 bouches à

quand il reçut une lettre, datée de Fleurus (trois heures et quart), par laquelle le major général lui ordonnait : « de ma- « nœuvrer sur-le-champ de manière à envelopper la droite de « l'ennemi et *à tomber à bras raccourcis sur ses derrières par* « *Bry et Saint-Amand.* » Le général Labédoyère, porteur de cet ordre (1), avait rencontré en arrière de Frasnes le corps de d'Erlon qui se dirigeait sur les Quatre-Bras. En officier intelligent, il avait pris sur lui d'arrêter la marche de ce corps et de le mettre en mouvement sur Wagnelée et Bry. Il était alors cinq heures.

Voici en quels termes le comte d'Erlon rapporte cet incident (2) : « Au delà de Frasnes, je m'arrêtai avec des géné- « raux de la garde ; j'y fus rejoint par le général Labédoyère, « qui me fit voir une note au crayon qu'il portait au maré- « chal Ney, et qui enjoignait à ce maréchal de diriger mon « corps d'armée sur Ligny. Le général Labédoyère me pré- « vint qu'il avait déjà donné l'ordre pour ce mouvement, en « faisant changer de direction à une colonne. » (Il faut noter que Drouet avait devancé ses troupes.) « J'envoyai aussitôt « au maréchal mon chef d'état-major, le général Delcambre, « pour le prévenir de ma nouvelle destination. »

Ney, jugeant d'après l'ordre donné à deux heures (au moment où la bataille de Ligny allait s'engager), que l'intention de l'empereur était qu'il refoulât les alliés avant de se porter sur Bry et Saint-Amand, renvoya le général Del-

---

feu ; — 2° Que Ney envoya chercher cette seconde ligne à six heures ; qu'il était alors trop tard, et que d'Erlon ne pouvait arriver sur le champ de bataille que vers huit heures.

Notre récit, appuyé sur des faits irréfragables et des documents authentiques, détruit ces allégations, que nous nous bornons à signaler, ne jugeant pas nécessaire de les combattre séparément.

(1) Quelques écrivains prétendent que l'ordre dont il s'agit fut porté par le colonel Forbin-Janson. D'après Heymès, c'est le colonel Laurent qui « vint informer le maréchal que le « 1er corps, par un ordre de l'empereur qu'il avait transmis au comte d'Erlon, se portait dans « la direction de Saint-Amand. »

Nous avons adopté la version de Drouet, admise également par le général Jomini.

(2) *Lettre* du 9 février 1829, *au duc d'Elchingen.*

cambre au comte d'Erlon, avec l'ordre impératif d'arrêter le premier corps et de le diriger en toute hâte sur les Quatre-Bras. On prétend que Ney, dans cette occurrence, fut dominé par la conviction que tout ce qu'il pouvait faire alors était de s'opposer à la jonction des deux armées (1).

Quoi qu'il en soit, Drouet rebroussa chemin, quand déjà il était en vue de l'armée française à Ligny. Durutte seul continua de s'avancer avec une division d'infanterie et trois régiments de cavalerie de Jacquinot (2); malheureusement, il perdit du temps et n'arriva à Bry qu'après l'évacuation du village(3).

Le restant du 1er corps éprouva la même contrariété : quand il déboucha sur les Quatre-Bras, la bataille était finie. Cependant la cavalerie arriva encore à temps (vers neuf heures) pour couvrir la retraite de la division Jérôme, poursuivie par les troupes d'Alten et de Cook.

Ce fut ainsi que le 1er corps oscilla toute la journée du 16 entre les deux armées, comme le corps de Bernadotte avait oscillé, le 14 octobre 1806, entre les champs de bataille d'Iéna et d'Auerstaedt.

Le comte d'Erlon pense que Labédoyère n'avait pas mission de changer la direction de sa colonne avant d'avoir vu le maréchal. Il restera toujours quelque doute sur ce point, comme sur la plupart des incidents remarquables de la campagne de 1815.

Le maréchal Ney reproche à l'empereur d'avoir disposé

---

(1) Le fils du maréchal Ney pense que le duc d'Elchingen rappela le 1er corps, parce que l'ordre écrit à trois heures un quart lui prescrivait « de manœuvrer de façon à envelopper la droite de l'ennemi, » et que, pour atteindre ce but, le 1er corps devait prendre la chaussée de Namur et non la route de Saint-Amand. Mais cette explication est inadmissible, puisqu'on pouvait atteindre Bry sans revenir aux Quatre-Bras. (*Voir la carte.*)

(2) Le fils du maréchal Ney (p. 67 de ses *Documents*, etc.) donne à entendre que ce fut son père qui laissa ces troupes en arrière ; mais le général Durutte, dans sa relation, dit formellement que cette mesure fut prise par le comte d'Erlon pour empêcher que l'ennemi ne se jetât entre Bry et les bois de Delhutte (ce qui aurait coupé l'empereur d'avec Ney).

(3) Voir la relation du général Durutte. (*Documents*, etc., p. 72 et 73.)

de ses forces dans un moment où elles auraient pu lui assurer la victoire ; ce reproche est fondé. Napoléon savait, ou devait savoir, dès le matin, qu'il se trouvait en présence de trois corps de l'armée prussienne : s'il avait eu alors des doutes sur la réussite de son attaque, il aurait dû faire venir immédiatement le 1er corps et donner à Ney l'ordre de masquer seulement les troupes du prince d'Orange, en prenant position à Frasnes. A trois heures et quart, il n'était plus temps de rappeler ce corps, puisqu'on devait le croire engagé avec l'ennemi, et qu'on ne retire pas impunément une troupe du feu. Dans tous les cas, ce secours ne pouvait arriver avant sept heures du soir ; or, à cinq heures déjà, Napoléon voulait porter le coup décisif sur Ligny. La seule chose qu'il fût permis d'espérer de l'intervention tardive du 1er corps, c'est qu'il eût rendu la retraite désastreuse.

On a prétendu que, sans le contre-ordre de Ney, l'empereur eût *détruit* l'armée prussienne. Mais Clausewitz fait observer avec raison que l'apparition d'une force considérable sur les derrières de cette armée « aurait pu au contraire occasion-« ner une bataille douteuse, en obligeant Blücher à se retirer « plus tôt ; or, delà à une destruction complète comme à « Iéna, il y avait encore loin. »

Quant à l'ordre donné par Ney de faire revenir le 1er corps sur ses pas, il faut considérer que le maréchal ne savait pas au juste en ce moment à quelle distance se trouvait ce corps, et que, d'un autre côté, l'essentiel pour lui était de terminer glorieusement l'action commencée. « Cette résolu-« tion, dit le général Jomini, est du nombre de celles qui « peuvent ne pas être opportunes, selon la tournure des af-« faires, mais qu'aucun militaire éclairé ne saurait condam-« ner (1). »

---

(1) Voir sa *Correspondance avec le duc d'Elchingen*, p. 19.

On voit par ce qui précède, que le décousu des mouvements du 16 et la perte de la bataille des Quatre-Bras ont pour causes : d'abord la conviction de l'empereur que l'aile gauche n'éprouverait qu'une faible résistance de la part des alliés (1), et ensuite la conviction de Ney que cette aile devait refouler l'ennemi sur Bruxelles avant de marcher sur Ligny.

Cependant, malgré l'insuccès de l'attaque du 16 et les ordres fâcheux qui paralysèrent le corps de Drouet, la bataille des Quatre-Bras eut un résultat favorable aux Français. En effet, les instructions du prince de la Moscowa avaient pour objet général d'empêcher que les Anglais ne se portassent, le 16, au secours de Blücher, et cet objet fut atteint; seulement, il l'eût été d'une manière bien plus complète si Ney avait occupé les Quatre-Bras dans la matinée. Dans ce cas, la concentration de l'armée anglaise n'aurait pu se faire qu'à Waterloo, et la gauche des Français, devenue libre de ses mouvements, se serait jetée sur le flanc droit de l'armée prussienne, qu'elle aurait mise hors de cause.

Le même résultat eût été obtenu si Napoléon, au moment où Reille l'informa que les Prussiens se réunissaient derrière Fleurus (2), avait donné au maréchal Ney l'ordre de diriger Drouet et Kellermann sur Bry, et de masquer le prince d'Orange avec le 2e corps et la cavalerie légère à Frasnes (3).

Les pertes de la bataille s'élevèrent du côté des Fran-

---

(1) Son ordre, daté de Charleroi, le 16, remis à Ney presque en même temps que les instructions dictées à de Flahaut (ordre où, soit dit en passant, il n'est pas question de l'attaque des Quatre-Bras) prescrit au prince de la Moscowa « *de porter des reconnaissances aussi* « *loin que possible sur la route de Bruxelles et sur Nivelles*, D'OU PROBABLEMENT L'ENNEMI « S'EST RETIRÉ. »

(2) Cet avis, expédié à neuf heures, a dû parvenir à l'empereur vers dix heures.

(3) M. le général Jomini, dans sa *Correspondance* avec le fils de Ney, prétend « qu'un engagement sérieux aux Quatre-Bras (à deux heures, au moment où commençait la bataille de Ligny), était un véritable malheur à cette heure-là. »

çais, à 4,140 hommes (1), et du côté des alliés, à 3,750. Les Anglais eurent 316 tués et 2,156 blessés; un de leurs régiments, le 92e (écossais), eut 28 officiers et 300 soldats hors de combat. Parmi les morts se trouvait le duc de Brunswick.

Napoléon, qui avait donné la matinée du 16 à Blücher, donna celle du 17 à Wellington. Il était dix heures quand il résolut de se porter avec sa réserve et les corps de Ney contre les Anglais, pendant que Grouchy, avec ses 7 divisions d'infanterie et ses 2 corps de cavalerie, se mettrait à la poursuite des Prussiens. Ce fut seulement après midi que les troupes de ce dernier, fortes de 32,000 hommes (2), se mirent en route (3). Grouchy prétend qu'il reçut « sans autres « commentaires, l'ordre de diriger sa poursuite sur *Namur* « *et la Meuse*, et que s'étant permis de témoigner le désir « de ne pas s'éloigner autant de l'armée, Napoléon lui de- « manda avec humeur s'il prétendait lui donner des le- « çons. »

Une lettre, écrite le 17 par Soult au maréchal Ney, confirme ce renseignement (4).

L'ordre de marcher sur Gembloux, donné seulement dans l'après-midi, ne changea rien, d'après Grouchy, à l'objet primitif de sa mission, qui était « *de suivre* les Prussiens. » Cet ordre, trop ponctuellement exécuté, eut des conséquences désastreuses; il fut modifié, à la vérité, par d'autres instruc-

(1) Gourgaud estime les pertes des Français à 4,140 hommes, et celles des alliés à 8,000 environ; les *Victoires et conquêtes* portent le chiffre des pertes à 4,000 du côté des Français, et à près de 9,000 du côté des alliés.

(2) D'après Gourgaud, 36,000 hommes; — d'après de Vaudoncourt, 25,460 hommes d'infanterie, 4,870 de cavalerie et 96 canons; — d'après Grouchy, 32,000 hommes de toutes armes.

(3) Le gros des forces de Napoléon se mit en route à onze heures. Le corps de Gérard ne quitta Sombreffe qu'après trois heures.

(4) *Documents*, etc. p. 46.

tions, mais aucune ne parvint au maréchal en temps opportun, de sorte qu'il se trouva jusqu'au 18, à sept heures du soir, en présence de l'instruction formelle reçue la veille.

On doit attribuer les retards de la journée du 17 et la fausse direction de l'aile droite au jugement que l'empereur avait porté sur l'armée prussienne. Il croyait cette armée en pleine déroute, se repliant vers la Meuse et ne songeant plus à se présenter sur le champ de bataille; opinion erronée, qui domina l'ensemble de ses dispositions jusque bien avant dans la journée de Waterloo.

Les troupes de Wellington passèrent la nuit du 16 au 17 sur le terrain où elles avaient combattu; leur quartier général fut établi à Genappes.

Il semble résulter de deux ordres expédiés de cette dernière ville, le 16, avant minuit, que le duc s'attendait à ce que toute l'armée prussienne se réunît aux Quatre-Bras (1). Von Damitz affirme (2) que ce fut seulement le 17, à sept heures du matin, qu'il reçut avis de la perte de la bataille de Ligny et de la retraite de Blücher sur Wavre (3). Cette marche, qui éloignait l'armée prussienne et l'obligeait à chercher en arrière un point de ralliement avec l'armée anglo-néerlan-

---

(1) Il avait, en effet, été convenu, entre Blücher et Wellington, au moulin de Bussy, que le premier qui serait libre d'agir marcherait au secours de l'autre, et que, dans tout état de choses, la concentration se ferait à Mont-Saint-Jean.

(2) t. V, p. 221.

(3) Il paraît que l'avis *certain* de la retraite sur Wavre n'arriva que deux heures après. Une reconnaissance envoyée par Wellington, le 17, à sept heures du matin, dans la direction de Sombreffe, n'apprit rien, sinon que la nuit on avait tué un aide de camp de Blücher, et porteur de lettres pour le commandant en chef de l'armée anglaise. (SHERER, DE VAUDONCOURT et les auteurs allemands.) La version de l'article de la *Quarterly Review*, publiée sur les données de Wellington, est un peu différente. L'auteur de cet article prétend que le duc avait vu des Quatre-Bras, avec sa lunette, le combat de Ligny et la retraite de Blücher; que l'escadron de Gordon, envoyé en reconnaissance, le matin à sept heures, s'était mis en rapport, à Sombreffe, avec l'arrière-garde prussienne, commandée par Ziethen, et que cet escadron revint par conséquent avec des indications *complètes* et non *vagues*, comme le dit Siborne.

daise (1), engagea Wellington à faire un mouvement correspondant. Il commença la retraite vers dix heures, en ayant soin toutefois de la dérober le mieux possible à l'ennemi.

Napoléon était arrivé aux Quatre-Bras vers neuf heures. Il aurait attaqué immédiatement, si les troupes du 6e corps et de la réserve eussent été présentes.

On put voir, des hauteurs au-dessus de Frasnes, que les Anglais étaient en pleine retraite. Wellington, pour masquer son mouvement et donner le change à l'ennemi, avait laissé une forte arrière-garde devant les Quatre-Bras, et posté sur les hauteurs des dragons démontés et quelques pièces volantes.

L'armée alliée se retira sur Genappes, et de là sur Waterloo, pour prendre position en avant de la forêt de Soignes (2).

Une division, composée de 4 bataillons anglais et de 5 hanovriens, avec 3 brigades d'artillerie anglaise (comptant 18 pièces), se trouvait, sous les ordres de Colville, à Tubise, où elle couvrait la chaussée de Mons (3).

Le prince Frédéric, à la tête d'un corps de l'armée des Pays-Bas, se tenait en communication avec cette division pour le même objet (4).

Wellington, craignant d'être tourné par la route de Ni-

---

(1) Cette marche a été vivement critiquée par l'empereur; nous y reviendrons plus loin. Pour le moment, il suffit de constater que Blücher, en se retirant sur Wavre, avait pour but de rallier le corps de Bulow, laissé en arrière.

(2) La retraite sur Mont-Saint-Jean a été glorifiée par Siborne comme un des plus beaux faits d'armes de Wellington. Il y a beaucoup d'exagération dans ce jugement ; on doit reconnaître, cependant, que l'opération offrait des difficultés sérieuses. Si le maréchal Ney avait poursuivi immédiatement l'armée anglaise, il lui eût fait éprouver des pertes considérables. Wellington fut, au reste, admirablement secondé dans sa retraite par la cavalerie de lord Uxbridge.

De Vaudoncourt prétend que ce fut la pluie qui empêcha Ney de voir le commencement de la retraite des alliés. Le fait est que la poursuite ne commença que deux heures après.

(3) C'est par erreur que la *Situation* anglaise porte les quatre bataillons de la 4e division comme ayant occupé Braine-le-Comte pendant la journée du 18. (Voir GURWOOD, t. XII, p. 487.)

(4) CARMICHAEL-SMYTH, p. 315.

velles, ouverte aux Français depuis l'abandon des Quatre-Bras (1), n'osa point rappeler ces troupes, dont le concours lui était cependant bien nécessaire.

Napoléon se trouva en présence des alliés le 17 au soir. La journée était trop avancée pour livrer la bataille; il fallut attendre jusqu'au lendemain.

L'illustre chef de l'armée française avait l'espoir d'écraser les Anglais sans être inquiété par les Prussiens, qu'il croyait hors de combat depuis l'affaire de Ligny. Wellington, d'un autre côté, se flattait de garder sa position jusqu'après midi, époque de la journée où il devait, d'après les conventions faites avec Blücher, être rejoint par l'armée prussienne (2). Ses forces étaient numériquement un peu supérieures à celles de Napoléon (3), mais moins aguerries et composées d'éléments hétérogènes : Belges, Hanovriens, Allemands et Anglais. Les

---

(1) Cette crainte est exprimée dans plusieurs lettres de Wellington.

(2) Von Damitz prétend que, déjà dans la matinée du 17, Wellington fit connaître à Blücher son intention d'attendre l'ennemi, le lendemain, dans la position de Mont-Saint-Jean, si l'armée prussienne pouvait lui envoyer deux corps, ce à quoi Blücher aurait répondu qu'il viendrait avec toute son armée. D'autres affirment que cette promesse ne fut faite que dans la soirée du 17 (*Militair Wochenblatt*, 1845, n° 17). Capefigue, dans son histoire des *Cent jours*, t. II, p. 188, prétend que tous les mouvements à exécuter le 18 furent réglés entre Wellington et Blücher par l'intermédiaire du comte Pozzo di Borgo, qui fit, le 17, deux voyages au camp des Prussiens; Blücher lui-même, d'après cet auteur, vit le général anglais à Bruxelles. Sur ce point, Capefigue a été mal renseigné.

D'après l'article de la *Quarterly Review*, Wellington resta, pendant la nuit du 17, en communication avec le corps de Bulow par l'intermédiaire de patrouilles dirigées sur Ohain; le 18, une heure avant le commencement de la bataille, il vit la cavalerie de ce corps massée en deçà du défilé de Saint-Lambert, où les Français, d'après le témoignage de Soult, ne l'aperçurent que vers midi et demi.

(3) D'après Wagner, Wellington avait 68,000 hommes; — d'après C. Smyth, 60,750; — d'après de Vaudoncourt, 80,000; — d'après les *Victoires et conquêtes*, 68,000 et 240 canons; — d'après Gourgaud, 85 à 90,000 avec 250 canons; — d'après Sherer, 74,000; — d'après Von Damitz, 62,000; — d'après le général Jomini, 80,000.

Gourgaud évalue les forces de l'armée française à 67,100 hommes et 240 canons; — C. Smyth, à 82,000 et 246 pièces; — Jomini, à 70,000; — de Vaudoncourt, Craan, Wagner, Von Damitz et Van Lobensels à 68,000; — Sherer à 76,000.

Les états officiels portent le nombre des bouches à feu de l'armée alliée à 200; — de Vaudoncourt, à 258; — Von Damitz, à 230 ou 240; — les *Victoires et conquêtes*, à 250. D'après Napoléon (t. IX, p. 101 de ses *Mémoires*), l'armée française comptait 68,906 hommes, et l'armée alliée, 90,000. Celle-ci avait 255 canons, et celle-là 242 seulement. D'après les *Victoires et conquêtes*, Wellington avait plus de 80,000 hommes. Blücher, dans sa *relation officielle*, évalue les forces anglaises à 80,000 hommes, et les forces impériales à plus de 130,000,

derniers seuls étaient bien commandés et bien équipés. C'est à peine s'il pouvait compter sur le dévouement de tous les corps de cette armée (1). Quant à l'unité d'action, si nécessaire un jour de bataille, il ne devait pas espérer l'obtenir avec des chefs qu'il ne connaissait pas, des soldats pour la plupart sans expérience, et des corps n'ayant jamais combattu ensemble (2).

Wellington croyait avoir affaire (sa correspondance le constate) à toute l'armée française, sauf le 3e corps, c'est-à-dire à un effectif de troupes bien supérieur au sien; et néanmoins il attendit avec une entière confiance le choc de cette redoutable armée, conduite par le plus grand capitaine de l'époque! Cette confiance admirable, téméraire peut-être, l'empereur la qualifia de faute, tant il se croyait sûr de vaincre. Voyant l'armée anglaise en position devant la forêt de Soignes, il s'écria, comme Soult à Orthez : *Enfin, je les tiens! Neuf chances sur dix sont en ma faveur* (3).

---

erreur provenant de ce qu'il croyait avoir eu affaire à toute l'armée française. D'après les états cités par Maxwell, les Français, au commencement de la bataille, eurent 70,428 hommes et 240 canons, les alliés 69,894 hommes et 164 canons. A quatre heures et demie, arrivèrent 16,546 Prussiens avec 83 canons; à 6 heures et demie, il y eut 44,232 Prussiens et 107 canons, et à 7 heures, 49,886 Prussiens et 123 canons. Dans l'effectif des alliés, les Anglais entrèrent pour 25,389, la légion germanique pour 6,793, les Hanovriens pour 10,995, les Brunswickois pour 6,303, les Nassau pour 2,926, et les Néerlandais pour 17,488.

(1) Napoléon, dans ses *Mémoires*, t. IX, p. 52, dit : « la Belgique et les quatre départements « du Rhin tendaient les bras, appelaient à grands cris leur libérateur, et l'on avait des intel- « ligences dans l'armée belge. » En dépit de cette affirmation, nous croyons que les troupes néerlandaises étaient bien disposées à faire leur devoir. Rien, dans leur belle conduite aux Quatre-Bras et à Waterloo, ne prouve qu'elles fussent travaillées par l'influence française; au contraire.

(2) « Je crois vraiment, écrit-il à lord Bathurst, neuf jours après la bataille (Jaucourt, « 25 juin), qu'à l'exception de ma vieille infanterie espagnole, j'ai non-seulement la plus mau- « vaise armée, mais encore la plus mal équipée et le plus mauvais état-major qu'on ait « jamais réuni. » — Voir également sa *lettre* du 6 mai, *au comte de Blacas*.

Napoléon lui-même, dans ses *Mémoires*, déclare que deux soldats hollandais, prussiens ou de la confédération ne pouvaient compter que pour un Français.

(3) Paroles citées par Napoléon lui-même dans le t. IX de ses *Mémoires*.

Mais son major général, dit-on, répondit : « Sire, je les connais ces Anglais; ils mourront « sur le terrain avant de le quitter. » CAPEFIGUE, t. II, p. 189 et 191.

Quelques auteurs ont fait dire à Foy : « L'infanterie anglaise, en duel, c'est le diable. » Si ce mot n'a pas été prononcé devant l'empereur, du moins il est admissible que Foy et Soult,

Cependant Grouchy, au lieu de se lancer résolument à la poursuite de l'armée prussienne, s'était arrêté à Gembloux, sans savoir où se trouvait cette armée. Il apprit seulement, le 17 au soir que Blücher, après avoir rallié le 4me corps, s'était concentré autour de Wavre. L'empereur, qui supposait le commandant de son aile droite aux environs de cette même ville, lui expédia, à dix heures du soir, un courrier pour l'informer qu'il y aurait le lendemain une grande bataille; — que l'armée anglo-hollandaise était en position devant la forêt de Soignes, sa gauche appuyée au village de la Haye, — et qu'il devait, en conséquence, diriger avant le jour, un détachement de 7,000 hommes de toutes armes et 16 pièces de canon sur Saint-Lambert, afin de renforcer la droite de l'armée, et pour agir de concert avec elle. Napoléon recommandait en outre à Grouchy d'appuyer le détachement fait sur Saint-Lambert aussitôt qu'il serait assuré que le maréchal Blücher aurait évacué Wavre, soit pour continuer sa retraite sur Bruxelles, soit pour se porter dans toute autre direction (1).

On a su depuis que cet ordre n'arriva point à destination.

A onze heures du soir, l'empereur reçut une lettre datée de Gembloux, cinq heures de l'après-dînée, par laquelle Grouchy lui fesait savoir qu'il ignorait la position de l'armée prussienne, circonstance à peine croyable, puisque cette armée n'était qu'à trois lieues de ses cantonnements.

---

comme vétérans des guerres de la Péninsule, aient eu une plus haute opinion que Napoléon de la bravoure du soldat anglais et du talent de Wellington.

Châteaubriand rapporte que Soult ayant fait quelques observations sur le plan d'attaque de l'empereur, reçut pour toute réponse ces mots dédaigneux. « Parce que Wellington vous a battu, vous croyez que c'est un grand général. » Quoique le témoignage de l'illustre romancier n'ait pas une grande valeur à nos yeux, cependant il paraît certain que Soult fit observer que ce serait perdre inutilement de la cavalerie, que d'essayer d'enfoncer les régiments anglais, observation dont l'empereur ne tarda point à reconnaître la justesse.

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 102.

L'aile droite avait fait à peine 10 kilomètres dans la journée du 17.

Un second courrier fut envoyé au maréchal le 18, à quatre heures du matin, pour lui réitérer l'ordre expédié la veille.

A cinq heures, on reçut au quartier général un nouveau rapport, daté de Gembloux, deux heures du matin : « Dans ce rapport, Grouchy rendait compte qu'il avait appris, à six heures du soir, que Blücher s'était dirigé avec toutes ses forces sur Wavre ; qu'en conséquence, il avait voulu l'y suivre à l'heure même ; mais que les troupes ayant déjà pris leur camp et fait la soupe, il ne partirait qu'au jour pour arriver de bonne heure devant Wavre, ce qui aurait le même effet : que le soldat serait bien reposé et plein d'ardeur (1). »

Il pleuvait sans interruption depuis le 17 à midi; le terrain était fortement détrempé; les soldats, d'un autre côté, avaient beaucoup souffert dans les marches et au bivouac. Est-ce la raison qui empêcha l'empereur d'attaquer de grand matin? Plusieurs écrivains le prétendent (2) ; mais, en étudiant les ordres donnés depuis la veille, on a quelque peine à admettre cette explication (3). Il semble résulter, en effet, de ces documents, que l'empereur s'attendait à n'avoir que les Anglo-Néerlandais à combattre, soit qu'il jugeât l'armée prussienne désorganisée, ou qu'il crût Wavre occupée seulement par une fraction de cette armée, ou qu'il regardât la jonction de Blücher et de Wellington *en avant* de la forêt de Soignes comme impossible. De toutes ces suppositions, la dernière est la plus admissible, parce que, pour se réunir aux Anglais,

---

(1) *Mémoires de Napoléon*. Gourgaud donne la même explication.

(2) Entre autres les auteurs des *Victoires et conquêtes*, t. XXIV, p. 201.

(3) D'après de Vaudoncourt (t. IV, p. 23) l'empereur, assuré par la dépêche du maréchal Grouchy (reçue à cinq heures du matin) que son aile droite serait à Wavre vers midi, voulut attendre jusqu'à ce moment pour attaquer. Il fallut d'ailleurs accorder aux soldats quelques heures pour faire leur repas et nettoyer leurs armes.

l'armée de Blücher devait longer la forêt et prêter le flanc à Grouchy, qui était censé sur ses talons (1). Au reste, que l'empereur ait eu ou n'ait pas eu cette opinion, il paraît certain que, dans la matinée du 18, il ne comptait pas sur l'arrivée des Prussiens; dès lors, on ne doit pas s'étonner qu'il ait attendu pour engager la bataille que le ciel se fût éclairci et le terrain un peu séché (2).

Wellington occupait en avant de Waterloo une position que traversent les grandes routes de Charleroi et de Nivelles. La droite de cette position était rejetée derrière un ravin près de Merbes-Braine, et la gauche s'étendait jusqu'au château de Frichermont, situé sur une hauteur au-dessus de la Haye. Des détachements gardaient les hauteurs de Merbes-Braine, de la Haye, de Smohain, ainsi que la ferme de Papelotte, les bâtiments et les jardins du château d'Hougoumont (3), situé en avant du centre droit, près de la route de Nivelles, et la ferme de la Haie-Sainte, établie en avant du centre gauche, sur la route de Genappes (4). (*Voir plan* n° XX.)

La division Chassé et la brigade d'Aubremé occupaient les environs de Braine-l'Alleud, sur l'extrême droite.

Cette aile était parfaitement appuyée; l'autre se trouvait plus ou moins en prise. Il aurait fallu y placer un corps de troupes, non-seulement pour la couvrir, mais encore pour assurer l'approche des secours avec lesquels cette aile devait rester en communication.

Wellington avait divisé l'armée anglo-néerlandaise en trois corps: celui de droite était sous les ordres de Hill;—celui

---

(1) La preuve que telle était bien la pensée de Napoléon, c'est que, dans ses *Mémoires*, il reproche à Wellington d'avoir accepté la bataille en avant de la forêt, au lieu de l'accepter en arrière.

(2) Le général Jomini n'admet pas l'excuse de l'état du terrain, et il a raison. Ce n'était pas quelques heures d'un temps brumeux qui pouvaient rendre le terrain meilleur. L'hypothèse du général de Vaudoncourt est plus admissible.

(3) Le véritable nom de ce château est Gomont: ses propriétaires sont les comtes de Gomont.

(4) Voir le *Rapport* de Wellington à lord Bathurst, *sur la bataille de Waterloo*.

du centre obéissait au prince d'Orange, — et celui de gauche avait pour chef le général Picton. La cavalerie était commandée par lord Uxbridge, connu en Espagne sous le nom de sir Arthur Paget.

A la façon dont Wellington disposa ses troupes, on voit qu'il craignait d'être attaqué sur sa droite et tourné par Hal (1); c'est même en prévision d'une attaque de ce côté qu'il avait écrit, le matin de la bataille, au duc de Berry pour l'engager, le cas échéant, à faire filer la cour de France sur Anvers, par la rive gauche de l'Escaut. On ne s'explique pas que le duc ait pu attribuer à Napoléon un plan d'opération qui devait hâter la jonction des armées alliées, jonction que, depuis le commencement de la campagne, l'empereur cherchait à rendre impossible. Sauf cette réserve, on doit admettre, avec la plupart des historiens militaires, que la position de Mont-Saint-Jean fut bien choisie (2) et convenablement occupée. L'empereur, toutefois, et les généraux qui ont pris sa défense avec des idées préconçues, ne sont pas de cet avis (3); ils prétendent, au contraire, que ce fut une grande faute d'avoir livré bataille en avant de la forêt, qui, en cas d'échec, eût opposé à la retraite de l'armée vaincue un obstacle infranchissable.

« Wellington, dit l'empereur, ne pouvait rien faire de plus « contraire aux intérêts de son parti et de sa nation, à l'es-

---

(1) Il laissa aux environs de cette ville un corps de 19,000 hommes, commandé par le prince Frédéric d'Orange. Ce corps ne fut d'aucune utilité.

Wellington massa aussi plus de troupes sur sa droite que sur sa gauche, ce qui n'était pas très-judicieux.

S'il faut en croire les auteurs des *Victoires et conquêtes*, l'occupation de Hal fut la conséquence de l'envoi de 2,000 chevaux que Napoléon dirigea sur cette ville, dans la nuit du 17, pour menacer la droite anglaise et faire mine de gagner Bruxelles, en tournant la forêt de Soignes (t. XXIV, p. 196). Cette cavalerie, toutefois, rentra la nuit même dans son bivouac.

(2) « La position de Wellington, dit le général Jomini, était belle : c'est un glacis très-favo« rable à l'artillerie, et d'où l'on voyait tous les mouvements des Français. » (*Napoléon au tribunal de César*, etc.)

(3) Nous faisons une exception en faveur du général de Vaudoncourt, qui juge Napoléon sans parti pris, et qui néanmoins trouve la position de Wellington *totalement contraire aux règles de la stratégie*. (t. IV, p. 64.)

« prit général de cette campagne, et même aux règles les plus « simples de l'art de la guerre, que de rester dans la position « qu'il occupait. Il avait derrière lui les défilés de la forêt « de Soignes : s'il était battu, toute retraite lui était impos- « sible... » A cette objection, le savant auteur du *Précis de l'art de la guerre* répond que l'armée alliée avait derrière son centre la route de Waterloo; derrière sa droite celle des deux Braine, et derrière sa gauche celle de la Hulpe; — trois chaussées convergeant vers Anvers, sa base d'opérations ; — elle avait, en outre, un grand nombre de chemins se dirigeant, à travers la forêt, sur Bruxelles. Cette armée se trouvait donc dans de meilleures conditions, pour opérer sa retraite, que si elle avait dû traverser une plaine découverte (1).

Presque tous les stratégistes dont les ouvrages font autorité se sont ralliés à cette opinion, confirmée d'ailleurs par quelques faits de guerre.

L'empereur forma son armée en bataille sur les deux côtés de la route de Bruxelles à Charleroi. En première ligne se trouvaient : à gauche de la chaussée, le corps de Reille avec les divisions Jérôme, Foy, Bachelu et la division de cavalerie Piré; — à droite de la chaussée, le corps de Drouet avec quatre divisions d'infanterie déployées, comme les précédentes, sur deux lignes, à trente toises l'une de l'autre. En seconde ligne, derrière les ailes se trouvait la cavalerie, — et en troisième

---

(1) *Précis de l'art de la guerre*, t. II, p. 15.—Le général Jomini ajoute, sous forme d'observation générale, « que la retraite d'une armée en position devant une forêt serait d'autant « plus sûre, si, comme c'était le cas à Waterloo, la forêt formait une ligne concave derrière « le centre, car ce rentrant deviendrait une véritable place d'armes pour recueillir les « troupes et leur donner le temps de filer successivement sur la grande route.

Le colonel C. Smyth fait observer d'ailleurs que la forêt de Soignes était praticable pour la cavalerie, pour l'artillerie et pour l'infanterie dans presque toutes les directions. (p. 324.)

Lord Ellesmere assure (p. 40), « que Wellington était d'avis que ses troupes auraient parfaitement traversé et défendu la forêt, jusqu'à l'arrivée des Prussiens, s'il avait dû battre en retraite avant sept heures. »

ligne, derrière le centre, le 6e corps (Lobau) et la garde impériale formant réserve (1).

Napoléon dit (2) que son intention était de porter sur la Haie-Sainte deux divisions du 1er et deux divisions du 6e corps, soutenues par dix divisions d'artillerie, pendant que les deux autres divisions du 1er corps se seraient portées sur la Haie. Il espérait ainsi tourner la gauche de la position, séparer les Prussiens des Anglais, obliger ces derniers à se replier sur Hal, et favoriser la jonction de l'armée principale avec le corps de Grouchy.

Ce plan d'attaque, qui rappelait ceux de Wagram et de Borodino, offrait d'autant plus de chances de succès, que l'aile gauche des alliés était la plus faible. On a prétendu qu'en attaquant la gauche seule, l'empereur eût obtenu les résultats décisifs qui signalèrent une attaque semblable faite par Frédéric II à la bataille de Leuthen; mais le général Jomini fait observer, avec raison, que ce mouvement aurait laissé la ligne de retraite de l'armée française à découvert, et jeté cette armée dans le pays fourré de Saint-Lambert, où une défaite eût été sans remède.

Vers onze heures et demie (3), la division Jérôme, soutenue par celles de Foy et de Bachelu, commença l'attaque du poste d'Hougoumont. Le bois, défendu par les gardes anglaises, fut pris et repris plusieurs fois; il finit cependant par rester au pouvoir des Français; mais le château fit une résistance

---

(1) Les troupes se mirent en mouvement sur onze colonnes, destinées : quatre à former la première ligne, quatre la seconde ligne et trois la troisième. A neuf heures et demie, les têtes des quatre premières colonnes arrivèrent sur le terrain où elles devaient se déployer. A dix heures et demie, tout le mouvement était achevé : l'armée française se trouvait rangée sur six lignes, les deux premières d'infanterie ayant la cavalerie légère sur les ailes, la 3e et la 4e de grosse cavalerie, les 5e et 6e de cavalerie de la garde, avec six lignes d'infanterie de la garde et le 6e corps formé en colonne serrée. (*Victoires et conquêtes*, t. XXIV.)

(2) *Mémoires*, etc., t. IX, p. 118.

(3) D'après Wellington et Gneisenau, la bataille commença vers dix heures; d'après le général Alava et de Vaudoncourt, à onze heures et demie; d'après Napoléon et Drouet, à midi; d'après le maréchal Ney et le colonel Heymès, à une heure.

désespérée. Vers deux heures, il fallut suspendre l'attaque et songer à détruire ce bâtiment par d'autres moyens. Si de prime abord on l'avait foudroyé avec une batterie d'obusiers, on n'aurait pas eu ce fâcheux retard à déplorer. « L'opinion générale, dit Van Lobensels, est que Napoléon, après avoir pris le poste d'Hougoumont, voulait se rendre maître de la Haie-Sainte et décider ensuite la bataille par un coup violent de sa réserve sur le centre ennemi (1). » Mais, comme le château résistait plus longtemps qu'on ne l'avait cru, l'empereur jugea prudent de ne pas attendre la fin de cette attaque pour commencer le mouvement projeté. En conséquence, le maréchal Ney reçut l'ordre de se tenir prêt à marcher.

Vers midi et demi (2), Napoléon aperçut au loin, sur sa droite, une espèce de nuage que les uns prirent pour des troupes en marche, les autres pour une colonne au repos, et quelques-uns pour des arbres. Environ un quart d'heure après, on sut, par un hussard prussien, chargé d'une lettre pour Wellington, que c'était le corps de Bulow qui approchait. Le major général duc de Dalmatie expédia sur-le-champ au maréchal Grouchy le rapport verbal du hussard et la lettre interceptée, avec l'ordre de marcher sur Saint-Lambert et de prendre le corps ennemi à dos. L'officier porteur de cette missive (3) avait quatre ou cinq lieues à faire ; il était donc impossible que Grouchy arrivât sur le champ de bataille avant huit heures du soir. Au reste, on a su depuis que cet officier, par suite

(1) *Précis de la campagne de* 1815, etc., p. 273. Cette opinion est confirmée par Gourgaud dans les termes suivants : « Ces dispositions indiquaient le projet de l'empereur de percer le centre de l'armée anglaise... et de couper la retraite à la droite et à la gauche de la ligne. »

(2) Napoléon et Gourgaud soutiennent que ce fut vers onze heures que l'on aperçut l'avant-garde de Bulow ; ils se trompent, car la lettre de Soult, écrite immédiatement après l'interrogatoire du hussard prussien, est datée de une heure. On peut, au reste, facilement rectifier cette erreur par le récit même de Napoléon. (Voir ses *Mémoires*, t. IX, p. 120 et suivantes.)

(3) Le colonel Zenowitz. — M. de Vaulabelle prétend que ce colonel fit un détour de onze lieues par Genappes, les Quatre-Bras, Sombreffe, Gembloux et Sart-lez-Walhain.

d'un retard inexplicable, ne rencontra le maréchal qu'à sept heures (1). Un retard semblable fut cause que la dépêche expédiée le matin, à dix heures, n'arriva que vers quatre heures.

Pour parer au danger qui menaçait sa droite, l'empereur envoya le 6me corps (Lobau), avec deux brigades de cavalerie légère (Domont et Subervic), « prendre une position où il pût, « avec 10,000 hommes en arrêter 30,000. » Ces forces devaient attaquer Bulow en front, dès que les 6 à 7,000 hommes de Grouchy l'attaqueraient par derrière (2).

Comme ces dispositions privaient Napoléon du corps dont il avait besoin pour l'attaque combinée du centre et de la gauche, il dut modifier son plan de bataille, « n'ayant plus, dès lors, assez de troupes sous la main pour remplir le vide qu'un mouvement à droite aurait laissé entre le 1er et le 2me corps (3). »

Ney reçut donc l'ordre de percer le centre et de pousser droit sur la route de Bruxelles (4). C'était évidemment le moyen de faire le plus de mal possible à l'armée anglaise. En débordant sa gauche, on l'aurait à la vérité séparée de Blücher; mais cette opération, la rejetant sur Braine-l'Alleud, lui eût permis de se retirer tout entière par Hal. Il ne faut pas oublier, du reste, qu'à cette heure de la journée, Napoléon avait encore la conviction que les trois autres corps prussiens n'arriveraient pas sur le champ de bataille.

Le maréchal Ney, avec beaucoup de peine, parvint à mettre 62 bouches à feu (5) en batterie sur un terrain détrempé, devant la gauche des Anglais. Une vive canonnade s'engagea

(1) *Rapport* de Grouchy, du 20 juin 1815.

(2) Napoléon raisonnait comme si son ordre de la veille avait été exécuté, et comme si les trois autres corps prussiens ne devaient pas suivre celui de Bulow.

(3) De Vaudoncourt.

(4) C'est par erreur, selon nous, que plusieurs historiens ont avancé que Ney attaqua le centre uniquement parce qu'il avait rencontré devant sa gauche un ruisseau formant un bas-fond bourbeux où il était impossible de passer avec de l'infanterie. Aucun témoignage solide ne confirme cette version.

(5) D'après de Vaudoncourt.—Von Damitz, la *Oestreichische militair Zeitung* et les *Victoires et conquêtes* en portent le nombre à 80; Jomini à 100.

sur ce point; mais elle n'eut pas de grand résultat, à cause de l'éloignement des pièces (1).

A deux heures, Ney forma le 1er corps en quatre colonnes serrées par bataillon, qui se portèrent en avant par échelons, l'aile gauche en tête. Ces colonnes étaient évidemment trop profondes pour l'attaque et trop rapprochées pour le déploiement (2). Celle de droite, sous les ordres de Durutte, se dirigeait sur Papelotte pour contenir l'extrême gauche de l'ennemi, de concert avec la cavalerie de Jacquinot; en queue des trois autres colonnes marchait la cavalerie de Milhaud. L'artillerie fut obligée de rester en place à cause de l'état du terrain, et cette circonstance, jointe à la profondeur des colonnes, fit essuyer aux Français des pertes considérables. La première colonne, sous les ordres de Quiot, laissant la Haie-Sainte à gauche, attaqua et mit en déroute la brigade néerlandaise de Byland; mais en arrière de cette brigade se trouvait, abritée par un pli de terrain, la division anglaise de Picton, qui brisa l'effort des assaillants par ses feux bien dirigés et par un habile mouvement qu'exécutèrent les 42me et 92me régiments sur la gauche de la colonne. Pendant cette lutte opiniâtre, l'intrépide commandant de la division anglaise tomba glorieusement à la tête de ses troupes. La deuxième colonne, formée de la division Doucelot, allait entrer en action quand Wellington, profitant de la faute qu'avait commise le maréchal Ney en négligeant la Haie-Sainte (d'où l'on pouvait déboucher sur le flanc des Français), envoya la brigade de dragons Ponsonby attaquer à revers la colonne à demi ébranlée de Quiot. Cette

---

(1) Cette faute, comme beaucoup d'autres commises dans cette mémorable journée, tenait à ce que l'armée française avait mal reconnu la position de l'ennemi et le terrain en avant.

(2) On ne connait pas au juste l'élément de formation de ces colonnes: d'après les uns, ce fut le bataillon; d'après les autres, la compagnie. Les écrivains militaires ne sont pas d'accord non plus sur la manière dont se fit l'attaque, ni même sur le nombre des colonnes.

colonne, mise en déroute par un choc si formidable, s'appuya sur la deuxième, qu'elle entraîna dans son mouvement rétrograde. Les escadrons anglais, passant alors entre les colonnes Marcognet et Doucelot, s'avancèrent jusqu'à la ligne d'artillerie, qui venait de se porter imprudemment en avant pour soutenir les troupes engagées (1). Ils sabrèrent un grand nombre de chevaux et désorganisèrent une quinzaine de pièces (2). Mais cette cavalerie fut arrêtée à son tour et ramenée vigoureusement par deux brigades de Milhaud et de Jacquinot, envoyées au secours du prince de la Moskowa par ordre de Napoléon. Le général Ponsonby reçut un coup mortel en chargeant à la tête de ses dragons.

Dès que le maréchal Ney eut reformé le 1er corps au pied de la hauteur et donné à son artillerie le temps de se remettre un peu, Napoléon lui expédia l'ordre d'attaquer la Haie-Sainte.

L'opération commença par une charge vigoureuse de la cavalerie de Milhaud et d'une brigade de la cavalerie légère de la garde. Cette vaillante milice traversa la première ligne anglaise au cri de *Vive l'empereur!* mais la seconde lui opposa une barrière infranchissable. Là se trouvait, formée en carrés, la célèbre division du général Alten, admirablement secondée par la cavalerie de Somerset et par celle du général néerlandais baron Trip. Pendant que les escadrons de Ney soutenaient le choc de ces troupes d'élite, son infanterie attaquait la Haie-Sainte avec un élan irrésistible. Les munitions des alliés commençaient à manquer sur ce point; leur feu se ralentit et

---

(1) D'après de Vaulabelle, ce fut Ney qui donna à ces pièces l'ordre de s'avancer pour prendre position sur le plateau et foudroyer l'ennemi de près. Comme elles étaient du calibre de 12, elles restèrent embourbées au pied de la hauteur. Quand Napoléon les vit dans cette situation, il envoya au maréchal l'artillerie légère de la garde qui, malheureusement, ne produisit que peu d'effet, à cause de la faible portée de ses bouches à feu.

(2) DE VAUDONCOURT. — D'après d'autres auteurs, la charge de Ponsonby mit trente à quarante pièces hors de combat; d'après les *Victoires et conquêtes*, sept pièces seulement.

bientôt la ferme tomba au pouvoir des Français. Il était quatre heures environ (1).

Pendant ce temps les batteries d'obusiers de la gauche avaient mis le feu au château d'Hougoumont, où les gardes anglaises continuaient à se défendre au milieu des flammes et des décombres. Cette résistance, toutefois, ne donnait plus d'inquiétude à l'empereur ; son attention était entièrement concentrée sur le centre, où d'un instant à l'autre le dénoûment pouvait surgir.

La situation de Wellington, en effet, paraissait extrêmement grave. Les troupes anglo-néerlandaises commençaient à s'impatienter de rester sur la défensive, exposées à des pertes énormes (2). Il était temps que les secours arrivassent ; aussi remarquait-on que le général en chef dirigeait fréquemment sa lunette vers la gauche.

Blücher avait promis de déboucher sur le champ de bataille vers une heure de l'après-midi ; mais l'état des chemins lui avait fait éprouver des retards considérables (3). Il était sept heures quand le canon prussien se fit entendre du côté d'Ohain.

Pour détruire l'effet de cette diversion, l'empereur fit dire sur toute la ligne que c'était le corps de Grouchy qui approchait (4) : inutile subterfuge, dont l'armée ne fut dupe qu'un

---

(1) Quelques auteurs prétendent que la ferme fut prise seulement vers sept heures ; mais ils se trompent.

(2) La 5e division, forte de 5,000 hommes, après une charge, ne ramena que 1,800 combattants. Le 27e régiment perdit 400 hommes sans bouger et sans tirer un seul coup de fusil ; il eut tous ses officiers, sauf un, hors de combat. Le 92e, au moment de charger, n'avait plus que 200 hommes. Le 53e dut rester sur place, faute d'un nombre suffisant de soldats pour manœuvrer. (Voir MUDFORD et MAXWELL, t. III, p. 486.)

(3) Ce retard peut être estimé à deux heures. Bulow en avait éprouvé un autre à Wavre, (entre sept et huit heures du matin); son avant-garde était déjà au delà de cette ville, quand un incendie violent éclata dans la grande rue par laquelle son corps d'armée devait forcément passer. La colonne principale se mit à éteindre le feu ; pendant ce temps, l'avant-garde se forma à Saint-Lambert (onze heures), où elle ne fut rejointe par le restant des troupes que dans l'après-dînée (deux heures).

(4) Fait avoué par Napoléon, et confirmé par Heymès et par le comte d'Erlon.

instant. Il eût été plus habile, peut-être, de faire considérer cet événement comme une chose prévue et nullement inquiétante.

Dès que Wellington s'aperçut qu'il n'avait plus rien à craindre sur la droite, il renforça le centre pour faire face au danger qui menaçait ce point depuis la prise de la Haie-Sainte. Déjà, antérieurement, il avait fait venir la brigade Mitchell et le contingent de Brunswick, établis en arrière d'Hougoumont. Entre trois et quatre heures, la brigade hanovrienne de la division Picton prit position sur la chaussée en avant de Mont-Saint-Jean, pendant que les troupes de Clinton accouraient de la droite vers le centre (1), et que celles du général Chassé, demeurées à Braine-l'Alleud, s'établissaient entre Merbes-Braine et la route de Nivelles. (*Voyez et suivez la ligne AA du plan.*)

En voyant déboucher les premières colonnes de Bulow, vers quatre heures et demie, l'empereur eut un moment la pensée de faire un changement de front en arrière, en donnant Hougoumont pour pivot à la gauche et Planchenoit pour point d'appui à la droite; mais il abandonna bientôt cette idée, parce que, dit-on, il avait encore l'espoir d'être rejoint par Grouchy, et que, d'un autre côté, ses derniers renseignements lui donnaient la conviction que les alliés n'étaient pas en état de faire une plus longue résistance (2). Cette version, toutefois, ne semble guère admissible, au moins en ce qui regarde l'arrivée probable de l'aile droite, puisque l'empe-

(1) Le centre avait été affaibli par le départ de la brigade Byng, envoyée au soutien du poste d'Hougoumont.

(2) C'est la version de de Vaudoncourt (t. IV, p. 42). Celle de Gourgaud est un peu différente : « Napoléon, dit-il, balança un instant s'il ne changerait pas sa ligne d'opération « pour la placer sur la route de Nivelles, en débordant la droite de l'armée anglaise, au lieu « de la gauche, et en marchant sur Mont-Saint-Jean par la route de Nivelles, après s'être « emparé de Braine-l'Alleud. » Le général Gourgaud ajoute que ce plan fut abandonné, parce qu'il eût compromis Grouchy et favorisé la réunion des alliés ; au surplus, le terrain entre la Haie et Planchenoit convenait mieux que tout autre aux troupes chargées de contenir Bulow.

reur lui-même affirme que, vers quatre heures, il reçut la fâcheuse nouvelle qu'à dix heures (1) du matin, Grouchy n'avait pas encore quitté Gembloux, et que les éclaireurs de Domont n'en avaient aperçu aucune trace. Il est plus probable que Napoléon fut dominé par la conviction qu'il pouvait écraser les Anglais avant l'arrivée des Prussiens, et, dès lors, on comprend qu'il n'ait pas voulu perdre son temps à faire un changement de front en arrière.

Au reste, la concentration des troupes entre Hougoumont et Planchenoit n'aurait pas beaucoup amélioré l'état des choses. La bataille serait devenue indécise, Napoléon aurait gagné Genappes dans la nuit, et, avant le 19 au matin, la jonction de Grouchy eût été un fait accompli. Mais, pendant ce temps, Blücher et Wellington se seraient également réunis ; le but de la campagne eût été manqué, et l'empereur se serait vu obligé de rentrer en France pour garder la défensive contre un demi-million de soldats alliés (2).

Après l'enlèvement de la Haie-Sainte, le combat du 1er corps fut suspendu par ordre de Napoléon, qui voulait avoir des indications précises sur les mouvements de Bulow. Ney devait se borner à soutenir ce poste pendant que la division Durutte attaquerait les fermes de Papelotte et de la Haie.

Cependant, vers cinq heures, Wellington, ayant conçu l'espoir de reprendre le parc d'Hougoumont et la Haie-Sainte, lança les Hanovriens sur ce dernier poste en même temps qu'il dirigea les Anglais de lord Hill sur l'autre. Ney repoussa énergiquement cette attaque ; mais, contrairement à

---

(1) Le général Gérard, dans une *lettre au général Hulot* (voir le *Spectateur militaire* t. IX, p. 433), affirme que Grouchy donna à sept heures l'ordre de partir à huit, et que lui, Gérard, ne se mit en marche qu'une heure après. Il se peut donc très-bien que la totalité de l'aile droite n'ait quitté Gembloux qu'après dix heures.

(2) Gourgaud dit que Napoléon, en voyant approcher Bulow, eut un moment la pensée de changer sa ligne d'opération et de la transporter sur Nivelles ; mais ce mouvement aurait isolé complétement Grouchy, et par suite n'aurait pu être utile à l'armée française.

ses instructions, il résolut de profiter de son avantage pour occuper la position du centre, abandonnée par l'ennemi. N'ayant point d'infanterie à sa disposition, il fit demander une brigade de cavalerie, qui exécuta son mouvement au trot. On ne sait par quel mal entendu cette brigade fut suivie de toutes les réserves, sans en excepter celle de la garde, dont la règle invariable était de n'obéir qu'à ses propres officiers et aux ordres de l'empereur (1). Cette masse énorme de cavalerie, forte de 15,000 chevaux, se précipita avec plus de courage que de discernement sur le plateau, où elle exécuta sans résultat plusieurs charges brillantes. Le colonel Heymès pense que la garde s'était portée en avant, parce qu'à la suite d'une attaque de Ney, il lui avait semblé que l'ennemi était en retraite, opinion que l'appel d'une brigade de cavalerie tendait à confirmer. « Ce faux mouvement, dit-il, se fit sous « les yeux de l'empereur, qui aurait pu l'arrêter, et qui ne le fit « point (2)... » Mais Napoléon, dans ses *Mémoires*, prétend « qu'il envoya le général Bertrand rappeler sa réserve; que malheureusement elle était engagée quand ce général arriva, et que tout mouvement rétrograde dans un pareil moment eût présenté de grands dangers. » Quoi qu'il en soit, cette faute, volontaire ou non, exerça une influence funeste et fut, comme nous le verrons plus loin, la cause principale, sinon de la perte de la bataille, au moins de la déroute qui la suivit.

---

(1) C'est la version de Heymès, premier aide de camp du maréchal Ney. D'après les *Victoires et conquêtes*, les cuirassiers de Milhaud (division Delort et Wattier) gravirent la hauteur sur l'ordre du duc d'Elchingen : ils furent suivis par les chasseurs et les lanciers de la garde (division Lefebvre-Desnouettes). Peu après, Napoléon fit soutenir ces divisions, prématurément engagées, par celles de Lhéritier et de Roussel-d'Urbal, du corps de Kellermann. Dans le même moment, Ney fit également avancer la division de grosse cavalerie de la garde, sous le général Guyot (ce général a déclaré depuis, « qu'à partir de trois heures de l'après-midi, il avait été mis à la disposition du prince de la Moscowa. ») — T. XXIV, p. 217.

(2) D'après Gourgaud, Jomini et de Vaudoncourt, l'empereur fit au contraire soutenir Ney dès qu'il vit que celui-ci, malgré ses ordres, avait engagé sur le plateau les cuirassiers de Milhaud et la cavalerie légère de la garde. « Il envoya, dit Gourgaud, les cuirassiers de Kel-« lermann soutenir la cavalerie que nous avions sur le plateau, de peur qu'elle ne fût « repoussée par la cavalerie ennemie. »

Quelques auteurs ont soutenu avec raison, que si l'énorme masse de cavalerie engagée sur le plateau avait été appuyée par une réserve d'infanterie, le dénouement aurait pu avoir lieu entre cinq et six heures; mais il ne paraît pas qu'à ce moment de la journée il y eut encore de l'infanterie disponible. Le colonel Heymès prétend en effet que, vers six heures, Ney l'envoya demander quelques bataillons à Napoléon, qui lui répondit en présence de Drouot et de Jérôme: *Où voulez-vous que j'en trouve? Voulez-vous que j'en fasse ?* Son opinion, d'ailleurs, était qu'il fallait repousser ou contenir Bulow avant de percer le centre anglais, et c'est ce qui lui fit dire aux officiers qui se réjouissaient de l'attaque de Ney: *Voilà un mouvement prématuré qui pourra avoir des résultats funestes pour cette journée* (1).....

Nous avons laissé le corps de Bulow attaquant les troupes établies en potence sur l'aile droite de l'armée française. Le comte Lobau, malgré l'infériorité de ses forces, lui opposa une résistance énergique. Peu à peu, cependant, il fut débordé par les lignes prussiennes et obligé de battre en retraite. Déjà Bulow s'était emparé de Planchenoit, quand Napoléon envoya Duhesme avec une division de la jeune garde, un régiment de la vieille garde et 24 pièces de canon soutenir le corps engagé. Les Prussiens, assaillis par ces troupes d'élite, furent obligés, à leur tour, de céder le terrain et d'évacuer le village qu'ils venaient d'emporter.

En ce moment, la division Durutte venait de prendre suc-

(1) Nous donnons ces paroles sous toute réserve, parce qu'elles sont rapportées seulement par Gourgaud, qui a consigné avec une grande inexactitude plusieurs faits relatifs aux événements de 1815. Le seul témoignage qui confirme le dire de Gourgaud, est ce mot attribué par M. Capefigue et par d'autres historiens à Napoléon, rentrant aux Tuileries : « *Ney*, « s'écria-t-il, *s'est conduit comme un fou; il a fait massacrer ma cavalerie.* » (*Les Cent Jours*, t. II, p. 217.)

cessivement Papelotte, la Haie et Smohain (1). Il était alors six heures passées : les Prussiens paraissaient avoir engagé toutes leurs forces. Au centre, la cavalerie se soutenait sur le plateau, et, malgré le feu terrible des Anglais, avait enfoncé plusieurs carrés et pris trois drapeaux (2). Un certain flottement se remarquait dans la ligne ennemie; toutes ses réserves étaient engagées, et déjà, au dire de quelques témoins oculaires, beaucoup d'hommes et de voitures se précipitaient dans les chemins de la forêt (3). Enfin, le canon de Grouchy, entendu sur la droite, à deux ou trois lieues de distance, (croyait-on) faisait espérer que le restant de l'armée de Blücher serait contenu. Il était alors sept heures et demie.

L'empereur pensa que le moment était venu de faire une attaque décisive et de terminer la journée (4). Il rappela à cet

(1) Van Lobenseis regarde ce fait comme inexact (quoique affirmé par tous les auteurs français), parce que les documents hollandais n'en font pas mention.

(2) « Sur ce point, dit de Vaudoncourt, on se battit avec un acharnement dont il n'y a « peut-être pas d'exemple dans l'histoire... La brigade du général Halkett reçut à elle seule « onze charges; le carré du 65e régiment anglais fut taillé en pièces, et les deux tiers des autres « couchés par terre. Ce combat effrayant dura dans le même état jusqu'à sept heures du soir. « Le duc de Wellington, le prince d'Orange et lord Uxbridge, au milieu de cette mêlée, obligés de s'enfermer eux-mêmes à chaque instant dans un carré, ne pouvaient qu'encourager leurs troupes à tenir ferme... Un déploiement aurait entraîné la déroute de l'armée. « Il est probable que cette brillante charge aurait obtenu un résultat plus important si elle « avait été dirigée par une seule tête ; mais, faute d'un homme tel que Murat, chaque régiment et chaque escadron, pour ainsi dire, chargeait à volonté, où bon lui semblait. Il en « résulta un tournoiement nuisible à l'effet général. »

(3) M. le général Jomini prétend (dans son *Histoire de Napoléon*) qu'à la fin de la journée, la route de Bruxelles était *encombrée d'artillerie démontée, de chariots et de blessés, et qu'il n'y avait plus moyen de se retirer* : « Wellington sentait, dit-il, qu'il y allait de toute sa renommée. Il était décidé à vaincre ou à mourir. »

Nous croyons que telle était, en effet, la résolution du général anglais ; mais, quant à l'impossibilité de la retraite, nous n'en sommes pas convaincu.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* (t. XXIV, p. 214) prétendent que déjà, à quatre heures, la route de Bruxelles était couverte de fuyards, et que le duc de Wellington allait donner l'ordre de la retraite, quand il reçut une dépêche du feld-maréchal Blücher qui l'engageait avec instance à tenir jusqu'à la dernière extrémité. Le noble lord dit alors aux officiers qui l'entouraient : « Perdu pour perdu, autant vaut-il tenter une dernière chance ; « il y a plus de danger à s'en aller qu'à rester encore sur le champ de bataille. »

Rien, absolument rien ne confirme cet épisode, du reste en opposition avec tous les faits connus et les témoignages les plus respectables.

(4) Les auteurs des *Victoires et conquêtes* se trompent en disant que les mouvements dont il s'agit avaient pour but de faire faire à l'armée française un changement de front oblique sur le centre, l'aile gauche en avant, et que les huit bataillons de la garde

effet quelques bataillons et un certain nombre de batteries de la garde qui avaient été détachés vers Planchenoit.

Le général de Vaudoncourt, dont la relation est très-favorable aux Français, prétend que « plusieurs généraux, présents à la bataille, furent d'avis qu'à cette époque de la journée l'empereur montra un peu d'hésitation... Il était six heures, dit-il, quand Bulow fut ramené. » En portant, par un mouvement rapide, le deuxième corps et toute la garde sur le plateau, on aurait pu, avant sept heures, enfoncer le centre des Anglais avec une masse de 18,000 hommes. Il suffisait de laisser une division devant Hougoumont.

Ce plan fut exécuté, mais trop tard, et avec quatre bataillons de la garde au lieu de dix.

Peu d'instants auparavant, Wellington avait appris que le corps de Pirch était sur le point d'atteindre la colonne de Bulow, et que Blücher en personne, avec le corps de Van Ziethen (1), débouchait d'Ohain sur la gauche de la ligne anglaise. Cette heureuse nouvelle produisit un effet magique sur les Anglo-Néerlandais, qui commençaient à faiblir devant les charges réitérées de la cavalerie française.

A sept heures et demie, Reille reçut l'ordre d'aborder la ligne ennemie en débouchant par la droite d'Hougoumont, En même temps, et sans attendre que toutes les troupes destinées à la dernière attaque fussent réunies, Napoléon fit avancer quatre batteries de réserve et autant de bataillons de la moyenne garde, sous les ordres du général Friant. Lui-même accompagna ce faible noyau jusqu'à la Haie-Sainte pour le faire soutenir par tout ce qu'il y avait encore de cavalerie disponible. Des officiers d'état-major se répandirent

---

étaient destinés à former le marteau de la nouvelle ligne de bataille. Ce fut seulement après l'attaque dont nous allons parler que l'empereur se décida à faire un changement de front, et il était alors trop tard pour exécuter un pareil mouvement.

(1) De Vaudoncourt se trompe en disant que Blücher marchait avec la colonne de Bulow.

sur toute la ligne pour annoncer l'approche de Grouchy (1).

Les quatre bataillons de la garde, conduits par Ney en personne, prirent à gauche de la Haie-Sainte. Derrière eux marchait une ligne de cuirassiers, suivie elle-même à très-grande distance par six bataillons de la vieille garde (2). Ils attaquèrent les lignes anglaises avec une rare impétuosité; mais à peine furent-ils sérieusement engagés, qu'un cri d'alarme se fit entendre à la droite: c'était l'annonce de l'arrivée de Blücher qui, avec le corps de Ziethen (3), venait d'emporter sans grande résistance (4) la Haie et Papelotte. Un mouvement général s'ensuivit dans toute la droite des Français, qui se trouva bientôt coupée du sixième corps. Les bataillons de la vieille garde, au lieu de se porter en avant et de soutenir les quatre bataillons engagés de la moyenne garde, durent faire un mouvement à droite pour servir de réserve et de point de ralliement aux troupes expulsées de la Haie (5). Ils se formè-

---

(1) Il y eut un moment où toute la droite et l'entourage de Napoléon lui-même crurent à la réalité de cette nouvelle. En débouchant sur la gauche, Blücher se trouva en présence des Nassau, commandés par le prince de Saxe-Weimar; ces soldats avaient encore les uniformes qu'ils portaient dans l'armée impériale. Blücher les prenant pour des ennemis les chassa de leur position. Quelques officiers français, à la vue de ce mouvement rétrograde, se mirent à crier : *l'aile gauche recule; voilà Grouchy!* Ce mot vola de bouche en bouche; mais bientôt il fut remplacé par le cri décevant et sinistre : *Voilà les Prussiens!* (*Lettre* écrite par le prince B. de Saxe-Weimar à son père; citée par Van Lobensels.)

(2) Ces bataillons furent réunis et mis en marche un quart d'heure après ceux de la moyenne garde. Gourgaud et de Vaudoncourt en portent le nombre à huit, mais il paraît qu'il n'y en eut que six. (Voir VAN LOBENSELS, p. 299.)

(3) Presque en même temps, le corps de Pirch entra en action pour seconder Bulow.

(4) D'après le général Jomini, cette attaque avait déjà commencé et provoqué la retraite d'une partie du corps de d'Erlon, quand Napoléon porta les bataillons de la garde en avant. Nous croyons, sur la foi d'autres versions, que les choses se sont plutôt passées comme nous les racontons.

Le même auteur prétend qu'avant d'attaquer avec sa vieille garde, Napoléon s'était flatté de ramener la fortune sous ses drapeaux, en refusant sa droite et en portant ses efforts par sa gauche sur Hougoumont et Mont-Saint-Jean : changement de front hardi qui nécessitait l'abandon de la ligne de retraite sur Charleroi, pour en prendre un autre sur la chaussée de Nivelles, et qui de plus eût intercepté toute communication avec Grouchy. « Mais, ajoute « le général Jomini, il avait été impossible de mettre ce plan à exécution, et même d'attendre « que la réunion de toute la garde pût s'opérer. » — P. 214.

(5) Nous suivons ici la version de Gourgaud. Napoléon accuse la division Durutte d'avoir mollement défendu la Haie; il prétend en outre que c'est dans ses rangs qu'ont été poussés les cris de : *Sauve qui peut!* Mais le maréchal Ney, qui était près de là et qui abandonna le champ de bataille un des derniers, affirme ne pas avoir entendu ces cris. (Voir sa *lettre au duc d'Otrante.*)

rent en carrés, par bataillon, en travers du champ de bataille.

Sur ces entrefaites, la moyenne garde, soutenue par une ligne de cuirassiers, enfonça les Brunswickois et les bataillons de Nassau. Le prince d'Orange, menant ces derniers au feu, reçut une blessure à l'épaule qui l'obligea à quitter le champ de bataille.

La cavalerie française fut un moment sur le point de rompre la ligne ennemie; mais la brigade Chassé arriva juste à point de la droite pour rétablir le combat. La garde soutint le choc de ce nouveau corps avec une énergie sans égale : ses rangs tombèrent comme foudroyés sous le feu des lignes ennemies. Le maréchal Ney, qui avait eu cinq chevaux tués sous lui, combattait à pied avec ces *triaires* de l'armée française. Comme à Iéna, à Elchingen, à Borodino, il resta pendant quelque temps exposé à tous les coups, ayant mille chances d'être tué et ne recevant pas même une égratignure. Que n'est-il mort ce jour-là, au milieu d'un des carrés de la garde! c'eût été une fin digne de celui que l'armée avait surnommé *le brave des braves !*

En voyant la marche offensive des Prussiens et la retraite confuse de l'aile droite, les quatre bataillons engagés perdirent confiance. Les six autres, formés en carrés derrière la droite, se trouvaient dans une position tout aussi fâcheuse. Attaqués par un nombre croissant de troupes fraîches, leurs rangs s'éclaircirent à vue d'œil : bientôt il ne leur resta plus d'autre perspective qu'une mort glorieuse. Ce fut dans ce moment que Wellington dirigea sur le centre de sa position les deux brigades de cavalerie Vandeleur et Vivian, que l'arrivée des Prussiens rendaient inutiles à l'aile gauche. Ces brigades poussèrent entre la Haie-Sainte et le corps de Reille, et tournèrent les bataillons de la vieille garde pour se jeter sur l'extrême droite en retraite. Napoléon les fit charger par ses quatre escadrons de service, seule cavalerie encore disponible.

Mais que pouvait cette faible troupe contre la masse et l'ardeur croissantes des alliés? Il aurait fallu avoir en ce moment toute la réserve; or, depuis longtemps, cette force était engagée, épuisée, anéantie... Malheur irréparable qui, empêchant la retraite de se faire convenablement, changea un échec ordinaire en une déroute sans exemple (1)!

Tandis que Ziethen écrase le corps de d'Erlon et déborde la gauche du crochet formé par celui de Lobau et par la jeune garde, Pirch tourne Planchenoit, déjà attaqué de front par Bulow. L'extrême droite de l'armée impériale, débordée et entourée par des forces quadruples, se pelotonne enfin et cherche un refuge dans la fuite.

Le même désordre signale la retraite du corps de d'Erlon. La garde seule conserve une attitude imposante; le brave général Michel tombe devant ses rangs éclaircis en s'écriant: *La garde meurt et ne se rend pas!*

Cependant, le flot des alliés va sans cesse grossissant dans la plaine. Déjà cinq carrés sont rompus, exterminés... Voyant ce carnage affreux, ce dévouement héroïque devenu sans objet, ses derniers carrés encore debout, cernés de toutes parts, leurs officiers hors de combat et leurs rangs éclaircis par la mitraille, Napoléon veut mettre un terme à ce glorieux, mais inutile sacrifice. Il retire sa garde, toute rouge pour ainsi dire de cet ardent brasier, où elle eût laissé son dernier homme (2). *La garde recule!* dit-on, et ce mot, répété dans les ténèbres, vole de bouche en bouche et précipite la retraite (3).

---

(1) « Si à huit heures et demie, dit Napoléon, cette réserve eût existé, l'orage qui boule- « versa le champ de bataille eût été conjuré... » Mais quelques lignes plus bas, il avoue que son intention avait été d'engager la réserve à six heures. Il y a une sorte de contradiction entre ces deux passages.

(2) Elle disputa le terrain pied à pied et ne fut désorganisée par la masse des fuyards que sur les hauteurs de la Belle-Alliance, où se fit, un instant après, la jonction des armées anglaise et prussienne.

(3) Jusqu'à ce moment, le corps de Reille avait fait bonne contenance. C'est par l'intervalle

Wellington saisit à propos ce moment pour passer à une offensive vigoureuse. Toute sa ligne d'infanterie, appuyée par la cavalerie et l'artillerie, se porte contre les masses françaises, attaquées en même temps à revers par la cavalerie prussienne. Ce ne fut plus alors qu'une immense déroute.

A Rossomme (1), Napoléon espère un moment arrêter ce débordement inouï, en formant un carré du dernier régiment de la garde et en ordonnant à Gourgaud d'appuyer ce carré avec quelques pièces à demi démontées, et qui se trouvaient sur les lieux (2): vaine tentative! l'obscurité empêche les fuyards d'apercevoir ce point de ralliement, et le tumulte du champ de bataille rend l'action des cadres impuissante... Napoléon veut mourir dans le carré de Cambronne (3) ; mais Soult détourne son cheval en s'écriant : *Ah! Sire, les ennemis sont déjà assez heureux* (4)*!* Alors l'homme du destin s'enfuit comme le reste... *L'aigle n'était plus dans le secret des dieux.*

Le carré cependant tient ferme pour donner à l'empereur le temps de s'éloigner. *Rendez-vous!* lui crie-t-on de toutes parts. Un mot soldatesque, mais digne de l'histoire, fut la seule réponse de Cambronne : aussitôt, comme si la mort n'arrivait pas assez vite au gré de ces héros, ils se précipitent tête baissée dans les rangs ennemis. Un dernier cri de *Vive l'empereur!* se fait entendre au milieu de la fumée et du cliquetis des armes ; puis l'on n'entend plus rien : la garde est morte, l'empire est fini...

---

de ce corps et de la garde, formée en carrés, que la cavalerie de Wellington fit irruption sur le champ de bataille.

(1) D'autres disent sur la hauteur entre la ferme de la Belle-Alliance et la maison d'Écosse.

(2) Un des boulets tirés par ces pièces emporta la jambe de lord Uxbridge.

(3) D'après M. de Saint-Hilaire, auteur d'une *Histoire de la garde impériale*, le dernier carré de la garde fut commandé par le baron Martenot. Ce fait peut être vrai, mais toujours est-il que le général Cambronne s'est trouvé dans le carré avec l'empereur et un grand nombre d'autres officiers.

(4) Extrait du *Journal de Gourgaud*.

Cette glorieuse immolation console encore aujourd'hui la nation française du plus cruel échec qu'aient éprouvé ses armes illustres.

Si la valeur des troupes anglaises dans cette mémorable journée s'éleva jusqu'à l'héroïsme, l'armée française ne resta point au-dessous de sa brillante réputation, et on ne sait ce qu'on doit admirer le plus, ou de la fermeté de ces bataillons qui résistèrent pendant deux heures aux charges de 7,000 cuirassiers français, — ou de l'ardeur des troupes impériales, qui, après une nuit passée dans la boue, se mirent en route le matin, la plupart sans avoir mangé (1), et soutinrent les fatigues de onze heures de combat et de marche dans un terrain détrempé, sans se plaindre, sans faiblir sur aucun point, malgré les impressions fâcheuses qu'avaient laissées de récentes défections, malgré les poignantes déceptions du champ de bataille! Mémorable journée, où l'on vit de part et d'autre des soldats qui n'avaient jamais combattu égaler en audace, en constance, en courage les vétérans d'Austerlitz et de Wagram (2).

A neuf heures du soir, Wellington et le vieux Blücher se rencontrèrent à la Belle-Alliance, où ils purent s'adresser de mutuelles félicitations.

Le général Gneisenau, officier plein de talent et de résolution, se porta avec toute la cavalerie prussienne sur les derrières de l'armée française. Les charges vigoureuses de cette cavalerie, favorisées par un beau clair de lune, rendirent tout ralliement impossible. Wellington appuya avec une

(1) Par suite du mauvais état des chemins, il y eut un retard fâcheux dans l'arrivée des voitures de transport.

(2) L'armée impériale comptait un grand nombre de recrues : l'armée alliée en avait plus encore. De Vaulabelle évalue le nombre des soldats français n'ayant jamais vu le feu à la moitié environ de l'effectif. Dans la garde elle-même, il y eut sur 18,500 hommes 4 à 5,000 conscrits.

partie de ses troupes le mouvement de Gneisenau, et se mit lui-même à la tête des poursuivants; mais la fatigue de ses soldats l'obligea de s'arrêter entre Rossomme et Genappes.

Les Prussiens continuèrent la poursuite avec une ardeur qui témoignait de leur empressement à venger les désastres d'Iéna, d'Auerstaedt et de Ligny (1). Arrivés à Genappes, ils trouvèrent les parcs de l'armée française abrités par des barricades; mais cette précaution, loin d'être utile aux vaincus, augmenta leurs pertes en encombrant le seul passage qui restât libre pour la retraite. C'est à Genappes que fut prise la voiture de l'empereur et les différents objets qu'on a depuis étalés dans un musée spécial, à Londres (2).

Jamais bataille ne fut livrée avec plus d'opiniâtreté et de courage. Environ 6,000 hommes des deux armées périrent dans l'attaque d'Hougoumont; près de 10,000 Français y furent mis hors de combat; la division Foy seule perdit 3,000 hommes (3). Les pertes totales s'élevèrent aux chiffres suivants : Anglais et Hanovriens, 11,678 (4); Néerlandais, 3,547; Brunswickois, 1,000; Nassau, 1,000; Prussiens, 7,454; total, 24,679. Les Français eurent 18,500 hommes tués ou blessés, et 7,800 faits prisonniers (5); ils perdirent en outre 227 bouches à feu (6).

---

(1) « Les soldats de l'ennemi qui voulaient se reposer, dit Blücher, furent successivement « repoussés de plus de neuf bivacs; le clair de lune favorisait la poursuite, qui n'était qu'une « véritable chasse, soit dans les champs, soit dans les maisons. » Un grand nombre d'officiers et de soldats se dérobèrent par une mort volontaire aux coups furieux de cette cavalerie... Les Prussiens n'accordèrent pas de quartier. Le général Duhesme, entre autres, quoique blessé, fut massacré par eux à l'entrée de Genappes.

(2) Voir le *Rapport* de Gneisenau sur la bataille de Waterloo.

(3) BOOT'S *narrative*.

(4) D'après les états officiels, publiés par Gurwood, les Anglo-Hanovriens eurent à Waterloo 2,047 tués, 7,016 blessés et 1,623 manquants.

(5) 7,008, d'après Gourgaud.

(6) D'après Maxwell, les alliés prirent à Waterloo 142 bouches à feu, 195 voitures d'artillerie et 72 wagons de transport. Napoléon évalue les pertes totales pendant toute la campagne à 170 bouches à feu et à 41,000 hommes, dont 6,000 prisonniers. D'après la même source, les alliés eurent 63,000 hommes hors de combat, dont 38,000 Prussiens. D'après les *Victoires et*

Au nombre des morts se trouvaient, du côté des Français, les généraux Michel et Devaux, et, du côté des alliés, Ponsonby et Picton. Ce dernier s'était battu comme un lion, bien qu'il eût eu deux côtes enfoncées à la bataille du 16 (1).

En rendant compte de cette victoire au maréchal Beresford (2), Wellington écrivit : « Jamais je n'ai vu de mêlée aussi « effroyable. Des deux côtés, on ressemblait à ce que les « boxeurs nomment des *gloutons*. Napoléon n'a fait aucune « manœuvre. Il s'est avancé à la vieille manière, en colonnes « et il a été repoussée à la vieille manière. La seule différence « c'est qu'il a mêlé sa cavalerie à son infanterie, et qu'il les « a soutenues par une énorme quantité d'artillerie. »

Non moins décisive que les journées d'Azincourt, de Poitiers, de Hochstedt et de Vittoria, la journée de Waterloo décida du sort de l'empire. On a attribué la perte de cette bataille à des causes diverses, les unes accidentelles, les autres provenant de fautes commises et d'ordres mal exécutés. D'après les historiens français, Napoléon eût été vainqueur sans les pluies qui rendirent le terrain impraticable avant le milieu du jour, sans la faute de Ney, qui engagea les réserves de cavalerie une heure trop tôt, et sans l'incurie de Grouchy, qui, après avoir négligé l'occasion d'être le 17 au matin à Wavre, dédaigna le conseil donné, vers onze heures et demie, par le comte Gérard, de marcher sur le canon de Waterloo. Mais on a vu plus haut que le retard de l'attaque ne doit pas être attribué au terrain : trois ou quatre heures d'un temps brumeux ne pouvaient guère le sécher. Quant à l'emploi intempestif des réserves, on ne sait encore s'il faut le reprocher à Ney ou à Napoléon. Des documents publiés jusqu'à ce

---

conquêtes, les Français perdirent du 15 au 19, 36,500 hommes, et les alliés près de 80,000, [illegible] 25,000 Anglo-Hollandais.

(1) *Robinson's memoirs of Picton*, t. II, p. 362.

(2) 2 Juillet 1815.

Anglo-Neerlandais.

a	brig.	Maitland	inf.	Cooke
b	"	Byng	"	
c	"	Ompteda	"	Alten
d	"	Kielmansegge	"	
e	"	Hackett	"	
f	contin.	Brunswick	"	
g	"	Nassau	"	
h	brig.	Sommerset	cav.	anglaise et Hanovrienne
i	"	Dornberg	"	
k	"	Arenschild	"	
l	"	Grant	"	
m	"	Trip	"	Collaert
n	"	Van Merlen	"	
o	"	Ghigny	"	
p	"	Adam	inf.	Clinton.
q	"	Duplat	"	
r	"	Col. Hackett	"	Colville
s	"	Mitschel	"	
t	"	Detmers	"	Chassé
u	"	d'Aubremé	"	
v e f g	"	Saxe Weimar	"	Perponcher
w	"	Von Vincke	"	Picton.
	"	Bock	"	Cole
x	"	Pack	"	Picton.
y	"	Byland	"	Perponcher
z	"	Kempt	"	Picton.
a'	"	Lambert	"	Cole
b'	"	Ponsonby	cav.	
c'	"	Vandeleur	"	
d'	"	Vivian	"	

Français.

1	Div.	Jerome	inf.	Corps de Reille
2	"	Bachelu	"	
3	"	Foy		
4	"	Piré	Cav.	
5	"	Quiot	inf.	Corps d'Erlon
6	"	Donzelot	"	
7	"	Marcognet	"	
8	"	Durutte		
9	"	Jacquinot	Cav.	
10	"	L'heritier	"	Cuirassiers Keller-man
11	"	Roussel	"	
12	"	Wathier	"	Milhaud
13	"	Delort	"	
14	Corps	de Lobau		
15	Div.	Domont	–	9 escadrons
16		Subervie	–	12 escad.
17		Jeune garde	–	8 bataill.s
18		Vieille garde	–	15 bataill.s
19		Cav. de la garde		27 escadrons

(Brackets in the right-hand column: Corps de Reille = 1–4; Corps d'Erlon = 5–9; "Cuirassiers" spans 10–13; Keller-man = 10–11; Milhaud = 12–13.)

vers 3 h.s ... et ... ie ... après ... Derrie ... entre ... eures. ... heures.

Lith. de Guyot et Stapleaux, Br

jour, il semble résulter que c'est plutôt ce dernier qui doit en être responsable, puisqu'il n'arrêta point le faux mouvement de la cavalerie, et qu'il négligea de remplacer au commandement général de la garde le duc de Trévise, éloigné momentanément pour cause de maladie (1).

Les fautes reprochées à Grouchy ont certes une haute gravité, mais des juges impartiaux ont émis l'opinion, que si ce maréchal avait reçu des instructions précises, et si l'on avait pris toutes les précautions nécessaires pour lui faire parvenir les ordres expédiés dans la nuit du 17 et la matinée du 18, il serait arrivé à temps sur le champ de bataille. Toute la question est de savoir dans quelles circonstances il se serait présenté, et quel résultat aurait produit son apparition.

Au milieu des conjectures auxquelles ce problème a donné lieu, voici, d'après nous, la plus vraisemblable : le 17 au soir, Blücher était avec toute son armée autour de Wavre. Grouchy n'avait pu s'opposer à cette concentration, ayant reçu seulement vers midi l'ordre de quitter Sombreffe. Jusqu'ici, on n'a donc rien à lui reprocher. — Sa grande faute, dit-on, est de s'être arrêté à Gembloux. Eh bien, supposons que le maréchal, se conformant aux intentions de l'empereur, se fût présenté le 18 au matin devant Wavre; aurait-il empêché une armée deux fois et demie plus forte que la sienne (2) de l'écraser, ou d'envoyer un détachement au secours de Wellington (3)? Personne n'oserait le soutenir. La seule résolution qui

(1) Au moment de l'entrée en campagne, Mortier avait ressenti une attaque de sciatique. Cette maladie, selon quelques historiens, fut un prétexte pour ne pas suivre Napoléon, que la plupart de ses anciens lieutenants regardaient déjà à cette époque comme un homme fini.

(2) Quelques auteurs portent l'effectif de Blücher à 86,000 hommes; mais nous sommes portés à croire que ce général n'avait plus que 75,000 combattants: 50,000 furent dirigés sur Waterloo et 25,000 restèrent avec Thielman, à Wavre.

(3) Napoléon pensait que si Grouchy avait campé dans la nuit du 17 devant Wavre, Blücher n'aurait fait aucun détachement pour sauver Wellington. (T. IX, p. 174, de ses *Mémoires*.) — Cette opinion s'explique par la fausse idée qu'avait l'empereur de la force numérique et de la situation morale de l'armée prussienne.

dans cet état de choses aurait pu donner de grands résultats, c'était d'attaquer les colonnes prussiennes en flanc, par une marche exécutée le 18 au matin de Gembloux sur Mont-Saint-Guibert (1). On a lieu de croire, en effet, sans avoir toutefois la moindre certitude à cet égard (2), que Blücher aurait arrêté ou suspendu son mouvement sur Ohain et Saint-Lambert, si, dans l'après-dîner, il avait entendu le canon des Français dans cette direction. Mais, comme le dit fort bien le général Jomini, « bien peu de généraux eussent pris la « résolution de se jeter ainsi sur Saint-Lambert sans savoir « ce que le gros des forces de Blücher entreprendrait. » En résumé donc, Grouchy ne fit du tort à l'armée française que parce qu'il ne fut pas dans cette circonstance grand capitaine. Il est vrai qu'à onze heures et demie (3), à Sart-lez-Walhain, Gérard lui conseilla de marcher sur le canon de Waterloo; mais le maréchal invoqua de nouveau ses instructions, qui lui ordonnaient *de suivre les Prussiens et de se diriger sur Wavre* (4). Au reste, quand même Grouchy, se tenant à l'esprit de ses instructions plutôt que la lettre, eût suivi le conseil de Gérard, il ne serait point arrivé sur le champ de bataille avant

---

(1) « Il fallait, dit le général Jomini, à la pointe du jour, diriger Vandamme et Gérard sur « Moustier, la cavalerie de Pajol et la division de Teste sur Wavre, à la poursuite de l'arrière-garde. »

(2) Une circonstance qui permet de croire que Blücher ne se serait point arrêté, c'est qu'il pensa, jusqu'au dernier moment, n'être suivi que par le 3e corps. C'était aussi l'opinion du duc de Wellington ; car on lit dans une *lettre* adressée par lui *au comte Bathurst*, et datée du Cateau, le 22 juin : « Le 3e corps, qui, comme j'en ai informé Votre Seigneurie, « dans mes dépêches du 19, *a été détaché pour observer l'armée prussienne*..... fait sa « retraite par Namur et Dinant. »

(3) D'après les *Victoires* et *conquêtes*, Grouchy ayant mis le gros de son armée en mouvement à dix heures, arriva seulement à Walhain entre midi et une heure.

(4) Ce mouvement rentrait si bien dans les intentions de l'empereur, qu'il le prescrivit de nouveau dans l'ordre expédié le 18, à dix heures du matin (ordre que le maréchal reçut à quatre heures de l'après-dîner). Voici l'extrait le plus important de cette pièce : « L'em-« pereur me charge de vous prévenir, qu'en ce moment Sa Majesté va faire attaquer l'ar-« mée anglaise... Ainsi, Sa Majesté désire *que vous dirigiez vos mouvements sur Wavre*, « afin de vous rapprocher de nous, de vous mettre en rapport d'opérations et lier les com-« munications, *poussant devant vous* les corps de l'armée prussienne qui ont pris cette « direction... » — Si cet ordre était arrivé à midi et demi, comme on l'avait espéré, et comme cela était possible, Grouchy n'aurait pas agi autrement qu'il n'a fait.

sept heures et demie du soir (1), puisque de Sart-lez-Walhain à Frichermont il y a six lieues et demie de poste, et que les chemins dans la journée du 18 étaient si mauvais, que l'armée prussienne mit neuf heures pour faire les quatre lieues qui séparent Wavre de Mont-Saint-Jean.

Il résulte de ce qui précède, que les 32,000 hommes détachés sur la droite, s'ils s'étaient conformés aux instructions de Napoléon, n'auraient point empêché les Prussiens de secourir Wellington; et que s'ils avaient suivi les conseils du commandant du 4e corps, ils seraient arrivés trop tard (2).

Napoléon n'aurait pu vaincre à Waterloo que s'il avait commencé l'attaque à neuf heures du matin, ou si Grouchy avait eu à un haut degré le génie des grandes combinaisons militaires.

La question de savoir ce qui serait arrivé si le commandant de la droite avait reçu à temps les ordres expédiés le 17, à dix heures du soir, et le 18, à dix heures du matin et à une heure de relevée, est beaucoup plus difficile à résoudre et ne sortira probablement jamais du champ des conjectures (3).

---

(1) Le comte Gérard pense qu'on serait arrivé plus tôt. D'après lui, il ne fallait que trois heures et demie pour aller de Sart-lez-Walhain à Frichermont; d'après les *Victoires et conquêtes*, trois heures seulement. C'est une erreur : la distance en ligne droite de ces deux points est de 11,000 toises; par les chemins existants, elle était de 13,000 environ : et ces chemins se trouvaient alors en si mauvais état, que le général d'artillerie Baltus déclara à Grouchy que les pièces n'y pourraient pas suivre l'infanterie. Comme la discussion s'était prolongée dans le jardin de l'hôtelier de Sart, il eût été environ une heure, quand on se serait mis en route, et au moins sept heures, croyons-nous, quand les deux corps auraient atteint Planchenoit. Les retards éprouvés par l'armée prussienne, en route depuis le matin, donnent à cette opinion une certaine autorité.

(2) Voici un autre fait invoqué contre Grouchy. Le 18, à 2 heures, le général Berthezène, arrivé à une lieue de Wavre, sur la hauteur de la Baraque, vit les colonnes de Ziethen et de Pirch se diriger en toute hâte vers Mont-Saint-Jean : elles étaient en ce moment engagées dans les défilés de Saint-Lambert. Le maréchal, prévenu de cette circonstance, répondit qu'il était sur la bonne route, et continua à marcher sur Wavre. Que serait-il arrivé s'il s'était jeté sur le flanc des colonnes en marche? Nous croyons qu'il aurait été attaqué par Thielman, et que Blücher n'en eût pas moins continué sa route. Le caractère aventureux du maréchal, la promesse faite à Wellington d'arriver à son secours avec au moins deux corps, et l'ordre donné à six heures, quand il entendit la canonnade de Wavre, tendent à justifier cette opinion.

(3) L'ordre expédié le 17 au soir n'arriva point. Celui, daté du Caillou le 18, à dix heures

Au reste, supposons que le retard apporté dans ce cas à la marche de Bulow eût rendu le 6e corps disponible pour l'attaque du centre, et que cette attaque eût obtenu le résultat qu'en attendait l'empereur ; quel avantage l'armée française aurait-elle retiré de sa victoire? Probablement elle eût eu le lendemain une nouvelle bataille à livrer, et si ce n'eût été le lendemain, quelques jours après un demi-million de Russes et d'Autrichiens l'auraient forcée à rétrograder sur Paris.

La France était divisée par les factions, épuisée, ruinée par vingt années de guerre. Toute l'énergie de 1792 et toute l'activité du vainqueur de Rivoli eussent été impuissantes à la sauver. Les alliés, d'un autre côté, avaient la ferme résolution de rétablir les Bourbons ; ils étaient plus unis que jamais, plus forts qu'à aucune époque de l'histoire ; leurs armées étaient excellentes et leurs généraux avaient merveilleusement profité des dures leçons du passé. Aussi, malgré toute la confiance que devait avoir dans son génie le vainqueur de tant de coalitions, Napoléon n'a jamais pu croire au triomphe définitif de ses armes dans l'état d'isolement où la France se trouvait réduite par la déclaration du 13 avril. En passant la Sambre, il n'avait plus, en réalité, que la chance de bien finir. Sans doute des victoires éclatantes pouvaient encore illustrer ses aigles ; mais de succès en succès, il devait aboutir fatalement à une catastrophe. Waterloo n'a trompé ses espérances qu'en avançant de quelques jours un dénoûment prévu, mais dans tous les cas inévitable !

L'historien impartial reconnaîtra que la campagne de 1815,

---

du matin, n'arriva qu'à quatre heures de l'après-dîner, et celui de une heure ne fut reçu qu'après sept heures du soir. La faute de ces retards doit être attribuée aux officiers chargés de transmettre les ordres, et surtout au maréchal Soult, qui les confia en un seul original et à un seul courrier.

quoique digne à son début des plus beaux exploits de l'empire, ne révèle pas à un haut degré les qualités et les talents extraordinaires qui ont immortalisé le vainqueur de Rivoli, de Marengo, d'Ulm, de Ratisbonne, de Champ-Aubert et de Montmirail.

Le 16 au matin, Napoléon perdit un temps précieux, qui permit à Blücher de se reconnaître, et qui favorisa la concentration de l'armée anglo-néerlandaise par l'inaction où ce retard laissa les corps du maréchal Ney (1). Le même jour, l'empereur commit la faute de rappeler les troupes du comte d'Erlon dans un moment où le prince de la Moscowa en avait le plus grand besoin, et la faute plus grave encore de les laisser partir après qu'elles se furent montrées derrière Saint-Amand.

A cette double circonstance se rattache la perte de la bataille des Quatre-Bras et la réorganisation de l'armée prussienne après Ligny.

On a dit avec raison que l'échec de Blücher eût été complet, irréparable si Napoléon, au lieu d'inspecter le champ de bataille et les troupes qui avaient combattu, se fût mis immédiatement à la poursuite des vaincus. On a reproché aussi à l'empereur d'avoir négligé l'occasion de séparer les Prussiens des Anglo-Néerlandais, en attaquant leur droite dans un ordre oblique prononcé; — d'avoir laissé en arrière le 6e corps, dont l'effectif était de 11,770 hommes, et d'avoir

---

(1) « Napoléon aurait dû, dès six heures du matin, se mettre aux trousses des Prussiens, « ou bien tomber de toutes ses forces sur Wellington, dont la réserve de cavalerie, l'artille- « rie et une partie de l'infanterie n'étaient arrivées que dans la nuit, harassées de fatigue. « La nécessité de ne pas laisser la ligne de retraite de Charleroi à la merci du général « anglais faisait une loi de se porter de préférence contre lui. » JOMINI, p. 185.

Cette opinion se rapproche de celle que le maréchal Ney exprima dans sa *lettre au duc d'Otrante*. Le prince de la Moscowa aurait voulu qu'au lieu de livrer deux batailles le même jour, l'empereur eût fait surveiller les Prussiens par un corps d'observation, et marché ensuite avec le gros de ses troupes au secours des 1er et 2e corps engagés aux Quatre-Bras. Ainsi l'armée anglaise eût été détruite entre les Quatre-Bras et Genappes, et séparée de Blücher. L'empereur se serait retourné ensuite contre cette dernière, dont il aurait eu facilement raison.

massé sa cavalerie sur la droite, où elle ne pouvait pas agir avec autant d'avantage qu'à l'autre aile.

Le gros de l'armée française resta toute la journée du 17 aux environs de Fleurus, et ce fut seulement à midi que le maréchal Grouchy reçut l'ordre de quitter Sombreffe et de poursuivre les Prussiens dans *la direction de Namur* (1). Ainsi, après avoir laissé la matinée du 16 à Blücher, Napoléon eut le tort irréparable de laisser la journée du 17 à Wellington.

A Waterloo, d'autres fautes furent commises. D'abord on ne se donna pas la peine de reconnaître exactement la position de l'ennemi. Ensuite l'empereur, convaincu que les Prussiens étaient hors de combat, commença la bataille plus tard qu'il n'aurait fait s'il avait craint l'arrivée de Blücher. Il fit la première attaque contre la Haie-Sainte avec des masses trop profondes; il engagea ou permit qu'on engageât trop tôt sa réserve de cavalerie; enfin, il montra quelque hésitation quand, vers six heures, il eut acquis la preuve qu'un effort général sur le centre pouvait réussir. Cet effort, du reste, ne se fit pas avec assez de troupes, ni avec assez d'ensemble. En général, toutes les attaques faites dans cette journée eurent le défaut d'être mal soutenues. Les auteurs français eux-mêmes sont obligés d'en convenir (2).

Le maréchal Grouchy a quelque raison d'accuser l'empe-

---

(1) Il aurait fallu, de grand matin, assigner à Grouchy la direction intermédiaire entre Liége et Bruxelles, qui convenait dans toutes les hypothèses de retraite de Blücher; l'occupation de la ligne de la Dyle aurait suffisamment couvert la droite de l'armée française.

Si Napoléon avait connu, le 17 au matin, la situation exacte de l'armée prussienne et les intentions de Blücher, il n'aurait pas dû envoyer 32,000 hommes à sa poursuite : c'était en effet un détachement trop faible pour empêcher 80,000 hommes d'arriver à Waterloo, et trop fort pour jouer seulement le rôle de corps d'observation. L'excuse de l'empereur est dans la fausse idée qu'il s'était faite de l'armée battue à Ligny.

(2) Le compte rendu de la bataille de Waterloo, publié par le *Moniteur universel* du 21 juin 1815, prouve que Napoléon n'avait pas, même à l'époque où il fit cette relation, une idée bien nette de ce qui s'était passé le 18. En effet, on a peine à s'expliquer les phrases suivantes, extraites textuellement du journal officiel : « Le comte d'Erlon attaqua le village « de Mont-Saint-Jean, et fit appuyer son attaque par 80 pièces de canon... » « Une brigade de

reur de n'avoir pris aucune mesure pour rester en communication avec l'aile droite. Cette aile ne fut ni défendue, ni couverte, et cependant la faiblesse de la gauche ennemie devait faire supposer que des secours arriveraient de ce côté.

On ne sait encore si c'est à l'empereur ou au major général que l'on doit attribuer le défaut de précision des ordres et la faute grave d'avoir confié à un seul courrier les dépêches destinées au maréchal Grouchy, d'où dépendait le salut de l'armée. Il aurait fallu, comme cela se faisait du temps de Berthier, envoyer plusieurs officiers porteurs du même ordre. Au reste, une des circonstances funestes de la campagne de 1815 fut incontestablement la faiblesse et la mauvaise organisation de l'état-major français. Du côté des alliés, au contraire, le service de ce corps se fit avec une intelligence et une précision dignes d'éloges. Les Prussiens surtout prouvèrent qu'ils avaient fait sous ce rapport de grands progrès depuis les funestes événements de 1806.

Dans la courte mais décisive campagne de 1815, lord Wellington et Blücher montrèrent autant d'activité que de talent.

Le maréchal prussien concentra ses forces avec une habileté remarquable. Attaqué à l'improviste le 15, il se trouva le lendemain avec 80,000 hommes à Ligny; et quoique battu

---

« la 1re division du comte d'Erlon, s'empara du village de Mont-Saint-Jean... » avant la charge de Ponsonby !

Le nom du maréchal Ney ne se trouve pas une seule fois cité dans cette relation, et on n'y parle que de l'arrivée du seul corps de Bulow. Ce n'est pas à l'attaque des corps de Pirch et de Ziethen que Napoléon attribue la déroute, mais « à la *terreur panique* que produisit l'échec de quatre bataillons de la moyenne garde, culbutés par plusieurs escadrons anglais. »

Un peu avant cette catastrophe, « toute l'armée, dit-il, voyait avec satisfaction la bataille « gagnée et le champ de bataille en notre pouvoir. »

On ne dirait pas que ce rapport émane du commandant en chef de l'armée française. Pour nous, c'est un document inexplicable.

ce jour-là avec des pertes considérables, il put réunir toute son armée, le 17, à Wavre. Son chef d'état-major alla s'entendre le même jour avec Wellington pour les dispositions du lendemain (1), et, le 18, avant quatre heures du matin, le corps de Bulow reçut l'ordre de se diriger sur Saint-Lambert. Deux autres corps prirent la même route quelque temps après; de sorte qu'avant midi 50,000 Prussiens se trouvèrent engagés dans des chemins détestables, longeant une forêt et présentant leur flanc à un corps de 32,000 Français. Cette marche, déjà si dangereuse en elle-même (2), Blücher eut la témérité de la poursuivre, bien que vers une heure (3) il entendît le bruit du canon dans la direction de Wavre. Le maréchal opéra sa jonction avec l'armée anglaise au moment décisif de la bataille; enfin, après la déroute de l'ennemi, il ordonna une poursuite remarquablement vigoureuse pour des troupes sur pied depuis dix-neuf heures. Ce sont là des faits qui rappellent les beaux jours du vainqueur de Lodi, et dont

---

(1) Voir JOMINI, *Précis de la Campagne* de 1815, p. 224.

(2) Le général Muffling prétend que cette situation eût été *la plus désavantageuse possible*, si Wellington avait été battu, et si Grouchy était arrivé pendant la bataille. « Le 1er corps, dit-il, était séparé du 2e; celui-ci du 4e, et ce dernier à son tour du 1er par des défilés; tous l'étaient du 3e corps par l'ennemi même. Les chemins de traverse de la forêt de Soignes étaient devenus presque impraticables pour l'artillerie, par une pluie de deux jours, et les chaussées auraient été occupées par l'ennemi. » (*Campagne de Waterloo*, etc., p. 68.)

Il faut remarquer cependant que Blücher ne croyait avoir sur son flanc et ses derrières que le corps de Vandamme, ce qui diminue un peu l'audace de sa résolution.

(3) D'après Grouchy, c'est vers 10 heures et demie que le général Excelmans atteignit l'arrière-garde prussienne, à la Baraque, à une petite lieue de Wavre; mais le récit du général Gérard et d'autres témoignages prouvent que cette heure n'est pas exacte. Grouchy lui-même déclare que, pendant le combat livré à l'arrière-garde prussienne, il entendit le canon de Waterloo, lequel ne commença à tonner que vers midi. Au reste, le 3e corps n'arriva à la Baraque que vers 2 heures, et le 4e plus tard encore. Quant à l'attaque de Wavre, elle n'eut lieu que vers quatre heures.

D'après les auteurs allemands, Blücher ne reçut qu'à six heures l'avis officiel de cette dernière attaque; il donna aussitôt aux corps de Pirch et de Von Ziethen l'ordre de continuer leur marche, et à celui de Thielman l'ordre de soutenir seul le choc de Grouchy, sauf à se retirer, en cas de malheur, sur Liége.

Si cet avis de même que le bruit du canon, entendu vers une heure, ne changèrent point la résolution de Blücher de marcher sur Mont-Saint-Jean, il faut l'attribuer d'abord à la promesse qu'il avait faite à Wellington, et ensuite à ce qu'il se croyait suivi seulement par le 3e corps français. (Voir C. V. W. *Geschichte*, etc., p. 88, 97, 98.)

l'honneur revient en partie au général Gneisenau, l'habile chef d'état-major de l'armée prussienne.

Le duc de Wellington et l'armée anglaise ne méritent pas moins d'éloges. On doit reprocher cependant au duc la dispersion de ses cantonnements à une époque où les troupes auraient dû être campées ; — une certaine hésitation dans les premiers ordres, donnés le 15 au soir ; — enfin le détachement qu'il fit sur Hal, où 17,500 hommes restèrent l'arme au bras, pendant toute la journée du 18 (1). Son plan de campagne, du reste, était bien conçu et on peut dire qu'il prit toutes les mesures nécessaires pour en assurer le succès.

Le choix des Quatre-Bras et de Sombreffe pour points de réunion des troupes anglaises et prussiennes était conforme aux principes de l'art, et la position en avant de Mont-Saint-Jean offrait, quoi qu'on en ait dit, un champ de bataille avantageux. Cette position fut convenablement occupée et très-bien défendue. Toutefois, il eût été préférable de mettre plus de troupes sur la gauche et moins sur la droite, parce que le but essentiel de l'empereur était d'amener la séparation définitive des Anglais et des Prussiens.

Pour le reste, le vainqueur de Waterloo ne mérite que des éloges. Les tacticiens reconnaîtront qu'il eut le bon esprit d'épargner ses troupes, le plus longtemps possible, en mas-

---

(1) Le général de Vaudoncourt porte l'effectif du corps détaché sous les ordres du prince Frédéric à 19,000 hommes. Ce chiffre est trop élevé. Il y avait à Hal, dans la journée du 18 :

La 6e brigade anglaise de la division Colville,		forte de	2,673	hommes.
La 6e » hanovrienne	»	»	2,515	»
La brigade indienne d'Anthing	»	»	3,738	»
La 1re division néerlandaise	»	»	6,662	»
La brigade de cavalerie hanovrienne, sous les ordres du colonel Estorff.		»	1,877	»
		Total	17,465	hommes.

Quatre brigades hanovriennes, comptant 10,441 hommes, se trouvaient sous les ordres du général Van der Decken, à Anvers.

quant certains régiments derrière les plis du terrain; — que l'apparition inattendue de ces régiments dérangea les combinaisons de l'ennemi; — que tous les mouvements ordonnés depuis le matin jusqu'à l'arrivée de Blücher furent bien coordonnés, bien soutenus; — que le duc profita avec beaucoup de sang-froid et d'à-propos des circonstances favorables qui se présentèrent; — qu'il prolongea enfin très-habilement la défense, en faisant entrer ses réserves lentement et successivement en ligne. Les troupes anglaises, d'ailleurs, animées par son exemple et rassurées par son maintien stoïque, le secondèrent admirablement. Jamais, au témoignage des Français eux-mêmes, on n'avait vu des carrés soutenir plus longtemps les charges réitérées d'une cavalerie aussi nombreuse et aussi redoutable que celle de la garde impériale. « Vers sept heures, dit le général de Vaudoncourt, on vint annoncer au duc que la division Picton, forte de 7,158 hommes dans la journée du 15, ne présentait plus que 1,500 à 1,600 combattants. *Il faut qu'ils restent en place jusqu'au dernier* fut sa seule réponse, et ils restèrent... » Au général Hill, lui demandant ses intentions pour le cas où Sa Seigneurie serait mise hors de combat, il dit : *Je n'ai pas d'autre pensée que de tenir ici tant que je pourrai* (1). Obligé de s'enfermer à tout moment dans un carré pour se soustraire aux charges de la cavalerie française, il ne cessait d'exhorter ses braves soldats, en leur disant avec sa simplicité habituelle : *Si nous sommes battus, que dira-t-on de nous en Angleterre? (Stand fast* 95 *th! we must not be beaten, my friends : what will they say of us in England?)* On rapporte que le spectacle du carnage accompli sous ses yeux l'impressionna si vivement, qu'il s'écria, ému jusqu'aux larmes : *Il faut encore quelques*

(1) Un officier général demande à faire relever sa brigade, réduite au tiers : *C'est impossible*, dit Wellington, *lui et moi, et nous tous, nous devons mourir sur la place que nous occupons en ce moment...* (*Campaigns of the duke*, etc.)

heures pour tailler en pièces ces braves gens : plaise au ciel que la nuit ou les Prussiens arrivent avant (1)*!*

Toutes les relations impartiales constatent que le duc ne montra jamais plus d'activité et de courage personnel que dans la mémorable journée du 18. Si nous avions besoin de réfuter les allégations de certains auteurs, qui représentent Wellington se tenant immobile et comme pétrifié sous un arbre, ne donnant aucun ordre et laissant faire ses soldats, jusqu'au moment où Blücher vint le tirer de sa léthargie ; s'il était de la dignité de l'histoire de réfuter de pareilles calomnies, nous invoquerions le témoignage unanime des officiers présents à la bataille. Parmi ces derniers, il en est un qui, en sa qualité d'étranger et de général espagnol, est peu suspect d'avoir montré un excès de bienveillance pour le duc de Wellington, c'est le général Alava. Après la bataille, cet officier écrivait à l'un de ses compatriotes, don Pedro Cevallos : « Vers sept heures du soir, Bonaparte, à la tête de sa garde, attaqua la position anglaise avec une telle vigueur que, pour un moment, la victoire fut indécise et même plus que douteuse. Le duc, sentant que le dénoûment approchait, parla aux troupes avec cet ascendant que possèdent tous les hommes supérieurs ; puis, se mettant à leur tête, il rétablit le combat, s'exposant aux plus grands dangers. Heureusement, à l'instant même, nous aperçûmes le feu du général Blücher qui attaquait la droite de l'ennemi avec son impétuosité ordinaire. Le moment d'une attaque décisive étant venu, le duc se mit à la tête des gardes anglaises à pied, leur dit quelques mots auxquels ils répondirent par un *hourra* général, puis Sa Seigneurie, les guidant avec son chapeau, les fit marcher à la baïonnette, pour attaquer corps à corps la garde impériale (2). »

---

(1) Paroles citées par de Vaudoncourt et Stocqueler.
(2) Lettre citée par Le Mayeur.

Un auteur français, M. de Beauchamp, rend à Wellington la même justice en disant que « dans les moments les plus cri-« tiques, il se porta au milieu du feu pour se montrer aux sol-« dats et les rassurer par sa présence. »

Le duc, avec cette parfaite équité et ce noble désintéressement dont il a donné tant de preuves, attribue, dans son *rapport*, le succès de la bataille de Waterloo *à l'assistance cordiale et opportune qu'il avait reçue de l'armée prussienne* (1).

Quelques historiens se sont emparés de cet aveu pour revendiquer en faveur du maréchal Blücher tout l'honneur de la victoire. Nous devons, dans l'intérêt de la vérité, protester contre cette injustice. Sans doute à l'arrivée du corps de Bulow, la position de Wellington était grave ; cependant, rien n'autorise à dire qu'elle fût désespérée. Jusque-là ses troupes n'avaient obtenu que des succès. La fortune, il est vrai, pouvait changer, et, suivant toute apparence même, elle se serait déclarée contre les alliés, si Blucher n'avait pas débouché sur la gauche de la position (2); mais enfin, si les Prussiens arrivèrent à propos et décidèrent la victoire, on le doit à Wellington plutôt qu'à l'initiative de leur général. Il est certain, en effet, que les opérations du 18 avaient été concertées entre les deux maréchaux. Cela résulte clairement du rapport de Wellington, où il est dit « qu'après l'affaire de Ligny, le lieutenant-colonel Gordon fut envoyé au quartier-général prussien pour s'entendre avec Blücher *relativement à la coopération de l'armée anglaise, qui avait ordre de se retirer dans la position en avant de Waterloo.* » Le général Gneisenau, d'un autre

(1) Blücher fut moins généreux; car dans son *Rapport* sur la bataille, il se plaît à constater qu'au moment de l'arrivée des Prussiens, la position de Wellington était très-menacée. On trouve à la vérité dans ce *Rapport* un éloge pompeux des troupes anglaises, mais pas un mot en faveur du général qui les avait si admirablement conduites.

(2) Châteaubriant, qui était alors à Gand avec Louis XVIII, affirme dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, « que le 18, au matin, avant les premiers coups de canon, le duc de Welling-» ton déclara qu'il pourrait tenir jusqu'à trois heures, mais que si les Prussiens ne parais-« saient pas, il serait nécessairement écrasé. »

côté, affirme (1) que Wellington avait annoncé, le 17 à Blücher, sa résolution d'accepter la bataille, si l'on pouvait l'appuyer avec deux corps, et que le maréchal, en réponse à cette communication, avait promis de venir avec toute son armée (2). Il paraît même que le duc avait obtenu l'assurance que ce secours arriverait entre une et deux heures (3).

On ne peut donc refuser à Wellington le titre de vainqueur de Waterloo, puisque c'est lui qui arrêta les mesures collectives pour la journée du 18, qui choisit et occupa le champ de bataille, qui dirigea pendant sept heures les opérations tactiques, et qui ordonna l'attaque décisive au moment où les Prussiens, conformément à leurs promesses, débouchèrent sur la droite de l'ennemi. Du reste, pour se convaincre que le génie du duc a présidé à toute cette campagne, il suffit de la comparer à celle de 1814, où Blücher joua un rôle important. Que de fautes ont été commises dans cette dernière, et combien peu dans l'autre! A Montmirail, les corps de Sacken, d'York et de Kleist, forts de 40,000 hommes, furent attaqués, battus et jetés au delà de la Marne par 16,000 Français. Dans le même temps, Blücher, avec 20,000 hommes, était contenu par Marmont, qui n'en avait que 4,000, et l'armée de Schwartzenberg, forte de 100,000 combattants, tenue en échec par les corps de Macdonald, Oudinot et Gérard, comptant à peine 18,000 hommes. Napoléon avoue que le souvenir de ces victoires le décida en 1816 à attaquer les alliés avec une armée beaucoup plus faible que la leur.

On a dit que Wellington ne s'attendait pas à vaincre, et qu'il fut étonné du résultat de la bataille (4). Ceux qui savent

---

(1) Dans sa *Relation de la bataille de Waterloo.*

(2) Voir encore ALISON, t. X, p. 464; GURWOOD, t. XII, p. 477 et 478.

(3) Maxwell dit qu'en acceptant la bataille, Wellington comptait être livré à lui-même au plus pendant quatre heures. (T. III, p. 497.)

(4) L'opinion que Wellington avait gagné par hasard la bataille de Waterloo, et qu'il en fut lui-même tout surpris, a été générale en France, et s'y trouve encore acceptée par beau-

avec quel soin le duc a toujours cherché à mettre de son côté les chances de la victoire, n'accepteront pas ce jugement. Ils verront dans les dispositions même qu'il avait prises le gage d'un succès qui n'étonna que ses ennemis. Wellington eut si peu l'intention de faire un coup de tête et de finir sa carrière par un désastre éclatant, qu'avant la campagne, et le jour même du dénoûment, il avait écrit à plusieurs personnes pour témoigner de sa confiance inébranlable dans le résultat de la lutte.

On lit en effet dans une lettre du 8 mai, adressée au général Stewart : « Je n'ai rien à dire sur nos opérations défensives, « parce que je suis porté à croire que Blücher et moi nous « sommes si bien unis et si forts, que l'ennemi ne peut pas « nous faire beaucoup de mal. Je me trouve au premier poste. « La plus grande partie des forces ennemies est devant moi, « et *quand je suis rassuré nul ne doit avoir de crainte.* »

Deux jours après, il écrivait au prince de Metternich : « Il « me semble impossible qu'avec la prudence et les disposi- « tions les plus ordinaires, nous échouions dans nos opéra- « tions militaires. »

Dans la matinée du 18 juin, quand déjà l'armée impériale se déployait pour le combat, le duc adressa à Charles Stuart le billet suivant : « Tranquillisez, je vous prie, les Anglais, « si vous le pouvez : qu'ils se préparent à partir ; qu'ils n'y « mettent ni précipitation ni frayeur, *car les affaires tour- « neront bien pour nous.* » Enfin, au moment de monter à cheval, il envoya au duc de Berry une lettre finissant par ces

---

coup de personnes. Nous nous rappelons avoir vu un portrait du général anglais avec ce quatrain qui, sous une forme piquante, rendait une pensée alors très-commune :

> D'où vient cet air d'étonnement
> Sur ce visage où dut briller la gloire?
> C'est que le peintre a, maladroitement,
> Peint le héros le jour de sa victoire.

mots : « J'espère, et de plus *j'ai toute raison de croire que « tout ira bien* (1). »

Ces témoignages sont précieux; ils font non-seulement ressortir l'exagération des Prussiens, qui attribuent à Blücher le succès de Waterloo, mais ils mettent encore en lumière le jugement solide et la froide impassibilité du général anglais.

En face du plus grand capitaine qui ait jamais existé, et d'une armée supérieure sous tous les rapports à celle des alliés, il n'eut qu'une seule crainte, peu sérieuse en elle-même (exprimée dans sa lettre au duc de Berry) : c'est la crainte d'être *tourné par Hal*.

De nombreux témoins oculaires ont attesté que pendant la bataille, Wellington ne montra ni embarras ni hésitation (2). Presque toutes les personnes de sa suite furent mises hors de combat (3), et il y eut un moment où son état-major se trouva réduit à un seul officier. Après la charge décisive qui termina la journée, le duc se tint constamment à la tête des corps avancés, et comme on lui fit observer qu'il ne tarderait pas à être victime de cet empressement, *qu'importe,* dit-il, *la bataille est gagnée, ma vie n'a plus de valeur* (4)*!* Une nature plus vive et plus irritable ne permit pas à Napoléon de con-

---

(1) Napoléon paraît avoir eu la même confiance, puisqu'on a trouvé dans ses papiers une proclamation aux habitants de la Belgique et de la rive gauche du Rhin qui devait être publiée après la déroute des alliés. Cette pièce renferme entre autres le paragraphe suivant : « Napoléon est au milieu de vous ; vous êtes dignes d'être Français ; levez-vous en masse, « joignez-vous à mes phalanges invincibles pour exterminer le restant de ces barbares qui « sont vos ennemis et les miens. »

« Palais impérial de Laeken, 17 juin 1815. » — Voir MAXWELL, t. III, p. 539.

D'un autre côté, le général Gneisenau, dans sa *Relation officielle de la bataille*, affirme qu'à trois heures, Napoléon avait expédié à Paris un courrier pour annoncer que la victoire n'était pas douteuse.

(2) Le général anglais assigna lui-même à chaque régiment sa place de combat et surveilla l'exécution des moindres détails. Il s'est trouvé cependant des auteurs qui ont osé affirmer que, pendant toute la lutte, il s'était mis à l'abri dans un carré d'infanterie.

(3) ALISON, t. X, p. 468.

(4) Il dit au colonel Harvey : « Let them fire away; the battle is over and my life is of no value now. » Voir ALISON, t. X, p. 473.

server ce calme précieux. Il se montra à Waterloo moins actif et moins opiniâtre que son adversaire (1). Des Français lui ont même reproché d'avoir abandonné trop tôt la partie (2); mais l'histoire impartiale protestera contre cette injustice. Elle dira, en l'honneur de ce grand homme, qu'il a quitté le champ de bataille un des derniers, et qu'il a voulu mourir d'une manière digne de lui, dans le seul bataillon resté debout (3)...

Avant de suivre les alliés dans leur marche sur Paris, nous devons nous arrêter un moment aux opérations de l'aile droite de l'armée française.

Grouchy avait eu le 19 un nouvel engagement avec le corps de Thielman. Il allait poursuivre son succès, quand il reçut avec l'annonce de la défaite de Waterloo (4) l'ordre de se diriger par les Ardennes sur Laon.

Le prince Jérôme, qui avait réuni 25,000 hommes derrière Avesnes, fut également dirigé sur ce point, où devaient se réunir successivement toutes les forces disponibles de la France.

L'empereur espérait que Wellington, par crainte de s'engager au milieu des places fortes, avancerait avec beaucoup de précaution vers la Somme. Il s'arrêta en conséquence pour attendre Grouchy, qui avait besoin de huit jours pour re-

---

(1) Gêné par une affection hémorrhoïdale, il resta assis, de onze heures à trois heures, sur une élévation près de Rossomme, d'où il pouvait découvrir tout le champ de bataille. (DE VAULABELLE.)

(2) M. de Beauchamp, entre autres, prétend que Napoléon céda à la frayeur et se glissa à travers ses soldats : « Préférant la vie avant tout, dit-il, l'empereur abandonna ou trahit ceux « qui moururent pour lui. » T. IV, p. 343. Il faut pousser la passion bien loin pour accuser de lâcheté un homme tel que Bonaparte !

(3) Pour ne pas entraver le récit des événements, nous renvoyons à la fin du chapitre une note, dans laquelle nous apprécions le jugement que Napoléon a porté sur la conduite de ses généraux, ainsi que sur celle de Wellington et de Blücher.

(4) Grouchy affirme qu'il apprit seulement le désastre le 19, à onze heures du matin.

joindre. Mais, dans la nuit du 21, Napoléon jugea nécessaire de partir pour Paris, où de graves intérêts réclamaient sa présence.

Cette résolution a été blâmée par quelques historiens, louée par d'autres. Quoi qu'on en puisse penser, il est certain que l'empereur ne produisit pas l'effet qu'il attendait, et que, loin de contenir les passions, sa présence dans un pareil moment ne servit qu'à les encourager (1). En voyant ce rare génie, tant de fois vainqueur de l'Europe, rentrer seul dans sa capitale, laissant derrière lui son armée dans une déroute complète, les haines de parti, les ambitions longtemps contenues, toutes les passions dont le despotisme avait triomphé, se réveillèrent pleines d'espoir et d'énergie. Jamais l'empereur, même après les désastres de Moscou et de Leipzig, n'avait paru aussi amoindri, aussi près de sa fin. A la tête de l'armée, au contraire, il eût imposé à l'ennemi et rassuré ses partisans, car on pouvait attendre encore quelque prodige de celui qui tant de fois avait étonné le monde par les ressources imprévues de son génie militaire.

Le roi Joseph, qui avait blâmé le départ de Laon, prétend que Napoléon fut décidé à venir au sein de la capitale par le billet suivant du président de la Chambre des Députés : « Les « plus grands revers ne seraient pas capables d'ébranler le « dévouement de tous les membres du Corps législatif; c'est « dans ce moment surtout que l'empereur reconnaîtrait qu'il « n'a dans le Corps législatif que des admirateurs passionnés « et des amis intrépides (2). »

---

(1) Le baron Fain, secrétaire de Napoléon, affirme dans les *Mémoires* publiés à Londres en 1819, que l'empereur dit à ceux qui lui conseillaient d'aller à Paris : « Puisque vous le « jugez nécessaire, j'irai à Paris, mais je suis persuadé que vous me faites faire une sottise. « Ma vraie place est ici. » Il est difficile d'admettre cependant que Napoléon ait pu agir et parler de la sorte.

(2) *Mémoires de Joseph*, t. X, p. 235.

Ce billet, écrit à la réception de la nouvelle victoire de Ligny, parvint à l'empereur immédiatement après l'échec de Waterloo.

L'empereur vit bientôt qu'il avait eu tort de prendre ces protestations au sérieux. Un premier coup d'œil lui donna la conviction que tout était changé à Paris, et que l'espoir d'opposer une résistance nationale aux derniers efforts de la coalition devait être complétement abandonné.

Les Français, qui lui avaient tout pardonné, tout, jusqu'à la confiscation de leurs libertés, jusqu'à ses folies guerrières, si ruineuses et si sanglantes, ne lui pardonnèrent point d'avoir été vaincu. Aux yeux de ce peuple inconstant, le succès tient lieu de toute chose. Il a des hommages sincères pour la liberté triomphante et des complaisances inouïes pour le despotisme, qui lui donne, ou lui promet seulement la gloire. Avec plus d'intelligence et de générosité qu'aucun autre peuple, il manque à un haut degré de constance dans les idées et de fixité dans les principes. La légitimité pour lui est dans le succès. Il passe tout aux forts jusqu'au jour où ils cessent de l'être. Napoléon avait exploité cette faiblesse; il en fut la victime : c'était inévitable !

En 1808, l'empereur avait écrit à Ferdinand: « Votre Al-« tesse n'aura plus d'amis si jamais elle est malheureuse. Les « peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous « rendent (1). » Sept ans après, il put se convaincre de l'amère vérité de ces paroles. L'homme du destin tomba comme il devait tomber. La victoire l'avait élevé au trône; un désastre l'en fit descendre. Aucun pouvoir nouveau ne résiste à la mauvaise fortune. La débâcle de l'empire en offre une preuve éclatante. La fière nation, que Bonaparte croyait avoir accoutumée au frein, et qui longtemps en effet entretint par ses acclamations enthousiastes les illusions du grand capitaine, maintenant désabusée et libre, se vengea, mais de la plus mauvaise manière!

---

(1) *Lettre* du 14 avril.

Au lieu de soutenir le héros quand il pouvait encore défendre la patrie avec 70,000 bras dévoués, elle repoussa le secours de son génie, et sans pudeur comme sans honte ouvrit les portes de la capitale à ses ennemis triomphants. Les fonctionnaires que Napoléon avait comblés de faveurs, les agents que sa libéralité avait enrichis, son sénat si complaisant et si servile aux jours de sa puissance, ses maréchaux mêmes, qui les derniers auraient dû lui rester fidèles, furent les plus empressés à le trahir. « On peut encore tenter la fortune avec les ressources qui restent à la France! » s'écriaient Labédoyère, Carnot, Davoust..... « C'est faux, répondit Ney, « encore tout couvert du sang de Waterloo; on vous trompe, « Wellington est à Nivelles avec 80,000 hommes; les Prus- « siens sont loin d'être battus. En sept jours, l'ennemi sera « aux portes de la capitale; vous n'avez plus d'autre moyen « de salut que de lui faire des propositions (1).... » Indigne langage dans la bouche de celui que l'armée avait surnommé *le brave des braves*, et qui venait encore de justifier ce titre d'une manière si éclatante (2)! Lui et ses pareils prouvèrent en cette circonstance que le génie militaire ne s'allie pas toujours aux vertus du citoyen.

Ce n'est pas à Waterloo, c'est à Paris, au milieu des gens comblés de faveurs, que le cri *sauve qui peut* fut poussé. Le bouillant Labédoyère eut raison de dire, en jetant un regard de feu sur ses collègues du sénat: « Malheur à ces généraux vils « qui méditent peut-être en ce moment de nouvelles trahi- « sons! Depuis dix ans, il ne s'est fait entendre ici que des « voix adulatrices! »

---

(1) Ney se permit cette incroyable sortie après la lecture faite par Carnot d'un bulletin quelque peu rassurant sur la bataille de Waterloo. (*Séance de la Chambre des Pairs*, du 22 juin.)

(2) Cette conduite semble confirmer l'opinion de ceux qui prétendent qu'après sa défection, Ney ne fut plus le même homme. Il était atteint d'un sombre désespoir : « *Vous voyez ces boulets*, dit-il aux Quatre-Bras, *eh bien, je voudrais qu'ils m'entrassent tous dans le ventre!*

Désabusé, dégoûté peut-être par ces cruelles déceptions, par les honteuses intrigues qui s'ourdissaient autour de lui, Napoléon abdiqua pour la seconde fois, malgré les protestations de quelques-uns de ses anciens ennemis, devenus ses partisans au jour du malheur.

Il avait espéré qu'on proclamerait son fils, mais la majorité des pairs ne voulant rien préjuger, nomma, de concert avec l'autre chambre, un gouvernement de cinq membres, composé du duc de Vicence, du baron Quinette, du duc d'Otrante, du général Carnot et de M. Grenier.

L'un des premiers actes de ce gouvernement fut d'envoyer des commissaires, sous la présidence de La Fayette, aux souverains alliés pour obtenir une suspension d'armes et traiter de la paix (1). Mais ces délégués n'ayant pas même réussi à obtenir une audience des souverains, on nomma une autre commission, chargée de négocier un armistice avec les généraux vainqueurs.

Nous avons laissé l'armée alliée poursuivant les colonnes ennemies avec toute la vigueur dont elle était capable.

Le 21, contrairement aux prévisions de Napoléon, elle passa la frontière française sur plusieurs points (2). Cette précipitation avait un double but, l'un militaire, l'autre politique. Le but militaire était de profiter du morcellement de l'armée française et du désarroi produit dans la capitale par le désastre imprévu de Waterloo. Le but politique, qu'on n'avouait pas, mais que les diplomates russes et autrichiens ne tardèrent

---

(1) Cette commission écrivit de Laon, le 26 juin, à M. Bignon, ministre provisoire des affaires étrangères : « Il est de notre devoir d'observer que l'évasion de Napoléon, avant l'issue des « négociations, serait regardée comme une mauvaise foi de notre part et pourrait compro- « mettre essentiellement le salut de la France. » Ceci explique pourquoi Fouché fit garder l'empereur à vue dans la Malmaison.

(2) C'est le 20, à Bruxelles, que Blücher et Wellington avaient arrêté, de commun accord, le projet de marcher sur Paris.

point à signaler, était d'assurer, par une marche rapide, à la Prusse et à l'Angleterre une influence dominante dans la solution définitive des affaires à Paris. A cette époque, en effet, les Russes étaient encore sur le Mein près de Francfort, et les Autrichiens en deçà du pont de Bâle. Tout pouvait donc être fini avant leur arrivée. C'est ce que Wellington, avec sa pénétration ordinaire, avait parfaitement compris.

Le 23, Blücher et le duc eurent une conférence à Châtillon. Ils convinrent de marcher sur la capitale par la rive droite de l'Oise, en passant par Compiègne, et d'envoyer seulement dans la direction de Laon quelques détachements de cavalerie (1).

Blücher, après avoir pris Avesnes et Guise, cerna la Fère dans la journée du 25, et laissa en arrière une partie de ses troupes, sous les ordres du prince Auguste, pour assiéger Maubeuge, Landrecies, Mariembourg, Philippeville et Rocroy.

Depuis le 23, le 2me corps néerlandais, sous les ordres du prince Frédéric des Pays-Bas, avait fait quelques démonstrations sur le Quesnoy. Ces démonstrations n'ayant pas donné une haute opinion de l'énergie de la défense, on ouvrit contre la place une vive canonnade dans la journée du 27. Deux jours après, le Quesnoy se rendit.

A la même date, les troupes hollandaises commencèrent leurs opérations contre Valenciennes. La place fut canonnée pendant trois jours sans aucun résultat; puis le siége tourna en longueur faute de matériel. Il se prolongea sous forme de blocus jusqu'au 20 juillet. Ce jour-là, Condé reconnut également Louis XVIII pour roi des Français.

L'armée anglaise prit part à ces opérations, que l'insuffisance des garnisons, le mauvais état du matériel et le manque de patriotisme chez les habitants rendaient en général peu difficiles.

---

(1) Par ce mouvement, on tournait l'armée française qui était à Laon et à Soissons.

Le 25 juin, la division Colville s'empara par escalade de la citadelle de Cambray. Le lendemain, les troupes de Wellington entrèrent dans Péronne, après avoir enlevé de vive force l'ouvrage à cornes établi sur la rive gauche de la Somme.

Enfin, dans la journée du 28, Blücher s'empara par surprise de Villers-Cotterets.

Pendant ce temps, l'armée française se dirigeait de Laon (1) sur Soissons; Grouchy marchait de Reims vers Nanteuil-sur-Marne, et Vandamme remontait la Meuse, cherchant à gagner Lagny par la Ferté-Milon et Meaux.

Le 29, les premières troupes françaises prirent position devant Paris, sur la rive droite de la Seine. Le maréchal Davoust vint se mettre à leur tête par ordre de la *commission de gouvernement*.

Du 29 au 30, l'armée de Wellington passa l'Oise. Arrivé à Gonesse, le duc fut obligé de calmer l'ardeur guerrière du maréchal prussien, qui voulait immédiatement attaquer Paris: « Il ne faut pas, lui écrivit-il, nous exposer à des pertes sé« rieuses sans nécessité. En attendant quelques jours, nous « aurons l'armée du prince de Schwartzenberg, et avec elle « les souverains alliés, qui décideront du parti à prendre..... « Il est vrai que nous n'aurons pas la vaine gloire d'entrer à « Paris à la tête de nos armées victorieuses; mais, ainsi que « je l'ai déjà expliqué à Votre Altesse, je doute que nous ayons « actuellement les moyens de réussir dans une attaque contre « cette ville (2). »

Pendant que Wellington adressait à son bouillant *collaborateur* (3) ces sages conseils, la commission de gouvernement, en vertu de ses pleins pouvoirs, lui envoya des commissaires

(1) Elle avait quitté Laon le 27.

(2) *Lettre* du 2 juillet.

(3) Qualification que lui donna le duc dans sa *lettre* du 26 juin 1815, au *prince de Schwartzenberg*.

pour obtenir un armistice et sonder les dispositions des souverains alliés à l'égard du gouvernement de la France. Émanation de deux chambres où les Bourbons avaient peu d'amis, les commissaires devaient insister sur ce point, « que la dynastie de Napoléon pouvait être conservée sans danger de guerre, et que les Bourbons, au contraire, étaient incompatibles avec le repos général de la France et de l'Europe (1). »

Wellington reçut les commissaires avec bienveillance, et leur déclara de prime abord qu'il était disposé à conclure un armistice *pour sauver Paris du danger qui le menaçait* (2). Sur les autres points, il ne fut pas moins explicite. Les commissaires lui ayant exposé l'état de l'opinion en France et la possibilité de fixer les bases d'une convention raisonnable en proclamant Napoléon II (3), Wellington répondit que, *comme individu*, il croyait que l'Europe, sous la régence de ce prince, ne pourrait jouir d'aucune sécurité et la France d'aucun repos (4). En conséquence il insista auprès des plénipotentiaires, *en son nom particulier*, pour la restauration immédiate et sans conditions du roi légitime. MM. de Valence et de Flaugergues objectèrent que, puisque la famille des Bourbons paraissait une condition essentielle aux alliés pour le rétablissement de l'ordre et de la paix, il était un autre prince de la famille, le duc d'Orléans, qui offrait plus de gages de sécurité pour la France. Wellington rejeta cette ouverture, en faisant observer que le duc d'Orléans ne serait qu'un usurpateur de bonne maison; que du reste, son Altesse Royale n'accepterait pas la couronne, et que si elle l'acceptait momentanément, ce ne

---

(1) Extrait des *Instructions* données aux plénipotentiaires le 23 juin 1815.

(2) Voir sa *lettre*, datée de Gonesse le 12 juillet, *aux commissaires français*.

(3) Les commissaires étaient inspirés par Fouché, qui, dans le principe, se montra disposé à accepter n'importe quel roi, sauf Louis XVIII. M. de Beauchamp dit « qu'il fut question du duc d'Orléans, du roi de Saxe et d'un prince de la maison d'Orange. » (T. IV, p. 390 et 391.)

(4) Déjà, avant la bataille de Waterloo, Fouché avait pressenti Wellington sur ce point : il savait donc que le général anglais ne voulait ni de Napoléon, ni d'une régence présidée par Marie-Louise. (Voir CAPEFIGUE : *les Cent jours*, t. II, p. 245.)

serait que pour la rendre à Louis XVIII (1) : « Rappelez donc « votre roi légitime, leur dit le général, et cela sans perdre « de temps, parce qu'alors on ne croira pas que vous avez été « contraints par les alliés à prendre ce parti (2). »

Ce conseil excellent aurait épargné à la France bien des maux, si ses mandataires avaient eu assez d'intelligence et de patriotisme pour l'accepter. Les chambres, malheureusement, n'étaient pas à la hauteur des circonstances. Avant le départ de Napoléon pour l'armée, et pendant même qu'il se trouvait aux prises avec l'ennemi, elles avaient gaspillé leur temps en discussions sans but comme sans utilité. Ainsi, quand il s'agissait d'armer le pays pour résister à une agression formidable, les députés ne se préoccupèrent que de la nécessité de faire une constitution et de réprimer certains empiétements d'autorité. Après la catastrophe, leur contenance fut plus misérable encore. Au lieu de soutenir franchement le chef de l'armée, de l'investir même de la dictature, seul moyen de sauver une nation envahie par l'étranger, elles abandonnèrent le grand capitaine malheureux et se livrèrent à la discrétion d'un gouvernement provisoire, dont Fouché était l'âme et la tête. Dans un moment où il aurait fallu organiser fortement la résistance nationale, « la Chambre s'amusait, dit un historien, à examiner philosophiquement si les Antonin, les Trajan, les Marc-Aurèle avaient aboli la confiscation ; et elle considérait comme une grande mesure de salut public, d'avoir remplacé la médaille des députés par l'écharpe tricolore... »

La proclamation immédiate, spontanée de Louis XVIII eût sauvée la situation, car les alliés avaient déclaré officiel-

---

(1) CAPEFIGUE : *les Cent jours*, t. II, p. 307.

(2) *Lettre de Wellington à lord Bathurst*, 2 juillet 1815.

(4) L'assemblée déclara, à la vérité, que Napoléon II était empereur par le fait de l'abdication de Napoléon Ier, mais elle ne le proclama point et ne nomma point de régence. C'était faire trop ou trop peu.

lement que leur seul but était de renverser l'usurpateur et de réintégrer les Bourbons. Ce but atteint, la marche de leurs armées sur Paris serait devenue sans objet, et peut-être même l'occupation de la France ne leur eût-elle point semblé nécessaire. Mais la Chambre, pusillanime jusqu'au bout, n'osa crier ni vive l'empereur, ni vive le roi (1); d'autre part, les plénipotentiaires de la commission de gouvernement ne cessaient de répéter à Wellington, « que toute forme de gouvernement, toute dynastie convenait mieux à la France que les Bourbons de la branche aînée... » Ainsi, après avoir renié l'homme de guerre, on n'osait pas proclamer franchement l'homme de paix. Le peuple seul parut un moment logique en proposant à Napoléon de le mettre à la tête des sections armées, et de lui conférer la dictature à des conditions révolutionnaires. Mais le restaurateur de l'autorité en France eut peur de la démocratie, et il préféra se résoudre à demeurer seul contre tous.

Le 25 juin, Napoléon se retira à la Malmaison avec quelques serviteurs fidèles. Son âme, moins ferme dans ce moment suprême qu'elle n'aurait dû l'être, semblait résignée aux derniers sacrifices.

Mais il ne suffisait point aux souverains alliés de voir celui qui naguère était le maître de l'Europe surveillé maintenant par Fouché dans sa résidence impériale.... Wellington, après avoir consulté Blücher, informa les commissaires, sous la date du 29 juin, « qu'aucun armistice ne pouvait se faire tant que « Napoléon Bonaparte serait à Paris et en liberté. »

En conséquence les opérations furent poursuivies, malgré le désir du général anglais de préserver Paris d'une attaque de vive force. Blücher, du reste, fit tout ce qu'il put pour arriver à une solution violente. Au moment même où son collègue

(1) Voir les ridicules procès-verbaux de la Chambre des Députés, du 28 juin au 8 juillet.

négociait avec les commissaires français, il passa la Seine au Pecq (1). Ce mouvement hasardé, entrepris pour tourner les ouvrages au nord de la capitale, isolait complétement l'armée prussienne. Le général Excelmans attaqua brusquement l'avant-garde de cette armée et lui fit éprouver des pertes considérables.

La faute de Blücher eût coûté cher aux alliés, si dans ce moment un bon général se fût mis à la tête des troupes françaises concentrées autour de Paris.

Napoléon jugeant l'occasion favorable pour prendre une revanche, offrit au gouvernement provisoire de ressaisir le commandement à titre de général et non d'empereur (2). Il comptait sur un succès, qui eût facilité les négociations et permis à la grande armée de prendre congé de la France par une victoire. Mais cette noble proposition fut écartée par les basses intrigues de Fouché. Carnot seul, un ancien proscrit de Bonaparte, devenu son appui dans le malheur, soutint qu'il fallait combattre encore, et toujours combattre !

Après cette dernière tentative, il ne restait à l'empereur qu'à se rendre une seconde fois en exil. Il quitta la Malmaison, le 29 juin, à cinq heures du soir. A peine eut-il pris le chemin de Rochefort, qu'un parti de Prussiens envahit sa résidence. On assure que les soldats de ce détachement se montrèrent furieux d'avoir manqué l'illustre victime que Blücher avait juré de prendre à la tête de ses colonnes (3).

---

(1) THIBAUDEAU, t. X, p. 436, affirme que ce mouvement fut concerté avec Wellington à Gonesse. Le général de Vaudoncourt prétend que ce fut une opération toute politique, ayant pour but d'intercepter les communications de Paris avec la moitié des départements et de forcer ainsi cette ville à capituler. Il pense toutefois que Wellington ne l'aurait pas conseillée s'il n'avait eu la certitude que le commandant en chef de l'armée française ne s'y opposerait pas. C'est aussi l'opinion du général Muffling (V. t. IV, p. 51) et celle des *Victoires et conquêtes*, t. XXIV, p. 276 et 277.

(2) Ce fut le général Becker qu'il chargea de faire cette offre au gouvernement provisoire. (*Victoires et conquêtes*, t. XXIV, p. 269.)

(3) THIBAUDEAU, t. X, p. 446 ; CAPEFIGUE, *Hist. de la Restauration*, t. II, p. 558 ; DE VAUDONCOURT, t. IV, p. 205.

Le départ de l'empereur, si habilement préparé par les intrigues de Fouché, aplanit une grande difficulté et simplifia la tâche des commissaires du gouvernement provisoire (1).

Wellington exigea, comme première condition, l'éloignement de toutes les troupes françaises derrière la Loire. On tomba d'accord sur ce point, ainsi que sur tous les autres; de sorte que, dans la nuit du 3 au 4 juillet, une *convention* put être signée entre Blücher, Wellington et le prince d'Eckmühl. Cette convention porte qu'en trois jours l'armée devait évacuer la capitale, et, en huit jours, se porter derrière la Loire avec son matériel, son artillerie, sa caisse et les propriétés des régiments.

C'était, sauf le mot, une *capitulation* véritable. Pour l'obtenir, Davoust s'était adressé par écrit au général Ziethen, commandant l'avant-garde prussienne et n'avait recueilli que l'humiliation de cette réponse laconique : « Je n'ose même « pas annoncer la demande d'une capitulation au prince Blü-« cher, mais si la ville et l'armée veulent se rendre, j'accep-« terai une suspension d'armes (2). »

Fouché fut plus heureux auprès de Wellington (3), parce que le duc voulait en finir avant l'arrivée des Russes et des Autrichiens, pour donner une impulsion anglaise au nouveau gouvernement et mettre son pays en possession de l'influence morale qu'Alexandre avait exercée en 1814.

Quelque humiliante que fût cette négociation pour l'armée française, on ne doit en rendre responsables ni Davoust, ni Fouché seul. Un conseil de défense, où siégeaient entre autres

---

(1) C'étaient de nouveaux commissaires; les autres avaient complétement échoué à Gonesse.

(2) *Lettre* du 2 juillet 1815. (DE VAUDONCOURT, t. IV, p. 262.)

Déjà, le 30 juin, Davoust avait fait une démarche analogue auprès des généraux alliés pour obtenir une suspension d'armes. Wellington rejeta cette demande en termes polis, mais Blücher fit une réponse grossière. (Voir DE VAUDONCOURT, t. V, p. 257.)

(3) Le secret de ces intrigues est révélé dans un livre intitulé : *Interressing facts*, etc., by Macirone. London, 1817, p. 47 et suivantes.

Soult et Masséna, avait signé, le 2 juillet, à trois heures du matin, un avis qui marque l'abaissement général des caractères à cette époque (1).

Pénible rapprochement : « En 1812, 45,000 Français avaient disputé le terrain à 150,000 étrangers sans craindre leur irruption dans Paris ; ils n'avaient capitulé que les armes à la main, couverts du sang de l'ennemi ; et avec 80,000 Français, Davoust n'avait pas osé combattre 100,000 Anglo-Prussiens : il s'était rendu l'épée dans le fourreau (2) ! » La postérité reconnaîtra que cette honte n'eût pas été infligée à la France, si les maréchaux Ney, Mortier, Grouchy, Masséna et Soult avaient eu le patriotisme des simples soldats et des ouvriers des faubourgs (3).

Les alliés s'établirent, dès le 4, dans les postes de Neuilly et de Saint-Denis. Les barrières furent occupées le 6. Le lendemain Wellington et Blücher entrèrent dans la capitale, où ils furent reçus avec des démonstrations peu honorables pour le caractère français.

Sa Majesté Louis XVIII arriva le 6 (4). Ce fut sur les instances de Wellington et contre l'avis de Talleyrand que le roi avait suivi de si près les armées conquérantes (5). Cette *imprudence*, comme on l'appela d'abord, eut tout le résultat qu'en attendait le duc. Elle dérouta les soutiens de Bonaparte, raffermit les partisans des Bourbons, décida enfin les timides

---

(1) DE VAUDONCOURT, t. IV, p. 239, donne de curieux détails sur ce conseil de guerre, qui fut une espèce de comédie arrangée pour les besoins de la cause par Fouché et Davoust.

Carnot seul, dans le gouvernement provisoire, vota contre la capitulation.

(2) THIBAUDEAU.

(3) Il est juste de faire observer cependant qu'un nouvel acte d'héroïsme de l'armée n'aurait point sauvé la France, car 60,000 Bavarois et Allemands étaient arrivés sur la Marne, et derrière eux venaient, à quinze marches de distance, 200,000 Russes et 165,000 Autrichiens. Mais il y a des cas où une armée doit combattre seulement pour sauver l'honneur national, et c'est ce que ne comprit point le gouvernement provisoire en 1815.

(4) Louis XVIII fut suivi, à quelques heures d'intervalle, par le roi de Prusse, les empereurs d'Autriche et de Russie.

(5) Voir la *lettre de Wellington au prince de Talleyrand*, 24 juin 1815.

et les intrigants à servir la cause de la légitimité. Nous avons constaté, dans d'autres circonstances, que les vues du général anglais étaient souvent plus justes que celles des hommes d'État à grande réputation. Cette fois encore, il prouva qu'il connaissait mieux l'état des esprits en France que le subtil et trop célèbre prince de Bénévent.

On n'a pas fait assez ressortir le rôle important que joua le duc de Wellington dans les deux restaurations. En 1814, ce fut dans son armée que s'éleva le premier cri de *vive le roi!* et, en 1815, ce fut encore lui qui, avec l'assistance de Fouché, prépara les voies à la rentrée de Louis XVIII. Dans cette dernière occurrence sa tâche offrait plus d'un genre de difficultés. Il fallait obtenir l'éloignement de l'empereur et de l'armée française, — neutraliser l'action des Chambres, où l'on ne cessait de crier : *pas de Bourbons* (1) ! — éviter un soulèvement du peuple, qui joignait ses vœux à ceux de l'armée pour le rétablissement de la dynastie impériale ; — il fallait tenir tête aussi aux exaltés du parti légitime, qui auraient tout compromis par leur exagération ; — il fallait même, jusqu'à un certain point, vaincre sinon la répugnance, au moins la tiédeur que montraient les souverains alliés à l'égard de Louis XVIII (2).

Pour surmonter ces difficultés Wellington avait l'appui de Fouché, depuis longtemps en relation avec lui par l'intermédiaire de deux agents secrets (Macirone et le général Tromeling). On a reproché au duc d'avoir choisi un intermédiaire

---

(1) Le 1er juillet, une adresse pour la proscription des Bourbons fut lue et applaudie à la Chambre des Députés.

(2) Cela résulte entre autres de la *lettre* suivante *de Wellington à Dumouriez :*

« A mon arrivée à Paris, je savais que les alliés n'étaient pas du tout déterminés en faveur du roi ; que les . . . . surtout ne voulaient pas la Restauration ; que l'armée et les assemblées étaient contraires ; qu'il y avait quatre provinces en état de rebellion ; que d'autres, y compris Paris, étaient très-froides. Il était très-clair pour moi que si je n'intéressais pas Fouché à la Restauration, Sa Majesté eût été obligée de rester à Saint-Denis, au moins jusqu'à l'arrivée des souverains; ce qui aurait en tout cas nui à son autorité et sa dignité... J'ai conseillé à Sa Majesté de prendre Fouché à son service.., et je suis parfaitement certain que le roi doit sa restauration tranquille à ce conseil. »

si peu honorable; mais nous ne pouvons pas nous associer à ce reproche. Dans les moments de crise et lorsqu'il s'agit d'atteindre un but utile, on n'a pas toujours le choix des hommes et des moyens. Fouché montra sans doute peu de caractère et de probité politique au milieu des intrigues qui signalèrent cette époque; mais Wellington ne pouvait ni méconnaître ni dédaigner l'habileté de ce personnage. Nul mieux que lui n'était apte à préparer l'opinion dans le sens de la restauration de Louis XVIII; et cette raison seuledevait engager le général anglais à s'appuyer sur lui. Au reste, Wellington connaissait les idées libérales et la tolérance de Fouché. Il sentait que l'intervention de cet homme serait nécessaire pour contrebalancer l'influence des conseillers habituels du roi. C'est même, croyons-nous, la seule raison pour laquelle il proposa à Louis XVIII de le prendre pour ministre de la police, et d'exclure du conseil M. de Blacas, qui avait si mal servi la cause légitimiste par ses idées rétrogades. Wellington n'eut pas à regretter ce conseil.

Fouché, à peine investi de ses nouvelles fonctions, adressa au roi un long mémoire pour lui exposer son système de tolérance et de modération. Ce système, il l'avait annoncé au duc dans les termes suivants (1) : « Il est essentiel que les armées anglo-prussiennes hâtent leur mouvement sur Paris; il ne faut plus qu'il y ait du sang répandu. Je réponds de Paris et de sa soumission; que le roi donne des garanties, qu'il établisse dans ses proclamations un système large et constitutionnel, et la restauration se fera toute seule, etc... »

Ces idées étaient au fond celles du général anglais, qui non-seulement les approuva, mais encore fit tout ce qui dépendait de lui pour les faire prévaloir: « Il est essentiel, « écrivait-il au roi, que Votre Majesté se fasse précéder par « quelque document ou acte qui annonce des intentions

(1) *Lettre* du 24 juin 1815.

« d'oubli et de pardon, et qui promette de marcher dans les « voies de la Charte (1). »

De l'ensemble de ces faits, il résulte évidemment que Wellington fut le principal restaurateur du trône de Louis XVIII. Un historien français (2) dit à ce propos : « La seule tête politique que l'on voulait faire agir pour la solution de la « crise, c'était le duc de Wellington. Fouché avait pris une « haute opinion de lui; il le croyait appelé à un grand rôle, et « plus capable qu'aucun autre de comprendre la situation « réelle des affaires. »

Fidèle à ses principes d'ordre et de modération, le duc traita le peuple français avec les égards dus à des adversaires loyaux que le malheur accable. Avant de passer la frontière, il avait engagé les soldats sous ses ordres à se rappeler « que « leurs souverains respectifs étaient alliés de sa Majesté « Louis XVIII, et qu'en conséquence la France devait être « traitée comme un pays ami (3). » Il défendit « de rien prendre sans payer » et pour rendre cette défense plus solennelle, il la communiqua au peuple français par une proclamation datée de Malplaquet, 22 juin (4).

Dans toutes les négociations qui eurent lieu à cette époque, le général anglais fit pencher son influence du côté de la modération' Quand Blücher voulait prendre quelque parti violent, il essayait de le calmer ou de gagner du temps, en invoquant la nécessité d'attendre les souverains alliés et de n'agir que d'après leurs communes résolutions. C'est ainsi qu'il s'opposa au projet de frapper immédiatement un impôt de

(1) CAPEFIGUE. *Hist. de la Restauration*, t. II, p. 460.

(2) CAPEFIGUE. *Les Cent jours*, t. II, p. 306.

(3) *Ordre du jour*, daté de Nivelles, 20 juin 1815.

(4) Il tint la main à ce que cet ordre fût ponctuellement exécuté. Nous en trouvons la preuve dans la lettre excessivement sévère qu'il écrivit le 27 juin à un général néerlandais, pour se plaindre du manque d'ordre et de discipline de ses troupes, ainsi que de leur penchant irrésistible pour le pillage.

100,000,000 de fr. sur la ville de Paris, et qu'il empêcha la destruction de la colonne d'Austerlitz, que son collègue, par esprit de représailles, voulait immoler à l'orgueil de la coalition (1). Dans l'affaire du pont d'Iéna, le duc montra autant d'énergie que de fermeté. Déjà Blücher avait fait préparer les mines destinées à renverser les arches de ce pont. Wellington épuisa tous les moyens de conciliation pour prévenir un acte aussi barbare; ne pouvant rien obtenir, et voyant la ruine du pont imminente, il fit placer sur ce monument une sentinelle anglaise, déclarant que si on le faisait sauter, il considérerait ce fait comme une rupture avec la Grande-Bretagne (2).

Le duc avait horreur des actes de vandalisme. Bien loin d'exciter ses troupes à venger sur les monuments de Paris les échecs des alliés, il intervint au contraire énergiquement pour empêcher tout désordre et toute violence (3). Il ne permit pas même à ses officiers de prendre cet air et ce ton d'autorité que prend naturellement le soldat entrant vainqueur dans une capitale ennemie. Ainsi, dès son arrivée à Paris, il fit un ordre du jour pour se plaindre de méfaits qui auraient échappé à la sévérité de tout autre général : « Certains officiers, dit-il, ont contraint les ouvreuses de théâtre à leur « donner accès dans des loges particulières. C'est une chose « contraire à la règle et au bon ordre qui recommande si bien « l'armée anglaise, et dont elle est le modèle (4). »

Par un autre ordre du jour, publié dans un moment où les

---

(1) Voir la *lettre* du 5 juillet, *au général Muffling*, et celles du même jour et du 9, *au prince Blücher*. Le maréchal prussien voulait, en renversant le monument d'Austerl'tz, venger la colonne de Rosbach, enlevée par les Français; et les 100,000,000 de fr. qu'il demandait à la ville de Paris pour l'entretien de son armée, n'étaient que la restitution de la somme exigée par Napoléon de la ville de Berlin.

(2) ALISON, t. X, p. 482.—CAPEFIGUE. *Les Cent jours*, t. II, p. 365.

De Beauchamp se trompe en affirmant que le pont d'Iéna fut sauvé « par la ferme contenance du roi. » (T. IV, p. 505.)

(3) C'est sans doute encore dans ce but qu'il fit camper ses troupes, hors de Paris, aux Champs-Élysées, au bois de Boulogne. Les Prussiens, au contraire, bivaquèrent sur les places publiques et se montrèrent pleins d'arrogance.

(4) Paris, 18 juillet.

Prussiens se conduisaient en ennemis courroucés, Wellington enjoignit à ses officiers de donner l'exemple de la soumission aux lois en se laissant visiter paisiblement aux barrières de Paris par les employés de l'octroi. Il permit aussi aux maires de requérir ses soldats pour aider les paysans à faire la moisson (1). Enfin son respect pour la propriété alla si loin qu'il défendit, de la manière la plus impérieuse, aux officiers de tout grade, de chasser en France sans la permission des propriétaires (2).

Il nous a paru que ces détails faisant connaître le fond du caractère de Wellington, ne sont pas indignes de l'histoire.

L'âme bienveillante du duc n'éprouva jamais les accès de colère et de haine qui germent au fond des cœurs dominés par des passions vulgaires. Dans aucune circonstance, il ne fit éclater de ressentiment contre ses ennemis. Sa conduite à l'égard des Indiens et des Français est celle d'un général humain et philosophe.

La capitulation de Paris elle-même fut un acte de libéralisme et d'indulgence. C'est ainsi du moins que la jugèrent les souverains alliés, puisqu'ils s'empressèrent de déclarer, en arrivant à Paris, qu'elle ne les engageait en aucune façon, étant l'œuvre individuelle de Wellington et de Blücher. Cette protestation motiva un acte bien pénible pour la France, quoique juste au fond : la restitution des objets d'art enlevés par Napoléon aux États conquis (3).

L'obstination des chambres à ne pas vouloir proclamer

---

(1) *Ordre du jour*, 28 juillet. Dans une *lettre au préfet de police* : « Je vous annonce, dit le duc, que s'il y en a occasion (sic), je pourrai prêter les voitures pour ramener les récoltes. »

(2) *Ordre* du 28 octobre. Voir aussi sa *lettre* du 27 septembre *au comte de Nantouillet*.

(3) C'est bien injustement qu'on a reproché à Wellington de n'avoir pas empêché *cet acte de spoliation*, comme on l'appelle en France. Déjà, avant la capitulation de Paris, Louis XVIII avait promis au roi des Pays-Bas et au roi de Prusse la restitution des objets qui leur appartenaient (voir *Histoire de la Restauration*, par CAPEFIGUE, t. III, p. 86, et STOCQUELER, t. II, p. 73). Wellington ne pouvait évidemment pas s'opposer à ce que de pareils engagements fussent tenus, ni se montrer surtout plus Français que le roi de France lui-même.

Louis XVIII (1), donna naissance ou servit de prétexte à des mesures plus rigoureuses encore.

La France continuant à menacer la paix publique par son esprit révolutionnaire et par son attitude hostile envers le roi légitime, les souverains alliés ne se crurent plus obligés de s'en tenir à leur déclaration officielle de respecter les limites du territoire.

Ils jetèrent en conséquence les bases suivantes:

1° Contribution de guerre.

2° Occupation militaire.

3° Rectification des frontières.

4° Ligne de places fortes, élevées aux dépens de la France, pour la contenir du côté de la Belgique.

Dures et fatales conditions que la France se fût épargnées, peut-être, si elle avait suivi les conseils donnés par Wellington aux commissaires du gouvernement provisoire.

Il y eut, à cette époque, de nombreuses conférences, où les bases indiquées ci-dessus furent débattues par les représentants des souverains alliés.

La modération que le général anglais fit éclater dans ces conférences est extrêmement honorable pour lui (2). Mais ce qui révèle surtout la noblesse de son caractère et sa haute ca-

---

(1) On sait que M. Decazes, préfet de police, fit occuper la Chambre des Députés, le 8 juillet par la force armée.

(2) « On n'a pas, en général, rendu assez de justice au duc de Wellington pour la manière large et loyale dont il protégea les intérêts de la France dans toutes les négociations avec l'étranger. Je ne parle pas d'abord de l'immense service rendu par Sa Seigneurie dans la fixation des créances étrangères. Le duc de Wellington se montra arbitre désintéressé... Il fut très-favorable aussi à la France dans tout ce qui touchait à l'évacuation de son territoire. Sa position de généralissime de l'armée d'occupation donnait un grand poids à son avis sur cette question. Il fut chaque fois consulté et chaque fois, également, il répondit par des paroles élevées, qui faisaient honneur à son caractère... Wellington, par la cessation de l'occupation armée, avait à perdre une grande position en France, celle de généralissime des alliés, ce qui le faisait en quelque sorte membre du gouvernement; il avait à sacrifier un traitement immense; de plus, le noble lord connaissait l'opinion personnelle de lord Castlereagh et d'une partie des membres de l'aristocratie anglaise sur la nécessité de l'occupation armée. Tous ces intérêts ne l'arrêtèrent point; il fut d'avis que cette mesure de précaution devait cesser, etc. » CAPEFIGUE. *Hist. de la Restauration*, t. V, p. 355.

pacité politique, c'est l'opposition qu'il fit au démembrement du territoire français. La plupart des souverains alliés, craignant une nouvelle commotion, voulaient réduire l'importance territoriale et militaire de la France; et ils penchaient d'autant plus vers ce système, que chacun y trouvait le moyen de satisfaire son ambition.

L'Autriche insistait pour la restitution de l'Alsace et de la Lorraine; l'Espagne élevait des prétentions sur les provinces basques; la Prusse faisait observer que sa sécurité serait incomplète sans Mayence, Luxembourg et toutes les provinces contiguës à son territoire. Le roi des Pays-Bas réclamait les forteresses du nord de la France, et il était soutenu dans cette prétention par l'Angleterre, qui, au témoignage du prince Hardenberg (1) « voyait alors, aux pertes que ferait la France « de ses forteresses du nord, l'avantage de rendre le royaume « des Pays-Bas presque formidable à une nation dont, par « l'effet du voisinage, il deviendrait l'ennemi naturel. »

Wellington, qui ne partageait point cette opinion, ni celle des autres princes intéressés au partage, fit observer qu'il serait impolitique d'humilier la France au point de provoquer un nouveau soulèvement : « Dans mon opinion, écrivit-il à « lord Castlereagh (2), les alliés n'ont pas le droit de faire « une brèche importante au traité de Paris, quoique ce traité « laisse trop de force à la France, comparativement aux au-« tres puissances; mais je crois pouvoir démontrer que les « intérêts réels des alliés doivent leur faire adopter les me-« sures que la justice, dans cette circonstance, exige d'eux..... « En imposant un trop grand sacrifice à la France, nous « manquerions le but que les alliés se sont proposé dans la « guerre actuelle et dans les précédentes. Ce but a été d'ob-

---

(1) *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État.*
(2) Le 11 août 1815.

« tenir la paix pour eux-mêmes et pour leurs sujets, en met-« tant un terme à la révolution française, — de diminuer « leurs forces militaires excessivement accrues, et de leur « donner le temps de s'occuper des affaires intérieures et du « bien-être de leurs peuples... » Or, ce but, d'après Wellington, ne pouvait être atteint par des mesures capables d'exaspérer le légitime orgueil de la nation française et de son gouvernement. « Il faut, disait-il, persister dans le grand ob-« jet des alliés : la paix véritable et la tranquillité du monde. « La France en état de révolution est plus dangereuse pour le « repos de l'Europe que la France (si redoutables que soient « du reste ses frontières) soumise à un gouvernement régu-« lier. Nous devons donc chercher à la placer dans cette der-« nière situation. »

A l'égard de la cession des forteresses du nord, Wellington fit observer qu'il ne suffisait pas de détacher des portions importantes de la monarchie française; qu'il fallait savoir à qui les donner; que le nouveau royaume des Pays-Bas n'était pas en état d'occuper et de défendre convenablement une ligne aussi étendue; que « cette mesure d'ailleurs fournirait « à la France un prétexte plausible de déclarer la guerre, et « de la soutenir avec toutes les ressources que produit l'or-« gueil national humilié (1); » enfin que le seul moyen de couper court à ces difficultés et de suppléer avantageusement à la cession de plusieurs places françaises, serait de fortifier quelques villes sur la lisière des Pays-Bas (2).

Comme le duc exerçait alors une grande influence dans les conseils des alliés, son opinion prévalut. On le chargea même d'arrêter l'emplacement des nouvelles forteresses et on lui adjoignit à cet effet quelques ingénieurs anglais et hollandais.

---

(1) *Lettre* du 31 août 1815, *à lord Castlereagh.*
(2) Voir Capefigue. *Hist. de la Restauration*, t. III, p. 97.

Toutefois, en se prononçant énergiquement contre le morcellement de la France, Wellington insista pour le système de l'occupation militaire, pendant un certain nombre d'années. Ce système lui paraissait incontestablement supérieur à tout autre, en ce qu'il donnerait à Louis XVIII la force et la sécurité nécessaires pour réorganiser l'armée et poser les bases du nouveau gouvernement; — introduirait en France, après vingt-cinq années de guerres, des habitudes d'ordre et de paix; — garantirait les alliés contre le retour d'une nouvelle commotion révolutionnaire ou bonapartiste; — leur fournirait en même temps le moyen de contraindre au besoin la France au payement de la contribution dont ils la voulaient frapper; — leur donnerait enfin le temps nécessaire pour reconstruire les boulevards artificiels de leurs États respectifs, raffermir leurs gouvernements ébranlés par tant de secousses terribles, améliorer la situation de leurs peuples, et combiner les éléments de leur défense, en tenant compte des résultats obtenus pendant les dernières guerres.

Wellington d'accord avec Talleyrand, Castlereagh et Nesselrode, ayant fait triompher ce système, les souverains alliés lui donnèrent le commandement des troupes chargées de maintenir l'occupation temporaire (1). C'était une mission difficile, pénible surtout, qui le mettait en face de toutes les préventions et de toutes les colères d'un peuple, humilié plutôt que vaincu, frémissant plutôt que résigné sous le joug. Le duc s'acquitta néanmoins de cette mission de manière à ne froisser personne, pas même les Français, dont il sut ménager les intérêts et l'amour-propre avec autant de convenance que d'habileté. Ses nombreux ordres du jour témoignent de la bienveillance et de la douceur qu'il apporta dans

---

(1) L'armée d'occupation s'élevait à 30,000 Anglais, 30,000 Prussiens, 30,000 Russes, 30,000 Autrichiens et 30,000 hommes fournis par les petits États de l'Allemagne.

l'exécution de ses devoirs les plus rigoureux, et l'on peut dire que son nom ne fut mêlé à aucune des mesures réactionnaires qui ont signalé la seconde restauration. Les individus et les propriétés furent l'objet de sa constante sollicitude, et le moindre acte de violence, commis par le soldat ou par le fonctionnaire anglais, trouvait en lui un juge inflexible.

Ces sentiments, connus et appréciés d'Alexandre, contribuèrent beaucoup à l'allégement des charges et des malheurs de la France. En 1817, le czar ayant écrit à son ministre à Paris de provoquer l'évacuation d'un cinquième de l'armée d'occupation, le duc de Wellington, consulté, déclara que la mesure lui paraissait utile et dans les intérêts communs. Sur cet avis, les ministres étrangers décidèrent l'évacuation de 30,000 hommes pour le 1er avril 1817.

Vers le même temps, à la demande expresse d'Alexandre (1), Wellington se chargea « de la direction principale des négociations sur la question des créances particulières, et sur le mode le plus équitable de la décider d'un commun accord. »
« Vous apprécierez, lui avait écrit le czar à ce propos, l'en-
« semble des considérations majeures qui plaident à l'appui
« d'un système de conciliation équitable. Vous répandrez
« toute la lumière d'un esprit juste, toute la chaleur d'une
« âme élevée, à la hauteur des circonstances, sur une question
« de laquelle dépendent peut-être le repos de la France et
« l'inviolabilité des engagements les plus sacrés. »

Wellington fut nommé président de la *commission diplomatique et financière*. Les pouvoirs étendus dont il jouissait en cette qualité servirent à faire prévaloir les idées libérales d'Alexandre, idées que du reste il partageait entièrement.

Bientôt une plus grave question vint occuper la diplomatie et fournir au duc le moyen de rendre un signalé service à la

---

(1) Cette lettre autographe du czar porte la date du 30 octobre 1817.

France. Nous voulons parler de l'évacuation complète du territoire, à laquelle se rattachaient d'immenses intérêts et des difficultés de premier ordre. On verra plus loin quel fut le rôle de Wellington dans cette négociation, qui, heureusement terminée en 1818, lui permit enfin d'aller goûter dans son pays le repos dû à ses éminents services(1).

Ici se termine la carrière militaire du duc de Wellington. Il fut dans la destinée de cet homme simple et laborieux de contribuer plus qu'aucun autre au renversement de l'empire français, et cependant il ne se trouva qu'une seule fois en présence du génie extraordinaire qui avait élevé ce puissant édifice. A vrai dire, ce ne fut pas dans cette journée que se décida le sort de Napoléon. Déjà en 1808, Wellington avait trouvé le point vulnérable du colosse, le foyer de la résistance européenne. Depuis ce moment, tout en coopérant à la délivrance de la Péninsule, il n'avait négligé aucune occasion de ranimer le zèle et les espérances des peuples éloignés de la lutte.

Il n'est pas douteux que sa campagne de 1810 contre Masséna, en Portugal, n'ait engagé l'empereur Alexandre à brusquer les événements et à rompre l'alliance trompeuse de Tilsitt. Au moins, l'on ne contestera pas que les généraux russes en 1812 n'aient suivi exactement le système de guerre adopté par Wellington après Busaco. Ce n'étaient plus ces bouillants

(1) L'ordre du jour, par lequel Wellington prit congé de ses troupes en France est du 9 novembre 1818.

stratégistes d'Austerlitz et de Friedland, voulant à tout prix livrer des batailles ; c'étaient les Anglais méthodiques de 1810, se retirant à travers un pays dévasté, et se montrant jaloux seulement de bien finir la campagne.

Quand les généraux d'Alexandre s'arrêtèrent pour combattre dans les champs de Borodino, que dirent-ils à leur armée?—Que Napoléon venait de perdre une grande bataille à Salamanque, et que l'empire français tremblait sur sa base. Et quand ils eurent abandonné Moscou, comment ranimèrent-ils le courage de leurs soldats? « La campagne est terminée « du côté des ennemis, dit le général Kutusoff; elle va com« mencer pour nous : *Madrid est pris!* » Comment les Russes n'auraient-ils pas persisté, comment auraient-ils pu conclure la paix, chaque courrier leur apportait une bonne nouvelle et un encouragement (1)!

La bataille de Vittoria décida l'Autriche, encore indécise, à entrer dans la coalition (2). L'empereur François, en apprenant le résultat de cette journée, s'était écrié : — *Il paraît que le chaud n'est pas plus favorable à mon gendre que le froid* (3).

Les succès remportés sur le maréchal Soult dans les Pyrénées amenèrent la reprise des hostilités à l'expiration de l'armistice de Prague, et les premières mesures prises par le général anglais dans le midi de la France provoquèrent une réaction légitimiste, ce que beaucoup de bons esprits avaient jugé impossible.

L'influence des victoires de Wellington se manifesta jusque dans le langage de l'opposition en Angleterre. Elle ne tonnait plus comme autrefois contre *les folies belliqueuses* du cabinet et contre *l'inutile valeur* de son général. Il lui fallait mainte-

---

(1) M. J. MAUREL, p. 40.

(2) Cette victoire, dit le baron FAIN (t. II, p. 44 et 46), exerça une *influence fatale* sur les négociations entre la France et l'Autriche.

(3) THIBAUDEAU.

nant une guerre sans relâche, et c'était à qui donnerait le plus d'argent pour la soutenir : « On vit même, dit Alison (1), les principaux membres de cette opposition faire un reproche au gouvernement de ce que, par égard pour leurs discours antérieurs, il eût négligé l'occasion de poursuivre les hostilités avec plus de vigueur. »

Ainsi tout concourt à prouver que la lutte glorieuse soutenue par Wellington en Espagne fut le point de départ de la grande coalition qui renversa l'édifice impérial. L'empereur lui-même confirme cette opinion, sur le rocher de Sainte-Hélène, quand cherchant à expliquer ses grandeurs et ses revers passés, il s'écrie : « La guerre d'Espagne a été mon chancre rongeur! »

Waterloo n'est en réalité qu'un incident au milieu de l'agonie, et le général anglais eut raison de dire aux commissaires du gouvernement provisoire, venus pour lui annoncer que l'empire était fini : *Je le savais depuis longtemps.*

Le succès inespéré de la campagne de 1815 produisit dans la Grande-Bretagne une sensation profonde, indescriptible. Le Parlement et le roi comblèrent Wellington de titres et d'honneurs. On lui vota une dotation de 200,000 livres, destinée à l'achat du domaine de Strathfieldsaye, dans le Hamspshire, domaine devant être tenu à perpétuité de la couronne par les descendants du duc, à charge de présenter tous les ans, le 18 juin, un drapeau tricolore. Ce symbole, qui rappelle un tribut semblable fourni à la couronne par l'héritier du nom de Marlborough, s'ajoute chaque année au faisceau d'armes du château de Windsor, où ces petits trophées doivent rappeler à la postérité les victoires de Blenheim et de Waterloo (2).

---

(1) T. IX, p. 342.
(2) *Memoir of the duke of Wellington, by the redaction of the Times*, p. 95.

Pendant plusieurs années, Wellington ne put faire un pas dans le royaume sans être l'objet de quelque manifestation flatteuse.

En 1822, les dames anglaises firent ériger en son honneur une statue de Jupiter. La même année, le commerce de Londres lui fit hommage d'un bouclier magnifique. La couronne saisit également toutes les occasions de témoigner à l'illustre guerrier ses sentiments d'estime et de reconnaissance. En 1818, elle le créa ***maître général de l'artillerie,*** en 1819; gouverneur de Plymouth, et en 1820, colonel en chef de la brigade des tirailleurs, composée en grande partie du célèbre 95ᵉ de ligne.

Les souverains étrangers ne se montrèrent pas moins généreux envers le duc. N'ayant plus de décorations à lui donner, les empereurs d'Autriche et de Russie, les rois de Prusse et des Pays-Bas l'élevèrent au grade de feld-maréchal dans leurs armées. Louis XVIII, plus généreux qu'habile dans cette circonstance, le créa maréchal de France et duc de Brunoy, du nom d'un petit village situé à 25 kilomètres de Paris, sur la route de Lyon (1). Le roi Guillaume des Pays-Bas conféra à lord Wellington le titre de prince de Waterloo, avec une rente considérable; et dans sa lettre patente il l'appela son ***très-cher et aimé cousin*** (2).

Jamais aucun général n'a reçu de pareils témoignages de gratitude et d'admiration.

---

(1) WELLINGTONIANA, p. 40

(2) Dans la lettre autographe jointe à la lettre patente, le roi, avec plus de bienveillance que de justice, donna à Wellington le titre de premier capitaine du siècle. (18 juillet 1815.

ANNEXE AU CHAPITRE XV.

NOTES CRITIQUES

SUR

LA CAMPAGNE DE 1815 EN BELGIQUE.

ANNEXE AU CHAPITRE XV.

SOMMAIRE :

Observations de Napoléon sur la conduite de ses lieutenants. — Peu de fondement de ces observations. — Indécision de l'empereur. — Ordres vagues et tardifs. — Reconnaissances mal faites. — Ney n'a pas commis aux Quatre-Bras les fautes qu'on lui reproche. — Témoignages du maréchal Soult, du colonel Heymès, etc. — Grouchy ne fait que se conformer aux ordres de Napoléon. — En arrivant sur le champ de bataille, il n'aurait probablement pas décidé la victoire. — Et cette victoire dans tous les cas n'aurait pas sauvé la France. — Examen critique des fautes reprochées par l'empereur à Wellington et à Blücher.

Napoléon, dans sa *Relation de la campagne de* 1815, exalte le mérite de ses combinaisons en dénigrant ses adversaires et ses propres lieutenants. Nous avons rendu justice aux promptes et judicieuses mesures à l'aide desquelles l'illustre chef de l'armée française réorganisa, en quelques semaines, l'état militaire de la France ; nous avons admiré surtout l'habileté avec laquelle il brusqua le passage de la Sambre et se jeta entre les deux armées, dans un moment où on le croyait tout occupé encore de ses préparatifs. Le grand capitaine se reconnaît dans ces combinaisons ; mais on chercherait en vain l'homme au grand caractère dans l'explication des revers qui suivirent.

Napoléon accuse Ney d'avoir perdu, par sa faute, la bataille des Quatre-Bras : « Le 15, dit-il, le prince de la Moskowa « reçut l'ordre de se porter avec 43,000 hommes en avant « des Quatre-Bras, d'y prendre position (le 16) à la pointe du « jour, et même de s'y retrancher...... Il hésita, perdit huit « heures, etc... »

Cette critique, comme nous l'avons fait observer dans notre relation de la campagne, tombe devant les déclarations du maréchal Soult (1), du colonel Heymès, premier aide de camp de Ney, du général Reille, commandant le 2e corps, et du comte Drouet, commandant le 1er corps. Le général Jomini, qui avait blâmé la lenteur de Ney, dans sa *Vie de Napoléon*, a fini par reconnaître que la conduite de ce maréchal est *à l'abri de toute critique,* si l'empereur, dans la conférence de nuit tenue à Charleroi, ne lui a pas donné l'ordre formel de marcher au point du jour sur les Quatre-Bras (2). Or, l'impossibilité de l'existence de cet ordre, à pareille heure, est démontrée, avec tous les caractères de la plus grande évidence, par les documents qu'a publiés le fils du maréchal Ney. Du reste, à défaut d'autres preuves, l'ordre suivant, adressé le 16 à Grouchy, suffirait pour établir que c'est seulement ce jour-là que Ney a reçu l'injonction formelle d'attaquer les Quatre-Bras. On lit, en effet, dans cet ordre : « Le comte de Valmy « *doit se rendre à Gosselies* avec le 3e corps de cavalerie, où « il sera à la disposition de M. le prince de la Moskowa... « J'ai l'honneur de vous prévenir que M. le prince de la Moskowa *reçoit ordre* de se porter, avec les 1er et 2e corps « d'infanterie et le 3e corps de cavalerie, à l'intersection des « chemins dite les *Trois-Bras* (Quatre-Bras), sur la route de

---

(1) En 1829, Soult a déclaré au fils du maréchal Ney et au colonel Heymès, que l'ordre de faire occuper les Quatre-Bras ne fut donné que le 16, *après le déjeuner de l'empereur.* (*Documents*, etc., p. 30.)

(2) Voir sa *Correspondance* avec le fils de Ney, p. 17.

« Bruxelles, et qu'il détachera un corps à Marbais pour se « lier avec vous sur Sombreffe, et seconder au besoin vos « opérations. »

Napoléon formule son deuxième reproche contre Ney dans les termes suivants : « Il laissa en réserve, en avant de Gos- « selies, pour observer Fleurus et assurer sa retraite, le « 1er corps, la division de cavalerie légère de la garde et une « division de cuirassiers de Kellermann, formant un total de « 16,000 hommes d'infanterie, 4,500 de cavalerie et 64 bou- « ches à feu. »

Le maréchal Ney, dans sa lettre du 26 juin 1815, au duc d'Otrante, proteste hautement contre ce reproche, formulé déjà dans les bulletins de la campagne insérés au *Moniteur*. Il prétend qu'au moment où il eut l'intention de faire avancer la réserve, on lui manda que Napoléon l'avait employée sans même l'en avertir. Le colonel Heymès (1) et le comte d'Erlon (2) certifient l'exactitude de ce fait, en produisant des preuves qui ne permettent plus de le révoquer en doute.

Ce n'est pas à six heures du soir que le prince de la Moskowa songea à faire venir sa réserve, c'est immédiatement après la réception de l'ordre apporté à onze heures et demie du matin par le général Flahaut.

Le comte d'Erlon affirme que dès ce moment il se mit en mesure de porter son corps sur les Quatre-Bras; mais il faut croire que ses préparatifs exigèrent beaucoup de temps, puisque le 1er corps fut rencontré aux environs de Frasnes par Labédoyère, porteur de l'ordre donné en avant de Fleurus, à trois heures et quart (3). S'il y eut quelque faute commise dans cette circonstance, elle doit être attribuée à Drouet, dont les

---

(1) Voir son *Mémoire* du 20 juillet 1829.

(2) *Lettre* du 9 février 1829, *au duc d'Elchingen*.

(3) Au moment de cette rencontre, il devait être environ quatre heures et quart, puisque Labédoyère n'arriva aux Quatre-Bras que vers cinq heures et demie, et que Drouet ne se montra à une lieue de Saint-Amand que vers cinq heures.

forces auraient dû être prêtes à partir au premier signal.

La cavalerie de Kellermann, qui avait pris les devants, arriva sur le champ de bataille *vers trois heures* (1). Il n'est donc pas vrai, comme l'affirme Napoléon, que le maréchal Ney laissa sa réserve en avant de Gosselies, et qu'il l'appela seulement à six heures du soir. On doit, du reste, attribuer ces erreurs, dans les *Relations de Sainte-Hélène,* à la rapidité des événements sous lesquels l'empire s'est écroulé. Obligé de s'embarquer à la hâte, privé de toute communication avec ses maréchaux, Napoléon n'a pas eu le moyen de rassembler les documents nécessaires pour tous les faits qui se rattachent à la catastrophe de Waterloo.

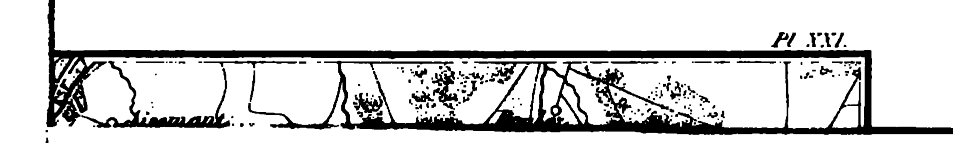
L'auteur des *Mémoires* reproche encore au maréchal Ney de lui avoir faire perdre trois heures dans sa marche sur Mont-Saint-Jean : « L'avant-garde de l'armée française, dit-il, « n'arriva le 17 devant Waterloo qu'à six heures du soir; sans « de fâcheuses hésitations, elle y fût arrivée à trois heures. « L'empereur en parut fort contrarié. Il dit, en montrant le « soleil : *Que ne donnerais-je pas pour avoir aujourd'hui le « pouvoir de Josué et retarder sa marche de deux heures* (2)... « Lorsque Ney parut, l'empereur lui témoigna son mécon- « tentement de tant d'incertitude et de tant de lenteur (3).

Le colonel Heymès contredit de tous points cette allégation. « Il n'est pas vrai, dit-il, que l'empereur ait manifesté son mécontentement au maréchal lorsqu'il le rejoignit à Frasnes, le 17 à dix heures du matin; il n'est pas vrai non plus qu'à cette heure les troupes fussent encore dans leurs bivacs : elles étaient sous les armes depuis la pointe du jour, attendant des ordres de l'empereur. Ce dernier n'arriva devant Planchenoit

(1) D'après le colonel Heymès, le général Kellermann arriva à cette heure avec deux régiments de cuirassiers.

(2) *Mémoires*, t. IX, p. 161.

(3) *Mémoires*, t. IX, p. 97. — *Victoires et conquêtes*, t. XXIV, p. 194.



qu'après le maréchal; on ne comprend pas dès lors que Ney ait pu faire perdre à l'empereur « *trois heures précieuses* qui lui auraient suffi pour écraser les Anglo-Hollandais (1). »

En appuyant cette observation qui nous semble juste, nous sommes loin de vouloir disculper entièrement le prince de la Moskowa. L'histoire lui reprochera toujours de n'avoir pas montré, le 16 et le 17 au matin, la décision et l'activité qui le distinguèrent à Iéna, à Elchingen, à Friedland, à Borodino (2); elle lui reprochera de n'avoir pas fait reconnaître exactement la force de l'armée réunie le 16 aux Quatre-Bras; de n'avoir pas su profiter pendant cette journée de la grande supériorité que lui donnaient ses 56 pièces d'artillerie; enfin, d'avoir exécuté à Waterloo sa première attaque en masses trop profondes et trop rapprochées.

Pour ce qui regarde Grouchy, il est réellement coupable d'avoir perdu de vue le maréchal Blücher pendant vingt-quatre heures (3), et d'être resté à Gembloux une partie de la journée du 17 et de la matinée du 18, au lieu de marcher sur Wavre.

Napoléon attribue à cette faute la perte de la bataille de Waterloo : « Si le maréchal Grouchy eût campé devant Wavre la « nuit du 17 au 18, l'armée prussienne n'eût fait aucun dé- « tachement pour sauver l'armée anglaise, et celle-ci eût été

---

(1) Parmi les auteurs français qui ont le plus vivement critiqué Ney, on distingue Gourgaud, les généraux Berton et Giraud. (*Précis des journées des* 15, 16, 17 et 18 *juin* 1815. Paris, 1815.) — Parmi les Allemands, Clausewitz est celui qui a donné les meilleures raisons pour expliquer et justifier en partie la conduite du maréchal.

(2) On doit remarquer cependant en faveur du prince de la Moskowa que, vraisemblablement, il n'exécuta point le 17, de grand matin, la marche en avant que l'empereur lui avait prescrite, au dire de Gourgaud, parce qu'il jugea imprudent d'attaquer avec 30,000 hommes l'armée de Wellington, presque toute entière réunie aux Quatre-Bras. Si quelqu'un perdit un temps précieux le 17, c'est évidemment Napoléon, qui laissa toute cette journée au général anglais.

(3) Il sut le 17 au soir, par le rapport du général Excelmans, que des troupes prussiennes étaient en marche vers Wavre pour se rapprocher de l'armée anglaise. Le lendemain, à deux heures du matin, il reçut un avis positif qui lui annonçait la concentration de toute l'armée ennemie autour de cette ville. (Ce fait est certifié par Grouchy lui-même)

« complétement battue par les 69,000 Français qui lui étaient « opposés. »

Cette opinion est fort contestable. En effet, les 34,000 hommes de Grouchy, pour être contenus, n'exigeaient pas absolument la présence de 80,000 Prussiens. La moitié de ce nombre eût suffi; l'autre moitié aurait donc pu arriver à temps sur le champ de bataille de Waterloo (1).

On doit reprocher cependant à Grouchy de n'avoir pris aucune mesure efficace pour rester en communication avec l'empereur.

Comme stratégiste, il manqua de perspicacité en supposant, même après avoir entendu la canonnade de Mont-Saint-Jean, que Blücher, au lieu de marcher sur le canon par le chemin le plus court, l'attendrait à Wavre. Ce sont là de ces erreurs qui font sans doute un tort immense à la réputation d'un général, mais qui n'entachent pas sa mémoire. Le commandant d'un corps d'armée n'est pas obligé de faire la guerre d'inspiration. Il doit même, en thèse générale, se borner à exécuter les ordres qu'on lui donne. C'est ce que firent Lefebvre à Würtzbourg, Bernadotte à Iéna, Drouet à Ligny, et Grouchy à Waterloo. On peut critiquer ou plaindre les généraux qui agissent de la sorte, mais on n'a pas le droit de les conspuer. Il y aurait même un grave inconvénient à ériger en système qu'un commandant de corps détaché doit toujours marcher sur le canon. La conduite de Desaix à Marengo et de Macdonald à Raab est une heureuse témérité, que l'insuccès eût rendue criminelle. Au reste, un chef d'armée n'a pas toujours pour commander ses grands détachements des hommes d'inspiration et de génie. Voilà ce qui réhabilitera jusqu'à un

---

(1) Grouchy arriva devant Wavre à quatre heures et demie. Il attaqua Thielman à six heures et le battit. S'il s'était porté directement sur Mont-Saint Jean, il eût été suivi par le corps de ce général, et son arrivée sur le champ de bataille dans la soirée n'aurait pas sensiblement amélioré la situation de l'empereur.

certain point le maréchal Grouchy, dont le principal tort est de n'avoir pas été, le 17 et le 18 juin, l'égal de Desaix.

Napoléon, si injuste pour ses lieutenants, est plus injuste encore envers les généraux alliés.

Il prétend d'abord que Wellington n'aurait pas dû réunir ses forces aux Quatre-Bras : « Cette position, dit-il, *était depuis vingt-quatre heures au pouvoir des Français* » (1). — Erreur complète! Lorsque Wellington, dans la soirée du 15, désigna les Quatre-Bras pour point de réunion à son armée, il ne savait rien, sinon que les Français avaient soutenu un combat d'avant-poste sur la Sambre, à Thuin et à Lobbes. Si, dès ce moment, il s'était concentré sur Waterloo, comme l'empereur prétend qu'il aurait dû le faire, on l'eût accusé avec raison d'avoir sacrifié Blücher.

Il avait été convenu, entre les deux généraux, que les Anglo-Néerlandais, en cas d'attaque, se réuniraient aux Quatre-Bras et les Prussiens à Sombreffe.

Ces points étaient bien choisis; le plan d'attaque de l'empereur en offre la preuve.

Wellington agit donc sagement en portant ses troupes à trois ou quatre lieues en avant de Waterloo, pour soutenir de plus près son collègue, qu'il savait engagé depuis le matin avec Napoléon (2).

Si l'on peut lui adresser un reproche, c'est de n'avoir pas pris ses mesures pour concentrer les troupes anglo-néerlandaises, le 16 de grand matin, aux Quatre-Bras. Il devait savoir qu'en un seul jour l'ennemi pouvait atteindre ce point; et, en effet, dès le 15, à six heures et demie du soir, les avant-postes

---

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 170, et t. VIII, p. 198.

(2) Blucher dit formellement, dans son *Rapport sur les batailles de Ligny et de Waterloo*, que la division du prince d'Orange, attaquée aux Quatre-Bras, *était destinée à l'appuyer*.

de la division Perponcher furent attaqués à Frasnes par un détachement de cavalerie du corps de Reille (1). Quelque temps après arriva la division Bachelu; évidemment, toute l'aile gauche aurait pu s'y trouver en même temps qu'elle.

Napoléon prétend que Wellington avait choisi une position détestable : « Malgré, dit-il, la diversion opérée en sa faveur « par les 30,000 Prussiens du général Bulow, Wellington eut « deux fois opéré sa retraite, si cela eût été possible. Ainsi, « étrange bizarrerie des événements humains, le mauvais « choix de son champ de bataille, qui rendait toute retraite « impossible, a été la cause de son succès (2). »

Les remarques faites plus haut (chap. XV) prouvent combien, dans cette circonstance, la passion égare l'empereur. Il est bien plus près de la vérité lorsqu'il soutient qu'après les combats de Ligny et des Quatre-Bras, Wellington aurait dû se retirer derrière la forêt de Soignes par la chaussée de Charleroi; — faire exécuter à Blücher un mouvement correspondant par la route de Wavre; — réunir les deux armées à la pointe du jour sur Bruxelles; — laisser des arrière-gardes pour défendre la forêt; — se couvrir par des abattis et des ouvrages de campagne; — appeler enfin à lui toutes les garnisons de la Belgique et les quatorze régiments débarqués à Ostende (3). L'empereur pense que dans cette position, les alliés l'eussent empêché d'avancer ou de rester plus longtemps en Belgique, 380,000 Russes, Autrichiens et Bavarois étant arrivés sur le Rhin, et devant sous peu de jours atteindre la Marne (4).

Bien que Wellington n'ait point expliqué le motif qui lui fit occuper de préférence la position de Mont-Saint-Jean, nous

---

(1) Voir le *rapport* adressé des Quatre-Bras *au général Perponcher*, par le colonel B de Saxe-Weimar, le 15, à neuf heures du soir.

(2) T. IX, p. 171.

(3) *Mémoires*, t. IX, 199.

(4) Cet aveu prouve que Napoléon, en commençant la campagne, ne se faisait point illusion sur le résultat final.

croyons qu'il a reculé devant la crainte de faire traverser la forêt pendant la nuit à une armée exténuée de fatigue.

Napoléon dit (p. 167 de ses *Mémoires*) : « L'armée fran-
« çaise campa, la nuit du 14 au 15, à une demi-lieue des
« avant-postes prussiens, et cependant le maréchal Blü-
« cher n'eut connaissance de rien. Lorsque, le 15 dans la
« matinée, il apprit, à son quartier général de Namur, que
« l'empereur entrait à Charleroi, l'armée prusso-saxonne était
« encore cantonnée sur une étendue de pays de trente lieues;
« il lui fallait deux jours pour se réunir. »

Ici encore, l'empereur va trop loin dans sa critique.

Blücher savait dès le 13 que Napoléon avait quitté Paris (1). La nuit suivante, ordre était donné au général Bulow de concentrer ses troupes sur la rive gauche de la Meuse, de manière que le 4e corps pût arriver en une seule marche à Hanut (2). En même temps, un officier d'état-major avait été expédié à Bruxelles pour arrêter les dernières mesures à prendre; et, bien que Wellington ne crût pas, dit-on, que l'armée française attaquerait d'abord les Prussiens, il avait donné à cet officier l'assurance positive que, le cas échéant, son armée serait concentrée à Nivelles et aux Quatre-Bras vingt-deux heures après le premier coup de canon.

Le 14, entre neuf et dix heures du soir, Blücher reçut avis de von Ziethen que les troupes françaises se montraient dans la direction de Solre-sur-Sambre et de Beaumont (3).

Comme il n'y avait plus alors de doute sur la direction de l'attaque principale, le maréchal prussien donna (à minuit) des ordres de marche aux divers corps de l'armée.

---

(1) VON DAMITZ, t. I, p. 70, et VAN LOBENSELS, p. 119.

(2) *Militair Wochenblatt*, n° 53, 19.

(3) C'est la version prussienne. M. le général Jomini prétend que Blucher fut averti de l'approche des Français par un tambour de la garde.

Les troupes de soutien des avant-postes de Ziethen se trouvèrent sous les armes le 15 de grand matin. On ne peut donc pas dire que ces avant-postes furent surpris. Au reste, Ziethen se retira lentement et sans se laisser entamer, fit tête pendant quelque temps aux Français à Gilly, et le soir s'arrêta en bon ordre à Fleurus.

Dès que Blücher eut reçu à Namur l'avis de cette attaque, il dirigea Pirch et Thielman sur Sombreffe, où ils arrivèrent entre onze heures et midi. En ce moment, les troupes de Ziethen étaient massées entre Bry et Ligny.

Ainsi, quelques heures après que l'ennemi eut passé la Sambre, trois corps de l'armée prussienne, constituant une force de 80,000 hommes, se trouvaient réunis dans une position reconnue d'avance (1). C'est là, sans doute, un résultat des plus satisfaisants.

Il faut reconnaître cependant, pour être juste, que si le corps de Vandamme et de Grouchy n'avaient pas perdu quelques heures précieuses, la concentration des trois corps prussiens eût été quasi-impossible. Le village de Fleurus se trouvait en effet trop rapproché de l'ennemi pour être un bon point de ralliement; c'est ce qui a fait dire à Napoléon que Blücher aurait dû concentrer son armée sur Wavre, où il avait la certitude d'être rejoint par Bulow.

Les auteurs prussiens toutefois sont d'avis que la concentration des quatre corps se fût effectuée, malgré tout, à Fleurus, si le chef du 4e corps avait exécuté immédiatement l'ordre reçu le 15 (à quatre heures du matin), de marcher sur Hanut (2). Mais le 15 au soir, Blücher savait que son ordre n'avait pas été exécuté, et que Bulow resterait en arrière (3). Si malgré

---

(1) CARMICHAEL SMYTH, p. 301.
(2) Voir, pour la justification de ce fait, les documents insérés dans le *Militair Wochenblatt*, 1845, nos 5 et 6.
(3) Voir VAN LOBENSELS, p. 124.

cette circonstance le maréchal persista à rester en position, au lieu de marcher sur la Dyle, c'est qu'il jugea moins important sans doute de rallier 30,000 hommes que de se tenir à proximité des Quatre-Bras, où il savait que l'armée anglo-néerlandaise devait se porter. Napoléon lui-même semble avoir justifié indirectement cette résolution dans le passage suivant de ses *Mémoires*, où il reproche à Blücher de ne s'être pas dirigé, après la bataille de Ligny, sur les Quatre-Bras ou sur Waterloo : « C'eût été le moyen le plus sûr, dit-il, de rallier les « troupes anglo-néerlandaises. En faisant le contraire, le « maréchal prussien commit une faute grave. Le 16, il n'était « qu'à 3,000 toises du prince d'Orange, et séparé de lui par « une bonne chaussée. Dans la soirée du 17, au contraire, il « y avait entre lui et l'armée alliée 10,000 toises et un terrain « qui n'offrait que des défilés et des chemins impraticables. »

Quant au reproche fait à Blücher d'avoir accepté la bataille le 16, il n'est pas fondé, puisque ce jour même, à une heure de l'après-midi, Wellington était venu trouver le maréchal sur la hauteur du Moulin de Bussy, et lui avait promis (1) que l'armée anglo-néerlandaise, réunie aux Quatre-Bras, s'avancerait par Frasnes et Gosselies pour attaquer l'ennemi en flanc et le forcer à battre en retraite sur Charleroi.

Le duc de Wellington avait, dit-on, la ferme conviction que, vers deux heures, un nombre suffisant de troupes seraient concentrées aux Quatre-Bras pour prendre l'offensive (2). C'est en échangeant ces assurances que les deux généraux se séparèrent : l'un courut aux Quatre-Bras, et l'autre donna les derniers ordres pour la bataille de Ligny (3).

Blücher se trouva donc le 16 dans les mêmes conditions

---

(1) VON DAMITZ, t. II, p. 17.
(2) VAN LOBENSELS, p. 144.
(3) VAN LOBENSELS, p. 143.

où Wellington s'était placé le 18, à Waterloo. Ni l'un ni l'autre, en acceptant le combat dans ces conditions, ne peuvent être accusés d'avoir violé les règles de l'art de la guerre.

Toutefois, le maréchal prussien fit plusieurs fautes qui doivent être signalées. Il choisit mal sa position; — ne tira point de sa nombreuse cavalerie (92 escadrons) tout le parti possible (1); — laissa son aile droite en l'air, et affaiblit son centre au moment même où tous les efforts de l'ennemi allaient se porter sur ce point.

Quelques auteurs (2) ont cherché à justifier la position aventurée de l'aile droite, par la nécessité où se trouvait Blücher de maintenir ses communications avec l'armée anglo-néerlandaise; mais cette excuse ne peut être admise. On est plus près en effet de compromettre que de favoriser la jonction des secours, lorsqu'on allonge une aile au point de rendre l'attaque de ce côté plus facile que sur tout autre point. Si Napoléon, inspiré par la belle manœuvre de Frédéric à Leuthen, avait débordé par sa gauche renforcée la droite ennemie et gagné la ligne de communication de Blücher avec les Anglo-Néerlandais, il aurait séparé les deux armées, et, dans tous les cas, rendu impossible la marche directe de Ligny sur les Quatre-Bras, marche que Napoléon reproche au maréchal prussien de n'avoir pas tentée après la bataille du 16.

---

(1) La position, du reste, n'offrait pas un terrain favorable à l'action de cette arme.

(2) Entre autres Van Lobensels : « L'opinion est assez unanime que la position prise par le « général prussien était très-bien choisie, toujours en considérant l'hypothèse déjà indi- « quée. »

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TOME DEUXIÈME.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

CHAPITRE XV.

ANNEXE AU CHAPITRE XV.

FIN DE LA TABLE.



